Le Président

REUNION DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG du vendredi 28 novembre 2014 à 08h30 en la Salle des Conseils du Centre Administratif

Ordre du Jour

Finances, Contrôle de gestion, Administration et ressources

1	Election d'un membre du Bureau.	1
2	Représentations de la CUS au Conseil et au Bureau de l'Eurodistrict suite à l'élargissement de l'Eurodistrict.	9
3	Décision modificative n° 2 de la CUS.	11
4	Avenants aux conventions régissant le calcul des remboursements des frais de structure entre les organismes satellites CCAS et Caisse des écoles et la CUS.	33
5	Adhésion de la Communauté urbaine de Strasbourg à l'Agence France Locale.	39
6	Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.	46
7	Frais de transport domicile travail.	56
8	Rapport d'activité 2013 du comité d'éthique vidéoprotection.	58
9	Actualisation de la composition du Comité d'éthique vidéoprotection et désignation de son Président.	61
10	Désignation d'un représentant de la Communauté urbaine de Strasbourg au sein du Fonds d'Aide aux Jeunes.	64

Urbanisme, Habitat et Aménagement, transport

11	Raffinerie de Reichstett : validation du partenariat avec la société BROWNFIELDS, repreneur du site, et des conditions de l'acquisition de terrains non bâtis d'environ 380 hectares	65

12	ZAC Bon Pasteur à Strasbourg : clôture de l'opération et de la concession d'aménagement et suppression de la ZAC.	89
13	Evolution de la fiscalité de l'urbanisme (taux de la part intercommunale de la taxe d'aménagement) applicable à la zone CEN UA5 et à la zone MEI UB3 du POS de Strasbourg ainsi qu'au secteur des friches industrielles de l'entrée sud de Schiltigheim.	169
14	Quartier de Cronenbourg : Modification de la délibération du 28 juin 2013, concernant l'approbation du projet d'aménagement et la réalisation d'un programme immobilier sur le site de la Rotonde.	177
15	4ème Programme Local de l'Habitat - Point d'étape annuel.	184
16	Mise en place des règles applicables aux opérations de logement social montées en usufruit locatif social (ULS).	197
17	Evolution des statuts de l'association coopérative HABITAT DE L'ILL.	205
18	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) : participation financière 2014 de la CUS dans le cadre du PDALPD 2010-2014.	237
19	Service Maintenance bâtiment : conclusion de marchés pour l'exécution de travaux et de prestations de services, éventuellement reconductibles et approbation de groupement de commandes entre la Communauté Urbaine et la Ville de Strasbourg.	242
20	Déclaration de projet général relative au réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg - Port du Rhin. Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg à la CUS. Acquisitions foncières nécessaires au projet. Désignations.	251

Emploi, Développement économique et rayonnement métropolitain

21	Proposition de signature d'une convention d'objectifs avec l'Université de Strasbourg / CNRS / BETA et avec l'association ACCRO - ACtions pour un développement CRéatif des Organisations et attribution d'une subvention à l'association ACCRO	308

Développement durable et grands services environnementaux

22	Convention d'indemnisation d'agriculteurs dans le cadre de la réalisation d'un ouvrage de protection contre les crues à Eckwersheim.	340
23	Lancement du projet d'innovation collaborative multipartenarial LUMIEAU - Stra - LUtte contre les MIcropolluants dans les EAux Urbaines à Strasbourg avec la Communauté urbaine de Strasbourg.	356
24	Remises gracieuses et créances irrécouvrables eau et assainissement.	362

Services à la personne (sport, culture, handicap ...) et équipements sportifs et culturels

25	Tarification de location de salle et de prestations du Zénith.	366
26	Soutien à l'association EAVE pour l'organisation d'une session de formation à Strasbourg en octobre 2015.	371

Interpellation

27	Interpellation de Mme Jurdant-Pfeiffer relative à la French Tech.	

Communications

28	Communication sur la géothermie.	373
29	Communication relative à l'usine d'incinération des ordures ménagères.	377

1

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Election d'un membre du Bureau.

Par délibération du 6 juin 2014 et conformément à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Bureau de la CUS, désigné « Commission permanente » a été constitué avec la composition suivante :
- Président,
- ensemble des Vice – présidents,
- autres membres du Conseil au nombre de 39.

Soit un total de 60 membres.

Par une autre délibération de la même séance, le conseil a élu les membres du bureau, autres que le président et les vice-présidents.
Au motif d'un changement de titulaire des fonctions de vice présidence, le Conseil est aujourd'hui appelé à élire au scrutin secret uninominal à trois tours un nouveau membre du troisième collège (membres non titulaire de fonctions exécutives).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu les articles L 5211-2 et L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales
appelé à procéder à l'élection d'un membre du bureau

a élu Mme Souad EL MAYSOUR, par vote secret à la majorité absolue au premier tour de scrutin.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

CONSEIL DE COMMUNAUTE
DU 28 NOVEMBRE 2014

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :
ELECTION D'UN MEMBRE DU BUREAU

Mme/~~M.~~ : Souad EL TAYSOUR

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne 92

A déduire bulletins blancs/nuls 27

Reste pour le nombre des suffrages valables 65

Majorité absolue 33

A/~~ont~~ obtenu :

~~M~~/Mme Souad EL TAYSOUR ..... 65 voix

M/Mme _____ ..... _____ voix

~~M~~/Mme Souad EL TAYSOUR ayant obtenu la majorité absolue des suffrages est élu(e) membre du Bureau.

Les assesseurs :

Le secrétaire de séance :

CONSEIL DE COMMUNAUTE
du vendredi 28 novembre 2014

POINT 1 : Election d'un membre du Bureau

FEUILLLE D'EMARGEMENT

		PRENOM	NOM	SIGNATURE
A	M.	Syamak	AGHA BABAEI	
	M.	Eric	AMIET	
B	Mme	Caroline	BARRIERE	
	Mme	Jeanne	BARSEGHIAN	
	M.	Jacques	BAUR	
	M.	Jean-Marie	BEUTEL	
	Mme	Françoise	BEY	
	M.	Philippe	BIES	
	M.	Jacques	BIGOT	
	M.	Olivier	BITZ	
	M.	Gérard	BOUQUET	
	Mme	Françoise	BUFFET	
	Mme	Béatrice	BULOU	
	M.	Yves	BUR	
C	M.	Mathieu	CAHN	
	Mme	Martine	CALDEROLI-LOTZ Procuration D. SCHUCER	
	Mme	Martine	CASTELLON	
	Mme	Chantal	CUTAJAR	

CONSEIL DE COMMUNAUTE
du vendredi 28 novembre 2014

POINT 1 : Election d'un membre du Bureau

FEUILLLE D'EMARGEMENT

D	Mme	Danielle	DAMBACH	
	M.	Vincent	DEBES	
	M.	Christian	DELEAU	
	M.	Patrick	DEPYL	
	Mme	Danielle	DILIGENT	
	Mme	Nicole	DREYER Procuration Mme BARRIERE	
	Mme	Marie-Dominique	DREYSSE	
E	M.	Bernard	EGLES	
	Mme	Souad	EL MAYSOUR	
	M.	Eric	ELKOUBY	
	M.	Eddie	ERB	
F	M.	Alexandre	FELTZ Procuration Mme KOHLER	
	Mme	Martine	FLORENT	
	M.	Alain	FONTANEL Procuration N. RIES	
	M.	Claude	FROEHLY	
G	Mme	Camille	GANGLOFF	
	M.	Jean-Baptiste	GERNET	
	Mme	Catherine	GRAEF-ECKERT	
	Mme	Christine	GUGELMANN	
	Mme	Mine	GÜNBAY	

CONSEIL DE COMMUNAUTE
du vendredi 28 novembre 2014

POINT 1 : Election d'un membre du Bureau

FEUILLLE D'EMARGEMENT

H	**M.**	**Robert**	**HERRMANN**	
	M.	Jean Luc	HERZOG	
	M.	André	HETZEL	
	M.	Jean-Louis	HOERLE	
	M.	Jean	HUMANN	
I	Mme	Pia	IMBS	
J	M.	Alain	JUND	
	Mme	Pascale	JURDANT-PFEIFFER	
K	Mme	Fabienne	KELLER	
	M.	Théo	KLUMPP	
	M.	Patrick	KOCH	
	Mme	Christel	KOHLER	
	M.	Céleste	KREYER	
	M.	Jean-Marie	KUTNER	
L	Mme	Brigitte	LENTZ-KIEHL	
	M.	Michel	LEOPOLD	
	M.	André	LOBSTEIN	
	M.	François	LOOS	

CONSEIL DE COMMUNAUTE
du vendredi 28 novembre 2014

POINT 1 : Election d'un membre du Bureau

FEUILLLE D'EMARGEMENT

M	Mme	Séverine	MAGDELAINE Procuration M. BIGOT	
	M.	Pascal	MANGIN Procuration M. MAURER	
	M.	Jean-Baptiste	MATHIEU Procuration Mme GANGLOFF	
	M.	Nicolas	MATT	
	M.	Jean-Philippe	MAURER	
	M.	Paul	MEYER	
N	M.	Raphaël	NISAND ~~Procuration M. HERRMANN~~	
O	M.	Serge	OEHLER	
P	Mme	Edith	PEIROTES Procuration M. SCHULTZ	
	M.	Pierre	PERRIN	
	M.	Thibaud	PHILIPPS	
Q	Mme	Michèle	QUEVA	
R	Mme	Nawel	RAFIK-ELMRINI	
	M.	Abdelkarim	RAMDANE	
	Mme	Ada	REICHHART Procuration Mme RAFIK ELMRINI	
	Mme	Anne-Pernelle	RICHARDOT ~~Procuration M. HERRMANN~~	
	M.	Roland	RIES	
	M.	Jean-Emmanuel	ROBERT	
	M.	Patrick	ROGER Procuration Mme TRAUTMANN	
	Mme	Sophie	ROHFRITSCH	
	Mme	Edith	ROZANT	

CONSEIL DE COMMUNAUTE
du vendredi 28 novembre 2014

POINT 1 : Election d'un membre du Bureau

FEUILLLE D'EMARGEMENT

S	Mme	Meliké	SAHIN	
	M.	Richard	SANCHO-ANDREO	
	M.	Alain	SAUNIER	
	M.	René	SCHAAL	
	M.	Thierry	SCHAAL	
	Mme	Françoise	SCHAETZEL	
	M.	Jean-Luc	SCHAFFHAUSER	
	M.	Georges	SCHULER	
	M.	Eric	SCHULTZ	
	M.	Pierre	SCHWARTZ	
T	Mme	Bornia	TARALL Procuration M. ROBERT	
	Mme	Catherine	TRAUTMANN	
V	Mme	Laurence	VATON	
	M.	Jean-Philippe	VETTER Procuration M. PHILIPPS	
W	Mme	Valérie	WACKERMANN Procuration Mme BEY	
	Mme	Anne-Catherine	WEBER	
Z	M.	Sébastien	ZAEGEL	
	Mme	Catherine	ZUBER Procuration Mme KELLER	

2

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Représentations de la CUS au Conseil et au Bureau de l'Eurodistrict suite à l'élargissement de l'Eurodistrict.

Par délibération du 5 mai 2014, le Conseil de communauté a désigné ses 24 représentants au sein de l'assemblée du GECT Eurodistrict Strasbourg Ortenau.

Le GECT, après publication de l'arrêté préfectoral afférent, a élargi sa composition à trois nouvelles intercommunalités. Le nombre global de représentants de ce collège ne variant pas (il est fixé à 24 membres) et chaque nouvel adhérent bénéficiant d'un siège, la représentation de la Communauté urbaine de Strasbourg est dorénavant fixée à 21 membres.

Dans ces conditions, le Conseil est appelé à renouveler sa représentation en désignant 21 de ses membres pour siéger au sein du GECT. Il est précisé que le Maire de la ville et le Président de la Communauté urbaine de Strasbourg sont membres de droit. Reste à élire 19 membres.

Le vote se déroule au scrutin de liste.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu les articles L.5211-1, L .2121-21 et L.2121-33 du code général des collectivités territoriales
vu les statuts de GECT Strasbourg Ortenau
après en avoir délibéré
a élu au scrutin de liste

1. *Roland RIES (Maire de Strasbourg)*
2. *Robert HERRMANN (Président de la CUS)*
3. *Nawel RAFIK-ELMRINI*
4. *Camille GANGLOFF*
5. *Jean-Baptiste MATHIEU*

6. *Jean-Baptiste GERNET*
7. *Alexandre FELTZ*
8. *Séverine MAGDELAINE*
9. *Anne-Catherine WEBER*
10. *Brigitte LENTZ-KIEHL*
11. *Nicole DREYER*
12. *Théo KLUMPP*
13. *René SCHAAL*
14. *Céleste KREYER*
15. *Jacques BAUR*
16. *Gérard BOUQUET*
17. *Pierre PERRIN*
18. *Jeanne BARSEGHIAN*
19. *Eric SCHULTZ*
20. *Fabienne KELLER*
21. *Pascal MANGIN*

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

3

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Décision modificative n° 2 de la CUS.

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

La décision modificative n°2 s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à hauteur de **1 M€.**

Ce montant résulte du volume de recettes, composées principalement de l'ajustement à la hausse des recettes liées aux piscines (**+0,7 M€**) et de l'ajustement à la hausse des recettes de taxe de séjour (**+0,1 M€**).

S'agissant des propositions de dépenses, elles sont constituées de :

- **- 2,5 M€** sur la contribution au budget annexe transport collectif, consécutif à la baisse de la contribution versée à la CTS en 2014 ainsi qu'à l'ajustement à la hausse du versement transport ;
- **+0,7 M€** de constitution d'une provision pour le futur apurement du compte des garanties d'emprunts, dans le cadre du projet de fiabilisation des comptes ;
- **+0,7 M€** de versement d'une prime d'assurance dans le cadre du projet PEX/PMC. Cette somme, initialement inscrite en investissement, fait l'objet d'une diminution du même montant au sein la section d'investissement ;
- **+1,1 M€** d'écritures techniques, dont +0,6 M€ correspondant à des dégrèvements fiscaux au profit des entreprises, supportés à titre définitif par la CUS et +0,2 M € de complément pour le fonds de péréquations des ressources communales et intercommunales, suite à la transmission par les services fiscaux du montant définitif ;

L'équilibre est assuré par **0,9 M€** affectés à la section d'investissement par le biais d'une augmentation de l'autofinancement complémentaire (dépense de fonctionnement)

Section d'investissement
La section d'investissement est en diminution de **17 M€** en dépenses et en recettes dont **-20,4 M€** de crédits opérationnels.

Parmi les plus importants rephasages, il y a lieu de noter **-5 M€** affecté au projet PAPS/ PCPI, **-5,5 M€** sur le projet Wacken Europe, **-2,9 M€** pour la première phase du projet de voirie de la rue du Péage, **-2 M€** pour le projet de mise aux normes du tunnel de l'Etoile et **-1,7 M€** pour les réserves foncières du projet Tech Med.

Au sein des crédits annuels, il y a lieu de noter l'adhésion à l'agence de financement France Locale (**+0,8 M€**).

En recettes**, 6,9 M€** sont inscrits pour la vente du P+R Rotonde, qui sera échelonnée sur deux exercices ce qui entraîne une dépense de **2,8 M€** correspondant à la mise en réserve de l'encaissement lié à l'exercice 2015.

L'équilibre est notamment assuré par l'autofinancement complémentaire issu de la section de fonctionnement, qui génère une recette de **0,9 M€.** Par ailleurs, les recettes de la section d'investissement permettent une diminution de la prévision d'emprunt de **19,7 M€**.

BUDGETS ANNEXES

Budget annexe de l'eau

Section d'exploitation

La section d'exploitation est en augmentation de **3,1 M€**.

Cette hausse comprend notamment en recettes de fonctionnement des écritures nécessaires de régularisation de l'inventaire comptable. Cette inscription est équilibrée par une inscription en dépenses d'investissement.
Outre ces écritures, il est demandé **+0,3 M€** d'annulations de factures et de créances admises en non valeur, compensées par la diminution des frais de branchements d'immeubles, et de la redevance versée à l'agence de l'eau.
L'équilibre est assuré par l'augmentation de **+3,1 M €** du virement à la section d'investissement.

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre à **3,1 M€**.
Les dépenses concernent la régularisation de l'inventaire comptable pour **+3,1 M€**, équilibrée par l'augmentation de **+3,1 M€** du virement de la section d'exploitation.

Budget annexe de l'assainissement

Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre à **2,4 M€**.

A l'instar du budget annexe de l'eau, cette hausse comprend en recette de fonctionnement des régularisations de l'inventaire comptable pour **+2,4 M€**, équilibrée par une inscription en dépenses d'investissement.
Il est également demandé **+0,2 M€** pour le versement de la pénalité à Valorhin concernant les sécheurs de la station d'épuration.
L'équilibre s'effectue par l'augmentation du virement à la section d'investissement de **+2,2 M€**.

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre à **2,2 M€**.
Les dépenses comprennent **+2,4 M€** de régularisation de l'inventaire comptable, ainsi qu'une diminution de **-0,2 M€** de crédits opérationnels.
L'équilibre est assuré par l'augmentation de **2,2 M€** du virement de la section d'exploitation.

Budget annexe des zones d'aménagement immobilier

Les inscriptions en section de fonctionnement, qui s'équilibre à **+0,3 M€,** découlent de la comptabilisation de stocks, tenue selon le système de l'inventaire permanent simplifié.

Il est à noter l'inscription de **+0,3 M€** concernant l'annulation d'une vente de terrains sur la zone d'activité de la vigie à Ostwald. L'équilibre se fait par la réintégration dans les stocks de ces terrains.

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par une augmentation de la prévision d'emprunt de **+0,3 M€.**

Budget annexe des transports collectifs

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à **-0,4 M€**, qui correspondent en dépenses à la baisse de la subvention versée à la CTS.
Concernant les recettes de fonctionnement, le Versement Transport augmente de **+2,1 M€**
L'équilibre est assuré par la révision à la baisse de la participation du budget principal pour **-2,5 M€.**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

A) arrête, par chapitre, la décision modificative n°2 pour l'exercice 2014 de la CUS tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

1 - En section de fonctionnement			
Dépenses			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	011	*Charges à caractère général*	*541 793,82 €*
	012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*-102 480,00 €*
	014	*Atténuation de produits*	*840 947,00 €*
	022	*Dépenses imprévues*	*30 612,00 €*
	023	*Virement à la section d'investissement*	*900 000,00 €*
	65	*Autres charges de gestion courante*	*-2 343 316,82 €*
	67	*Charges exceptionnelles*	*399 800,00 €*
	68	*Dotations aux amortissements et provisions*	*732 644,00 €*
			1 000 000,00 €
Recettes			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*543 834,45 €*
	73	*Impôts et taxes*	*100 000,00 €*
	74	*Dotations et participations*	*88 272,00 €*
	75	*Autres produits de gestion courante*	*183 000,00 €*
	76	*Produits financiers*	*5 479,00 €*
	77	*Produits exceptionnels*	*79 414,55 €*
			1 000 000,00 €

2 - En section d'investissement			
a. CREDITS DE PAIEMENTS			
Dépenses			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	020	*Dépenses imprévues*	*326 455,22 €*
	13	*Subventions d'investissement*	*30 184,44 €*
	20	*Immobilisations incorporelles*	*-456 331,28 €*
	204	*Subventions d'équipements versées*	*246 792,00 €*
	21	*Immobilisations corporelles*	*-144 690,38 €*
	23	*Immobilisations en cours*	*-15 111 568,00 €*
	26	*Participations et créances rattachées à des participations*	*815 000,00 €*
	27	*Autres immobilisations financières*	*2 214 158,00 €*
	454	***Travaux effectués d'office pour le compte de tiers***	
	454107	*Aménagement de voirie pour tiers*	*80 000,00 €*
	458	***Opérations d'investissement sous mandat***	

	458109	*Liaison interport*	*50 000,00 €*
	458114	*PAPS-PCPI*	*-5 000 000,00 €*
	458119	*Aménagement RN4*	*-50 000,00 €*
			-17 000 000,00 €
Recettes			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	021	*Virement de la section de fonctionnement*	*900 000,00 €*
	024	*Produit des cessions d'immobilisations*	*4 197 226,00 €*
	13	*Subventions d'investissement*	*-1 899 437,70 €*
	16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-19 727 612,23 €*
	204	*Subventions d'équipements versées*	*0,70 €*
	21	*Immobilisations corporelles*	*81 206,69 €*
	23	*Immobilisations en cours*	*63 363,03 €*
	27	*Autres immobilisations financières*	*81 656,00 €*
	458	***Opérations d'investissement sous mandat***	
	458209	*Liaison interport*	*58 824,81 €*
	458215	*Aménagement place d'Austerlitz*	*-125 342,94 €*
	458216	*Aménagement place du Château*	*-579 884,36 €*
	458219	*Aménagement RN4*	*-50 000,00 €*
			-17 000 000,00 €

b. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En dépenses **2 148 765 955 €**
En recettes **476 360 451 €**

B) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

C) arrête, par chapitre, la décision modificative n°2 pour l'exercice 2014 du budget annexe de l'eau, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

1 - En section d'exploitation			
Dépenses			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	011	*Charges à caractère général*	*-273 000,00 €*
	023	*Virement à la section d'investissement*	*3 050 000,00 €*
	65	*Autres charges de gestion courante*	*33 000,00 €*
	67	*Charges exceptionnelles*	*290 000,00 €*
			3 100 000,00 €
Recettes			

	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 115 187,25 €*
	70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*-15 187,25 €*
			3 100 000,00 €
2 - En section d'investissement			
Dépenses			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	020	*Dépenses imprévues*	*-15 187,25 €*
	040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 115 187,25 €*
	21	*Immobilisations corporelles*	*-50 000,00 €*
			3 050 000,00 €
Recettes			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	021	*Virement de la section d'exploitation*	*3 050 000,00 €*
			3 050 000,00 €

a. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En dépenses **105 135 458 €**
En recettes **29 611 264 €**

D) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

E) arrête, par chapitre, la décision modificative n°2 pour l'exercice 2014 du budget annexe de l'assainissement, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

1 - En section d'exploitation			
Dépenses			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	023	*Virement à la section d'investissement*	*2 160 000,00 €*
	65	*Autres charges de gestion courante*	*5 000,00 €*
	67	*Charges exceptionnelles*	*185 000,00 €*
			2 350 000,00 €
Recettes			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 356 497,60 €*
	70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*-6 497,60 €*
			2 350 000,00 €
2 - En section d'investissement			

Dépenses		
Chapitre	*Libellé chapitre*	
020	*Dépenses imprévues*	*-6 497,60 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 356 497,60 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*-190 000,00 €*
		2 160 000,00 €
Recettes		
Chapitre	*Libellé chapitre*	
021	*Virement de la section d'exploitation*	*2 160 000,00 €*
		2 160 000,00 €

b. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En dépenses **149 310 053 €**
En recettes **25 663 016 €**

F) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

G) arrête, par chapitre, la décision modificative n°2 pour l'exercice 2014 du budget annexe des zones d'aménagement immobilier, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

1 - En section de fonctionnement			
Dépenses			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*15 379,60 €*
	043	*Opération d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*12 742,00 €*
	67	*Charges exceptionnelles*	*301 878,40 €*
			330 000,00 €
Recettes			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*314 620,40 €*
	043	*Opération d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*12 742,00 €*
	75	*Autres produits de gestion courante*	*2 637,60 €*
			330 000,00 €
2 - En section d'investissement			

Dépenses		
Chapitre	*Libellé chapitre*	
010	*Stocks*	*12 742,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*314 620,40 €*
		327 362,40 €
Recettes		
Chapitre	*Libellé chapitre*	
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*15 379,60 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*311 982,80 €*
		327 362,40 €

b. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En dépenses **66 311 486 €**
En recettes, **12 305 734 €**

H) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

I) arrête, par chapitre, la décision modificative n°2 pour l'exercice 2014 du budget annexe des transports collectifs, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

1 - En section de fonctionnement		
Dépenses		
Chapitre	*Libellé chapitre*	
022	*Dépenses imprévues*	*3 383,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*-403 383,00 €*
		-400 000,00 €
Recettes		
Chapitre	*Libellé chapitre*	
73	*Impôts et taxes*	*2 060 000,00 €*
74	*Dotations et participations*	*-2 460 000,00 €*
		-400 000,00 €
2 - En section d'investissement		
Dépenses		
Chapitre	*Libellé chapitre*	
020	*Dépenses imprévues*	*-15 000,00 €*

	204	*Subventions d'équipement versées*	*105 090,00 €*
	23	*Immobilisations en cours*	*-90 090,00 €*
			0,00 €
Recettes			
	Chapitre	*Libellé chapitre*	
	13	*Subventions d'investissement*	*15 000,00 €*
	16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-15 000,00 €*
			0,00 €

b. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En dépenses **102 267 705 €**
En recettes **21 253 409 €**

J) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

*K) Fixe à **20 510 067€** la participation du budget principal au budget annexe transports collectifs*

L) informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=5rWHNudWox_rxAypEnQCyA

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - CUS

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Année	A.P.	Libellé de l'AP	Dernier montant AP voté		Révision AP votée en DM2 2014		Nouveau total AP voté	
			DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2014	AP0224	Contrat triennal 2012-2014	300 000				300 000	
2014	AP0225	Amélioration et rénovation des piscines 2013-2014	850 000				850 000	
2014	AP0226	Projet SMARTCITY	1 300 000				1 300 000	
2014	AP0227	Déviation réseau chauffage urbain Hautepierre ¿ Tram A/D	1 674 400		340 230		2 014 630	
2013	AP0201	Rue du péage	18 964 429	3 750 000			18 964 429	3 750 000
2013	AP0205	Extension tram A Hautepierre	20 124 208	4 895 670			20 124 208	4 895 670
2013	AP0206	Extension tram D Kehl	49 637 446	11 238 714			49 637 446	11 238 714
2013	AP0207	BHNS Hochfelden	16 048 771	4 370 999			16 048 771	4 370 999
2013	AP0208	Extension tram A Illkirch	8 710 135	1 871 596			8 710 135	1 871 596
2013	AP0210	Acquisition véhicules et engins pour les services-2013/2014	6 870 000	60 000	33 755	-60 000	6 903 755	
2013	AP0211	Déploiement de toilettes automatiques	960 000				960 000	
2013	AP0212	ECOCITE Mutualisation/Massification des flux de marchandises	850 000				850 000	
2013	AP0213	Tramway Vendenheim/Wolfisheim	8 205 243				8 205 243	
2013	AP0214	Plan campus	7 400 000				7 400 000	
2013	AP0215	Mise en conformité de la vidéosurveillance 2013-2014	1 500 000				1 500 000	
2013	AP0216	Construction d'un abri pour les véhicules d'intervention	200 000				200 000	
2013	AP0217	Construction et rénovation des équipts sportifs 2013-2014	480 000				480 000	
2013	AP0218	Mise aux normes accessibilité Zénith	242 000				242 000	
2013	AP0219	Travaux au centre administratif 2013-2014	35 000 000				35 000 000	
2013	AP0220	Deux rives	1 158 800				1 158 800	
2013	AP0222	Création de nouveaux bureaux pour le service PVA	416 000				416 000	
2013	AP0223	Extension tram E Robertsau	4 033 829		50 000		4 083 829	

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						A.P.
Mandats émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP Ult	Titres émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	RE 2014	RE 2015	RE 2016	RE Ult	
		131 000	150 000	19 000								AP0224
		375 200	324 800	150 000								AP0225
		300 000	500 000	500 000								AP0226
		2 014 630										AP0227
	260 371	160 000	3 000 000	13 000 000	2 544 058				660 000	3 090 000		AP0201
	10 377 381	9 746 138	689				1 223 351	2 498 070	1 174 249			AP0205
	39 922	15 105 558	20 870 053	13 621 913			804 637	3 342 064	3 941 000	3 151 013		AP0206
	9 253 605	6 792 141	3 026				618 963	825 333	2 657 370	269 333		AP0207
	1 342 686	2 628 957	2 818 492	1 920 000			194 779	375 000	501 000	735 217	65 600	AP0208
	837 542	2 000 901	4 065 312									AP0210
		240 000	720 000									AP0211
			250 000	400 000	200 000							AP0212
	340 751	1 572 000	864 700	2 669 643	2 758 149							AP0213
	500 000	1 450 000	2 150 000	3 000 000	300 000							AP0214
	195 141	1 304 859										AP0215
			200 000									AP0216
	44 799	28 355	406 846									AP0217
			108 000	134 000								AP0218
		650 000	400 000	3 000 000	30 950 000							AP0219
		458 800	300 000	200 000	200 000							AP0220
			130 000	236 000	50 000							AP0222
		1 150 956	1 932 873	1 000 000								AP0223

Année	A.P.	Libellé de l'AP	Dernier montant AP voté		Révision AP votée en DM2 2014		Nouveau total AP voté	
			DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2012	AP0185	Programmes d'Investissements d'Avenir/PIA	14 000 000				14 000 000	
2012	AP0186	Pôle entreprises créatives	5 803 295	1 568 000			5 803 295	1 568 000
2012	AP0187	Aérodrome du Polygone	8 160 000				8 160 000	
2012	AP0188	Parc Naturel Urbain	3 140 000	195 986			3 140 000	195 986
2012	AP0189	Relocalisation du district Nord-Est "Rue Lauth"	3 945 000	6 000 000			3 945 000	6 000 000
2012	AP0190	Espace public et multimodalité 2012-2014	5 760 000	1 248 325	-680 000	-1 015 000	5 080 000	233 325
2012	AP0191	Projets urbains 2012-2014	17 359 791	7 152 760		-2 640 120	17 359 791	4 512 640
2012	AP0192	Projets Arc Centre	6 847 100	4 522 000			6 847 100	4 522 000
2012	AP0193	Projets Arc Ouest	13 021 484	2 137 000			13 021 484	2 137 000
2012	AP0195	Fonds de concours projets routiers	7 880 000				7 880 000	
2012	AP0196	Electromobilité	538 200	125 102		-69 977	538 200	55 125
2012	AP0197	Autorité Organisatrice des transports	6 964 339				6 964 339	
2012	AP0199	Plan de travaux sur le patrimoine 2012-2014	100 000				100 000	
2012	AP0200	Optimisation des déchets	13 030 227		-35 000		12 995 227	
2011	AP0179	Pass foncier	2 200 000				2 200 000	
2011	AP0180	Réserves foncières à vocation économique	22 650 000				22 650 000	
2011	AP0182	Centrale biomasse : extension réseau de chaleur	5 247 904				5 247 904	
2011	AP0183	Porte des Romains	1 716 458	180 000			1 716 458	180 000
2010	AP0154	Système de collecte enterrée	1 995 000	904 217		117 217	1 995 000	1 021 434
2010	AP0159	Relevés et diagnostics ERP	352 999				352 999	
2010	AP0160	Réhabilitation BNUS	6 575 500				6 575 500	
2010	AP0161	Amélioration et rénovation des piscines 2010-2012	62 337 923	4 680 027			62 337 923	4 680 027

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						A.P.
Mandats émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP Ult	Titres émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	RE 2014	RE 2015	RE 2016	RE Ult	
300 000	1 837 917	3 300 000	4 400 000	4 162 083								AP0185
1 175 835	1 430 131	2 069 230	1 128 099					1 097 600	470 400			AP0186
	28 346	267 654	720 000	2 950 000	4 194 000							AP0187
90 901	126 666	320 000	1 014 000	1 588 433				100 334	95 652			AP0188
11 622	27 040	75 000	193 000	1 209 575	2 428 763					6 000 000		AP0189
4 784	15 193	215 000	80 000	340 895	4 424 128				26 110	2 780	204 435	AP0190
382 125	1 552 020	1 399 045	13 217 083	522 750	286 768				4 512 640			AP0191
6 874	411 141	4 256 112	2 172 973						2 186 000		2 336 000	AP0192
922 242	721 767	1 347 144	180 331	50 000	9 800 000					2 137 000		AP0193
		100 000	150 000	1 996 500	5 633 500							AP0195
45 014	136 466	113 738	242 982					55 125				AP0196
6 964 339												AP0197
		100 000										AP0199
2 043	146 179	920 000	1 227 411	5 899 703	4 799 891							AP0200
141 000	146 000	300 000	300 000	300 000	1 013 000							AP0179
			1 685 000	1 500 000	19 465 000							AP0180
4 192	212 535	230 000	4 801 176									AP0182
16 758	29 699	360 000	594 000	553 000	163 000				180 000			AP0183
893 747	390 599	113 322	323 500	273 832		70 789	171 999	336 889	183 850	146 737	111 170	AP0154
230 924	111 131	10 944										AP0159
4 200 000	1 800 000	575 500										AP0160
19 166 745	12 653 400	14 762 316	8 836 493	6 918 968		1 055 625	1 291 162	876 240	807 000	500 000	150 000	AP0161

Année	A.P.	Libellé de l'AP	Dernier montant AP voté		Révision AP votée en DM2 2014		Nouveau total AP voté	
			DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2010	AP0164	Centre de tri	548 631		-2 610		546 021	
2010	AP0166	Extension de zone de stationnement payant	624 000		-11 255		612 745	
2010	AP0167	Fourrière animale et SPA	5 000 000	4 129 141			5 000 000	4 129 141
2010	AP0168	Locaux Restos du coeur - 8 rue de l'Ardèche	1 800 000	47 301	-61 636		1 738 364	47 301
2010	AP0169	Enseignement supérieur	10 073 000				10 073 000	
2010	AP0170	Développement du vélo dans l'agglomération - 2015	8 329 776	571 560			8 329 776	571 560
2010	AP0171	VLIO	20 000 000				20 000 000	
2010	AP0172	Renouvellement du parc machine 2010-2013	765 000				765 000	
2010	AP0174	Restauration des cours d'eau 2010-2014	3 900 000	1 988 400		-897 888	3 900 000	1 090 512
2010	AP0175	Projet Wacken Europe	309 320 806	18 577 019	-700 652		308 620 154	18 577 019
2009	AP0138	Plan de travaux sur le patrimoine 2009-2011	250 000				250 000	
2009	AP0140	Réalisation et modernisation de parkings 2009-2011	1 881 945				1 881 945	
2009	AP0142	Constr. et équip. de médiathèques communautaires	16 167 992	919 900			16 167 992	919 900
2009	AP0143	Construction et rénovation des gymnases 2009-2011	3 750 000				3 750 000	
2009	AP0144	Construction et rénovation des équipts sportifs 2009-2012	3 104 000	375 000			3 104 000	375 000
2009	AP0145	Travaux au centre administratif 2009-2012	12 762 025	8 807			12 762 025	8 807
2009	AP0146	Construction et rénovation des déchetteries	1 393 038	65 000			1 393 038	65 000
2009	AP0147	Equipement Zones de dévelop. économique Strasbourg 2009-2011	4 663 253		-200 000		4 463 253	
2009	AP0148	Centre Dentaire pour compte de tiers (Etat & HUS)	23 089 030	17 054 848			23 089 030	17 054 848
2009	AP0149	PAPS-PCPI	50 333 331	30 479 000			50 333 331	30 479 000
2009	AP0155	Pépinières d'entreprises	9 994 110	2 190 016			9 994 110	2 190 016
2008	AP0126	Sécurisation de l'infrastructure du SI	3 093 420	1 571 595			3 093 420	1 571 595

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						A.P.
Mandats émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP Ult	Titres émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	RE 2014	RE 2015	RE 2016	RE Ult	
323 421	216 327	6 273										AP0164
588 732	21 146	2 867										AP0166
331 703	118 045	2 778 297	1 571 955	200 000				1 130 000	1 999 141	1 000 000		AP0167
583 173	1 015 987	139 204					47 301					AP0168
2 450 000	47 410	510 000	3 710 000	3 255 590	100 000							AP0169
3 929 755	825 171	1 350 254	1 124 597		1 100 000				88 200	288 360	195 000	AP0170
				1 600 000	18 400 000							AP0171
242 862	282 386	237 138	2 614									AP0172
335 348	651 646	1 800 000	1 113 006			191 650	130 500	448 862	319 500			AP0174
3 585 031	14 308 468	27 162 676	55 728 879	95 740 670	112 094 431	188 740	344 984	3 527 074	4 350 000	4 900 000	5 266 222	AP0175
		100 000	150 000									AP0138
45 858	257 918	1 238 141	265 029	25 000	50 000							AP0140
18 800	43 141	290 414	1 064 616	4 131 000	10 620 020			23 750	93 000	710 150	93 000	AP0142
97 461	81 198	689 139	1 727 011	1 125 190	30 000							AP0143
113 031	217 479	2 475 720	297 770					100 000	175 000		100 000	AP0144
9 211 390	1 134 634	704 943	1 360 000	351 058		8 807						AP0145
140 569	2 470		625 000	625 000					35 000	30 000		AP0146
1 813 580	999 674	1 500 000	150 000									AP0147
19 578 055	2 520 872	990 103				15 791 441	654 567	608 840				AP0148
4 474 458	8 383 489	10 900 000	1 075 384	20 500 000	5 000 000	3 269 250	3 586 700	5 891 700	11 607 350	2 887 000	3 237 000	AP0149
3 864 006		13 000	123 104	3 894 000	2 100 000	1 636 718	332 134		221 164			AP0155
1 078 781	792 974	1 221 665				111 929	384 611	48 380	404 417	622 259		AP0126

Année	A.P.	Libellé de l'AP	Dernier montant AP voté		Révision AP votée en DM2 2014		Nouveau total AP voté	
			DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2008	AP0130	Contrat de projets 2007-2013	17 325 738	100 000	-34 106		17 291 632	100 000
2008	AP0131	Schéma directeur des systèmes d'information 2009-2012	22 138 182	7 830 580			22 138 182	7 830 580
2008	AP0132	Acquis. de véhicules et d'engins pour les services 2010-2012	10 077 521	87 722	-33 755	-7 750	10 043 766	79 972
2008	AP0133	Mise aux normes et continuïté des pistes cyclables	398 934		-2 108		396 826	
2008	AP0134	Aménagement voirie terrain du Bruckhof	765 222				765 222	
2008	AP0135	Accompagnement des programmes immobiliers 2008-2011	12 231 001	291 806			12 231 001	291 806
2008	AP0136	Espace public et multimodalité 2008-2011	14 836 556	3 690 374	100 000	-304 199	14 936 556	3 386 175
2007	AP0121	Aide au logement -programmation 2005 et antérieure	8 662 576				8 662 576	
2007	AP0124	Liaison Ostwald - Illkirch Graffenstaden	7 842 311	2 220 832		-199 699	7 842 311	2 021 133
2007	AP0125	Ancien quartier Lecourbe - Centre défense 2ème chance	622 000				622 000	
2007	AP0129	Nouv prolongements du réseau tramway et intermodalité	34 027 995	2 879 499			34 027 995	2 879 499
2006	AP0115	ANRU Cronenbourg Centre commercial Einstein	6 745 752				6 745 752	
2006	AP0116	Ingénierie ANRU	3 308 385	2 620 514			3 308 385	2 620 514
2006	AP0117	Aide au logement	179 143 038	36 557 978			179 143 038	36 557 978
2006	AP0118	Lignes Grande Vitesse	91 324 465	1 559 928	-2 842 389		88 482 076	1 559 928
2006	AP0120	Contrat triennal 2006-2008	63 138 718	37 149 956	111 881	109 507	63 250 598	37 259 463
2005	AP0106	Création, ext. et restruc. des cimetières communautaires	4 210 215		-3 929		4 206 285	
2004	AP0003	Projet gare	23 342 784	5 213 095			23 342 784	5 213 095
2004	AP0008	Les rives du Bohrie à Ostwald	3 381 007	1 283 000			3 381 007	1 283 000
2004	AP0015	FISAC	162 146	254 623			162 146	254 623
2004	AP0016	Zone d'aménagement touristique de la Montagne-Verte	7 504 376	106 700			7 504 376	106 700
2004	AP0017	Zones d'aménagement concédées	4 793 302	1 950 000			4 793 302	1 950 000

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						A.P.
Mandats émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP Ult	Titres émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	RE 2014	RE 2015	RE 2016	RE Ult	
8 936 735	2 287 043	2 580 024	1 959 830	1 415 000	113 000	100 000						AP0130
6 004 247	2 366 276	9 438 143	3 152 381	1 177 135		1 122 866	1 039 074	1 373 397	3 453 989	841 255		AP0131
6 268 188	1 216 791	1 171 858	1 386 930			14 222	65 750					AP0132
296 585	100 241											AP0133
509 352	217 868	38 002										AP0134
2 712 557	1 991 723	2 307 580	2 570 422	2 384 919	263 800		95 242	196 564				AP0135
1 156 932	1 148 814	6 786 684	2 744 955	2 449 171	650 000			507 614	1 670 172	802 467	405 922	AP0136
8 413 322	235 534		13 720									AP0121
187 357	11 572	100 000	50 000		7 493 382	69 718			57 270	20 800	1 873 345	AP0124
248 000		372 000	2 000									AP0125
29 868 728	167 192	1 421 911	1 768 804	551 936	249 423	2 145 481		600 000	134 018			AP0129
1 021 905	89 597	3 163 813	1 470 437	500 000	500 000							AP0115
2 068 094	306 835	582 949	350 508			1 881 378	30 886	504 950	203 300			AP0116
46 765 335	18 126 886	23 540 139	25 738 826	23 886 035	41 085 817	9 543 978	2 569 347	4 516 000	5 098 500	5 204 500	9 625 653	AP0117
34 360 022	15 302 992	10 967 747	6 170 500	3 444 000	18 236 815	2 328		1 557 600				AP0118
32 362 785	5 472 312	5 870 554	6 678 991	2 987 226	9 878 730	27 158 600	6 621 560	2 714 200	765 103			AP0120
3 715 463	102 080	337 691	51 051									AP0106
23 342 784						4 913 095		300 000				AP0003
2 988 874	212 133	180 000				1 210 000		73 000				AP0008
162 146						215 335		39 288				AP0015
418 120	188 522	1 140 968	5 406 766	350 000				50 000	56 700			AP0016
2 691 802	175 000	68 000	1 858 500						500 000	500 000	950 000	AP0017

Année	A.P.	Libellé de l'AP	Dernier montant AP voté		Révision AP votée en DM2 2014		Nouveau total AP voté	
			DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2004	AP0018	Projet d'aménagement d'ensemble (P.A.E.)	2 100 000	667 700		3 408	2 100 000	671 108
2004	AP0021	Heyritz	7 817 179	3 580 800		-2 257 424	7 817 179	1 323 376
2004	AP0022	Secteur Etoile	42 273 917	21 902 992			42 273 917	21 902 992
2004	AP0023	Port Austerlitz	27 257 893	1 180 438			27 257 893	1 180 438
2004	AP0024	Danube	9 396 914				9 396 914	
2004	AP0026	Porte de France	11 109 916	5 962 147			11 109 916	5 962 147
2004	AP0030	Création de lieux de stationnement pour les gens du voyage	12 900 477	2 602 206			12 900 477	2 602 206
2004	AP0031	ZAC des Poteries	21 872 539	2 456 106			21 872 539	2 456 106
2004	AP0033	Projet de vidéosurveillance	6 771 891	631 982		-230	6 771 891	631 752
2004	AP0035	Travaux de réfection des piscines et plans d'eau	17 798 781	260 147			17 798 781	260 147
2004	AP0036	Création et réfection des salles de sport et gymnases	2 178 509	255 161	-393		2 178 116	255 161
2004	AP0039	Centre funéraire	1 857 139	8 050	-57		1 857 082	8 050
2004	AP0040	Chambres funéraires	879 073				879 073	
2004	AP0041	Réalisation du Zénith	87 822 638	20 721 471			87 822 638	20 721 471
2004	AP0042	Médiathèque André Malraux	64 289 546	7 711 980			64 289 546	7 711 980
2004	AP0045	Construction et équipement des bibliothèques communautaires	510 064	101 468			510 064	101 468
2004	AP0046	Construction d'un bâtiment d'archives Ville/CUS	5 993 782	5 685 175			5 993 782	5 685 175
2004	AP0049	Mise en sécurité des bâtiments	1 279 770	10 639			1 279 770	10 639
2004	AP0050	Usine d'incinération des ordures ménagères	41 831 698	7 039 142			41 831 698	7 039 142
2004	AP0056	Déviation de réseaux liée au tramway	7 896 241				7 896 241	
2004	AP0059	Restauration du Rhin Tortu	1 524 490	793 135			1 524 490	793 135
2004	AP0062	Extension de la fourrière automobile	447 000	53 599			447 000	53 599

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						A.P.
Mandats émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP Ult	Titres émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	RE 2014	RE 2015	RE 2016	RE Ult	
1 496 780	375 248	110 000	117 972			254 000	67 658	84 608		264 842		AP0018
2 574 595	2 229 052	2 060 953	952 580					137 735	1 185 641			AP0021
10 442 987	6 824 634	131 151	7 878 790		16 996 356			12 825 992		2 577 000	6 500 000	AP0022
27 200 511	57 382					1 180 438						AP0023
8 088 766	348 802	926 199	33 147									AP0024
3 723 679	887 926	4 651 687	1 568 087	278 537		680 351	14 577	213 768	5 053 451			AP0026
8 849 538	1 758 811	350 827	1 941 301			2 112 240	489 965					AP0030
21 200 007	109 308	37 746	525 479			2 456 106						AP0031
6 766 880		5 011				631 752						AP0033
9 094 883	129 949	1 072 013	6 325 003	1 176 934		260 147						AP0035
2 175 352	2 477	287				255 161						AP0036
1 845 410	2 480	9 192				8 050						AP0039
871 325	7 483	266										AP0040
87 336 398	150 550		335 690			20 721 471						AP0041
62 449 678	523 015	897 812	419 040			7 711 980						AP0042
508 647			1 417			101 468						AP0045
5 951 614	25 240	13 079	3 850			5 685 175						AP0046
413 353	95 098	52 188	529 131	190 000			10 639					AP0049
41 019 293			812 404			7 039 142						AP0050
4 618 778	663 937	1 502 446	1 111 080									AP0056
122 362		50 000	50 000	510 127	792 000	107 111		10 000	25 000	255 024	396 000	AP0059
355 280		41 305	50 415			53 599						AP0062

Année	A.P.	Libellé de l'AP	Dernier montant AP voté		Révision AP votée en DM2 2014		Nouveau total AP voté	
			DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2004	AP0068	Réalisation de parkings	19 882 438	3 871 110			19 882 438	3 871 110
2004	AP0071	Schéma directeur du système d'information 2006-2008	11 210 264	4 049 928			11 210 264	4 049 928
2004	AP0074	Extensions du réseau tramway	218 016 151	104 233 427			218 016 151	104 233 427
2004	AP0076	Tram-train Strasbourg Bruche-Piémont	40 121 946	28 856 696		1	40 121 946	28 856 697
2004	AP0078	Aménagement urbain	20 132 540	8 120 912			20 132 540	8 120 912
2004	AP8001	Projets espace public Strasbourg	63 897 413	15 964 529	49 184	-101 360	63 946 598	15 863 169
2004	AP8002	Projets espace public Communes	1 727 027	288 434			1 727 027	288 434
2004	AP8003	Reconstruction du labo/bureau de voirie -Plaine des Bouchers	515 494				515 494	
		TOTAL	***2 152 688 794***	***483 683 965***	***-3 922 839***	***-7 323 515***	***2 148 765 955***	***476 360 451***

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						A.P.
Mandats émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	CP 2014	CP 2015	CP 2016	CP Ult	Titres émis 2004 à 2012	Réalisé 2013	RE 2014	RE 2015	RE 2016	RE Ult	
19 679 229	65 312	137 897				3 871 110						AP0068
10 940 512	218 752	51 000				3 764 718	167 937	93 302	23 971			AP0071
217 928 524	30 327	57 300				103 516 032		709 337	8 059			AP0074
28 418 278	10 302 257	1 326 368	75 043			19 266 738	8 482 485	1 099 794	7 680			AP0076
10 777 135	1 854 278	2 019 742	1 726 729	2 466 267	1 288 390	1 611 085	1 461 237	1 578 547	1 511 649	1 958 395		AP0078
32 259 419	10 101 219	7 612 636	7 425 323	3 788 000	2 760 000	6 547 840	5 416 317	2 166 016	1 580 417	152 580		AP8001
1 133 114	9 720	280 000	304 194			189 125			99 309			AP8002
338 463	3 064	31 000	28 000	114 967								AP8003
930 445 281	**163 384 590**	***224 550 503***	***244 139 102***	***247 234 056***	***339 012 423***	***258 726 788***	***36 318 362***	***52 636 972***	***58 122 271***	***39 046 711***	***31 509 347***	

4

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Avenants aux conventions régissant le calcul des remboursements des frais de structure entre les organismes satellites CCAS et Caisse des écoles et la CUS.

Lors de la réunion de la Commission Mixte Paritaire d'octobre 2013, il a été décidé d'appliquer une même méthode de calcul s'agissant du coefficient de charges générales des ressources humaines et du taux de charges de structure, dans le cadre des remboursements des dépenses de personnel à la CUS par les organismes satellites.

En effet, les modalités de remboursements entre la CUS et le CCAS d'une part et entre la CUS et la Caisse des Ecoles d'autre part, étaient différentes de celles entre la CUS et la Ville de Strasbourg.

Le remboursement est calculé sur la base des salaires versés, dont le montant brut est actuellement majoré d'une part d'un coefficient de charges générales, mesurant les frais annexes RH et d'autre part d'un taux de charges de structure pour mesurer l'utilisation des services fonctionnels (hors RH) de l'administration Ville/CUS.

Il a été proposé de continuer à appliquer le coefficient de charges générales au CCAS, et de l'instaurer pour la Caisse des Ecoles, organisme pour lequel un taux de 3,5% était conventionnellement affecté aux frais de personnel des titulaires.

Quant au taux de charges de structures, qui mesure l'utilisation des services fonctionnels (hors RH) de l'administration Ville/CUS, il est désormais calculé selon le nombre de services fonctionnels utilisés.

Ainsi :
- pour le CCAS, le taux utilisé correspond au ratio entre la masse salariale de la direction des ressources humaines, la médecine du travail, la mission sociale du personnel et l'ensemble de la masse salariale ;
- pour la Caisse des Ecoles, le taux utilisé correspond au ratio entre la masse salariale de la direction des ressources humaines et l'ensemble de la masse salariale.

L'ensemble de ces modifications est retracé dans des avenants aux conventions entre la CUS et le CCAS (Annexe 1) et entre la CUS et la Caisse des Ecoles (Annexe 2)

qu'il convient de signer afin de les rendre exécutoire pour le remboursement des frais de personnel de l'exercice 2014.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la modification des avenants des conventions entre la CUS et le CCAS (annexe 1) d'une part, et entre la CUS et la Caisse des Ecoles (annexe 2) d'autre part,

autorise

le Président à signer ces conventions.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

AVENANT N°1

A la Convention relative au fonctionnement du
Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Strasbourg

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la modification des termes de l'article 5 de la convention relative aux modalités de fonctionnement entre le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Strasbourg et la Communauté Urbaine de Strasbourg :

- conclue suite à la délibérations, du Conseil municipal en date du 22 décembre 1997 où il était proposé de ne pas doter le CCAS d'une administration propre, mais de confier la gestion de son personnel à la CUS par voie de convention d'une part, et la convention du 6 avril 1998 entre la CUS et le CCAS précisant les conditions de remboursement des frais d'autre part.

Cet article 5 définit la contrepartie des prestations effectuées pour le compte du Centre Communal d'Action Sociale, soit le remboursement par le Centre Communal d'Action Sociale à la CUS :

- des salaires de ses agents au prorata du temps effectivement consacré aux missions relevant du CCAS;
- d'une majoration forfaitaire de 3% de ces frais , au titre des charges de structure et correspondant à l'usage par l'établissement des services fonctionnels de l'administration communautaire.

Ce taux de charges fixé forfaitairement est remplacé par un coefficient unique défini annuellement par la Communauté urbaine sur avis de la commission mixte paritaire pour l'ensemble des satellites dont elle prend en charges les dépenses de personnel.

ARTICLE 2

L'article 5 de la convention était initialement rédigé comme suit :

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Communauté urbaine
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 88 60 90 90
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 5 : En contrepartie des prestations effectuées pour le compte du Centre Communal d'Action Sociale, ce dernier verse à la CUS une indemnité annuelle établie sur la base d'un décompte, adressé au CCAS à la clôture de l'exercice après validation par une commission composée paritairement par des représentants désignés en leurs seins par le conseil de la CUS (3 représentant) et le conseil d'administration du CCAS (3 représentants). Cette indemnité correspond au coût réel des agents affectés par la CUS aux missions relevant du CCAS, au prorata du temps effectivement consacré à ces missions. Elle est majorée des frais d'administration générale fixés forfaitairement à 3 % et correspondant notamment à l'usage des moyens techniques et matériels de la CUS tels, et sans que cette énumération soit exhaustive, les locaux administratifs, le téléphone, les moyens informatique.

Par le présent avenant, cet article est modifié comme suit :

Article 5 : En contrepartie des prestations effectuées pour le compte du Centre communal d'Action Sociale, celui-ci verse à la CUS une participation financière qui correspond au coût réel des agents assurant les missions dévolues à l'établissement. Cette participation est majorée d'un coefficient de charges générales défini annuellement par la CUS sur avis de la commission mixte paritaire. Ces charges générales correspondant notamment à l'usage des moyens techniques et matériels de la CUS tels, et sans que cette énumération soit exhaustive, les locaux administratifs, le téléphone, les moyens informatique.

Fait en double exemplaire, à Strasbourg, le

Pour le Centre Communal d'Action Sociale

Marie Dominique DREYSSE
Vice Présidente

Pour la CUS,

Robert HERRMANN
Président

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Communauté urbaine
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 88 60 90 90
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

AVENANT N°1

A la Convention relative au
fonctionnement de la Caisse des Ecoles de Strasbourg

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la modification des termes de l'article 5 de la convention relative au fonctionnement de la Caisse des écoles de Strasbourg entre la Communauté Urbaine de Strasbourg et la Caisse des Ecoles :

- conclue suite à délibérations, du Conseil communautaire du 28 janvier 2011 d'une part, et du Comité de la Caisse des écoles du 19 octobre 2010 d'autre part ;
- et prorogée annuellement de façon expresse jusqu'en décembre 2014.

Cet article 5 définit la contrepartie des prestations effectuées pour le compte de la Caisse des écoles, soit le remboursement par la Caisse des écoles à la CUS :

- de la totalité des salaires de ses agents ;
- d'un taux de charges à caractère général, fixées forfaitairement à 3,5% du coût de ses agents permanents.

Ce taux de charges fixé forfaitairement est remplacé par un coefficient unique défini annuellement par la Communauté urbaine sur avis de la commission mixte paritaire pour l'ensemble des satellites dont elle prend en charges les dépenses de personnel.

ARTICLE 2

L'article 5 de la convention était initialement rédigé comme suit :

> **Article 5 :** En contrepartie des prestations effectuées pour le compte de la Caisse, celle-ci verse à la CUS une participation financière qui correspond au coût réel des agents assurant les missions de la Caisse. Cette participation est majorée des charges à caractère général, fixées forfaitairement à 3,5 % du coût des agents permanents.
> Les charges à caractère général comprennent les charges générées par la gestion des ressources humaines.

Par le présent avenant, cet article est modifié comme suit :

Article 5 : En contrepartie des prestations effectuées pour le compte de la Caisse, celle-ci verse à la CUS une participation financière qui correspond au coût réel des agents assurant les missions de la Caisse. Cette participation est majorée d'un coefficient de charges générales défini annuellement par la CUS sur avis de la commission mixte paritaire. Les charges générales recouvrent les charges générées par la gestion des ressources humaines.

Fait en double exemplaire, à Strasbourg, le

Pour la Caisse des Ecoles, Par délégation	Pour la CUS,
Luc GILLMANN Conseiller municipal	Robert HERRMANN Président

5

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Adhésion de la Communauté urbaine de Strasbourg à l'Agence France Locale.

La mutualisation des financements entre collectivités locales est une idée ancienne. Elle s'est concrétisée une première fois en 2004 avec la mise en place du 1er emprunt obligataire groupé, initié par l'Association des communautés urbaines de France auquel la Communauté urbaine de Strasbourg a participé. Cette initiative a été reconduite en 2005, 2006, 2007, 2008 et 2012. La dernière, regroupant 44 collectivités, montrait les limites de ce système. La lourdeur des procédures et la complexité de l'opération ont contribué à rendre plus difficile la recherche d'investisseurs.

En 2010, la création d'une agence de financement fut clairement proposée par les associations des élus et l'association d'études pour le financement des collectivités locales a vu le jour pour préparer cette création.

En juillet 2011, le rapport de la Cour des Comptes sur la gestion de la dette publique locale évoquait l'agence et soulignait l'intérêt pour les acteurs publics locaux de disposer de cet outil de diversification des financements, comme réponse à la crise des liquidités.

Le 26 juillet 2013, l'Etat français a autorisé la création de l'Agence France Locale (AFL) par la loi n°2013-672 de régulation et de séparation des activités bancaires afin de permettre aux collectivités territoriales de se doter de leur propre outil de financement.

Le 22 octobre 2013, l'Agence France Locale était officiellement créée autour de onze collectivités fondatrices qui ont signé l'acte constitutif de l'AFL.

Les principales règles constitutives de l'AFL

La mission de l'AFL est de satisfaire les intérêts économiques des collectivités membres en leur offrant un meilleur accès au financement et des conditions de financement compétitives.

L'AFL repose sur un modèle économique simple et solide qui lui permettra de lever de la ressource financière à des prix concurrentiels, y compris en période de crise, grâce

notamment à la mutualisation des besoins, à sa visibilité pour les investisseurs et à des coûts opérationnels minimisés.

Conformément au schéma prévu par l'article L.1611-3-2 du CGCT, l'AFL se compose de deux sociétés :

- la **Société Territoriale** (société mère), société publique, immatriculée le 9 décembre 2013, revêtant la forme de société anonyme régie par le livre II du Code de commerce, laquelle regroupe les collectivités participantes. Elle assure le pilotage stratégique de l'AFL et garantira les prêts consentis par sa filiale ;
- la **Société Opérationnelle** (filiale), une société anonyme, immatriculée le 17 décembre 2013, détenue à 99,9% par la Société Territoriale, laquelle empruntera sur les marchés financiers pour distribuer des crédits exclusivement aux collectivités membres de l'AFL.

L'AFL fera preuve de la plus grande prudence dans ses opérations financières. Elle ne proposera que des produits simples et sécurisés (taux fixe ou taux variable simple) et cherchera à couvrir, dans la mesure du possible, les risques de taux ou de change. Sous réserve de ses contraintes opérationnelles, l'AFL appliquera une politique visant à l'adossement en maturité de son passif et de son actif. Enfin, le ratio de dispersion du risque appliqué par l'AFL aura vocation à être conforme aux meilleurs standards de marché.

Afin que la Société Opérationnelle bénéficie de bonnes conditions de financement sur les marchés, l'AFL a été bâtie autour d'un mécanisme de double garantie. D'une part, la Société Territoriale accordera sa garantie aux créanciers de la Société Opérationnelle et, d'autre part, conformément à l'article L. 1611-3-2 du CGCT, les collectivités membres consentiront une garantie autonome documentaire à première demande, solidaire mais limitée à la hauteur de leurs encours respectifs vis-à-vis de la Société Opérationnelle.

La solidité de l'AFL est en outre renforcée par le fait que les collectivités postulantes à l'adhésion à l'AFL doivent respecter un certain nombre de critères de bonne santé financière.

La rigueur des conditions d'adhésion à l'AFL, le suivi régulier de la situation financière de ses membres et ses règles de gestion stricte limiteront les risques que des retards de paiement aient lieu.

Les conditions d'adhésion à la Société Territoriale

Solvabilité de la collectivité

L'adhésion à l'AFL est conditionnée par le respect de critères financiers définis par le conseil d'administration de la Société Territoriale. Ces critères, édictés en toute transparence, sont destinés à garantir la qualité de signature de l'AFL et l'accès aux meilleures conditions de financement possibles pour ses membres.

Apport en capital initial

Un apport en capital initial (l'ACI) est demandé à chaque collectivité souhaitant adhérer à l'AFL. Cet ACI correspond à une participation de la collectivité concernée au capital de la Société Territoriale. L'ACI est versé par la collectivité à la Société Territoriale, laquelle en reverse au minimum 95% à la Société Opérationnelle.

Le versement des ACI permet de respecter le niveau de capitalisation requis par les autorités de régulation, en application notamment des accords de Bâle III, afin que la Société Opérationnelle puisse exercer une activité d'établissement de crédit spécialisé.

L'ACI peut être intégralement versé à la Société Territoriale lors de l'adhésion de la collectivité à l'AFL ou acquitté sur trois années successives.

Le montant de l'ACI, déterminé conformément aux stipulations du pacte d'actionnaires, est égal à : **Max (k*0,80%*Encours total ; k'*0,25%*Recettes totales)**
Où : **Max (x ; y)** est égal à la plus grande valeur entre x et y :

Encours total correspond à l'encours total de crédit de la collectivité au 31/12/2012 pour une adhésion jusqu'au 31/12/2014.

L'encours total ne prendra pas en compte les dettes relatives aux financements de projets dans le cadre de partenariats public-privé lorsque l'entité emprunteuse n'est pas juridiquement la collectivité membre de l'AFL.

Par ailleurs, les collectivités demandant leur adhésion pourront décider d'inclure ou de ne pas inclure dans la définition de leur encours total, les dettes relatives aux budgets annexes. Dans l'hypothèse où les collectivités concernées auraient décidé de ne pas inclure certains budgets dans leur encours total au moment de l'adhésion, les budgets correspondants ne pourront pas faire l'objet de financement par l'AFL jusqu'à une prise en compte effective desdits budgets ultérieure par le paiement d'un ACI complémentaire.

Recettes totales correspondent au montant total des recettes réelles de fonctionnement (le cas échéant corrigé des produits exceptionnels) inscrites au compte de gestion de la collectivité établi pour l'année civile considérée (2012 pour une adhésion avant le 31/12/2014).

Par ailleurs, les collectivités demandant leur adhésion pourront décider d'inclure ou de ne pas inclure dans la définition de leurs recettes totales, les recettes qui auraient été affectées à des budgets annexes. Dans l'hypothèse où les collectivités concernées auraient décidé de ne pas inclure certains budgets dans leurs recettes totales au moment de l'adhésion, les budgets correspondants ne pourront pas faire l'objet de financement par l'AFL jusqu'à une prise en compte effective desdits budgets ultérieure par le paiement d'un ACI complémentaire.

k et **k'** sont des coefficients égaux ou supérieurs à 1 qui seront déterminés par le conseil d'administration sur proposition du Directoire et avis du Conseil de surveillance, en

fonction de critères économiques et financiers, avec pour objectif principal d'assurer l'adéquation des fonds propres de l'AFL avec sa mission.

Il résulte de ce qui précède que chacune des collectivités qui souhaite devenir membre de l'AFL - et, le cas échéant, bénéficier de ses prêts - doit proposer à son assemblée délibérante de voter un apport en capital initial. C'est, au-delà du principe même de l'adhésion à l'AFL, l'un des objets de la présente délibération.

Documentation juridique

L'adhésion à l'AFL requiert également la signature d'un ensemble de documents juridiques comprenant notamment :
- un acte d'adhésion au pacte d'actionnaires relatif à l'AFL ;
- un contrat d'ouverture de compte de dépôt « séquestre » sur lequel sera versé l'ACI avant son incorporation au capital de la Société Territoriale ;
- des bulletins de souscription aux augmentations de capital de la Société Territoriale au titre desquelles seront émises les actions de la Société Territoriale correspondant au montant de l'ACI.

Il sera ultérieurement demandé à chacun des organes délibérants des collectivités membres de l'AFL de voter une garantie au bénéfice des créanciers de la Société Opérationnelle. Pour mémoire, cette garantie est susceptible d'être appelée au même titre que les garanties consenties par les autres collectivités membres de l'AFL mais est limitée, à tout moment, à l'encours de la collectivité concernée auprès de l'AFL.

Les conditions d'accès au crédit dispensé par la Société Opérationnelle

Afin de garantir la qualité de la signature de l'AFL, l'adhésion à l'AFL n'est pas un élément suffisant pour bénéficier d'un accès au crédit. En effet, le bénéfice de crédits consentis par l'AFL sera soumis aux mêmes conditions que dans tout établissement de crédit et l'AFL examinera systématiquement la solvabilité des collectivités concernées avant de leur octroyer des crédits.

En complément, le bénéfice de tout crédit par l'AFL sera soumis à l'octroi d'une garantie autonome documentaire à première demande pour un montant correspondant à tout moment à l'encours de crédit de la collectivité vis-à-vis de l'AFL.

L'octroi de ces garanties fera l'objet d'une délibération séparée chaque année, sur la base du modèle de garantie qui sera alors en vigueur et dans la limite d'un montant maximum.

Les grands axes de la gouvernance de l'AFL

La gouvernance de la Société Territoriale

La gouvernance de la Société Territoriale est organisée autour d'un conseil d'administration. Un premier conseil d'administration a été instauré pour une période

provisoire courant jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'entrée de la centième collectivité locale au capital de la Société Territoriale. Le conseil d'administration provisoire est composé d'un minimum de dix administrateurs nommés par les collectivités fondatrices de l'AFL. A l'issue de cette période, le conseil d'administration sera composé de quinze membres.

La composition du conseil d'administration et la désignation de ses membres sera régulièrement réexaminée par l'assemblée générale des actionnaires. L'objectif de ce réexamen récurrent est que la composition du conseil d'administration reflète le poids dans la dette locale de chaque catégorie de collectivité (bloc communal, départements, régions et collectivités à statut particulier).

Chaque collectivité locale actionnaire de la Société Territoriale est par ailleurs représentée au sein de l'assemblée générale de la Société Territoriale. Afin de faciliter l'exercice par notre collectivité de ses prérogatives de gouvernance au sein de la Société Territoriale, il vous est proposé de désigner deux représentants (un représentant titulaire et un représentant suppléant) qui auront vocation à représenter la collectivité en assemblée générale. En outre, dans l'hypothèse où la collectivité serait nommée administrateur de la Société Territoriale, il vous est également demandé d'autoriser ces deux représentants à accepter les fonctions de représentant permanent de la collectivité au sein du conseil d'administration.

La gouvernance de la Société Opérationnelle

La direction de la Société Opérationnelle est assurée par un directoire, lequel peut comprendre jusqu'à cinq membres. Le directoire agit sous le contrôle permanent du conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance assure le contrôle permanent de la gestion de la Société Opérationnelle. Il comprend :
- le président du conseil d'administration de la Société Territoriale ;
- le vice-président du conseil d'administration de la Société Territoriale ;
- le directeur général de la Société Territoriale ;
- un expert disposant d'une connaissance approfondie des problématiques relatives aux finances des collectivités locales ;
- au minimum quatre membres reconnus pour leurs compétences professionnelles en matière financière et de gestion, ayant des fonctions dans des instances indépendantes publiques ou privées.

Conseil d'orientation de l'AFL

Enfin, l'AFL est dotée d'un Conseil d'orientation stratégique chargé de missions de prospective, d'observation, d'alerte et de conseil (appréciation des risques, veille, proposition de nouvelles offres, etc.).

Le conseil d'administration de la Société Territoriale et le conseil de surveillance de la Société Opérationnelle peuvent s'appuyer sur ses travaux.

Le conseil d'orientation sera composé des cinquante premières collectivités qui deviendront membres de l'AFL, à l'exclusion des onze membres fondateurs.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L. 16-11-3-2 du Code général des collectivités territoriales
vu le livre II du Code du commerce
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis de la Commission thématique
après en avoir délibéré
approuve

- *l'adhésion de la Communauté urbaine de Strasbourg à l'Agence France Locale,*

- *la souscription d'une participation de la Communauté urbaine de Strasbourg au capital de l'Agence France Locale – Société Territoriale de telle sorte que l'apport en numéraire réalisé par la Communauté urbaine de Strasbourg soit égal à un montant global de 2 437 053 € (l'ACI),*

autorise

1. *l'inscription de la dépense correspondant au paiement de l'ACI au chapitre 26 du budget de la Communauté urbaine de Strasbourg,*

2. *le Président ou son représentant à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale sur le compte séquestre et selon les modalités suivantes : paiement en trois fois d'un montant de 812 351 € à verser en 2014, 2015 et 2016,*

3. *le Président ou son représentant à signer le contrat de séquestre,*

4. *le Président ou son représentant à signer l'acte d'adhésion au pacte d'actionnaires,*

5. *le Président ou son représentant à (i) prendre et/ou signer tous les autres actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de la Communauté urbaine de Strasbourg à l'AFL et à (ii) engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents,*

6. *le représentant titulaire de la Communauté urbaine de Strasbourg ou son suppléant désignés à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein de l'Agence France Locale (conseil d'administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, conseil de surveillance, conseil*

d'orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions,

7. *le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,*

désigne

M. Robert HERRMANN, en sa qualité de président, et Mme Caroline BARRIERE, en sa qualité de vice-présidente, en tant que représentants de la Communauté urbaine de Strasbourg à l'assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

6

Communication au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 5 mai 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par la Communauté urbaine de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.
Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 207 000 € HT (fournitures et services) et à 5 186 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er janvier 2014 et le 31 janvier 2014.

Communiqué le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Marchés à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20140394	3023GC FOURNITURE DE SACS POUR LE RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE STRASBOURG	AJPUB	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	80 000
20140297	3033C_"FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE POUR LE PERSONNEL COMMUNAUTAIRE" EQUIPEMENTS DE PROTECTION DE LA MAIN	MABEO INDUSTRIES	67412 ILLKIRCH CEDEX	460 000
20140410	3044C TRAVAUX DE RÉHABILITATION PONCTUELLE PAR L'INTÉRIEUR DE CANALISATIONS NON VISITABLES DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG	M3R	91312 MONTLHERY CEDEX	1 260 000
20140294	3044GV INVENTAIRE, DIAGNOSTIC ET EXPERTISE DES ARBRES. DIAGNOSTICS ARBORICOLES APPROFONDIS À L'AIDE D'INSTRUMENTS, EXPERTISES FAUNE	Office National des Forêts Agence Développement Alsace	68000 COLMAR	Sans minimum ni maximum
20140296	3044GV INVENTAIRE, DIAGNOSTIC ET EXPERTISE DES ARBRES. DIAGNOSTICS ARBORICOLES D'ANCRAGE ET DE RUPTURE PAR TESTS DE TRACTIONS	Vincent DELLUS	85480 THORIGNY	Sans minimum ni maximum
20140293	3044GV INVENTAIRE, DIAGNOSTIC ET EXPERTISE DES ARBRES. DIAGNOSTICS ARBORICOLES VISUELS, INVENTAIRES, PROSPECTIONS CAPRICORNE ASIATIQUE	OREADE BRECHE	67131 SCHIRMECK CEDEX	Sans minimum ni maximum
20140250	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. AUTRE PROCÉDURE 1	Cabinet WEIBEL	67000 STRASBOURG	60 000
20140264	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. AUTRE PROCÉDURE 2	Cabinet KLOPFENSTEIN SONNTAG	67170 BRUMATH	60 000
20130266	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. AUTRE PROCÉDURE 4	JUNG DOMINIQUE Géomètre Expert	67700 SAVERNE	60 000
20140197	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. RÉVISION TRIENNALE 1	SCHALLER-ROTH-SIMLER	67608 SELESTAT CEDEX	28 000
20140198	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. RÉVISION TRIENNALE 2	Cabinet WEIBEL	67000 STRASBOURG	68 000
20140211	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. RÉVISION TRIENNALE 3	Cabinet KLOPFENSTEIN SONNTAG	67170 BRUMATH	54 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20140212	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. RÉVISION TRIENNALE 4	Cabinet WEIBEL	67000 STRASBOURG	50 000
20140213	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. RÉVISION TRIENNALE 5	Cabinet WEIBEL	67000 STRASBOURG	100 000
20140235	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. RÉVISION TRIENNALE 6	Cabinet KLOPFENSTEIN SONNTAG	67170 BRUMATH	68 000
20140238	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. RÉVISION TRIENNALE 7	Cabinet KLOPFENSTEIN SONNTAG	67170 BRUMATH	80 000
20140239	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. RÉVISION TRIENNALE 8	Cabinet KLOPFENSTEIN SONNTAG	67170 BRUMATH	80 000
20140240	3054C MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUE DU RÉFÉRENTIEL CIGAS 2014. RÉVISION TRIENNALE 9	Sté PHOTOMAP	67833 TANNERIES CEDEX	32 000
20140301	3058C FOURNITURE DE PAPIER POUR IMPRIMANTES ET PHOTOCOPIEURS. FOURNITURE DE PAPIER LIVRÉ EN GRANDES QUANTITÉS	INAPA FRANCE	91813 CORBEIL ESSONNES CEDEX	480 000
20140304	3058C FOURNITURE DE PAPIER POUR IMPRIMANTES ET PHOTOCOPIEURS. FOURNITURE DE PAPIER LIVRÉ EN PETITES QUANTITÉS	SM BUREAU	57201 SARREGUEMINES CEDEX	480 000
20140307	3066GC ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT.	FIDUCIAL SOLUTIONS Direction commerciale Grands projets	92925 LA DEFENSE CEDEX	Sans minimum ni maximum
20140142	DC3030GC - TRAVAUX DE MENUISERIE ALU /PVC EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE LA VILLE DE STRASBOURG ET/OU DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG	ALPO	67870 BISCHOFFSHEIM	2 000 000
20140270	DC3035GC PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET DÉPANNAGE DE DIVERSES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE GAZ ET DES INSTALLATIONS CVC S'Y RATTACHANT POUR LA VILLE ET LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG	COFELY SERVICES	67404 ILLKIRCH CEDEX	1 300 000
20140395	DP3005GC TRAVAUX DE PEINTURE DE GARDE-CORPS MÉTALLIQUES ET ÉLÉMENTS ANNEXES D'OUVRAGES D'ART SUR LES TERRITOIRES DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG ET DE LA VILLE DE STRASBOURG	Sté REIKO	67232 BENFELD CEDEX	Sans minimum ni maximum

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20140289	DPE3087C CONTRÔLES EXTERNES PRÉALABLES À LA RÉCEPTION DES TRAVAUX POUR LES CONDUITES D'EAU POTABLE ET LES COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG CONTRÔLES D'ÉTANCHÉITÉ ET CONTRÔLES VISUELS ET TÉLÉVISUELS	SORELIFE	68600 DESSENHEIM	Sans minimum ni maximum
20140292	DPE3087C CONTRÔLES EXTERNES PRÉALABLES À LA RÉCEPTION DES TRAVAUX POUR LES CONDUITES D'EAU POTABLE ET LES COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG PLANS DE RÉCOLEMENT	ADPR	67201 ECKBOLSHEIM	Sans minimum ni maximum
20140267	PVA3006C - FOURNITURES DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR DIVERS VÉHICULES, ÉQUIPEMENTS ET ENGINS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG PIÈCES DÉTACHÉES POUR MATÉRIELS DE MARQUE KUBOTA	JOST Jean - Paul	67120 MOLSHEIM	200 000
20140333	PVA3009GC - PRESTATIONS DE MAINTENANCE DE VÉHICULES ET ÉQUIPEMENTS POUR LA VILLE ET LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG MAINTENANCE DES VÉHICULES LÉGERS ET DE VÉHICULES UTILITAIRES DE MARQUE RENAULT	RENAULT RETAIL GROUP	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	88 000
20140287	PVA3010GC - PRESTATIONS DE MAINTENANCE EXCLUSIVE DES VÉHICULES ET ÉQUIPEMENTS ASSOCIÉS DE LA VILLE ET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG MAINTENANCE DE BOÎTES DE VITESSE DE MARQUE ALLISON	BALCONI MOTEURS	57192 FLORANGE CEDEX	Sans minimum ni maximum
20140338	PVA3011C - MARCHÉ DE CONTRÔLE TECHNIQUE DES VÉHICULES POIDS-LOURDS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG	AUTO BILAN FRANCE	78190 TRAPPES	120 000
20140402	SIR2038C MAINTENANCE DE MATÉRIELS DE STOCKAGE SAN MAINTENANCE DE MATÉRIELS DE STOCKAGE EMC²	CHEOPS TECHNOLOGY	67300 SCHILTIGHEIM	Sans minimum ni maximum
20140403	SIR2038C MAINTENANCE DE MATÉRIELS DE STOCKAGE SAN MAINTENANCE DE MATÉRIELS RÉSEAUX SAN BROCADE	CHEOPS TECHNOLOGY	67300 SCHILTIGHEIM	Sans minimum ni maximum

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20140348	3045C RÉALISATION D'UNE ÉTUDE PORTANT SUR LES RISQUES SANITAIRES POTENTIELS POUR LES AGENTS AMENÉS À INTERVENIR SUR LES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT ET LES STATIONS D'ÉPURATION.	BURGEAP Agence de Strasbourg	67088 STRASBOURG CEDEX 02	224 500

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20131493	3060C CERTIFICATION DES COMPTES ANNUELS DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE DES DEUX RIVES POUR LES EXERCICES 2014-2019.	MAZARS	92400 COURBEVOIS	67 500
20140341	3065C ASSISTANCE ET DIAGNOSTIC PATRIMONIAL DE LA PATINOIRE DE STRASBOURG	Bureau VERITAS	67088 STRASBOURG CEDEX 2	9 900
20140396	3074C CONCEPTION, FABRICATION, INSTALLATION ET DÉMONTAGE DE LA SCÉNOGRAPHIE ET MATÉRIELS POUR STANDS ET ESPACES DE RELATIONS PUBLIQUES - MIPIM 2014 -	ACTIVISE	92220 BAGNEUX	64 481
20131416	DC2033CA TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DE LA PISCINE DE LINGOLSHEIM FAUX-PLAFOND TENDU	VOLTAIRE LOUIS ET LA BERGERE	67380 LINGOLSHEIM	106 926
20140316	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS/ESPACES VERTS	ID VERDE	67810 HOLTZHEIM	23 504,78
20140409	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE BARDAGE POLYCARBONATE	Sté LES COUVREURS RHENANS	67120 DUPPIGHEIM	80 111,91
20140332	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE CARRELAGE / SOLS COLLES	Sté DIPOL S.A.	67118 GEISPOLSHEIM -GARE	38 688,43
20140324	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE CHAUFFAGE / VENTILATION	JUKI GENIE CLIMATIQUE	67190 STILL	145 227,35
20140318	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE DÉMOLITION / GROS OEUVRE	Sté HIRSCHNER	67810 HOLTZHEIM	110 013,44
20140317	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE ÉCHAFAUDAGES	Sté FREGONESE & FILS	67450 MUNDOLSHEIM	12 120,65
20140325	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE / COURANT FAIBLE	Sté VEIT	67014 STRASBOURG CEDEX	93 468,23
20140319	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE ÉTANCHÉITÉ / COUVERTURE / ZINGUERIE	SOCEM	68270 WITTENHEIM	128 984

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20140321	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE ISOLATION EXTÉRIEURE / RAVALEMENT	Isolations D. PALUSCI	67116 REICHSTETT	91 773,64
20140330	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE MENUISERIES INTÉRIEUR BOIS	Menuiserie JUNG	67790 STEINBOURG	67 200
20140335	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE PEINTURES	Ets HITTIER et Fils	67590 HAGUENAU CEDEX	26 529,79
20140327	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE PLÂTRERIE / FAUX-PLAFONDS	STAM ACOUSTIQUE	67300 SCHILTIGHEIM	46 747,21
20140323	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE SANITAIRE	Société ROESSEL	67803 BISCHHEIM CEDEX	76 573,71
20140334	DC3039CATRAVAUX DE RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE HANS ARP À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE SERRURERIE	SCHMITT Fridolin	67120 MOLSHEIM	82 251
20131485	DC3040CA TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'IMMEUBLE EINSTEIN À CRONENBOURG EN VUE DE LA RELOCALISATION DE L'ASSOCIATION "VIADUQ 67" CARRELAGE FAIENCE	Sté DIPOL S.A.	67118 GEISPOLSHEIM -GARE	1 463
20131482	DC3040CA TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'IMMEUBLE EINSTEIN À CRONENBOURG EN VUE DE LA RELOCALISATION DE L'ASSOCIATION "VIADUQ 67" CLOISONS DOUBLAGE FAUX PLAFONDS	Sté CILIA S.A.S.	67390 MARCKOLSHEIM	25 972,72
20131481	DC3040CA TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'IMMEUBLE EINSTEIN À CRONENBOURG EN VUE DE LA RELOCALISATION DE L'ASSOCIATION "VIADUQ 67" DEMOLITION GROS OEUVRE	Société LEON Construction & travaux publics	67480 AUENHEIM	3 756,83
20131487	DC3040CA TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'IMMEUBLE EINSTEIN À CRONENBOURG EN VUE DE LA RELOCALISATION DE L'ASSOCIATION "VIADUQ 67" ELECTRICITE	SCHORO ELECTRICITE	67116 REICHSTETT	18 260
20131483	DC3040CA TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'IMMEUBLE EINSTEIN À CRONENBOURG EN VUE DE LA RELOCALISATION DE L'ASSOCIATION "VIADUQ 67" MENUISERIES INTERIEURES BOIS	TROESCH Agencement	67800 HOENHEIM	31 938
20131486	DC3040CA TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'IMMEUBLE EINSTEIN À CRONENBOURG EN VUE DE LA RELOCALISATION DE L'ASSOCIATION "VIADUQ 67" PEINTURE	KAZA TEINTES	67100 STRASBOURG	5 085,3

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20131484	DC3040CA TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'IMMEUBLE EINSTEIN À CRONENBOURG EN VUE DE LA RELOCALISATION DE L'ASSOCIATION "VIADUQ 67" REVETEMENTS DE SOL PVC	Sté JUNGER FILS	67720 HOERDT CEDEX	6 075
20131488	DC3040CA TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'IMMEUBLE EINSTEIN À CRONENBOURG EN VUE DE LA RELOCALISATION DE L'ASSOCIATION "VIADUQ 67" SANITAIRE	Sté FRANCOIS & fils	67300 SCHILTIGHEIM	8 840,65
20140413	DES3031C ETUDE DE FAISABILITÉ ET ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE PORTANT SUR LA CRÉATION D'UN RÉSEAU DE CHALEUR VERTUEUX À ILLKIRCH.	GIRUS	94300 VINCENNES	112 642,5
20140412	DPE3067C TRAVAUX DE CRÉATION D'UNE PASSERELLE AU DROIT DE L'ANDLAU ET ÉLARGISSEMENT DU TROTTOIR RUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE À FEGERSHEIM OUVRAGE D'ART	S.A.E.R.T.	67230 BENFELD	94 466,9
20140315	DPE3089C MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA CRÉATION D'UNE LIAISON DESTINÉE AUX TRANSPORTS EN COMMUN ET AUX MODES DOUX ENTRE OSTWALD ET ILLKICH-GRAFFENSTADEN	ARCADIS/AEI/ECO AMENAGEMENT/ ARTELIA	92354 LE PLESSIS ROBINSON	448 312

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2014/107	ACHEMINEMENT QUOTIDIEN EXPRESS DE COURRIER	TOMAHAWK BIKE MESSENGER	67200 STRASBOURG	26 280	01/01/2014
2014/188	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES LEGERS DE LA CUS	AUTO BILAN FRANCE DEKRA	78196 TRAPPES CEDEX	18 000	01/01/2014
2014/306	MAITRISE OEUVRE REAMENAGEMENT RUE BALE A OSTWALD	SFI SCHWARTZ FRANCIS INGENIERIE	67000 STRASBOURG	17 600	06/01/2014
2014/309	MOE AMENAGEMENT CARREFOUR RUES DU MOULIN, LECLERC, LAMPERTHEIM ET CHEVAL NOIR A LAMPERTHEIM	SODEREF	67300 SCHILTIGHEIM	7 012,5	07/01/2014
2014/320	FORMATION FCO 2014	CTRE EDUCATION ROUTIERE FORMAT CONTINULL ERENA	67100 STRASBOURG	69 950	07/01/2014
2014/322	FORMATION FIMO 2014-2015	CERFC LLERENA	67201 ECKBOLSHEIM	87 944	01/01/2014
2014/322	FORMATION FIMO 2014-2015	CTRE EDUCATION ROUTIERE FORMAT CONTINULL ERENA	67100 STRASBOURG	87 944	01/01/2014
2014/336	AIDE DEVELOPPEMENT OUTILS EN LIGNE DEMARCHE MOBILITE DURABLE PDE-PDIE	NICOMAK ALTERNATI VE CARBONE	73800 LES MARCHES	78 470	07/01/2014
2014/337	MAITRISE OEUVRE RENOUVELLEMENT CONDUITES EP RUE HIRTZ A STRASBOURG-ORANGERIE	BEREST	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTAD EN	8 185,6	07/01/2014
2014/342	MAITRISE OEUVRE REAMENAGEMENT RUE HUMANN A ENTZHEIM	SFI SCHWARTZ FRANCIS INGENIERIE	67000 STRASBOURG	8 400	10/01/2014
2014/343	MAITRISE D'OEUVRE REAMENAGEMENT RUE ALBERT ZIMMER A LA WANTZ MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	SFI SCHWARTZ FRANCIS INGENIERIE	67000 STRASBOURG	8 700	10/01/2014
2014/344	MAITRISE OEUVRE REAMENAGEMENT RUE PRESBYTERE GEISPOLSHEIM	SODEREF	67300 SCHILTIGHEIM	6 720	10/01/2014
2014/345	TVW GRENELLE 3	SYSTRA	75015 PARIS	49 098,68	10/01/2014

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2014/346	ENTRETIEN BASSIN NATUREL ASSAINISSEMENT TERRAIN GENS VOYAGE	ENT MULTISERV INSERTION INTERCOMM EMI INTER	67380 LINGOLSHEIM CEDEX	4 749	10/01/2014
2014/353	MOE RENOUVELLEMENT RESEAU EAU POTABLE RUE DES MEROVINGIENS A STBG	ARTELIA VILLE ET TRANSPORT SOGREAH	67300 SCHILTIGHEIM	8 400	15/01/2014
2014/359	MOE RENOUVELLEMENT RESEAU EAU POTABLE RUE DES VOSGES A HOENHEIM	SOC ETUD TRAV URBAN ET INFRASTRU CT SETUI	68000 COLMAR	6 400	15/01/2014
2014/392	FOURNITURE DE BETON HYDRAULIQUE	BETON DU RIED	67880 KRAUTERGERS HEIM	19 000	15/01/2014
2014/399	MAINTENANCE ET ASSISTANCE TELEPHONIQUE DE TELESURVEILLANCE	SYSTEL VLI	12100 MILLAU	8 500	16/01/2014
2014/404	VOEUX 2014 DU MAIRE VDS ET PRESIDENT CUS AU PERSONNEL CUS	WALTZ A TRAITEUR CHEZ SOI	67100 STRASBOURG	30 000	16/01/2014
2014/405	VOEUX 2014 DU MAIRE VDS ET PRESIDENT CUS AU PERSONNEL CUS	ALSACIENN E DE RESTAURAT ION L ALSACIENN E DE RESTAURAN T	67300 SCHILTIGHEIM	30 000	16/01/2014
2014/406	VOEUX 2014 DU MAIRE VDS ET PRESIDENT CUS AU PERSONNEL CUS	RELAIS AVS	67120 MOLSHEIM	30 000	16/01/2014
2014/421	PRESTATION DE DERATISATION SUR LES TERRAINS DES GENS DU VOYAGE	ETABLISSEM ENTS TSCHOEPPE	67000 STRASBOURG	8 000	28/01/2014
2014/430	FORMATION PERMIS C 2014	CTRE EDUCATION ROUTIERE FORMAT CONTINULL ERENA	67100 STRASBOURG	41 675	30/01/2014
2014/434	PERMIS BE 2014	CTRE EDUCATION ROUTIERE FORMAT CONTINULL ERENA	67100 STRASBOURG	11 390	30/01/2014
2014/443	FOURNITURE ET PRESTATIONS SUR LOGICIEL ACCES A BILLETTERIES ETABLISSEMENTS SPECTACLE NON GEREES PAR VILLE	RESSOURCE S SI	78180 MNTIGNY LE BRETONNEUX	89 000	31/01/2014

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2014/446	FORMATION "PRISE EN MAIN ET EXPLOITATION OUTIL ANALYTIQUE STATISTIQUES INTERNET GOOGLE ANALYTICS 2014"	EFICIENS	75012 PARIS	5 000	31/01/2014
2014/448	FORMATION PERMIS CE 2014	AFT IFTM FORMATION CONTINUE	67800 BISCHHEIM	10 750	31/01/2014

7

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Frais de transport domicile travail.

Par délibération du 28 janvier 2011, le Conseil communautaire a approuvé le principe de modification de la participation de l'employeur aux frais de déplacement domicile – travail de ses agents.

La présente délibération complète celle du 28 janvier 2011. Elle intègre un nouveau type d'abonnement multimodal éligible à la participation de l'employeur aux frais de transport, réalisés à l'occasion de déplacements des agents entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Ce type d'abonnement n'existait pas lors du vote de la délibération du 28 janvier 2011.

Ainsi, il vous est proposé de valider le principe de participation de l'employeur à un nouvel abonnement multimodal, le « Pass Mobilité ».

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le décret n°2010-676 du 21 juin 2010,
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

1) *en application du décret n°2010-676 du 21 juin 2010 et avec un effet au 1er décembre 2014 de la modification de la participation de l'employeur aux frais de déplacement domicile –travail de ses agents dans les conditions suivantes :*
   - *pour les dépenses d'abonnement inférieures ou égales au tarif mensuel de référence à la CTS, la participation de la CUS reste fixée à 75 %,*
   - *pour la part mensuelle des dépenses d'abonnement dépassant ce tarif mensuel de référence, la participation de la CUS est de 50 %,*

   Dans les deux cas, le montant total de la participation mensuelle ne pourra pas dépasser le plafond mensuel fixé à l'article 3 du décret susvisé. La participation

ne pourra être obtenue que sur présentation de justificatif d'abonnement et après vérification des règles de non cumul d'avantages.

- Sont concernés, tous les types abonnements uni- ou multimodal, souscrits à la semaine, au mois ou à l'année.

Toutefois, sont exclus :
- *les abonnements vélo souscrits antérieurement à la délibération du 28 janvier 2011,*
- *les nouveaux abonnements vélos souscrits auprès de tout service public de location de vélos installé sur le territoire communautaire qui bénéficient d'un dispositif, (voir ci-après),*
- *les frais liés à l'utilisation d'une voiture particulière, même pour la pratique du covoiturage,*

2) *Les agents de la CUS ont la possibilité, de disposer d'un vélo à un tarif de location bonifié (opération dite « vélo à un euro par mois »), dans les conditions suivantes :*
   - *les agents intéressés s'abonnent, à titre individuel, auprès de tout service public de location de vélo installé sur le territoire communautaire, (à concurrence du tarif de référence fixé pour le service public instauré par la CUS) ;*
   - *sur présentation d'un justificatif d'abonnement et après vérification des règles de non cumul d'avantages, les agents sont remboursés du montant payé minoré de 1 € si l'abonnement est mensuel et de 12 € si l'abonnement est annuel.*

Le remboursement annuel au titre d'une location de vélo est plafonné à 139 € par agent.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

8

Communication au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Rapport d'activité 2013 du comité d'éthique vidéoprotection.

Le comité d'éthique de la vidéoprotection est né de la volonté des élus d'améliorer le fonctionnement et la transparence du dispositif de vidéoprotection sur le territoire communautaire. Il a été mis en place par la délibération du 25 avril 2003, complétée par une délibération du 26 septembre 2008 qui a notamment renforcé ses missions, en particulier en lui soumettant les propositions d'extension ponctuelles du dispositif de vidéoprotection pour avis préalable.

En 2013, Mme CUTAJAR a été désignée comme Présidente du comité d'éthique de la vidéoprotection. Une nouvelle désignation est en cours.

Le comité d'éthique s'est réuni à deux reprises : le 22 mai et le 27 novembre 2013.
Il a été sollicité sur de nouveaux projets ou sur des demandes complémentaires émanant des communes de la CUS.

Il a rendu les avis suivants, qui ont été transmis au Président de la CUS, après audition des représentants des demandeurs :

- Avis favorable à la demande de la Ville d'Ostwald d'implanter une nouvelle caméra rue des Frères.

La caméra a été installée au 2ème semestre 2013.

- Avis favorable à la demande de la Ville d'Holtzheim d'implanter deux caméras rue du Stade.

Le comité d'éthique a proposé que ce dispositif demeure temporaire. À ce titre, un système nomade spécifique permettant de répondre favorablement à cette préconisation a été prévu au futur marché de travaux de la vidéoprotection, dont l'attribution est programmée au 2ème semestre 2014.

- Avis favorable à l'implantation de deux caméras sur la commune de Lampertheim rue du Stade.

Installation programmée au 2ème semestre 2014.

- Avis favorable à la demande de la Ville de Bischheim d'implanter une nouvelle caméra rue de Reichstett.

Installation programmée au 2ème semestre 2014.

- Avis favorable à la demande de la Ville de Strasbourg, d'installer cinq nouvelles caméras en Zone de Sécurité Prioritaire du Neuhof : rue de Châteauroux, rue de Périgueux, rue de Figeac, rue de Bergerac et rue Schach. Ces cinq caméras ont bénéficié d'un financement de l'État (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance), à hauteur de 40 % du montant de l'installation.

Les 5 caméras ont été installées entre le 2ème semestre 2013 et le 2ème semestre 2014.

- Avis favorable à la demande de la Ville de Strasbourg, d'installer une caméra rue de Flandre, dans le cadre de la relocalisation de la Maison de la Justice et du Droit.

La caméra a été installée au 2ème semestre 2013.

- Avis favorable à la demande de la Ville de Strasbourg, d'installer une caméra place des Colombes.

La caméra a été installée au 1er semestre 2014.

- Avis favorable à la demande de la Ville de Strasbourg de déplacer une caméra au niveau de la rue Lavoisier à Cronenbourg, sur le parcours du Bus à Haut Niveau de Service.

La caméra a été déplacée au 1er semestre 2014.

- Avis favorable à la demande de la Ville de Strasbourg, d'installer une caméra rue Rothmuller, aux abords de la Maison d'arrêt dans le quartier de l'Elsau.

La caméra a été installée au 1er semestre 2014.

- Avis favorable à la demande de la Ville de Strasbourg, de réinstaller une caméra place du Château.

La caméra a été réinstallée au 1er semestre 2014.

Le comité d'éthique n'a pas émis d'avis au sujet de la demande de la commune de Reichstett d'implanter deux nouvelles caméras et a émis le souhait de rencontrer le Maire de la commune ou son représentant, pour cette demande d'implantation complémentaire, lors de la prochaine réunion du comité d'éthique.

Il a été saisi d'une demande de particulier sur son fonctionnement.

Enfin, il a été informé du souhait de la Communauté urbaine de Strasbourg de faire évoluer son système de vidéoprotection, à savoir le passage d'une technologie analogique à une technologie numérique, validé lors de la présentation du rapport d'activité 2012 en conseil de CUS du 12 juillet 2013.

Communiqué le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

9

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Actualisation de la composition du Comité d'éthique vidéoprotection et désignation de son Président.

La Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance compte, dans son axe 5 « *sécurisation des espaces publics* », une ligne d'action « *procédure pour l'extension ponctuelle de la vidéoprotection et étude de son impact* ». Elle rappelle que l'installation de tout nouveau dispositif de vidéoprotection suppose un avis favorable du Comité d'éthique vidéoprotection.

Cette instance est née de la volonté de la collectivité d'améliorer la transparence du dispositif de vidéoprotection sur le territoire communautaire. Le Comité d'éthique a été mis en place par délibération du 25 avril 2003. La délibération du 26 septembre 2008 est venue renforcer ses missions. Le Comité d'éthique se réunit deux fois par an. Son secrétariat est assuré par le service Prévention urbaine.

Le Conseil de communauté est sollicité pour le renouvellement de la présidence du Comité d'éthique, qui pourrait désormais être assurée par une personnalité du monde universitaire ou de la magistrature, ainsi que pour l'élargissement de la composition de ce comité qui passerait de 15 à 17 membres titulaires.

La délibération du 26 septembre 2008 a défini la composition du Comité d'éthique et les modalités de désignation de ses 15 membres, selon la répartition suivante :

4 représentants de l'État dont :
- 1 désigné par M. le Préfet,
- 1 désigné par M. le Procureur,
- 1 représentant de la Police Nationale,
- 1 représentant de la Gendarmerie Nationale.

3 élus dont :
- 1 désigné au sein du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance, par le président de cette instance,
- 1 désigné par le Président de la CUS,
- 1 désigné par le Maire de Strasbourg.

8 représentants de la société civile dont :
- 2 désignés par le Président de la CUS (1 représentant du monde de la presse, 1 représentant de la communauté universitaire)
- 2 tirés au sort (parmi les volontaires au sein des Conseils de Quartier de Strasbourg)
- 2 désignés par des Maires de la CUS (1 représentant désigné par le Maire de la plus grande commune hors Strasbourg et 1 représentant désigné par le Maire de la plus petite commune),
- 2 désignés par des associations (1 représentant de la communauté économique, désigné par l'association des commerçants Les Vitrines de Strasbourg et 1 représentant des bailleurs sociaux, désigné par l'AREAL HLM).

Sur la base de ces dispositions, les différentes personnalités, institutions ou organismes en charge de la désignation des membres, sont actuellement sollicités pour une actualisation nominative des diverses représentations.

Il est soumis à l'approbation du Conseil de communauté la proposition d'élargir la composition du Comité d'éthique, en portant le nombre de représentants de la société civile de 8 à 10 membres titulaires, par la représentation de deux bailleurs sociaux, au lieu d'un seul, à savoir le bailleur le plus important et un bailleur de moindre taille, désigné par l'AREAL HLM.

Il est également proposé d'ouvrir la présidence du comité d'éthique à un représentant de la communauté universitaire ou d'une juridiction administrative ou à un magistrat exerçant ou ayant exercé des fonctions au sein d'une juridiction administrative ou judiciaire ou internationale, désigné par le Président de la CUS.

Enfin, le Conseil est sollicité pour autoriser le Président de la CUS à nommer le nouveau Président du Comité d'éthique (ainsi que son suppléant), issu du monde universitaire ou de la magistrature, pour une durée de trois ans, qui sera membre du Comité d'éthique.

La composition définitive du Comité d'éthique sera communiquée à l'ensemble des Maires de la CUS, dans le cadre des travaux du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance. Le Comité d'éthique vidéoprotection se réunira, dans sa formation actualisée et complète, au cours des prochaines semaines.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

en complément de la délibération du 26 septembre 2008, relative à la mise en place du Comité d'éthique vidéoprotection sur le territoire de la Communauté urbaine de Strasbourg,

- *de porter à 17 le nombre des membres titulaires du Comité d'éthique, selon les modalités définies dans l'exposé des motifs,*
- *d'ouvrir la présidence du comité d'éthique à un représentant de la communauté universitaire ou à un magistrat exerçant ou ayant exercé des fonctions au sein d'une juridiction administrative ou judiciaire ou internationale, désigné par le Président de la CUS ;*

autorise

le Président de la CUS à nommer le nouveau Président du Comité d'éthique, ainsi que son suppléant, pour une durée de trois ans.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

10

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Désignation d'un représentant de la Communauté urbaine de Strasbourg au sein du Fonds d'Aide aux Jeunes.

En application des articles L 5211-1 et L 5211-49 1° du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil est appelé à désigner ses représentants au sein de diverses commissions. Le Fonds d'Aide aux Jeunes, placé sous l'autorité du Président du Conseil Général, vise à apporter un appui ponctuel et subsidiaire aux jeunes de 18 à 25 ans révolus, qui connaissent des difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu les articles L 2121-21, L 5211-1 et L5211-49
1°du Code Général des Collectivités Territoriales
après en avoir délibéré

a désigné pour le représenter au sein du Fonds d'Aide aux Jeunes
FONDS D'AIDE AUX JEUNES (FAJ) (1) : Mme Marie-Dominique DREYSSE

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

11

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Raffinerie de Reichstett : validation du partenariat avec la société BROWNFIELDS, repreneur du site, et des conditions de l'acquisition de terrains non bâtis d'environ 380 hectares

1. Le contexte et les enjeux

L'ex-raffinerie PETROPLUS de Reichstett a cessé son activité en avril 2011, près de 50 ans après sa création, entraînant la destruction de 250 emplois directs, la fin d'une activité industrielle majeure pour le territoire de la Communauté urbaine, et la formation d'une friche présentant un danger pour l'environnement, et plus particulièrement pour la nappe phréatique.

Depuis, le propriétaire PETROPLUS a cherché à vendre le site, ce qui s'est traduit par des cessions partielles en février 2013 :

- la partie Sud de l'emprise de la raffinerie, d'une superficie d'environ 110 hectares, a été acquise par la société WAGRAM TERMINAL, filiale de l'entreprise RUBIS TERMINAL, pour y constituer un dépôt pétrolier,

- une petite emprise de 4 hectares à l'extrême Sud-Est de l'emprise, a été reprise par l'entreprise BUTAGAZ qui l'exploitait déjà à des fins de stockage,

- des terres agricoles situées à l'Ouest de la RD 37, en dehors de l'emprise industrielle ont été vendues à la SAFER.

Restaient alors près de 450 hectares de terrains sans repreneurs (soit 75% de l'ensemble des terrains de PETROPLUS), dont la partie Nord des installations de la raffinerie lourdement polluée.

La société a ensuite été mise en liquidation judiciaire près de trois ans après sa cessation d'activités. Dans le cadre de la procédure, la société BROWNFIELDS (au travers d'une société dédiée dénommée BF2-RHEINPARK* filiale à 100% du fond BROWNFIELDS 2) a déposé le 30 septembre 2014 une offre globale intégrant l'ensemble des terrains restant afin de garantir un projet cohérent, qui permette de garantir la prise en charge du passif environnemental du site. Cette offre a été validée par le Tribunal de grande instance de Strasbourg par ordonnance du 30 octobre 2014.

La société BROWNFIELDS est un opérateur spécialisé dans la dépollution et le redéveloppement de friches industrielles. Il rachète en l'état des terrains pollués par d'anciennes activités industrielles, assure et coordonne l'ensemble des travaux de désamiantage, démolition, dépollution et d'aménagement, avant de revendre des terrains dépollués et compatibles avec les usages futurs envisagés. BROWNFIELDS bénéficie d'une importante capacité d'investissement grâce à l'appui de la Caisse des Dépôts et Consignations, de la Banque Européenne d'Investissement et d'autres grands investisseurs institutionnels français.

** Par commodité la délibération désignera le vendeur sous le nom « BROWNFIELDS ».*

L'offre de BROWNFIELDS validée par le Tribunal de grande instance de Strasbourg
Cf. Annexe 1 : carte des emprises

L'offre de BROWNFIELDS porte sur l'acquisition des 465 hectares restant :
- la partie NORD de l'emprise de la raffinerie, représentant près de 86 hectares à dépolluer et à reconvertir,
- la partie EST, de 238 hectares environ, zone prévue à l'origine pour une possible extension de la raffinerie, et dans l'attente à usage agricole,
- la partie SUD, boisée, à vocation d'espace naturel sur près de 141 hectares.

PETROPLUS, le dernier exploitant de la raffinerie étant insolvable, c'est BROWNFIELDS qui s'engage à reprendre à son compte les obligations de démantèlement, de désamiantage et de dépollution des sols et de la nappe, estimées à près de 30 Millions d'euros.
Compte tenu de cette situation, l'offre d'achat de BROWNFIELDS est à 1 euro symbolique.

BROWNFIELDS projette le développement d'une zone d'activités économiques à vocation industrielle, artisanale et logistique sur l'emprise NORD après libération des emprises. Son projet repose sur un équilibre entre les recettes de cession et les importantes dépenses de désamiantage, démolition et dépollution nécessaires pour permettre la réutilisation du site à usage d'activités.

Son offre est assortie de deux conditions suspensives reprises par le Tribunal :
- l'engagement de la Communauté urbaine de Strasbourg de signer une promesse synallagmatique de vente pour les emprises EST *(zone bleu clair cf. Annexe 1)* et SUD *(zone verte)* à 11,4 Millions d'euros, dont sera déduite l'intégralité des subventions publiques dont bénéficiera le projet, notamment la subvention de l'Ademe,
- la mise à l'enquête publique de la modification des documents d'urbanisme nécessaires au projet.

Des enjeux majeurs pour la métropole et pour la région

Le devenir du site de la raffinerie constitue un enjeu majeur, principalement à deux titres, pour l'agglomération strasbourgeoise, et plus largement pour l'ensemble de la région :
- des enjeux environnementaux et de santé publique : le démantèlement et le désamiantage des installations, puis la dépollution des sols et de la nappe phréatique, sont des impératifs pour préserver la qualité de l'air et la ressource en eau potable, tant pour la consommation directe des habitants que pour l'activité économique voisine qui en dépend,
- un enjeu économique : le site très vaste, bien desservi par la route et le fer, constitue une opportunité exceptionnelle pour développer une nouvelle zone d'activités répondant à la croissance des entreprises locales et aux besoins d'implantation des entreprises exogènes.

Sa vocation économique s'inscrit au cœur de la stratégie de développement économique du futur PLU intercommunal en cours d'élaboration.

Ces enjeux ont motivé un fort investissement de l'Etat et des trois collectivités locales qui participent au développement économique du territoire et à la préservation de son environnement depuis plusieurs mois.
La Communauté urbaine de Strasbourg, le Conseil régional d'Alsace et du Conseil général du Bas-Rhin se sont impliqués dans l'émergence d'un projet privé de reconversion. L'Etat a quant à lui donné son accord pour une subvention exceptionnelle de l'Ademe visant à contribuer au coût de la sécurisation environnementale du site.

2. Le partenariat entre les collectivités locales, représentées à ce stade par la CUS, et BROWNFIELDS

Le processus partenarial proposé

- l'acquisition globale des emprises par BROWNFIELDS à 1€ symbolique (450 ha),
- le traitement de la friche industrielle (NORD Raffinerie – 85 ha) par BROWNFIELDS pour un montant estimé à près de 30 M€, en trois phases,
- l'aménagement par BROWNFIELDS à court et moyen termes des terrains libérés et la commercialisation des lots aux entreprises,
- la revente phasée par BROWNFIELDS pour 11, 4 M€HT (dont il conviendra de déduire le montant des subventions publiques dont bénéficiera le projet) des emprises EST et SUD aux trois collectivités via une structure partenariale à créer ou à désigner (379 ha environ),
- l'aménagement à moyen et long termes par cette même structure d'un projet d'initiative publique de développement économique sur une partie de la zone EST,
- la pérennisation de la zone naturelle SUD.

Les atouts de ce partenariat :
- la garantie d'une prise en charge du passif environnemental grâce à une offre unique de reprise,
- un partage du risque financier et opérationnel entre public et privé, compte tenu des coûts de gestion du passif environnemental et des aléas pesant sur l'opération,
- la création d'un vaste secteur de développement économique composé de deux projets complémentaires, de haute qualité urbaine et environnementale, qui concilie les enjeux de biodiversité et de développement de surfaces d'accueil d'entreprises industrielles et artisanales conformément aux objectifs économique et urbains de la CUS.

Le partenariat entre les trois collectivités, la CUS, la Région et le Département

Compte tenu des délais nécessaires à la mise en œuvre de la solution et de son rôle de chef de file public dans le projet, la Communauté urbaine de Strasbourg s'engage dans un premier temps pour le compte des trois collectivités sur les conditions du partenariat avec BROWNFIELDS.
C'est l'objectif de la présente délibération du 28 novembre 2014, qui valide le partenariat, les principales conditions de la transaction foncière et autorise le Président à signer la promesse synallagmatique de vente avec BROWNFIELDS.

Il est convenu avec la Région Alsace et le Département du Bas-Rhin qu'une structure opérationnelle partenariale liant les trois collectivités se substitue à la CUS dans l'acquisition effective des terrains avant la fin de l'année 2015.

Le planning prévisionnel

Fin 2014 :	signature de la Promesse synallagmatique de vente (zones EST et SUD) entre BROWFIELDS et la CUS

Février 2015 :	signature de l'acte de vente entre PETROPLUS et BROWNFIELDS
1er semestre 2015 :	création de la structure de projet dédiée par les 3 collectivités
Avant fin 2015 :	signature de l'acte de vente (zones EST et SUD) entre BROWNFIELDS et la structure partenariale de projet se substituant à la CUS
Fin 2015 à fin 2019 :	- démantèlement et dépollution par phases de la zone NORD par BROWNFIELDS – prise de possession des terrains et paiement échelonné du prix articulé avec les phases de dépollution de la zone NORD, le tout par la structure partenariale de projet
Fin 2015 à 2021 :	aménagement et commercialisation des lots de la zone NORD par BROWNFIELDS.

La modification des documents d'urbanisme nécessaire à la mise en œuvre du projet

La mise en œuvre du projet global de reconversion du site requiert l'évolution des documents d'urbanisme en vigueur, qui constitue l'une des conditions suspensives de l'offre de reprise de la société BROWNFIELDS. Après analyse sur la base du projet connu ce jour, il s'avère que seul le PLU de Vendenheim devrait évoluer, le POS de Reichstett étant a priori compatible avec la mise en œuvre d'un projet de zone d'activités généraliste.

En accord avec la commune de Vendenheim, la Communauté urbaine de Strasbourg va engager la modification de son PLU afin d'apporter les adaptations mineures suivantes :
- réajuster le périmètre de la zone UX4 (portant actuellement sur toute l'emprise de la raffinerie sur le ban de la commune) pour le limiter à l'emprise propriété de WAGRAM TERMINAL qui conserve une vocation liée au raffinage,
- créer une nouvelle zone UX*n* sur la partie NORD Raffinerie, autorisant l'implantation d'activités économiques industrielles et artisanales,
- créer une nouvelle zone IIAUX*n*, sur la partie EST Raffinerie, constituant une réserve foncière pour la réalisation d'une zone d'activité complémentaire à celle qui sera mise en œuvre sur la zone UX*n*. Son ouverture à l'urbanisation nécessitera une nouvelle procédure à intervenir après études détaillées de projet.

D'autres ajustements mineurs pourront survenir dans le cadre de cette procédure sur le PLU de Vendenheim. Dans ce cas, les points modifiés seront précisés dans la note de présentation du dossier de modification soumis à l'enquête publique.

3. Les conditions de la transaction foncière

La Communauté urbaine s'engage à acheter les terrains à la société de projet BF2-RHEINPARK constituée par BROWNFIELDS pour les besoins du projet, et ce après que cette société s'en soit portée acquéreur auprès de PETROPLUS.

Désignation des biens

Les biens sont composés de cinq ensembles de terrains, ci-après désignés et figurés sur un plan en *Annexe 2* :
- lot 1 : zone SUD naturelle (environ 141 ha),
- lot 2 : zone de la voie ferrée (environ 30 ha),
- lot 3 : partie « Sud » de la zone EST (environ 43 ha),
- lot 4 : partie « Nord » de la zone EST (environ 78 ha),

- lot 5 : partie « Médiane » de la zone EST (environ 87 ha).

Ils comprennent les parcelles cadastrées dont la liste pour chacun des lots est annexée *(cf. Annexe 3)*.

Les cinq ensembles fonciers forment un tout indissociable. L'acte de vente concernera a priori la totalité des lots 1, 2, 3, 4 et 5, la vente concomitante des lots au sein du même acte étant une condition essentielle et déterminante.
Seul le lot 1 pourra être acquis par une personne morale distincte de l'acquéreur des lots 2 à 5 qui, eux, restent liés.

Etat environnemental des biens

A l'exception du lot 2 support de la voie ferrée, les biens sont réputés non pollués ou dans un état compatible avec l'usage futur envisagé par la CUS, à savoir une zone d'activités économiques pour la partie EST et une zone naturelle pour la partie SUD.

Le lot 2 de la voie ferrée comprend des pollutions connues, notamment une ancienne décharge qui sera traitée par BROWNFIELDS avant cession. Compte tenu de l'absence d'impact de cette décharge sur la qualité des eaux souterraines en aval hydraulique, seul un confinement passif sera mis en place Une surveillance des piézomètres en aval hydraulique sera maintenue à la charge de BROWNFIELDS pendant une durée de 5 ans après la cession de la zone. La zone anciennement exploitée par BUTAGAZ fera l'objet d'un nettoyage de surface et les fondations restées en place après démantèlement des installations seront arasées en tête.

Cet état environnemental actuel sera constaté par le biais d'études et sondages convenus entre les parties et produits par BROWNFIELDS avant la signature de la promesse de vente.
Il constitue un état dit « 0 » à partir duquel l'acquéreur s'assurera de l'absence de dégradation des sols et de la nappe. Si une dégradation était constatée, elle ne devra pas être de nature à rendre la zone impropre avec l'usage visé ; si c'était néanmoins le cas, BROWNFIELDS s'engage à mettre en œuvre à ses frais et sous sa responsabilité les mesures permettant de rendre le terrain compatible avec l'usage futur.

Etat des biens

A l'exception du lot 2, support de la voie ferrée dont l'usage est partagé avec WAGRAM TERMINAL, les biens seront libres de toute location ou occupation à la date de leur transfert de propriété.

Faculté de substitution

La Communauté urbaine de Strasbourg s'engage dans l'acquisition des biens ci-avant désignés, et avant celle-ci dans la signature d'un avant-contrat qui prendra la forme d'une promesse synallagmatique de vente.

La Communauté urbaine de Strasbourg agit ainsi pour son compte, ainsi que pour celui des deux autres collectivités locales, le Conseil régional d'Alsace et le Conseil général du Bas-Rhin.
La réalisation de la vente s'effectuera au profit de toute personne morale qui se substituera à elle dans les mêmes conditions, dont les membres seront cumulativement, et à minima, la Communauté urbaine de Strasbourg, le Conseil régional d'Alsace et le Conseil général du Bas-Rhin.
La substitution portera sur l'intégralité des lots, à l'exception du lot 1 qui pourra avoir un acquéreur distinct, sous réserve que les régularisations soient concomitantes.

Conditions de la promesse synallagmatique de vente

La vente définitive sera précédée d'une promesse synallagmatique de vente au profit de la CUS consentie par la société BROWNFIELDS, pour une période qui ne pourra excéder le 31 décembre 2015. L'exécution des conditions de la promesse de vente sera garantie par une clause pénale, qui s'élèvera à un montant de 10 % du prix de vente en cas de défaut du vendeur ou de l'acquéreur.

La promesse devra être réalisée par la signature de l'acte de vente au plus tard le 31 décembre 2015. A défaut de l'acquisition avant cette date des terrains par la structure partenariale constituée ou désignée, la CUS sera tenue de se porter acquéreur des terrains.

Le délai ci-dessus indiqué ne sera pas extinctif, mais constitutif du point de départ à partir duquel l'une des parties pourra sommer l'autre d'exécuter la présente convention.

En cas de non réalisation des conditions suspensives de la promesse synallagmatique de vente, qui consistent dans le droit de préemption, l'acquisition par BROWNFIELDS auprès de PETROPLUS et la situation hypothécaire, la promesse sera considérée comme caduque sans indemnité de part et d'autre.

Prix de vente

Les parties, à savoir la Communauté urbaine de Strasbourg et BROWNFIELDS, ont trouvé un accord sur le prix de vente total pour un montant de 11 400 000 € hors taxes et frais, TVA en sus à la charge de l'acquéreur.

Ce prix se décompose en :

- pour le lot 1 : 1.200.000,00 € HT

- pour les lots 2, 3, 4 et 5 : 10.200.000,00 € HT réparti comme suit au prorata des superficies :
  - lot 2 (12,6 % surface) : 1.285.714,00 € HT,
  - lot 3 (18 % surface) : 1.842.857,00 € HT,
  - lot 4 (32,8 % surface) : 3.342.857,00 € HT,
  - lot 5 (36,6 % surface) : 3.728.572,00 € HT.

Il est précisé que le prix de base a été déterminé dans le cas où le Vendeur ne recevrait aucune subvention publique, notamment de la part de l'ADEME pour son projet. Ce montant sera minoré de l'intégralité du montant des subventions dont bénéficiera BROWNFIELDS dans le cadre de ce projet, en particulier de la subvention de l'Ademe pour la sécurisation du site.

Dans l'hypothèse où, préalablement à la date de signature de l'acte, un accord était conclu avec l'ADEME et/ou tout autre organisme au terme duquel une ou plusieurs subventions seraient accordées à BROWNFIELDS, les parties conviennent d'un ajustement du prix de base des lots 2, 3, 4 et 5 à la baisse, appliqué de façon homogène à tous les lots en fonction de leur surface.

A l'exception de l'ajustement du prix induit par la prise en compte de subventions dont bénéficierait BROWNFIELDS, le prix ne fera l'objet d'aucune actualisation ou révision pour tenir compte du calendrier, échelonné sur plusieurs années, d'entrée en propriété et de paiement du prix.

Modalités de paiement

Les parties conviennent d'un paiement échelonnées par phases, celles-ci étant liées à la réalisation des opérations de dépollution de la zone NORD par BROWNFIELDS, soit un transfert de propriété et de jouissance *(cf. Annexe 2)* :

- pour le lot 1 : à la signature de l'acte, soit au plus tard le 31 décembre 2015,
- pour le lot 2 (voie ferrée) et le lot 3 : au plus tard le 31 décembre 2017,
- pour le lot 4 : au plus tard le 31 décembre 2018,
- pour le lot 5 : au plus tard le 31 décembre 2019.

Le paiement du prix sera déclenché par la production du Rapport environnemental démontrant la réalisation des mesures de réhabilitation prescrites par l'Etat sur le terrain NORD dont BROWNFIELDS assure la dépollution en vue de l'aménagement à des fins de zone d'activité économique. Ce rapport sera produit par un expert indépendant désigné par les deux parties, qui sera rémunéré par BROWNFIELDS.

En cas de retard par rapport à ce planning prévisionnel, la structure qui se sera substituée à la CUS aura la faculté d'entrer tout de même en jouissance du lot concerné si elle le souhaite, moyennant le paiement de 30 % du prix, le solde de 70 % du prix étant payé à démonstration par BROWNFIELDS du respect de ses engagements environnementaux (cf. paragraphe ci-dessus). Compte tenu du risque de l'opération, les parties ont convenu d'un délai supplémentaire d'un an maximum avant l'application de cette disposition pour les lots 2, 3 et 4 en cas de retard dans le processus de reconversion de la partie NORD mené par BROWNFIELDS.

Engagements réciproques des parties

BROWNFIELDS s'oblige à :

- réaliser les mesures de dépollution prescrites sur la zone NORD Raffinerie,

- faire reprendre ses engagements par le ou les acquéreurs en cas de vente en l'état de la zone NORD Raffinerie avant engagement des mesures de dépollution, et en informer la CUS ou de la structure qu'elle se substituera dans un délai de deux mois avant la signature de tout avant contrat ou contrat,

- mettre en œuvre un projet de zone d'activités économiques qui prenne en compte les orientations politiques de la CUS et ses normes techniques afin de permettre l'intégration dans le domaine public des futures voiries, et garantir la possible connexion entre son projet d'aménagement et le futur projet d'initiative publique sur le secteur EST,

- informer la CUS ou la structure qu'elle se substituera du projet d'implantation d'un ou plusieurs établissements dits « SEVESO », qui pourraient impacter la constructibilité de la zone EST, afin que le choix soit concerté, et s'interdire toute cession qui ne recueillerait pas l'accord formel de la CUS à énoncer dans un délai de 15 jours après saisine par BROWNFIELDS,

- résilier tous contrats avant le jour de transfert de propriété et de jouissance par phases des lots, les terrains devant être libres de toute location ou occupation à cette date,

- autoriser la CUS ou la structure qu'elle se substituera à procéder à tous sondages, études, dépôts de toutes demandes administratives sur la totalité de l'emprise à compter de la date de signature de la promesse synallagmatique de vente.

La CUS ou de la structure partenariale qu'elle se substituera :

- s'engage à soutenir la démarche de commercialisation de BROWNFIELDS par un partage d'informations et un accompagnement par les services compétents,

- s'interdit d'engager la commercialisation, à entendre par tous engagements contractuels (courriers de réservation, signature de contrats…) des terrains de la zone EST avant le 1er décembre 2020, sauf accord express de BROWNFIEDLS.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant

Le Conseil,
vu l' avis de France Domaine
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1) *L'acquisition par la CUS auprès BROWNFIELDS des parcelles provisoirement cadastrées ou cadastrées tel de désigné dans l'Annexe 3.*
Soit une superficie totale de près de 379 hectares correspondant à 238 hectares environ pour la zone EST et 141 hectares environ pour la zone SUD.
Moyennant le prix de vente global de 11.400.000,00 €HT, décomposé respectivement entre 10 200 000 € pour la zone EST et 1.200.000 € pour la zone SUD.

2) *La conclusion d'un avant-contrat préalable à la vente définitive consistant en une promesse synallagmatique de vente, pour une période jusqu'au 31 décembre 2015 au maximum*

3) *L'exécution des conditions de la promesse de vente sera garantie par une clause pénale, qui s'élèvera à un montant de 10 % du prix de vente.*

4) *La faculté de substitution dans l'acquisition des biens de la Communauté urbaine de Strasbourg par une société partenariale à constituer ou désigner par celle-ci associée à la Région Alsace et au Département du Bas-Rhin.*

5) *L'insertion de conditions et clauses dans l'acte de vente à intervenir, notamment :*

– *la décomposition des emprises sous forme de 5 lots, comprenant les parcelles cadastrées dont la liste pour chacun des lots est annexée (cf. Annexe 3).*
- lot 1 : zone SUD naturelle (141 ha environ),
- lot 2 : zone de la voie ferrée (30 ha environ),
- lot 3 : partie « Sud » de la zone EST (43 ha environ),
- lot 4 : partie « Nord » de la zone EST (78 ha environ),
- lot 5 : partie « Médiane » de la zone EST (87 ha environ).

Les cinq ensembles fonciers forment un tout indissociable. L'acte de vente concernera a priori la totalité des lots 1, 2, 3, 4 et 5, la vente concomitante des lots au sein du même acte étant une condition essentielle et déterminante. Seul le lot 1 pourra être acquis par une personne morale distincte de l'acquéreur des lots 2 à 5 qui, eux, restent liés.

- *l'acquisition de terrains réputés non pollués ou à défaut conformes avec l'usage futur de zone d'activités économiques ; à défaut leur mise en l'état par BROWNFIELDS préalablement à la vente.*

- *à l'exception du lot 2, support de la voie ferrée, dont l'usage est partagé avec WAGRAM TERMINAL, l'acquisition de biens libres de toute location ou occupation à la date de leur transfert de propriété.*

- *leur acquisition selon le prix et le phasage suivant, lié à la réalisation des opérations de dépollution par BROWNFIELDS sur la partie NORD restant sa propriété, afin de garantir la bonne fin de ces opérations :*
  - pour le lot 1 : 1.200.000 € HT à la signature de l'acte, soit au plus tard le 31 décembre 2015,
  - pour le lot 2 (voie ferrée) : 1.285.714,00 € HT au plus tard le 31 décembre 2017,
  - pour le lot 3 : 1.842.857,00 € HT au plus tard le 31 décembre 2017,
  - pour le lot 4 : 3.342.857,00 € HT au plus tard le 31 décembre 2018,
  - pour le lot 5 : 3.728.572,00 € HT au plus tard le 31 décembre 2019.

Le paiement du prix sera déclenché par la production du Rapport environnemental démontrant la réalisation des mesures de réhabilitation prescrites par l'Etat. Ce rapport sera produit par un expert indépendant désigné par les deux parties, qui sera rémunérée par BROWNFIELDS.

- *la minoration du prix de l'intégralité des subventions publiques dont bénéficiera le projet, à répartir de façon homogène sur les prix de base des lots 2, 3, 4 et 5 et selon les modalités précisées dans le rapport.*

- *la faculté pour la structure qui se sera substituée à la CUS, en cas de retard par rapport au planning contractuel, d'entrer tout de même en jouissance du lot concerné si elle le souhaite, moyennant le paiement de 30 % du prix, le solde de 70 % du prix sera payé à démonstration par BROWNFIELDS du respect de ses engagements environnementaux. Compte tenu du risque de l'opération, les parties ont convenu d'un délai supplémentaire d'un an maximum avant l'application de cette disposition pour les lots 2, 3 et 4 en cas de retard dans le processus de reconversion de la partie NORD mené par BROWNFIELDS.*

- *les engagements de BROWNFIELDS :*

  - *réaliser les mesures de dépollution prescrites sur la zone NORD Raffinerie,*

  - *faire reprendre ses engagements par le ou les acquéreurs en cas de vente en l'état de la zone NORD Raffinerie avant engagement des mesures de dépollution, et en informer la CUS ou de la structure qu'elle se substituera dans un délai de deux mois avant la signature de tout avant contrat ou contrat,*

  - *mettre en œuvre un projet de zone d'activités économiques qui prenne en compte les orientations politiques de la CUS et ses normes techniques afin de permettre l'intégration dans le domaine public des futures voiries, et garantir la possible connexion entre son projet d'aménagement et le futur projet d'initiative publique sur le secteur EST,*

  - *informer la CUS ou la structure qu'elle se substituera du projet d'implantation d'un ou plusieurs établissements dits « SEVESO », qui pourraient impacter la constructibilité de la zone EST, afin que le choix soit concerté, et s'interdire toute cession qui ne recueillerait pas l'accord formel de la CUS à énoncer dans un délai de 15 jours après saisine par BROWNFIELDS,*

  - *résilier tous contrats avant le jour de transfert de propriété et de jouissance par phases des lots, les terrains devant être libres de toute location ou occupation à cette date à l'exception du lot 2 (voie ferrée),*

- *autoriser la CUS ou la structure qu'elle se substituera à procéder à tous sondages, études, dépôts de toutes demandes administratives sur la totalité de l'emprise à compter de la date de signature de la promesse synallagmatique de vente.*

- *les engagements de la Communauté urbaine de Strasbourg ou de la structure partenariale qu'elle se substituera :*

  – *soutenir la démarche de commercialisation de BROWNFIELDS par un partage d'informations et un accompagnement par les services compétents,*

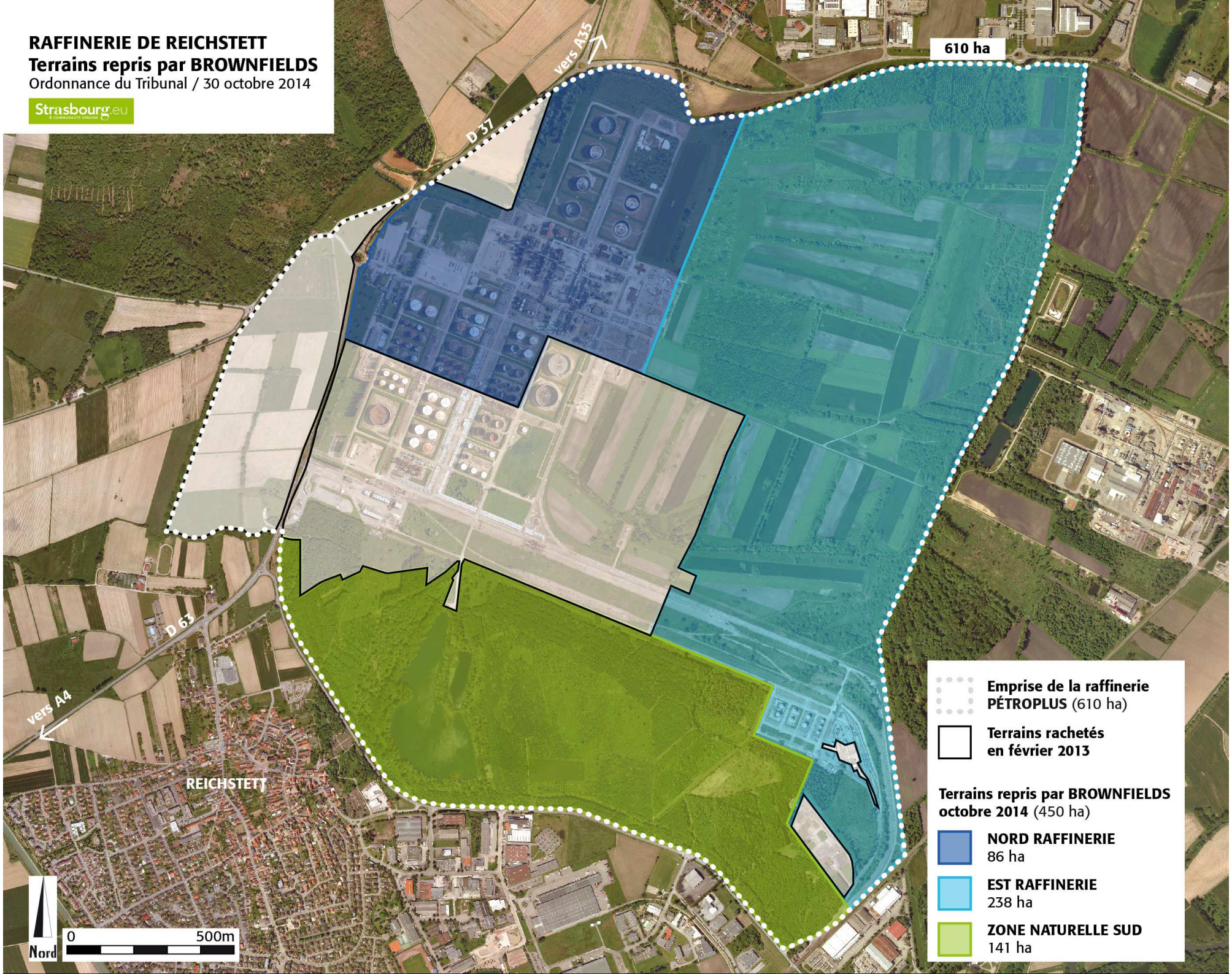
  – *s'interdit d'engager la commercialisation (entendu au sens d'engagement contractuel tels que courriers de réservation, signature de contrats…) des terrains de la zone EST avant le 1er décembre 2020, sauf accord express de BROWNFIEDLS.*

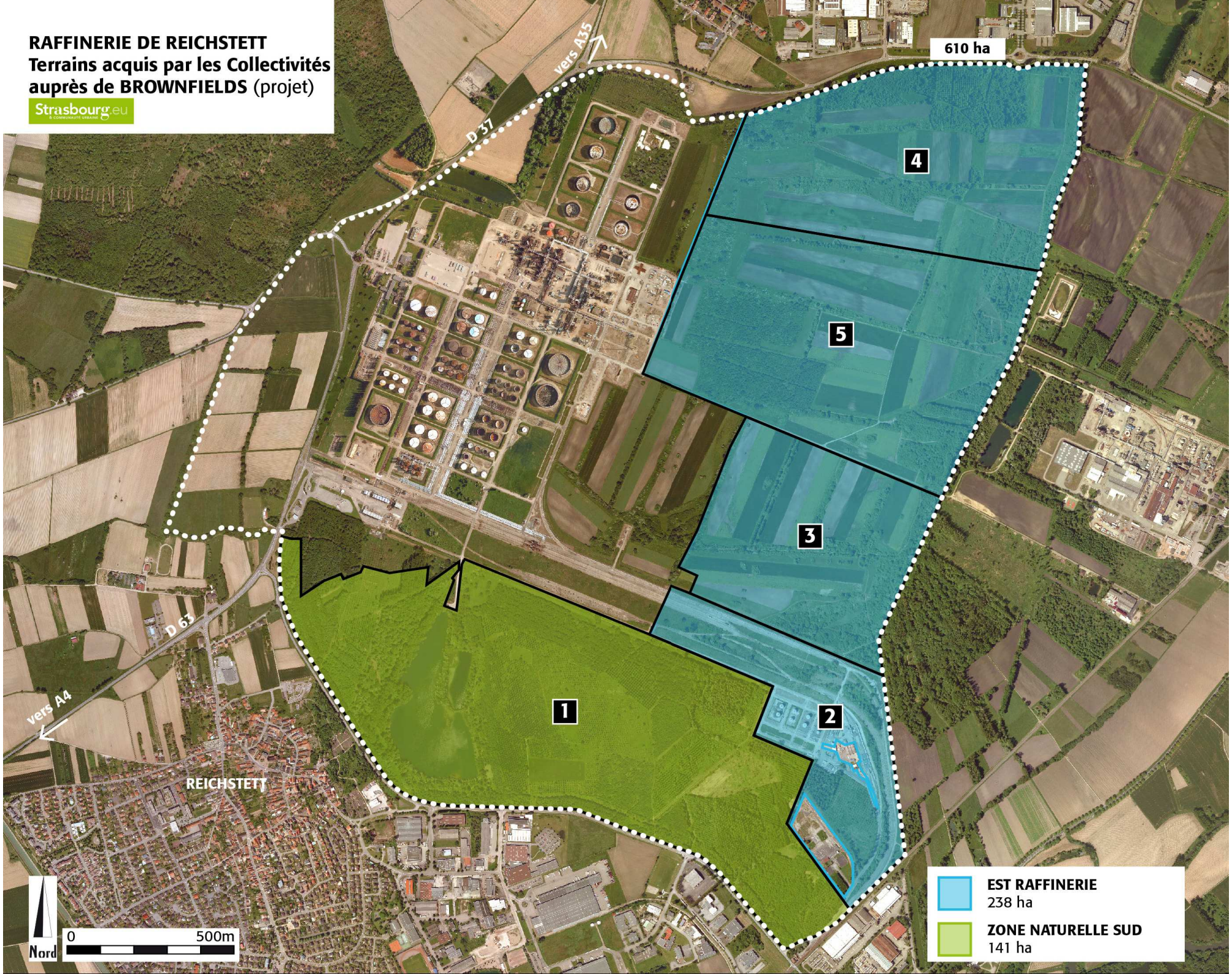
autorise

le Président ou son représentant à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution des présentes.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014


RAFFINERIE DE REICHSTETT
Terrains repris par BROWNFIELDS
Ordonnance du Tribunal / 30 octobre 2014
Strasbourg.eu
610 ha
vers A35
D 37
D 63
vers A4
REICHSTETT
Emprise de la raffinerie PÉTROPLUS (610 ha)
Terrains rachetés en février 2013
Terrains repris par BROWNFIELDS octobre 2014 (450 ha)
NORD RAFFINERIE
86 ha
EST RAFFINERIE
238 ha
ZONE NATURELLE SUD
141 ha
Nord
0
500m


RAFFINERIE DE REICHSTETT
Terrains acquis par les Collectivités auprès de BROWNFIELDS (projet)
Strasbourg.eu
610 ha
vers A35
D 37
4
5
3
1
2
D 63
vers A4
REICHSTETT
Nord
0
500m
EST RAFFINERIE
238 ha
ZONE NATURELLE SUD
141 ha

Raffinerie Reichstett
Désignation des terrains objet de la transaction foncière entre BROWNFIELDS et la Communauté urbaine de Strasbourg

ANNEXE 3

Les Biens sont composés de cinq (5) ensembles de terrains, dont l'un supportant des équipements ferroviaires, ci-après désignés.

DESIGNATION DES BIENS COMPOSANT LE LOT 1 (DIT « ZONE NATURELLE »)

Un terrain nu d'une superficie d'environ cent quarante-et-un (141) hectares à détacher des parcelles suivantes :

Sur la commune de REICHSTETT (Bas-Rhin – 67116) :

SECTION	NUMERO
6	0023
6	0024
6	0025
6	0026
6	0027
6	0083
6	0084
6	0302
6	0304
6	0305
6	0332/0209
6	0349 (1)/0209
6	0349 (2)/0209
6	0349 (3)/0209
6	0349 (4)/0209
6	0349 (5)/0209
6	0401/0322
6	0402/0310
6	0403
6	0404
6	0405/0263
6	0406/0312
6	0407/0209
6	0559/0040
6	0560/0062
6	0611/0263
6	0612/0263
6	0614/0010
6	0615/0010
6	0751/0001
6	0753/0001
6	0756/0052
6	0759/0320
6	0762/0310
6	0764/0263
6	0765/0263
7	0042
7	0045
7	0046
7	0050

7	0051
7	0052
7	0143
7	0144
7	0147
7	0148
7	0151
7	0152
7	0156
7	0157
7	0251/0231
7	0252/0231
7	0315/0013
7	0317/0175
7	0351/0001 (P)
7	0356/0100 (P)
7	0360/0189 (P)
7	0364/0231
7	0371/0139
7	0374/0140
7	0377/0141
7	0380/0142
7	0383/0145
7	0386/0146
7	0389/0149
7	0392/0150
7	0394/0153
7	0396/0154
7	0398/0155
7	0400/0158
7	0402/0159
7	0410/0231
7	0412/0231
7	0413/0231
7	0415/0231
7	0423/0049
7	0425/0246
7	0427/0048
7	0429/0047
7	0430/0044
7	0431/0044
7	0433/0043
7	0435/0041
7	0437/0070
7	0439/0041
25	0126
25	0127
25	0128
25	0129
25	0130
25	0131
25	0132
25	0133
25	0134

25	0135
25	0136
25	0145
25	0146
25	0147
25	0148
25	0149
25	0152
25	0153
25	0154
25	0155
25	0157
25	0158
25	0161
25	0162 (A)
25	0162 (B)
25	0164
25	0165
25	0166
25	0170
25	0171
25	0172
25	0173
25	0174
25	0175
25	0176
25	0177
25	0178
25	0179
25	0180
25	0181
25	0182
25	0183
25	0184
25	0185
25	0186
25	0215
25	0217
25	0219
25	0220
25	0222
25	0232/0186
25	0233/0186
25	0246
25	0247
25	0248
25	0249
25	0250
25	0251
25	0252
25	0253
25	0254
25	0274/0194
25	0275/0195

25	0276/0196
25	0277/0197
25	0280/0242
25	0283/0179
25	0284/0160
25	0291/0242
25	0293/0242
25	0299
25	0302/0129
25	0304/0125
25	0305/0187
25	0306/0187
25	0307/0160
25	0312/0242
25	0320/0194
25	0321/0195
25	0322/0196
25	0330/0279
25	0334/0279
25	0335/0279
25	0336/0270
25	0338/0287
25	0339/0287
25	0340/0242
25	0341/0273
25	0345/0288
25	0404/0217
25	0435/0199
25	0570/221A
25	0571/0122
25	0574/0135
25	0576/0281
25	0578/0337

DESIGNATION DES BIENS COMPOSANT LE LOT 2 (DIT « ZONE VOIE FERREE »)

Un terrain supportant des équipements ferroviaires d'une superficie d'environ trente (30) hectares à détacher des parcelles suivantes :

Sur la commune de REICHSTETT (Bas-Rhin - 67116) :

SECTION	NUMERO
7	0136
7	0137
7	0138
7	0199
7	0244
7	319/0200
7	320/0200
7	0336/0200
7	0351/001 (P)
7	0356/0100 (P)
7	0358/0189
7	0360/0189 (P)

7	0363/0189
7	0367/0246
7	0372/0140
7	0375/0141
7	0378/0142
7	0381/0145
7	0384/0146
7	0387/0149
7	0390/0150
7	0404/0243
7	0406/0082

DESIGNATION DES BIENS COMPOSANT LE LOT 3 (DIT « ZONE SUD »)

Un terrain nu d'une superficie d'environ quarante-trois (43) hectares à détacher des parcelles suivantes :

Sur la commune de VENDENHEIM (Bas-Rhin - 67750) :

SECTION	NUMERO
25	0008 (P)
25	0009 (P)
25	0010 (P)
25	0011 (P)
25	0012
25	0013
25	0015
25	0019
25	0020 (P)
25	0021 (P)
25	0022
25	0027
25	0029
25	0031

DESIGNATION DES BIENS COMPOSANT LE LOT 4 (DIT « ZONE NORD »)

Un terrain nu d'une superficie d'environ soixante-dix-huit (78) hectares à détacher des parcelles suivantes :

Sur la commune de VENDENHEIM (Bas-Rhin - 67750) :

SECTION	NUMERO
24	0016 (P)
24	0017
24	0034 (P)
24	0035 (P)
24	0086
24	0087
24	0088 (P)

DESIGNATION DES BIENS COMPOSANT LE LOT 5 (DIT « ZONE MEDIANE »)

Un terrain nu d'une superficie d'environ quatre-vingt-sept (87) hectares à détacher des parcelles suivantes :

Sur la commune de VENDENHEIM (Bas-Rhin - 67750) :

SECTION	NUMERO
24	0019
24	0026
24	0027
25	0001
25	0002
25	0003
25	0004
25	0005
25	0006
25	0008 (P)
25	0009 (P)
25	0010 (P)
25	0011 (P)
25	0020 (P)
25	0021 (P)
26	0003 (P)
26	0011 (P)
26	0013 (P)
26	0014
26	0016 (P)
26	0057
26	0058

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTRÔLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)
Valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2014 - 1346 1347
ENQUETEUR Patrick GOGUELY
Acquisition amiable

1. **Service consultant :** Communauté Urbaine de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Virginie STRASSER**
2. **Date de la consultation :** reçue le 05/11/2014 par mail. Renseignements complémentaires (état parcellaire) reçus le 14/11/2014
3. **Opération soumise au contrôle:** Acquisition de terrains non bâtis situés dans le périmètre de l'ancienne raffinerie de REICHSTETT
4. **Propriétaire présumé :** Société BROWNFIELDS
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération**

Commune ***de REICHSTETT ET VENDENHEIM***

DESIGNATION CADASTRALE

1°) Sur la commune de REICHSTETT, terrain nu d'une superficie d'environ cent quarante et un (141) hectares (lot 1 dit « zone naturelle ») à détacher des parcelles suivantes :

SECTION 6 NUMERO : 0023 ; 0024 ;0025 ; 0026 ; 0027 ; 0083 ; 0084 ; 0302 ; 0304 ; 0305 ; 0332/0209 ; 0349 (1)/0209 ; 0349 (2)/0209 ; 0349 (3)/0209 ; 0349 (4)/0209 ; 0349 (5)/0209 ; 0401/0322 ; 0402/0310 ; 0403 ; 0404 ; 0405/0263 ; 0406/0312 ; 0407/0209 ; 0559/0040 ; 0560/0062 ; 0611/0263 ; 0612/0263 ; 0614/0010 ; 0615/0010 ; 0751/0001; 0753/0001 ; 0756/0052 ; 0759/0320 ; 0762/0310 ; 0764/0263 ; 0765/0263
Section 7 NUMERO : 0042; 0045; 0046; 0050; 0051; 0052; 0143; 0144;0147; 0148; 0151; 0152; 0156;0157; 0251/0231; 0252/0231; 0315/0013; 0317/0175; 0351/0001(P); 0356/0100(P); 0360/0189(P); 0364/0231; 0371/0139;0374/0140;0377/0141 ;0380/0142;0383/0145;0386/0146;0389/0149; 0392/0150;0394/0153;0396/0154;0398/0155 ;0400/0158 ;0402/0159 ;0410/0231 ;0412/0231 ;0413/0231 ;0415/0231 ;0423/0049 ;0425/0246 ;0427/0048 ;0429/0047 ;0430/0044 ;0431/0044 ;0433/0043 ;0435/00 41 ;0437/0070 ;0439/0041

COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG
SERVICE POLITIQUE FONCIERE ET IMMOBILIERE
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX

Section 25 NUMERO 0126 ; 0127 ; 0128 ; 0129; 0130 ;0131 ;0132 ;0133 ;0134;0135; 0136 ;0145 ;0146 ;0147;0148; 0149; 0152 ; 0153;0154; 0155; 0157; 0158; 0161; 0162(A);0162(B);0164 ;0165 ;0166 ;0170 ;0171 ;0172 ;0173 ;0174 ;0175 ;0176 ;0177 ;0178 ;0179 ;0180 ;0181 ;0182 ;0183 ;0184 ;0185 ;0186 ;0215 ;0217 ;0219 ;0220 ;0222 ;0232/0186 ;0233/0186 ;0246 ;0247 ;0248 ;0249 ;0250 ;0251 ;0252 ;0253 ;0254 ;0274/0194 ;0275/0195 ;0276/0196 ;0277/0197 ;0280/0242 ; 0283/0179 ;0284/0160 ;0291/0242 ;0293/0242 ;0299 ;0302/0129 ;0304/0125 ;0305/0187 ;0306/0187 ;03 07/0160 ;0312/0242 ;0320/0194 ;0321/0195 ;0322/019;0330/0279 ;0334/0279 ;0335/0279 ;0336/0270 ;0 338/0287 ;0339/0287 ;0340/0242 ;0341/0273 ;0345/0288 ;0404/0217 ;0435/0199 ;0570/221A ;0571/0122 ;0574/0135 ;0576/0281 ;0578/0337

2°) Sur la commune de REICHSTETT, terrain supportant des équipements ferroviaires d'une superficie d'environ trente (30) hectares (lot 2 dit « zone voie ferrée ») à détacher des parcelles suivantes**:**

Section 7 Numéro 0136 ; 0137 ;0138 ;0199 ;0244; 319/0200 ;320/0200 ;0336/0200 ;0351/001(P) ; 0356/0100(P) ;0358/0189 ;0360/0189(P);0363/0189 ;0367/0246 ;0372/0140 ;0375/0141 ;0378/0142 ;038 1/0145 ;0384/0146 ;0387/0149; 0390/0150 ;0404/0243 ;0406/0082

3°) Sur la commune de VENDENHEIM,

- Terrain nu d'une superficie d'environ quarante-trois (43) hectares (LOT 3 dit «Zone Sud ») à détacher des parcelles suivantes : **Section 25** Numéro 0008 (P); 0009 (P); 0010 (P); 0011 (P); 0012; 0013; 0015; 0019; 0020 (P); 0021 (P); 0022; 0027; 0029; 0031.

- Terrain nu d'une superficie d'environ soixante-dix-huit (78) hectares (Lot 4 dit « zone Nord ») à détacher des parcelles suivantes : **Section 24** Numéro 0016 (P); 0017; 0034 (P); 0035 (P); 0086; 0087; 0088 (P).

- Terrain nu d'une superficie d'environ quatre-vingt-sept (87) hectares (lot 5 dit « zone médiane ») à détacher des parcelles suivantes : **Section 24** Numéro 0019 ;0026, 0027, **Section 25** Numéro 0001; 0002; 0003; 0004; 0005; 0006; 0008 (P); 0009 (P); 0010 (P);0011 (P); 0020 (P); 0021 (P) ; **Section 26** Numéro 0003 (P); 0011(P); 0013 (P); 0014; 0016(P); 0057;0058

DESCRIPTIF SOMMAIRE

L'acquisition que la Communauté Urbaine de Strasbourg envisage de réaliser porte sur :

A) une emprise de 225 hectares constituée de terrains à usage agricole situés en zone UX4 du PLU de VENDENHEIM, à l'est de l'ancienne unité de raffinage et de terrains d'activité en zone UX2 du POS de REICHSTETT au sud/est de celle ci.

Les terrains agricoles, quadrillés par un réseau de fossé et de chemins privés, sont libres de construction et ne sont pas viabilisés. Sur cette zone, la pollution des sols est limitée (une cuve de décantation au nord ainsi qu'une barrière hydraulique installée à l'est de la raffinerie ont permis d 'éviter jusqu'à présent la migration des produits dissous). *Quoi qu'il en soit et dans la mesure ou la société BROWNFIELDS s'engage à démanteler l'intégralité des installations et à dépolluer les sols, les terrains considérés sont estimés libres de pollution.*

Les terrains situés au nord, en bordure de la RD 301 sont impactés par le PPRI « Zorn Landgraben ». Ceux situés à l'est sont soumis au risque de remontée de nappe (PERI III-BRUCHE) avec à la clef des normes constructives à respecter (locaux habitables au dessus de la cote de référence).

Une petite partie des terrains est située en zone d'aléa moyen à faible du PPRT de la société LANXESS, installée sur le territoire de la commune voisine de la WANTZENAU.

Les terrains subissent par ailleurs des contraintes d'aménagement liées à la présence d'un pipeline au Sud, d'une canalisation de gaz moyenne pression et d'un émissaire d'eaux retraitées vers le Rhin au nord.

Les terrains d'activité supportent les fondations d'anciennes sphères de stockage de gaz, ainsi qu'un faisceau de voies de chemin de fer assurant le raccordement du site au réseau ferré.

L'ensemble des emprises est situé en zone d'aléa très fort à fort+ du PPRT mis en place autour de la société BUTAGAZ, à l'exception d'une petite surface de terrain située au contact de l'emprise WAGRAM, classée en zone d'aléa faible.

Une ancienne décharge dans laquelle ont été stockés les déchets inertes de la raffinerie a été identifiée dans cette zone dite « de la banane ». N'ayant pas d'impact sur la qualité des eaux souterraines, sa dépollution sera assurée au moyen d'un confinement passif avec mise en place d'une couverture à base de matériaux d'apport et reprofilage du terrain pour faciliter le ruissellement des eaux de pluies.

B) une emprise de 140 hectares en zone ND constituée de parcelles boisées et d'une ballastière d'environ 18 hectares classée en réserve naturelle régionale.

Intégrés dans le périmètre de l'ancienne raffinerie de Reichstett, ces espaces naturels sont clôturés avec du grillage et parcourus par plusieurs chemins d'exploitation. La majorité des espaces est occupée par du peuplement forestier. Celui ci se compose de différentes espèces pionnières de saules et de peupliers datant d'une trentaine d'années mais aussi de chênes et de plantations de peupliers hybrides. Colonisé par plusieurs variétés de poissons (brochets, perches, carpes, gardons..), un plan d'eau d'environ 18 hectares, né de l'exploitation d'une ballastière dans les années 1960 occupe la partie est du site. Quelques parcelles en nature de pré, disséminées ici et là complètent l'ensemble.

Cette zone est impactée à l'est par le PPRT BUTAGAZ (aléa fort+, moyen, moyen+ et faible) et à l'ouest par le PPRT de Pétroplus Raffinerie de Reichstett (aléa faible).

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers.

1- REGLEMENT D'URBANISME

PLU de VENDENHEIM

Zones UX : zones urbaines équipées destinées aux activités commerciales, industrielles artisanales, de service et de restauration ou d'hôtellerie.

Le secteur UX 4 correspond aux terrains de la raffinerie de Reichstett/Vendenheim. Dans ce secteur les possibilités d'occupation et d'utilisation des sols sont limitées puisque sont interdites **toute construction ou installation non liée aux activités présentes dans la zone.**

Le long des canalisations de transport d'hydrocarbures sont interdites les occupations et utilisation du sol suivantes :
- Dans la zone de dangers graves pour la vie humaine, la construction ou extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissement recevant du public relevant de la 1ère à 3ème catégorie.
- Dans la zone de dangers très graves pour la vie humaine, la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes

Le COS n'est pas réglementé - Emprise au sol maximale : 60 % - Hauteur des constructions non limitée - 40 % de la superficie du terrain doivent être aménagés en espaces verts.

Dans les secteurs inscrits en zone inondable telle que définie sur les documents graphiques « risques » des prescriptions spéciales doivent être respectées et notamment la mise hors d'eau des constructions par la fixation de la cote de plancher du premier niveau utile de tout bâtiment à un niveau supérieur à la cote de hautes eaux inscrite au document graphique à laquelle il faut ajouter une marge de sécurité de 30 cm, la construction sur vide sanitaire inondable, l'interdiction de remblais, l'absence de sous-sol.

Les constructions doivent respecter **une marge de recul de 6 mètres à compter des berges** ou des limites d'emprise des cours d'eau.

POS DE REICHSTETT

Zone ND
Dans toutes les zones ND sont admis les aménagements et transformations de bâtiments à l'intérieur des volumes existants.
Dans les zones ND1 et ND3 sont autorisées les constructions réalisées selon les dispositions des articles L 130-1 à L 130-6 du code de l'urbanisme traitant sous le titre III des espaces boisés. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Zone UX
Dans la zone UX2 sont admis les bureaux et locaux commerciaux **annexés directement à l'établissement implanté dans la zone.**

2- CARACTERISTIQUES PROPRES DES TERRAINS SITUES EN ZONE UX

- ✓ **Situation particulièrement favorable** : les terrains considérés sont situés au nord de la Communauté Urbaine de Strasbourg (dernière couronne), dans un secteur disposant d'une vocation industrielle marquée (ZI de Hoerdt, Hœnheim..) et bien desservi par les moyens de communication (proche de trois échangeurs autoroutiers + présence d'une voie ferrée dans la partie sud).

- ✓ **Terrains non équipés :** les terrains forment une unité foncière **d'une superficie atypique** (225 hectares). Ce facteur contribue à orienter très fortement leur valeur à la baisse (nombre des acquéreurs potentiels très faible voire nul, coût de viabilisation élevé)

- ✓ **Une partie des terrains est située en zone de retrait-gonflement des argiles**, imposant des normes constructives spécifiques, génératrices de surcoûts.
  Dans les parties centrale et Est du site couvertes par un aléa fort, il conviendra en effet d'ancrer plus profondément et de manière homogène les constructions (profondeur minimum de 1,20 m), de rigidifier la structure (chaînages verticaux et horizontaux), de prévoir un joint de rupture entre les ouvrages, de réaliser une ceinture étanche autour du bâtiment, de prévoir le raccordement des réseaux d'eaux au réseau collectif et l'étanchéification des canalisations enterrées, d'éloigner la construction des arbres, ou recourir à des écrans anti-racines.

- ✓ **Les terrains situés à l'est de la raffinerie sont situés en zones humides.** Des mesures devront être prises pour limiter l'impact des travaux d'urbanisation voire même les compenser. Ces mesures sont là aussi génératrices d'un surcoût.

- ✓ **Les terrains sont actuellement situés dans un zonage UX4 (Vendenheim) et UX2 (Reichstett) très restrictif** puisque n'autorisant que les constructions ou installations liées aux activités présentes dans la zone.
  Ce zonage très spécifique est néanmoins appelé à être modifié du fait de l'arrêt définitif de l'activité et de la reconversion d'une partie du site en plate forme d'activité.
  Les acquisitions que la Communauté Urbaine de Strasbourg envisage de réaliser n'ont de sens que si les restrictions posées par le règlement de la zone UX4 sont levées.
  Une modification du PLU doit donc nécessairement être envisagée afin de permettre une occupation des sols en rapport avec la destination que la Communauté Urbaine de Strasbourg envisage de donner à ces terrains (activités industrielles et logistiques)

3 – CONTRAINTES PARTICULIERES PESANT SUR CERTAINES EMPRISES

Les possibilités de construction ou d'utilisation des sols peuvent à certains endroits être restreintes ou empêchées par :

✓ La présence de canalisations en sous-sol (pipelines, canalisation de gaz moyenne pression, …)

✓ La proximité d'établissements industriels de Type SEVESO II (LANXESS ELASTOMERS, BUTAGAZ) soumis à des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

✓ Le risque naturel d'inondation qui touche certaines parties du territoire de la commune de Vendenheim. Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) des bassins versants de la Zorn et du Landgraben prévoit ainsi que les terrains situés au nord du site sont inconstructibles (zone orange d' aléa fort).

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

I- Terrains situés en zone UX

Compte tenu des caractéristiques physiques et urbanistiques propres aux biens à évaluer, des contraintes particulières pesant sur certaines emprises, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle des terrains considérés, estimés nus, libres et dépollués, peut être fixée à 14 043 150 € HT.

Nota :

La présente valeur ne tient pas compte des surcouts d'aménagement liés aux mesures de compensation à prendre pour limiter l'impact des travaux d'urbanisation en zone humide et des surcouts de construction liés à la qualité argileuse des sols.

II - Terrains situés en zone naturelle

Compte tenu de la nature des terrains composant la zone ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local pour chacune d'elle, la valorisation de ce tènement foncier peut être réalisée sur les bases suivantes :

- Sol nu forestier : 27,60 € HT l'are (valeur minimale du barème indicatif des valeurs agricoles publié par arrêté ministériel du 18/07/2014).
- La valorisation du peuplement forestier n'est pas de la compétence du service du Domaine et devra être réalisée à dire d'expert en ayant par exemple recours aux services de l'ONF.

- Terrain en nature de pré et terre : 94 € HT l'are

- Plan d'eau, étang : 300 € HT l'are

****

Nota :

- Des servitudes devront être mises en place pour permettre à la société WAGRAM TERMINAL, d'utiliser les installations de lutte contre l'incendie et les équipements ferroviaires présents sur les emprises cédées.

8. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg, le 20/11/2014
Pour le Directeur Régional

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Gestion Publique

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

12

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

ZAC Bon Pasteur à Strasbourg : clôture de l'opération et de la concession d'aménagement et suppression de la ZAC.

Historique et objectifs de la ZAC

Cette opération d'aménagement située à l'Est du parc de l'Orangerie couvre un périmètre de 6,5 hectares, bordé par la rue Xavier Richter, la rue du Conseil des XV, la rue Bautain et la rue d'Ypres.

Elle a été réalisée sur le site dit du « Bon Pasteur », ancienne propriété de la Congrégation des Sœurs du Bon Pasteur d'Angers, dont les bâtiments du couvent ont été démolis.

La Communauté urbaine de Strasbourg a souhaité reprendre le contrôle opérationnel et urbanistique de ce secteur stratégiquement placé, situé à proximité des institutions européennes, au travers d'une procédure d'aménagement concerté.

Le projet urbain avait pour objectifs :
- de supprimer « le vide urbain » engendré par la présence du couvent démoli,
- de maîtriser l'évolution du paysage dans ce secteur proche du parc de l'Orangerie,
- de garantir une mixité de l'opération et une prépondérance de la fonction habitat,
- de doter le quartier de nouveaux équipements publics.

Par délibération du 29 juin 1990, la Communauté urbaine de Strasbourg a ainsi décidé du principe de la création de la ZAC « Bon Pasteur » à usage d'habitation, d'activités tertiaires, d'installations et d'équipements publics. Elle a également désigné la SERS, concessionnaire de l'aménagement de la ZAC au terme d'une convention de concession signée le 19 décembre 1990, pour une durée de dix ans.

La ZAC a été créée par arrêté préfectoral du 24 janvier 1992 et par délibération du 20 mai 1994, le Conseil de Communauté urbaine a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) ainsi que le Programme des Equipements Publics (PEP).
Le PAZ portait sur un total de 63 200 m^2 de SHON se répartissant en 26 000 m^2 d'habitat résidentiel, 26 000 m^2 d'habitat collectif, 7 500 m^2 affectés à une maison de retraite et 3 500 m^2 d'équipements publics (salle de sport multifonctionnelle, locaux associatifs),

auxquels s'ajoutait une aire de deux hectares à vocation de promenade et de loisirs, avec un plan d'eau.

Evolution et réalisation de la ZAC concédée

Aux termes d'un 1er avenant à la convention de concession, signé le 10 juillet 2001 en application d'une délibération du Conseil du 14 avril 2000, la Communauté urbaine de Strasbourg et la SERS sont convenues, d'une part, de la réalisation de travaux complémentaires portant sur les équipements publics à la charge de l'aménageur et de proroger, d'autre part, la durée de la convention pour une durée de 3 ans. Aux termes d'un 2ème avenant approuvé par le Conseil communautaire du 19 décembre 2003 et signé le 1er mars 2004, la convention de concession a été prorogée une nouvelle fois pour une durée expirant le 31 décembre 2005.

Le programme de construction est aujourd'hui achevé et a permis de réaliser 62 160 m^2 de SHON, répartis comme suit dans quatre secteurs distincts :

- sur le secteur 1 - rue Jean Sébastien Bach : 25 340 m^2 de logements répartis en 330 logements collectifs, dont 28 logements sociaux (Immobilière 3F), et 3 500 m^2 d'équipements publics, à savoir, un gymnase, une salle annexe de l'Ecole municipale de danse, une halte d'éveil accueillant des enfants de 3 mois à 3 ans et une salle polyvalente,
- sur le secteur 2 - rue d'Ypres : 7 399 m^2 pour la maison de retraite Saint Joseph,
- sur le secteur 3 - rue Bautain - zone d'habitat à faible densité : 25 955 m^2 de logements répartis en 224 logements collectifs,
- sur le secteur 4 : 200 m^2 pour les espaces verts et le plan d'eau.

Le programme des équipements publics (PEP) a été entièrement réalisé.

La participation financière spécifique prévue à l'avenant n°1 du 10 juillet 2001 pour la réalisation de travaux complémentaires portant sur les équipements publics nécessaires pour compléter les prestations initialement prévues, a été versée par la Communauté urbaine au concessionnaire à hauteur de 1 417 775,86 €.

En tant que bénéficiaire et financeur des équipements publics, la Ville de Strasbourg a versé à la Communauté urbaine le montant équivalent de la participation financière conformément à la délibération du Conseil municipal de Strasbourg du 10 avril 2000.

Aspects fonciers de la ZAC concédée

Toutes les formalités de remise d'ouvrages aux collectivités et les régularisations foncières ont été effectuées.

En effet, la délibération du Conseil de communauté du 31 janvier 2003 a approuvé le transfert de propriété de la SERS à la Communauté urbaine des 3 500 m^2 d'équipements publics de superstructure (gymnase, salle annexe de l'école municipale de danse, halte d'éveil et salle polyvalente) ainsi que du lac. Il s'agit de biens de retour de la concession

rétrocédés à la CUS à l'euro symbolique. L'acte de vente correspondant a été signé le 22 juillet 2004.

Ces équipements publics y compris le lac ont été pris en gestion par les différents services compétents de la Ville de Strasbourg.

Le Conseil de Communauté du 12 juin 2009 a acté en outre le transfert dans le domaine public de la rue du Bon Pasteur et du trottoir de la rue Bautain. L'acte de vente a été signé le 10 décembre 2009.

Enfin, il restait quelques régularisations foncières à mettre en œuvre en complément des délibérations foncières du Conseil de communauté des 31 janvier 2003 et 12 juin 2009. Il s'agit d'acquisitions foncières complémentaires, d'une rétrocession et de la formalisation de servitudes pour des réseaux publics implantés hors domaine public. Celles-ci ont fait l'objet d'une approbation par délibération du Conseil de communauté en date 27 juin 2014 et d'un avis préalable favorable du Conseil municipal de Strasbourg en date du 23 juin 2014. Les actes sont en cours de rédaction. Les frais de notaire et de géomètre liés aux dernières régularisations à effectuer sont évalués à 3 940,37 € HT. Ils sont supportés par la concession.

Bilan de clôture

Un premier bilan financier a été présenté en 2009, arrêté au 29 septembre 2009, à la suite de la résolution du dernier litige, puis à la demande de Communauté urbaine de Strasbourg, un audit a validé les comptes de cette opération, permettant de la clôturer au 28 juillet 2011.

Le bilan de l'opération, au vu du décompte général définitif fait apparaître un montant de dépenses de 33 409 800,63 € TTC et un montant de recettes de 34 476 786,39 € TTC, soit un résultat définitif excédentaire de 1 066 985,76 €.

Compte tenu des frais liés aux régularisations foncières citées ci-dessus, soit la somme de 3 940,37 €, l'excédent est ramené à 1 063 045,39 €.

Ce solde excédentaire figurant au bilan de l'opération revient pour moitié à la Communauté urbaine, et pour moitié à la SERS conformément à l'article 21-2 du cahier des charges de la convention de concession.

Il est proposé :
- d'approuver le bilan définitif de clôture de la concession,
- de donner quitus à la SERS pour la gestion de l'opération,
- d'autoriser l'encaissement par la CUS, à titre de boni, de l'excédent de clôture, soit la somme de 531 522,70 €, majorée des produits financiers jusqu'à la date de paiement, que la SERS s'engage à reverser à la Communauté urbaine de Strasbourg dans les 30 jours suivant la réception par la SERS de l'avis de recette correspondant, lequel ne pourra être émis qu'après signature par les deux parties du présent protocole.

Par conséquent, il s'agit d'approuver le décompte général définitif (DGD) tel que présenté par le concessionnaire au concédant, DGD arrêté au 28 juillet 2011 par la SERS et certifié par son commissaire aux comptes en date du 21 septembre 2011 quant à l'ensemble de ses postes financiers, d'approuver le bilan financier de clôture.

Compte tenu de l'achèvement du programme de construction et du programme des équipements publics conformément à l'article R 311-12 du Code de l'urbanisme, il est proposé de procéder à la suppression de la ZAC et à la clôture de la concession.

La proposition comprend un rapport annexé de présentation de la suppression de la ZAC, rapport également consultable à la Direction de l'Urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat. Ce rapport expose les motifs de la suppression de la ZAC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis favorable préalable du Conseil municipal de Strasbourg
du 17 novembre 2014 au titre de l'article L 5211-57 du CGCT
vu notamment les articles L 311-7, R 311-12 du Code de l'urbanisme
vu le dossier de clôture de l'opération constitutif
du dernier compte rendu financier annuel
vu l'ensemble des bilans et éléments récapitulatifs
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
constate

- *l'achèvement de l'opération d'aménagement de la ZAC Bon Pasteur à Strasbourg, la poursuite de l'application du PAZ (sauf quant à la règle applicable en matière de SHON) jusqu'à l'approbation par la Communauté urbaine de Strasbourg du PLU communautaire, conformément à l'article L 311-7 du Code de l'urbanisme actuellement en vigueur,*
- *l'application de la taxe d'aménagement dans le périmètre de la zone (anciennement la taxe locale d'équipement),*
- *la caducité des cahiers des charges de cessions de terrains lors de la suppression de la ZAC, sauf pour ce qui concerne les cahiers des charges annexés aux actes de vente signés avant l'entrée en vigueur de la loi SRU,*

décide

- *l'abrogation de l'arrêté de création de la ZAC et la suppression de la ZAC, conformément à l'article R 311-12 du Code de l'urbanisme et au vu du rapport de présentation,*
- *la clôture de la concession d'aménagement,*

donne quitus

à la SERS, en sa qualité de concessionnaire, au titre de la gestion de l'opération,

approuve

le bilan financier de clôture de la concession de la ZAC Bon Pasteur, l'arrêté des comptes et le décompte général définitif produit par le concessionnaire,

autorise

- *l'encaissement par la CUS, à titre de boni, de l'excédent de clôture, soit la somme de 531 522,70 €, majorée des produits financiers jusqu'à la date de paiement, sur les lignes budgétaires - fonction 824 - nature 7718, respectivement nature 768 - AD07A, montant que la SERS s'engage à reverser à la Communauté urbaine de Strasbourg dans les 30 jours suivant la réception par la SERS de l'avis de recette correspondant, lequel ne pourra être émis qu'après signature par les deux parties du présent protocole,*
- *le Président ou son représentant à signer le protocole de clôture de concession entre la Communauté urbaine de Strasbourg et la SERS ainsi que tous documents à intervenir dans le cadre de la présente procédure administrative et à procéder à toutes formalités de publicité et d'affichage prévues notamment à l'article R 311-5 du Code de l'urbanisme.*

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

CONVENTION de CONCESSION

Pour l'aménagement de la ZAC du Bon Pasteur

à Strasbourg

PROTOCOLE DE CLOTURE

ENTRE

La Communauté urbaine de Strasbourg, ayant son siège à Strasbourg – 1 Parc de l'Etoile

representée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN agissant en vertu de la délibération du Conseil de Communauté du 28 novembre 2014,

ci-après dénommée « **la Communauté urbaine de Strasbourg** » ou « **le concédant** »,

D'UNE PART

ET

La Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région de Strasbourg, la « SERS », société anonyme d'économie mixte locale au capital de 8.000.000 euros, ayant son siège à STRASBOURG - 10 rue Oberlin, immatriculée au Registre du Commerce de STRASBOURG, sous le numéro B 578 505 687,

représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric FULLENWARTH, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, conformément à la délibération du conseil d'administration en date du 25 août 2008,

ci-après dénommée « **la SERS** » ou « **le concessionnaire** »,

D'AUTRE PART

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT

La Communauté urbaine de Strasbourg a chargé la S.E.R.S., par une convention de concession en date du 19 décembre 1990, de l'aménagement de la zone dite du Bon Pasteur. A cette fin, une zone d'aménagement concerté (ZAC) a été créée par arrêté préfectoral du 24 février 1992 et le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil de Communauté du 20 mai 1994.

Le plan d'aménagement de zone prévoyait la réalisation de l'opération en 4 secteurs distincts, dont l'un réservé à l'aménagement d'un plan d'eau et d'espaces verts. Les trois autres secteurs se divisent respectivement en une zone de 47 ares environ, destinée à recevoir une maison de retraite, une zone de 260 ares environ destinée à recevoir des petits immeubles et une zone urbaine de 140 ares environ, elle-même divisée en trois sous secteurs qui se distinguent par la hauteur de façade autorisée sur le pourtour de la zone et accueillant par ailleurs des équipements publics de superstructure (gymnase et locaux sportifs et associatifs).

Aux termes d'un premier avenant à la convention de concession susdite, signé le 10 juillet 2001, la Communauté urbaine de Strasbourg et la SERS sont convenues, d'une part, de la réalisation de travaux complémentaires portant sur les équipements publics à la charge de l'aménageur et de proroger, d'autre part, la durée de la convention. Aux termes d'un second avenant signé le 1er mars 2004, la convention de concession susdite a été prorogée une nouvelle fois pour une durée expirant le 31 décembre 2005.

Les missions de la SERS consistaient notamment à :

- apporter son assistance au concédant pour les tâches de mise en œuvre de la ZAC,
- acquérir les terrains et immeubles compris dans le périmètre de la zone, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires à la réalisation des ouvrages inclus dans la concession,
- gérer les biens acquis, mettre en état les sols,
- assurer le montage de l'opération aux plans juridique, administratif, financier et technique,
- réaliser les équipements de la zone,
- procéder à toutes les études nécessaires,
- assurer la commercialisation.

Aux termes de l'article 6 de la convention précitée, la durée de la convention de concession était fixée à 10 années à compter de son entrée en vigueur. Cette durée a été prorogée à plusieurs reprises et la convention de concession susdite est venue à échéance le 31 décembre 2005.

La SERS a acquis les terrains nécessaires à l'opération, exécuté les travaux d'équipement de ces terrains, réalisé les ouvrages et équipements publics tels que prévus dans le dossier de réalisation de la ZAC et procédé à la vente aux différents acquéreurs. L'aménagement de cette opération est achevé et les équipements publics de superstructure ainsi que le plan d'eau ont été rétrocédés par acte de vente du 22 juillet 2004 reçu en la forme authentique par Me Stéphane GLOCK, Notaire à La

Wantzenau (Rép.3603). La rétrocession de la rue du Bon Pasteur est intervenue aux termes d'un acte reçu le 10 décembre 2009 en la forme authentique par Me Stéphane GLOCK, Notaire à La Wantzenau (Rép.52722), les cheminements « privatifs » ayant quant à eux été cédés à l'Association syndicale du Bon Pasteur aux termes d'un acte reçu le 22 décembre 2009 en la forme authentique par Me Stéphane GLOCK, Notaire à La Wantzenau (Rép.52931).

Un premier bilan financier a été présenté en 2009, arrêté au 29 septembre 2009, à la suite de la résolution du dernier litige, puis à la demande de Communauté urbaine de Strasbourg, un audit a validé les comptes de cette opération, permettant de la clôturer au 28 juillet 2011 (les frais d'audit ont été intégrés dans les dépenses de l'opération).

Enfin les parties ont convenu de procéder aux dernières régularisations foncières nécessaires à la clôture de la concession.
Ces régularisations sont composées de cessions foncières entre la Communauté urbaine de Strasbourg, la SERS, l'ASL du Bon Pasteur et la société Nouvel Espace Arical. Il s'agit également de la constitution de servitudes de passage de réseaux d'eau et d'éclairage publics au bénéfice de la Communauté urbaine de Strasbourg. Ces opérations ont été approuvées par la délibération du Conseil de Communauté du 27 juin 2014 lorsqu'elles concernent la collectivité.

Les différentes régularisations foncières seront constatées par actes notariés à recevoir par Maître Stéphane GLOCK, notaire à LA WANTZENAU ainsi que par actes authentiques à intervenir en la forme administrative. Les divers actes sont en cours de rédaction. Les frais générés par l'ensemble de ces régularisations seront supportés par la concession. Leur montant global estimé à 3940,37 € HT se répartit ainsi :

* 2 651,44 euros TTC (2 273,70 euros HT) au titre des frais notariés se décomposant comme suit :

  - 923,44 euros TTC dont 139,74 euros de TVA (783,70 € HT), au titre de la vente Nouvel Espace Arical/ASL ainsi qu'il résulte de la pré-taxe annexée aux présentes.

  - 864,00 euros TTC dont 119,00 euros de TVA (745,00 € HT) au titre de chaque servitude foncière à régulariser (soit un montant total de 1728,00 euros TTC et 1490,00 € HT) ainsi qu'il résulte de la pré-taxe annexée aux présentes.

* 2 000,00 euros TTC dont 333,33 euros de TVA (1 666,67 € HT), au titre des frais de géomètre (montant estimé par les services de la CUS)

L'objet du présent protocole est de procéder au règlement final des comptes de cette opération et de convenir des dispositions de clôture ci-après.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – REGLEMENT FINAL DES OPERATIONS

Les dispositions de l'article 21 alinéa 2 du cahier des charges de la convention de concession stipulent que "*si le solde d'exploitation est positif, la société en conserve la*

moitié du montant, l'autre moitié étant reversée au concédant ; s'il est négatif, la société le prend en charge sur ses fonds propres".

Les comptes de clôture arrêtés au 28 juillet 2011 par la SERS présentent :

- en dépenses, un montant de 27 957 506,10€ HT soit 33 409 800,63€ TTC
- en recettes, un montant de 29 020 637,54€ HT soit 34 476 786,39€ TTC

Au final, le **bilan de clôture** fait apparaître un **résultat définitif excédentaire de 1.066.985,76 euros**. Il a fait l'objet d'un rapport d'audit du commissaire aux comptes du 21 septembre 2011.

Compte tenu des frais liés à la régularisation foncière, soit la somme de 3 940,37 euros, l'excédent est ramené à **1.063.045,39 euros.**

La répartition de cet excédent s'effectue ainsi qu'il suit :

1.	**quote-part du résultat revenant au concédant :**	**531.522,70 €**
	Total déjà versé par anticipation au Concédant :	0 €
	Solde restant à verser au Concédant :	**531.522,70 €**
2.	**quote-part du résultat revenant à la SERS :**	**531.522,69 €**
	Total déjà versé par anticipation à la SERS :	0 €
	Solde restant à verser à la SERS :	**531.522,69 €**

Les éventuelles avances de trésorerie consenties par le concédant ont été entièrement remboursées et il n'y a pas d'emprunt en cours.

ARTICLE 2 – MODALITES DE VERSEMENT DE L'EXCEDENT

Le versement à la **Communauté urbaine de Strasbourg** de l'excédent ci-dessus, interviendra dans le mois de la réception d'un titre de recette émis par la CUS en suite de la régularisation définitive du présent protocole de clôture par les deux parties.

Compte tenu du délai entre la date de clôture des comptes définitifs, soit le 28 juillet 2011, et la date de versement de la quote-part du concédant, la SERS procédera en sus au paiement des intérêts entre la date du 28 juillet 2011 et la date de paiement effective de la quote-part du concédant, calculés au taux de l'EONIA/2 (taux appliqué par la CDC pour la rémunération de la trésorerie positive du pool concessions de la SERS).

ARTICLE 3 – CONSEQUENCE JURIDIQUE DE L'EXPIRATION DE LA CONVENTION DE CONCESSION

En application de l'article 20 du cahier des charges de la convention de concession, il est rappelé que le concédant est subrogé dans tous les droits et obligations du concessionnaire et qu'il garantit ce dernier des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre, étant précisé qu'à la date des présentes, il n'existe aucun litige pendant devant les tribunaux.

ARTICLE 4 – QUITUS

Ainsi qu'il a été dit en exposé du présent acte, la **Communauté urbaine de Strasbourg** a, par convention de concession approuvée en date du 19 décembre 1990, confié à la SERS l'aménagement et l'équipement d'une opération située sur le ban communal de Strasbourg. Le périmètre concédé était principalement destiné à accueillir des logements, des équipements publics d'infrastructure, notamment les VRD, plan d'eau et espaces verts, ainsi que des équipements publics de superstructure, à savoir un gymnase et des locaux sportifs et associatifs dans le cadre d'une procédure de ZAC.

La **Communauté urbaine de Strasbourg** donne quitus à la SERS pour l'ensemble des missions stipulées dans la convention de concession d'origine, telle que modifiée par les 2 avenants précités.

La signature du présent protocole de clôture par Monsieur le Président de la **Communauté urbaine de Strasbourg** ou son représentant emporte acceptation de la conformité des travaux réalisés par l'aménageur.

Le présent protocole entrera en vigueur à compter de la prise d'effet de la délibération du Conseil communautaire approuvant le bilan de clôture et donnant quitus à la SERS.

Annexes :

- pré taxe de la vente Nouvel Espace Arical/ ASL
- pré taxe de la constitution de servitudes foncières
- bilan de clôture
- rapport d'audit

Fait et passé sur cinq pages, en 2 exemplaires originaux

Le 2014

Pour la Communauté urbaine de Strasbourg Pour la SERS

Robert HERRMANN Eric FULLENWARTH

SCP GRIENEISEN-GRESSER-GLOCK
19 route de Strasbourg
B.P. 6
67610 LA WANTZENAU
Tel : 03 88 59 24 24
Fax : 03 88 59 24 00

N° TVA : FR91753876234
SIRET : 75387623400026
R.C.S. STRASBOURG TI 753 876 234

LA WANTZENAU , le 29/07/2014

PROJET TAXE

Réf Compte N° 00102590 0001
N° Répertoire
Date de l'acte 29/07/2014
Clerc XX
Utilisateur : yannick

TAXE PREVISIONNELLE N° 19269

VTE TERRAIN NOUVEL ESPACE ARICAL/ ASL DU BON PASTEUR 1/1

Libellé	Base/Montant	Rémunération Etude	Débours	Trésor Public
Emoluments Proportionnels				
Vente -I-92-I-(S1x1)	1,00	78,00		
Formalités				
Archivage numérisé des actes -II-6-3	120,00	24,00		
Purge d'un droit de préemption -II-19	2,00	78,00		
Obtention documents urbanisme -II-30	2,00	117,00		
Demande état risques naturels/technologiques 32-C2	2,00	31,20		
Requêtes au L.F. en exécution immédiate - 10-A	1,00	19,50		
Forfaitisation actes publiés aux hypothèques-II-32	1,00	351,00		
Sous-total Formalités		*620,70*		
Débours Non Soumis à T.V.A.				
DEBOURS PLANS			35,00	
DEPOT AU LIVRE FONCIER			25,00	
Calcul des Droits				
Taxe Hypothécaire fixe de 25 euros	1,00			25,00
TOTAUX		698,70	60,00	25,00

BASE TVA	TAUX	MONTANT TVA
698,70	20,00 %	139,74

** La TVA est payée sur les Débits **

TOTAL DES EMOLUMENTS ET HONORAIRES HT	698,70
MONTANT TVA	139,74
TOTAL DES EMOLUMENTS ET HONORAIRES TTC	838,44
DEBOURS	60,00
TRESOR PUBLIC	25,00
TOTAL DES FRAIS TTC	923,44
TOTAL FACTURE	**923,44**

Facture exigible à la date de prestation ou à la date du 1er acte.

SCP GRIENEISEN-GRESSER-GLOCK
19 route de Strasbourg
B.P. 6
67610 LA WANTZENAU
Tel : 03 88 59 24 24
Fax : 03 88 59 24 00

N° TVA : FR91753876234
SIRET : 75387623400026
R.C.S. STRASBOURG TI 753 876 234

LA WANTZENAU , le 29/07/2014

PROJET TAXE

Réf Compte N° 00102590 0001
N° Répertoire
Date de l'acte 29/07/2014
Clerc XX
Utilisateur : yannick

TAXE PREVISIONNELLE N° 19268

CONSTITUTION DE SERVITUDE - ZAC DU BON PASTEUR 1/1

Libellé	Base/Montant	Rémunération Etude	Débours	Trésor Public
Emoluments Proportionnels				
Mitoyenneté - Servitude -I-56-(S1x1)	1,00	195,00		
Formalités				
Archivage numérisé des actes -II-6-3	50,00	10,00		
Requêtes au L.F. en exécution immédiate - 10-A	1,00	19,50		
Publicité postérieure à la rédation acte 32-C5	1,00	19,50		
Forfaitisation actes publiés aux hypothèques-II-32	1,00	351,00		
Sous-total Formalités		*400,00*		
Débours Non Soumis à T.V.A.				
DEPOT AU LIVRE FONCIER			25,00	
Calcul des Droits				
Taxe Fixe 125 euros	1,00			125,00
TOTAUX		595,00	25,00	125,00

BASE TVA	TAUX	MONTANT TVA
595,00	20,00 %	119,00

** La TVA est payée sur les Débits **

TOTAL DES EMOLUMENTS ET HONORAIRES HT	595,00
MONTANT TVA	119,00
TOTAL DES EMOLUMENTS ET HONORAIRES TTC	714,00
DEBOURS	25,00
TRESOR PUBLIC	125,00
TOTAL DES FRAIS TTC	864,00
TOTAL FACTURE	**864,00**

Facture exigible à la date de prestation ou à la date du 1er acte.

OP 405 ZAC DU BON PASTEUR

Bilan de Clôture

ZAC du Bon Pasteur à Strasbourg

1- La Convention initiale date du 19 décembre 1990, elle a fait l'objet de 2 avenants au 10 juillet 2001 et au 1er mars 2004. Le délai de fin de la convention, suivant le dernier avenant, était fixé à fin décembre 2005.

Cependant, les remises de voiries n'ont pu avoir lieu qu'en septembre 2009 et la dernière rétrocession à l'ASL du Bon Pasteur était en cours lors de l'établissement du protocole de clôture. Cette dernière rétrocession a eu lieu le 22/12/2009.

Enfin, à la demande du concédant, il a été demandé aux Commissaires aux Comptes de procéder à un audit des comptes de la concession.

Du fait de ces derniers événements, le terme conventionnel a été décalé et le protocole définitif de clôture ne vous est présenté qu'aujourd'hui.

2- Rémunérations du concessionnaire :

Dans son article 17, la convention de concession attribue une rémunération de 4% sur l'ensemble des dépenses H.T. de l'opération.

Selon l'usage, la SERS exclut des dépenses donnant droit à rémunération, la quote-part des frais financiers du pool de trésorerie des opérations, ainsi que les autres rémunérations du concessionnaire.

Aucune rémunération de commercialisation n'a été prévue à la convention.

Bien que la convention ne prévoyait pas expressément de rémunération de gestion de trésorerie, la SERS, à l'instar de l'ensemble des SEM d'aménagement, percevait une rémunération de 4‰ des flux monétaires sur l'opération et reversait en contrepartie l'ensemble de ces gains financiers sur le pool de trésorerie aux opérations. Cette pratique commune à l'ensemble des SEM a été officialisée à travers les différents CRACL, qui identifiaient cette rémunération spécifiquement et qui ont été approuvés par le concédant. Elle a perduré jusqu'en 1998, année à partie de laquelle la rémunération de gestion a été supprimée et corrélativement le versement des différentielles d'intérêts obtenues à partir de la gestion financière du pool de trésorerie.

3- Charges de la concession :

La convention de concession régit l'éligibilité des charges dans les comptes de la concession.

Par extension, bien que leur nature ne soit pas clairement explicitée comme éligible, certaines dépenses réalisées dans l'intérêt de la concession et initiées à la demande du ou avec le concédant ont été imputées sur la concession. Il en est ainsi de dépenses de communication sur l'opération dans des foires ou salons à la demande du concédant ou les honoraires du Commissaire aux Comptes pour l'audit de clôture de la présente concession.

4- Recettes de la Concession

En ce qui concerne la part de l'opération réalisée avec la SABP, le protocole entre cette société et la SERS prévoyait :

- Pour la vente des droits à construire, la refacturation de frais inhérents à la concession ;
- Pour la conduite par la SERS d'une Maîtrise d'Ouvrage déléguée, une rémunération en pourcentage des travaux.

Ces deux rémunérations ont été facturées sur les mêmes factures et ont ainsi été constatées en totalité dans l'opération. Lors de la clôture de l'opération, la rémunération de Maîtrise d'Ouvrage déléguée a été neutralisée pour être constatée dans la comptabilité du fonctionnement de la SERS. La rémunération du concessionnaire imputée à l'opération a été exclue de la base de calcul des refacturations à SABP.

5- Protocole définitif après audit :

Quelques reclassements de charges ont été opérés marginalement suite à l'audit, le protocole définitif contient donc toutes les corrections nécessaires à une présentation sincère et véritable du bilan de l'opération de concession.

A Strasbourg, le 17 mai 2011

Eric Fullenwarth

Directeur Général

Gilles MOREAU

Directeur Administratif & Financier

OP 405 AMENAGEMENT DU "BON PASTEUR "

BILAN FINANCIER DE CLOTURE
au 28/7/2011

Convention de concession du 19/12/1990 et ses avenants du 10/07/2001 et du 01/03/2004
Concernant l'aménagement de la zone dite du "Bon Pasteur"à Strasbourg.
passée entre la C.U.S et la SERS.

DÉCOMPTE GÉNÉRAL ET DÉFINITIF AU 28/7/2011

DEPENSES	€ HT	€ TVA	€ TTC
ETUDES	1 013 617,35 €	172 620,31 €	1 186 237,66 €
ACQUISITIONS ET FRAIS D'ACQUISITIONS	11 248 493,45 €	2 006 642,82 €	13 255 136,27 €
TRAVAUX	8 339 031,21 €	1 634 481,32 €	9 973 512,53 €
ASSURANCES	129 549,60 €	- €	129 549,60 €
AUTRES FRAIS	1 480 531,65 €	238 180,97 €	1 718 712,62 €
REMUNERATION DE GESTION FINANCIERE	418 079,08 €	81 007,43 €	499 086,51 €
REMUNERATION SERS	1 051 156,85 €	- €	1 051 156,85 €
CHARGES FINANCIERES	4 277 046,91 €	83,78 €	4 277 130,69 €
SOUS TOTAL DEPENSES	**27 957 506,10 €**	**4 133 016,63 €**	**32 090 522,73 €**
LIGNE TVA (CA 3)		**1 319 277,90 €**	**1 319 277,90 €**
TOTAL DEPENSES	**27 957 506,10 €**	**5 452 294,53 €**	**33 409 800,63 €**
RECETTES			
PRODUITS FINANCIERS	228 637,90 €	- €	228 637,89 €
CESSIONS	17 149 088,06 €	3 284 398,68 €	20 433 486,74 €
ARPENTAGES et autres produits	754 909,29 €	141 348,60 €	896 257,89 €
PARTICIPATION SABP- ARICAL-GEORGES V	9 674 864,55 €	1 797 536,39 €	11 472 400,94 €
VERSEMENTS COLLECTIVITES	1 185 431,32 €	232 344,54 €	1 417 775,86 €
DIVERS	27 706,42 €	520,65 €	28 227,07 €
TOTAL RECETTES	**29 020 637,54 €**	**5 456 148,86 €**	**34 476 786,39 €**

Résultat			**1 066 985,76€**

QUOTE PART COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG	**533 492,88€**
QUOTE PART SERS	**533 492,88€**

Pour approbation

Strasbourg le
La S.E.R.S

Eric FULLENWARTH
Directeur Général

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

Intitulé	Réalisé HT	Réalisé TVA	Réalisé	Date Valeur
ETUDES	**1 013 617,35 €**	**172 620,31 €**	**1 186 237,66 €**	*1 186 237,66 €*
Honoraires MOE	*700 724,21 €*	*124 840,44 €*	*825 564,65 €*	
Factures Etudes	**4 222,84 €**	**829,50 €**	**5 052,34 €**	
30798/00 VERITAS -ETABLISSEMENT NOTICE DE SECURITE PARKING	182,94 €	37,68 €	220,62 €	
0001 381105	*182,94 €*	*37,68 €*	*220,62 €*	*27/05/1998*
10000/00 VERITAS-CONTR TECHN OUVRAGE STATIONNEMEN	2 515,41 €	493,02 €	3 008,43 €	
0001 381105	*2 515,41 €*	*493,02 €*	*3 008,43 €*	*06/09/00*
53600/00 VERITAS-RAPPORTS FINAUX S.I.-F 21/9/01	1 524,49 €	298,80 €	1 823,29 €	
0001 381105	*1 524,49 €*	*298,80 €*	*1 823,29 €*	*07/12/01*
Lettre de commande étude	**11 669,98 €**	**2 353,40 €**	**14 023,38 €**	
00263/99 BUREA VERITAS- Mission SPS de niveau 2	1 272,95 €	262,23 €	1 535,18 €	
0001 381105	*125,77 €*	*25,91 €*	*151,68 €*	*12/08/99*
0002 381105	*293,46 €*	*60,46 €*	*353,92 €*	*12/08/99*
0003 381105	*426,86 €*	*87,93 €*	*514,79 €*	*27/09/1999*
0004 381105	*426,86 €*	*87,93 €*	*514,79 €*	*27/09/1999*
00273/00 BUREAU VERITAS - MISSION SPS	5 061,31 €	992,02 €	6 053,33 €	
0001 381105	*146,35 €*	*28,69 €*	*175,04 €*	*22/06/2000*
0002 381105	*341,49 €*	*66,93 €*	*408,42 €*	*02/02/01*
0003 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*27/03/2001*
0004 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*27/03/2001*
0005 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*25/04/2001*
0006 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*25/04/2001*
0007 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*31/05/2001*
0008 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*20/06/2001*
0009 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*16/07/2001*
0010 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*07/12/01*
0011 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*07/12/01*
0012 381105	*393,32 €*	*77,09 €*	*470,41 €*	*07/12/01*
0013 405 LE -	*457,35 €*	*89,64 €*	*546,99 €*	*05/04/02*
0014 405 LE -	*182,92 €*	*35,86 €*	*218,78 €*	*20/09/2002*
03296/00 BIK- MOE ETUDE FAISABILITE BON PASTEUR	5 335,72 €	1 099,15 €	6 434,87 €	
0001 381102	*2 286,74 €*	*471,06 €*	*2 757,80 €*	*19/04/1996*
0002 381102	*3 048,98 €*	*628,09 €*	*3 677,07 €*	*09/09/98*
Marchés d'étude	**684 831,39 €**	**121 657,54 €**	**806 488,93 €**	
00005/00 BIK - ARCHITECTURE LOT E	26 523,45 €	5 310,03 €	31 833,48 €	
0001 3843009495	*11 144,02 €*	*2 295,67 €*	*13 439,69 €*	*15/03/2000*
0002 3843009495	*2 552,31 €*	*500,25 €*	*3 052,56 €*	*04/07/00*
0003 3843009495	*2 342,47 €*	*459,13 €*	*2 801,60 €*	*04/07/00*
0004 3843009495	*899,58 €*	*176,32 €*	*1 075,90 €*	*06/09/00*
0005 3843009495	*1 822,33 €*	*357,18 €*	*2 179,51 €*	*13/09/2001*
0101 3843009495	- *11 144,02 €*	- *2 295,67 €*	- *13 439,69 €*	*04/07/00*
0201 3843009495	*7 526,47 €*	*1 550,46 €*	*9 076,93 €*	*04/07/00*
6 ME - 00005/00	*2 770,29 €*	*542,97 €*	*3 313,26 €*	*08/03/02*
0002 3843009495	*724,26 €*	*141,96 €*	*866,22 €*	*04/07/00*
0003 3843009495	*664,72 €*	*130,29 €*	*795,01 €*	*04/07/00*
0004 3843009495	*255,27 €*	*50,03 €*	*305,30 €*	*06/09/00*
0005 3843009495	*517,12 €*	*101,35 €*	*618,47 €*	*13/09/2001*
0201 3843009495	*2 135,77 €*	*439,97 €*	*2 575,74 €*	*04/07/00*
6 ME - 00005/00	*786,13 €*	*154,07 €*	*940,20 €*	*11/03/02*
0002 3843009495	*502,49 €*	*98,48 €*	*600,97 €*	*04/07/00*
0003 3843009495	*461,18 €*	*90,39 €*	*551,57 €*	*04/07/00*
0004 3843009495	*177,10 €*	*34,72 €*	*211,82 €*	*06/09/00*
0005 3843009495	*358,77 €*	*70,32 €*	*429,09 €*	*13/09/2001*
0006 ME - 00005/00	*545,41 €*	*106,89 €*	*652,30 €*	*11/04/02*
0201 3843009495	*1 481,78 €*	*305,25 €*	*1 787,03 €*	*04/07/00*
90079/00 MILETO - ELABORATION CONCEPT URBANISME	73 823,44 €	- €	73 823,44 €	
0003 381102	*12 843,83 €*	- €	*12 843,83 €*	*06/07/90*
0004 405 ME	*60 979,61 €*		*60 979,61 €*	*26/11/1990*
0005 405 ME	- €			*19/08/2003*
91052/00 GIA - ETUDE DOSSIER ZAC-ETUDE IMPACT	24 391,84 €	4 536,88 €	28 928,72 €	
0001 381102	*12 195,92 €*	*2 268,44 €*	*14 464,36 €*	*06/09/91*
0002 381102	*12 195,92 €*	*2 268,44 €*	*14 464,36 €*	*16/10/1991*
91158/00 CONSTRICTOR - ETUDES ET REAL DOSSIER DE ZAC	31 404,50 €	5 841,23 €	37 245,73 €	
0003 381102	*11 891,02 €*	*2 211,73 €*	*14 102,75 €*	*08/04/93*
0003 381102	*9 756,74 €*	*1 814,75 €*	*11 571,49 €*	*31/08/1993*
0003 381102	*9 756,74 €*	*1 814,75 €*	*11 571,49 €*	*31/08/1993*
				190 907,09 €

95016/00 BEREST -ETUDE ET DIRECTION AMEN & VRD BON PASTEUR	141 934,32 €	28 179,72 €	170 114,04 €	
0001 3843003	*10 625,78 €*	*1 976,39 €*	*12 602,17 €*	*31/03/1995*
0002 3843003	*16 255,13 €*	*3 023,46 €*	*19 278,59 €*	*19/05/1995*
0004 3843003	*19 577,32 €*	*4 032,93 €*	*23 610,25 €*	*18/12/1995*
0005 3843003	*1 108,73 €*	*228,40 €*	*1 337,13 €*	*19/04/1996*
0006 3843003	*7 074,17 €*	*1 457,28 €*	*8 531,45 €*	*24/06/1996*
0007 3843003	*6 394,02 €*	*1 317,16 €*	*7 711,18 €*	*21/10/1996*
0008 3843003	*2 226,20 €*	*458,60 €*	*2 684,80 €*	*23/12/1996*
0009 3843003	*14 377,89 €*	*2 961,85 €*	*17 339,74 €*	*04/03/97*
0010 3843003	*12 177,89 €*	*2 508,65 €*	*14 686,54 €*	*25/08/1997*
0011 3843003	*3 585,60 €*	*702,78 €*	*4 288,38 €*	*31/05/2000*
0012 3843003	*5 539,73 €*	*1 085,79 €*	*6 625,52 €*	*30/10/2000*
0013 3843003	*1 398,02 €*	*274,01 €*	*1 672,03 €*	*11/04/01*
0014 3843003	*630,28 €*	*123,54 €*	*753,82 €*	*11/04/01*
0015 3843003	*3 268,92 €*	*640,71 €*	*3 909,63 €*	*11/04/01*
0016 3843003	*653,54 €*	*128,10 €*	*781,64 €*	*06/08/01*
0017 3843003	*3 804,09 €*	*745,61 €*	*4 549,70 €*	*30/10/2001*
0018 3843003	*869,36 €*	*170,40 €*	*1 039,76 €*	*13/09/2001*
0019 405 ME	*8 587,82 €*	*1 683,21 €*	*10 271,03 €*	*09/05/03*
0020 405 ME	*23 779,83 €*	*4 660,85 €*	*28 440,68 €*	*21/04/2008*
95104/00 LINDER - CAHIER DE RECOMMANDATIONS	6 860,21 €	1 367,47 €	8 227,68 €	
0001 3843001	*2 286,74 €*	*425,33 €*	*2 712,07 €*	*10/08/95*
0002 3843001	*4 573,47 €*	*942,14 €*	*5 515,61 €*	*25/10/1995*
96098/00 VERITAS - MISSION S.P.S. ZAC DU BON PASTEUR	12 927,75 €	2 663,03 €	15 590,78 €	
0001 381105	*2 937,69 €*	*605,17 €*	*3 542,86 €*	*05/09/97*
0002 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*05/09/97*
0003 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*27/10/1997*
0004 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*11/12/97*
0005 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*30/01/1998*
0006 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*30/01/1998*
0007 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*11/03/98*
0008 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*14/04/1998*
0009 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*14/04/1998*
0010 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*27/05/1998*
0011 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*22/06/1998*
0012 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*16/07/1998*
0013 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*09/09/98*
0014 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*27/10/1998*
0015 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*27/10/1998*
0016 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*30/11/1998*
0017 381105	*587,65 €*	*121,05 €*	*708,70 €*	*28/12/1998*
0018 381105	*304,90 €*	*62,81 €*	*367,71 €*	*31/03/1999*
0019 381105	*282,76 €*	*58,25 €*	*341,01 €*	*27/09/1999*
97237/00 BIK - CAHIER DES CHARGES CONCEPTION/REALISATION	15 244,90 €	3 140,46 €	18 385,36 €	
0001 3843001	*7 622,45 €*	*1 570,23 €*	*9 192,68 €*	*11/12/97*
0002 3843001	*7 622,45 €*	*1 570,23 €*	*9 192,68 €*	*22/06/1998*
				212 317,86 €

97303/00 ARCAL - CONSTRUCTION EQUPTS PUBLICS BON PASTEUR	351 720,98 €	70 618,72 €	422 339,70 €	
0001 3843001	*30 489,80 €*	*6 280,90 €*	*36 770,70 €*	*30/01/1998*
0002 3843001	*18 961,32 €*	*3 906,03 €*	*22 867,35 €*	*27/05/1998*
0003 3843001	*16 102,56 €*	*3 317,13 €*	*19 419,69 €*	*16/07/1998*
0004 3843001	*21 342,86 €*	*4 396,63 €*	*25 739,49 €*	*18/12/1998*
0005 3843001	*33 538,78 €*	*6 908,99 €*	*40 447,77 €*	*17/02/2000*
0006 3843001	*33 766,39 €*	*6 618,21 €*	*40 384,60 €*	*06/09/00*
0007 3843001	*18 812,67 €*	*3 687,28 €*	*22 499,95 €*	*02/02/01*
0008 3843001	*16 891,35 €*	*3 310,71 €*	*20 202,06 €*	*09/03/01*
0009 3843001	*2 708,00 €*	*530,77 €*	*3 238,77 €*	*20/06/2001*
0010 3843001	*1 354,00 €*	*265,38 €*	*1 619,38 €*	*16/07/2001*
0011 3843001	*1 354,00 €*	*265,39 €*	*1 619,39 €*	*13/09/2001*
0012 3843001	*667,47 €*	*130,83 €*	*798,30 €*	*16/10/2001*
0013 3843001	*7 622,45 €*	*1 494,00 €*	*9 116,45 €*	*16/10/2001*
0014 3843001	*1 629,26 €*	*319,33 €*	*1 948,59 €*	*07/12/01*
0015 ME -	*1 750,03 €*	*343,01 €*	*2 093,04 €*	*07/12/01*
0016 ME -	*1 195,76 €*	*234,37 €*	*1 430,13 €*	*08/03/02*
0017 405 ME	*1 272,95 €*	*249,49 €*	*1 522,44 €*	*03/12/02*
0019 405 ME -	*254,55 €*	*49,89 €*	*304,44 €*	*03/12/02*
0020 405 ME -	*2 926,87 €*	*573,67 €*	*3 500,54 €*	*06/12/02*
0021 405 ME -	*9 040,88 €*	*1 772,01 €*	*10 812,89 €*	*24/10/2003*
0001 3843003	*9 756,74 €*	*2 009,88 €*	*11 766,62 €*	*09/09/98*
0002 3843003	*10 610,45 €*	*2 185,75 €*	*12 796,20 €*	*31/03/1999*
0003 3843003	*2 042,82 €*	*420,82 €*	*2 463,64 €*	*15/07/1999*
0004 3843003	*5 000,33 €*	*1 030,07 €*	*6 030,40 €*	*27/09/1999*
0005 3843003	*8 354,21 €*	*1 720,96 €*	*10 075,17 €*	*27/09/1999*
0006 3843003	*3 262,41 €*	*639,43 €*	*3 901,84 €*	*20/02/2001*
0007 3843003	*1 829,39 €*	*358,56 €*	*2 187,95 €*	*20/02/2001*
0004 3843003	*10 671,43 €*	*2 198,32 €*	*12 869,75 €*	*18/12/1998*
0001 3843003	*1 270,41 €*	*261,70 €*	*1 532,11 €*	*17/02/2000*
0001 3843003	*11 801,84 €*	*2 313,16 €*	*14 115,00 €*	*09/06/00*
0002 3843003	*5 640,54 €*	*1 105,54 €*	*6 746,08 €*	*02/02/01*
0003 3843003	*2 820,27 €*	*552,77 €*	*3 373,04 €*	*02/02/01*
0004 3843003	*2 820,27 €*	*552,77 €*	*3 373,04 €*	*25/04/2001*
0005 3843003	*8 421,49 €*	*1 650,61 €*	*10 072,10 €*	*20/06/2001*
0006 3843003	*4 210,74 €*	*825,31 €*	*5 036,05 €*	*16/07/2001*
0007 3843003	*4 210,74 €*	*825,31 €*	*5 036,05 €*	*13/09/2001*
0008 3843003	*6 024,38 €*	*1 180,78 €*	*7 205,16 €*	*16/10/2001*
0009 3843003	*4 889,92 €*	*958,43 €*	*5 848,35 €*	*07/12/01*
0010 ME	*3 811,10 €*	*746,98 €*	*4 558,08 €*	*07/12/01*
0011 ME	*3 811,35 €*	*747,02 €*	*4 558,37 €*	*29/01/2002*
0012 ME	*1 438,26 €*	*281,90 €*	*1 720,16 €*	*08/03/02*
0013 405 ME	*898,92 €*	*176,19 €*	*1 075,11 €*	*02/07/02*
0014 405 ME	*179,78 €*	*35,24 €*	*215,02 €*	*11/03/03*
0001 3843003	*5 335,72 €*	*1 045,80 €*	*6 381,52 €*	*27/03/2001*
0002 3843003	*3 658,78 €*	*717,12 €*	*4 375,90 €*	*31/05/2001*
0003 3843003	*914,69 €*	*179,28 €*	*1 093,97 €*	*13/09/2001*
0004 3843003	*2 629,75 €*	*515,43 €*	*3 145,18 €*	*30/10/2001*
0005 3843003	*1 867,50 €*	*366,03 €*	*2 233,53 €*	*30/10/2001*
0006 3843003	*457,35 €*	*89,64 €*	*546,99 €*	*30/10/2001*
0007 3843003	*686,02 €*	*134,46 €*	*820,48 €*	*07/12/01*
0008 405 ME	*711,43 €*	*139,44 €*	*850,87 €*	*02/07/02*
Géomètre	**22 844,16 €**	**4 487,62 €**	**27 331,78 €**	
Factures Etudes	**9 794,84 €**	**1 838,29 €**	**11 633,13 €**	
80194/00 LEGORGEU- ARPENTAGE BON PASTEUR	1 753,16 €	326,09 €	2 079,25 €	
0001 381106	*1 753,16 €*	*326,09 €*	*2 079,25 €*	*15/12/1994*
92298/00 LEGORGEU - RETABLISSEMENT LIMITES PLOT 1 SCI GARDEN	411,61 €	84,79 €	496,40 €	
0001 382502	*411,61 €*	*84,79 €*	*496,40 €*	*31/03/1999*
00795/00 LEGORGEU - LEVE TOPOGRAPHIQUE BON PASTEUR	2 119,04 €	394,14 €	2 513,18 €	
0001 381106	*2 119,04 €*	*394,14 €*	*2 513,18 €*	*28/04/1995*
18900/00 JC LEGORGEU	411,61 €	84,79 €	496,40 €	
0001 381106	*411,61 €*	*84,79 €*	*496,40 €*	*12/04/00*
20394/00 LEGORGEU- TRVX D'ARPENTAGE F DU 210294	1 829,39 €	340,26 €	2 169,65 €	
0001 381106	*1 829,39 €*	*340,26 €*	*2 169,65 €*	*29/04/1994*
22994/00 LEGORGEU- TVAUX DECOUPAGE F 021192	2 431,56 €	452,27 €	2 883,83 €	
0001 381106	*2 431,56 €*	*452,27 €*	*2 883,83 €*	*09/06/94*
71490/00 GRAFF JJ- PLAN TOPO	838,47 €	155,95 €	994,42 €	
0001 381106	*838,47 €*	*155,95 €*	*994,42 €*	*31/08/1990*
				433 972,83 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

Marchés d'étude	**13 049,32 €**	**2 649,33 €**	**15 698,65 €**	
95189/00 LEGORGEU - TRAVAUX DE GEOMETRE ZAC DU BON PASTEUR	13 049,32 €	2 649,33 €	15 698,65 €	
0001 381106	*693,64 €*	*129,02 €*	*822,66 €*	*20/09/1995*
0002 381106	*373,50 €*	*76,94 €*	*450,44 €*	*24/11/1995*
0003 381106	*664,75 €*	*136,94 €*	*801,69 €*	*22/12/1995*
0004 381106	*1 372,62 €*	*282,75 €*	*1 655,37 €*	*19/04/1996*
0005 381106	*1 472,07 €*	*303,24 €*	*1 775,31 €*	*24/06/1996*
0006 381106	*2 753,23 €*	*567,16 €*	*3 320,39 €*	*23/08/1996*
0007 381106	*2 048,39 €*	*421,98 €*	*2 470,37 €*	*23/12/1996*
0008 381106	*1 176,12 €*	*242,28 €*	*1 418,40 €*	*30/11/1998*
0009 405 ME	*2 495,00 €*	*489,02 €*	*2 984,02 €*	*14/10/2004*
0010 405 ME	*- 46,55 €*	*- 9,12 €*	*- 55,67 €*	*02/01/07*
0010B 405 ME	*46,55 €*	*9,12 €*	*55,67 €*	*02/01/07*
Reconnaissance de sol	***11 212,63 €***	***1 967,79 €***	***13 180,42 €***	
Factures Etudes	**10 084,20 €**	**1 967,79 €**	**12 051,99 €**	
01495/00 NUSS & FILS- LOCATION PELLE FOUILLES ARCH	974,15 €	181,19 €	1 155,34 €	
0001 381108	*974,15 €*	*181,19 €*	*1 155,34 €*	*19/05/1995*
60297/00 SIMECSOL - FORAGES ET SONDAGE BON PASTEUR	4 606,32 €	948,91 €	5 555,23 €	
0001 381108	*4 606,32 €*	*948,91 €*	*5 555,23 €*	*22/09/1997*
50392/00 SIMECSOL- REC SOLS F DU 30-9-92	4 503,73 €	837,69 €	5 341,42 €	
0001 381108	*4 503,73 €*	*837,69 €*	*5 341,42 €*	*10/11/92*
Marchés d'étude	**1 128,43 €**	**- €**	**1 128,43 €**	
95024/00 BON PASTEUR FOUILLES ARCHEOLOGIQUES	1 128,43 €	- €	1 128,43 €	
0001 381108	*1 128,43 €*	*- €*	*1 128,43 €*	*19/05/1995*
Paysagiste	***136 371,53 €***	***27 129,45 €***	***163 500,98 €***	
Marchés d'étude	**136 371,53 €**	**27 129,45 €**	**163 500,98 €**	
95016/00 BEREST - ETUDE ET DIRECTION AMEN & VRD BON PASTEU	136 371,53 €	27 129,45 €	163 500,98 €	
0001 3843002	*16 014,83 €*	*2 978,76 €*	*18 993,59 €*	*31/03/1995*
0002 3843002	*24 022,25 €*	*4 468,13 €*	*28 490,38 €*	*10/07/95*
0003 3843002	*4 459,13 €*	*918,59 €*	*5 377,72 €*	*20/09/1995*
0004 3843002	*3 169,60 €*	*652,94 €*	*3 822,54 €*	*18/12/1995*
0005 3843002	*1 611,36 €*	*331,94 €*	*1 943,30 €*	*04/03/96*
0006 3843002	*1 872,84 €*	*385,80 €*	*2 258,64 €*	*19/04/1996*
0007 3843002	*2 985,94 €*	*615,10 €*	*3 601,04 €*	*27/09/1996*
0008 3843002	*2 638,07 €*	*543,44 €*	*3 181,51 €*	*21/10/1996*
0009 3843002	*1 929,22 €*	*397,42 €*	*2 326,64 €*	*12/11/96*
0010 3843002	*2 168,82 €*	*446,78 €*	*2 615,60 €*	*23/12/1996*
0011 3843002	*752,38 €*	*154,99 €*	*907,37 €*	*06/02/97*
0012 3843002	*602,32 €*	*124,08 €*	*726,40 €*	*25/03/1997*
0013 3843002	*13 720,41 €*	*2 826,41 €*	*16 546,82 €*	*25/08/1997*
0014 3843002	*2 286,74 €*	*471,06 €*	*2 757,80 €*	*25/08/1997*
0015 3843002	*3 501,29 €*	*721,26 €*	*4 222,55 €*	*25/08/1997*
0016 3843002	*1 754,61 €*	*361,45 €*	*2 116,06 €*	*30/01/1998*
0017 3843002	*4 573,47 €*	*942,14 €*	*5 515,61 €*	*30/01/1998*
0018 3843002	*2 321,18 €*	*478,16 €*	*2 799,34 €*	*14/04/1998*
0019 3843002	*19 091,79 €*	*3 932,91 €*	*23 024,70 €*	*31/03/1999*
0020 3843002	*1 792,74 €*	*369,30 €*	*2 162,04 €*	*31/03/1999*
0021 3843002	*1 446,84 €*	*298,05 €*	*1 744,89 €*	*17/02/2000*
0022 3843002	*7 424,20 €*	*1 529,38 €*	*8 953,58 €*	*19/07/2000*
0023 3843002	*2 316,26 €*	*453,98 €*	*2 770,24 €*	*30/10/2000*
0024 3843002	*1 070,01 €*	*209,72 €*	*1 279,73 €*	*30/10/2000*
0025 3843002	*1 864,02 €*	*365,35 €*	*2 229,37 €*	*20/02/2001*
0026 3843002	*840,38 €*	*164,71 €*	*1 005,09 €*	*27/03/2001*
0027 3843002	*1 826,47 €*	*357,99 €*	*2 184,46 €*	*27/03/2001*
0028 3843002	*2 061,49 €*	*404,05 €*	*2 465,54 €*	*17/08/2001*
0029 3843002	*3 447,81 €*	*675,77 €*	*4 123,58 €*	*30/10/2001*
0030 3843002	*1 193,82 €*	*233,99 €*	*1 427,81 €*	*30/10/2001*
0031 405 ME	*1 611,24 €*	*315,80 €*	*1 927,04 €*	*13/02/2003*
Autres études	***142 464,82 €***	***14 195,01 €***	***156 659,83 €***	
Factures Etudes	**66 922,68 €**	**- €**	**66 922,68 €**	
0400483/0 ARCAL / PROGRAMME ARPEGE	66 922,68 €	- €	66 922,68 €	
0001 405 - ARCAL / PROGRAMME ARPEGE - ARCAL A	*66 922,68 €*	*- €*	*66 922,68 €*	*02/03/05*
Lettre de commande étude	**1 600,71 €**	**317,55 €**	**1 918,26 €**	
01100/00 APAVE MISSION SPS LOTS E ET F	1 600,71 €	317,55 €	1 918,26 €	
0001 3843009495	*381,12 €*	*78,51 €*	*459,63 €*	*12/04/00*
0002 3843009495	*1 219,59 €*	*239,04 €*	*1 458,63 €*	*30/10/2000*
				261 220,99 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

Marchés d'étude	**73 941,43 €**	**13 877,46 €**	**87 818,89 €**	
00004/00 BIK - ARCHITECTURE LOT F	7 778,57 €	1 571,15 €	9 349,72 €	
0001 3843009495	*4 654,27 €*	*958,78 €*	*5 613,05 €*	*15/03/2000*
0002 3843009495	*1 746,55 €*	*342,33 €*	*2 088,88 €*	*04/07/00*
0003 3843009495	*116,79 €*	*22,89 €*	*139,68 €*	*04/07/00*
0004 3843009495	*470,37 €*	*92,19 €*	*562,56 €*	*09/06/00*
0005 3843009495	*790,59 €*	*154,96 €*	*945,55 €*	*22/12/2000*
91158/00CONSTRICTOR - ETUDES ET REAL DOSSIER DE ZAC	66 162,86 €	12 306,31 €	78 469,17 €	
0001 381109	*13 110,62 €*	*2 438,57 €*	*15 549,19 €*	*28/02/1992*
0002 381109	*13 110,62 €*	*2 438,57 €*	*15 549,19 €*	*24/04/1992*
0001 381109	*7 012,65 €*	*1 304,36 €*	*8 317,01 €*	*28/02/1992*
0002 381109	*3 048,98 €*	*567,11 €*	*3 616,09 €*	*19/10/1992*
0001 381109	*7 012,65 €*	*1 304,36 €*	*8 317,01 €*	*28/02/1992*
0002 381109	*3 048,98 €*	*567,11 €*	*3 616,09 €*	*26/02/1993*
0001 381109	*7 012,65 €*	*1 304,36 €*	*8 317,01 €*	*28/02/1992*
0002 381109	*5 488,16 €*	*1 020,80 €*	*6 508,96 €*	*30/06/1992*
0003 381109	*7 317,55 €*	*1 361,07 €*	*8 678,62 €*	*31/08/1993*
				87 818,89 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

ACQUISITIONS FONCIERES	**11 248 493,45 €**	**2 006 642,82 €**	**13 255 136,27 €**	*13 255 136,27 €*
Acquisitions auprès des particuliers	*11 130 983,86 €*	*2 006 334,41 €*	*13 137 318,27 €*	
Marché foncier	**11 130 983,86 €**	**2 006 334,41 €**	**13 137 318,27 €**	
070001384/0 RA AC 1 ACHAT CONGREGATION	5 582 748,35 €	1 038 391,19 €	6 621 139,54 €	
0001 405 - RA AC 1 ACHAT CONGREGATION - SERS SIEGE	*5 582 748,35 €*	*1 038 391,19 €*	*6 621 139,54 €*	*17/07/1990*
070001385/0 ra acompte 2 achat congégation	4 404 867,88 €	819 305,43 €	5 224 173,31 €	
0001 405 - ra acompte 2 achat congégation - S	*4 404 867,88 €*	*819 305,43 €*	*5 224 173,31 €*	*31/08/1995*
070001386/0 RA ACHAT FRIEDHOFFEN	1 143 367,63 €	148 637,79 €	1 292 005,42 €	
0001 405 - RA ACHAT FRIEDHOFFEN - SERS SIEGE	*1 143 367,63 €*	*148 637,79 €*	*1 292 005,42 €*	*28/03/1991*
Notaire	*117 509,59 €*	*308,41 €*	*117 818,00 €*	
Factures	**200,47 €**	**19,25 €**	**219,72 €**	
96494/00 VINCENT LOTZ MAINLEVEE BON PASTEUR	200,47 €	19,25 €	219,72 €	
0001 382501	*200,47 €*	*19,25 €*	*219,72 €*	*27/01/1995*
Factures Etudes	**1 600,32 €**	**289,16 €**	**1 889,48 €**	
0500195/0 SCP GRIENEISEN-VTE ARICAL-F 29/11/04	1 278,12 €	250,51 €	1 528,63 €	
0001 405 - SCP GRIENEISEN-VTE ARICAL-F 29/11/04 - KRANTZ-GRIENEIS	*1 278,12 €*	*250,51 €*	*1 528,63 €*	*11/02/05*
09-00325 RELEVE DE COMPTE DU 3/1/09 AU 31/12/09	322,20 €	38,65 €	360,85 €	
000736 RELEVE DE COMPTE DU 3/1/09 AU 31/12/09	*322,20 €*	*38,65 €*	*360,85 €*	*06/07/09*
Marché foncier	**115 708,80 €**	**- €**	**115 708,80 €**	
031264/0 LOTZ FRAIS SUR ACTE	115 708,80 €	- €	115 708,80 €	
0001 405 - LOTZ FRAIS SUR ACTE - SERS SIEGE	*115 708,80 €*	*- €*	*115 708,80 €*	*29/01/1990*
				13 255 136,27 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

TRAVAUX	8 339 031,21 €	1 634 481,32 €	9 973 512,53 €	9 973 512,53 €
Travaux Bâtiment TCE	*3 765 458,57 €*	*745 179,20 €*	*4 510 637,77 €*	
Factures	24 043,15 €	3 722,47 €	27 765,62 €	
00695/00 SASSO- PROTECTION FOUDRE BON PASTEUR	3 628,29 €	674,86 €	4 303,15 €	
0001 383901	*3 628,29 €*	*674,86 €*	*4 303,15 €*	*31/03/1995*
01330/0 SOVEC-RETIRAGE CABLES	1 004,03 €	196,79 €	1 200,82 €	
0001 SOVEC-RETIRAGE CABLES	*1 004,03 €*	*196,79 €*	*1 200,82 €*	*29/01/2002*
01332/1 SCI BON PASTEUR-RESEAU FONTE	3 048,98 €	597,60 €	3 646,58 €	
0001 SCI BON PASTEUR-RESEAU FONTE	*3 048,98 €*	*597,60 €*	*3 646,58 €*	*08/03/02*
021807/0 REMY MEDER-POSE PORTILLON-F 28/2/03	1 430,00 €	280,28 €	1 710,28 €	
0001 405 - REMY MEDER-POSE PORTILLON-F 28/2/03 - MEDER REMY S.A.R	*1 430,00 €*	*280,28 €*	*1 710,28 €*	*28/03/2003*
032045/0 ATOUT SERVICE - TI SUR RG	1 288,00 €	252,45 €	1 540,45 €	
0001 405 - ATOUT SERVICE TI SUR RG - SERS SIEGE	*1 288,00 €*	*252,45 €*	*1 540,45 €*	*28/02/2003*
041205/0 HEITZ-TRX METALLERIE-F 6/7/04	4 590,00 €	899,64 €	5 489,64 €	
0001 405 - HEITZ-TRX METALLERIE-F 6/7/04 - HEITZ SERRURERIE	*4 590,00 €*	*899,64 €*	*5 489,64 €*	*20/08/2004*
14291/00 TP CUS F DU 30.1.91	4 156,52 €	- €	4 156,52 €	
0001 383203	*4 156,52 €*	*- €*	*4 156,52 €*	*28/12/91*
14391/00 DIR DEP POLICES F DU 31.12.90	912,56 €	- €	912,56 €	
0001 383203	*912,56 €*	*- €*	*912,56 €*	*28/12/91*
54499/00 FRANCE TELECOM - LC POSE DE CONDUITE TEL	887,99 €	182,92 €	1 070,91 €	
0001 3837024	*887,99 €*	*182,92 €*	*1 070,91 €*	*16/12/1999*
54599/00 FRANCE TELECOM - LC Cablage provisoire	1 676,22 €	345,30 €	2 021,52 €	
0001 3837024	*1 676,22 €*	*345,30 €*	*2 021,52 €*	*16/12/1999*
54699/00 FRANCE TELECOM-LC Cablage provisoire	1 420,56 €	292,63 €	1 713,19 €	
0001 3837024	*1 420,56 €*	*292,63 €*	*1 713,19 €*	*16/12/1999*
Lettres de commande divers	144 973,14 €	28 279,41 €	173 252,55 €	
00003/00 TRANSROUTE -LOT TERRASSEMENTS	25 611,43 €	5 019,85 €	30 631,28 €	
0001 3839019495	*23 690,58 €*	*4 880,26 €*	*28 570,84 €*	*22/12/2000*
0101 3839019495	*- 23 690,58 €*	*- 4 880,26 €*	*- 28 570,84 €*	*22/12/2000*
0201 3839019495	*25 611,43 €*	*5 019,85 €*	*30 631,28 €*	*22/12/2000*
00043/00 Lot 4 - Bâtiment E - MAZAC	6 194,00 €	1 214,02 €	7 408,02 €	
0001 3839019495	*3 097,00 €*	*607,01 €*	*3 704,01 €*	*06/08/01*
0002 3839019495	*2 787,30 €*	*546,31 €*	*3 333,61 €*	*13/09/2001*
0003 405 LF	*309,70 €*	*60,70 €*	*370,40 €*	*07/08/06*
00044/00 Lot - électricité Bâtiement F - ELLICO	2 643,77 €	518,18 €	3 161,95 €	
0001 3839019495	*1 317,04 €*	*258,14 €*	*1 575,18 €*	*22/12/2000*
0002 405 MT	*1 326,73 €*	*260,04 €*	*1 586,77 €*	*23/07/2004*
00045/00 Electricité Bâtiment E - WACH	14 565,74 €	2 854,89 €	17 420,63 €	
0001 3839019495	*1 163,06 €*	*227,96 €*	*1 391,02 €*	*04/07/00*
0002 3839019495	*3 941,82 €*	*772,60 €*	*4 714,42 €*	*07/12/01*
0003 MT	*4 193,24 €*	*821,88 €*	*5 015,12 €*	*07/12/01*
0004 MT	*4 416,99 €*	*865,73 €*	*5 282,72 €*	*29/01/2002*
0005 405 MT	*850,63 €*	*166,72 €*	*1 017,35 €*	*20/09/2002*
00319/00 PALUSCI- LOT 16 ECHAFFAUDAGE	5 655,86 €	1 108,55 €	6 764,41 €	
0001 383101	*3 054,16 €*	*598,62 €*	*3 652,78 €*	*27/03/2001*
0002 405 LF	*2 601,70 €*	*509,93 €*	*3 111,63 €*	*10/02/04*
00320/00 SATER LC AMENAGET ACCES CHANTIER LC 320	8 331,34 €	1 632,94 €	9 964,28 €	
0001 383203	*8 331,34 €*	*1 632,94 €*	*9 964,28 €*	*30/10/2000*
020771/0 INTER DECOR LC 02/771 BANQUETTES	5 027,87 €	985,46 €	6 013,33 €	
0001 405 LC	*5 027,87 €*	*985,46 €*	*6 013,33 €*	*21/11/2002*
020965/0 INTER DECOR LC 02/965	732,82 €	143,63 €	876,45 €	
0001 LC 02/965	*732,82 €*	*143,63 €*	*876,45 €*	*21/11/2002*
021365/0 PIERROT MARC LC 02 1365 DEGAT EAUX	1 110,00 €	217,56 €	1 327,56 €	
0001 LC 02 1365 DEGAT	*1 110,00 €*	*217,56 €*	*1 327,56 €*	*30/09/2002*
021452/0 INTER DECOR LC 021452 TRAVAUX ACCUEIL	3 329,40 €	652,56 €	3 981,96 €	
0001 LC 021452 TRAVAUX	*3 329,40 €*	*652,56 €*	*3 981,96 €*	*21/11/2002*
021554/0 SEETA LC 02-1554 MODIF SECHES CHEVEUX	373,16 €	73,14 €	446,30 €	
0001 LC 02-1554 MODIF SECHES	*373,16 €*	*73,14 €*	*446,30 €*	*21/11/2002*
02530/0 TRAU LC 2374	581,00 €	113,88 €	694,88 €	
0001 LC 2374	*581,00 €*	*113,88 €*	*694,88 €*	*16/05/2002*
				116 456,67 €

02631/0 QUALITHERME	310,38 €	60,83 €	371,21 €	
0001 405 LF - 02631/0 0001	*310,38 €*	*60,83 €*	*371,21 €*	*02/07/02*
02937/0 PIERROT MARC LC 02 937	1 586,00 €	310,86 €	1 896,86 €	
0001 PIERROT MARC LC 02 937	*1 586,00 €*	*310,86 €*	*1 896,86 €*	*30/09/2002*
032208/0 RHENANE CARRELAGE LC 032208	210,00 €	41,16 €	251,16 €	
0001 405 - RHENANE CARRELAGE LC 032208 -	*210,00 €*	*41,16 €*	*251,16 €*	*26/01/2004*
03300/00 TRANSROUTE BATIMENT E TRAVAUX TERRASSE.	28 331,28 €	5 552,93 €	33 884,21 €	
0001 3839019495	*28 331,28 €*	*5 552,93 €*	*33 884,21 €*	*22/12/2000*
040223/0 INTER DECOR FOURNITURE ET POSE FACADE	611,61 €	119,88 €	731,49 €	
0001 405 - 6021	*611,61 €*	*119,88 €*	*731,49 €*	*09/03/04*
14501/00 RIED ETANCHE LC 145/01 LOT 4 ETANCHEITE	1 967,23 €	385,58 €	2 352,81 €	
0001 383306	*1 967,23 €*	*385,58 €*	*2 352,81 €*	*16/10/2001*
45501/00 SAED LC LOT 6 ZINGUERIE	5 485,93 €	1 075,24 €	6 561,17 €	
0001 383901	*5 211,63 €*	*1 021,48 €*	*6 233,11 €*	*13/09/2001*
0002 405 LF - 45501/00 0002	*274,30 €*	*53,76 €*	*328,06 €*	*19/07/2002*
57099/00 FOURREAUX ELEC ENSEMBLE BON PASTEUR	5 762,57 €	1 187,09 €	6 949,66 €	
0001 3837021	*5 762,57 €*	*1 187,09 €*	*6 949,66 €*	*14/06/1999*
69495/00 ZIMMER DEMOLITION DANS CEFOP BON PASTEUR	3 628,29 €	747,42 €	4 375,71 €	
0001 383202	*3 628,29 €*	*747,42 €*	*4 375,71 €*	*25/10/1995*
80294/00 SASSO DIVERS TRAVAUX LYCEE CH DE FOUCAUL	17 593,53 €	3 272,40 €	20 865,93 €	
0001 383901	*17 593,53 €*	*3 272,40 €*	*20 865,93 €*	*15/12/1994*
92290/00 LOCATION MINI PELLE	5 329,93 €	991,36 €	6 321,29 €	
0001 383203	*3 769,00 €*	*701,03 €*	*4 470,03 €*	
0002 383203	*1 560,93 €*	*290,33 €*	*1 851,26 €*	
Marchés de travaux	**3 596 442,28 €**	**713 177,32 €**	**4 309 619,60 €**	
00024/00 Lot 1 - G.O. Bâtiement E - SOCARA	264 688,31 €	51 878,92 €	316 567,23 €	
0001 383303	*67 124,88 €*	*13 156,48 €*	*80 281,36 €*	*22/06/2000*
0002 383303	*123 955,85 €*	*24 295,35 €*	*148 251,20 €*	*22/06/2000*
0003 383303	*47 144,75 €*	*9 240,37 €*	*56 385,12 €*	*09/06/00*
0004 383303	*14 085,14 €*	*2 760,69 €*	*16 845,83 €*	*02/02/01*
0005 383303	*8 964,64 €*	*1 757,07 €*	*10 721,71 €*	*31/05/2001*
0006 383303	*3 413,05 €*	*668,96 €*	*4 082,01 €*	*16/07/2001*
00025/00 G.O. Bâtiment F - SOCARA	64 747,30 €	12 690,47 €	77 437,77 €	
0001 383303	*33 179,58 €*	*6 503,20 €*	*39 682,78 €*	*31/05/2000*
0002 383303	*4 410,66 €*	*864,49 €*	*5 275,15 €*	*22/06/2000*
0003 383303	*16 406,84 €*	*3 215,74 €*	*19 622,58 €*	*09/06/00*
0004 383303	*5 822,41 €*	*1 141,19 €*	*6 963,60 €*	*02/02/01*
0005 383303	*4 927,81 €*	*965,85 €*	*5 893,66 €*	*31/05/2001*
00027/00 Lot 12 - Garde corps - F. SCHMITT	17 289,68 €	3 388,78 €	20 678,46 €	
0001 383406	*3 597,80 €*	*705,16 €*	*4 302,96 €*	*04/07/00*
0002 383406	*11 494,66 €*	*2 252,95 €*	*13 747,61 €*	*13/09/2001*
0003 405 MT	*2 181,63 €*	*427,61 €*	*2 609,24 €*	*30/09/2002*
0005(solde) 4	*15,59 €*	*3,06 €*	*18,65 €*	*09/05/06*
00045/01 Lot 4 - Plantations - Thierry MULLER	390 977,91 €	76 631,69 €	467 609,60 €	
0001 3842071	*46 500,00 €*	*9 114,00 €*	*55 614,00 €*	*04/07/00*
0002 3842071	*47 609,83 €*	*9 331,52 €*	*56 941,35 €*	*09/06/00*
0003 3842071	*14 525,34 €*	*2 846,97 €*	*17 372,31 €*	*13/11/2000*
0004 3842071	*19 217,72 €*	*3 766,68 €*	*22 984,40 €*	*06/12/00*
0005 3842071	*36 381,65 €*	*7 130,81 €*	*43 512,46 €*	*27/12/2000*
0006 3842071	*13 699,07 €*	*2 685,02 €*	*16 384,09 €*	*02/02/01*
0007 3842071	*12 738,94 €*	*2 496,84 €*	*15 235,78 €*	*27/03/2001*
0008 3842071	*52 306,37 €*	*10 252,05 €*	*62 558,42 €*	*31/05/2001*
0009 3842071	*32 528,32 €*	*6 375,55 €*	*38 903,87 €*	*16/07/2001*
0010 3842071	*11 929,44 €*	*2 338,17 €*	*14 267,61 €*	*16/10/2001*
0011 3842071	*3 863,06 €*	*757,16 €*	*4 620,22 €*	*16/10/2001*
0012 3842071	*12 281,29 €*	*2 407,14 €*	*14 688,43 €*	*30/10/2001*
0013 405 MT	*25 350,74 €*	*4 968,74 €*	*30 319,48 €*	*29/07/2002*
0014 405 MT	*7 361,77 €*	*1 442,90 €*	*8 804,67 €*	*20/09/2002*
0015 405 MT	*9 584,47 €*	*1 878,55 €*	*11 463,02 €*	*03/12/02*
0016 405 MT	*7 244,37 €*	*1 419,90 €*	*8 664,27 €*	*09/05/03*
0017 405 MT	*24 622,69 €*	*4 826,05 €*	*29 448,74 €*	*18/02/2008*
0018 405 MT	*13 232,84 €*	*2 593,64 €*	*15 826,48 €*	*18/02/2008*
				966 854,56 €

00051/00 Gymnase -Lot 13 - menuiserie exté. alu	66 763,52 €	13 085,65 €	79 849,17 €	
0001 383308	*18 303,03 €*	*3 587,39 €*	*21 890,42 €*	*27/03/2001*
0002 383308	*15 463,82 €*	*3 030,91 €*	*18 494,73 €*	*27/03/2001*
0003 383308	*11 048,29 €*	*2 165,46 €*	*13 213,75 €*	*31/05/2001*
0004 383308	*15 673,13 €*	*3 071,93 €*	*18 745,06 €*	*20/06/2001*
0005 383308	*2 937,08 €*	*575,67 €*	*3 512,75 €*	*06/08/01*
0006 405 MT	*3 338,17 €*	*654,29 €*	*3 992,46 €*	*26/01/2004*
00052/00 Gymnase - Lot 15 - Isolation extérieure	28 140,26 €	5 515,49 €	33 655,75 €	
0001 383901	*5 113,26 €*	*1 002,20 €*	*6 115,46 €*	*31/05/2001*
0002 383901	*4 653,19 €*	*912,02 €*	*5 565,21 €*	*20/06/2001*
0003 383901	*8 909,58 €*	*1 746,28 €*	*10 655,86 €*	*16/07/2001*
0004 383901	*8 984,63 €*	*1 760,98 €*	*10 745,61 €*	*13/09/2001*
0005 405 MT	*479,60 €*	*94,01 €*	*573,61 €*	*22/12/2003*
00235/00 Lot 30 - Cuvelage - ETANDEX	58 968,04 €	11 557,74 €	70 525,78 €	
0001 383305	*17 690,41 €*	*3 467,32 €*	*21 157,73 €*	*30/10/2000*
0002 383305	*32 432,42 €*	*6 356,76 €*	*38 789,18 €*	*24/11/2000*
0003 383305	*8 845,21 €*	*1 733,66 €*	*10 578,87 €*	*31/05/2001*
00273/01 SAED-GYMNASE-LOT 7-ETANCHEITE	51 686,36 €	10 130,52 €	61 816,88 €	
0001 383306	*39 968,96 €*	*7 833,91 €*	*47 802,87 €*	*22/12/2000*
0002 383306	*10 004,03 €*	*1 960,79 €*	*11 964,82 €*	*13/09/01*
0003 405 MT	*1 713,37 €*	*335,82 €*	*2 049,19 €*	*02/07/02*
00279/00 ATALU POSE LOT 17 VITRERIE	17 371,57 €	3 404,82 €	20 776,39 €	
0001 383308	*7 024,09 €*	*1 376,72 €*	*8 400,81 €*	*27/03/2001*
0002 383308	*7 979,94 €*	*1 564,07 €*	*9 544,01 €*	*31/05/2001*
0003 383308	*1 498,95 €*	*293,80 €*	*1 792,75 €*	*06/08/01*
0004 405 MT	*868,59 €*	*170,23 €*	*1 038,82 €*	*26/01/2004*
01001/00 TRAU LOT 8 SANITAIRE	30 913,20 €	6 058,98 €	36 972,18 €	
0007 3837011	*14 649,19 €*	*2 871,24 €*	*17 520,43 €*	*07/12/01*
0009 MT	*5 216,99 €*	*1 022,52 €*	*6 239,51 €*	*24/12/2001*
0010 405 MT	*3 531,00 €*	*692,08 €*	*4 223,08 €*	*16/05/2002*
0011 405 MT	*173,22 €*	*33,95 €*	*207,17 €*	*21/07/2003*
009B MT	*7 342,80 €*	*1 439,19 €*	*8 781,99 €*	*08/03/02*
01002/00 QUALTIHERM LOT 9 CHAUFFAGE VENTILLATION	220 953,59 €	43 306,90 €	264 260,49 €	
0001 3837013	*34 724,92 €*	*6 806,09 €*	*41 531,01 €*	*06/08/01*
0002 3837013	*24 926,04 €*	*4 885,51 €*	*29 811,55 €*	*06/08/01*
0003 3837013	*18 174,42 €*	*3 562,19 €*	*21 736,61 €*	*13/09/2001*
0004 3837013	*21 569,08 €*	*4 227,54 €*	*25 796,62 €*	*13/09/2001*
0005 3837013	*7 702,20 €*	*1 509,63 €*	*9 211,83 €*	*16/10/2001*
0006 3837013	*3 258,31 €*	*638,63 €*	*3 896,94 €*	*30/10/2001*
0007 MT	*6 087,48 €*	*1 193,15 €*	*7 280,63 €*	*24/12/2001*
0008 405 MT	*1 660,65 €*	*325,46 €*	*1 986,11 €*	*20/09/2002*
0001 3837013	*3 042,33 €*	*596,30 €*	*3 638,63 €*	*06/08/01*
0002 3837013	*17 819,58 €*	*3 492,64 €*	*21 312,22 €*	*06/08/01*
0003 3837013	*20 633,80 €*	*4 044,22 €*	*24 678,02 €*	*13/09/2001*
0004 3837013	*35 204,76 €*	*6 900,13 €*	*42 104,89 €*	*13/09/2001*
0005 3837013	*6 439,16 €*	*1 262,07 €*	*7 701,23 €*	*16/10/2001*
0006 3837013	*13 564,11 €*	*2 658,57 €*	*16 222,68 €*	*30/10/2001*
0007 MT	*4 089,74 €*	*801,59 €*	*4 891,33 €*	*24/12/2001*
0008 405 MT	*2 057,01 €*	*403,18 €*	*2 460,19 €*	*20/09/2002*
01003/00 ELLICO SEETA LOT 10 ELECTRICITE	248 857,95 €	48 776,17 €	297 634,12 €	
0001 3837022	*27 276,85 €*	*5 346,26 €*	*32 623,11 €*	*20/06/2001*
0002 3837022	*22 029,98 €*	*4 317,87 €*	*26 347,85 €*	*16/07/2001*
0003 3837022	*26 244,68 €*	*5 143,95 €*	*31 388,63 €*	*06/08/01*
0004 3837022	*74 083,29 €*	*14 520,33 €*	*88 603,62 €*	*13/09/2001*
0005 3837022	*60 281,74 €*	*11 815,22 €*	*72 096,96 €*	*30/10/2001*
0006 3837022	*11 243,80 €*	*2 203,78 €*	*13 447,58 €*	*07/12/01*
0007 MT	*14 753,98 €*	*2 891,78 €*	*17 645,76 €*	*24/12/2001*
0008 405 MT	*6 580,32 €*	*1 289,74 €*	*7 870,06 €*	*16/05/2002*
0009 405 MT	*6 363,31 €*	*1 247,24 €*	*7 610,55 €*	*11/08/03*
01004/00 FORBETON LOT 11 PERCEMENTS	23 184,90 €	4 544,25 €	27 729,15 €	
0001 383901	*8 373,90 €*	*1 641,28 €*	*10 015,18 €*	*06/08/01*
0002 383901	*4 683,05 €*	*917,88 €*	*5 600,93 €*	*06/08/01*
0003 383901	*6 926,52 €*	*1 357,60 €*	*8 284,12 €*	*13/09/2001*
0004 383901	*3 201,58 €*	*627,52 €*	*3 829,10 €*	*16/10/2001*
0005 405 MT	- *0,15 €*	- *0,03 €*	- *0,18 €*	*16/05/2002*
				893 219,91 €

01005/00 PIERROT MARC LOT 18 PLATRERIE	86 757,57 €	17 004,48 €	103 762,05 €	
0001 383401	*9 312,65 €*	*1 825,28 €*	*11 137,93 €*	*31/05/2001*
0002 383401	*28 233,33 €*	*5 533,73 €*	*33 767,06 €*	*20/06/2001*
0003 383401	*18 253,56 €*	*3 577,70 €*	*21 831,26 €*	*20/06/2001*
0004 383401	*6 404,12 €*	*1 255,21 €*	*7 659,33 €*	*13/09/2001*
0005 405 MT	*21 042,11 €*	*4 124,25 €*	*25 166,36 €*	*05/04/02*
0006 405 MT	*3 511,80 €*	*688,31 €*	*4 200,11 €*	*28/10/2002*
01006/00 INTER DECOR LOT 19 MENUISERIE INT.	132 481,81 €	25 966,43 €	158 448,24 €	
0001 383403	*6 243,72 €*	*1 223,77 €*	*7 467,49 €*	*20/06/2001*
0002 383403	*19 370,36 €*	*3 796,59 €*	*23 166,95 €*	*20/06/2001*
0003 383403	*15 590,36 €*	*3 055,71 €*	*18 646,07 €*	*13/09/2001*
0004 383403	*3 712,32 €*	*727,62 €*	*4 439,94 €*	*13/09/2001*
0005 383403	*33 391,20 €*	*6 544,67 €*	*39 935,87 €*	*16/10/2001*
0006 383403	*8 147,56 €*	*1 596,92 €*	*9 744,48 €*	*07/12/01*
0007 MT	*30 958,25 €*	*6 067,81 €*	*37 026,06 €*	*07/12/01*
0008 MT	*6 812,79 €*	*1 335,31 €*	*8 148,10 €*	*24/12/2001*
0009 405 MT	*8 255,25 €*	*1 618,03 €*	*9 873,28 €*	*11/08/03*
01008/00 THYSSEN ASCENSEUR LOT 22 ASCENSEURS	21 952,66 €	4 302,72 €	26 255,38 €	
0001 3837023	*8 781,06 €*	*1 721,09 €*	*10 502,15 €*	*13/09/2001*
0002 MT	*11 195,86 €*	*2 194,39 €*	*13 390,25 €*	*29/01/2002*
0003 405 MT	*1 975,74 €*	*387,24 €*	*2 362,98 €*	*11/08/03*
01009/00 DIPOL LOT 23 CHAPES	23 768,02 €	4 658,53 €	28 426,55 €	
0001 383504	*11 554,23 €*	*2 264,63 €*	*13 818,86 €*	*20/06/2001*
0002 383504	*11 025,39 €*	*2 160,97 €*	*13 186,36 €*	*06/08/01*
0003 405 MT	*1 188,40 €*	*232,93 €*	*1 421,33 €*	*11/08/03*
01010/00 RHENANE CARELAGE LOT 25 CARRELAGE	82 970,16 €	16 262,16 €	99 232,32 €	
0001 383606	*29 178,28 €*	*5 718,95 €*	*34 897,23 €*	*30/10/2001*
0002 383606	*25 012,84 €*	*4 902,52 €*	*29 915,36 €*	*30/10/2001*
0003 MT	*20 887,57 €*	*4 093,97 €*	*24 981,54 €*	*24/12/2001*
0004 405 MT	*6 571,47 €*	*1 288,00 €*	*7 859,47 €*	*16/05/2002*
0005 405 MT	*1 320,00 €*	*258,72 €*	*1 578,72 €*	*29/07/2002*
01011/00 HESS LOT 26 SOLS SOUPLES	63 878,72 €	12 520,22 €	76 398,94 €	
0001 383504	*13 723,00 €*	*2 689,71 €*	*16 412,71 €*	*30/10/2001*
0002 MT	*2 706,57 €*	*530,49 €*	*3 237,06 €*	*08/03/02*
0003 405 MT	*25 061,28 €*	*4 912,01 €*	*29 973,29 €*	*16/05/2002*
0004 405 MT	*22 023,85 €*	*4 316,67 €*	*26 340,52 €*	*02/07/02*
0005 405 MT	*364,02 €*	*71,34 €*	*435,36 €*	*20/09/2002*
01012/00 TURQUOISE LOT 27 PEINTURE DECORATION	63 653,26 €	12 476,04 €	76 129,30 €	
0001 383601	*8 603,43 €*	*1 686,27 €*	*10 289,70 €*	*06/08/01*
0002 383601	*7 971,13 €*	*1 562,34 €*	*9 533,47 €*	*13/09/2001*
0003 383601	*14 308,19 €*	*2 804,41 €*	*17 112,60 €*	*16/10/2001*
0004 383601	*13 930,29 €*	*2 730,34 €*	*16 660,63 €*	*30/10/2001*
0005 383601	*12 474,89 €*	*2 445,08 €*	*14 919,97 €*	*07/12/01*
0006 MT	*3 182,66 €*	*623,80 €*	*3 806,46 €*	*07/12/01*
0007 MT	*1 909,60 €*	*374,28 €*	*2 283,88 €*	*24/12/2001*
0008 405 MT	*1 273,07 €*	*249,52 €*	*1 522,59 €*	*11/08/03*
01013/00 LUTZ LOT 28 PARQUETS	42 439,52 €	8 318,15 €	50 757,67 €	
0001 MT	*15 854,70 €*	*3 107,52 €*	*18 962,22 €*	*24/12/2001*
0002 MT	*14 482,66 €*	*2 838,60 €*	*17 321,26 €*	*08/03/02*
0003 405 MT	*12 102,16 €*	*2 372,03 €*	*14 474,19 €*	*19/07/2002*
01014/00 LR FAUX PLAFONDS LOT 29 FAUX PLAFONDS	54 265,00 €	10 635,94 €	64 900,94 €	
0001 383603	*25 174,97 €*	*4 934,30 €*	*30 109,27 €*	*13/09/2001*
0002 383603	*28 081,96 €*	*5 504,06 €*	*33 586,02 €*	*30/10/2001*
0003 405 MT	*1 008,07 €*	*197,58 €*	*1 205,65 €*	*11/08/03*
01015/0 TSA BARISOL-GYMNASE-LOT 31-PLAFOND TENDU	8 771,28 €	1 719,17 €	10 490,45 €	
0001 405 MT	*8 771,28 €*	*1 719,17 €*	*10 490,45 €*	*16/05/2002*
01016/00 SATD LOT 32 EQUIPEMENTS SPORITFS	52 929,18 €	10 374,12 €	63 303,30 €	
0001 405 MT	*20 001,27 €*	*3 920,25 €*	*23 921,52 €*	*16/05/2002*
0002 405 MT	*32 927,91 €*	*6 453,87 €*	*39 381,78 €*	*11/08/03*
01137/00 SCHMITT F-LOT 21-METALLERIE SERRURERIE	20 496,46 €	4 017,30 €	24 513,76 €	
0001 MT	*8 681,21 €*	*1 701,52 €*	*10 382,73 €*	*24/12/2001*
0002 MT	*9 748,05 €*	*1 910,62 €*	*11 658,67 €*	*08/03/02*
0003 405 MT	*2 067,20 €*	*405,16 €*	*2 472,36 €*	*29/07/2002*
				782 618,90 €

91060/00 DEMOLITIONS COUVENT	127 142,48 €	23 648,51 €	150 790,99 €	
0001 383202	*19 071,37 €*	*3 547,28 €*	*22 618,65 €*	*25/11/1991*
0002 383202	*12 714,25 €*	*2 364,85 €*	*15 079,10 €*	*17/12/1991*
0003 383202	*31 785,62 €*	*5 912,13 €*	*37 697,75 €*	*24/02/1992*
0004 383202	*47 678,43 €*	*8 868,19 €*	*56 546,62 €*	*28/02/1992*
0005 383202	*9 535,69 €*	*1 773,63 €*	*11 309,32 €*	*14/04/1992*
0006 383202	*6 357,12 €*	*1 182,43 €*	*7 539,55 €*	*18/05/1992*
95202/00 DEMOLITION BATIMENTS CEFOP BON PASTEUR	73 175,53 €	15 074,16 €	88 249,69 €	
0001 383202	*73 175,53 €*	*15 074,16 €*	*88 249,69 €*	*22/12/1995*
96045/00 B.P. LOT 5 ARROSAGE AUTOMATIQUE ENTERRE	21 101,54 €	4 279,77 €	25 381,31 €	
0001 3842013	*14 387,51 €*	*2 963,83 €*	*17 351,34 €*	*13/09/1999*
0002 3842013	*3 936,03 €*	*771,46 €*	*4 707,49 €*	*06/09/00*
0003 3842013	*2 778,00 €*	*544,48 €*	*3 322,48 €*	*22/12/2000*
96050/00 B.P. LOT 9 EQUPT ELECTROMECANIQUE FONTAI	65 025,61 €	13 395,26 €	78 420,87 €	
0001 3842013	*15 990,38 €*	*3 294,02 €*	*19 284,40 €*	*23/08/1996*
0002 3842013	*12 119,70 €*	*2 496,65 €*	*14 616,35 €*	*13/12/1996*
0003 3842013	*19 582,08 €*	*4 033,90 €*	*23 615,98 €*	*04/03/97*
0004 3842013	*11 769,06 €*	*2 424,43 €*	*14 193,49 €*	*25/03/1997*
0005 3842013	*5 564,39 €*	*1 146,26 €*	*6 710,65 €*	*25/06/1997*
96088/00 LOT 11 REVETEMENT FACADES BON PASTEUR	494 489,26 €	99 461,50 €	593 950,76 €	
0001 38600680	*7 566,86 €*	*1 558,77 €*	*9 125,63 €*	*23/12/1996*
0002 38600680	*1 866,99 €*	*384,60 €*	*2 251,59 €*	*04/03/97*
0003 38600680	*3 624,48 €*	*746,64 €*	*4 371,12 €*	*16/04/1997*
0004 38600680	*5 847,49 €*	*1 204,58 €*	*7 052,07 €*	*23/05/1997*
0005 38600680	*13 386,18 €*	*2 757,56 €*	*16 143,74 €*	*27/10/1997*
0006 38600680	*6 282,57 €*	*1 294,21 €*	*7 576,78 €*	*11/12/97*
0007 38600680	*2 973,37 €*	*612,52 €*	*3 585,89 €*	*30/01/1998*
0008 38600680	*4 815,09 €*	*991,91 €*	*5 807,00 €*	*14/04/1998*
0009 38600680	*1 957,22 €*	*403,18 €*	*2 360,40 €*	*16/07/1998*
0010 38600680	*10 036,88 €*	*2 067,59 €*	*12 104,47 €*	*27/05/1998*
0011 38600680	*5 269,02 €*	*1 085,42 €*	*6 354,44 €*	*16/07/1998*
0012 38600680	*3 866,11 €*	*796,42 €*	*4 662,53 €*	*16/07/1998*
0013 38600680	*9 041,86 €*	*1 862,62 €*	*10 904,48 €*	*27/10/1998*
0014 38600680	*5 316,86 €*	*1 095,28 €*	*6 412,14 €*	*27/10/1998*
0015 38600680	*2 319,66 €*	*477,86 €*	*2 797,52 €*	*30/11/1998*
0016 38600680	*10 171,96 €*	*2 095,42 €*	*12 267,38 €*	*30/11/1998*
0017 38600680	*2 851,25 €*	*587,36 €*	*3 438,61 €*	*31/03/1999*
0018 38600680	*7 510,20 €*	*1 547,11 €*	*9 057,31 €*	*31/03/1999*
0019 38600680	*2 657,95 €*	*547,53 €*	*3 205,48 €*	*09/06/99*
0020 38600680	*3 632,63 €*	*748,32 €*	*4 380,95 €*	*15/07/1999*
0021 38600680	*4 673,79 €*	*962,80 €*	*5 636,59 €*	*17/02/2000*
0022 38600680	*5 117,17 €*	*1 002,96 €*	*6 120,13 €*	*31/05/2000*
0023 38600680	*4 968,89 €*	*973,90 €*	*5 942,79 €*	*04/07/00*
0025 38600680	*5 279,65 €*	*1 034,81 €*	*6 314,46 €*	*13/11/2000*
0026 38600680	*6 842,50 €*	*1 341,13 €*	*8 183,63 €*	*13/11/2000*
0027 38600680	*2 029,86 €*	*397,85 €*	*2 427,71 €*	*24/11/2000*
0028 38600680	*1 449,79 €*	*284,16 €*	*1 733,95 €*	*20/02/2001*
0034 405 MT	*4 448,41 €*	*871,89 €*	*5 320,30 €*	*11/10/04*
0035 405 MT	*7 502,72 €*	*1 470,53 €*	*8 973,25 €*	*11/02/05*
0036 405 MT	*5 255,59 €*	*1 024,22 €*	*6 279,81 €*	*16/12/2005*
0241 38600680	*13 430,28 €*	*2 632,33 €*	*16 062,61 €*	*09/06/00*
029 MT -	*5 850,39 €*	*1 146,67 €*	*6 997,06 €*	*24/12/2001*
030 MT	*9 272,71 €*	*1 817,45 €*	*11 090,16 €*	*24/12/2001*
031 405 MT	*2 129,41 €*	*417,36 €*	*2 546,77 €*	*17/04/2003*
032 405 MT -	*4 832,00 €*	*947,07 €*	*5 779,07 €*	*05/04/04*
033 405 MT	*7 385,23 €*	*1 447,50 €*	*8 832,73 €*	*05/04/04*
0437(solde) 405 MT	*14 551,31 €*	*2 857,94 €*	*17 409,25 €*	*28/07/2006*
0001 383303	*8 383,82 €*	*1 727,06 €*	*10 110,88 €*	*23/12/1996*
0002 383303	*3 278,97 €*	*675,47 €*	*3 954,44 €*	*04/03/97*
0003 383303	*2 824,12 €*	*581,77 €*	*3 405,89 €*	*16/04/1997*
0004 383303	*4 556,24 €*	*938,59 €*	*5 494,83 €*	*23/05/1997*
0005 383303	*4 276,16 €*	*880,89 €*	*5 157,05 €*	*27/10/1997*
0006 383303	*1 529,06 €*	*314,99 €*	*1 844,05 €*	*11/12/97*
0007 383303	*3 434,69 €*	*707,55 €*	*4 142,24 €*	*30/01/1998*
0008 383303	*4 206,98 €*	*866,64 €*	*5 073,62 €*	*14/04/1998*
0009 383303	*1 068,67 €*	*220,14 €*	*1 288,81 €*	*16/07/1998*
0010 383303	*7 566,33 €*	*1 558,66 €*	*9 124,99 €*	*27/05/1998*
0011 383303	*688,02 €*	*141,73 €*	*829,75 €*	*16/07/1998*
0012 383303	*1 848,05 €*	*380,70 €*	*2 228,75 €*	*16/07/1998*
0013 383303	*5 227,17 €*	*1 076,80 €*	*6 303,97 €*	*27/10/1998*
0014 383303	*2 930,77 €*	*603,74 €*	*3 534,51 €*	*27/10/1998*
0015 383303	*35,64 €*	*7,34 €*	*42,98 €*	*30/11/1998*
0016 383303	*1 554,98 €*	*320,33 €*	*1 875,31 €*	*30/11/1998*
0017 383303	*1 529,06 €*	*314,99 €*	*1 844,05 €*	*31/03/1999*
				668 608,78 €

0018 383303	*4 959,49 €*	*1 021,65 €*	*5 981,14 €*	*31/03/1999*
0019 383303	*5 739,34 €*	*1 182,30 €*	*6 921,64 €*	*09/06/99*
0020 383303	*1 495,42 €*	*308,05 €*	*1 803,47 €*	*15/07/1999*
0021 383303	*2 438,46 €*	*502,32 €*	*2 940,78 €*	*17/02/2000*
0022 383303	*3 343,92 €*	*655,40 €*	*3 999,32 €*	*28/09/2000*
0023 383303	*3 287,72 €*	*644,39 €*	*3 932,11 €*	*28/09/2000*
0024 383303	*2 761,45 €*	*541,24 €*	*3 302,69 €*	*28/09/2000*
0025 383303	*1 157,56 €*	*226,88 €*	*1 384,44 €*	*13/11/2000*
0026 383303	*3 213,02 €*	*629,75 €*	*3 842,77 €*	*13/11/2000*
0027 383303	*3 498,70 €*	*685,75 €*	*4 184,45 €*	*24/11/2000*
0028 383303	*929,94 €*	*182,27 €*	*1 112,21 €*	*20/02/2001*
0029 MT	*7 751,30 €*	*1 519,26 €*	*9 270,56 €*	*29/01/2002*
0030 MT	*16 007,15 €*	*3 137,40 €*	*19 144,55 €*	*29/01/2002*
0031 405 MT	*9 944,29 €*	*1 949,08 €*	*11 893,37 €*	*17/04/2003*
0034 405 MT -	*19 360,00 €*	*3 794,56 €*	*23 154,56 €*	*11/10/04*
0035 405 MT	*11 071,33 €*	*2 169,98 €*	*13 241,31 €*	*11/02/05*
032 405 MT	*1 918,96 €*	*376,12 €*	*2 295,08 €*	*04/05/04*
036(solde) 405 MT	*23 611,10 €*	*4 627,77 €*	*28 238,87 €*	*28/07/2006*
0002 383303	*1 062,07 €*	*218,79 €*	*1 280,86 €*	*04/03/97*
0003 383303	*1 978,03 €*	*407,47 €*	*2 385,50 €*	*16/04/1997*
0004 383303	*3 191,22 €*	*657,39 €*	*3 848,61 €*	*23/05/1997*
0006 383303	*2 248,62 €*	*463,22 €*	*2 711,84 €*	*11/12/97*
0007 383303	*5 051,02 €*	*1 040,51 €*	*6 091,53 €*	*30/01/1998*
0008 383303	*1 905,61 €*	*392,56 €*	*2 298,17 €*	*14/04/1998*
0009 383303	*1 524,49 €*	*314,05 €*	*1 838,54 €*	*16/07/1998*
0010 383303	*5 857,36 €*	*1 206,61 €*	*7 063,97 €*	*27/05/1998*
0011 383303	*6 293,02 €*	*1 296,36 €*	*7 589,38 €*	*16/07/1998*
0012 383303	*3 274,24 €*	*674,49 €*	*3 948,73 €*	*16/07/1998*
0013 383303	*7 272,12 €*	*1 498,06 €*	*8 770,18 €*	*27/10/1998*
0014 383303	*5 495,21 €*	*1 132,01 €*	*6 627,22 €*	*27/10/1998*
0015 383303	*3 037,73 €*	*625,77 €*	*3 663,50 €*	*30/11/1998*
0016 383303	*2 286,74 €*	*471,06 €*	*2 757,80 €*	*30/11/1998*
0017 383303	*2 248,62 €*	*463,22 €*	*2 711,84 €*	*31/03/1999*
0018 383303	*6 926,14 €*	*1 426,79 €*	*8 352,93 €*	*31/03/1999*
0019 383303	*2 108,37 €*	*434,32 €*	*2 542,69 €*	*09/06/99*
0020 383303	*3 432,71 €*	*707,14 €*	*4 139,85 €*	*15/07/1999*
0021 383303	*3 733,44 €*	*769,09 €*	*4 502,53 €*	*17/02/2000*
0022 383303	*3 398,45 €*	*666,09 €*	*4 064,54 €*	*31/05/2000*
0023 383303	*7 309,17 €*	*1 432,60 €*	*8 741,77 €*	*04/07/00*
0024 383303	*4 716,93 €*	*924,51 €*	*5 641,44 €*	*06/09/00*
0025 383303	*5 837,56 €*	*1 144,16 €*	*6 981,72 €*	*13/11/2000*
0026 383303	*4 569,66 €*	*895,65 €*	*5 465,31 €*	*13/11/2000*
0027 383303	*5 145,15 €*	*1 008,45 €*	*6 153,60 €*	*24/11/2000*
0028 383303	*1 143,37 €*	*224,10 €*	*1 367,47 €*	*20/02/2001*
97065/00 LOT 10A TRANSFORMATEUR 2EME TRANCHE BP	32 060,10 €	6 604,39 €	38 664,49 €	
0001 383303	*24 752,46 €*	*5 099,01 €*	*29 851,47 €*	*09/07/97*
0002 383303	*7 307,64 €*	*1 505,38 €*	*8 813,02 €*	*25/08/1997*
98189/00 LOT 15 - MUR BETON	19 086,62 €	3 931,84 €	23 018,46 €	
0001 383303	*11 433,68 €*	*2 355,33 €*	*13 789,01 €*	*28/12/1998*
0002 383303	*7 652,94 €*	*1 576,51 €*	*9 229,45 €*	*31/03/1999*
99070/00 GROS OEUVRE GYMNASE BON PASTEUR	608 388,38 €	124 040,55 €	732 428,93 €	
0001 383303	*11 879,88 €*	*2 447,26 €*	*14 327,14 €*	*12/08/99*
0002 383303	*41 071,65 €*	*8 460,76 €*	*49 532,41 €*	*12/08/99*
0003 383303	*233 662,60 €*	*48 134,49 €*	*281 797,09 €*	*12/08/99*
0004 383303	*132 797,70 €*	*27 356,33 €*	*160 154,03 €*	*12/08/99*
0005 383303	*60 231,02 €*	*12 407,60 €*	*72 638,62 €*	*15/03/2000*
0006 383303	*30 789,23 €*	*6 034,68 €*	*36 823,91 €*	*06/09/00*
0007 383303	*18 346,71 €*	*3 595,96 €*	*21 942,67 €*	*27/03/2001*
0008 383303	*30 051,12 €*	*5 890,01 €*	*35 941,13 €*	*20/06/2001*
0009 383303	*12 918,95 €*	*2 532,11 €*	*15 451,06 €*	*20/06/2001*
0010 383303	*7 309,31 €*	*1 432,63 €*	*8 741,94 €*	*20/06/2001*
0011 405 MT	*28 667,06 €*	*5 618,74 €*	*34 285,80 €*	*16/05/2002*
0012 405 MT	*663,15 €*	*129,98 €*	*793,13 €*	*16/05/2002*
99074/00 STRASAL LOT 1 TERRASSEMENT	17 066,53 €	3 515,70 €	20 582,23 €	
0001 383203	*17 066,53 €*	*3 515,70 €*	*20 582,23 €*	*16/12/1999*
				1 082 878,95 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

3200 Travaux VRD		*3 117 098,63 €*		*614 736,99 €*	*3 731 835,62 €*	
Factures		**250 263,29 €**		**48 664,20 €**	**298 927,49 €**	
00301/00 ESPACE VERT- LC3/1 tout Venant créa voiri		5 315,90 €		1 041,91 €	6 357,81 €	
0001 3842071		*5 315,90 €*		*1 041,91 €*	*6 357,81 €*	*31/05/2001*
00454/00 SANAS- LC 454/00		2 191,45 €		429,53 €	2 620,98 €	
0001 3841022		*2 191,45 €*		*429,53 €*	*2 620,98 €*	*06/09/00*
02215/0 SCOP ESPACES VERTS -LC 02-215		3 151,98 €		617,79 €	3 769,77 €	
0001 LC 02-215		*3 151,98 €*		*617,79 €*	*3 769,77 €*	*29/07/2002*
02431/0 ESPACE VERT - LC 02/431		5 544,91 €		1 086,80 €	6 631,71 €	
0001LC 02/431		*5 544,91 €*		*1 086,80 €*	*6 631,71 €*	*20/09/2002*
032043/0 ESPACE VERT - LC 03/2043		3 087,00 €		605,05 €	3 692,05 €	
- ESPACE VERT S.A.		*3 087,00 €*		*605,05 €*	*3 692,05 €*	*26/01/2004*
03396/00 EDS-LC Viabilité éléctrique 1ere tranche		48 097,66 €		9 908,12 €	58 005,78 €	
0001 3842041		*48 097,66 €*		*9 908,12 €*	*58 005,78 €*	*27/12/1999*
06097/00 ACCES PROVISOIRE RUE BAUTAIN		3 963,67 €		816,52 €	4 780,19 €	
0001 3843011		*3 963,67 €*		*816,52 €*	*4 780,19 €*	*23/05/1997*
08000/00 T.P.F.-REMISE ETAT REFOUL-F 31/8/00		2 661,76 €		521,70 €	3 183,46 €	
0001 3843022		*2 661,76 €*		*521,70 €*	*3 183,46 €*	*24/11/2000*
08-0024/0 LAMY-Remb facture PAVEST-F 3/12/08		1 440,00 €		282,24 €	1 722,24 €	
0001 405 - LAMY-Remb facture PAVEST-F 3/12/08		*1 440,00 €*		*282,24 €*	*1 722,24 €*	*14/01/2009*
082701/0 ESPACE VERT LC 827/01		1 485,62 €		291,18 €	1 776,80 €	
0001 ESPACE VERT LC 827/01		*1 485,62 €*		*291,18 €*	*1 776,80 €*	*16/05/2002*
14399/00 CUS RESEAU VIAIRE RUE BAUTAIN		10 215,38 €		- €	10 215,38 €	
0001 383204		*10 215,38 €*		*- €*	*10 215,38 €*	*31/03/1999*
30998/00 PANNEAU RUE FD - RUE DU BON PASTEUR		41,47 €		8,54 €	50,01 €	
0001 3842072		*41,47 €*		*8,54 €*	*50,01 €*	*27/05/1998*
35799/00 REMISE EN ETAT CHAUSS2E RUE BAUTAIN		10 215,38 €		- €	10 215,38 €	
0001 3841012		*10 215,38 €*		*- €*	*10 215,38 €*	*27/09/1999*
35799/01 REMISE EN ETAT CHAUSSEE RUE BAUTAIN	-	10 215,38 €		- €	- 10 215,38 €	
0001 3841012	-	*10 215,38 €*		*- €*	- *10 215,38 €*	*31/03/99*
46797/00 EDS LC 46797 RACCORDET ELECTRIQUE		2 058,06 €		403,38 €	2 461,44 €	
0001 3842041		*2 058,06 €*		*403,38 €*	*2 461,44 €*	*27/12/2000*
49491/00 BILD SCHEER BRANCHEMENT EXPO		2 491,63 €		463,44 €	2 955,07 €	
0001 3842050		*2 491,63 €*		*463,44 €*	*2 955,07 €*	*31/07/1991*
52098/00 CREATION 3 MASSIFS 100 M2		2 469,67 €		508,76 €	2 978,43 €	
0001 3842071		*2 469,67 €*		*508,76 €*	*2 978,43 €*	*30/11/1998*
52098/01 CREATION 3 MASSIFS 100 M2 (TVA 5.5%)		1 341,55 €		73,79 €	1 415,34 €	
0001 3842071		*1 341,55 €*		*73,79 €*	*1 415,34 €*	*30/11/1998*
53199/00 EDS CDE N° 6/99 FAC N° 07 3027 250 W		73 175,53 €		15 074,16 €	88 249,69 €	
0001 3842041		*73 175,53 €*		*15 074,16 €*	*88 249,69 €*	*12/08/99*
61800/00 TECHNIQUE POMPAGE FONTAINES		3 308,14 €		648,40 €	3 956,54 €	
0001 3843091		*3 308,14 €*		*648,40 €*	*3 956,54 €*	*06/09/00*
77194/00 ETM VOIE PROVISOIRE BON PASTEUR		7 039,15 €		1 309,28 €	8 348,43 €	
0001 3842011		*7 039,15 €*		*1 309,28 €*	*8 348,43 €*	*14/02/1995*
78200/00 ESPACES VERTS TRAVAUX REMISE EN ETAT		8 198,71 €		1 606,94 €	9 805,65 €	
0001 3842071		*8 198,71 €*		*1 606,94 €*	*9 805,65 €*	*06/12/00*
82801/0 ESPACE VERT-TRX ASSAINISSEMENT		804,93 €		157,77 €	962,70 €	
0001 TRX ASSAINISSEMENT		*804,93 €*		*157,77 €*	*962,70 €*	*24/12/2001*
83396/00 EDS LC Viabilité électrique 2ème tranche		59 836,24 €		12 326,26 €	72 162,50 €	
0001 3842041		*59 836,24 €*		*12 326,26 €*	*72 162,50 €*	*27/12/1999*
89897/00 CABLAGE OPERATION IMMOBILIERE BON PASTEU		2 342,88 €		482,64 €	2 825,52 €	
0001 3843081		*2 342,88 €*		*482,64 €*	*2 825,52 €*	*11/12/97*
Lettres de commande divers		**30 796,83 €**		**6 036,18 €**	**36 833,01 €**	
041571/0 ESPACE VERT-MOGADOR-CREATION VOIRIE		9 300,00 €		1 822,80 €	11 122,80 €	
ESPACE VERT S.A.		*9 300,00 €*		*1 822,80 €*	*11 122,80 €*	*27/10/2004*
041638/0 MULLER-RACC EAU RES MOGADOR		6 271,93 €		1 229,30 €	7 501,23 €	
0001 405 LF - 041638/0 0001		*6 271,93 €*		*1 229,30 €*	*7 501,23 €*	*27/10/2004*
64801/0 TRAU-POSE COLLECTEUR		15 224,90 €		2 984,08 €	18 208,98 €	
0001 LF - 64801/0 0001 TRAU S.A		*14 482,66 €*		*2 838,60 €*	*17 321,26 €*	*08/03/02*
0002 405 LF - 64801/0 0002 TRAU S.A		*742,24 €*		*145,48 €*	*887,72 €*	*16/05/2002*
						335 760,50 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

Marchés de travaux	**2 836 038,51 €**	**560 036,61 €**	**3 396 075,12 €**	
00069/00 Lot 3 - éclairage - LIGNEST	101 836,65 €	19 959,98 €	121 796,63 €	
0001 3842051	*34 416,89 €*	*6 745,71 €*	*41 162,60 €*	*06/09/00*
0002 3842051	*49 149,56 €*	*9 633,32 €*	*58 782,88 €*	*27/03/2001*
0003 3842051	*11 301,81 €*	*2 215,15 €*	*13 516,96 €*	*23/06/2009*
0004 405 MT	*6 968,39 €*	*1 365,80 €*	*8 334,19 €*	*22/12/2003*
04211/0 Mogador - aménagement extérieur T.MULLER	53 787,38 €	10 542,33 €	64 329,71 €	
0001 405 MT	*6 014,00 €*	*1 178,74 €*	*7 192,74 €*	*20/01/2005*
0002 405 MT	*16 197,30 €*	*3 174,67 €*	*19 371,97 €*	*21/03/2005*
0003 405 MT	*5 475,00 €*	*1 073,10 €*	*6 548,10 €*	*18/04/2005*
0004 405 MT	*18 314,32 €*	*3 589,61 €*	*21 903,93 €*	*26/05/2005*
0005 405 MT	*7 090,76 €*	*1 389,79 €*	*8 480,55 €*	*17/06/2005*
0006 405 MT	*696,00 €*	*136,42 €*	*832,42 €*	*28/10/2005*
95116/00 LOT 1 VOIRIE PROVISOIRE BON PASTEUR	149 683,62 €	30 257,04 €	179 940,66 €	
0001 3842011	*28 889,09 €*	*5 373,37 €*	*34 262,46 €*	*20/09/1995*
0002 3842011	*11 114,30 €*	*2 289,54 €*	*13 403,84 €*	*21/02/1996*
0003 3842011	*49 805,09 €*	*10 259,85 €*	*60 064,94 €*	*08/07/96*
0004 3842011	*10 084,50 €*	*2 077,41 €*	*12 161,91 €*	*08/07/96*
0005 3842011	*29 764,91 €*	*6 131,57 €*	*35 896,48 €*	*13/12/1996*
0006 3842011	*17 492,76 €*	*3 603,51 €*	*21 096,27 €*	*22/09/1997*
0007 3842011	*2 532,97 €*	*521,79 €*	*3 054,76 €*	*31/03/1999*
95117/00 LOT 2 ASSAINISSEMENT BON PASTEUR	208 011,35 €	41 705,57 €	249 716,92 €	
0001 3842021	*26 632,84 €*	*4 953,71 €*	*31 586,55 €*	*20/09/1995*
0002 3842021	*26 192,27 €*	*4 871,76 €*	*31 064,03 €*	*20/09/1995*
0003 3842021	*69 964,36 €*	*14 412,66 €*	*84 377,02 €*	*08/07/96*
0004 3842021	*24 346,26 €*	*5 015,33 €*	*29 361,59 €*	*28/11/1996*
0005 3842021	*31 856,51 €*	*6 562,44 €*	*38 418,95 €*	*04/03/97*
0006 3842021	*5 498,04 €*	*1 132,59 €*	*6 630,63 €*	*22/09/1997*
0007 3842021	*14 694,95 €*	*3 027,16 €*	*17 722,11 €*	*15/07/1999*
0008 3842021	*8 826,12 €*	*1 729,92 €*	*10 556,04 €*	*31/05/2001*
95118/00 ADDUCTION EAU POTABLES BON PASTEUR	113 663,56 €	23 111,32 €	136 774,88 €	
0001 3842031	*15 166,42 €*	*2 820,96 €*	*17 987,38 €*	*25/10/1995*
0002 3842031	*8 724,01 €*	*1 797,14 €*	*10 521,15 €*	*24/06/1996*
0003 3842031	*8 809,10 €*	*1 814,68 €*	*10 623,78 €*	*23/08/1996*
0004 3842031	*19 275,59 €*	*3 970,77 €*	*23 246,36 €*	*12/11/96*
0005 3842031	*29 034,16 €*	*5 981,03 €*	*35 015,19 €*	*28/11/1996*
0006 3842031	*17 160,39 €*	*3 535,03 €*	*20 695,42 €*	*23/12/1996*
0007 3842031	*3 576,00 €*	*736,64 €*	*4 312,64 €*	*25/08/1997*
0008 3842031	*1 216,70 €*	*250,64 €*	*1 467,34 €*	*22/09/1997*
0009 3842031	*4 851,42 €*	*999,38 €*	*5 850,80 €*	*27/05/1998*
0010 3842031	*5 849,77 €*	*1 205,05 €*	*7 054,82 €*	*31/03/1999*
95119/00 ZAC BON PASTEUR LOT 4 ECLAIRAGE PUBLIC	124 941,73 €	25 055,61 €	149 997,34 €	
0001 3842051	*10 360,89 €*	*2 134,35 €*	*12 495,24 €*	*27/09/1996*
0002 3842051	*7 053,51 €*	*1 453,02 €*	*8 506,53 €*	*06/02/97*
0003 3842051	*10 990,96 €*	*2 264,14 €*	*13 255,10 €*	*22/09/1997*
0004 3842051	*11 941,03 €*	*2 459,85 €*	*14 400,88 €*	*30/01/1998*
0005 3842051	*8 046,26 €*	*1 657,53 €*	*9 703,79 €*	*22/06/1998*
0006 3842051	*8 310,00 €*	*1 711,86 €*	*10 021,86 €*	*31/03/1999*
0007 3842051	*47 530,10 €*	*9 315,90 €*	*56 846,00 €*	*22/06/98*
0008 3842051	*7 727,64 €*	*1 514,62 €*	*9 242,26 €*	*31/05/2001*
0009 MT	*12 981,34 €*	*2 544,34 €*	*15 525,68 €*	*24/12/2001*
96026/00 LOT 10 GENIE CIVIL TRANSFORMATEUR BP	19 056,12 €	3 925,57 €	22 981,69 €	
0001 3842091	*14 119,86 €*	*2 908,70 €*	*17 028,56 €*	*24/06/1996*
0002 3842091	*4 936,26 €*	*1 016,87 €*	*5 953,13 €*	*08/07/96*
96046/00 LOT 6 -TERRASSEMENT GENIE CIVIL	434 151,93 €	89 338,88 €	523 490,81 €	
0001 3843012	*96 225,82 €*	*19 822,52 €*	*116 048,34 €*	*08/07/96*
0002 3843012	*133 461,49 €*	*27 493,07 €*	*160 954,56 €*	*08/07/96*
0003 3843012	*112 103,38 €*	*23 093,30 €*	*135 196,68 €*	*12/11/96*
0004 3843012	*82 718,84 €*	*17 040,08 €*	*99 758,92 €*	*14/10/1997*
0005 3843012	*1 433,02 €*	*280,87 €*	*1 713,89 €*	*20/02/2001*
0006 405 MT	*8 209,38 €*	*1 609,04 €*	*9 818,42 €*	*19/07/2002*
0007 405 MT	*15,25 €*	*17,31 €*	*32,56 €*	*28/03/2003*
8 (solde) 405	- *15,25 €*	- *17,31 €*	- *32,56 €*	*07/04/08*
				1 449 028,64 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

96047/00 LOT 7A FOURNITURE VEGETAUX BON PASTEUR	94 268,87 €	5 184,78 €	99 453,65 €	
0001 3843071	*2 889,06 €*	*158,90 €*	*3 047,96 €*	*27/09/1996*
0002 3843071	*11 431,44 €*	*628,72 €*	*12 060,16 €*	*23/12/1996*
0003 3843071	*5 331,68 €*	*293,24 €*	*5 624,92 €*	*25/06/1997*
0004 3843071	*20 827,71 €*	*1 145,52 €*	*21 973,23 €*	*30/01/1998*
0005 3843071	*10 389,43 €*	*571,42 €*	*10 960,85 €*	*28/12/1998*
0006 3843071	*17 572,55 €*	*966,50 €*	*18 539,05 €*	*27/09/1999*
0007 3843071	*4 824,04 €*	*265,32 €*	*5 089,36 €*	*11/05/00*
0008 3843071	*21 002,96 €*	*1 155,16 €*	*22 158,12 €*	*16/07/2001*
96048/00 LOT 7B PLANTATIONS & ENGAZONNEMENT	82 993,41 €	16 865,17 €	99 858,58 €	
0001 3843071	*10 508,16 €*	*2 164,68 €*	*12 672,84 €*	*04/03/97*
0002 3843071	*5 756,17 €*	*1 185,77 €*	*6 941,94 €*	*23/05/1997*
0003 3843071	*2 612,37 €*	*538,14 €*	*3 150,51 €*	*25/08/1997*
0004 3843071	*9 972,99 €*	*2 054,43 €*	*12 027,42 €*	*23/02/1998*
0005 3843071	*18 512,04 €*	*3 813,48 €*	*22 325,52 €*	*31/03/1999*
0006 3843071	*12 486,79 €*	*2 572,28 €*	*15 059,07 €*	*27/09/1999*
0007 3843071	*6 270,34 €*	*1 228,99 €*	*7 499,33 €*	*20/02/2001*
0008 405 MT	*16 874,55 €*	*3 307,40 €*	*20 181,95 €*	*29/10/2007*
96049/00 LOT 8 VOIRIE MOBILIER URBAIN BP	200 741,82 €	41 076,48 €	241 818,30 €	
0001 3842073	*24 452,82 €*	*5 037,28 €*	*29 490,10 €*	*24/06/1996*
0002 3842073	*18 447,86 €*	*3 800,25 €*	*22 248,11 €*	*08/07/96*
0003 3842073	*3 681,64 €*	*758,42 €*	*4 440,06 €*	*23/08/1996*
0004 3842073	*10 610,45 €*	*2 185,75 €*	*12 796,20 €*	*21/10/1996*
0005 3842073	*80 398,94 €*	*16 562,19 €*	*96 961,13 €*	*28/11/1996*
0006 3842073	*35 517,19 €*	*7 316,54 €*	*42 833,73 €*	*09/07/97*
0007 405 MT	*27 632,92 €*	*5 416,05 €*	*33 048,97 €*	*19/07/2002*
97070/00 LOT 13 VOIRIES ET AMENAGEMENTS DEFINITIF	926 885,36 €	188 659,29 €	1 115 544,65 €	
0001 3843012	*165 952,40 €*	*34 186,19 €*	*200 138,59 €*	*25/08/1997*
0002 3843012	*48 381,91 €*	*9 966,67 €*	*58 348,58 €*	*11/12/97*
0003 3843012	*61 590,93 €*	*12 687,73 €*	*74 278,66 €*	*30/01/1998*
0004 3843012	*34 016,33 €*	*7 007,36 €*	*41 023,69 €*	*27/05/1998*
0005 3843012	*67 907,96 €*	*13 989,04 €*	*81 897,00 €*	*16/07/1998*
0006 3843012	*29 785,64 €*	*6 135,85 €*	*35 921,49 €*	*28/12/1998*
0007 3843012	*58 142,18 €*	*11 977,29 €*	*70 119,47 €*	*28/12/1998*
0008 3843012	*46 923,05 €*	*9 666,14 €*	*56 589,19 €*	*31/03/1999*
0009 3843012	*63 818,61 €*	*13 146,63 €*	*76 965,24 €*	*31/03/1999*
0010 3843012	*71 093,99 €*	*14 645,36 €*	*85 739,35 €*	*09/06/99*
0011 3843012	*23 087,72 €*	*4 756,07 €*	*27 843,79 €*	*09/06/97*
0012 3843012	*28 277,37 €*	*5 825,13 €*	*34 102,50 €*	*31/05/2000*
0013 408802479	*36 306,19 €*	*7 116,02 €*	*43 422,21 €*	*28/09/2000*
0014 3843012	*35 961,96 €*	*7 048,55 €*	*43 010,51 €*	*30/10/2000*
0015 3843012	*45 426,76 €*	*8 903,64 €*	*54 330,40 €*	*06/12/00*
0016 408802479	*52 676,62 €*	*10 324,62 €*	*63 001,24 €*	*27/12/2000*
0017 3843012	*8 161,00 €*	*1 599,55 €*	*9 760,55 €*	*09/03/01*
0018 MT	*49 374,74 €*	*9 677,45 €*	*59 052,19 €*	*23/06/2009*
99124/00 SCREG-LOT 1 - VOIRIE PROV - ASSAINISSEME	151 210,93 €	29 637,33 €	180 848,26 €	
0001 3843011	*137 204,12 €*	*26 892,00 €*	*164 096,12 €*	*28/09/2000*
0002 3843011	*14 006,81 €*	*2 745,33 €*	*16 752,14 €*	*16/10/2001*
99252/00 SCOP ESP VERTS-LOT 31-ESP VERTS	128 235,78 €	25 134,22 €	153 370,00 €	
0001 MT	*42 342,71 €*	*8 299,18 €*	*50 641,89 €*	*07/12/01*
0002 405 MT	*85 437,72 €*	*16 745,78 €*	*102 183,50 €*	*02/07/02*
0003(solde) 405 MT	*455,35 €*	*89,26 €*	*544,61 €*	*22/05/2006*
99257/00 SNC EI LIGNES RESEAUX-LOT 2 - AEP	46 570,00 €	9 583,04 €	56 153,04 €	
0001 3841031	*45 532,44 €*	*9 379,68 €*	*54 912,12 €*	*11/05/00*
0002 405 MT	*1 037,56 €*	*203,36 €*	*1 240,92 €*	*30/09/2002*
Frais de raccordement	***3 195,00 €***	***626,22 €***	***3 821,22 €***	
Factures	**3 195,00 €**	**626,22 €**	**3 821,22 €**	
041488/0 FORCLUM-MOGADOR-RACC FT+VIDEO	2 098,50 €	411,31 €	2 509,81 €	
1 405	*2 098,50 €*	*411,31 €*	*2 509,81 €*	*26/11/2004*
06-0165/0 T.P.F. 2 disjoncteurs différentiels	1 096,50 €	214,91 €	1 311,41 €	
0001 405 TECHNIQUE POMPAG	*1 096,50 €*	*214,91 €*	*1 311,41 €*	*23/02/2006*
				1 950 867,70 €

Pénalités	-	***4 878,36 €***	-	***956,16 €***	-	***5 834,52 €***	
Marchés	-	**4 878,36 €**	-	**956,16 €**	-	**5 834,52 €**	
01004/00 FORBETON LOT 11 PERCEMENTS		- €		- €		- €	
0004 383901	-	*637,33 €*	-	*124,92 €*	-	*762,25 €*	*16/10/2001*
0005 405 MT		*637,33 €*		*124,92 €*		*762,25 €*	*16/05/2002*
95016 BEREST DIRECTION AMENAGEMENT PENALITE	-	3 048,98 €	-	597,60 €	-	3 646,58 €	
PENALITE DEFINITIVE (DGD)	-	*3 048,98 €*	-	*597,60 €*	-	*3 646,58 €*	*09/05/03*
96048 LOT 7B PLANTATIONS SCOMP ESPACES VERTS	-	686,02 €	-	134,46 €	-	820,48 €	
PENALITE DEFINITIVE (DGD)	-	*686,02 €*	-	*134,46 €*	-	*820,48 €*	*20/02/01*
97070 LOT 13 LINGENHELD VOIRIES ET AMENAGEMENT	-	1 143,36 €	-	224,10 €	-	1 367,46 €	
PENALITE DEFINITIVE (DGD)	-	*228,67 €*	-	*44,82 €*	-	*273,49 €*	*28/09/00*
PENALITE DEFINITIVE (DGD)	-	*914,69 €*	-	*179,28 €*	-	*1 093,97 €*	*27/12/00*
							- 5 834,52 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

Autres travaux	*1 445 656,55 €*	*277 511,08 €*	*1 723 167,63 €*	
Factures	**2 766,04 €**	**531,46 €**	**3 297,50 €**	
021033/0 TRAU LC 02/1033	2 200,00 €	431,20 €	2 631,20 €	
0001 TRAU LC 02/1033	*2 200,00 €*	*431,20 €*	*2 631,20 €*	*29/07/2002*
02122/0 E.S.-CONSOMMATIONS	96,04 €	8,14 €	104,18 €	
0001 E.S.-CONSOMMATIONS	*96,04 €*	*8,14 €*	*104,18 €*	*08/03/02*
02977/0 SONETMO NETTOYAGE LAC	395,00 €	77,42 €	472,42 €	
0001 SONETMO NETTOYAGE LAC	*395,00 €*	*77,42 €*	*472,42 €*	*19/07/2002*
02978/0 SONETMO DEBARRAS PALETTES ET DALLES	75,00 €	14,70 €	89,70 €	
0001 SONETMO DEBARRAS PALETTES ET D	*75,00 €*	*14,70 €*	*89,70 €*	*19/07/2002*
Lettres de commande divers	**4 923,00 €**	**964,91 €**	**5 887,91 €**	
041848/0 TPF-POMPES	4 923,00 €	964,91 €	5 887,91 €	
0001 405 LF - 041848/0 0001 TECHNIQUE POMPAGE FONTAINES S.A.	*4 923,00 €*	*964,91 €*	*5 887,91 €*	*20/01/2005*
Marchés auto-engagé	**1 327 257,51 €**	**254 315,55 €**	**1 581 573,06 €**	
070001556/0 INTEGRATION DES TRAVAUX SABP	1 327 257,51 €	254 315,55 €	1 581 573,06 €	
0001 405 - INTEGRATION DES TRAVAUX SABP - SOCIETE D'AMENAGEMENT B	*1 327 257,51 €*	*254 315,55 €*	*1 581 573,06 €*	*02/10/07*
Marchés de travaux	**110 710,00 €**	**21 699,16 €**	**132 409,16 €**	
04090/0 P.L.M. - FOURN ET POSE PASSERELLE	110 710,00 €	21 699,16 €	132 409,16 €	
0001 405 MT - 04090/0 0001 PETER MAIER LEICHTBAU GMBH	*90 000,00 €*	*17 640,00 €*	*107 640,00 €*	*20/08/2004*
0002 405 MT - 04090/0 0002 PETER MAIER LEICHTBAU GMBH	*20 710,00 €*	*4 059,16 €*	*24 769,16 €*	*23/06/2009*
Tva due intracommunautaire	*- €*	*- 4 941,16 €*	*- 4 941,16 €*	
Marchés de travaux	**- €**	**- 4 941,16 €**	**- 4 941,16 €**	
04090/0 P.L.M. - FOURN ET POSE PASSERELLE	- €	- 4 941,16 €	- 4 941,16 €	
0003 405 MT - 04090/0 0003 PETER MAIER LEICHTBAU GMBH	*- €*	*- 4 941,16 €*	*- 4 941,16 €*	*21/12/2006*
Réseau de chaleur	*12 500,82 €*	*2 325,15 €*	*14 825,97 €*	
Factures	**12 500,82 €**	**2 325,15 €**	**14 825,97 €**	
66291/00 STREC F DU 31-10-91	12 500,82 €	2 325,15 €	14 825,97 €	
0001 384400	*12 500,82 €*	*2 325,15 €*	*14 825,97 €*	*17/12/1991*
				1 733 052,44 €

17

ASSURANCES	**129 549,60 €**	**- €**	**129 549,60 €**	*129 549,60 €*
RC	*47 116,09 €*	*- €*	*47 116,09 €*	
Factures	**47 116,09 €**	**- €**	**47 116,09 €**	
00395/00 R.C. GRAS SAVOYE GAN INCENDIE ACCID.1995	3 189,42 €	- €	3 189,42 €	
0001 38610620	*3 189,42 €*	*- €*	*3 189,42 €*	*28/04/1995*
07897/00 PRIME 1997 R.C UNI EUROPE	536,83 €	- €	536,83 €	
0001 38610620	*536,83 €*	*- €*	*536,83 €*	*31/12/1997*
07997/00 PRIME ASSURANCE 1997 GAN INCENDIE ACC.	10 209,48 €	- €	10 209,48 €	
0001 38610620	*10 209,48 €*	*- €*	*10 209,48 €*	*31/12/1997*
08093/00 DAS PROTECTION JURIDIQUE 1993	12,14 €	- €	12,14 €	
0001 38610620	*12,14 €*	*- €*	*12,14 €*	*26/02/1993*
08397/00 PRIME PROV.RC GEN.1997 & CPLT RC GEN 96	1 479,86 €	- €	1 479,86 €	
0001 38610620	*1 479,86 €*	*- €*	*1 479,86 €*	*31/12/1997*
09698/00 RC GENERAL 1998 GRAS SAVOYE	289,72 €	- €	289,72 €	
0001 38610620	*289,72 €*	*- €*	*289,72 €*	*31/12/1998*
10195/00 R.C. GRAS SAVOYE UNI EUROPE 1995	366,56 €	- €	366,56 €	
0001 38610620	*366,56 €*	*- €*	*366,56 €*	*27/01/1995*
10594/00 SCET R.C.PROFESSIONNELLE + DAS SOLDE 91	12,33 €	- €	12,33 €	
0001 38610620	*12,33 €*	*- €*	*12,33 €*	*11/03/94*
10594/02 GRAS SAVOYE R.C.GENERALE BORDER.1050/94	69,54 €	- €	69,54 €	
0001 38610620	*69,54 €*	*- €*	*69,54 €*	*14/10/1994*
11193/00 UNI EUROPE+GAN R.C.EXPLOIT.& TRVX 1993	39,73 €	- €	39,73 €	
0001 38610620	*39,73 €*	*- €*	*39,73 €*	*26/02/1993*
11492/00 SCET ASSURANCE DEFENSE RECOURS 1990	60,89 €	- €	60,89 €	
0001 38610620	*60,89 €*	*- €*	*60,89 €*	*31/01/1992*
11592/00 SCET ASSURANCE RC ET DF PROV.1991	562,32 €	- €	562,32 €	
0001 38610620	*562,32 €*	*- €*	*562,32 €*	*31/01/1992*
12092/00 SCET SOLDES ASSURANCES 1990	169,63 €	- €	169,63 €	
0001 38610620	*169,63 €*	*- €*	*169,63 €*	*30/06/1992*
12192/00 GRAS SAVOYE SOLDE RC PROFESS.1991	1,54 €	- €	1,54 €	
0001 38610620	*1,54 €*	*- €*	*1,54 €*	*31/07/1992*
17096/00 PRIME 1996 UNI EUROPE ASSURANCES	855,84 €	- €	855,84 €	
0001 38610620	*855,84 €*	*- €*	*855,84 €*	*29/01/1996*
17196/00 R.C GAN INCENDIE ACCIDENTS	6 462,74 €	- €	6 462,74 €	
0001 38610620	*6 462,74 €*	*- €*	*6 462,74 €*	*04/06/96*
24199/00 RC GENERALE GRAS SAVOYE 1999	9 225,05 €	- €	9 225,05 €	
0001 38610620	*9 225,05 €*	*- €*	*9 225,05 €*	*31/12/1999*
38700/00 REPARTITION ASSURANCE 2000	13 273,81 €	- €	13 273,81 €	
0001 38610620	*13 273,81 €*	*- €*	*13 273,81 €*	*31/12/2000*
52295/00 GRAS SAVOYE UNI EUROPE RC GALE 1994	21,60 €	- €	21,60 €	
0001 38610620	*21,60 €*	*- €*	*21,60 €*	*10/07/95*
63194/00 GRAS SAVOYE R.C.GENERALE F.900/93-631/94	198,63 €	- €	198,63 €	
0001 38610620	*198,63 €*	*- €*	*198,63 €*	*14/10/1994*
64894/00 Assurance RC professionnelle	25,47 €	- €	25,47 €	
0001 38610620	*25,47 €*	*- €*	*25,47 €*	*26/09/1994*
76894/00 GRAS SAVOYE RC GENERALE SOLDE 93	52,96 €	- €	52,96 €	
0001 38610620	*52,96 €*	*- €*	*52,96 €*	*14/10/1994*
Dommage ouvrage	***40 680,34 €***	***- €***	***40 680,34 €***	
Factures	**40 680,34 €**	**- €**	**40 680,34 €**	
031908/0 GRAS SAVOYE-DO-CNR GYMNASE-F 30/5/03	28 964,37 €	- €	28 964,37 €	
0001 405 - GRAS SAVOYE-DO-CNR GYMNASE-F 30/5/03 - GRAS SAVOYE	*28 964,37 €*	*- €*	*28 964,37 €*	*11/08/03*
040281/0 GRAS SAVOYE DO CNR DU 1998 AU 06/2012	2 576,39 €	- €	2 576,39 €	
0001 405 - G/PR/20040223/06/000200 - GRAS SAVOYE	*2 576,39 €*	*- €*	*2 576,39 €*	*26/03/2004*
25301/00 GRAS SAVOYE-D.O. LOTS E-F- F 23/3/01	9 139,58 €	- €	9 139,58 €	
0001 38610621	*9 139,58 €*	*- €*	*9 139,58 €*	*25/04/2001*
				87 796,43 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

RC MO	***18 441,90 €***	***- €***	***18 441,90 €***	
Factures	**18 441,90 €**	**- €**	**18 441,90 €**	
030141/0 REPARTITION ASSURANCES 2003 - G.SAVOYE	13 501,61 €	- €	13 501,61 €	
0001 405 - REPARTITION ASSURANCES 2003 - G.SAVOYE - GRAS SAVOYE	*13 501,61 €*	*- €*	*13 501,61 €*	*31/12/2003*
03410/0 REPARTITIONS ASSURANCES 2002	4 940,29 €	- €	4 940,29 €	
0001 405 - REPARTITIONS ASSURANCES 2002 - GRAS SAVOYE	*4 940,29 €*	*- €*	*4 940,29 €*	*31/12/2002*
Autres assurances & conseils	***23 311,27 €***	***- €***	***23 311,27 €***	
Factures	**23 311,27 €**	**- €**	**23 311,27 €**	
02365/0 ASSURANCES 2001	12 556,58 €	- €	12 556,58 €	
0001 ASSURANCES 2001	*12 556,58 €*	*- €*	*12 556,58 €*	*31/12/2001*
0400070/0 G.SAVOYE REPARTITION ASSURANCES 2004	5 358,37 €	- €	5 358,37 €	
0001 405 - G.SAVOYE REPARTITION ASSURANCES 2004 - GRAS SAVOYE	*5 358,37 €*	*- €*	*5 358,37 €*	*31/12/2004*
05000206/0 G.SAVOYE REPARTITION ASSURANCES 2005	316,73 €	- €	316,73 €	
0001 405 - G.SAVOYE REPARTITION ASSURANCES 2005 - GRAS SAVOYE	*316,73 €*	*- €*	*316,73 €*	*31/12/2005*
060000047/0 G.SAVOYE REPARTITION ASSURANCES S/2006	105,87 €	- €	105,87 €	
0001 405 - G.SAVOYE REPARTITION ASSURANCES S/2006 - GRAS SAVOYE	*105,87 €*	*- €*	*105,87 €*	*31/12/2006*
06001382/0 G.SAVOYE REPARTITION REGUL ASSURANC 2005	56,42 €	- €	56,42 €	
0001 405 - G.SAVOYE REPARTITION REGUL ASSURANC 2005 - GRAS SAVOYE	*56,42 €*	*- €*	*56,42 €*	*07/08/06*
0700000027/0 GRAS SAVOYE REPARTITION ASSURANCE 2007	2 526,93 €	- €	2 526,93 €	
0001 405 - GRAS SAVOYE REPARTITION ASSURANCE 2007 - GRAS SAVOYE	*2 526,93 €*	*- €*	*2 526,93 €*	*31/12/2007*
070001246/0 G.SAVOYE REPARTITION REGUL ASSURANC 2006	79,25 €	- €	79,25 €	
0001 405 - G.SAVOYE REPARTITION REGUL ASSURANC 2006 - GRAS SAVOYE	*79,25 €*	*- €*	*79,25 €*	*17/09/2007*
08000000037/0 G.SAVOYE REPARTITION ASSURANCES 2008	167,40 €	- €	167,40 €	
0001 405 - G.SAVOYE REPARTITION ASSURANCES 2008 - GRAS SAVOYE	*167,40 €*	*- €*	*167,40 €*	*31/12/2008*
0800001220/0 G.SAVOYE REPARTITION REGUL ASSURANC 2007	810,19 €	- €	810,19 €	
0001 405 - G.SAVOYE REPARTITION REGUL ASSURANC 2007 - GRAS SAVOYE	*810,19 €*	*- €*	*810,19 €*	*01/08/08*
44791/00 GORINSKI ASS MULTIRISQUES	1 182,70 €	- €	1 182,70 €	
0001 38610680	*1 182,70 €*	*- €*	*1 182,70 €*	*28/06/1991*
61493/00 GRAS SAVOYE TOUS RISQUES EXPO F 29-9-93	96,60 €	- €	96,60 €	
0001 38610680	*96,60 €*	*- €*	*96,60 €*	*08/11/93*
84295/00 GRAS SAVOYE/D.A.S.ANNEE 1994	54,23 €	- €	54,23 €	
0001 38610680	*54,23 €*	*- €*	*54,23 €*	*18/12/1995*
				41 753,17 €

AUTRES FRAIS	**1 480 531,65 €**	**238 180,97 €**	**1 718 712,62 €**	*1 718 712,62 €*
Tirages - reprographie	*38 925,71 €*	*7 474,50 €*	*46 400,21 €*	
Factures	**32 065,51 €**	**6 088,74 €**	**38 154,25 €**	
00096/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	16,14 €	3,33 €	19,47 €	
0001 38610130	*16,14 €*	*3,33 €*	*19,47 €*	*13/12/1996*
00196/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	15,24 €	3,15 €	18,39 €	
0001 38610130	*15,24 €*	*3,15 €*	*18,39 €*	*13/12/1996*
00818/00 AIRDIASOL MISSION AERIENNE EN COULEUR	579,31 €	113,54 €	692,85 €	
0001 38610130	*579,31 €*	*113,54 €*	*692,85 €*	*30/10/2000*
02699/00 IMAGES SERVICES CDE N° 6	21,95 €	4,52 €	26,47 €	
0001 38610130	*21,95 €*	*4,52 €*	*26,47 €*	*02/12/99*
032010/0 IMAGES SERVICES-TIRAGES-F 30/6/03	170,29 €	33,38 €	203,67 €	
0001 405 - IMAGES SERVICES-TIRAGES-F 30/6/03 - IMAGES SERVICES	*170,29 €*	*33,38 €*	*203,67 €*	*28/08/2003*
032048/0 IMAGES SERVICES-AO PASSERELLE-F 31/7/03	57,93 €	11,35 €	69,28 €	
0001 405 - IMAGES SERVICES-AO PASSERELLE-F 31/7/03 - IMAGES SERVI	*57,93 €*	*11,35 €*	*69,28 €*	*28/08/2003*
03315/0 IMAGES SERVICES CDE 29	39,12 €	7,67 €	46,79 €	
0001 405 - 300244 - IMAGES SERVICES	*39,12 €*	*7,67 €*	*46,79 €*	*27/02/2003*
041089/0 IMAGES SERVICES-TIRAGES-F 30/6/04	7,47 €	1,46 €	8,93 €	
0001 405 - IMAGES SERVICES-TIRAGES-F 30/6/04 - IMAGES SERVICES	*7,47 €*	*1,46 €*	*8,93 €*	*06/08/04*
0501150/0 Images Services Com n° 22 Zinger	2,99 €	0,59 €	3,58 €	
0001 405 - Images Services Com n° 22 Zinger - IMAGES SERVICES	*2,99 €*	*0,59 €*	*3,58 €*	*17/06/2005*
05700/00 IMAGES SERVICES AOO FAC N200238	14,29 €	2,95 €	17,24 €	
0001 38610130	*14,29 €*	*2,95 €*	*17,24 €*	*15/03/2000*
06002072/0 Images Services BC n° 43 plan Zone	1,66 €	0,33 €	1,99 €	
0001 405 - Images Services BC n° 43 plan Zone - IMAGES SERVICES	*1,66 €*	*0,33 €*	*1,99 €*	*29/11/2006*
09200/00 IMAGES SERVICES AOO	144,25 €	29,72 €	173,97 €	
0001 38610130	*144,25 €*	*29,72 €*	*173,97 €*	*15/03/2000*
09594/00 IMAGES SERVICES PLAN MASSE F DU 16-2-94	79,27 €	14,75 €	94,02 €	
0001 38610130	*79,27 €*	*14,75 €*	*94,02 €*	*25/03/1994*
10295/00 CAR DIVERS TIRAGES PLANS	21,26 €	3,96 €	25,22 €	
0001 38610130	*21,26 €*	*3,96 €*	*25,22 €*	*08/03/95*
10496/00 TIRAGES AO LOT 13 BON PASTEUR	759,79 €	156,52 €	916,31 €	
0001 38610130	*759,79 €*	*156,52 €*	*916,31 €*	*06/02/97*
10779/00 JUNIOR ROTHAN REPRODUCTION F DU 18-12-92	121,96 €	22,68 €	144,64 €	
0001 38610130	*121,96 €*	*22,68 €*	*144,64 €*	*29/01/1993*
10892/00 CAR FACT.N.104556	144,52 €	26,88 €	171,40 €	
0001 38610130	*144,52 €*	*26,88 €*	*171,40 €*	*28/02/1992*
11296/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR DECEMBRE	30,49 €	6,28 €	36,77 €	
0001 38610130	*30,49 €*	*6,28 €*	*36,77 €*	*06/02/97*
11696/00 TIRAGES AO BON PASTEUR	583,01 €	120,10 €	703,11 €	
0001 38610130	*583,01 €*	*120,10 €*	*703,11 €*	*03/04/96*
12095/00 CAR DIVERS TIRAGES NOVEMBRE 1994	14,88 €	2,77 €	17,65 €	
0001 38610130	*14,88 €*	*2,77 €*	*17,65 €*	*31/03/1995*
12096/00 CAR TIRAGES PLANS BON PASTEUR	42,51 €	7,91 €	50,42 €	
0001 38610130	*42,51 €*	*7,91 €*	*50,42 €*	*03/04/96*
13497/00 TIRAGE PLANS BON PASTEUR	91,46 €	18,85 €	110,31 €	
0001 38610130	*91,46 €*	*18,85 €*	*110,31 €*	*25/03/1997*
13694/00 CAR TIRAGES F DU 28-2-94	2,82 €	0,53 €	3,35 €	
0001 38610130	*2,82 €*	*0,53 €*	*3,35 €*	*05/12/98*
14499/00 CDE 24	1,22 €	0,25 €	1,47 €	
0001 38610130	*1,22 €*	*0,25 €*	*1,47 €*	*31/03/1999*
14596/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS BON PASTEU	2,29 €	0,47 €	2,76 €	
0001 38610130	*2,29 €*	*0,47 €*	*2,76 €*	*19/04/1996*
14599/00 CDE 19	16,60 €	3,42 €	20,02 €	
0001 38610130	*16,60 €*	*3,42 €*	*20,02 €*	*31/03/1999*
15096/00 TIRGES PLANS BON PASTEUR	6,10 €	1,25 €	7,35 €	
0001 38610130	*6,10 €*	*1,25 €*	*7,35 €*	*19/04/1996*
15195/00 CAR DIVERS TIRAGES DE PLANS FEVRIER 95	29,85 €	5,55 €	35,40 €	
0001 38610130	*29,85 €*	*5,55 €*	*35,40 €*	*28/04/1995*
15196/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	27,44 €	5,65 €	33,09 €	
0001 38610130	*27,44 €*	*5,65 €*	*33,09 €*	*19/04/1996*
15297/00 MISSIONS PHOTOGRAPHIQUES	386,20 €	79,56 €	465,76 €	
0001 38610130	*386,20 €*	*79,56 €*	*465,76 €*	*25/03/1997*
15500/00 IMAGES SERVICES CDE 33	7,32 €	1,51 €	8,83 €	
0001 38610130	*7,32 €*	*1,51 €*	*8,83 €*	*28/03/2000*
15600/00 IMAGES SERVICES AOO	98,94 €	20,38 €	119,32 €	
0001 38610130	*98,94 €*	*20,38 €*	*119,32 €*	*28/03/2000*
17000/00 IMAGES SERVICES CDE 10	5,31 €	1,03 €	6,34 €	
0001 38610130	*5,31 €*	*1,03 €*	*6,34 €*	*06/12/00*
17693/00 CAR FACT.N.117819	58,91 €	10,95 €	69,86 €	
0001 38610130	*58,91 €*	*10,95 €*	*69,86 €*	*08/04/93*
17699/00 IMAGES SERVICES CDE 45 FAC 104332	7,47 €	1,54 €	9,01 €	
0001 38610130	*7,47 €*	*1,54 €*	*9,01 €*	*17/02/2000*
17793/00 CAR FACT.N.118940	109,76 €	20,42 €	130,18 €	
				4 335,04 €

0001 38610130	*109,76 €*	*20,42 €*	*130,18 €*	*08/04/93*
18893/00 CAR FACT.N.120184	84,15 €	15,65 €	99,80 €	
0001 38610130	*84,15 €*	*15,65 €*	*99,80 €*	*11/06/93*
18993/00 CAR FACT.N.121128	92,57 €	17,21 €	109,78 €	
0001 38610130	*92,57 €*	*17,21 €*	*109,78 €*	*11/06/93*
19599/00 AIRDIASOL-REPORTAGES-F 26/11/99	182,94 €	37,68 €	220,62 €	
0001 38610130	*182,94 €*	*37,68 €*	*220,62 €*	*10/02/00*
20297/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	34,76 €	7,16 €	41,92 €	
0001 38610130	*34,76 €*	*7,16 €*	*41,92 €*	*16/04/1997*
20497/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	3,05 €	0,63 €	3,68 €	
0001 38610130	*3,05 €*	*0,63 €*	*3,68 €*	*16/04/1997*
20694/00 CAR TIRAGES F DU 31-3-94	43,22 €	8,04 €	51,26 €	
0001 38610130	*43,22 €*	*8,04 €*	*51,26 €*	*29/04/1994*
21100/00 IMAGES SERVICES CDE 49	254,28 €	49,85 €	304,13 €	
0001 38610130	*254,28 €*	*49,85 €*	*304,13 €*	*22/12/2000*
27696/00 AIRDIASOL REPORTAGE PHOTO CHANTIER BP	304,90 €	62,81 €	367,71 €	
0001 38610130	*304,90 €*	*62,81 €*	*367,71 €*	*24/06/1996*
27996/00 COPIES COULEURS BON PASTEUR	34,76 €	7,16 €	41,92 €	
0001 38610130	*34,76 €*	*7,16 €*	*41,92 €*	*24/06/1996*
29292/00 CAR FACT.N.10524	338,01 €	62,86 €	400,87 €	
0001 38610130	*338,01 €*	*62,86 €*	*400,87 €*	*18/05/1992*
31195/00 CAR TIRAGES PLANS	19,32 €	3,60 €	22,92 €	
0001 38610130	*19,32 €*	*3,60 €*	*22,92 €*	*19/05/1995*
31598/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR/POTERIES	17,38 €	3,58 €	20,96 €	
0001 38610130	*17,38 €*	*3,58 €*	*20,96 €*	*27/05/1998*
34901/00 IMAGES SERVICES CDE 3 12 ET 19	1 829,88 €	358,66 €	2 188,54 €	
0001 38610130	*1 829,88 €*	*358,66 €*	*2 188,54 €*	*20/06/2001*
35001/00 IMAGES SERVICES CDE 23	35,52 €	6,96 €	42,48 €	
0001 38610130	*35,52 €*	*6,96 €*	*42,48 €*	*20/06/2001*
35101/00 IMAGES SERVICES CDE 7	163,19 €	31,99 €	195,18 €	
0001 38610130	*163,19 €*	*31,99 €*	*195,18 €*	*20/06/2001*
35201/00 IMAGES SERVICES CDE 26	126,84 €	24,86 €	151,70 €	
0001 38610130	*126,84 €*	*24,86 €*	*151,70 €*	*20/06/2001*
37098/00 TIRAGES DOSSIERS BON PASTEUR	3,05 €	0,63 €	3,68 €	
0001 38610130	*3,05 €*	*0,63 €*	*3,68 €*	*22/06/1998*
37598/00 TIRAGES DOSSIERS BON PASTEUR	30,49 €	6,28 €	36,77 €	
0001 38610130	*30,49 €*	*6,28 €*	*36,77 €*	*22/06/1998*
40395/00 CAR TIRAGES PLANS AVRIL BON PASTEUR	25,51 €	4,74 €	30,25 €	
0001 38610130	*25,51 €*	*4,74 €*	*30,25 €*	*28/06/1995*
40993/00 CAR FACT.N.122141	2,69 €	0,50 €	3,19 €	
0001 38610130	*2,69 €*	*0,50 €*	*3,19 €*	*28/07/1993*
41093/00 CAR FACT.N.123290	377,31 €	70,18 €	447,49 €	
0001 38610130	*377,31 €*	*70,18 €*	*447,49 €*	*28/07/1993*
42001/00 REM SABP ARTICLE 4.2.2.PROTOCOLE	111 234,82 €	21 802,03 €	133 036,85 €	
0001 38620248	*111 234,82 €*	*21 802,03 €*	*133 036,85 €*	*20/06/2001*
42001/01 REM SABP ARTICLE 4.2.2.PROTOCOLE EXT/STE	- 111 234,82 €	- 21 802,03 €	- 133 036,85 €	
0001 38620248	*- 111 234,82 €*	*- 21 802,03 €*	*- 133 036,85 €*	*27/06/2001*
42198/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	5,34 €	1,09 €	6,43 €	
0001 38610130	*5,34 €*	*1,09 €*	*6,43 €*	*16/07/1998*
43096/00 TIRAGES PLANS ZAC BON PASTEUR	15,24 €	3,15 €	18,39 €	
0001 38610130	*15,24 €*	*3,15 €*	*18,39 €*	*08/07/96*
43199/00 IMAGES SERVICES	19,89 €	4,10 €	23,99 €	
0001 38610130	*19,89 €*	*4,10 €*	*23,99 €*	*02/07/99*
43391/00 TP CUS VENTE DOSSIER POS	53,36 €	- €	53,36 €	
0001 38610130	*53,36 €*	*- €*	*53,36 €*	*28/06/1991*
43596/00 TIRAGES PLANS ZAC BON PASTEUR	2,29 €	0,47 €	2,76 €	
0001 38610130	*2,29 €*	*0,47 €*	*2,76 €*	*08/07/96*
44696/00 AIRDIASOL TIRAGES DOSSIER COFHUAT	505,18 €	104,06 €	609,24 €	
0001 38610130	*505,18 €*	*104,06 €*	*609,24 €*	*08/07/96*
44699/00 AO TRAVAUX VRD	143,99 €	29,66 €	173,65 €	
0001 38610130	*143,99 €*	*29,66 €*	*173,65 €*	*15/07/1999*
45394/00 THS LIVRE BLANC BP F DU 310594	20 306,21 €	3 776,95 €	24 083,16 €	
0001 38610130	*20 306,21 €*	*3 776,95 €*	*24 083,16 €*	*21/07/1994*
46194/00 CAR TIRAGES PLANS F 135835	20,25 €	3,77 €	24,02 €	
0001 38610130	*20,25 €*	*3,77 €*	*24,02 €*	*21/07/1994*
46392/00 CAR FACT.N.109853	51,01 €	9,49 €	60,50 €	
0001 38610130	*51,01 €*	*9,49 €*	*60,50 €*	*30/06/1992*
46998/00 AIRDIASOL PHOTOS/CONSEIL ADMINISTRATION	182,94 €	37,68 €	220,62 €	
0001 38610130	*182,94 €*	*37,68 €*	*220,62 €*	*24/07/1998*
47696/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	108,01 €	22,25 €	130,26 €	
0001 38610130	*108,01 €*	*22,25 €*	*130,26 €*	*23/08/1996*
48096/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	9,15 €	1,88 €	11,03 €	
0001 38610130	*9,15 €*	*1,88 €*	*11,03 €*	*23/08/1996*
48395/00 IMAGES SERVICE TIRAGES 405	23,17 €	4,31 €	27,48 €	
				30 332,44 €

0001 38610130	*23,17 €*	*4,31 €*	*27,48 €*	*10/08/95*
53898/00 APPEL OFFRE GYMNASE	675,65 €	139,19 €	814,84 €	
0001 38610130	*675,65 €*	*139,19 €*	*814,84 €*	*09/09/98*
54690/00 CAR FRAIS DE TIRAGE SUR 1990	42,08 €	7,82 €	49,90 €	
0001 38610130	*42,08 €*	*7,82 €*	*49,90 €*	*29/06/1990*
54696/00 TIRAGES APPEL D'OFFRES BON PASTEUR	27,59 €	5,69 €	33,28 €	
0001 38610130	*27,59 €*	*5,69 €*	*33,28 €*	*23/08/1996*
59800/00 IMAGES SERVICES AOO	134,55 €	26,37 €	160,92 €	
0001 38610130	*134,55 €*	*26,37 €*	*160,92 €*	*06/09/00*
61595/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS	35,67 €	6,64 €	42,31 €	
0001 38610130	*35,67 €*	*6,64 €*	*42,31 €*	*20/09/1995*
61692/00 C.A.R. TIRAGES F DU 31-7-92	193,77 €	36,04 €	229,81 €	
0001 38610130	*193,77 €*	*36,04 €*	*229,81 €*	*31/08/1992*
62995/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS BON PASTEU	11,43 €	2,36 €	13,79 €	
0001 38610130	*11,43 €*	*2,36 €*	*13,79 €*	*20/09/1995*
63494/00 CAR DIVERS TIRAGES JUIN	136,58 €	25,40 €	161,98 €	
0001 38610130	*136,58 €*	*25,40 €*	*161,98 €*	*27/01/1995*
66197/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	15,24 €	3,15 €	18,39 €	
0001 38610130	*15,24 €*	*3,15 €*	*18,39 €*	*14/10/1997*
66397/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	1,52 €	0,32 €	1,84 €	
0001 38610130	*1,52 €*	*0,32 €*	*1,84 €*	*14/10/1997*
66694/01 CAR TIRAGES DIVERS	30,38 €	5,65 €	36,03 €	
0001 38610130	*30,38 €*	*5,65 €*	*36,03 €*	*26/09/1994*
66701/00 IMAGES SERVICES CDE 10 AOO LOT 21	12,50 €	2,45 €	14,95 €	
0001 38610130	*12,50 €*	*2,45 €*	*14,95 €*	*16/10/2001*
70093/00 CAR FACT.N.127305	54,88 €	10,21 €	65,09 €	
0001 38610130	*54,88 €*	*10,21 €*	*65,09 €*	*20/12/1993*
70595/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS BON PASTEU	15,24 €	3,15 €	18,39 €	
0001 38610130	*15,24 €*	*3,15 €*	*18,39 €*	*25/10/1995*
71395/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS	18,43 €	3,80 €	22,23 €	
0001 38610130	*18,43 €*	*3,80 €*	*22,23 €*	*25/10/1995*
72201/00 IMAGES SERVICES-TIRAGES-F 28/9/01	6,64 €	1,30 €	7,94 €	
0001 38610130	*6,64 €*	*1,30 €*	*7,94 €*	*30/10/2001*
75296/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	18,37 €	3,78 €	22,15 €	
0001 38610130	*18,37 €*	*3,78 €*	*22,15 €*	*21/10/1996*
75498/00 CDE N° 49	63,72 €	13,13 €	76,85 €	
0001 38610130	*63,72 €*	*13,13 €*	*76,85 €*	*27/10/1998*
75594/00 IMAGES SERVICES COPIES LASER BON PASTEUR	7,24 €	1,35 €	8,59 €	
0001 38610130	*7,24 €*	*1,35 €*	*8,59 €*	*14/10/1994*
78101/00 IMAGES SERVICES-TIRAGES-F 15/10/01	11,61 €	2,28 €	13,89 €	
0001 38610130	*11,61 €*	*2,28 €*	*13,89 €*	*07/12/01*
78793/00 Reproduction de documents	16,96 €	3,15 €	20,11 €	
0001 38610130	*16,96 €*	*3,15 €*	*20,11 €*	*25/01/1994*
78895/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS	8,38 €	1,73 €	10,11 €	
0001 38610130	*8,38 €*	*1,73 €*	*10,11 €*	*08/12/95*
78995/00 IMAGES SERVICES TIRAGES DE PLANS	7,62 €	1,57 €	9,19 €	
0001 38610130	*7,62 €*	*1,57 €*	*9,19 €*	*08/12/95*
79493/00 Tirage plans, photocopies couleur etc	44,20 €	8,22 €	52,42 €	
0001 38610130	*44,20 €*	*8,22 €*	*52,42 €*	*25/01/1994*
80799/00 IMAGES SERVICES	20,12 €	4,15 €	24,27 €	
0001 38610130	*20,12 €*	*4,15 €*	*24,27 €*	*13/10/1999*
81195/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS BP	13,72 €	2,83 €	16,55 €	
0001 38610130	*13,72 €*	*2,83 €*	*16,55 €*	*18/12/1995*
81494/00 TIRAGES COULEUR BON PASTEUR DOSSIER VENT	367,40 €	68,34 €	435,74 €	
0001 38610130	*367,40 €*	*68,34 €*	*435,74 €*	*29/11/1994*
82700/00 IMAGES SERVICES AOO FAC 202595	61,48 €	12,04 €	73,52 €	
0001 38610130	*61,48 €*	*12,04 €*	*73,52 €*	*30/10/2000*
83392/00 CAR FACT.N.113871	75,92 €	14,12 €	90,04 €	
0001 38610130	*75,92 €*	*14,12 €*	*90,04 €*	*25/11/1992*
84796/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS	38,26 €	7,89 €	46,15 €	
0001 38610130	*38,26 €*	*7,89 €*	*46,15 €*	*12/11/96*
84991/00 CAR FACT.N.101834	21,27 €	3,95 €	25,22 €	
0001 38610130	*21,27 €*	*3,95 €*	*25,22 €*	*17/12/1991*
84996/00 TIRAGES PLANS BON PASTEUR	6,86 €	1,41 €	8,27 €	
0001 38610130	*6,86 €*	*1,41 €*	*8,27 €*	*12/11/96*
85096/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS BON PASTEU	25,15 €	5,18 €	30,33 €	
0001 38610130	*25,15 €*	*5,18 €*	*30,33 €*	*12/11/96*
87495/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS BON PASTEU	16,77 €	3,45 €	20,22 €	
0001 38610130	*16,77 €*	*3,45 €*	*20,22 €*	*24/11/1995*
91393/00 C.A.R. TIRAGES F DU 31-12-93	159,77 €	29,71 €	189,48 €	
0001 38610130	*159,77 €*	*29,71 €*	*189,48 €*	*25/01/1994*
92692/00 CAR FACT.N.114935	105,46 €	19,62 €	125,08 €	
0001 38610130	*105,46 €*	*19,62 €*	*125,08 €*	*17/12/1992*
92792/00 CARF FACT.N.115785	118,86 €	22,11 €	140,97 €	
				3 017,35 €

0001 38610130	*118,86 €*	*22,11 €*	*140,97 €*	*17/12/1992*
93399/00 IMAGES SERVICES CDE 40.	7,62 €	1,57 €	9,19 €	
0001 38610130	*7,62 €*	*1,57 €*	*9,19 €*	*03/11/99*
96091/00 CAR FACT.N.103621	74,09 €	13,78 €	87,87 €	
0001 38610130	*74,09 €*	*13,78 €*	*87,87 €*	*31/12/1991*
96194/00 CAR DIVERS TIRAGES PLANS	20,26 €	3,77 €	24,03 €	
0001 38610130	*20,26 €*	*3,77 €*	*24,03 €*	*27/01/1995*
96595/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS B P	15,24 €	3,15 €	18,39 €	
0001 38610130	*15,24 €*	*3,15 €*	*18,39 €*	*29/01/1996*
96599/00 IMAGES SERVICES CDE LIO BL 5315	95,59 €	19,69 €	115,28 €	
0001 38610130	*95,59 €*	*19,69 €*	*115,28 €*	*18/11/1999*
99195/00 IMAGES SERVICES TIRAGES PLANS	7,62 €	1,57 €	9,19 €	
0001 38610130	*7,62 €*	*1,57 €*	*9,19 €*	*21/02/1996*
99600/00 IMAGES SERVICES CDE 49	53,93 €	10,57 €	64,50 €	
0001 38610130	*53,93 €*	*10,57 €*	*64,50 €*	*30/10/2000*
Lettre de commande étude	**6 860,20 €**	**1 385,76 €**	**8 245,96 €**	
00262/99 Missions LP+PV+SEI+PH+TH+PS+Brd+Hand	6 860,20 €	1 385,76 €	8 245,96 €	
0001 38610130	*1 372,04 €*	*282,64 €*	*1 654,68 €*	*12/08/99*
0002 38610130	*1 372,04 €*	*282,64 €*	*1 654,68 €*	*27/09/1999*
0003 38610130	*1 372,04 €*	*282,64 €*	*1 654,68 €*	*11/05/00*
0004 38610130	*1 372,04 €*	*268,92 €*	*1 640,96 €*	*19/07/2000*
0005 38610130	*1 372,04 €*	*268,92 €*	*1 640,96 €*	*07/12/01*
0006 38610130	*1 372,04 €*	*268,92 €*	*1 640,96 €*	*07/12/01*
0007 LF - 00262/99 0007 BUREAU VERI	*1 372,04 €*	*268,92 €*	*1 640,96 €*	*08/03/02*
				8 715,38 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

Annonces - publicité	***934 626,72 €***	***173 335,21 €***	***1 107 961,93 €***	
Factures	**36 323,89 €**	**6 250,96 €**	**42 574,85 €**	
01298/0 DNA-AVIS ATTRIBUTION GYMNASE	258,87 €	50,74 €	309,61 €	
0001 DNA-AVIS ATTRIBUTION GYMNASE	*258,87 €*	*50,74 €*	*309,61 €*	*24/12/2001*
03014/0 DNA AOO POSE PASERELLE	724,16 €	141,94 €	866,10 €	
0001 DNA AOO POSE PASERELLE	*724,16 €*	*141,94 €*	*866,10 €*	*04/02/03*
031192/0 DNA-AOO PASSERELLE-F 4/4/03	779,10 €	152,70 €	931,80 €	
0001 405 - DNA-AOO PASSERELLE-F 4/4/03 - DERNIERES NOUVELLES D'AL	*779,10 €*	*152,70 €*	*931,80 €*	*09/05/03*
041832/0 DNA-AO AMEN EXT-F 5/11/04	670,50 €	131,42 €	801,92 €	
0001 405 - DNA-AO AMEN EXT-F 5/11/04 - DERNIERES NOUVELLES D'ALSA	*670,50 €*	*131,42 €*	*801,92 €*	*26/11/2004*
0500168/0 DNA-AVIS ATTR MOGADOR-F 24/12/04	74,50 €	14,60 €	89,10 €	
0001 405 - DNA-AVIS ATTR MOGADOR-F 24/12/04 - DERNIERES NOUVELLES	*74,50 €*	*14,60 €*	*89,10 €*	*20/01/2005*
08799/00 DNA AOO Lot 12 Garde corps	323,91 €	66,73 €	390,64 €	
0001 38620310	*323,91 €*	*66,73 €*	*390,64 €*	*23/12/1999*
11096/00 ANNONCE AO GENIE CIVIL BON PASTEUR	235,84 €	- €	235,84 €	
0001 38620310	*235,84 €*	*- €*	*235,84 €*	*06/02/97*
11119/00 AIRDIASOL REPORTAGE PHOTOS F DU 30-12-92	762,25 €	141,77 €	904,02 €	
0001 38620310	*762,25 €*	*141,77 €*	*904,02 €*	*08/04/93*
14196/00 ANNONCE AO LOT 10A TRANSFO BON PASTEUR	280,53 €	57,79 €	338,32 €	
0001 38620310	*280,53 €*	*57,79 €*	*338,32 €*	*06/02/97*
14696/00 BOAMP ANNONCE AO/PERF SOCLES IMMEUBLES	339,89 €	- €	339,89 €	
0001 38620310	*339,89 €*	*- €*	*339,89 €*	*19/04/1996*
14996/00 DNA ANNONCE AO/ PERF SOCLES IMMEUBLES	463,14 €	95,41 €	558,55 €	
0001 38620310	*463,14 €*	*95,41 €*	*558,55 €*	*19/04/1996*
15396/00 ANNONCE AO/ PERF SOCLES IMMEUBLES	252,74 €	52,07 €	304,81 €	
0001 38620310	*252,74 €*	*52,07 €*	*304,81 €*	*19/04/1996*
15699/00 DNA AOO LOT 3 ET LOT 4 FAC 314404.913743	348,83 €	71,86 €	420,69 €	
0001 38620310	*348,83 €*	*71,86 €*	*420,69 €*	*17/02/2000*
15899/00 DNA AOO LOTS 1à4 FAC 310557.913105	406,97 €	83,83 €	490,80 €	
0001 3839019495	*406,97 €*	*83,83 €*	*490,80 €*	*17/02/2000*
16900/00 DNA AOO LOTS 8 A 33	421,22 €	82,56 €	503,78 €	
0001 38620310	*421,22 €*	*82,56 €*	*503,78 €*	*06/12/00*
20590/00 AIRDIASOL MISSION AERIENNE	525,95 €	97,83 €	623,78 €	
0001 38620310	*525,95 €*	*97,83 €*	*623,78 €*	*21/03/1990*
23700/00 DNA AOO LOT 3	325,74 €	67,10 €	392,84 €	
0001 38620310	*325,74 €*	*67,10 €*	*392,84 €*	*12/04/00*
24400/00 DNA AOO LOT 34	303,28 €	59,44 €	362,72 €	
0001 38620310	*303,28 €*	*59,44 €*	*362,72 €*	*22/12/2000*
26091/00 THS PUB PLANCHES	10 671,43 €	1 984,89 €	12 656,32 €	
0001 38620310	*10 671,43 €*	*1 984,89 €*	*12 656,32 €*	*28/06/1991*
27892/01 THS PUBLICITE PANNEAUX F DU 31-5-92	2 497,83 €	464,60 €	2 962,43 €	
0001 38620310	*2 497,83 €*	*464,60 €*	*2 962,43 €*	*30/06/1992*
28395/00 AFFICHES MONITEUR AO VRD BON PASTEUR	172,34 €	32,06 €	204,40 €	
0001 38620310	*172,34 €*	*32,06 €*	*204,40 €*	*19/05/1995*
29095/00 BOAMP ANNONCE AO VRD BON PASTEUR	261,60 €	- €	261,60 €	
0001 38620310	*261,60 €*	*- €*	*261,60 €*	*19/05/1995*
29195/00 LE MONITEUR ANNONCE AO VRD BON PASTEUR	497,59 €	92,56 €	590,15 €	
0001 38620310	*497,59 €*	*92,56 €*	*590,15 €*	*19/05/1995*
34091/00 JACOB SUN PRISES VUES	503,08 €	93,57 €	596,65 €	
0001 38620310	*503,08 €*	*93,57 €*	*596,65 €*	*31/05/1991*
34200/00 DNA AOO MARCHE NEGOCIE	409,98 €	80,36 €	490,34 €	
0001 38620310	*409,98 €*	*80,36 €*	*490,34 €*	*02/02/01*
35392/00 P.J.ADJEDJ VIDEOGRAMME F DU 9-6-92	205,81 €	- €	205,81 €	
0001 38620310	*205,81 €*	*- €*	*205,81 €*	*30/06/1992*
35699/00 ANNONCE 2 LOT SECTEUR 1	304,53 €	62,74 €	367,27 €	
0001 38620310	*304,53 €*	*62,74 €*	*367,27 €*	*09/06/99*
36192/00 AIRDIASOL MISSION AERIENNE F DU 29-5-92	304,90 €	56,71 €	361,61 €	
0001 38620310	*304,90 €*	*56,71 €*	*361,61 €*	*06/10/92*
36698/00 ANNONCE AO GYMNASE DU BON PASTEUR	382,89 €	78,88 €	461,77 €	
0001 38620310	*382,89 €*	*78,88 €*	*461,77 €*	*22/06/1998*
37298/00 ANNONCE AO GYMNASE BON PASTEUR	359,78 €	- €	359,78 €	
0001 38620310	*359,78 €*	*- €*	*359,78 €*	*22/06/1998*
37600/00 DNA AOO LOT CUVELAGE RADIER DRAINANT	359,44 €	70,45 €	429,89 €	
0001 38620310	*359,44 €*	*70,45 €*	*429,89 €*	*31/05/2000*
43091/00 THS PUB CONFERENCE	6 555,31 €	1 219,28 €	7 774,59 €	
0001 38620310	*6 555,31 €*	*1 219,28 €*	*7 774,59 €*	*28/06/1991*
44799/00 VRD PARU LE 28/04/99 FACT N° 2096234R	285,38 €	- €	285,38 €	
0001 38620310	*285,38 €*	*- €*	*285,38 €*	*15/07/1999*
47494/00 PUBLICATIONS MONITEUR AVIS CANDIDATS BP	607,36 €	112,96 €	720,32 €	
0001 38620310	*607,36 €*	*112,96 €*	*720,32 €*	*23/08/1994*
49601/00 DNA AOO LOT 21	349,90 €	68,58 €	418,48 €	
0001 38620310	*349,90 €*	*68,58 €*	*418,48 €*	*06/08/01*
49992/00 VIDEOTEC FILM F DU 4-6-92	471,22 €	87,65 €	558,87 €	
0001 38620310	*471,22 €*	*87,65 €*	*558,87 €*	*15/07/1992*
				38 570,87 €

50092/00 VIDEOTEC AVOIR FILM F DU 24-6-92	- 186,75 €	- 34,74 €	- 221,49 €	
0001 38620310	*- 186,75 €*	*- 34,74 €*	*- 221,49 €*	*15/07/1992*
50094/00 JO AVIS APPEL CONCURRENCE BP	301,54 €	- €	301,54 €	
0001 38620310	*301,54 €*	*- €*	*301,54 €*	*23/08/1994*
56590/00 AIRDIASOL TIRAGES	68,60 €	12,76 €	81,36 €	
0001 38620310	*68,60 €*	*12,76 €*	*81,36 €*	*31/07/1990*
62895/00 DNA AO BON PASTEUR DEMOLITION	246,21 €	50,71 €	296,92 €	
0001 38620310	*246,21 €*	*50,71 €*	*296,92 €*	*20/09/1995*
66799/00 DNA AOO LOT 31	346,06 €	71,29 €	417,35 €	
0001 38620310	*346,06 €*	*71,29 €*	*417,35 €*	*27/09/1999*
70895/00 LES AFFICHES MONITEUR AO DEMOL BON PASTE	151,61 €	31,23 €	182,84 €	
0001 38620310	*151,61 €*	*31,23 €*	*182,84 €*	*25/10/1995*
81695/00 INOVPRESSE PUBLICITE DS URBAPRESSE	99,09 €	20,41 €	119,50 €	
0001 38620310	*99,09 €*	*20,41 €*	*119,50 €*	*18/12/1995*
84396/00 BOAMP ANNONCE AO BON PASTEUR VOIRIE DEF	270,52 €	- €	270,52 €	
0001 38620310	*270,52 €*	*- €*	*270,52 €*	*12/11/96*
85396/00 DNA ANNONCE AO BON PASTEUR VOIRIE DEFINI	344,05 €	70,87 €	414,92 €	
0001 38620310	*344,05 €*	*70,87 €*	*414,92 €*	*12/11/96*
89292/00 SNC BON PASTEUR FRAIS CAUTION F 9-11-92	821,83 €	- €	821,83 €	
0001 38620310	*821,83 €*	*- €*	*821,83 €*	*10/12/92*
92395/00 DNA AO BON PASTEUR	362,83 €	74,74 €	437,57 €	
0001 38620310	*362,83 €*	*74,74 €*	*437,57 €*	*22/12/1995*
92695/00 LES AFFICHES MONITEUR AO BON PASTEUR	191,78 €	39,51 €	231,29 €	
0001 38620310	*191,78 €*	*39,51 €*	*231,29 €*	*22/12/1995*
96795/00 DNA REPORT DATE AO BON PASTEUR	108,85 €	22,42 €	131,27 €	
0001 38620310	*108,85 €*	*22,42 €*	*131,27 €*	*29/01/1996*
96895/00 AFFICHES MONITEUR REPORT DATE AO B P	90,71 €	18,68 €	109,39 €	
0001 38620310	*90,71 €*	*18,68 €*	*109,39 €*	*29/01/1996*
96995/00 BOAMP REPORT DATE AO BON PASTEUR	107,32 €	- €	107,32 €	
0001 38620310	*107,32 €*	*- €*	*107,32 €*	*29/01/1996*
97195/00 BOAMP AO VRD BON PASTEUR	301,85 €	- €	301,85 €	
0001 38620310	*301,85 €*	*- €*	*301,85 €*	*29/01/1996*
Factures Etudes	**893 999,15 €**	**166 283,76 €**	**1 060 282,91 €**	
26992/00 ADIF IMMOBILIER F DU 30-3-92	893 999,15 €	166 283,76 €	1 060 282,91 €	
0001 38620310	*893 999,15 €*	*166 283,76 €*	*1 060 282,91 €*	*14/04/1992*
Lettres de commande divers	**4 303,68 €**	**800,49 €**	**5 104,17 €**	
27892/00 THS PUBLICITE F DU 29-4-92	1 254,70 €	233,38 €	1 488,08 €	
0001 38620310	*1 254,70 €*	*233,38 €*	*1 488,08 €*	*18/05/1992*
96191/00 REALISATION MAQUETTE	3 048,98 €	567,11 €	3 616,09 €	
0001 38620310	*3 048,98 €*	*567,11 €*	*3 616,09 €*	*31/01/1992*
				1 069 391,06 €

Actes & contentieux	***150 619,39 €***	***20 816,53 €***	***171 435,92 €***	
Factures	**12 539,84 €**	**63,80 €**	**12 603,64 €**	
031265/0 FRAIS BANCAIRES REJET CHEQUE	0,91 €	- €	0,91 €	
0001 405 - FRAIS BANCAIRES REJET CHEQUE - SERS SIEGE	*0,91 €*	*- €*	*0,91 €*	*29/04/2003*
031266/0 AIR DIA SOL F 87490	343,01 €	63,80 €	406,81 €	
0001 405 - AIR DIA SOL RA F87490	*343,01 €*	*63,80 €*	*406,81 €*	*31/10/1990*
05790/0 MAITRE ALEXANDRE RA 1990	7 622,45 €	- €	7 622,45 €	
0001 405 - MAITRE ALEXANDRE RA 1990 - SERS SIEGE	*7 622,45 €*	*- €*	*7 622,45 €*	*09/12/94*
39500/00 AFF.WILM INTERETS ET ARTICLE 700/CESSION	4 573,47 €	- €	4 573,47 €	
0001 38660180	*4 573,47 €*	*- €*	*4 573,47 €*	*11/05/00*
Factures Etudes	**123 036,17 €**	**17 700,27 €**	**140 736,44 €**	
F commissariat aux comptes BGD MAZARDS	11 000,00 €	2 156,00 €	13 156,00 €	
F commissariat aux comptes BGD MAZARDS	*11 000,00 €*	*2 156,00 €*	*13 156,00 €*	*30/01/1998*
01697/00 SIGNIF SATP BON PASTEUR	32,05 €	4,88 €	36,93 €	
0001 38620270	*32,05 €*	*4,88 €*	*36,93 €*	*30/01/1998*
02091/0 MAGELLAN-FRAIS AVOCAT AFF OFPI	3 116,53 €	610,83 €	3 727,36 €	
0001 MAGELLAN-FRAIS AVOCAT AFF OFPI	*3 116,53 €*	*610,83 €*	*3 727,36 €*	*27/02/2002*
02120/0 SCP LYON CAEN-PROV AFF OFPI	4 598,66 €	901,34 €	5 500,00 €	
0001 SCP LYON CAEN-PROV AFF OFPI	*4 598,66 €*	*901,34 €*	*5 500,00 €*	*08/03/02*
022086/0 LANDWELL ET ASSOCIES	3 350,00 €	656,60 €	4 006,60 €	
0001 LANDWELL ET ASSOCIES	*3 350,00 €*	*656,60 €*	*4 006,60 €*	*19/12/2002*
022088/0 TGI STE OFPI ORDONNACE DE TAXE	2 101,15 €	408,36 €	2 509,51 €	
0001 TGI STE OFPI ORDONNACE DE TAX	*2 101,15 €*	*408,36 €*	*2 509,51 €*	*19/12/2002*
02606/0 SCP LYON CAEN-AFF SERS/WILM-F 11/4/02	1 672,24 €	327,76 €	2 000,00 €	
0001 SCP LYON CAEN-AFF SERS/WILM-F	*1 672,24 €*	*327,76 €*	*2 000,00 €*	*16/05/2002*
02932/0 ALEXANDRE LEVY	3 048,98 €	597,60 €	3 646,58 €	
0001 ALEXANDRE LEVY	*3 048,98 €*	*597,60 €*	*3 646,58 €*	*19/07/2002*
03015/0 ME THIEBAUT	500,00 €	98,00 €	598,00 €	
0001 ME THIEBAUT	*500,00 €*	*98,00 €*	*598,00 €*	*04/02/03*
031684/0 LANDWELL-PROVISION HONOR-F 2/6/03	1 600,00 €	313,60 €	1 913,60 €	
0001 405 - LANDWELL-PROVISION HONOR-F 2/6/03 - MAITRES HOEPFFNER	*1 600,00 €*	*313,60 €*	*1 913,60 €*	*22/08/07*
040788/0 LANDWELL ET ASSOC Me HOEPFNER	2 778,00 €	544,49 €	3 322,49 €	
0001 405 - FACTURE 5436300-7 SERS/WILM - MAITRES HOEPFFNER & ASSO	*2 778,00 €*	*544,49 €*	*3 322,49 €*	*16/12/99*
040886/0 LANDWELL DECPTE WILM/SERS	31 776,26 €	- €	31 776,26 €	
0001 405 - 5436300 - MAITRES HOEPFFNER & ASSOCIES	*31 776,26 €*	*- €*	*31 776,26 €*	*17/06/2004*
040979/0 Me THIEBAUT DCPTE DROIT TAXABLES	858,86 €	168,34 €	1 027,20 €	
0001 405 - 204f101 - ME THIEBAUT PATRICE+ME BONGART ANDRE	*858,86 €*	*168,34 €*	*1 027,20 €*	*13/07/2004*
06500/00 SCP LYON CAEN POURVOI CASSATION/WILM	3 658,78 €	717,12 €	4 375,90 €	
0001 38620260	*3 658,78 €*	*717,12 €*	*4 375,90 €*	*30/10/2000*
RA HONORAIRESSCP VENEZIA SOULTE KAUFMANN	902,61 €	176,92 €	1 079,53 €	
RA HONORAIRESSCP VENEZIA - SCP VENEZIA-LAVAL LIAUD-DELIEG	*902,61 €*	*176,92 €*	*1 079,53 €*	*29/01/08*
070001188/0 HONORAIRESSCP VENEZIA	1 600,00 €	313,60 €	1 913,60 €	
0001 405 - HONORAIRESSCP VENEZIA - SCP VENEZIA-LAVAL LIAUD-DELIEG	*1 600,00 €*	*313,60 €*	*1 913,60 €*	*22/08/2007*
07099/00 AVOCATS ET ASSOCIES FAC 54363004	3 634,98 €	748,80 €	4 383,78 €	
0001 38620260	*3 634,98 €*	*748,80 €*	*4 383,78 €*	*16/12/1999*
07099/01 AVOCATS ET ASSOCIES FAC 54363004	27,14 €	- €	27,14 €	
0001 38620270	*27,14 €*	*- €*	*27,14 €*	*16/12/1999*
07-762/0 ME ALEXANDRE-SCI BON PASTEUR-RIVES DU LA	2 500,00 €	490,00 €	2 990,00 €	
0001 405 - ME ALEXANDRE-SCI BON PASTEUR-RIVES DU LA - MAITRE GERA	*2 500,00 €*	*490,00 €*	*2 990,00 €*	*13/06/2007*
0800000162/0 frais de recouvrement interets K&B rives	2 000,00 €	392,00 €	2 392,00 €	
0001 405 - frais de recouvrement interets K&B rives - MAITRE GERA	*2 000,00 €*	*392,00 €*	*2 392,00 €*	*11/02/08*
10119/00 ME ALEXANDRE F DU 3-12-91	2 286,74 €	425,33 €	2 712,07 €	
0001 38620260	*2 286,74 €*	*425,33 €*	*2 712,07 €*	*31/12/1991*
13999/00 FE	207,33 €	37,68 €	245,01 €	
0001 38620270	*207,33 €*	*37,68 €*	*245,01 €*	*31/03/1999*
14099/00 CONSTAT HUISSIER PANNEAU CHANTIER	121,96 €	25,12 €	147,08 €	
0001 38620260	*121,96 €*	*25,12 €*	*147,08 €*	*31/03/1999*
19198/00 AFFAIRE WILM	1 143,37 €	235,53 €	1 378,90 €	
0001 38620270	*1 143,37 €*	*235,53 €*	*1 378,90 €*	*14/04/1998*
19899/00 BUEB	2 286,74 €	471,06 €	2 757,80 €	
0001 38620260	*2 286,74 €*	*471,06 €*	*2 757,80 €*	*17/02/2000*
24201/00 SCP GRIENEISEN KRANTZ REP N°16640	574,12 €	94,22 €	668,34 €	
0001 38620270	*574,12 €*	*94,22 €*	*668,34 €*	*25/04/2001*
24301/00 SCP GRIENEISEN KRANTZ ACTE MOD REP 24971	140,73 €	9,06 €	149,79 €	
0001 38620270	*140,73 €*	*9,06 €*	*149,79 €*	*25/04/2001*
24401/00 SCP GRIENEISEN DESCRIPTIF REP 16639	481,74 €	25,66 €	507,40 €	
0001 38620270	*481,74 €*	*25,66 €*	*507,40 €*	*25/04/2001*
24701/00 HOEPFNER DOSSIER 5436300	1 063,22 €	204,72 €	1 267,94 €	
0001 38620270	*1 063,22 €*	*204,72 €*	*1 267,94 €*	*25/04/2001*
26699/00 AFFAIRE OFPI	2 286,74 €	471,06 €	2 757,80 €	
0001 38620270	*2 286,74 €*	*471,06 €*	*2 757,80 €*	*25/05/1999*
33800/00 BUEB FERNAND PROCEDURE D'APPEL 5631/99	651,75 €	126,02 €	777,77 €	
0001 38620270	*651,75 €*	*126,02 €*	*777,77 €*	*02/02/01*
33800/01 BUEB FERNAND EMOLUMENTS APPEL 5631/99	2 286,74 €	448,20 €	2 734,94 €	
				116 356,02 €

0001 38620260	*2 286,74 €*	*448,20 €*	*2 734,94 €*	*02/02/01*
35899/00 AFFAIRE ARICAL	686,02 €	141,32 €	827,34 €	
0001 38620260	*686,02 €*	*141,32 €*	*827,34 €*	*09/06/99*
36798/00 HONORAIRES AVOCAT CESSION ATRIA	1 524,49 €	314,05 €	1 838,54 €	
0001 38620260	*1 524,49 €*	*314,05 €*	*1 838,54 €*	*22/06/1998*
37300/00 ME BRAUN DCPTE FRAIS S/AFF WILM/SERS	802,18 €	157,22 €	959,40 €	
0001 38620260	*802,18 €*	*157,22 €*	*959,40 €*	*11/05/00*
40600/00 SCHWEIZER	74,70 €	6,93 €	81,63 €	
0001 38620260	*74,70 €*	*6,93 €*	*81,63 €*	*22/06/2000*
42098/00 COPIE ACTE VENTE PLOT 20 BON PASTEUR	62,08 €	3,24 €	65,32 €	
0001 38620270	*62,08 €*	*3,24 €*	*65,32 €*	*16/07/1998*
42494/00 SERFATY HONORAIRES BP F DU 280694	1 026,13 €	190,87 €	1 217,00 €	
0001 38620260	*1 026,13 €*	*190,87 €*	*1 217,00 €*	*21/07/1994*
45600/00 HONORAIRES DE CONSULTATION F1377000	1 829,39 €	358,56 €	2 187,95 €	
0001 38620260	*1 829,39 €*	*358,56 €*	*2 187,95 €*	*22/06/2000*
45800/00 SCHWEIZER	360,62 €	74,29 €	434,91 €	
0001 38620260	*360,62 €*	*74,29 €*	*434,91 €*	*22/06/2000*
46992/00 FRANCIS LEFEBVRE NOTE D'HONOR.DU 9/7/92	3 048,98 €	567,11 €	3 616,09 €	
0001 38620260	*3 048,98 €*	*567,11 €*	*3 616,09 €*	*22/07/1992*
53698/00 FRAIS ET HONORAIRES AVOCAT	1 067,14 €	219,83 €	1 286,97 €	
0001 38620270	*1 067,14 €*	*219,83 €*	*1 286,97 €*	*09/09/98*
58392/00 ME ALEXANDRE CONV CEFOP F DU 3-8-92	2 286,74 €	425,33 €	2 712,07 €	
0001 38620260	*2 286,74 €*	*425,33 €*	*2 712,07 €*	*31/08/1992*
58692/00 ME STEPHANE MEYER F DU14-5-92	609,80 €	113,42 €	723,22 €	
0001 38620260	*609,80 €*	*113,42 €*	*723,22 €*	*31/08/1992*
63399/00 HONORAIRES & FRAIS S/FACT SCI PLOT 20	3 907,00 €	614,39 €	4 521,39 €	
0001 38620260	*3 907,00 €*	*614,39 €*	*4 521,39 €*	*29/07/1999*
63399/01 COMPLEMENT/HONORAIRES ARTICLE 8	69,75 €	- €	69,75 €	
0001 38620270	*69,75 €*	*- €*	*69,75 €*	*29/07/1999*
66899/00 BERGMANN FACTURE HONORAIRES	762,25 €	157,02 €	919,27 €	
0001 38620260	*762,25 €*	*157,02 €*	*919,27 €*	*27/09/1999*
72695/00 ME ANDRES PV PERMIS DE DEMOLIR BP	160,07 €	31,41 €	191,48 €	
0001 38620270	*160,07 €*	*31,41 €*	*191,48 €*	*25/10/1995*
75096/00 HONO ALEXANDRE EXPLUSION WEISS BON PASTE	457,35 €	94,21 €	551,56 €	
0001 38620260	*457,35 €*	*94,21 €*	*551,56 €*	*21/10/1996*
80498/00 PV CONSTAT PC PARKING	121,96 €	25,12 €	147,08 €	
0001 38620260	*121,96 €*	*25,12 €*	*147,08 €*	*27/10/1998*
84399/00 CAHN LEVY BERGMANN FACT 991021	762,25 €	157,02 €	919,27 €	
0001 38620260	*762,25 €*	*157,02 €*	*919,27 €*	*13/10/1999*
84496/00 FRAIS EXPULISION MME WEISS	485,84 €	74,68 €	560,52 €	
0001 38620270	*485,84 €*	*74,68 €*	*560,52 €*	*12/11/96*
89797/00 SECOND ORIGINAL CONSTAT HUISSIER AFF SAT	205,81 €	37,68 €	243,49 €	
0001 38620270	*205,81 €*	*37,68 €*	*243,49 €*	*11/12/97*
89997/00 HONORAIRES AFFAIRE SCHARF	2 286,74 €	471,06 €	2 757,80 €	
0001 38620260	*2 286,74 €*	*471,06 €*	*2 757,80 €*	*11/12/97*
91897/00 SECOND ORIGINAL CONSTAT AFF SATP	32,05 €	5,03 €	37,08 €	
0001 38620270	*32,05 €*	*5,03 €*	*37,08 €*	*11/12/97*
92499/00 HONORAIRES ME ALEXANDRE/ME FAVIER-OFPI	866,53 €	178,50 €	1 045,03 €	
0001 38620270	*866,53 €*	*178,50 €*	*1 045,03 €*	*27/09/1999*
96797/00 ASSISTANCE JURIDIQUE DIVERS OPERATIONS	1 060,52 €	218,47 €	1 278,99 €	
0001 38620260	*1 060,52 €*	*218,47 €*	*1 278,99 €*	*19/12/1997*
97298/00 ASA SERS WILM	762,25 €	157,02 €	919,27 €	
0001 38620260	*762,25 €*	*157,02 €*	*919,27 €*	*28/12/1998*
97398/00 AFFAIRE OFPI	2 286,74 €	471,06 €	2 757,80 €	
0001 38620260	*2 286,74 €*	*471,06 €*	*2 757,80 €*	*28/12/1998*
97499/00 AVOCATS HOEPFFNER	1 143,37 €	235,53 €	1 378,90 €	
0001 38620260	*1 143,37 €*	*235,53 €*	*1 378,90 €*	*18/11/1999*
Marché foncier	**15 043,38 €**	**3 052,46 €**	**18 095,84 €**	
15795/00 ME KRANTZ RECTIF LIMITES PARCELLES BP	892,28 €	157,31 €	1 049,59 €	
0001 38620260	*892,28 €*	*157,31 €*	*1 049,59 €*	*28/04/1995*
89795/00 ME LOTZ MAINLEVEE DE CAUTION	14 151,10 €	2 895,15 €	17 046,25 €	
0001 38620270	*14 151,10 €*	*2 895,15 €*	*17 046,25 €*	*27/11/1995*
				55 079,90 €

Divers	***213 337,21 €***	***36 253,85 €***	***249 591,06 €***	
Factures	**82 983,17 €**	**10 750,86 €**	**93 734,03 €**	
00393/00 ALSAMETAL FOURNITURE GRILLAGE	629,61 €	117,11 €	746,72 €	
0001 38610580	*629,61 €*	*117,11 €*	*746,72 €*	*08/04/93*
00396/00 POSE PANNEAU PERMIS CONSTRUIRE BON PASTE	60,55 €	12,48 €	73,03 €	
0001 38610580	*60,55 €*	*12,48 €*	*73,03 €*	*13/12/1996*
00496/00 MISE EN PLACE ECHANTILLON PIERRE BP	1 067,14 €	219,83 €	1 286,97 €	
0001 38610180	*1 067,14 €*	*219,83 €*	*1 286,97 €*	*13/12/1996*
00599/00 TRANSFERT DES CARPES BASSIN INFERIEUR	768,34 €	158,28 €	926,62 €	
0001 38610180	*768,34 €*	*158,28 €*	*926,62 €*	*31/03/1999*
01897/00 CONSO ES STATION POMPAGE RUE BAUTAIN	92,02 €	18,96 €	110,98 €	
0001 38600611	*92,02 €*	*18,96 €*	*110,98 €*	*30/01/1998*
0001 A.S. BON PASTEUR LOT 5 PLOT 23	*375,51 €*	*- €*	*375,51 €*	*01/02/00*
0002 405 FA - 021427/0 0002 ASS.SYNDICALE BON PASTEUR LOT 5	*- 375,51 €*	*- €*	*- 375,51 €*	*01/02/07*
02150/0 REAMENAGEMENT TECHNIQUE DE LA PAROISSE	2 300,00 €	- €	2 300,00 €	
0001 REAMENAGEMENT TECHNIQUE DE LA	*2 300,00 €*	*- €*	*2 300,00 €*	*31/01/2002*
02197/00 CONSO ES STATION POMPAGE RUE BAUTAIN	108,90 €	22,43 €	131,33 €	
0001 38600611	*108,90 €*	*22,43 €*	*131,33 €*	*30/01/1998*
031332/0 REPRISE ANT OFPI rbst ac+dédommagt + int	10 910,20 €	- €	10 910,20 €	
0001 405 - reprise ant OFPI rbst ac+dédommagt+int - SERS SIEGE	*10 910,20 €*	*- €*	*10 910,20 €*	*07/12/02*
040583/0 FORCLUM LC 04583	2 200,00 €	431,20 €	2 631,20 €	
0001 405 - 2406532 - FORCLUM ALSACE	*2 200,00 €*	*431,20 €*	*2 631,20 €*	*13/07/2004*
04094/00 SNC BON PASTEUR FRAIS CAUTION F 10-11-93	834,90 €	- €	834,90 €	
0001 38620320	*834,90 €*	*- €*	*834,90 €*	*23/02/1994*
0500650/0 AF Parking 4e Trimestre 2004	69,07 €	- €	69,07 €	
0001 405 - AF Parking 4e Trimestre 2004 - CEGIP	*69,07 €*	*- €*	*69,07 €*	*04/04/05*
05699/00 CLUB VILLE AMENAGEMENT COTISATION 1999	2 439,18 €	- €	2 439,18 €	
0001 38620810	*2 439,18 €*	*- €*	*2 439,18 €*	*31/03/1999*
10193/00 STE AMENAGEMENT BON PASTEUR FRAIS CAUTIO	564,64 €	- €	564,64 €	
0001 38620320	*564,64 €*	*- €*	*564,64 €*	*08/04/93*
12496/00 PROTOYPE AO/PERF PAREMENTS FACADES BP	1 067,14 €	219,83 €	1 286,97 €	
0001 38610180	*1 067,14 €*	*219,83 €*	*1 286,97 €*	*06/02/97*
13396/00 PROTOTYPE AO/PERFORMANCE PAREMENTS IMMEU	1 067,14 €	219,83 €	1 286,97 €	
0001 38610180	*1 067,14 €*	*219,83 €*	*1 286,97 €*	*06/02/97*
13396/01 ANNULATION DOUBLE PAIEMENT LAPIDIS	- 1 067,14 €	- 219,83 €	- 1 286,97 €	
0001 38610180	*- 1 067,14 €*	*- 219,83 €*	*- 1 286,97 €*	*21/02/1997*
14199/00 FOURNIT ET POSE PERMIS DE CONDUIRE	107,05 €	22,05 €	129,10 €	
0001 38610180	*107,05 €*	*22,05 €*	*129,10 €*	*31/03/1999*
15097/00 FRAIS RESTAURANT HARTWEG BON PASTEUR	121,96 €	- €	121,96 €	
0001 38620561	*121,96 €*	*- €*	*121,96 €*	*25/03/1997*
15997/00 JFZ REDACTION 96/STRAEGIE & AMENAGEMENT	148,09 €	30,51 €	178,60 €	
0001 38610120	*148,09 €*	*30,51 €*	*178,60 €*	*25/03/1997*
16097/00 COTISATION 1997 CLUB DES MAITRES D'OUVRA	2 439,18 €	- €	2 439,18 €	
0001 38620810	*2 439,18 €*	*- €*	*2 439,18 €*	*25/03/1997*
16098/00 CLUB VILLE AMENAGEMENT COTISATION 1998	2 439,18 €	- €	2 439,18 €	
0001 38620810	*2 439,18 €*	*- €*	*2 439,18 €*	*09/04/98*
19090/00 EUROP HELICOPTER BORDEREAU 190	614,74 €	- €	614,74 €	
0001 38610180	*614,74 €*	*- €*	*614,74 €*	*31/05/1990*
19098/00 ES 29-12-97 AU 28-02-98 & ABONNEMENT	114,05 €	23,49 €	137,54 €	
0001 38600611	*114,05 €*	*23,49 €*	*137,54 €*	*14/04/1998*
19490/00 HILTON BORDEREAU 194	550,95 €	- €	550,95 €	
0001 38620561	*550,95 €*	*- €*	*550,95 €*	*31/05/1990*
21894/00 AIRDIASOL PHOTOS BON PASTEUR F 170394	2 073,31 €	385,63 €	2 458,94 €	
0001 38620320	*2 073,31 €*	*385,63 €*	*2 458,94 €*	*29/04/1994*
22393/00 THS PUBLICITE MAGAZINE SERS	570,77 €	106,16 €	676,93 €	
0001 38620320	*570,77 €*	*106,16 €*	*676,93 €*	*12/05/93*
24897/00 SOLDE FACTURE ROUTAGE ET DIFFUSION	62,41 €	15,29 €	77,70 €	
0001 38620600	*62,41 €*	*15,29 €*	*77,70 €*	*15/05/1997*
25001/00 A.M.O.PARTICIP.DEJEURNER AU MAMC	1 457,95 €	284,89 €	1 742,84 €	
0001 38620561	*1 457,95 €*	*284,89 €*	*1 742,84 €*	*11/04/01*
25500/00 SONETMO NETTOYAGE RIVES	333,86 €	68,78 €	402,64 €	
0001 38610180	*333,86 €*	*68,78 €*	*402,64 €*	*12/04/00*
30793/00 BRAESCH REAL MAQUETTE F DU 11-6-93	6 097,96 €	1 134,22 €	7 232,18 €	
0001 38620320	*6 097,96 €*	*1 134,22 €*	*7 232,18 €*	*31/08/1993*
30898/00 ES CONSO 03-04-98	72,82 €	15,00 €	87,82 €	
0001 38600611	*72,82 €*	*15,00 €*	*87,82 €*	*27/05/1998*
32597/00 REPARATION POMPES DE RELEVAGE	1 694,62 €	349,10 €	2 043,72 €	
0001 38610580	*1 694,62 €*	*349,10 €*	*2 043,72 €*	*09/07/97*
38393/00 BRAESCH PROTECTION MAQUETTES	929,94 €	172,97 €	1 102,91 €	
0001 38620320	*929,94 €*	*172,97 €*	*1 102,91 €*	*31/08/1993*
38594/00 SNC BON PASTEUR FRAIS CAUTION F 190594	826,73 €	- €	826,73 €	
0001 38620320	*826,73 €*	*- €*	*826,73 €*	*30/06/1994*
39893/00 THS PUBLICITE STAND FOIRE F 18-6-93	533,57 €	99,25 €	632,82 €	
0001 38620320	*533,57 €*	*99,25 €*	*632,82 €*	*09/11/93*
				48 208,29 €

39893/01 THS PUBLICITE STAND FOIRE F 18-6-93	533,57 €	99,25 €	632,82 €	
0001 38620320	*533,57 €*	*99,25 €*	*632,82 €*	*09/11/93*
39893/02 THS PUBLICITE STAND FOIRE F 8-7-93	1 905,61 €	354,45 €	2 260,06 €	
0001 38620320	*1 905,61 €*	*354,45 €*	*2 260,06 €*	*09/11/93*
39893/03 THS PUBLICITE STAND FOIRE F 30-7-93	307,90 €	57,26 €	365,16 €	
0001 38620320	*307,90 €*	*57,26 €*	*365,16 €*	*09/11/93*
39893/04 THS PUBLICITE STAND FOIRE F 19-8-93	876,70 €	163,07 €	1 039,77 €	
0001 38620320	*876,70 €*	*163,07 €*	*1 039,77 €*	*09/11/93*
39893/05 THS PUBLICITE STAND FOIRE F 1-9-93	27,75 €	5,16 €	32,91 €	
0001 38620320	*27,75 €*	*5,16 €*	*32,91 €*	*08/10/93*
39893/06 THS PUBLICITE STAND FOIRE F 23-9-93	143,03 €	26,61 €	169,64 €	
0001 38620320	*143,03 €*	*26,61 €*	*169,64 €*	*30/11/1993*
39893/07 THS PUBLICITE STAND EXPO F DU 23-9-93	5 041,94 €	937,81 €	5 979,75 €	
0001 38620320	*5 041,94 €*	*937,81 €*	*5 979,75 €*	*08/11/93*
39893/08 THS PUBLICITE FOIRE RACC EAU TELEPHONE	8,74 €	1,63 €	10,37 €	
0001 38620320	*8,74 €*	*1,63 €*	*10,37 €*	*30/11/1993*
40097/00 ARROSAGE VOIRIE BON PASTEUR	503,08 €	103,64 €	606,72 €	
0001 38610180	*503,08 €*	*103,64 €*	*606,72 €*	*09/07/97*
41790/00 METEO RENS	33,54 €	- €	33,54 €	
0001 38610180	*33,54 €*	*- €*	*33,54 €*	*25/06/1990*
41890/00 METEO RENS	22,87 €	- €	22,87 €	
0001 38610180	*22,87 €*	*- €*	*22,87 €*	*25/06/1990*
43891/00 SURVEILLANCE MAI 1991	2 325,99 €	432,63 €	2 758,62 €	
0001 38610180	*2 325,99 €*	*432,63 €*	*2 758,62 €*	*28/06/1991*
43996/00 PHI COMMUNICATION RAPPORT ANNUEL SERS 95	609,80 €	125,61 €	735,41 €	
0001 38620880	*609,80 €*	*125,61 €*	*735,41 €*	*08/07/96*
44096/00 ROUTAGE & DIFFUSION RAPOORT ANNUEL 95	353,68 €	- €	353,68 €	
0001 38620600	*353,68 €*	*- €*	*353,68 €*	*08/07/96*
44196/00 PHI COMMUNICATION 1ER ACPTE RAP ANNUEL 9	609,80 €	125,61 €	735,41 €	
0001 38620880	*609,80 €*	*125,61 €*	*735,41 €*	*08/07/96*
44496/00 PHI COMMUNICATION SOLDE RAPPORT ANNUEL	1 871,31 €	385,49 €	2 256,80 €	
0001 38620880	*1 871,31 €*	*385,49 €*	*2 256,80 €*	*08/07/96*
51093/00 AIRDIASOL FOIRE EUR PLANCHES F 24-8-93	906,92 €	168,69 €	1 075,61 €	
0001 38620320	*906,92 €*	*168,69 €*	*1 075,61 €*	*08/10/93*
52193/00 THS PUBLICITE DEPLIANTS SERS F 30-6-93	684,19 €	127,26 €	811,45 €	
0001 38620320	*684,19 €*	*127,26 €*	*811,45 €*	*31/08/1993*
53393/00 EUROPE ADRESSES MANUTENTION ADRESSES	28,15 €	4,90 €	33,05 €	
0001 38620320	*28,15 €*	*4,90 €*	*33,05 €*	*31/08/1993*
53493/00 EUROPE ADRESSES FRAIS EXP MAGAZINE	24,81 €	- €	24,81 €	
0001 38620320	*24,81 €*	*- €*	*24,81 €*	*29/06/1993*
53493/01 EUROPE ADRESSES FRAIS EXP MAGAZINE	4,58 €	- €	4,58 €	
0001 38620320	*4,58 €*	*- €*	*4,58 €*	*31/08/1993*
54091/00 FRANCE TELECOM INSTALL TELEPHONE	159,46 €	29,66 €	189,12 €	
0001 38620600	*159,46 €*	*29,66 €*	*189,12 €*	*26/08/1991*
54897/00 ARROSAGE VOIRIE BON PASTEUR MAI 1997	578,54 €	119,18 €	697,72 €	
0001 38610580	*578,54 €*	*119,18 €*	*697,72 €*	*25/08/1997*
54997/00 ARROSAGE VOIRIE BON PASTEUR JUIN 97	327,00 €	67,37 €	394,37 €	
0001 38610580	*327,00 €*	*67,37 €*	*394,37 €*	*25/08/1997*
59296/00 REALISATION RAPPORT ANNUEL SERS 95	101,38 €	20,88 €	122,26 €	
0001 38620880	*101,38 €*	*20,88 €*	*122,26 €*	*23/08/1996*
59396/00 REALISATION RAPPORT ANNUEL SERS 1995	509,94 €	105,05 €	614,99 €	
0001 38620880	*509,94 €*	*105,05 €*	*614,99 €*	*23/08/1996*
59597/00 FRAIS D'HEBERGEMENT COLLOQUE DE LILLE	198,09 €	- €	198,09 €	
0001 38620561	*198,09 €*	*- €*	*198,09 €*	*15/09/1997*
60697/00 CONSO ES STATION POMPAGE BON PASTEUR	125,39 €	25,84 €	151,23 €	
0001 38600611	*125,39 €*	*25,84 €*	*151,23 €*	*22/09/1997*
60993/00 AIRDIASOL FOIRE EUR PHOTOS F 10-9-93	441,80 €	82,17 €	523,97 €	
0001 38620320	*441,80 €*	*82,17 €*	*523,97 €*	*08/10/93*
61593/00 VIDEOTEC ASS GEN POSTE MONTAGE F 15-7-93	107,42 €	19,98 €	127,40 €	
0001 38610180	*107,42 €*	*19,98 €*	*127,40 €*	*08/10/93*
62593/00 THS PUBLICITE STAND FOIRE F 23-9-93	587,69 €	109,31 €	697,00 €	
0001 38620320	*587,69 €*	*109,31 €*	*697,00 €*	*08/10/93*
63695/00 RENTOKIL DERATISATION BON PASTEUR	265,26 €	54,65 €	319,91 €	
0001 38610520	*265,26 €*	*54,65 €*	*319,91 €*	*25/10/1995*
64301/00 ULP-ANALYSES DE L'ETANG-F 23/8/01	31,40 €	6,16 €	37,56 €	
0001 38610120	*31,40 €*	*6,16 €*	*37,56 €*	*16/10/2001*
69994/00 PAPETERIE BERNHART ACHAT PAPIER	30,85 €	5,74 €	36,59 €	
0001 38600641	*30,85 €*	*5,74 €*	*36,59 €*	*14/10/1994*
71193/00 FR 3 ALSACE CASSETTES F DU 22-9-93	51,83 €	9,64 €	61,47 €	
0001 38610180	*51,83 €*	*9,64 €*	*61,47 €*	*08/11/93*
71299/00 TECHNIQUE POMPAGE FONTAINES LC 71299	1 201,30 €	247,47 €	1 448,77 €	
0001 38610580	*1 201,30 €*	*247,47 €*	*1 448,77 €*	*18/11/1999*
72095/00 MISSION SECURITE KESSLER BON PASTEUR	5 137,53 €	1 058,33 €	6 195,86 €	
0001 38610180	*5 137,53 €*	*1 058,33 €*	*6 195,86 €*	*25/10/1995*
				31 759,34 €

72797/00 FOURNITURE DE CARPES LAC BON PASTEUR	411,61 €	22,64 €	434,25 €	
0001 38600680	*411,61 €*	*22,64 €*	*434,25 €*	*27/10/1997*
73401/00 E.S.-BRANCH PROVISOIRE-F 28/9/01	189,76 €	31,15 €	220,91 €	
0001 38600611	*189,76 €*	*31,15 €*	*220,91 €*	*30/10/2001*
77493/00 SNC BON PASTEUR FRAIS CAUTION F 8-11-93	1 917,32 €	- €	1 917,32 €	
0001 38620320	*1 917,32 €*	*- €*	*1 917,32 €*	*30/11/1993*
78201/00 E.S.-CONSOMMATION ELECT-F 10/10/01	519,24 €	101,77 €	621,01 €	
0001 38600611	*519,24 €*	*101,77 €*	*621,01 €*	*07/12/01*
79297/00 ARROSAGE VORIE BON PASTEUR JUILLET 97	256,11 €	52,76 €	308,87 €	
0001 38610580	*256,11 €*	*52,76 €*	*308,87 €*	*04/11/97*
79397/00 ARROSAGE VOIRIE BON PASTEUR AOUT 97	1 053,04 €	216,93 €	1 269,97 €	
0001 38610580	*1 053,04 €*	*216,93 €*	*1 269,97 €*	*04/11/97*
81193/00 SOFEX FOIRE FRAIS GARDIENNAGE F 4-11-93	41,16 €	7,66 €	48,82 €	
0001 38620320	*41,16 €*	*7,66 €*	*48,82 €*	*30/11/1993*
81595/00 EDITIONS HIRLE CADEAU SOCIETE	1 029,03 €	56,60 €	1 085,63 €	
0001 38610180	*1 029,03 €*	*56,60 €*	*1 085,63 €*	*18/12/1995*
83393/00 AIRDIASOL FOIRE REPORTAGE F DU 23-11-93	9,15 €	1,70 €	10,85 €	
0001 38620320	*9,15 €*	*1,70 €*	*10,85 €*	*20/12/1993*
85496/00 LAPIDIS INDEM PROTOTYPE PIERRE FACADE BP	1 067,14 €	219,83 €	1 286,97 €	
0001 38610180	*1 067,14 €*	*219,83 €*	*1 286,97 €*	*12/11/96*
86392/00 MAITRISE + PORTAIL F DU 5-11-92	47,26 €	8,79 €	56,05 €	
0001 38610180	*47,26 €*	*8,79 €*	*56,05 €*	*10/12/92*
90893/00 D.N.A. FOIRE COMMUNIQUE F DU 31-12-93	56,83 €	10,56 €	67,39 €	
0001 38620320	*56,83 €*	*10,56 €*	*67,39 €*	*25/01/1994*
91997/00 NETTOYAGE DES DEUX BASSINS DU BONPASTEUR	3 265,46 €	672,68 €	3 938,14 €	
0001 38610580	*3 265,46 €*	*672,68 €*	*3 938,14 €*	*11/12/97*
96594/00 SCOP ESPACES VERTS ENTRETIEN LYCEE CH	1 934,58 €	359,83 €	2 294,41 €	
0001 38610580	*1 934,58 €*	*359,83 €*	*2 294,41 €*	*27/01/1995*
97990/00 DHL TRANSP MAQUETTE	205,81 €	- €	205,81 €	
0001 38620511	*205,81 €*	*- €*	*205,81 €*	*19/11/1990*
Lettres de commande divers	**8 648,07 €**	**1 648,62 €**	**10 296,69 €**	
00044/00 Lot - électricité Bâtiement F - ELLICO	71,37 €	- €	71,37 €	
0003 405 MT - 00044/00 0003 ELLICO S.A.	*71,37 €*	*- €*	*71,37 €*	*20/08/2004*
04903/0 SONETMO-NETTOYAGE ETANGS ET CURAGE	2 760,00 €	540,96 €	3 300,96 €	
0001 405 LF - 04903/0 0001 SONETMO S.A.	*2 760,00 €*	*540,96 €*	*3 300,96 €*	*27/10/2004*
11500/00 TPF LC 1115/00 COFFRET PROTECTION	1 448,27 €	283,86 €	1 732,13 €	
0001 38610580	*1 448,27 €*	*283,86 €*	*1 732,13 €*	*22/12/2000*
32295/01 SAS SO TONTE BON PASTEUR	- €	- €	- €	
0001 38610580	*993,97 €*	*184,88 €*	*1 178,85 €*	*10/08/95*
0002 405 FA - 32295/01 0002 RENO-VERT	- *993,97 €*	- *184,88 €*	- *1 178,85 €*	*10/12/95*
32295/00 TONTE ET TVAUX MACONNERIE BON PASTEUR	3 241,07 €	602,84 €	3 843,91 €	
0001 38610580	*1 253,13 €*	*233,08 €*	*1 486,21 €*	*10/07/95*
0003 38610580	*993,97 €*	*184,88 €*	*1 178,85 €*	*20/09/1995*
0004 405 LF - 32295/00 0004 RENO-VERT	*993,97 €*	*184,88 €*	*1 178,85 €*	*09/06/95*
61301/00 ATOUT SERVICES LC 613/01 Nettoyage chant	1 127,36 €	220,96 €	1 348,32 €	
0001 405 LF - 61301/00 0001 ATOUT SERVICES S.A.R.L.	*1 127,36 €*	*220,96 €*	*1 348,32 €*	*18/12/2001*
64195/00 ME KRANTZ PROVISON MAINLEVEE CAUTION	17 074,29 €	- €	17 074,29 €	
0001 467307227	*17 074,29 €*	*- €*	*17 074,29 €*	*21/09/1995*
89695/00 ME KRANTZ PROVISION MAINLEVEE CAUTION	- 17 074,29 €	- €	- 17 074,29 €	
0001 467307227	- *17 074,29 €*	*- €*	- *17 074,29 €*	*27/11/1995*
				24 063,09 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

Marchés de travaux	**121 705,97 €**	**23 854,37 €**	**145 560,34 €**	
01001/00 TRAU LOT 8 SANITAIRE	122 466,42 €	24 003,41 €	146 469,83 €	
0001 383102	*11 070,19 €*	*2 169,76 €*	*13 239,95 €*	*31/05/2001*
0002 383102	*30 780,20 €*	*6 032,92 €*	*36 813,12 €*	*20/06/2001*
0003 383102	*40 468,20 €*	*7 931,77 €*	*48 399,97 €*	*16/07/2001*
0004 383102	*21 273,17 €*	*4 169,54 €*	*25 442,71 €*	*13/09/2001*
0005 383102	*9 208,20 €*	*1 804,81 €*	*11 013,01 €*	*13/09/2001*
0006 383102	*8 600,84 €*	*1 685,76 €*	*10 286,60 €*	*16/10/2001*
0011 405 MT - 01001/00 0011 TRAU S.A	*1 065,62 €*	*208,85 €*	*1 274,47 €*	*21/07/2003*
01002/00 QUALTIHERM LOT 9 CHAUFFAGE VENTILLATION	- 267,16 €	- 52,36 €	- 319,52 €	
0007 MT - 01002/00 0007 QUALITHERM	- *267,16 €*	- *52,36 €*	- *319,52 €*	*24/12/2001*
01003/00 ELLICO SEETA LOT 10 ELECTRICITE	- 292,46 €	- 57,32 €	- 349,78 €	
0007 MT - 01003/00 0007 ELLICO - SE	- *292,46 €*	- *57,32 €*	- *349,78 €*	*24/12/2001*
01004/00 FORBETON LOT 11 PERCEMENTS	- 25,31 €	- 4,96 €	- 30,27 €	
0005 405 MT - 01004/00 0005 FORBETO	- *25,31 €*	- *4,96 €*	- *30,27 €*	*16/05/2002*
01005/00 PIERROT MARC LOT 18 PLATRERIE	- 98,55 €	- 19,32 €	- 117,87 €	
0005 405 MT - 01005/00 0005 PIERROT	- *98,55 €*	- *19,32 €*	- *117,87 €*	*05/04/02*
01012/00 TURQUOISE LOT 27 PEINTURE DECORATION	- 76,97 €	- 15,08 €	- 92,05 €	
0007 MT - 01012/00 0007 TURQUOISE S	- *76,97 €*	- *15,08 €*	- *92,05 €*	*24/12/2001*
				145 560,34 €

Impôts		*129 868,57 €*		*- €*		*129 868,57 €*	
Factures		**129 868,57 €**		**- €**		**129 868,57 €**	
RA Rbst TF 92-93		5 057,31 €		- €		5 057,31 €	
Rbst TF 92-93		*5 057,31 €*		*- €*		*5 057,31 €*	*21/12/95*
021525/0 TAXES FONCIERES 2002		3 577,00 €		- €		3 577,00 €	
0001 TAXES FONCIERES 2002		*3 577,00 €*		*- €*		*3 577,00 €*	*30/09/2002*
02749/0 RBST EXCEDENT TAXE FONCIERE 2001	-	1 479,00 €		- €	-	1 479,00 €	
0001 RBST EXCEDENT TAXE FONCIERE 20	-	*1 479,00 €*		*- €*	-	*1 479,00 €*	*31/05/2002*
032261/0 TAXES FONCIERES 2003		3 817,00 €		- €		3 817,00 €	
0001 405 - Réf avis 03 67 4398324 88 - TRESOR PUBLIC		*3 817,00 €*		*- €*		*3 817,00 €*	*15/10/2003*
041568/0 Taxes Foncières 2004		4 000,00 €		- €		4 000,00 €	
0001 405 - Taxes Foncières 2004 - TRESOR PUBLIC		*4 000,00 €*		*- €*		*4 000,00 €*	*14/10/2004*
0501856/0 Taxes Foncières 2005		4 025,00 €		- €		4 025,00 €	
0001 405 - Taxes Foncières 2005 - TRESOR PUBLIC		*4 025,00 €*		*- €*		*4 025,00 €*	*14/10/2005*
06001/00 TP ENREGIST.AVENANT PROMESSE ESPACE 2		100,62 €		- €		100,62 €	
0001 38630540		*100,62 €*		*- €*		*100,62 €*	*20/02/2001*
06001857/0 Taxes Foncières 2006		4 325,00 €		- €		4 325,00 €	
0001 405 - Taxes Foncières 2006 - TRESOR PUBLIC		*4 325,00 €*		*- €*		*4 325,00 €*	*13/10/2006*
06399/00 T.P.FR.ENREGISTR.PROMESSE VENTE OHAYON		163,12 €		- €		163,12 €	
0001 38630540		*163,12 €*		*- €*		*163,12 €*	*16/12/1999*
06597/00 DROITS D'ENREGISTREMENT KAUFMANN & B.D.		236,91 €		- €		236,91 €	
0001 38630540		*236,91 €*		*- €*		*236,91 €*	*30/01/1998*
070001599/0 TAXES FONCIERES 2007		1 670,37 €		- €		1 670,37 €	
0001 405 - TAXES FONCIERES 2007 - TRESOR PUBLIC		*21 594,37 €*		*- €*		*21 594,37 €*	*25/10/2007*
0002 405 FA - 070001599/0 0002 TRESOR PUBLIC	-	*19 924,00 €*		*- €*	-	*19 924,00 €*	*17/12/2007*
0800001523/0 TAXES FONCIERES 2008		1 719,00 €		- €		1 719,00 €	
0001 405 - TAXES FONCIERES 2008 - TRESOR PUBL		*1 719,00 €*		*- €*		*1 719,00 €*	*27/10/2008*
0800001523/0 TAXES FONCIERES 2009		1 749,00 €		- €		1 749,00 €	
0001 405 - TAXES FONCIERES 2009 - TRESOR PUBL		*1 749,00 €*		*- €*		*1 749,00 €*	*26/10/09*
14799/00 TAXE PERMIS CONSTRUIRE BD J SEB BACH		2 267,98 €		- €		2 267,98 €	
0001 38630580		*2 267,98 €*		*- €*		*2 267,98 €*	*31/05/2000*
20300/00 FRAIS ENREGISTREMENT STE ESPACE 2		222,58 €		- €		222,58 €	
0001 38630540		*222,58 €*		*- €*		*222,58 €*	*28/03/2000*
36398/00 TF COMPLEMENTAIRE BON PASTEUR		5 825,99 €		- €		5 825,99 €	
0001 38630512		*5 825,99 €*		*- €*		*5 825,99 €*	*12/06/98*
43798/00 FRAIS D'ENREGISTREMENT S/ATRIA PAYES TP		192,09 €		- €		192,09 €	
0001 38630540		*192,09 €*		*- €*		*192,09 €*	*24/07/1998*
46993/00 TRESOR PUBLIC TAXES FONCIERES 91		6 384,72 €		- €		6 384,72 €	
0001 38630512		*6 384,72 €*		*- €*		*6 384,72 €*	*18/08/1993*
55201/00 DEGREVEMENT TAXE FONCIERE 2000	-	1 901,65 €		- €	-	1 901,65 €	
0001 38630512	-	*1 901,65 €*		*- €*	-	*1 901,65 €*	*20/07/2001*
56201/00 DEGREVEMENT T.DEP.CAUE BD S.BACH	-	2 267,98 €		- €	-	2 267,98 €	
0001 38630580	-	*2 267,98 €*		*- €*	-	*2 267,98 €*	*14/08/2001*
64193/00 TRESORERIES STRAS CENTRE TAXES FONC 93		38 926,33 €		- €		38 926,33 €	
0001 38630512		*38 926,33 €*		*- €*		*38 926,33 €*	*15/10/1993*
66995/00 TAXES FONCIERE 1995		529,00 €		- €		529,00 €	
0001 38630512		*529,00 €*		*- €*		*529,00 €*	*13/10/1995*
67094/00 TRESOR PUBLIC TAXE FONCIERE BON PASTEUR		7 272,73 €		- €		7 272,73 €	
0001 38630512		*7 272,73 €*		*- €*		*7 272,73 €*	*14/10/1994*
70701/00 TAXES FONCIERES 2001		10 000,81 €		- €		10 000,81 €	
0001 38630512		*10 000,81 €*		*- €*		*10 000,81 €*	*12/10/01*
70997/00 TAXE FONCIERE 1997 BON PASTEUR		425,18 €		- €		425,18 €	
0001 38630512		*425,18 €*		*- €*		*425,18 €*	*14/10/1997*
73092/00 TP STRASBOURG TAXES FONC 92		13 256,36 €		- €		13 256,36 €	
0001 38630512		*13 256,36 €*		*- €*		*13 256,36 €*	*15/10/1992*
74298/00 TAXE FONCIERE 98 TERRAINS BON PASTEUR		8 920,25 €		- €		8 920,25 €	
0001 38630512		*8 920,25 €*		*- €*		*8 920,25 €*	*14/10/1998*
77001/1 TAXES FONCIERES 2001	-	10 000,81 €		- €	-	10 000,81 €	
0001 TAXES FONCIERES 2001	-	*10 000,81 €*		*- €*	-	*10 000,81 €*	*13/03/2002*
77001/2 TAXES FONCIERES 2001		5 204,00 €		- €		5 204,00 €	
0001 TAXES FONCIERES 2001		*5 204,00 €*		*- €*		*5 204,00 €*	*13/03/2002*
78699/00 TAXES FONCIERES		6 960,52 €		- €		6 960,52 €	
0001 38630512		*6 960,52 €*		*- €*		*6 960,52 €*	*13/10/1999*
79096/00 TAXES FONCIERES 1996		556,44 €		- €		556,44 €	
0001 38630512		*556,44 €*		*- €*		*556,44 €*	*14/10/1996*
89890/00 CONGREGATION SOEURS TAXES FONC 89		5 686,50 €		- €		5 686,50 €	
0001 38630512		*5 686,50 €*		*- €*		*5 686,50 €*	*15/12/1990*
91800/00 TAXES FONCIERES 2000		7 058,69 €		- €		7 058,69 €	
0001 38630512		*7 058,69 €*		*- €*		*7 058,69 €*	*13/10/2000*
93695/00 T.P.DEGREVEMENT TAXE FONCIERE 1992	-	1 445,67 €		- €	-	1 445,67 €	
0001 38630512	-	*1 445,67 €*		*- €*	-	*1 445,67 €*	*06/12/95*
93795/00 T.P.DEGREVEMENT TAXE FONCIERE 1993	-	1 542,78 €		- €	-	1 542,78 €	
0001 38630512	-	*1 542,78 €*		*- €*	-	*1 542,78 €*	*06/12/95*
93895/00 T.P.DEGREVEMENT TAXE FONCIERE 1994	-	1 624,04 €		- €	-	1 624,04 €	
							131 492,61 €

0001 38630512	- *1 624,04 €*	*- €*	- *1 624,04 €*	*06/12/95*
Organic CSS	***3 784,00 €***	***- €***	***3 784,00 €***	
Factures	**3 784,00 €**	**- €**	**3 784,00 €**	
060000012/0 ORGANIC 2005	1 520,00 €	- €	1 520,00 €	
0001 405 - ORGANIC 2005 - ORGANIC CSS	*1 520,00 €*	*- €*	*1 520,00 €*	*20/12/2008*
070000524/0 ORGANIC 2006	40,00 €	- €	40,00 €	
0001 405 - ORGANIC 2006 - ORGANIC CSS	*40,00 €*	*- €*	*40,00 €*	*15/05/2007*
0800000755/0 ORGANIC 2007	2 184,00 €	- €	2 184,00 €	
0001 405 - ORGANIC 2007 - ORGANIC CSS	*2 184,00 €*	*- €*	*2 184,00 €*	*15/05/2008*
09000000147/0 ORGANIC CSS 2008	40,00 €	- €	40,00 €	
0001 405 - ORGANIC CSS 2008 - ORGANIC CSS	*40,00 €*	*- €*	*40,00 €*	*04/05/09*
				2 159,96 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

Charges de copropriété		***9 370,05 €***		***300,88 €***	***9 670,93 €***	
Factures		**9 370,05 €**		**300,88 €**	**9 670,93 €**	
PV CARENCE ASL		321,35 €		38,65 €	360,00 €	
PV CARENCE ASL		*321,35 €*		*38,65 €*	*360,00 €*	*06/07/09*
02188/0 CEGIP-APPEL FONDS		314,75 €		60,76 €	375,51 €	
0001 CEGIP-APPEL FONDS		*314,75 €*		*60,76 €*	*375,51 €*	*08/03/02*
02300/0 CEGIP-APPEL FONDS 2002		350,23 €		- €	350,23 €	
0001 405 FA - 02300/0 0001 CEGIP		*350,23 €*		*- €*	*350,23 €*	*05/04/02*
040557/0 ASSOCIATION SYNDIC CONC SONETMO		451,01 €		88,40 €	539,41 €	
0001 405 - ASSOCIATION SYNDIC CONC SONETMO - ASS.SYNDICALE BON PA		*451,01 €*		*88,40 €*	*539,41 €*	*05/04/04*
0501302/0 ASS - Travaux portes garages 2004		64,93 €		4,14 €	69,07 €	
0001 405 - ASS.SYNDICALE BON PASTEUR LOT 5		*64,93 €*		*4,14 €*	*69,07 €*	*08/08/05*
08501/00 CEGIP PLOT 23 AF 1T01		373,19 €		- €	373,19 €	
0001 409205445		*373,19 €*		*- €*	*373,19 €*	*09/03/01*
08601/00 CEGIP AF 1T2001 BAT E ET F		1 169,32 €		- €	1 169,32 €	
0001 409205445		*1 169,32 €*		*- €*	*1 169,32 €*	*27/03/2001*
40500/00 CEGIP FACT 028/012005 PLOTS 23		499,78 €		- €	499,78 €	
0001 409205445		*499,78 €*		*- €*	*499,78 €*	*09/03/01*
51201/00 ASSOCIATION SYNDICALE AF 2T2001 PLOT23		746,38 €		- €	746,38 €	
0001 409205445		*746,38 €*		*- €*	*746,38 €*	*06/08/01*
53798/00 AVCE SUR CHARGES 01 01 98 AU300998		1 275,83 €		- €	1 275,83 €	
0001 409205445		*1 275,83 €*		*- €*	*1 275,83 €*	*09/09/98*
54300/00 ASERH AF 1T2000 EXERCICE 2000		499,78 €		- €	499,78 €	
0001 409205445		*499,78 €*		*- €*	*499,78 €*	*30/10/2000*
54400/00 ASERH AF 2T2000		499,78 €		- €	499,78 €	
0001 409205445		*499,78 €*		*- €*	*499,78 €*	*30/10/2000*
59899/00 AF 1SEMESTRE 1999		999,57 €		- €	999,57 €	
0001 409203140		*999,57 €*		*- €*	*999,57 €*	*27/09/1999*
59999/00 AF 3T 99		499,78 €		- €	499,78 €	
0001 409203140		*499,78 €*		*- €*	*499,78 €*	*27/09/1999*
60099/00 AF 3T 99		383,17 €		- €	383,17 €	
0001 409205445		*383,17 €*		*- €*	*383,17 €*	*27/09/1999*
60099/01 APPEL DE FONDS T.3 99	-	383,17 €		- €	- 383,17 €	
0001 409205445	-	*383,17 €*		*- €*	- *383,17 €*	*27/09/1999*
60099/02 APPEL DE FONDS T.3 99		383,17 €		- €	383,17 €	
0001 409205445		*383,17 €*		*- €*	*383,17 €*	*30/10/2000*
67099/00 DECOMPTE CHARGES EXERC 98		460,93 €		61,66 €	522,59 €	
0001 38610400		*460,93 €*		*61,66 €*	*522,59 €*	*27/09/1999*
67199/00 DECPTE CHARGES EXERC 98	-	1 333,29 €		47,27 €	- 1 286,02 €	
0001 38610400	-	*1 333,29 €*		*47,27 €*	- *1 286,02 €*	*27/09/1999*
67199/01 DECPTE CHARGES EXERC 98		1 333,29 €	-	47,27 €	1 286,02 €	
0001 38610400		*1 333,29 €*	-	*47,27 €*	*1 286,02 €*	*27/09/1999*
67199/02 DECPTE CHARGES EXERC.98	-	1 333,29 €		47,27 €	- 1 286,02 €	
0001 38610400	-	*1 333,29 €*		*47,27 €*	- *1 286,02 €*	*30/10/2000*
75898/00 AF 4T 98		410,83 €		- €	410,83 €	
0001 409205445		*410,83 €*		*- €*	*410,83 €*	*27/10/1998*
76299/00 APPEL FONDS 4ème TRIM 99 LOT 11		499,78 €		- €	499,78 €	
0001 409203140		*499,78 €*		*- €*	*499,78 €*	*27/09/99*
76599/00 APPEL FONDS 4ème TRIM 99 LOT 5		383,17 €		- €	383,17 €	
0001 409205445		*383,17 €*		*- €*	*383,17 €*	*30/10/2000*
84500/00 ASS.BON PASTEUR AF 3T2000		499,78 €		- €	499,78 €	
0001 409205445		*499,78 €*		*- €*	*499,78 €*	*30/10/2000*
						9 670,93 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

REMUNERATION	**1 469 235,93 €**	**81 007,43 €**	**1 550 243,36 €**	*1 550 243,36 €*
Rém. gestion financière	***418 079,08 €***	***81 007,43 €***	***499 086,51 €***	
Factures	**418 079,08 €**	**81 007,43 €**	**499 086,51 €**	
031637/0 RA REM 4/1000 OP 202 REPORTE EN 91	47 566,83 €	8 847,43 €	56 414,26 €	
0001 405 - RA 4/1000 OP 202 - SERS SIEGE	*47 566,83 €*	*8 847,43 €*	*56 414,26 €*	*31/12/1991*
12392/01 SER REMUNER.TRESORERIE 4 0/00 12/92	129,41 €	24,07 €	153,48 €	
0001 38620242	*129,41 €*	*24,07 €*	*153,48 €*	*05/05/93*
44693/00 SERS REMUNER.TRESOR.4 0/00 1ER SEMEST.93	3 978,51 €	740,01 €	4 718,52 €	
0001 38620242	*3 978,51 €*	*740,01 €*	*4 718,52 €*	*12/08/93*
75492/00 REMUNERATION 4 0/00 01.01.92 AU 30.09.92	106 115,03 €	19 737,39 €	125 852,42 €	
0001 38620242	*106 115,03 €*	*19 737,39 €*	*125 852,42 €*	*19/10/1992*
91993/00 REMUNERATION 4 0/00 JUILLET-DECEMBRE 93	48 814,34 €	9 079,47 €	57 893,81 €	
0001 38620242	*48 814,34 €*	*9 079,47 €*	*57 893,81 €*	*23/02/1994*
92892/00 REMUNERATION 4 0/00 OCTOBRE-NOVEMBRE 92	18 735,48 €	3 484,80 €	22 220,28 €	
0001 38620242	*18 735,48 €*	*3 484,80 €*	*22 220,28 €*	*11/12/92*
98691/00 REMUNERATION TRESORERIE 1.9. AU 31.12.90	572,31 €	106,45 €	678,76 €	
0001 38620242	*572,31 €*	*106,45 €*	*678,76 €*	*18/12/1991*
98791/00 REMUNERATION TRESORERIE 1.1. AU 31.5.91	5 235,64 €	973,82 €	6 209,46 €	
0001 38620242	*5 235,64 €*	*973,82 €*	*6 209,46 €*	*18/12/1991*
98991/00 4 0/00 01.06.91 - 31.12.91	17 624,83 €	3 278,22 €	20 903,05 €	
0001 38620242	*17 624,83 €*	*3 278,22 €*	*20 903,05 €*	*18/05/1992*
99999/04 DEPENSES DIVERSES HORS MARCHE	169 306,70 €	34 735,77 €	204 042,47 €	
0001 38620242	*2 257,40 €*	*419,88 €*	*2 677,28 €*	*29/08/1994*
0001 38620242	*3,34 €*	*0,62 €*	*3,96 €*	*29/08/1994*
0001 38620242	*106,03 €*	*19,73 €*	*125,76 €*	*29/08/1994*
0001 38620242	*141,88 €*	*26,39 €*	*168,27 €*	*29/08/1994*
0001 38620242	*75,40 €*	*14,02 €*	*89,42 €*	*29/08/1994*
0001 38620242	*120,50 €*	*22,41 €*	*142,91 €*	*29/08/1994*
0001 38620242	*346,24 €*	*64,40 €*	*410,64 €*	*29/08/1994*
0001 38620242	*4,09 €*	*0,76 €*	*4,85 €*	*28/09/1994*
0001 38620242	*105,85 €*	*19,69 €*	*125,54 €*	*13/10/1994*
0001 38620242	*419,52 €*	*78,03 €*	*497,55 €*	*18/11/1994*
0001 38620242	*154,19 €*	*28,68 €*	*182,87 €*	*19/12/1994*
0001 38620242	*637,03 €*	*118,49 €*	*755,52 €*	*31/12/1994*
0001 38620242	*139,83 €*	*26,01 €*	*165,84 €*	*23/02/1995*
0001 38620242	*70,64 €*	*13,14 €*	*83,78 €*	*15/03/1995*
0001 38620242	*249,38 €*	*46,38 €*	*295,76 €*	*16/05/1995*
0001 38620242	*554,84 €*	*103,20 €*	*658,04 €*	*22/06/1995*
0001 38620242	*395,92 €*	*73,64 €*	*469,56 €*	*03/07/95*
0001 38620242	*698,15 €*	*129,85 €*	*828,00 €*	*30/10/1995*
0001 38620242	*589,40 €*	*109,63 €*	*699,03 €*	*30/10/1995*
0001 38620242	*17 980,75 €*	*3 704,03 €*	*21 684,78 €*	*03/11/95*
0001 38620242	*9 698,88 €*	*1 997,96 €*	*11 696,84 €*	*07/11/95*
0001 38620242	*9 956,16 €*	*2 050,96 €*	*12 007,12 €*	*01/12/95*
0001 38620242	*966,83 €*	*199,16 €*	*1 165,99 €*	*31/12/95*
0001 38620242	*1 991,33 €*	*410,21 €*	*2 401,54 €*	*31/12/1995*
0001 38620242	*815,22 €*	*167,94 €*	*983,16 €*	*29/04/1996*
0001 38620242	*476,06 €*	*98,06 €*	*574,12 €*	*02/05/96*
0001 38620242	*1 329,98 €*	*273,98 €*	*1 603,96 €*	*06/06/96*
0001 38620242	*2 176,56 €*	*448,38 €*	*2 624,94 €*	*06/06/96*
0001 38620242	*451,31 €*	*92,98 €*	*544,29 €*	*17/06/1996*
0001 38620242	*7 473,52 €*	*1 539,55 €*	*9 013,07 €*	*18/07/1996*
0001 38620242	*8 237,46 €*	*1 696,92 €*	*9 934,38 €*	*26/08/1996*
0001 38620242	*4 617,22 €*	*951,15 €*	*5 568,37 €*	*03/10/96*
0001 38620242	*10 499,43 €*	*2 162,89 €*	*12 662,32 €*	*04/11/96*
0001 38620242	*5 759,94 €*	*1 186,55 €*	*6 946,49 €*	*28/11/1996*
0001 38620242	*1 497,31 €*	*308,44 €*	*1 805,75 €*	*17/12/1996*
0001 38620242	*3 179,74 €*	*655,02 €*	*3 834,76 €*	*31/12/1996*
0001 38620242	*1 578,55 €*	*325,19 €*	*1 903,74 €*	*22/05/1997*
0001 38620242	*32 744,56 €*	*6 745,37 €*	*39 489,93 €*	*22/05/1997*
				449 874,17 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

0001 38620242	3 557,09 €	732,76 €	4 289,85 €	22/05/1997
0001 38620242	5 627,58 €	1 159,29 €	6 786,87 €	22/05/1997
0001 38620242	408,35 €	84,12 €	492,47 €	20/08/1997
0001 38620242	1 562,16 €	321,80 €	1 883,96 €	20/08/1997
0001 38620242	1 318,33 €	271,57 €	1 589,90 €	20/08/1997
0001 38620242	1 309,87 €	269,83 €	1 579,70 €	26/09/1997
0001 38620242	892,13 €	183,79 €	1 075,92 €	28/10/1997
0001 38620242	1 145,42 €	235,95 €	1 381,37 €	27/11/1997
0001 38620242	291,43 €	60,03 €	351,46 €	19/12/1997
0001 38620242	6 378,46 €	1 313,96 €	7 692,42 €	31/12/1997
0001 38620242	2 024,06 €	416,96 €	2 441,02 €	29/05/1998
0001 38620242	729,22 €	150,22 €	879,44 €	29/05/1998
0001 38620242	687,38 €	141,60 €	828,98 €	29/05/1998
0001 38620242	3 788,11 €	780,34 €	4 568,45 €	05/06/98
0001 38620242	5 615,76 €	1 156,85 €	6 772,61 €	18/06/1998
0001 38620242	2 970,69 €	611,96 €	3 582,65 €	11/08/98
0001 38620242	1 203,00 €	247,82 €	1 450,82 €	27/08/1998
0001 38620242	289,70 €	59,68 €	349,38 €	02/10/98
0001 38620242	1 007,52 €	207,55 €	1 215,07 €	20/10/1998
				49 212,34 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

6300 Rém. concession (sur dépenses)	***1 051 156,85 €***	***- €***	***1 051 156,85 €***	
6300 Rém. concession (sur dépenses)	**931 422,20 €**	**- €**	**931 422,20 €**	
99999/01 DEPENSES DIVERSES HORS MARCHE	931 422,20 €	- €	931 422,20 €	
Solde DGD	*30 893,35 €*	- €	*30 893,35 €*	*29/09/09*
0001 38620241	*365 308,25 €*	- €	*365 308,25 €*	*31/12/1992*
0001 38620241	*10 965,27 €*	- €	*10 965,27 €*	*02/07/93*
0001 38620241	*121,96 €*	- €	*121,96 €*	*05/07/93*
0001 38620241	*558,29 €*	- €	*558,29 €*	*05/07/93*
0001 38620241	*22,83 €*	- €	*22,83 €*	*05/07/93*
0001 38620241	*8,06 €*	- €	*8,06 €*	*23/07/1993*
0001 38620241	*1 736,65 €*	- €	*1 736,65 €*	*17/09/1993*
0001 38620241	*1 638,42 €*	- €	*1 638,42 €*	*29/09/1993*
0001 38620241	*5 983,27 €*	- €	*5 983,27 €*	*09/11/93*
0001 38620241	*458,32 €*	- €	*458,32 €*	*17/12/1993*
0001 38620241	*4 383,51 €*	- €	*4 383,51 €*	*20/01/1994*
0001 38620241	*11 291,53 €*	- €	*11 291,53 €*	*21/06/1994*
0001 38620241	*33,40 €*	- €	*33,40 €*	*21/06/1994*
0001 38620241	*1 059,76 €*	- €	*1 059,76 €*	*21/06/1994*
0001 38620241	*1 389,43 €*	- €	*1 389,43 €*	*21/06/1994*
0001 38620241	*1 186,42 €*	- €	*1 186,42 €*	*21/07/1994*
0001 38620241	*1 779,03 €*	- €	*1 779,03 €*	*18/08/1994*
0001 38620241	*36,36 €*	- €	*36,36 €*	*28/09/1994*
0001 38620241	*1 058,33 €*	- €	*1 058,33 €*	*13/10/1994*
0001 38620241	*1 145,90 €*	- €	*1 145,90 €*	*18/11/1994*
0001 38620241	*14,70 €*	- €	*14,70 €*	*19/12/1994*
0001 38620241	*6 226,36 €*	- €	*6 226,36 €*	*23/01/1995*
0001 38620241	*1 381,97 €*	- €	*1 381,97 €*	*21/02/1995*
0001 38620241	*654,00 €*	- €	*654,00 €*	*14/03/1995*
0001 38620241	*2 318,94 €*	- €	*2 318,94 €*	*16/05/1995*
0001 38620241	*1 428,09 €*	- €	*1 428,09 €*	*21/06/1995*
0001 38620241	*800,04 €*	- €	*800,04 €*	*30/06/1995*
0001 38620241	*1 057,11 €*	- €	*1 057,11 €*	*30/10/1995*
0001 38620241	*2 253,20 €*	- €	*2 253,20 €*	*30/10/1995*
0001 38620241	*178 666,75 €*	- €	*178 666,75 €*	*06/11/95*
0001 38620241	*5 265,23 €*	- €	*5 265,23 €*	*07/11/95*
0001 38620241	*2 926,44 €*	- €	*2 926,44 €*	*01/12/95*
0001 38620241	*258,79 €*	- €	*258,79 €*	*12/12/95*
0001 38620241	*16 457,83 €*	- €	*16 457,83 €*	*31/12/1995*
0001 38620241	*1 278,66 €*	- €	*1 278,66 €*	*26/04/1996*
0001 38620241	*444,88 €*	- €	*444,88 €*	*30/04/1996*
0001 38620241	*2 793,43 €*	- €	*2 793,43 €*	*06/06/96*
0001 38620241	*2 074,62 €*	- €	*2 074,62 €*	*07/06/96*
0001 38620241	*594,23 €*	- €	*594,23 €*	*17/06/1996*
0001 38620241	*4 724,83 €*	- €	*4 724,83 €*	*18/07/1996*
0001 38620241	*17 491,46 €*	- €	*17 491,46 €*	*26/08/1996*
0001 38620241	*1 612,91 €*	- €	*1 612,91 €*	*03/10/96*
0001 38620241	*913,90 €*	- €	*913,90 €*	*04/11/96*
0001 38620241	*2 425,76 €*	- €	*2 425,76 €*	*28/11/1996*
0001 38620241	*11 028,44 €*	- €	*11 028,44 €*	*17/12/1996*
0001 38620241	*4 015,50 €*	- €	*4 015,50 €*	*31/12/1996*
0001 38620241	*639,14 €*	- €	*639,14 €*	*22/05/1997*
0001 38620241	*654,05 €*	- €	*654,05 €*	*22/05/1997*
0001 38620241	*9 260,02 €*	- €	*9 260,02 €*	*22/05/1997*
0001 38620241	*2 941,91 €*	- €	*2 941,91 €*	*22/05/1997*
0001 38620241	*2 096,03 €*	- €	*2 096,03 €*	*20/08/1997*
0001 38620241	*1 640,62 €*	- €	*1 640,62 €*	*20/08/1997*
0001 38620241	*2 636,36 €*	- €	*2 636,36 €*	*20/08/1997*
0001 38620241	*9 552,36 €*	- €	*9 552,36 €*	*26/09/1997*
0001 38620241	*2 393,49 €*	- €	*2 393,49 €*	*28/10/1997*
0001 38620241	*4 467,21 €*	- €	*4 467,21 €*	*27/11/1997*
0001 38620241	*1 095,48 €*	- €	*1 095,48 €*	*19/12/1997*
0001 38620241	*5 677,35 €*	- €	*5 677,35 €*	*31/12/1997*
0001 38620241	*5 765,32 €*	- €	*5 765,32 €*	*29/05/1998*
0001 38620241	*398,92 €*	- €	*398,92 €*	*29/05/1998*
0001 38620241	*23,51 €*	- €	*23,51 €*	*29/05/1998*
0001 38620241	*715,20 €*	- €	*715,20 €*	*05/06/98*
0001 38620241	*3 267,60 €*	- €	*3 267,60 €*	*18/06/1998*
0001 38620241	*2 185,11 €*	- €	*2 185,11 €*	*11/08/98*
0001 38620241	*4 410,99 €*	- €	*4 410,99 €*	*27/08/1998*
0001 38620241	*812,21 €*	- €	*812,21 €*	*20/10/1998*
0001 38620241	*1 810,32 €*	- €	*1 810,32 €*	*18/11/1998*
0001 38620241	*974,28 €*	- €	*974,28 €*	*17/12/1998*
0001 38620241	*5 831,78 €*	- €	*5 831,78 €*	*31/12/1998*
0001 38620241	*8 976,46 €*	- €	*8 976,46 €*	*16/06/1999*
				788 392,13 €

0001 38620241	*91,47 €*	*- €*	*91,47 €*	*15/07/1999*
0001 38620241	*4 436,61 €*	*- €*	*4 436,61 €*	*10/08/99*
0001 38620241	*1 169,07 €*	*- €*	*1 169,07 €*	*27/08/1999*
0001 38620241	*19 775,15 €*	*- €*	*19 775,15 €*	*06/10/99*
0001 38620241	*2 949,64 €*	*- €*	*2 949,64 €*	*03/11/99*
0001 38620241	*- 98,90 €*	*- €*	*- 98,90 €*	*09/12/99*
0001 38620241	*117,91 €*	*- €*	*117,91 €*	*20/12/1999*
0001 38620241	*5 695,25 €*	*- €*	*5 695,25 €*	*31/12/1999*
0001 38620241	*1 991,51 €*	*- €*	*1 991,51 €*	*11/07/00*
0001 38620241	*3 060,67 €*	*- €*	*3 060,67 €*	*26/07/2000*
0001 38620241	*58,09 €*	*- €*	*58,09 €*	*02/08/00*
0001 38620241	*5 308,73 €*	*- €*	*5 308,73 €*	*11/08/00*
0001 38620241	*7 916,10 €*	*- €*	*7 916,10 €*	*06/09/00*
0001 38620241	*3 226,08 €*	*- €*	*3 226,08 €*	*04/10/00*
0001 38620241	*19 602,93 €*	*- €*	*19 602,93 €*	*03/11/00*
0001 38620241	*3 390,48 €*	*- €*	*3 390,48 €*	*22/12/2000*
0001 38620241	*3 428,32 €*	*- €*	*3 428,32 €*	*31/12/2000*
0001 38620241	*11 093,74 €*	*- €*	*11 093,74 €*	*31/12/2000*
0001 38620241	*3 278,62 €*	*- €*	*3 278,62 €*	*20/06/2001*
0001 38620241	*6 432,18 €*	*- €*	*6 432,18 €*	*08/08/01*
0001 38620241	*870,46 €*	*- €*	*870,46 €*	*10/08/01*
0001 38620241	*5 819,60 €*	*- €*	*5 819,60 €*	*13/08/2001*
0001 38620241	*9 101,79 €*	*- €*	*9 101,79 €*	*16/08/2001*
0001 38620241	*5 680,91 €*	*- €*	*5 680,91 €*	*26/09/2001*
0001 38620241	*5 774,55 €*	*- €*	*5 774,55 €*	*26/10/2001*
0001 38620241	*12 859,11 €*	*- €*	*12 859,11 €*	*29/10/2001*
022242/0 REM SERS/DEPENSES ARICAL/BON PASTEUR	45 250,46 €	- €	45 250,46 €	
0001 REM SERS/DEPENSES ARICAL/BON P	*45 250,46 €*	*- €*	*45 250,46 €*	*27/12/2002*
03685/0 ANNUL/REM SERS/DEP.ARICAL BON PASTEUR	- 45 250,46 €	- €	- 45 250,46 €	
0001 405 FA - 03685/0 0001 SERS SIEGE	*- 45 250,46 €*	*- €*	*- 45 250,46 €*	*07/12/04*
Rémunération sers suite	**119 734,65 €**	**- €**	**119 734,65 €**	
031272/0 REPRISE ANT REM OCTOBRE 2001	13 511,61 €	- €	13 511,61 €	
0001 405 - REPRISE ANT REM OCTOBRE 2001 - SERS SIEGE	*13 511,61 €*	*- €*	*13 511,61 €*	*31/10/2001*
0400186/0 REM SERS /DEPENSES ARICAL+BON PASTEUR	45 250,46 €	- €	45 250,46 €	
0001 405 - REM SERS /DEPENSES ARICAL+BON PASTEUR - SERS SIEGE	*45 250,46 €*	*- €*	*45 250,46 €*	*20/01/2005*
0001 405 - SOLDE REM GYMNASE SELON ANNEXE1 -	*11 379,24 €*	*- €*	*11 379,24 €*	*12/11/07*
0002 405 05 - 070001508/0 0002 SERS SIEGE	*- 11 379,24 €*	*- €*	*- 11 379,24 €*	*28/10/2008*
0001 405 - SOLDE REM ZAC SELON ANNEXE 2 - SERS SIEGE	*41 678,39 €*	*- €*	*41 678,39 €*	*12/11/07*
0002 405 05 - 070001509/0 0002 SERS SIEGE	*- 41 678,39 €*	*- €*	*- 41 678,39 €*	*28/10/2008*
99999/05 REMUNERATIONS OPE-405	60 972,58 €	- €	60 972,58 €	
0001 REMUNERATIONS OPE-405	*10 957,11 €*	*- €*	*10 957,11 €*	*31/12/2001*
0001 REMUNERATIONS OPE-405	*1 871,72 €*	*- €*	*1 871,72 €*	*31/01/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405	*124,66 €*	*- €*	*124,66 €*	*28/02/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405	*3 719,05 €*	*- €*	*3 719,05 €*	*31/03/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405	*1 493,23 €*	*- €*	*1 493,23 €*	*30/04/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405	*4 075,19 €*	*- €*	*4 075,19 €*	*31/05/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405	*7 833,67 €*	*- €*	*7 833,67 €*	*31/07/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405	*1 096,20 €*	*- €*	*1 096,20 €*	*30/09/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Octobre	*140,47 €*	*- €*	*140,47 €*	*31/10/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Novembre	*378,53 €*	*- €*	*378,53 €*	*30/11/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Décembre	*779,60 €*	*- €*	*779,60 €*	*31/12/2002*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Février	*221,06 €*	*- €*	*221,06 €*	*28/02/2003*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Mars	*84,28 €*	*- €*	*84,28 €*	*31/03/2003*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Avril	*458,01 €*	*- €*	*458,01 €*	*30/04/2003*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Mai	*664,44 €*	*- €*	*664,44 €*	*31/05/2003*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Juillet	*113,55 €*	*- €*	*113,55 €*	*31/07/2003*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Août	*3 284,32 €*	*- €*	*3 284,32 €*	*31/08/2003*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Octobre	*514,32 €*	*- €*	*514,32 €*	*31/10/2003*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Décembre	*837,98 €*	*- €*	*837,98 €*	*31/12/2003*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Janvier	*300,15 €*	*- €*	*300,15 €*	*31/01/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Février	*104,07 €*	*- €*	*104,07 €*	*29/02/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Mars	*127,52 €*	*- €*	*127,52 €*	*31/03/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Mai	*553,32 €*	*- €*	*553,32 €*	*31/05/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Juin	*1 382,17 €*	*- €*	*1 382,17 €*	*30/06/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Juillet	*175,42 €*	*- €*	*175,42 €*	*31/07/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Août	*3 786,75 €*	*- €*	*3 786,75 €*	*31/08/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Octobre	*1 930,61 €*	*- €*	*1 930,61 €*	*31/10/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Novembre	*110,76 €*	*- €*	*110,76 €*	*30/11/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Décembre	*214,33 €*	*- €*	*214,33 €*	*31/12/2004*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Janvier	*440,46 €*	*- €*	*440,46 €*	*31/01/2005*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Février	*756,93 €*	*- €*	*756,93 €*	*28/02/2005*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Mars	*3 324,80 €*	*- €*	*3 324,80 €*	*31/03/2005*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Avril	*219,00 €*	*- €*	*219,00 €*	*30/04/2005*
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Mai	*732,57 €*	*- €*	*732,57 €*	*31/05/2005*
				254 598,39 €

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

0001 REMUNERATIONS OPE-405 Juin	283,75 €	- €	283,75 €	30/06/2005
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Août	2,60 €	- €	2,60 €	31/08/2005
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Octobre	188,84 €	- €	188,84 €	31/10/2005
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Décembre	199,72 €	- €	199,72 €	31/12/2005
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Février	43,86 €	- €	43,86 €	28/02/2006
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Mai	67,18 €	- €	67,18 €	31/05/2006
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Juin	212,69 €	- €	212,69 €	30/06/2006
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Juillet	2 097,27 €	- €	2 097,27 €	31/07/2006
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Août	14,65 €	- €	14,65 €	31/08/2006
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Octobre	173,00 €	- €	173,00 €	31/10/2006
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Novembre	0,07 €	- €	0,07 €	30/11/2006
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Décembre	1 012,63 €	- €	1 012,63 €	31/12/2006
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Mai - 405	1,60 €	- €	1,60 €	31/05/2007
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Juin - 405	100,00 €	- €	100,00 €	30/06/2007
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Août - 405	64,00 €	- €	64,00 €	31/08/2007
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Septembre - 405	3,17 €	- €	3,17 €	30/09/2007
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Octobre - 405	1 538,75 €	- €	1 538,75 €	31/10/2007
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Décembre - 405	- 695,88 €	- €	- 695,88 €	31/12/2007
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Février - 405	1 594,22 €	- €	1 594,22 €	29/02/2008
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Avril - 405	950,58 €	- €	950,58 €	30/04/2008
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Mai - 405	87,36 €	- €	87,36 €	31/05/2008
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Août - 405	32,41 €	- €	32,41 €	31/08/2008
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Octobre - 405	68,76 €	- €	68,76 €	31/10/2008
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Décembre - 405	67,50 €	- €	67,50 €	31/12/2008
0001 REMUNERATIONS OPE-405 Janvier - 405	57,60 €	- €	57,60 €	31/01/2009
				8 166,33 €

EMPRUNT			VERSEMENTS	ANNUITE	INTERETS	COMMISSIO et FRAIS	CAPITAL
CLF 33105024							
17/07/1990		OUVERTURE DE CREDIT	6 250 409,70€				6 250 409,70€
01/09/1990		PRLVT CLF		53 723,55€	53 723,55€		
01/10/1990		PRLVT CLF		52 034,66€	52 034,66€		
01/11/1990		INT CAP 10/90		53 284,74€	53 284,74€		
24/08/1990		INT CAP OUV CREDIT		26 694,45€	26 694,45€		
01/12/1990		INT CAP OUV CREDIT		51 357,53€	51 357,53€		
31/01/1991		INT		53 338,57€	53 338,57€		
28/02/1991		INT CAP OUVERTURE DE CREDIT		54 630,32€	54 630,32€		
28/03/1991		PRLVT INT CAP		46 669,73€	46 669,73€		
01/07/1991		INT CAP 6/91 CLF		53 850,95€	53 850,95€		
01/07/1991		INT CAP		154 064,14€	154 064,14€		
					54 542,99€		54 542,99€
					53 116,44€		53 116,44€
					58 710,57€		58 710,57€
					51 800,47€		51 800,47€
					-1 312,07€		-1 312,07€
					-1 277,75€		-1 277,75€
					50 843,82€		50 843,82€
					53 817,72€		53 817,72€
01/07/1992		RBST CRED CLF		6 927 668,92€			
01/07/1992					55 115,11€		55 115,11€
01/07/1992					59 463,50€		59 463,50€
01/07/1992					59 130,03€		59 130,03€
01/07/1992							-6 921 418,51€
01/07/1992					59 070,17€		59 070,17€
01/07/1992					60 155,43€		60 155,43€
01/07/1992					57 832,36€		57 832,36€
31/12/1991		COMMISSION /CLF				6 250,00€	
TOTAL			6 250 409,70€	7 527 317,56€	1 270 657,43€	6 250,00€	-0,02€

EMPRUNT OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"			VERSEMENTS	ANNUITE	INTERETS	COMISSIONS et FRAIS	CAPITAL
21/02/1997		DEBLOCAGE EMPRUNT	2 286 735,26€				
23/08/1999		CAISSE EPARGNE		301 118,73€	15 276,82€		285 841,91€
21/05/1999		CAISSE EPARGNE		306 119,53€	20 277,62€		285 841,91€
22/11/1999		CAISSE EPARGNE		299 365,09€	13 523,18€		285 841,91€
21/02/2000		CAISSE EPARGNE		299 848,16€	14 006,25€		285 841,91€
22/05/2000		CAISSE EPARGNE		297 278,44€	11 436,53€		285 841,91€
21/08/2000		CAISSE EPARGNE		296 413,06€	10 571,15€		285 841,91€
21/11/2000		CAISSE EPARGNE		293 419,58€	7 577,67€		285 841,91€
21/02/2001		CAISSE EPARGNE		289 794,39€	3 952,48€		285 841,91€
TOTAL			2 286 735,26€	2 383 356,98€	96 621,70€	0,00€	2 286 735,28€

EMPRUNT OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"			VERSEMENTS	ANNUITE	INTERETS	COMISSIONS et FRAIS	CAPITAL
	EMPRUNT CE 88572220516						
31/12/1993		DEBLOCAGE EMPRUNT	1 295 816,65€				
29/03/1996		CAISSE EPARGNE		121 734,33€	25 322,33€		96 412,00€
01/07/1996		CAISSE EPARGNE		119 815,76€	21 439,36€		98 376,40€
07/10/1996		CAISSE EPARGNE		120 061,70€	19 680,88€		100 380,82€
30/12/1996		CAISSE EPARGNE		120 312,65€	17 886,57€		102 426,08€
01/04/1997		CAISSE EPARGNE		120 568,71€	16 055,71€		104 513,01€
10/07/1997		CAISSE EPARGNE		120 830,00€	14 187,54€		106 642,46€
30/09/1997		CAISSE EPARGNE		121 096,60€	12 281,30€		108 815,30€
31/12/1997		CAISSE EPARGNE		121 368,64€	10 336,23€		111 032,41€
31/03/1998		CAISSE EPARGNE		121 646,22€	8 351,52€		113 294,70€
30/06/1998		CAISSE EPARGNE		121 929,46€	6 326,38€		115 603,08€
30/09/1998		CAISSE EPARGNE		121 851,74€	3 893,25€		117 958,49€
29/12/1998		CAISSE EPARGNE		122 362,92€	2 001,02€		120 361,90€
TOTAL			1 295 816,65€	1 453 578,73€	157 762,09€	0,00€	1 295 816,65€

EMPRUNT OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"			VERSEMENTS	ANNUITE	INTERETS	COMISSIONS et FRAIS	CAPITAL
	CLF						
10/12/1993		DEBLOCAGE EMPRUNT CLF	1 295 816,65€				
01/04/1996		CLF		116 230,70€	19 214,53€		97 016,17€
01/07/1996		CLF		113 227,39€	14 342,32€		98 885,08€
01/10/1996		CLF		113 084,98€	12 294,49€		100 789,99€
02/01/1997		CLF		113 013,57€	10 281,97€		102 731,60€
01/04/1997		CLF		113 639,99€	8 929,39€		104 710,60€
01/07/1997		CLF		114 493,66€	7 765,92€		106 727,74€
01/10/1997		CLF		115 537,44€	6 753,11€		108 783,73€
02/01/1998		CLF		116 633,44€	5 754,11€		110 879,33€
01/04/1998		CLF		117 968,72€	4 953,43€		113 015,29€
01/07/1998		CLF		118 844,47€	3 652,06€		115 192,41€
01/10/1998		CLF		119 863,31€	2 451,85€		117 411,46€
04/01/1999		CLF		120 901,78€	1 228,52€		119 673,26€
31/12/1996		REGL REM INT CLF		67 224,90€			67 224,90€
01/08/1991		INT CAP OUV CREDIT		67 224,90€	67 224,90€		
31/12/1996		Regul rem int clf /caisse épargne		-67 224,90€	-67 224,90€		
			1 295 816,65€	1 460 664,35€	97 621,70€	0,00€	1 363 041,56€
02/01/1995		CLF		21 415,17€	21 415,17€		
03/04/1995		CLF		23 320,20€	23 320,20€		
03/07/1995		CLF		28 969,60€	28 969,60€		
02/10/1995		CLF		25 586,53€	25 586,53€		
02/01/1996		CLF		23 944,26€	23 944,26€		
TOTAL				1 583 900,11 €	220 857,46 €	0,00 €	1 363 041,56 €

EMPRUNT GP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"			VERSEMENTS	ANNUITE	INTERETS	COMISSIONS et FRAIS	CAPITAL
	EMPRUNT SOGENAL						
16/12/1993		DEBLOCAGE EMPRUNT	1 753 163,70€				
27/12/1995		SOGENAL		266 305,03€	266 305,03€		0
19/12/1996		SOGENAL		329 257,17€	37 063,32€		292 193,85€
18/06/1996		SOGENAL		346 417,24€	54 223,39€		292 193,85€
16/06/1997		SOGENAL		317 527,88€	25 334,03€		292 193,85€
16/12/1997		SOGENAL		317 147,22€	24 953,37€		292 193,85€
16/06/1998		SOGENAL		322 438,41€	19 055,92€		292 194,46€
16/12/1998		SOGENAL		290 586,20€	9 580,38€		292 193,85€
24/12/1997		SOGENAL		3 787,57€	3 787,57€		
			1 753 163,70€	2 193 466,72€	440 303,01€	0,00€	1 753 163,71€
31/07/1997		SOGENAL		12 777,81€	12 777,81€		
09/12/1997		SOGENAL		10 838,23€	10 838,23€		
TOTAL				2 217 082,76 €	463 919,05 €	0,00 €	1 753 163,71 €

EMPRUNT OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"			VERSEMENTS	ANNUITE	INTERETS	COMISSIONS et FRAIS	CAPITAL
	EMPRUNT CREDIT MUTUEL 502765,50						
15/12/1993		DEBLOCAGE EMPRUNT CLMU	1 600 714,68€				
27/12/1995		BFCM		62 631,00€	21 046,62€	1 109,80€	40 474,58€
11/01/1996		BFCM		48 087,24€	7 398,14€		40 689,10€
01/04/1996		BFCM		47 502,14€	6 597,38€		41 121,55€
01/04/1996		BFCM		47 134,71€	6 013,16€		40 904,75€
25/04/1996		BFCM		49 250,86€	7 844,84€	58,98€	41 339,49€
10/05/1996		BFCM		48 982,52€	7 423,93€		41 558,59€
11/06/1996		BECM		46 779,68€	5 000,83€		41 778,85€
10/07/1996		BECM		48 976,17€	6 975,89€		42 000,28€
09/08/1996		BFCM 7 671,95 TTC		49 897,28€	6 833,44€	795,69€	42 222,88€
17/09/1996		BFCM 6 611,54 TTC		49 058,20€	6 611,54€		42 446,66€
10/10/1996		BFCM		48 970,72€	6 299,10€	77,34€	42 671,63€
08/11/1996		BFCM 6 622,17 TTC		49 601,75€	6 149,04€	550,47€	42 897,79€
10/12/1996		BFCM		48 508,34€	5 383,19€		43 125,15€
09/01/1997		BFCM		49 050,23€	5 696,52€		43 353,71€
07/02/1997		BFCM		49 755,09€	5 463,23€	708,38€	43 583,48€
07/03/1997		BFCM		49 449,03€	5 028,01€	606,54€	43 814,48€
09/04/1997		BFCM		49 048,14€	5 001,44€		44 046,69€
09/05/1997		BFCM		49 032,18€	4 687,44€	64,59€	44 280,14€
09/06/1997		BFCM		49 578,32€	4 524,83€	538,66€	44 514,83€
09/07/1997		BFCM		48 978,45€	4 227,69€		44 750,76€
08/08/1997		BFCM		49 508,29€	4 043,06€	477,30€	44 987,93€
12/09/1997		BFCM		49 026,55€	3 800,18€		45 226,37€
09/10/1997		BFCM		48 976,26€	3 510,18€		45 466,07€
07/11/1997		BFCM		49 062,91€	3 300,74€	55,13€	45 707,04€
08/12/1997		BFCM		48 970,25€	3 020,96€		45 949,29€
09/01/1998		BFCM		49 357,78€	3 164,95€		46 192,82€
10/02/1998		BFCM		49 034,28€	2 596,65€		46 437,64€
09/03/1998		BFCM		49 253,62€	2 569,86€		46 683,76€
09/04/1998		BFCM		49 029,65€	2 098,46€		46 931,18€
12/05/1998		BFCM		49 005,79€	1 825,88€		47 179,92€
09/06/1998		BFCM		48 982,97€	1 553,00€		47 429,97€
09/07/1998		BFCM		48 962,90€	1 281,54€		47 681,35€
07/08/1998		BFCM		49 194,31€	1 260,25€		47 934,06€
09/09/1998		BFCM		49 061,62€	873,52€		48 188,11€
07/10/1998		BFCM		48 960,45€	516,94€		48 443,51€
10/11/1998		BFCM		48 981,56€	281,30€		48 700,25€
			1 600 714,68€	**1 775 641,24€**	**169 903,73€**	**5 042,88€**	**1 600 714,66€**
03/12/1998		BFCM		10,19€	10,19€		
23/12/1994		BFCM		109 910,01€	109 910,01€		
13/01/1995		BFCM		10 842,29€	10 842,29€		
24/02/1995		BFCM		9 310,78€	9 310,78€	3,95€	
06/04/1995		BFCM		9 346,25€	9 311,53€	29,27€	
10/08/1995		BFCM 58 534,91 TTC		58 546,51€	56 177,46€	2 319,83€	
25/10/1995		BFCM		17 930,07€	17 705,19€	220,12€	
15/06/1993		INT SUR CREDIT	11,73€				
01/12/1993		INTERETS SWAP BEFM	1 128,12€				
27/06/1996			-1 128,12€				
04/07/1996		BFCM		6 645,16€	5 182,78€		
04/07/1996		BFCM		-1 462,38€			
04/07/1996		BFCM		1 770,70€		1 786,48€	
07/03/1997		BFCM		73,54€		70,77€	
TOTAL			**1 600 726,41€**	**1 998 564,36€**	**388 353,96€**	**9 473,30€**	**1 600 714,66€**

45

EMPRUNT GP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"			VERSEMENTS	ANNUITE	INTERETS	COMISSIONS et FRAIS	CAPITAL
30/04/1992		PRLVT INT /DI MIS DS INTERETS POOL EN CPT		27 988,37€	7 927,35€		
30/04/1992					10 180,42€		
30/04/1992					9 880,60€		
31/01/1993		INTERETS		153 629,99€	153 629,99€		
31/01/1993		PRLVTS INTERETS		120 379,89€	120 379,89€		
28/07/1993		BON PASTEUR INTERETS		38 634,95€	38 634,95€		
12/05/1993		BON PASTEUR INTERETS		102 453,83€	102 453,83€		
				4 979,13€	4 979,13€		
				8 786,70€	8 786,70€		
				77 740,06€	77 740,06€		
31/12/1993		INTERET SUR EMPRUNTce 88572221916		17 601,51€	17 601,51€		
30/06/1993		CAISSE EPARGNE		26 402,26€	26 402,26€		
01/07/1993		CAISSE EPARGNE		23 123,13€	23 123,13€		
30/09/1993		CAISSE EPARGNE		26 402,26€	26 402,26€		
03/10/1993		CAISSE EPARGNE		21 283,79€	21 283,79€		
01/04/1994		CAISSE EPARGNE		30 787,04€	24 962,47€		
					5 824,57€		
31/01/1994		PRELVT INTERETS		282 010,62€	282 010,62€		
23/12/1994		CAISSE EPARGNE		26 402,26€	26 402,26€		
31/03/1995		CAISSE EPARGNE		26 402,26€	26 402,26€		
30/06/1995		CAISSE EPARGNE		26 402,26€	26 402,26€		
31/03/1994		CAISSE EPARGNE		26 402,26€	26 402,26€		
29/09/1995		CAISSE EPARGNE		26 402,26€	26 402,26€		
29/12/1995		CAISSE EPARGNE		26 402,26€	26 402,26€		
31/03/1996		CAISSE EPARGNE		44 513,42€	44 513,42€		
31/03/1997		CAISSE EPARGNE		120 360,42€	120 360,42€		
31/03/1997		CAISSE EPARGNE		8 392,95€	8 392,95€		
21/05/1997		CAISSE EPARGNE		21 802,59€	21 802,59€		
21/08/1997		CAISSE EPARGNE		22 238,04€	22 238,04€		
21/11/1997		CAISSE EPARGNE		22 215,69€	22 215,69€		
21/02/1998		CAISSE EPARGNE		23 790,05€	23 790,05€		
22/05/1998		CAISSE EPARGNE		23 030,80€	23 030,80€		
23/11/1998		CAISSE EPARGNE		23 053,15€	23 053,15€		
21/08/1998		CAISSE EPARGNE		23 231,80€	23 231,80€		
22/02/1999		CAISSE EPARGNE		23 254,10€	23 254,10€		
31/12/1993		CAISSE EPARGNE		222,32€		222,32€	
31/12/1994		CAISSE EPARGNE		333,48€		333,48€	
31/12/1997		CAISSE EPARGNE		571,68€		571,68€	
31/12/1996		CAISSE EPARGNE		442,93€		442,93€	
31/03/1997		CAISSE EPARGNE		838,47€		838,47€	
24/05/1991		CAISSE EPARGNE		7 431,89€		7 431,98€	
31/12/1993		CAISSE EPARGNE		647,91€		647,91€	
29/12/1995		CAISSE EPARGNE		2 629,75€		2 629,75€	
29/12/1995		CAISSE EPARGNE		12,43€		12,43€	
29/12/1995		CAISSE EPARGNE		367,04€		367,04€	
TOTAL				1 489 998,00€	1 476 500,10€	13 497,99€	0,00€

EMPRUNT OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"			VERSEMENTS	ANNUITE	INTERETS	COMISSIONS et FRAIS	CAPITAL
INTERETS SUR DETTES							
31/12/1996		CDC agios 1990		45 369,79€	45 369,79€		
31/12/1996		regul int 91/41 mf		-41 343,50€	-41 343,50€		
11/05/2000		CARPA		5 529,18€		5 529,18€	
FRAIS DE CAUTIONS BANCAIRES							
24/11/1995		SNC BON PASTEUR		1 388,78€		1 388,78€	
20/09/1995		SNC BON PASTEUR		3 927,15€		3 927,15€	
10/08/1995		SNC BON PASTEUR		1 388,78€		1 388,78€	
10/08/1995		SNC BON PASTEUR		1 388,78€		1 388,78€	
TOTAL				17 648,96€	4 026,29€	13 622,67€	0,00€
TOTAL GENERAL					*4 078 698,08 €*	*42 843,96 €*	*8 299 471,84 €*

INTERETS ET FAIS SUR EMPRUNTS	*4 121 542,04€*
INTERETS SUR TRESORERIE	*155 588,65€*
	4 277 130,69€

	INTERETS SUR POOL DE TRESORERIE			TTC
31/12/2002				46 935,45€
31/12/2003				2 784,00€
31/12/1990				333,12€
30/11/1991				1 597,04€
30/11/1991				1 922,81€
30/11/1991				2 063,49€
30/11/1991				
30/11/1991				1 803,65€
31/12/1991				6 542,66€
31/12/1991				1 897,71€
31/12/2001				-117,48€
31/12/1992				18 711,70€
01/01/1994				2 058,86€
01/01/1994				2 283,63€
01/01/1994				1 317,40€
01/01/1994				1 347,21€
01/01/1994				1 479,90€
01/01/1994				1 985,51€
01/01/1994				1 544,33€
01/01/1995				133,80€
01/01/1996				768,33€
01/01/1996				497,76€
01/01/1996				692,55€
01/01/1996				1 173,53€
01/01/1996				889,96€
01/01/1996				453,84€
01/01/1996				736,40€
01/01/1996				7 812,46€
01/01/1996				752,45€
01/01/1997				1 959,73€
01/01/1997				207,57€
01/01/1997				586,70€
01/01/1997				518,75€
01/01/1997				480,37€
01/01/1997				684,07€
01/01/1997				1 460,00€
01/01/1997				1 506,64€
01/01/1997				187,61€
01/01/1997				159,25€
01/01/1997				1 278,55€
01/01/1997				-2 639,84€
01/01/1998				1 884,86€
01/01/1998				10,28€
01/01/1998				102,12€
01/01/1998				263,36€
01/01/1998				506,30€
01/01/1998				667,92€
01/01/1998				617,88€
01/01/1999				1 722,53€
01/01/1999				3 223,28€
01/01/1999				950,48€
01/01/1999				586,62€
01/01/1999				363,12€
01/01/1999				1 300,51€
01/01/1999				779,34€
01/01/1999				947,15€
01/01/1999				993,53€
01/01/1999				7,29€
01/01/1999				1 186,87€
01/01/1999				297,30€
01/01/1999				19,55€
01/01/1999				1 995,38€
30/09/2000				198,04€
31/10/2000				475,44€
30/11/2000				952,80€
31/12/2000				2 980,30€
31/01/2001				3 455,14€
28/02/2001				2 923,42€
31/03/2001				4 375,45€
30/04/2001				5 239,65€
31/05/2001				2 344,08€
31/08/2001				67,03€
01/01/1996				-4 093,07€
01/01/1996				1 453,23€
	TOTAL			155 588,65€

OP 405 AMENAGEMENT "BON PASTEUR"
LIGNE TVA = TVA SUR CA 3

DATE		RECETTES €	DEPENSES €
26/11/1990			12,76
26/11/1990		265,86	
24/06/1991			**-991,37**
31/12/1991		181,48	
31/12/1991		8 847,43	
24/11/1992			1 121 717,12
29/03/1993		215 499,80	
04/06/1993		25 563,72	
04/11/1993		2 378,81	
20/05/1994		18 849,25	
11/09/1995		21 207,03	
24/10/1995			27 099,03
24/07/1996			112 075,03
19/07/1996		38 952,40	
23/08/1996			133 543,05
24/09/1996			177 743,51
29/11/1996	red fiscal hors terrain		**-479 203,52**
07/02/1997		974 408,38	
24/03/1997			63 634,66
21/08/1997			22 103,13
24/06/1998			221 190,41
23/12/1998			379 301,08
24/03/1999			151 489,20
24/08/1999			319 261,63
26/01/1998			169 395,25
30/06/2003			-89 303,00
23/09/2003		5 179,00	
18/06/2004		5 841,00	
03/12/2004		21 334,00	
31/01/2005		9 271,00	
27/04/2005		9 042,00	
25/06/2001			428 008,39
06/06/2001		304 898,03	
12/08/2005		6 053,00	
03/02/2006		1 109,00	
11/08/2006		1 571,00	
24/09/2003			105 096,00
13/11/2006		9 299,00	
31/01/2007		801,00	
30/06/2007		490,00	
28/02/2007			0,43
31/08/2007			9 181,66
31/10/2007			433,23
29/02/2008		7 811,69	
30/04/2008		4 643,54	
31/12/2008		4 930,78	
24/09/2005			186 195,00
31/01/2009		282,24	
31/07/2009		38,65	
EN COURS		176,92	
12/11/2009		241,24	
30/11/2009		37 381,53	
TVA SUR CAC		2 156,00	
TOTAL TVA		**1 738 704,78**	**3 057 982,68**
Dépense ligne TVA			**1 319 277,90**

OP 405 - AMENAGEMENT "BON PASTEUR"

Produits Financiers	**228 637,90 €**	**- €**	**228 637,90 €**	228 637,90 €
031433/0 RA PRODUITS FINANCIERS 90 A92	54 048,03 €	- €	54 048,03 €	
0001 405 -annulation transfert op 202-pas sur CL	*57 422,51 €*	*- €*	*57 422,51 €*	*31/12/1992*
0001 405 - RA PRODUITS FINANCIERS 90 A 92 - SERS SIEGE	*- 3 374,48 €*	*- €*	*- 3 374,48 €*	*31/12/1992*
99999/0A PRODUITS FINANCIERS	174 589,87 €	- €	174 589,87 €	
produits financiers 2009	*4 538,96 €*	*- €*	*4 538,96 €*	01/09/09
0001 389681	*32,15 €*	*- €*	*32,15 €*	*01/01/94*
0001 389681	*0,25 €*	*- €*	*0,25 €*	*01/01/94*
0001 389681	*477,46 €*	*- €*	*477,46 €*	*01/01/94*
0001 389681	*693,48 €*	*- €*	*693,48 €*	*01/01/95*
0001 389681	*595,99 €*	*- €*	*595,99 €*	*01/01/95*
0001 389681	*458,06 €*	*- €*	*458,06 €*	*01/01/95*
0001 389681	*244,64 €*	*- €*	*244,64 €*	*01/01/95*
0001 389681	*247,77 €*	*- €*	*247,77 €*	*01/01/95*
0001 389681	*177,50 €*	*- €*	*177,50 €*	*01/01/95*
0001 389681	*94,70 €*	*- €*	*94,70 €*	*01/01/95*
0001 389681	*79,66 €*	*- €*	*79,66 €*	*01/01/95*
0001 389681	*56,63 €*	*- €*	*56,63 €*	*01/01/95*
0001 389681	*28,05 €*	*- €*	*28,05 €*	*01/01/95*
0001 389681	*86,19 €*	*- €*	*86,19 €*	*01/01/95*
0001 389681	*43,67 €*	*- €*	*43,67 €*	*01/01/95*
0001 389681	*2 679,78 €*	*- €*	*2 679,78 €*	*01/01/97*
0001 389681	*79,52 €*	*- €*	*79,52 €*	*01/01/98*
0001 389681	*373,64 €*	*- €*	*373,64 €*	*01/01/98*
0001 389681	*449,40 €*	*- €*	*449,40 €*	*01/01/98*
0001 389681	*232,71 €*	*- €*	*232,71 €*	*01/01/98*
0001 389681	*346,57 €*	*- €*	*346,57 €*	*01/01/99*
0001 389681	*725,51 €*	*- €*	*725,51 €*	*01/01/99*
0001 389681	*63,23 €*	*- €*	*63,23 €*	*31/12/1998*
0001 389681	*102,61 €*	*- €*	*102,61 €*	*31/03/1999*
0001 389681	*2 033,70 €*	*- €*	*2 033,70 €*	*31/08/1999*
0001 389681	*269,96 €*	*- €*	*269,96 €*	*30/09/1999*
0001 389681	*861,45 €*	*- €*	*861,45 €*	*31/10/1999*
0001 389681	*895,81 €*	*- €*	*895,81 €*	*30/11/1999*
0001 389681	*1 285,97 €*	*- €*	*1 285,97 €*	*31/01/2000*
0001 389681	*1 366,33 €*	*- €*	*1 366,33 €*	*29/02/2000*
0001 389681	*1 491,74 €*	*- €*	*1 491,74 €*	*31/03/2000*
0001 389681	*4 299,72 €*	*- €*	*4 299,72 €*	*30/04/2000*
0001 389681	*3 302,59 €*	*- €*	*3 302,59 €*	*31/05/2000*
0001 389681	*1 241,09 €*	*- €*	*1 241,09 €*	*30/06/2000*
0001 389681	*797,04 €*	*- €*	*797,04 €*	*31/07/2000*
0001 389681	*570,08 €*	*- €*	*570,08 €*	*31/08/2000*
0001 389681	*1 822,21 €*	*- €*	*1 822,21 €*	*30/06/2001*
0001 389681	*888,59 €*	*- €*	*888,59 €*	*31/07/2001*
0001 389681	*450,29 €*	*- €*	*450,29 €*	*30/09/2001*
0001 INTERETS OPE-405 Décembre	*5 938,98 €*	*- €*	*5 938,98 €*	*31/12/2003*
0001 INTERETS OPE-405 Décembre	*8 670,23 €*	*- €*	*8 670,23 €*	*01/01/05*
0001 INTERETS OPE-405 Décembre	*11 438,48 €*	*- €*	*11 438,48 €*	*31/12/2005*
0001 INTERETS 2006	*27 518,92 €*	*- €*	*27 518,92 €*	*01/01/07*
0001 INTERETS OPE - 2007	*43 105,73 €*	*- €*	*43 105,73 €*	*01/01/08*
0001 INTERETS OPE-405 Juin	*22 585,06 €*	*- €*	*22 585,06 €*	*30/06/2008*
0001 INTERETS OPE-405 Décembre	*20 847,77 €*	*- €*	*20 847,77 €*	*01/01/09*
				228 637,90 €

50

DATES		CLIENTS				€ TTC Prix et révision PAYE	€ TTC Prix et révision DU	€ TTC FRAIS PORTAGE	€ TTC FRAIS ET INTERETS	€ TTC ARPENTAGE
31/05/1991		ASSOC. PIERRE FRIEDOFFEN				1 292 005,42	1 292 005,42			
						1 292 005,42	**1 292 005,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
12/07/1994		SCI HYDROMEL	6/8/1996	20,60%	8,98	38 112,25	1 017 629,20			588,33
DGD		SCI HYDROMEL ANNULATION ARPENTAGE								-588,33
24/10/1994		SCI HYDROMEL				38 112,25	70 511,03			
29/05/1995		SCI HYDROMEL				8 156,02				
21/08/1996		SCI HYDROMEL				98 456,15				
30/08/1996		SCI HYDROMEL				834 792,52				
09/01/1997		SCI HYDROMEL				70 511,03				
						1 088 140,22	**1 088 140,23**			**0,00**
15/05/1995		SCI BEAUTEINT	24/03/1997	20,60%	11,52	6 097,96	893 249,15			827,34
15/05/1995		SCI BEAUTEINT				7 622,45			31 784,10	
15/05/1995		SCI BEAUTEINT				13 301,18				
15/05/1995		SCI BEAUTEINT				15 244,90				
15/05/1995		SCI BEAUTEINT				18 293,88				
15/05/1995		SCI BEAUTEINT				7 622,45				
03/04/1997		SCI BEAUTEINT				857 677,77				
						925 860,59	**893 249,15**	**0,00**	**31 784,10**	**827,34**
15/06/1995	LOT 22	SCI PALMYR	24/09/1996	20,60%	6,39	87 200,84	1 130 165,00			588,33
26/09/1996		SCI PALMYR				1 042 964,16				
16/06/1997		SCI PALMYR				11 433,48	11 433,48			
15/06/1995						588,33				
						1 142 186,81	**1 141 598,48**	**0,00**	**0,00**	**588,33**
28/06/1995	LOT 7	LAZARD	13/06/1996	20,60%		60 903,38	741 867,50			588,33
25/06/1996		LAZARD				680 887,90				
03/07/1996		LAZARD				76,22				
20/05/1997						588,33				
						742 455,83	**741 867,50**			**588,33**
21/07/1995		WILM				88 382,32				
11/05/2000		WILM				-88 382,32				
						0,00				
14/02/1996	LOT 14	SOGEFA	10/07/1996	20,60%	77,82	104 228,64	1 256 997,39			588,33
14/02/1996		SOGEFA				588,33				
19/07/1996		SOGEFA				1 152 768,75				
						1 257 585,72	**1 256 997,39**	**0,00**	**0,00**	**588,33**
13/04/1995	LOT 15	SAUER	24/09/1996	20,60%	7,26	102 445,74	1 235 495,61			588,33
22/05/1997		SAUER				588,33				
02/10/1996		SCI SAINTE CROIX				523 850,14				
		SCI SAINTE CROIX				127 356,45				
		SCI SAINTE CROIX				123 549,56				
		SCI SAINTE CROIX				106 252,62				
		SCI SAINTE CROIX				128 491,54				
		SCI SAINTE CROIX				123 549,56				
						1 236 083,94	**1 235 495,61**	**0,00**	**0,00**	**588,33**
05/12/1997	LOT BB	KAUFMAN BROAD	18/11/1998	20,60%	2861 m 2	139 490,85	2 408 481,04			
04/03/1998	BH	KAUFMAN BROAD				236,91			236,90	
23/11/1998		K B RIVES DU LAC				12 189,48		12 189,48		
23/11/1998		K B RIVES DU LAC				821,27				821,27
23/11/1998		K B RIVES DU LAC				411 398,91	57 940,45			
29/12/1999		K B RIVES DU LAC				163,12			163,12	
29/04/1999		K ET B				1 857 591,28				
22/08/2007		K ET B				361,93			361,93	
29/01/2008		K ET B				39 888,46			39 888,46	
						343,85			343,85	
22/08/2007		K ET B				57 940,45				
						2 520 426,51	**2 466 421,49**	**12 189,48**	**40 994,26**	**821,27**
23/04/1997	LOT 1	SCI GARDENIA	09/12/1997	20,60%	8,59	60 979,61	680 258,00			
23/04/1997		SCI GARDENIA VAUDOIS				588,33				
23/12/1997		SCI GARDENIA VAUDOIS				494 258,00				588,33
23/12/1997		SCI GARDENIA VAUDOIS				125 020,39				
						680 846,33	**680 258,00**	**0,00**	**0,00**	**588,33**
19/05/1998	LOT 13	SCI PLOT 13 ATRIA	4/2/1999	20,60%	7,46		909 155,63	12 563,20	245,01	689,45
DGD		SCI PLOT 13 ANNULATION DETTE						-52,89		
22/02/1999		SCI PLOT 13 SDE + REV				830 938,87				
06/08/1999		ATRIA				192,09				
26/05/1998		SCI PLOT 20				4 591,15				
23/04/1997		SCI PLOT 20			152 449,02	86 878,29				
						922 600,40	**909 155,63**	**12 510,31**	**245,01**	**689,45**

OP 405- AMENAGEMENT DE LA ZONE DITE du "BON PASTEUR"

DATES		CLIENTS				€ TTC Prix et révision PAYE	€ TTC Prix et révision DU	€ TTC FRAIS PORTAGE	€ TTC FRAIS ET INTERETS	€ TTC ARPENTAGE
25/09/1998	LOT 20	BUSSIERE/BERST 11/05/1998	20,60%	6,07		60 674,71	1 241 011,22	65 265,85	7 955,71	689,45
19/05/1998		BUSSIERE/BERST SCI PLOT 20				137 204,12				
19/05/1998		BUSSIERE/BERST SCI PLOT 20				1 042 827,50				
24/08/1999		BUSSIERE/BERST SCI PLOT 20				8 645,17				
23/04/1997		SCI PLOT 20				65 570,73				
						1 314 922,23	1 241 011,22	65 265,85	7 955,71	689,45
11/08/1999	LOT BA	HDI SCI STRASB 23/07/1999		54,59		693 201,41	2 272 378,30			959,71
	BE	HDI SCI STRASB BON PASTEUR					16 804,98			
01/09/1999	BF	HDI SCI STRASB BON PASTEUR				810 352,18	32 124,38	28 483,54		
24/02/1998	BG	HDI SCI STRASB BON PASTEUR				97 453,03				
03/01/2000		HDI SCI STRASB BON PASTEUR				832 227,43	41 879,40	40 603,74		
						2 433 234,05	2 363 187,06	69 087,28	0,00	959,71
08/10/1998	LOT 21	SCI BON PASTEUR I 02/12/1997	20,60%	7,08		320 088,05	1 092 089,87			
10/12/1997						588,33				
10/12/1997		SCI BON PASTEUR				228 673,52				588,33
10/03/1997		SCI BON PASTEUR II LAZARD				90 554,72				
21/04/1998		SCI BON PASTEUR II LAZARD				452 773,58				
19/10/1998		SCI BON PASTEUR II LAZARD				12 104,30	12 104,30			
						1 104 782,50	1 104 194,17	0,00	0,00	588,33
12/10/1999	LOT B1	IMMOB 3 F 11/04/2001	5,50%	1 680 m 2		82 322,47	944 755,02	438 735,92		
30/04/2001		IMMOB 3 F	19,60%			6 795,45		6 795,47		
16/05/2001		IMMOB 3 F				438 735,94				
16/05/2001		IMMOB 3 F				862 432,55				
						1 390 286,41	944 755,02	445 531,39	0,00	0,00
02/02/2000	LOT BJ	SOCIETE ESPACE 2 16/05/2001	19,60%	2486 m2		152 449,02	1 558 567,33	65 940,40	323,19	2 734,93
05/06/2001		SNC ORANGERIE				1 379 615,15		133 495,05		
17/05/2000		SOCIETE ESPACE 2				152 449,02				
21/12/2000		SOCIETE ESPACE 2				76 224,51				
14/06/2000		SOCIETE ESPACE 2				222,58				
06/04/2001						100,62				
						1 761 060,90	1 558 567,33	199 435,45	323,19	2 734,93
20/09/2002	LOT 23	SCI MOGADOR 6/8/2002	19,60%	8,9		620 355,79	1 476 865,10			683,73
07/12/1999		OHAYON INDEM IMMOB LOT				7 622,45	7 876,62			
19/04/2001		OHAYON				30 489,80				
19/09/2001		OHAYON				27 440,82				
19/09/2001		OHAYON				10 671,43				
10/02/2003		SCI MOGADOR REVISION				820 001,74	31 840,32			
03/07/2006		SCI MOGADOR				683,73				
						1 517 265,76	1 516 582,04	0,00	0,00	683,73
26/03/2007	Garage	CUS 22/7/2004	19,60%	GARAGE		1,00	1,00			
						1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL						21 329 744,62	20 433 486,74	804 019,76	81 302,27	10 935,86

52

DATES	ENCAISSEMENTS SABP- ARICAL-GEORGES V/ NEXIT	PAYE TTC
06/04/1992	SABP LEVEE D'OPTION	686 020,72
06/04/1992	SABP LEVEE D'OPTION	3 420 643,86
02/10/1992	SABP TVA SUR LEVEE D'OPTION	1 124 463,49
01/09/1995	SABP	2 251 462,60
04/03/1997	SABP	301 640,10
07/04/1998	SABP	284 090,43
12/05/1998	SABP	53 354,92
06/01/1999	SABP	138 507,98
23/09/1999	ARICAL SABP	524 092,91
22/05/2001	SABP	133 037,61
22/05/2001	SABP	186 442,50
02/08/2005	SABP	1 136 200,00
14/11/2007	Georges V	12 011,27
14/11/2007	PARTICIPATION SERS AU GYMNASE PAYE / CLIENT	1 581 573,06
		11 833 541,45
	REMUNERATION MOD	-361 140,51
TOTAL PARTICIPATION SABP- ARICAL- GEORGES V		11 472 400,94

DATES	CUS PARTICIPATION ENCAISSEES GYMNASE	PAYE TTC
10/07/2002		709 424,00
11/08/2003		708 351,86
TOTAL VERSEMENTS COLLECTIVITE		1 417 775,86

DATES	CAUTIONS SUR APPEL D'OFFRES ENCAISSEES	PAYE TTC
29/11/1995		663,23
02/02/1996		1 372,05
08/09/1997		30,49
08/09/1997		274,41
14/09/1998		762,25
TOTAL DIVERS		3 102,43

DATES	REMBOURSEMENT TAXES FONCIERES	PAYE TTC
31/08/1995		25 124,64
TOTAL DIVERS		25 124,6

MAZARS

Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg S.E.R.S.

Rapport d'audit du Commissaire aux comptes sur le décompte général et définitif de la concession d'aménagement BON PASTEUR

20 avenue de la Paix - BP 60003 - 67080 Strasbourg Cedex
Tel : +33 (0)3 88 15 45 50 - Fax : +33 (0)3 88 37 00 39 - www.mazars.fr

Mazars
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 400 000 euros - RCS Strasbourg B 348 600 990 - Siret 348 600 990 000 17 - APE 6920Z
TVA intracommunautaire : FR 04 348 600 990

Praxity
MEMBER
GLOBAL ALLIANCE OF INDEPENDENT FIRMS

Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg S.E.R.S.

10, rue Oberlin – 67000 STRASBOURG
S.A.E.M. au capital de 8 000 000 €
RCS Strasbourg B 578 505 687
Siret : 578 505 687 00017

Rapport d'audit du Commissaire aux comptes sur le décompte général et définitif de la concession d'aménagement BON PASTEUR

Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg S.E.R.S.

Exercice clos le 31.12.2011

Rapport d'audit du Commissaire aux comptes sur le décompte général et définitif de la concession d'aménagement Bon Pasteur

Au Président du Conseil d'Administration,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la S.E.R.S. et en réponse à votre demande effectuée dans le cadre de votre transmission du décompte général et définitif (DGD) de la concession d'aménagement Bon Pasteur à la Communauté Urbaine de Strasbourg, nous avons effectué un audit du DGD de celle-ci, reprenant des éléments de comptes, tel qu'il est joint au présent rapport.

Ce DGD a été établi sous la responsabilité de la direction, et n'étant pas destiné à être adressé aux actionnaires, n'a pas fait l'objet d'un arrêté par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ce DGD.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les éléments de comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les éléments de comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues, et la présentation d'ensemble des éléments de comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, le DGD a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux critères définis dans l'annexe qui y est jointe.

Fait à Strasbourg, le 21 septembre 2011

Le commissaire aux comptes

Mazars

Pierre LUTZ

OP 405 AMENAGEMENT DU "BON PASTEUR "

BILAN FINANCIER DE CLOTURE
au 28/7/2011

Convention de concession du 19/12/1990 et ses avenants du 10/07/2001 et du 01/03/2004
Concernant l'aménagement de la zone dite du "Bon Pasteur"à Strasbourg.
passée entre la C.U.S et la SERS.

DÉCOMPTE GÉNÉRAL ET DÉFINITIF AU 28/7/2011

DEPENSES	€ HT	€ TVA	€ TTC
ETUDES	1 013 617,35 €	172 620,31 €	1 186 237,66 €
ACQUISITIONS ET FRAIS D'ACQUISITIONS	11 248 493,45 €	2 006 642,82 €	13 255 136,27 €
TRAVAUX	8 339 031,21 €	1 634 481,32 €	9 973 512,53 €
ASSURANCES	129 549,60 €	- €	129 549,60 €
AUTRES FRAIS	1 480 531,65 €	238 180,97 €	1 718 712,62 €
REMUNERATION DE GESTION FINANCIERE	418 079,08 €	81 007,43 €	499 086,51 €
REMUNERATION SERS	1 051 156,85 €	- €	1 051 156,85 €
CHARGES FINANCIERES	4 277 046,91 €	83,78 €	4 277 130,69 €
SOUS TOTAL DEPENSES	**27 957 506,10 €**	**4 133 016,63 €**	**32 090 522,73 €**
LIGNE TVA (CA 3)		**1 319 277,90 €**	**1 319 277,90 €**
TOTAL DEPENSES	**27 957 506,10 €**	**5 452 294,53 €**	**33 409 800,63 €**
RECETTES			
PRODUITS FINANCIERS	228 637,90 €	- €	228 637,89 €
CESSIONS	17 149 088,06 €	3 284 398,68 €	20 433 486,74 €
ARPENTAGES et autres produits	754 909,29 €	141 348,60 €	896 257,89 €
PARTICIPATION SABP- ARICAL-GEORGES V	9 674 864,55 €	1 797 536,39 €	11 472 400,94 €
VERSEMENTS COLLECTIVITES	1 185 431,32 €	232 344,54 €	1 417 775,86 €
DIVERS	27 706,42 €	520,65 €	28 227,07 €
TOTAL RECETTES	**29 020 637,54 €**	**5 456 148,86 €**	**34 476 786,39 €**

Résultat			**1 066 985,76€**

QUOTE PART COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG	**533 492,88€**
QUOTE PART SERS	**533 492,88€**

Pour approbation

Strasbourg le
La S.E.R.S

Eric FULLENWARTH
Directeur Général

sers - 10, rue Oberlin - BP 50011 - F 67080 Strasbourg Cedex - Tel. +33 (0)3 88 37 88 88 - Fax +33 (0)3 88 37 88 77 - E-Mail : sers@sers.eu - Site Internet : www.sers.eu
S.A.E.M. au capital de 8.000.000 € - Reg. Com. Strasbourg N° B 578 505 687 - Siret 578 505 687 00058 - TVA Intra N° FR 57 578 505 687 00058

ZAC du Bon Pasteur à Strasbourg

1- La Convention initiale date du 19 décembre 1990, elle a fait l'objet de 2 avenants au 10 juillet 2001 et au 1er mars 2004. Le délai de fin de la convention, suivant le dernier avenant, était fixé à fin décembre 2005.

Cependant, les remises de voiries n'ont pu avoir lieu qu'en septembre 2009 et la dernière rétrocession à l'ASL du Bon Pasteur était en cours lors de l'établissement du protocole de clôture. Cette dernière rétrocession a eu lieu le 22/12/2009.

Enfin, à la demande du concédant, il a été demandé aux Commissaires aux Comptes de procéder à un audit des comptes de la concession.

Du fait de ces derniers événements, le terme conventionnel a été décalé et le protocole définitif de clôture ne vous est présenté qu'aujourd'hui.

2- Rémunérations du concessionnaire :

Dans son article 17, la convention de concession attribue une rémunération de 4% sur l'ensemble des dépenses H.T. de l'opération.

Selon l'usage, la SERS exclut des dépenses donnant droit à rémunération, la quote-part des frais financiers du pool de trésorerie des opérations, ainsi que les autres rémunérations du concessionnaire.

Aucune rémunération de commercialisation n'a été prévue à la convention.

Bien que la convention ne prévoyait pas expressément de rémunération de gestion de trésorerie, la SERS, à l'instar de l'ensemble des SEM d'aménagement, percevait une rémunération de 4‰ des flux monétaires sur l'opération et reversait en contrepartie l'ensemble de ces gains financiers sur le pool de trésorerie aux opérations. Cette pratique commune à l'ensemble des SEM a été officialisée à travers les différents CRACL, qui identifiaient cette rémunération spécifiquement et qui ont été approuvés par le concédant Elle a perduré jusqu'en 1998, année à partie de laquelle la rémunération de gestion a été supprimée et corrélativement le versement des différentielles d'intérêts obtenues à partir de la gestion financière du pool de trésorerie

3- Charges de la concession :

La convention de concession régit l'éligibilité des charges dans les comptes de la concession.

Par extension, bien que leur nature ne soit pas clairement explicitée comme éligible, certaines dépenses réalisées dans l'intérêt de la concession et initiées à la demande du ou avec le concédant ont été imputées sur la concession. Il en est ainsi de dépenses de communication sur l'opération dans des foires ou salons à la demande du concédant ou les honoraires du Commissaire aux Comptes pour l'audit de clôture de la présente concession.

4- Recettes de la Concession

En ce qui concerne la part de l'opération réalisée avec la SABP, le protocole entre cette société et la SERS prévoyait :

- Pour la vente des droits à construire, la refacturation de frais inhérents à la concession ;
- Pour la conduite par la SERS d'une Maîtrise d'Ouvrage déléguée, une rémunération en pourcentage des travaux.

Ces deux rémunérations ont été facturées sur les mêmes factures et ont ainsi été constatées en totalité dans l'opération. Lors de la clôture de l'opération, la rémunération de Maîtrise d'Ouvrage déléguée a été neutralisée pour être constatée dans la comptabilité du fonctionnement de la SERS. La rémunération du concessionnaire imputée à l'opération a été exclue de la base de calcul des refacturations à SABP.

5- Protocole définitif après audit :

Quelques reclassements de charges ont été opérés marginalement suite à l'audit, le protocole définitif contient donc toutes les corrections nécessaires à une présentation sincère et véritable du bilan de l'opération de concession.

A Strasbourg, le 17 mai 2011

Eric Fullenwarth

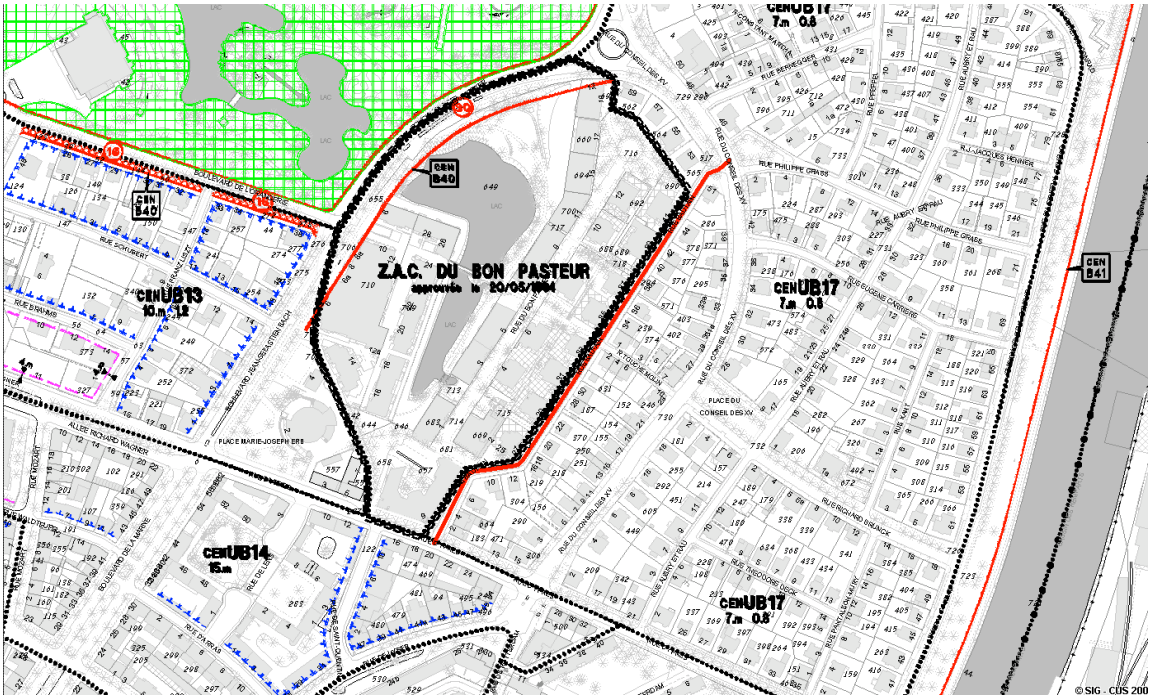
Directeur Général

Gilles MOREAU

Directeur Administratif & Financier

ZAC du Bon Pasteur à Strasbourg

Rapport de présentation
de la suppression de la ZAC



1. L'aménagement du site du « BON PASTEUR » à Strasbourg – Historique et objectifs de la création de la Zone d'Aménagement Concerté

1.1. Rappel du contexte et des enjeux de l'opération

Cette opération d'aménagement du Bon Pasteur située à l'Est du parc de l'Orangerie couvre un périmètre de 6,5 hectares, bordé par la rue Xavier Richter, la rue du Conseil des XV, la rue Bautain et la rue d'Ypres.

Ancien couvent entre 1850-1990, le terrain dit du « Bon Pasteur » appartenait à la Congrégation des Sœurs du Bon Pasteur d'Angers. Fin 1989, La Communauté urbaine de Strasbourg a missionné la SERS pour négocier avec les propriétaires du site, avec pour objectif de reprendre le contrôle opérationnel et urbanistique de ces terrains stratégiquement placés, situés à proximité des institutions européennes.

Les négociations ont débouché le 24 janvier 1990 sur la signature d'un protocole d'accord entre la SERS et les propriétaires, permettant de mettre en œuvre les prescriptions de la collectivité en matière d'urbanisme et d'équipements publics.

L'opération d'aménagement avait pour objectifs :

- de supprimer « le vide urbain » engendré par la présence du couvent démoli,
- de maîtriser l'évolution du paysage dans ce secteur proche du parc de l'Orangerie,
- de garantir une mixité de l'opération et une prépondérance de la fonction habitat,
- de doter le quartier de nouveaux équipements publics.

1.2. Procédure d'aménagement et mode opératoire

Par délibération du 29 juin 1990, la Communauté urbaine de Strasbourg a décidé le principe de la création de la ZAC « Bon Pasteur » à usage d'habitation, d'activités tertiaires, d'installations et d'équipements publics, et désigné la SERS concessionnaire de l'aménagement de la ZAC au terme d'une convention de concession signée le 19 décembre 1990 pour une durée de dix ans.

Les missions de la SERS consistaient notamment à :

- apporter son assistance au concédant pour les tâches de mise en œuvre de la ZAC,
- acquérir les terrains et immeubles compris dans le périmètre de la zone, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre étaient nécessaires à la réalisation des ouvrages inclus dans la concession,
- gérer les biens acquis, mettre en état les sols,
- assurer le montage de l'opération aux plans juridique, administratif, financier et technique,
- réaliser les équipements de la zone,
- procéder à toutes les études nécessaires,
- assurer la commercialisation.

LA ZAC a été créée par arrêté préfectoral du 24 janvier 1992 et par délibération du 20 mai 1994, la Communauté urbaine de Strasbourg a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) ainsi que le Programme des Equipements Publics (PEP).

1.3. Objectifs opérationnels

Le PAZ de la ZAC portait sur un total de 63 200 m² de SHON se répartissant en 4 secteurs distincts : 26 000 m² d'habitat résidentiel, 26 000 m² d'habitat collectif, 7 500 m² affectés à une maison de retraite et 3 500 m² d'équipements publics auxquels s'ajoutait une aire à vocation de promenade et de loisirs avec un plan d'eau.

Secteur 1 rue Jean Sébastien Bach (29 500 m^2 SHON) : zone dense destinée à accueillir logements et activités ainsi que des équipements collectifs/et ou publics (salle de sport pour scolaires et associations, locaux de réunions), zone orientée vers le parc.

Secteur 2 rue d'Ypres (7 500 m^2 SHON) : réservé pour une maison de retraite.

Secteur 3 rue Bautain (26 000 m^2 SHON) : principalement pour de l'habitat résidentiel à faible densité.

Secteur 4 : (200 m^2 SHON) parc ouvert au public avec réalisation d'un plan d'eau.

1.4. Programme des équipements publics (PEP)

Dans le périmètre de la ZAC était prévue la réalisation des équipements publics suivants :

1.4.1. Les équipements publics d'infrastructure

- une aire d'environ 2 ha aménagée de façon paysagère, à usage de promenade et de loisirs.

1.4.2. Les équipements publics de superstructure

- une salle de sport multifonctionnelle, ouverte aux habitants du quartier et aux scolaires,
- des locaux de réunion pour des associations.

2. Evolution de la ZAC concédée

Le PAZ et le PEP prévoyaient la réalisation de 3 500 m^2 SHON de locaux à vocation sportive et associative, à la charge de la concession.

La définition des équipements publics a fait l'objet de plusieurs rencontres avec les associations riveraines qui ont fait état de la faiblesse des équipements existants.
Pour répondre à ces demandes, la Ville de Strasbourg a, par délibération du Conseil municipal du 10 avril 2000, décidé d'abonder le bilan de l'opération moyennant un coût de réalisation prévisionnel de 1,433 M€ TTC, afin de permettre la réalisation de travaux complémentaires.

Le programme des équipements a ainsi été redéfini comme suit :

- un gymnase,
- un dojo,
- un espace de musculation,
- un espace de gymnastique douce,
- une salle polyvalente,
- un centre multi-accueil Petite enfance,
- une salle annexe à l'Ecole municipale de danse,
- des locaux annexes liés au fonctionnement de ces activités.

Par délibération du 14 avril 2000, la Communauté urbaine de Strasbourg, en sa qualité de concédant, a approuvé la modification du programme des équipements, et a chargé la SERS de la réalisation de ces travaux moyennant le versement d'une participation financière du concédant d'un montant équivalent à celui délibéré par la Ville de Strasbourg de 1,433 M€ TTC dans le cadre d'un avenant n°1 à la concession signé le 10 juillet 2001.

La convention de concession du 19 décembre 1990 conclue pour 10 ans a été prorogée à cette occasion jusqu'au 31 décembre 2003, puis prorogée jusqu'au 31 décembre 2005 par avenant n°2 signé le 1 mars 2004, pour permettre au concessionnaire d'achever ses missions.

3. Motivation de la suppression de la ZAC

3.1. Objectifs atteints

Le programme de construction est aujourd'hui achevé et a permis de réaliser 62 160 m², répartis comme suit :

Secteur 1

- 25 339 m² de SHON de logements répartis en 330 logements collectifs, dont 28 logements sociaux (Immobilière 3F),
- 3 500 m² de SHON d'équipements publics, à savoir, un gymnase, une salle annexe de l'Ecole Municipale de Danse, une halte d'éveil accueillant des enfants de 3 mois à 3 ans, une salle polyvalente.

Secteur 2

- 7 399 m² de SHON pour la maison de retraite Saint Joseph.

Secteur 3

- 25 955 m² de SHON de logements répartis en 224 logements collectifs.

Secteur 4

- 200 m² de SHON pour les espaces verts et le plan d'eau.

Le programme des équipements publics (PEP) a été entièrement réalisé.

La participation financière spécifique prévue à l'avenant n°1 du 10 juillet 2001 pour la réalisation de travaux complémentaires portant sur les équipements publics, nécessaires pour compléter les prestations initialement prévues, a été versée par la Communauté urbaine de Strasbourg au concessionnaire à hauteur de 1.417.775,86 €.

En tant que bénéficiaire et financeur des équipements publics, la Ville de Strasbourg a versé à la Communauté urbaine le montant équivalent de la participation financière conformément à la délibération du Conseil municipal de Strasbourg du 10 avril 2000.

3.2. Aspects fonciers

Toutes les formalités de remise d'ouvrages aux collectivités et les régularisations foncières ont été effectuées.

En effet, la délibération du Conseil de communauté du 31 janvier 2003 a approuvé le transfert de propriété de la SERS à la Communauté urbaine de Strasbourg des 3 500 m² d'équipements publics de superstructure ainsi que du lac, en tant que biens de retour de la concession rétrocédés à l'euro symbolique. L'acte de vente correspondant a été signé le 22 juillet 2004.

Les équipements publics y compris le lac ont été pris en gestion par les différents services compétents de la Ville de Strasbourg.

Le Conseil de Communauté du 12 juin 2009 a acté en outre le transfert dans le domaine public de la rue du Bon Pasteur et du trottoir de la rue Bautain. L'acte de vente a été signé le 10 décembre 2009.

Enfin, il restait quelques régularisations foncières à mettre en œuvre en complément des délibérations foncières du Conseil de communauté des 31 janvier 2003 et 12 juin 2009. Il s'agissait d'acquisitions foncières complémentaires, d'une rétrocession et de la formalisation de servitudes pour des réseaux publics implantés hors domaine public. Celles-ci ont fait l'objet d'une approbation par délibération du Conseil de communauté en date 27 juin 2014 et d'un avis préalable favorable du Conseil municipal de Strasbourg en date du 23 juin 2014. Les actes sont en cours de rédaction.

3.3. Bilan de clôture

Le bilan de l'opération, au vu du décompte général définitif fait apparaître un montant de dépenses de 33.409.800,63 € TTC et un montant de recettes de 34.476.786,39 € TTC, soit un résultat définitif excédentaire de 1.066.985,76 €.

Compte tenu des frais liés aux régularisations foncières citées ci-dessus, soit la somme de 3.940,37 €, l'excédent est ramené à 1.063.045,39 €.

Ce solde excédentaire figurant au bilan de l'opération revient pour moitié à la Communauté urbaine de Strasbourg, et pour moitié à la SERS conformément à l'article 21-2 du cahier des charges de la convention de concession.

Il est proposé :

- d'approuver le bilan définitif de clôture de la concession,
- de donner quitus à la SERS pour la gestion de l'opération,

- d’autoriser l’encaissement par la CUS, à titre de boni, de l’excédent de clôture, soit la somme de 531.522,70 €, majorée des produits financiers jusqu’à la date de paiement, que la SERS s’engage à reverser à la Communauté urbaine de Strasbourg dans les 30 jours suivant la réception par la SERS de l’avis de recette correspondant, lequel ne pourra être émis qu’après signature par les deux parties du présent protocole.

Conclusion

Compte tenu de l’achèvement du programme de construction et du programme des équipements publics et conformément à l’article R 311-12 du Code de l’urbanisme, il est proposé de procéder à la suppression de la ZAC et à la clôture de la concession.

Ainsi, la suppression de la zone fait cesser les effets de sa création, et a pour conséquence de faire rentrer la zone dans le droit commun, ce qui implique :
- l'abrogation de l’arrêté de création de la ZAC,
- la caducité des cahiers des charges de cession de terrains, sauf pour ce qui concerne les cahiers des charges de cession annexés aux actes de vente signés avant l’entrée en vigueur de la loi SRU,
- l’application de la taxe d’aménagement dans le périmètre de la zone (anciennement la taxe locale d’équipement),
- la poursuite de l’application du PAZ (sauf quant à la règle applicable en matière de SHON) jusqu’à l’approbation par la Communauté urbaine de Strasbourg du PLU communautaire conformément à l’article L311-7 du Code de l’urbanisme actuellement en vigueur.

13

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Evolution de la fiscalité de l'urbanisme (taux de la part intercommunale de la taxe d'aménagement) applicable à la zone CEN UA5 et à la zone MEI UB3 du POS de Strasbourg ainsi qu'au secteur des friches industrielles de l'entrée sud de Schiltigheim.

PRÉSENTATION DU CONTEXTE, DE LA PROBLÉMATIQUE ET DES ENJEUX

La taxe d'aménagement (TA) a été instaurée le 1er janvier 2012 en remplacement de la taxe locale d'équipement (TLE). De compétence de plein droit de la CUS, elle est perçue à l'occasion des autorisations de construire délivrées créant une surface de plancher. Elle a pour objectif de financer le développement urbain et les équipements publics nécessités par l'urbanisation (C. Urb. Art. L 331-14 à 331-18).

Ainsi, en septembre 2011, le Conseil de CUS a décidé de fixer son taux à 5 %, d'exonérer totalement les locaux d'habitation et d'hébergement financés à l'aide d'un prêt locatif à usage social (PLUS) et de reverser aux communes d'implantation de la construction 50 % de la TA.

Le 30 novembre 2012, le taux de la TA a été ramené à 1 % pour les opérations réalisées dans l'enceinte de la zone portuaire de Strasbourg.

Le législateur autorise la collectivité à moduler ce taux jusqu'à 20 %, si celle-ci démontre que les constructions nouvelles dans un secteur donné génèrent des besoins en équipements publics. Par contre, elle ne peut mettre à charge des constructeurs que la proportion de l'équipement public à réaliser destinée à répondre aux besoins des nouveaux habitants ou usagers.

Le texte de référence est l'article L 331-15 du code de l'urbanisme.
Il dispose que *« le taux de la part intercommunale de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs par une délibération motivée, si ... la création d'équipements publics généraux est rendue nécessaire en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs.*
Il ne peut être mis à la charge des aménageurs ou constructeurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers

des constructions à édifier dans ces secteurs ou, lorsque la capacité des équipements excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci. »

Dans ce contexte, il vous est proposé de modifier le taux de 5 % à 10 % sur 2 secteurs spécifiques de la Ville de Strasbourg ainsi que pour un secteur de la commune de Schiltigheim :

- dans la Grande Ile élargie à la zone CEN UA5 du POS hors secteur sauvegardé, pour participer au financement d'ouvrages d'art que la collectivité souhaite réaliser aux abords ;
- Plaine des Bouchers, afin de faire participer les programmes de logements à l'extension des équipements scolaires rendus nécessaires par l'afflux de nouvelles populations ;
- le secteur des friches industrielles de l'entrée sud de Schiltigheim selon le périmètre défini au plan joint en annexe 2 afin de faire participer les programmes aux équipements scolaires et de desserte.

INSTAURATION D'UNE TA MAJOREE POUR LA GRANDE ILE HORS PSMV A LA ZONE CEN UA5 DU POS

Le fait générateur :

Le 1er janvier 2015, la participation pour non-réalisation d'aires de stationnement (PNRAS) perçue par la CUS pour places de stationnement non réalisées disparaît (loi de finance rectificative n°2010-1658 du 29/12/2010 : art. 28 I B 5°). Si un projet ne réalise pas les places réglementaires, le pétitionnaire doit faire valoir l'acquisition de places (ou location longue durée) dans un parking situé à proximité, ce qui risque d'être très difficile dans ce secteur (C. Urb. Art. L 123-1-12).

Très variable selon les années, la taxe perçue sur la période entre 2010-2013 s'élève à 1,24 M€, soit l'équivalent d'environ 80 places de stationnement en ouvrage de surface.

Avec cette nouvelle donne, d'une part la collectivité perd une ressource pour financer des parkings publics et d'autre part, les projets qui ne trouvent pas les places nécessaires sont rendus impossibles.

Ce contexte croise les réflexions menées dans le cadre du PLU concernant le stationnement exigé pour le commerce au centre-ville.

Le SCOTERS et le PLU en cours d'élaboration affirment le rôle commercial moteur du centre-ville de Strasbourg au sein de l'agglomération. Celui-ci tient à plusieurs aspects essentiels :

- un cadre urbain exceptionnel ;
- un tissu commercial intense en renouvellement et modernisation permanents ;
- depuis 1994, une accessibilité TC remarquable et des espaces publics laissant une grande place aux piétons et vélos ;
- le contrôle du développement des zones commerciales périphériques.

Cependant, en contradiction avec les objectifs de maintenir un centre ville attractif commercialement et de la politique de mobilité visant à privilégier l'accès au centre-ville en TC, les normes actuelles du POS de Strasbourg imposent un nombre important de places de stationnement pour les surfaces commerciales supérieures à 1 000 m².

A titre d'exemple, à Strasbourg un projet de 4 000 m² de commerces nécessitera la création de 90 places. Pour le même projet, il serait demandé 50 places à Bordeaux, 26 places à Rennes, aucune à Lille.

Ainsi, compte tenu du cadre urbain patrimonial à préserver, cette règle rend impossible la création de surfaces commerciales importantes pouvant jouer le rôle de locomotives.

Ainsi, pour la Grande Ile élargie à la zone CEN UA5 du POS, il est proposé une stratégie en deux temps :

- la mise en place d'une TA majorée au taux de 10 % à compter du 1er janvier 2015 permettant de financer des places de stationnement publiques au sein de parking en ouvrage situées à la périphérie du centre-ville (sur le terrain de la Maison du Bâtiment par exemple). Cette TA majorée s'appliquera à toutes les surfaces de plancher créées ;

- l'anticipation de l'évolution des règles de stationnement prévu pour le commerce de la Grande Ile élargie à la zone CEN UA5 du POS dans le cadre du PLU afin de préserver la possibilité de développement et de renouvellement commercial au sein de la Grande Ile.

INSTAURATION D'UNE TA MAJORÉE A LA MEINAU, AVENUE DE COLMAR (ZONE MEI UB3 DU POS)

Accompagnant la transformation de l'avenue de Colmar engagée avec l'arrivée du tramway, la CUS, par la modification du POS n° 31 approuvée en avril 2010, a clarifié les vocations de la Plaine des Bouchers et autorisé les programmes de logements sur une bande d'environ 100 m à l'ouest de l'avenue de Colmar.

Actuellement, plus de 1 000 logements sont en projet, 600 à 800 de plus pourraient voir le jour d'ici 8 ans.

La Direction de l'Education a alerté sur l'impossibilité des équipements scolaires actuels d'accueillir les nouveaux arrivants. Un déficit de 7 classes maternelles et élémentaires a été identifié, soit un coût de construction de 4,2 M€ environ.

La TA majorée au taux de 10 % vise ainsi à permettre le financement de l'aménagement de nouvelles classes aux seins des écoles du quartier dont la programmation restera à établir finement.

INSTAURATION D'UNE TA MAJOREE POUR LE SECTEUR DES FRICHES INDUSTRIELLES DE L'ENTREE SUD DE SCHILTIGHEIM SELON LE PERIMETRE DEFINI PAR LE PLAN JOINT EN ANNEXE

L'entrée de ville Sud de Schiltigheim est composée de plusieurs terrains en friche, mutables immédiatement ou par modification du Plan d'Occupation des Sols. Les terrains qui accueillaient les entreprises Baltzinger, Fischer, Sebim, Schutzenberger et France Telecom vont faire l'objet de projets de construction dès 2015 se traduisant notamment par la réalisation d'environ 800 logements dans les prochaines années.
Les groupes scolaires situés à proximité (Prévert, Square du Château, Exen et Exen-Pire) ne seront pas en mesure d'accueillir ces nouveaux arrivants. La Ville de Schiltigheim est par conséquent dans l'obligation de construire un nouveau groupe scolaire, maternel et élémentaire, sur le site Fischer afin d'accueillir 8 classes, pour un coût de construction évalué à ce stade à 4,5 M€. La programmation exacte de ce groupe scolaire reste à affiner en tenant compte de modifications en particulier de la carte scolaire.
De plus, l'intégration de ces projets au tissu urbain existant nécessitera la réalisation de nouveaux aménagements de voirie et d'espaces publics pour desservir les terrains et améliorer les liaisons Est-Ouest de la commune.

La TA majorée vise à permettre de financer une partie de ces investissements communaux et communautaires.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé au Conseil de créer un périmètre de Taxe d'Aménagement renforcée, en fixant à 10 % le taux de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur les terrains Balzinger, Fischer, Sebim, Schutzenberger et France Telecom dont la délimitation figure en annexe de la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

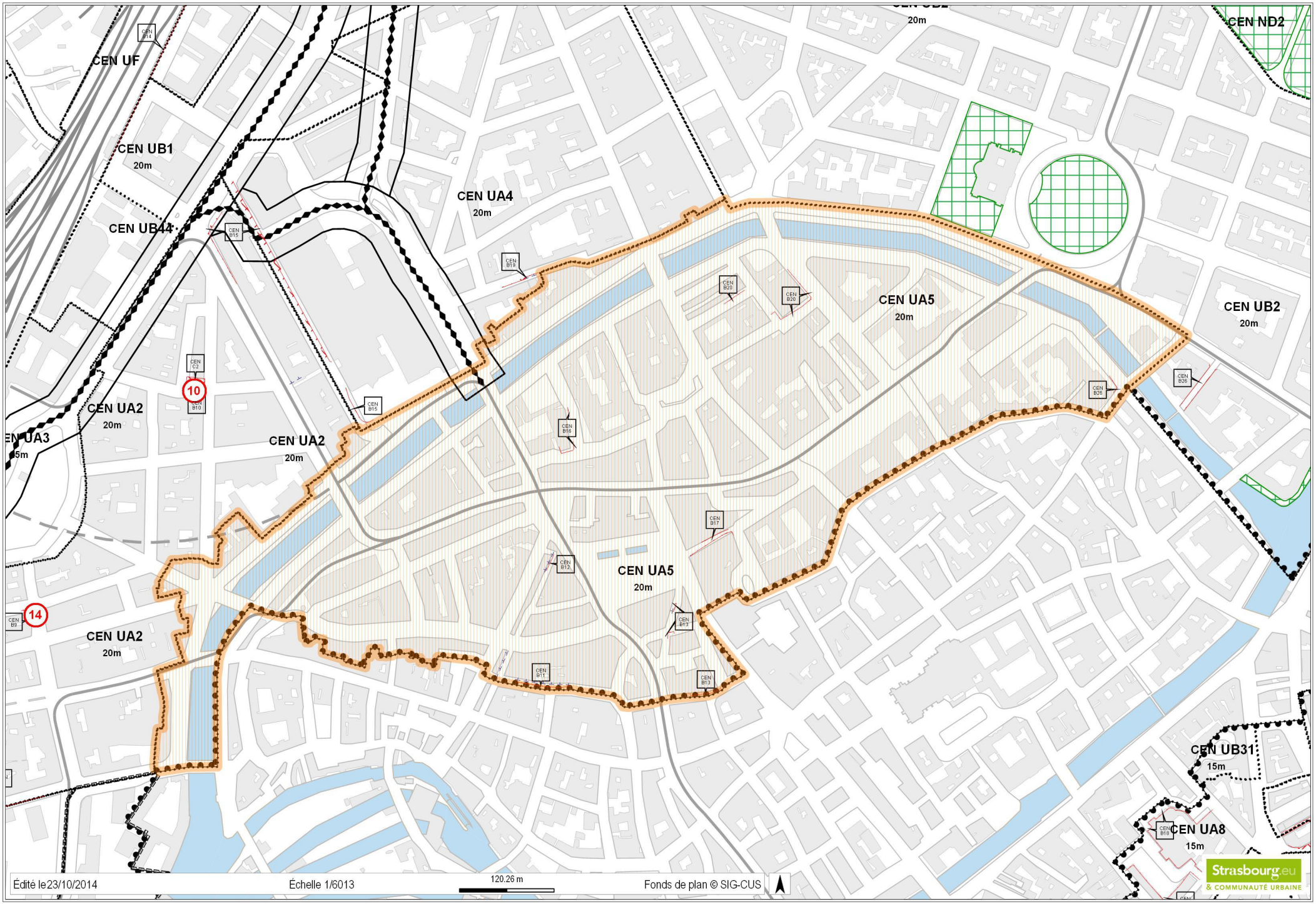
le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

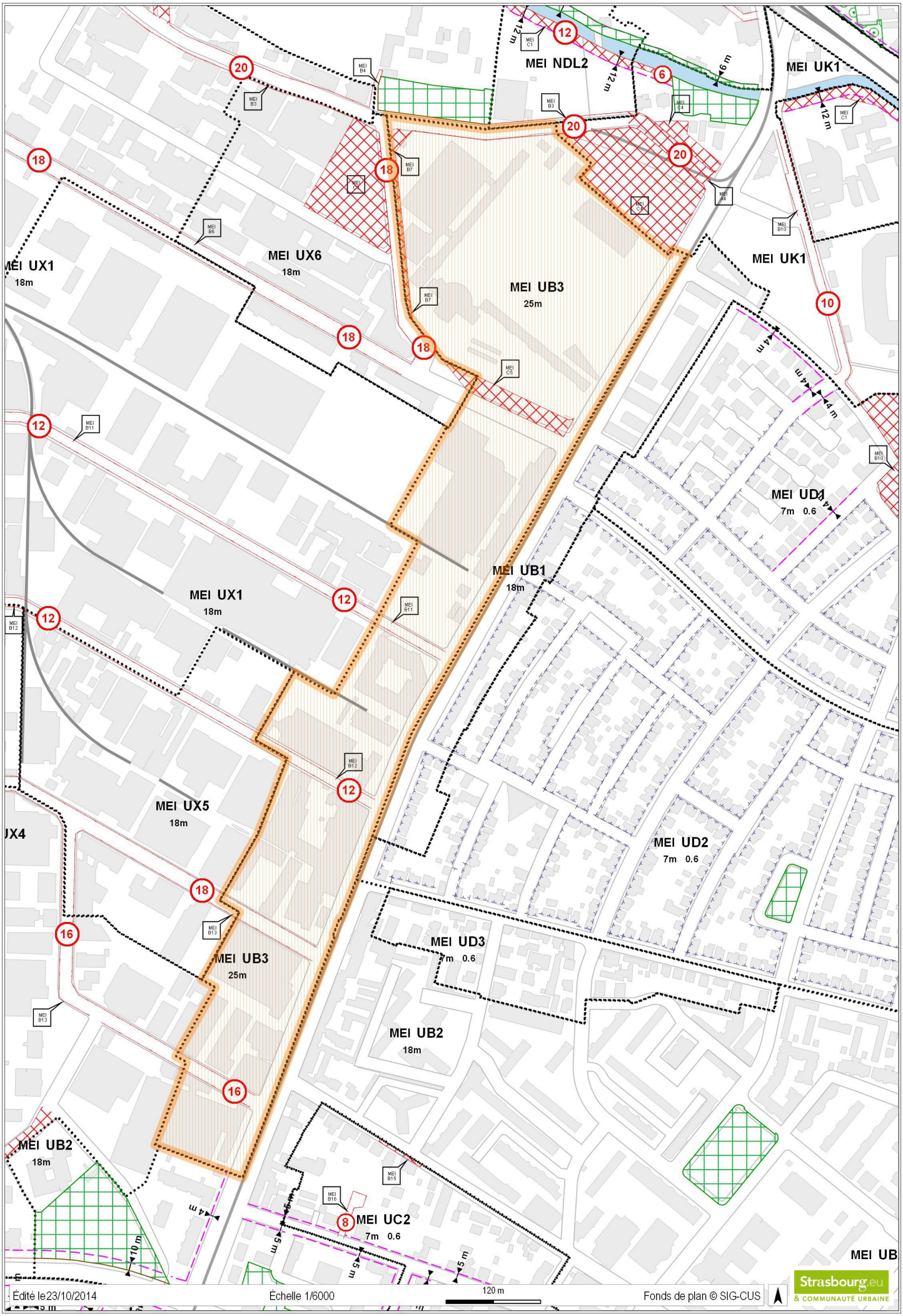
- *de fixer à* 10 *% le taux de la part intercommunale de la taxe d'aménagement dans la zone CEN UA5 et dans la zone MEI UB3 du Plan d'Occupation des Sols de Strasbourg figurant en annexe, ainsi que dans le secteur des friches industrielles de l'entrée sud de Schiltigheim selon le périmètre défini au plan joint en annexe 2.*

- *de reverser aux communes d'implantation de la construction 50 % du produit perçu de la taxe d'aménagement en application de l'article L. 331-2 du Code de l'urbanisme.*

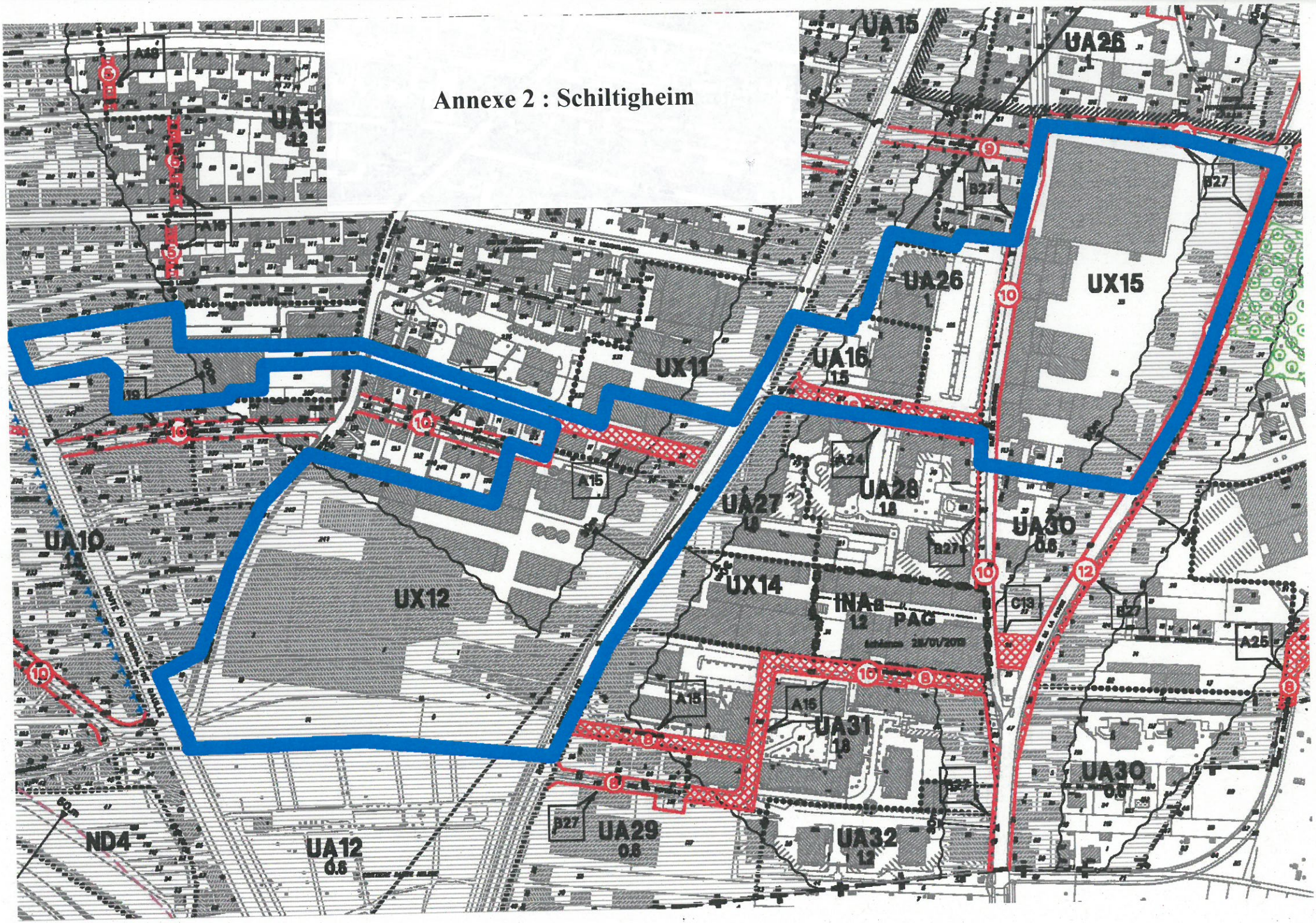
Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014


CEN UF
CEN UB1
20m
CEN UB44
CEN UA4
20m
CEN ND2
20m
CEN UA5
20m
CEN UB2
20m
CEN UA2
20m
CEN UA3
CEN UA2
20m
CEN UA5
20m
CEN UA2
20m
CEN UB31
15m
CEN UA8
15m
10
14
Édité le 23/10/2014
Échelle 1/6013
120.26 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


MEI NDL2
MEI UK1
MEI UX6
18m
MEI UB3
25m
MEI UX1
18m
MEI UX1
18m
MEI UB1
18m
MEI UD1
7m 0.6
MEI UD2
7m 0.6
MEI UD3
7m 0.6
MEI UX5
18m
MEI UB3
25m
MEI UB2
18m
MEI UB2
18m
MEI UC2
7m 0.6
MEI UB
Édité le23/10/2014
Échelle 1/6000
120 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Annexe 2 : Schiltigheim



14

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Quartier de Cronenbourg : Modification de la délibération du 28 juin 2013, concernant l'approbation du projet d'aménagement et la réalisation d'un programme immobilier sur le site de la Rotonde.

Par délibération en date du 28 juin 2013, la Communauté urbaine de Strasbourg a approuvé la vente du site de l'ancien parking-relais de la Rotonde au groupement d'opérateurs représenté par Demathieu Bard Immobilier, lauréat de consultation de promoteurs lancée en 2012 par la Communauté urbaine de Strasbourg en partenariat avec la Ville de Strasbourg.

Le projet retenu aux termes de la consultation consiste en la réalisation d'un ensemble immobilier d'une superficie totale d'environ 23 900 m² de SHON, constitué de quatre bâtiments, construits respectivement par Demathieu Bard Immobilier, ASPEE promotions, Habitation Moderne et NEOLIA. Le terrain d'assiette de cette opération sera acquis par la SAS Strasbourg Rotonde, laquelle cédera des droits de superficie aux 4 opérateurs précités.

Le montage juridique en vue de la réalisation de cette opération, approuvé par le Conseil de communauté dans la délibération du 28 juin 2013, prévoyait la signature d'une promesse synallagmatique de vente entre la CUS et la SAS Strasbourg Rotonde sous conditions suspensives, devant être réitérée en la forme authentique au plus tard le 28 novembre 2014, et moyennant le prix de vente du terrain d'assiette de l'opération d'un montant de 5 975 710 € hors taxes et frais, la TVA sur la marge en sus à la charge de l'acquéreur.

Il s'avère que le groupement rencontre aujourd'hui des difficultés dans le phasage de la construction des 4 bâtiments du projet, notamment en raison des contraintes engendrées par les travaux de dépollution du site et en raison de la réalisation de ce chantier dans un contexte urbain contraint (voies du tram, axes routiers structurants, P+R Rotonde, etc). Au vu de cette situation, il a sollicité la collectivité en vue de fractionner le paiement du prix de vente du terrain d'assiette de l'opération.

Compte-tenu de l'importance de cette opération, qui contribue à achever la requalification de l'entrée du quartier de Cronenbourg et à développer l'offre de logement pour le plus grand nombre, il est proposé que le paiement du prix de vente par la Société SAS Rotonde intervienne selon le calendrier suivant :

- paiement de la somme de 3 206 552 € hors TVA ainsi que de l'intégralité du montant de la TVA due, conformément aux dispositions de l'article 269 du Code Général des Impôts, au plus tard le 15 décembre 2014,

- la somme de 2 769 158 € hors TVA au plus tard le 15 octobre 2015.

En outre, dans la délibération du 28 juin 2013 certains des prix moyens de revente sur lesquels s'engage l'acquéreur ont été indiqués avec un montant toutes taxes comprises. Le taux de la TVA en vigueur était alors de 19,6 %. Or ce taux est passé au 1er janvier 2014 à 20 %. Les montants des prix moyens de sortie indiqués dans la délibération de 2013 ne sont par conséquent plus exacts. Il est donc proposé que le Conseil approuve la précision suivante qui sera apportée lors de la vente, à savoir que les prix moyens de sortie indiqués "TTC" dans la délibération du 28 juin 2013 sont des prix fixés compte tenu du taux de TVA alors en vigueur de 19,6 % et qu'il y aura lieu d'adapter lesdits prix en fonction du taux de TVA applicable au moment des reventes.

D'autre part, la promesse de vente contractualisée entre la Société et la CUS suite à la délibération du 28 juin 2013 ayant une durée de validité jusqu'au 28 novembre 2014, il est proposé au Conseil de communauté d'approuver la prorogation de ce délai jusqu'au 8 décembre 2014, afin de pouvoir formaliser la réitération par acte de vente et procéder à la signature de celui-ci selon les termes de la présente délibération.

Enfin, dans le cadre de la mise en place des financements des opérations de promotion, il s'est avéré que l'inscription d'un droit à la résolution ou d'une restriction au droit de disposer pour garantir les affectations prévues dans le cadre du permis de construire et le fait que la restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction de revendre le terrain cédé nu ne puisse être levée qu'après délivrance de la Déclaration d'Achèvement et de Conformité des travaux, avec en outre indication expresse d'une répercussion aux acquéreurs successifs, bloquent tant la mise en place des garanties propres à ces financements promoteurs que la revente aux tiers acquéreurs.

La complexité du montage implique aussi pour la SAS Strasbourg Rotonde de revendre en VEFA immédiatement aux promoteurs des parkings qui seront réalisés dans le belvédère pour que lesdits parkings puissent être eux-mêmes revendus par les promoteurs aux tiers acquéreurs.

Compte tenu de ces montages à tiroir et pour garantir la mise en place des financements tant pour les promoteurs que pour les tiers acquéreurs, il est proposé d'une part de ne plus inscrire à charge des biens au livre foncier un droit à la résolution ou une restriction au droit de disposer garantissant les affectations et d'autre part de maintenir la restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction pour l'acquéreur de revendre le terrain cédé nu, mais avec mainlevée de cette restriction dès revente des droits à construire par la SAS aux acquéreurs agréés par la CUS dans le cadre du projet et revente des parkings dans le belvédère par la SAS auxdits acquéreurs."

Les autres dispositions de la délibération datée du 28 juin 2013 restent inchangées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de communauté du 28 juin 2013
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. *la modification du délibéré de la délibération du 28 juin 2013 sur le point suivant :*

   La Communauté urbaine de Strasbourg consent un fractionnement du paiement du prix de vente prévu dans la délibération du 28 juin 2013, à savoir le montant de 5 975 710 € hors taxes et frais. Le paiement interviendra conformément à l'échéancier suivant :
   - *la somme de 3.206.552,00 €, correspondant à une fraction du prix de vente hors taxes, ainsi que la totalité de la TVA due sur le prix de vente au taux en vigueur, conformément aux dispositions de l'article 269 du Code Général des Impôts au plus tard le 15 décembre 2014;*
   - *la somme de 2.769.158,00 € hors TVA € au plus tard le 15 octobre 2015.*

2. *la mise en place d'un privilège du vendeur garantissant le versement de la deuxième échéance, assorti d'intérêts de retard au taux de 9% l'an en cas de paiement en retard, ainsi que d'une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction pour l'acquéreur de revendre le terrain cédé nu à l'exception des reventes des droits à construire par la SAS aux acquéreurs agréés par la CUS dans le cadre du projet et de la revente à ces mêmes acquéreurs de parkings dans le belvédère par ladite SAS , avec mainlevée de cette restriction au droit de disposer dès signature desdits actes de revente, précision étant faite qu'il ne sera plus prévu d'autres garanties à charge desdits biens au livre foncier hormis la clause contenant droit à la résolution au profit de la CUS pour garantir le démarrage des travaux de construction dans les 12 mois de la signature de l'acte authentique.*

3. *la modification suivante concernant les prix de sortie moyens exprimés toutes taxes comprises dans la* délibération *de juin 2013 : les prix moyens de sortie indiqués "toutes taxes comprises" dans la délibération du 28 juin 2013 sont des prix fixés compte tenu du taux de TVA alors en vigueur de 19,6 % et qu'il y aura lieu d'adapter lesdits prix en fonction du taux de TVA applicable au moment des reventes.*

Les autres dispositions de la délibération du 28 juin 2013 restent inchangées.

décide

- *l'imputation de la recette de 3.206.552,00 € hors taxes et frais sur le programme 7068TC02 du budget de 2014 de la Direction de la mobilité et des transports ;*

- *l'imputation de la recette de 2.769.158,00 € hors taxes et frais sur le programme 7068TC02 du budget de 2015 de la Direction de la mobilité et des transports ;*

autorise

le Président ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir, ainsi que tous actes et documents concourant à la bonne exécution de ce projet.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

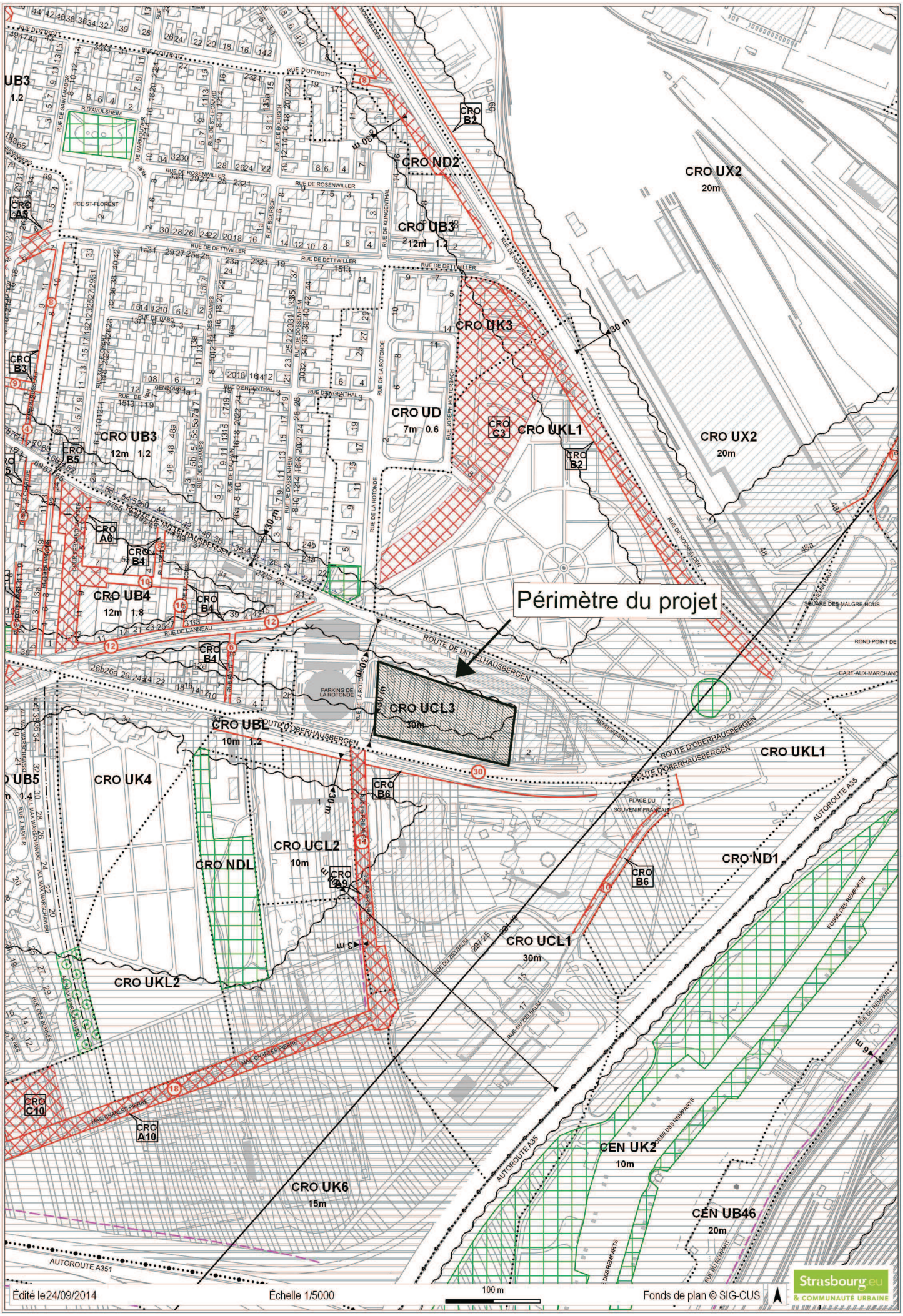
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014



Photo de maquette d'ensemble



Plan de masse général


Périmètre du projet
CRO UB3
1.2
CRO ND2
CRO UX2
20m
CRO UB3
12m 1.2
CRO UK3
CRO UD
7m 0.6
CRO UKL1
CRO UX2
20m
CRO UB3
12m 1.2
CRO UB4
12m 1.8
CRO UCL3
30m
CRO UBL
10m 1.2
CRO UK4
CRO UKL1
CRO UCL2
10m
CRO NDL
CRO ND1
CRO UCL1
30m
CRO UKL2
CEN UK2
10m
CRO UK6
15m
CEN UB46
20m
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
RUE DE ROSENWILLER
RUE DE DETTWILLER
RUE DE LA ROTONDE
RUE DE HOCHFELDEN
AUTOROUTE A35
AUTOROUTE A351
Édité le 24/09/2014
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

15

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

4ème Programme Local de l'Habitat - Point d'étape annuel.

Le 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH) de la CUS a été approuvé par son Conseil de Communauté le 29 novembre 2009.

Adoptés pour une période de 6 ans, les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) doivent de manière obligatoire faire l'objet de points d'étape annuels ainsi que d'une évaluation à mi et fin de parcours.

Aux termes de l'article L302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), une délibération doit être prise au moins une fois par an sur le sujet durant toute la durée du PLH, visant la réalisation du Programme et son éventuelle adaptation à la situation sociale ou démographique du territoire, si celle-ci s'avère nécessaire.

La présente délibération a par conséquent pour objet ce point d'étape à fin 2013, sur la base des six orientations structurant les actions du PLH:

- axe 1 : répondre aux besoins en logement par un effort de construction et de mobilisation du foncier,
- axe 2 : répondre aux besoins en logement pour tous aux différentes étapes de la vie,
- axe 3 : améliorer le parc existant,
- axe 4 : contribuer à un aménagement innovant et à un habitat durable,
- axe 5 : prendre en compte la santé dans l'habitat,
- axe 6 : mettre en œuvre le 4ème PLH en lien avec les autres politiques publiques, le suivre et l'évaluer.

Pour mémoire, une évaluation à mi-parcours du PLH s'est déroulée en 2012 et a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Communauté le 31 mai 2013, après avis positif sans réserve du Préfet, lors du Comité Régional de l'Habitat en date du 2 avril 2013.

Cette évaluation à mi-parcours (période 2009 – 2012°) a révélé que le PLH de la CUS était encore pleinement pertinent tant dans ses axes stratégiques que dans son programme d'actions. Aucune modification n'a par conséquent été apportée au document.

Il est à noter qu'en 2015 interviendra la mise à jour du PLH, pour tenir compte du relèvement récent de l'obligation Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) pour les

communes supérieures à 3 500 habitants de disposer de 25% de logements locatifs sociaux parmi leur parc de résidence principale (contre 20% auparavant).

AXE 1 : RÉPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENT PAR UN EFFORT DE CONSTRUCTION ET DE MOBILISATION DU FONCIER,

1.1. Production annuelle de 3000 logements dont 1500 logements aidés

Pour mémoire, un objectif de production de 3 000 logements par an en moyenne est visé sur la durée du 4ème PLH, dont 1 500 aidés déclinés en un volume moyen annuel de :
- 1 100 logements locatifs sociaux (concernés par le présent chapitre),
- 150 logements au titre des opérations de rénovation urbaine,
- et 250 logements en accession sociale à la propriété.

Les logements neufs en 2013

La production pour l'année 2013 de logements neufs est restée sur un rythme élevé : 3.989 logements autorisés. La Ville de Strasbourg a continué à porter majoritairement la production (65 %).

Les logements locatifs sociaux financés en 2013

Le bilan des logements locatifs sociaux publics financés en 2013 est de 1597 unités (construction neuve et acquisition-amélioration) .A noter que c'est une production de logements ordinaires et de logement « structures » supérieure à la moyenne de 1 100 logements visée au PLH, ce qui permet de poursuivre – pour la 5ème année consécutive - le rattrapage du retard d'offre identifié au PLH. Par ailleurs, la répartition de la typologie des logements a évolué, en faveur des logements financés en PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration), soit à 32 % en PLAI en 2013, 49% en PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) et 19% en PLS (Prêt Locatif Social), en conformité avec les prévisions et en cohérence avec les besoins du territoire identifiés dans le PLH.

En matière de location / accession aidée, 81 PSLA (Prêt Social Location / Accession) ont été agréés en 2013, ce qui poursuit la tendance amorcée sur 2011-2012 (respectivement 72 et 41 PSLA) et concourt à l'objectif de développement d'une offre en accession sociale sécurisée.

Comme constaté lors de l'évaluation à mi-parcours, en 2012, l'essentiel de la production de logements aidés en 2013 s'est réalisée sur la commune de Strasbourg (48%). Illkirch-Graffenstaden (17,8%) et Lingolsheim (9%) arrivant en second rang.

AXE 2 : RÉPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENT POUR TOUS AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LA VIE

Outre le résultat quantitatif visé ci-dessus, un second enjeu majeur du PLH est de répondre aux besoins des différents segments de toute la population domiciliée sur le territoire de

la CUS (étudiants, jeunes travailleurs, familles, personnes en accident de la vie, seniors, personnes handicapées, …), en produisant une offre adaptée (logements financièrement accessibles, techniquement pertinents, …).

Au fur et à mesure de la mise en œuvre du PLH depuis 2009, plusieurs actions ont contribué à répondre à cet enjeu :

- la mobilisation du foncier
- le renforcement du dispositif de préemption des biens, pour réalisation de logements locatifs sociaux,
- la mise en place de plans patrimoine Ville et CUS, visant notamment la cession de biens pour réalisation de logements aidés et de places d'hébergement,
- la mobilisation accrue du contingent de logements réservataires de la CUS à destination des publics en grande difficulté, notamment dans le cadre d'un Accord Collectif Départemental avec l'Etat, les bailleurs sociaux et le Conseil Général du Bas-Rhin,
- le développement de la Garantie des Risques Locatifs (GRL) par prise en charge de son coût pour les propriétaires louant à des ménages modestes,
- la poursuite de l'accompagnement des dispositifs du Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes en Difficultés (PDALPD) : Fonds Solidarité Logement (FSL), démarche de prévention des expulsions locatives, …

Actions poursuivies ou mises en place en 2013:

1. Programmation de logements sociaux au sein des opérations d'aménagement et de construction sur la CUS :

- l'application de minima de production de logements aidés dans les différentes opérations d'aménagement et de construction programmées sur la CUS (pour mémoire, 40% sur Strasbourg, 35% en 1ère et 30% en 2ème couronne : ces taux sont modulables en fonction du contexte urbain d'implantation de l'opération)

2. Réorientation d'une partie de la production des bailleurs sociaux vers les logements les moins chers pour les ménages (logements financés en PLAI) et le maintien des aides financières de la CUS en conséquence (subventions, garanties d'emprunts, réfactions sur les prix de son foncier). En 2013, la part des logements financés en PLAI atteignait 32%, contre 25% en 2009/2010 et 8% en 2008. A noter également qu'une opération a été lauréate en 2013 de l'appel à projet lancé par l'Etat sur des programmes expérimentaux de logements très sociaux à bas niveau de quittance.

3. Développement de l'offre locative conventionnée

Le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habitat Mieux », visant notamment à favoriser le conventionnement des logements privés est monté en puissance en 2013. 227 logements du parc privé ont été conventionnés durant l'an passé.

Par ailleurs, en 2013, la CUS a lancé des actions de communication pour anticiper la généralisation de la taxe des logements vacants sur les 23 communes de la CUS. En effet, la TLV instituée par la loi relative à la lutte contre les exclusions du 29 décembre 1998 et

a été modifiée par l'article 16 de la Loi de Finances pour 2013. Le champ d'application de la taxe a été élargi (taux augmenté, durée et conditions d'appréciation de la vacance modifiées).
L'ANAH ne subventionnant plus la sortie de vacance des logements, la CUS a maintenu des primes supplémentaires sur fonds propres pour inciter la remise des logements vacants sur le marché. La prime de 1500 € sur la sortie des logements vacants depuis plus de 2 ans conventionnés Anah avec ou sans travaux a concerné 19 logements en 2013.

4. Soutien à l'accession sociale

Poursuite du dispositif de subvention aux primo-accédants (respectant des plafonds de ressources).

5. Développement de l'offre de logement à destination des publics spécifiques

En 2013, CUS a lancé en collaboration avec le Conseil Général du Bas-Rhin, trois appels à projets communs afin de développer des résidences adaptées :

- aux personnes âgées (personnes vieillissantes, en perte d'autonomie),
- aux personnes souffrant d'un problème de santé (trouble physique, psychique, sensoriel),
- aux jeunes (entrant dans la vie active, en étude / formation continue / alternance / stage / apprentissage, volontaires du service civique, etc.).

Neuf projets ont été lauréats de cet appel à projets représentant près de 530 logements :

- Résidences seniors : Eschau, Illkirch-Graffenstaden, Lipsheim, Strasbourg Cronenbourg, Strasbourg Poteries,
- Résidences intergénérationnelles : Mundolsheim, Strasbourg
- Résidences pour jeunes : Strasbourg Maille Athéna, Strasbourg Gare
- Résidence pour personnes en situation de handicap : Strasbourg ZAC Danube

A partir de 2015, près de 350 logements seniors devraient ainsi être livrés et 188 logements à destination des jeunes actifs et jeunes en mobilité.

6. Adaptation des logements à la perte d'autonomie et au handicap

Concernant les logements des propriétaires occupants du parc privé, 61 demandes d'aides à l'adaptation des logements ont été accordées par délibération en 2013 et 48 ont été mandatées ce qui est en légère augmentation par rapport à 2012 : 54 dossiers délibérés et 43 mandatés).

Concernant l'adaptation des logements locatifs sociaux, propriétés des organismes HLM, la CUS a contribué à un groupe de travail régional pour inciter les bailleurs sociaux à réaliser des diagnostics accessibilité de leur parc et a mis en place fin 2013, un nouveau système d'aides permettant une subvention aux bailleurs sociaux réalisant un diagnostic accessibilité : sept bailleurs sociaux ont été volontaires pour s'engager dans la démarche de diagnostic « accessibilité », ce qui représente un parc de 32 500 logements.

7. Développer le logement des jeunes actifs et des étudiants

Parallèlement à l'appels à projets conjoints CUS – CG67 sur les résidences pour les jeunes actifs, l'évaluation à mi-parcours du PLH a amené la collectivité à orienter le développement d'opérations à destination des étudiants vers des hébergements mieux adaptés en termes de temporalité pour notamment les 3ème cycle et vers les étudiants à faibles revenus (exemple de l'agrément en 2013 de la Maison Universitaire Internationale -tour Seegmuller- géré par AMITEL, qui comprend 128 lots dont 90 en PLS avec des prestations hôtelières, des durées et des appartements de plus grandes tailles que des studios).

7. Intégration des gens du voyage en voie de sédentarisation : poursuite de la RHI (résorption de l'habitat insalubre) du Polygone.

AXE 3 : AMÉLIORER LE PARC EXISTANT

Une troisième enjeu fort de la politique habitat de la CUS consiste à travailler sur l'amélioration de l'existant, en poursuivant la transformation des grands quartiers d'habitat social et en améliorant le confort et la performance des logements anciens. Parmi les principales actions lancées depuis 2009 sur ce thème figurent :

- la poursuite des 5 Projets de Rénovation Urbaine (PRU) du territoire communautaire (Strasbourg-Neuhof, Strasbourg-Meinau, Lingolsheim-Hirondelles, Strasbourg-Cronenbourg et Strasbourg-Hautepierre) ;

- l'inscription dans le PIG « Habitat Durable » d'un volet spécifique visant l'amélioration qualitative des logements privés existants sur le territoire communautaire ;

- le cofinancement – avec le Conseil Général du Bas-Rhin – d'un fonds d'intervention pour l'amélioration énergétique des logements (Warm Front) ;

- la mise en place de bonifications d'aides pour les logements locatifs sociaux et les logements en accession sociale visant la performance énergétique ;

- le lancement d'une série d'actions en faveur des copropriétés (participation à la création d'un poste d'éco-conseiller spécialiste de cette thématique au sein du réseau FNAIM, prise en charge partielle de Diagnostics de Performance Energétique, étude de recensement des copropriétés en difficulté sur le territoire aux fins d'une action spécifique de la Collectivité sur le sujet, …).

L'ensemble de ces actions a été poursuivi en 2013. Plusieurs d'entre elles sont précisées ci-après:

1. Poursuite de la rénovation urbaine des cinq principaux quartiers d'habitat social

Les communes de Strasbourg et de Lingolsheim et la Communauté urbaine de Strasbourg ont engagé progressivement dès 2005 un programme de rénovation urbaine sur cinq des dix Zones urbaines sensibles (ZUS) présentant des dysfonctionnements urbains majeurs et comptant près de 53 400 habitants (11.4% habitants CUS).

Cinq projets de rénovation urbaine (PRU) sont actuellement mis en œuvre sur le territoire de la Communauté urbaine à travers quatre conventions ANRU (Neuhof, Meinau, Hirondelles et Hautepierre) et une convention locale (Cronenbourg). Ils représentent 816M€ TTC d'investissements inscrits aux conventions (hors infrastructures de transports), dont 68% à destination des interventions sur l'habitat, et génèrent près de 600M€ d'investissements privés.

En décembre 2013, 77% des dépenses programmées étaient engagées, soit 427 opérations des 497 programmées.

En 2013, l'avenant de sortie de convention du Neuhof a été signé et les négociations pour les avenants de sortie des conventions Meinau, Hirondelles et Hautepierre sont engagées, en vue de signatures fin 2014 ou début 2015. Dans cette perspective et afin de préparer le prochain programme de rénovation urbaine, la Communauté urbaine de Strasbourg a engagé une démarche visant à préfigurer la poursuite de l'intervention publique sur ces territoires à travers l'élaboration d'un Plan Stratégique Local (PSL) intercommunal.

Le quartier de Strasbourg / Neuhof :

La convention de rénovation urbaine du Neuhof a été signée le 7 novembre 2005. L'avenant de sortie a, quant à lui, été signé le 12 août 2013.

Fin 2013, plus de 78% des dépenses programmées dans le cadre du projet ANRU étaient réalisées, représentant 142 opérations sur les 164 prévues à la convention. Les dernières opérations seront engagées d'ici 2014.

Principales réalisations en matière d'habitat en 2013 :
- démolition de 109 logements sociaux : 16-18 rue Sarlat (50 logements d'Habitation Moderne), 11 rue de Clairvivre (59 logements CUS Habitat),
- démarrage de la construction de 44 logements sociaux par Domial correspondant à la 2ème tranche de l'opération de résorption de l'habitat insalubre du Polygone,
- démarrage fin 2013 du chantier de construction de 15 logements par Pierres et Territoires pour Habitation Moderne rue de Thénon,
- livraison hors site de 40 logements : Neudorf rue de Nomeny (15 logements par Habitation Moderne), Strasbourg Bruckhof (25 logements par CUS Habitat),

En complément des opérations de logement inscrites à la convention ANRU du Neuhof :
- démarrage de la construction de 62 logements locatifs et en accession privée et sociale par Spiral allée Reuss,
- en décembre 2013, lancement du chantier de construction de 24 logements et de locaux commerciaux par Pierres et Territoires rue de Clairvivre ; 15 logements PLUS sont destinés à NLE dans le cadre d'une VEFA ; ces logements ont été financés en droit commun, sur la base d'une dérogation du Préfet en date du 19 juillet 2013,
- livraison de 55 logements dont 36 en accession sociale par Habitat de l'Ill bénéficiant d'une prime ANRU et 19 logements sociaux par la Socolopo de l'extension de la cité-jardin du Stockfeld,

- dans le secteur du Marschallhof, poursuite par CUS Habitat des relogements du 2-12 rue Schach (155 logements) et lancement des relogements du 13 rue de Marschallhof (10 logements) en vue des démolitions programmées en 2014 et 2015.

Le quartier de Strasbourg / Meinau :

La convention ANRU de la Meinau a été signée le 11 décembre 2006. Elle a fait l'objet de 5 avenants dont le dernier a été conclu en août 2013.

Fin 2013, plus de 59% des dépenses programmées dans le cadre du projet ANRU étaient réalisées, représentant 125 opérations sur les 144 prévues à la convention. Les dernières opérations seront engagées d'ici 2015.

L'année 2013 a été marquée par l'engagement de la démarche d'élaboration de l'avenant de sortie qui a vocation à être signé au courant 2015. Cet avenant de sortie constitue la dernière opportunité de redéployer les financements contractualisés dans le cadre de la convention ANRU.

Principales réalisations en matière d'habitat en 2013 :
- livraison de la démolition du la tour du 28 avenue de Normandie par CUS Habitat,
- livraison des réhabilitations-résidentialisations du secteur Hoepffner-Loucheur – 256 logements, CUS Habitat,
- poursuite du chantier de construction de 42 logements sociaux par la SIBAR rue Schutterlin,
- en décembre 2013, dépôt du permis de construire de 57 logements par Foncière Logement et Icade rue Schulmeister,
- poursuite des travaux de réhabilitation-résidentialisation de 191 logements sociaux par la SIBAR avenue de Normandie,
- finalisation du relogement de la tour du 33 avenue de Normandie en vue de la démolition de l'immeuble programmée en 2014,
- Foncière Logement a confirmé son retrait du terrain qui sera libéré par la démolition du 33 avenue de Normandie. Une consultation des maîtres d'ouvrage affiliés à Action Logement a été engagée fin 2013.

En complément des opérations de logement inscrites à la convention ANRU Meinau :
- désignation du promoteur Alprim comme lauréat d'une consultation sur un terrain situé en périmètre ANRU à l'angle de la rue du Rhin Tortu et de la place de la Meinau : 35 logements en accession privée et sociale,
- commercialisation par Domial d'une opération de 55 logements en accession et locatif privé rue du Rhin Tortu,
- poursuite du chantier de construction de 11 logements par Pierres et Territoires rue Schutterlin,
- poursuite des constructions du lotissement du Baggersee : Claude Rizzon, Pierres et Territoires, CUS Habitat.

Le quartier de Strasbourg / Hautepierre :

La convention ANRU a été signée en décembre 2009. Elle a fait l'objet de 3 avenants, dont un avenant d'étape signé en août 2013.

Fin 2013, 72% des dépenses programmées à la convention ANRU Hautepierre était engagées, avec 87 opérations mises en chantier sur les 96 programmées et 41 d'ores et déjà livrées. Les dernières opérations seront engagées d'ici fin 2015.

L'avenant de sortie à la convention qui définira les conditions (techniques et financières) d'achèvement du Projet de Rénovation Urbaine (PRU) est en cours de formalisation et sera signé au 1er semestre 2015.

Principales réalisations en matière d'habitat, en 2013 :
- la poursuite des travaux de réhabilitation, de résidentialisation et d'aménagement des espaces publics engagés sur les mailles Jacqueline (685 réhabilitations, 697 résidentialisations) et Catherine (710 réhabilitations, 710 résidentialisations) et leur achèvement sur la maille Karine (631 réhabilitations, 364 résidentialisations et construction de 18 maison en accession à la propriété et en locatif social) ;
- la production de logements neufs sur la maille Athéna : 260 logements autorisés (logements privés et locatifs aidés) ;
- la mise en œuvre des relogements des derniers ménages de la maille Jacqueline (immeubles 85 à 87 place Buchner et 19 – 20 place Byron) achevant ainsi l'ensemble des 154 relogements prévus à la convention ;
- en matière d'amélioration de la qualité de services dans les logements, le déploiement du dispositif de collecte enterrée des ordures ménagères sur les opérations livrées.

Le quartier de Strasbourg / Cronenbourg :

Une convention locale (opérations isolées) a été signée en juin 2012 avec l'ANRU et la Région.

Fin 2013, 81% des dépenses prévisionnelles étaient engagées, avec 38 des 47 opérations de la convention engagées et 30 d'ores et déjà livrées.

Principales réalisations en matière d'habitat en 2013 :
- la livraison de 90 nouveaux logements locatifs sociaux de CUS Habitat dans le cadre de la restructuration du secteur Hochfelden, avec 10 maisons de ville à côté desquelles se construisent 86 logements en accession à la propriété (Topaze / Pierres et Territoires) ;
- une offre nouvelle de 102 logements sur le secteur rue du Loess (Bouygues/Nacarat) ;
- la démolition des immeubles de CUS Habitat, rue Gay-Lussac et rue d'Alembert, qui a permis le lancement du chantier de construction de l'EPSAN (pose de la 1ère pierre le 31 octobre 2013) et l'ouverture de la ligne BHNS ;
- la restructuration de l'îlot Einstein – Haldenbourg, qui permettra la réalisation de la résidence senior de DOMIAL en logements locatifs aidés et en accession sociale ;
- le vote du programme de travaux de rénovation énergétique de la copropriété Einstein (160 logements) ;
- l'achèvement total du programme de relogement du projet de rénovation urbaine (280 relogements réalisés entre 2006 et 2013).

Le quartier de Lingolsheim / Les Hirondelles :

La convention ANRU a été signée en octobre 2007 et a fait l'objet de trois avenants.

Fin 2013, plus de 81% des dépenses programmées dans le cadre du projet ANRU étaient réalisées, représentant 35 opérations sur les 46 prévues à la convention. Les dernières opérations seront engagées d'ici 2015.

En 2013, les négociations vissant à intégrer une nouvelle opération de démolition-reconstruction (161 logements CUS Habitat) dans l'avenant de clôture ont été engagées, en vue d'une signature fin 2014.

Principales réalisations en matière d'habitat en 2013 :
- livraison de 29 logements sociaux CUS Habitat rue du Poitou (dont 27 en reconstitution de l'offre hors site),
- achèvement en avril des 147 relogements du 15 /17 rue des Hirondelles et démarrage des travaux de démolition des 186 logements CUS Habitat (curage et désamiantage) à l'automne.

2. Lutte contre l'habitat indigne et non décent

En 2013, le partenariat s'est poursuivi dans le cadre du dispositif départemental d'éradication du logement indigne et non décent (DDELIND) : 52 nouveaux logements ont fait l'objet d'un signalement sur le territoire de la CUS en 2013.

Par ailleurs, l'animation des dispositifs Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » et l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » ont permis en 2013 :
- la réhabilitation de 50 logements individuels indignes et très dégradés, dont 2 occupés par des propriétaires occupants modestes dans le cadre du PIG « Habiter Mieux »
- le bénéfice, pour 57 logements d'une aide au syndicat dans des copropriétés sous arrêté de péril, insalubrité ou forte dégradation (dans le cadre du PIG « Habiter Mieux »)
- la réhabilitation de 175 logements dans le cadre de l'OPAH « copropriétés dégradées »

Parallèlement, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Service Santé Publique et Environnementale de la Ville de Strasbourg (SSPE) ont engagé des procédures coercitives (arrêtés préfectoraux avec possibles sanctions judiciaires si le propriétaire n'engageait pas les travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité).
Ainsi, en 2013, toutes procédures confondues (concernant l'insalubrité remédiable ou irrémédiable, les dangers ponctuels, les interdictions d'habiter relatives à des caves, des sous-sols ou des greniers, etc.), on peut faire état du bilan suivant :
- 6 arrêtés préfectoraux pris par l'ARS sur le territoire de la CUS (sur un total de 16 dans le Bas-Rhin),
- 7 arrêtés préfectoraux pris par le Service Santé Publique et Environnementale de la Ville de Strasbourg (SSPE) au titre du code de la santé publique sur le territoire de la Ville de Strasbourg, affectant 18 logements et 3 communs d'immeuble et un arrêté municipal au titre du code général des collectivités territoriales dans une copropriété

de 90 lots. Ces procédures s'inscrivent dans un volume global de 440 signalements reçus en moyenne par an qui relèvent pour la majorité de la police du maire (non respect du règlement sanitaire départemental).

- lancement des travaux d'office pour traiter une situation d'urgence d'insalubrité à Strasbourg.
- 8 arrêtés de péril pris par le Service de la Police du Bâtiment.

3 L'amélioration des performances énergétique des bâtiments

Actions menées en 2013 sur le parc public de logements :

Un travail partenarial avec les collectivités de la Région (M2A, Conseil Général 68), la Caisse des Dépôts et Consignations, la DREAL et l'AREAL (association régionale des bailleurs sociaux) a permis la mise en place d'un dispositif d'aides commun à tous les bailleurs pour financer la réhabilitation thermique des logements sociaux. Le nouveau dispositif a été voté en Conseil CUS le 20 décembre 2013, et est effectif depuis le début 2014.

Actions menées en 2013 sur le parc privé de logements :

- Réhabilitation avec les aides de l'ANAH et de la CUS de 303 logements dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » dont 99 appartenant à des propriétaires bailleurs, 147 appartenant à des propriétaires occupants et 57 logements dans 3 copropriétés très dégradées ou en arrêté de péril.
- Réhabilitation de 175 logements en 2013 dans le cadre de l'OPAH Copropriétés dégradées
- Dans le cadre du « Fonds d'aide à la rénovation thermique » des logements privés (FART) lancé par l'Etat et géré par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), la CUS a poursuivi la mise en œuvre de son Contrat local d'engagement de lutte contre la précarité énergétique (CLE). Cela a permis à 177 propriétaires de bénéficier d'une prime du fond d'aide à la rénovation thermique à hauteur de 2 000 € (pour les propriétaires bailleurs) à 3 500 € (pour les propriétaires occupants). La CUS a abondé ces primes de 500 € sur ses fonds propres. Dans le cadre de l'OPAH « Copropriétés dégradées », 175 logements rénovés ont pu bénéficier d'une prime de 1500 € pour des travaux en parties communes permettant un gain supérieur à 35 %.
- La CUS a continué à prendre en charge à 100 % les audits énergétiques pour les propriétaires occupants et à 20 % des audits énergétiques pour les copropriétés avec une majorité de propriétaires éligibles aux aides ANAH. 4 copropriétés ont pu bénéficier de cette aide en 2013.
- La CUS est partenaire avec le Conseil Général du Bas-Rhin du « Warm Front 67 », un fonds social d'aide aux travaux de maitrise de l'énergie en faveur des propriétaires occupants modestes et des propriétaires bailleurs impécunieux réalisant des travaux d'économie d'énergie. En 2013, 8 ménages sur le territoire de la CUS ont bénéficié d'aides exceptionnelles pour un montant de 11 260 € représentant 207 190 € de travaux
- La CUS a développé des actions spécifiques en faveur de la réhabilitation énergétique des logements en copropriété. Depuis 2010, 80 copropriétés sont suivies :
  - par le bureau de suivi-animation du PIG (l'ARIM Alsace, qui a présenté les aides financières possibles pour les propriétaires occupants modestes),

- par l'éco-conseillère FNAIM (poste d'animateur métier régional cofinancé par la CUS, la Région et l'ADEME) qui a mobilisé les professionnels de l'immobilier, syndics de copropriétés et gestionnaires locaux autour des enjeux environnementaux dans le bâtiment et tenté de convaincre les copropriétaires de l'intérêt des travaux d'économie d'énergie sur l'ensemble de leur immeuble,

En 2013, grâce à cet accompagnement, 2 importantes copropriétés ont lancé des programmes de travaux conséquents :

- la copropriété « La Bruche » à Lingolsheim avec 160 logements et un montant de travaux de 2 035 215€. 19 %des copropriétaires ont pu bénéficier des aides de l'Anah.
- la copropriété Belle Demeure à Koenigshoffen avec 144 logements et un montant de travaux de 1 200 000 €. 40 % à 50 % des copropriétaires sont éligibles aux aides de l'Anah.

AXE 4 : CONTRIBUER À UN AMÉNAGEMENT INNOVANT ET À UN HABITAT DURABLE

L'enjeu est ici de prendre en compte la dimension environnementale des projets d'aménagement dès leur conception, d'économiser les ressources et de préserver les milieux naturels.

Parmi les principales actions lancées depuis 2009 et poursuivies en 2013, figurent notamment:

- le développement de plusieurs éco-quartiers sur la CUS : Quartiers Danube, Deux-Rives et Brasseries à Strasbourg, Portes du Kochersberg à Vendenheim, Rives du Bories à Ostwald, Tanneries à Lingolsheim, Le Corbusier à Illkirch-Graffenstaden, Adelshoffen à Schiltigheim,…
- l'inscription des projets urbains dans la dynamique Ecocités
- la mise en œuvre d'actions pédagogiques sur le sujet (conférences, expositions, réunions d'informations et d'échanges) et l'élaboration d'un guide,
- le lancement de plusieurs projets en autopromotion sur Strasbourg dont, en 2103, en locatif aidé et en accession sociale sécurisée,
- la mise en place d'une charte de l'aménagement et de l'habitat durables (regroupant aménageurs, promoteurs, bailleurs sociaux, …)

AXE 5 : PRENDRE EN COMPTE LA SANTÉ DANS L'HABITAT

Ce cinquième enjeu du PLH vise à faciliter l'obtention d'un logement pour les personnes de santé précaire et d'endiguer les problèmes de santé liés aux conditions d'habitat.

Actions spécifiques menées en 2013 :

En matière d'offre de logements pour les personnes de santé précaire :

En 2013, un appel à projets conjoint entre le Conseil général du Bas-Rhin et la CUS a été lancé pour la création de résidences en faveur des personnes souffrant d'un problème de santé (cf. ci-dessus axe 2 point 5).
Deux projets ont été désignés comme lauréats en 2013, mais un des porteurs s'est retiré. Sous réserve de l'agrément du dernier projet, 34 logements en résidences pour les personnes souffrant d'un problème de santé devraient ainsi être livrés.

En matière d'offre de services de santé au cœur des quartiers d'habitation :
Les projets de maisons urbaines de santé (MUS) au sein des quartiers de la Cité de l'Ill et du Port du Rhin se sont bien développés et des réflexions sont en cours dans les quartiers de Hautepierre, Koenigshoffen et Cronenbourg. L'ouverture de la MUS de la Cité de l'Ill est prévue pour l'année 2015.

En matière de création d'habitat favorable à la santé et d'anticipation des risques sanitaires:
- Soutien à l'exposition « Halte à la pollution intérieure », outil de sensibilisation sur les enjeux de la qualité de l'air intérieur coproduit par différents partenaires (Mutualité française, ASPA, HUS, ARS, Chambre de consommation d'Alsace, Agf, Resedaa, Ville de Strasbourg), en juin 2013 au centre administratif de la CUS,
- Financement de l'association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA) : environ 200 personnes ont participé aux modules de sensibilisation sur les bons gestes pour un air intérieur sain.

AXE 6 : METTRE EN OEUVRE LE 4ÈME PLH EN LIEN AVEC LES AUTRES POLITIQUES PUBLIQUES, LE SUIVRE ET L'ÉVALUER

Le dernier enjeu du PLH est de mettre en œuvre une politique habitat la plus juste possible, de bien l'articuler avec les autres politiques publiques existantes, de développer les synergies entre acteurs et de faire connaître au grand public et aux Communes les outils mis à leur disposition en matière de logement.

Parmi les principales actions lancées depuis le début du PLH sur ce thème figurent :
- la signature de contrats partenariaux avec l'Etat (délégation des aides à la pierre) et le Conseil Général du Bas-Rhin (contrat de territoire),
- la passation de contrats d'objectifs avec les bailleurs sociaux, autour des différents objectifs du PLH sur le parc public de logements,
- la création d'instances régulières d'échanges avec les acteurs de l'habitat (bailleurs, promoteurs, associations, …), ponctuées au second trimestre de chaque année par des Rencontres de l'Habitat (en 2013, les Rencontres de l'Habitat du 7 juin ont porté sur la thématique de l'habitat intermédiaire, du logement abordable et des éco-quartiers),
- la mise en place d'outils d'information du grand public sur le logement (fiches pratiques, site internet de la CUS, point info logement, …),
- le développement de l'information des Communes sur le logement et les outils à leur disposition dans ce domaine, ainsi qu'une assistance à l'ingénierie de leurs projets.

L'ensemble de ces démarches collaboratives ont contribué à tisser un réseau local autour des actions sur la CUS, qui permet non seulement de les abonder mais aussi de vérifier au quotidien leur pertinence et – lorsqu'il en est besoin – de les réorienter.

En 2013 s'est également poursuivi le travail d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal intégrant le PLH. Ce travail, initié en 2012 dans l'esprit de la Loi Grenelle, cible une meilleure articulation de la politique de l'habitat avec l'ensemble des politiques publiques menées par la collectivité.
Les réflexions menées dans ce cadre ont été présentées lors des quatre séminaires organisés en octobre 2014 avec les élus de toutes les communes de la CUS.

Les actions exposées ci-dessus, impulsées ou redynamisées par la CUS, déclinent tous les champs ouverts par son 4ème PLH, en plus d'avoir ré-identifié la Collectivité comme un acteur majeur et volontariste du territoire dans le domaine de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le point d'étape annuel du 4ème Programme Local de l'Habitat de la CUS pour l'année 2013.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

16

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Mise en place des règles applicables aux opérations de logement social montées en usufruit locatif social (ULS).

Dans le cadre de sa politique menée en matière d'habitat et de la délégation exercée au titre des aides à la pierre, la CUS fait face aujourd'hui à l'intérêt exprimé par plusieurs bailleurs pour un produit jusqu'ici peu utilisé : l'usufruit locatif social (ULS).

Afin que l'utilisation de ce dispositif s'articule en cohérence avec la politique menée par la Collectivité en matière d'habitat, la présente délibération vise à encadrer le recours à l'ULS sur le territoire de la CUS.

Caractéristiques de l'ULS :

L'ULS, créé par la loi du 13 juillet 2006 portant Engagement national pour le logement (ENL), consiste en un démembrement temporaire du droit de propriété au travers d'une convention d'usufruit conclue entre un propriétaire privé et un bailleur social, pour une durée minimale de 15 ans (20 ans au maximum).

Pendant la durée de la convention, la nue propriété appartient à un investisseur privé, qui finance ainsi la construction, tandis que l'usufruit bénéficie au bailleur social, qui perçoit l'intégralité des loyers et assure l'entretien de l'immeuble. Au terme de la convention, l'investisseur privé retrouve la pleine propriété du bien remis à neuf. L'absence de jouissance pendant la durée de la convention réduit la participation de l'investisseur qui profite par ailleurs d'incitations fiscales

Pour le bailleur, le recours à l'ULS permet de profiter d'un coût d'opération sensiblement minoré sur le volet foncier, et donc de constituer temporairement un parc locatif social en principe sans apport de fonds propres, et avec un amortissement purement financier. Le montage peut être financé par des prêts sociaux : PLS, mais aussi PLUS ou PLAI. A ce titre, le bailleur bénéficie d'une TVA réduite, de l'exonération de TFPB, et d'un taux d'emprunt minoré.

Pour la Collectivité, l'intérêt de ce montage est de permettre de créer du logement social dans des secteurs particulièrement tendus, où le coût du foncier ne permettrait pas autrement aux bailleurs d'envisager une opération.

Enjeux :

L'ULS a été initialement créé pour permettre de réaliser des logements locatifs sociaux dans des secteurs où cela est rendu impossible du fait du coût du foncier. Cette réglementation visait principalement la région Parisienne, la Côte d'Azur, et les grandes agglomérations comme Lyon, Lille et Marseille.

Les logements réalisés dans le cadre de l'usufruit locatif social sont pris en compte pendant la durée de cet usufruit augmenté de cinq ans dans le décompte des logements locatifs sociaux retenus pour l'application de l'article L. 302-5 du Code de la construction et de l'habitation (article 55 de la loi SRU - loi solidarité et renouvellement urbain).

Cependant, au terme de la convention d'usufruit augmenté de cinq ans, les logements financés en ULS sortent du décompte SRU. Il convient donc de veiller à ce que le recours à l'ULS ne se fasse pas au détriment de la production classique de logement social.
A cet égard, le risque est notamment que le recours à l'ULS déstabilise le marché de la VEFA (vente en l'état futur d'achèvement). En effet, en cas d'opération d'habitat privé pour laquelle il resterait des invendus, les promoteurs pourraient renoncer à la VEFA habituellement proposée aux bailleurs (pour un prix autour des 2 100 €/m²), pour privilégier l'ULS, l'investisseur privé étant prêt dans ce montage à offrir un prix plus intéressant.

Le risque est également de gonfler sur une période donnée le nombre de logements sociaux, pour se retrouver quelques années après avec un déficit important, et un foncier consommé alors même que le territoire de la CUS se trouve d'ores et déjà confronté à la problématique de raréfaction du foncier disponible.

De plus, dans un tel montage, une obligation de relogement du locataire au terme de la convention d'usufruit pèse sur le bailleur, ce qui implique qu'il dispose effectivement de « logements équivalents » à proposer au locataire et immédiatement disponibles. Cette obligation peut s'avérer difficile à mettre en œuvre, dès lors que les logements en ULS ont vocation à être réalisés en sites tendus en terme locatif.

La gestion locative des logements en ULS est également complexe, notamment en fin de bail. D'une part, le renouvellement des locataires à l'approche de l'issue de l'engagement est problématique (location possible mais limitée). D'autre part, pour tenir compte des travaux de remise à neuf que le bailleur a l'obligation d'effectuer en fin d'usufruit, il est nécessaire d'organiser une période de vacance. Ceci induit donc une gestion locative spécifique, et réduit par ailleurs l'effectivité de l'offre en logement social.

Ces enjeux et contraintes amènent ainsi la Collectivité à envisager un cadrage à la fois financier et technique pour les opérations envisagées par les bailleurs en ULS sur le territoire de la CUS.

Modalités financières proposées :

Pour mémoire, les subventions de droit commun versées par la CUS au soutien de la production de logement social s'élèvent à 9 000 € par PLAI et 5 000 € par PLUS (délibération cadre n° 17 prise en date du 20 mars 2009).

En raison de la brièveté du conventionnement social induite par ce type de montage, et des charges foncières allégées qu'il comporte pour le bailleur, il est proposé qu'aucune subvention ne soit consentie par la CUS pour les opérations en ULS. Celles-ci n'apparaissent en effet pas nécessaires pour l'équilibre économique de telles opérations.

Ce premier point apparait relativement consensuel, dans la mesure où cette règle a déjà pu être appliquée dans les quelques précédents, sans difficulté.

S'agissant de la prise en garantie par la Collectivité des prêts souscrits pour l'opération en ULS, il peut être précisé que la délibération cadre actuellement en vigueur (délibération du 29 septembre 2009 actualisée par délibération du 28 juin 2013) ne distingue pas entre opération classique et opération en ULS. Ces dernières peuvent donc actuellement bénéficier d'une garantie d'emprunt comme les opérations de logement social classiques.

Il n'est pas envisagé de revenir sur cette prise en garantie, sous réserve que les opérations proposées en ULS remplissent par ailleurs un certain nombre de conditions techniques, ayant vocation à préserver la production classique de logement social, et à garantir la pertinence de l'opération au regard des besoins du territoire.

Modalités techniques proposées :

Dans le cadre de la délégation faite par l'Etat à la CUS sur les aides à la pierre, il est proposé de conditionner la délivrance de l'agrément au respect des conditions suivantes :

1. Critère géographique :

Le montage en ULS n'apparait pertinent, en lieu et place du logement social classique, que lorsqu'on se trouve dans des secteurs où les bailleurs sociaux ne seraient pas en mesure - du fait du coût du foncier - de créer une offre de logement pérenne.

Sur le territoire de la CUS, ceci correspond aux secteurs suivants :
- Orangerie,
- quartier des XV stricto sensu,
- hyper centre de Strasbourg (pouvant correspondre au secteur délimité par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur).

En dehors de ces secteurs, la production de logement social classique existe (communes hors CUS comprises), il semble donc plus pertinent d'y privilégier l'offre pérenne de logement social, et de ne pas y encourager le recours à l'ULS.

Il est donc proposé comme premier critère que la localisation de l'opération corresponde aux secteurs tendus du territoire (cf. carte jointe en annexe à la présente délibération).

Sur ce point, il doit cependant être souligné que la problématique du relogement par le bailleur peut s'en trouver compliquée : en effet, les secteurs tendus sont ceux où il n'existe pas de logement social. Les offres de logement « équivalent » au locataire seront donc difficiles à formuler par le bailleur.

Il est donc proposé qu'en condition complémentaire soit ajoutée de manière alternative les conditions suivantes :
- soit le bailleur dispose effectivement d'un patrimoine proche suffisant pour lui permettre de formuler des offres de logement équivalent au terme de l'usufruit ;
- soit le bailleur introduit dans le conventionnement en ULS, une clause de reprise à bail par le nu-propriétaire du bail passé avec le locataire.

Ces deux conditions alternatives permettraient de garantir la faisabilité d'un relogement effectif au terme de l'usufruit.

2. Condition de mixité sociale :

Afin d'introduire une réelle mixité dans ces opérations, il est proposé d'ajouter deux conditions alternatives :
- soit le bailleur prévoit une part minimum de 30% de PLUS ou PLAI sur l'opération,
- soit le bailleur prévoit une part minimum de LLS classique sur l'opération : au terme de l'usufruit, cela conduirait à une mixité sociale pérenne sur l'opération (une part de LLS et une part d'habitat privé), l'ULS devenant ainsi un levier pour introduire du LLS classique dans les secteurs tendus où les bailleurs ne parviennent pas habituellement à négocier une acquisition (foncière ou en VEFA) à coût raisonnable.

3. Condition de forme :

Afin de s'assurer de la bonne prise en compte par le bailleur de la problématique du relogement, il est proposé qu'au moment du dépôt du dossier de demande de financement, le bailleur ait à joindre une note de présentation relative au dispositif prévu pour assurer son obligation de relogement au terme de l'ULS (dispositions prises en ce qui concerne la gestion locative, calendrier de la vacance organisée en fin d'ULS, clause éventuelle de reprise à bail par le nu-propriétaire, etc.).

4. Condition liée à l'équilibre de l'opération :

Comme pour toute opération de logement social, le bailleur devra présenter une opération équilibrée financièrement.

Pour cette condition habituelle tenant à l'équilibre d'opération, il s'agira essentiellement d'être particulièrement vigilant lors de l'instruction aux aspects suivants :

- période de loyers prise en compte dans les recettes : cette période devra nécessairement être inférieure à la durée de l'ULS, afin de tenir compte à la fois de la vacance nécessaire aux travaux de remise à neuf et à la fois des départs de locataires éventuels intervenant peu avant le terme de l'ULS ;
- prix versé par le bailleur pour l'acquisition de l'ULS : à titre indicatif, ce prix doit tourner autour des 630€/m² pour permettre au bailleur d'équilibrer son opération ;
- prise en compte en dépense du coût des travaux de remise à neuf.

L'équilibre d'opération étant une condition habituelle, il ne s'agit pas d'une condition supplémentaire à celles déjà existantes. Elle figure ici à titre de rappel.

5. Condition liée au contingent réservataire :

La contre partie à toute garantie d'emprunt par la Collectivité est la réservation de 10 % des logements de l'opération pour la Collectivité. La durée de la convention de réservation conclue avec le bailleur est fonction du prêt le plus long augmenté de cinq ans.

Or, pour l'ULS, la durée du prêt correspond à la durée de l'usufruit, c'est-à-dire à la durée pendant laquelle le bailleur dispose effectivement du logement. Par conséquent, la règle de la réservation ne peut s'appliquer sur les cinq dernières années, qui s'ajoutent normalement à la durée du prêt.

Afin de palier à cette difficulté, il est proposé en cas de demande de prise en garantie d'une opération en ULS, d'exiger du bailleur la réservation du nombre de logements correspondant à 10% de l'opération sur la durée du prêt augmentée de cinq ans, et pris sur les logements sociaux classiques de son patrimoine.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de Communauté du 19 décembre 2005 validant la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2006-2008,
vu la délibération du Conseil de Communauté du 20 mars 2009 validant la prorogation pour un an de ladite délégation de compétence,
vu la délibération du 28 juin 2013 relative à la mise à jour des garanties d'emprunt accordées par la Communauté urbaine de Strasbourg aux opérations de logement locatif social,
vu l'avis de la Commission Thématique
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

la mise en place des règles de financement suivantes pour la production de logement social réalisée en usufruit locatif social (ULS) :

- *les subventions versées par la Communauté urbaine de Strasbourg selon les termes et conditions prévues dans la délibération du 20 mars 2009 ne peuvent être mobilisées pour la production de logement social montée en usufruit locatif social ;*

- *conformément aux délibérations du 29 septembre 2009 et du 28 juin 2013, la garantie d'emprunt accordée par la Communauté urbaine de Strasbourg aux prêts contribuant à la production de logement locatif social, peut porter sur des opérations incluant en tout ou partie un montage en usufruit locatif social ;*

- *pour s'acquitter du droit de réservation détenu par la Collectivité en contrepartie de la garantie d'emprunt, le bailleur devra réserver un nombre de logements correspondant à 10% de l'opération sur la durée du prêt augmentée de cinq ans, et pris sur les logements sociaux classiques de son patrimoine ;*

- *afin de privilégier la production pérenne de logement social, le montage en usufruit locatif social ne sera possible que sur les secteurs les plus tendus du territoire tels qu'identifiés dans la carte jointe en annexe à la présente, à savoir : Orangerie, quartier des XV stricto sensu, hyper centre de Strasbourg ;*

- *pour prendre en compte les contraintes liées à l'obligation de relogement, le montage en usufruit locatif social est également soumis à la condition alternative suivante :*
  - *soit le bailleur dispose effectivement d'un patrimoine proche suffisant pour lui permettre de formuler des offres de logement équivalent au terme de l'usufruit ;*
  - *soit le bailleur introduit dans le conventionnement en ULS, une clause de reprise à bail par le nu-propriétaire du bail passé avec le locataire.*

- *afin d'introduire une réelle mixité dans ces opérations, toute opération en ULS devra comporter, soit une part minimum de 30% de PLUS, soit une part minimum de LLS classique ;*

- *pour le dépôts des dossiers de demande d'agrément des opérations en ULS, les bailleurs seront invités à produire une note de présentation relative au dispositif prévu pour assurer l'obligation de relogement au terme de l'ULS,*

autorise

le Président ou son représentant à signer tout document relatif à l'exécution des présentes.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URAINE
Service Géomatique et Connaissance du Territoire

Périmètre retenu pour les opératiions en usufruit locatif social sur le territoire CUS

Date d'édition		ECHELLE
29/09/2014		1/ 10000

17

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Evolution des statuts de l'association coopérative HABITAT DE L'ILL.

Créée en 1917 à l'initiative de la Ville d'Illkirch pour développer sur son ban communal une offre en logements financièrement accessibles pour les ménages modestes, la société coopérative Habitat de l'Ill n'a cessé depuis de se développer, intervenant ou projetant d'intervenir à présent sur une grande partie du territoire de la Communauté urbaine de Strasbourg.

Forte d'une trentaine de collaborateurs et désireuse de renforcer encore son action et ses partenariats, l'opérateur a souhaité s'engager en 2012 dans une transformation en Société Coopérative d'Intérêt Collectif, transformation soutenue par la CUS (délibération du 12 juillet 2012).

Cependant, en date du 14 octobre 2013, les services du Premier Ministre ont invalidé la structuration en SCIC HLM en indiquant que les dispositions législatives en vigueur relatives à ce type de structure ne permettent pas de prévoir une répartition des collectivités associées au sein de collèges distincts, tel que prévu dans le projet de statuts.

Suite à ces précisions apportées par les services de l'Etat, Habitat de l'Ill a décidé de se maintenir sous forme d'association coopérative à responsabilité de droit local, mais de faire évoluer ses statuts, de manière à renforcer son action et ses partenariats dans la continuité de la démarche engagée en 2012.

Motifs et enjeux de l'évolution statutaire :

Société coopérative de logement social, Habitat de l'Ill intervient à la fois pour la réalisation de logements locatifs aidés et de logements en accession sociale à la propriété. Souhaitant intensifier son action auprès des Communes, l'opérateur a proposé à celles qui le souhaitent d'intégrer son capital.

Souhaitant par ailleurs renforcer ses modes de financement, notamment pour ses produits d'accession sociale à la propriété, il a également voulu associer plusieurs banques mutualistes et différents acteurs socio-économiques.

Le but poursuivi par l'évolution envisagée est ainsi d'intégrer au capital de l'association différents acteurs partenaires, afin de renforcer l'action du bailleur :
- de nouvelles collectivités : la commune d'Illkirch-Graffenstaden et la CUS étant déjà membres, il s'agit d'intégrer les communes partenaires qui le souhaite ;
- les banques mutualistes partenaires : Caisse d'Epargne Alsace, Crédit Coopératif ;
- certains acteurs socio-économiques, tels la SERS, le réseau GDS, ENEREST, etc.

L'entrée au capital de ces différents acteurs est une manière d'acter le développement notable opéré par Habitat de l'Ill depuis sa création en 1917 (action qui dépasse désormais sensiblement le seul territoire de la Ville d'Illkirch-Graffenstaden, membre historique du bailleur). C'est aussi pour le bailleur la possibilité de disposer d'un outil plus adapté à son fonctionnement, en permettant de réunir lors de ses assemblées, l'ensemble du réseau d'acteurs intéressés à ses activités.

Une nouvelle gouvernance est ainsi recherchée, avec la création de cinq collèges composés comme suit :

Collèges	Nombre de membres au **Conseil d'Administration**	Nombre de membres au **Conseil de Surveillance**	**Répartition des voix entre les collèges**
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	10	9	40%
Collectivités publiques	3	4	20%
Partenaires sociaux-économiques	4	3	20%
Locataires et accédants et sociétés de construction	2	2	10%
Salariés	1	0	10%
Total	20	18	100%

La modification envisagée conduit à augmenter les membres des deux conseils :
- passage de 5 à 20 membres au Conseil d'administration ;
- passage de 12 à 18 membres au Conseil de surveillance.

La répartition en collèges conduit chaque associé à exprimer la voix qu'il détient, non directement au sein de l'assemblée générale, mais au sein de son collège. Le consensus trouvé par chaque collège est ensuite relayé aux assemblées générales, et pris en compte à hauteur du pourcentage de voix affecté à chaque collège respectivement (cf. tableau ci-dessus).

Cette nouvelle structuration vise à assurer une bonne représentation de l'ensemble des acteurs partenaires, avec une voix prépondérante donnée à la commune d'Illkirch-Graffenstaden (dans la lignée des statuts actuels) et aux collectivités publiques, vis-à-vis des autres catégories d'associés (l'ensemble des collectivités représenteront 60 % des voix).

A noter que parmi les Communes de la CUS ayant d'ores et déjà décidé d'intégrer la SCIC Habitat de l'Ill figurent La Wantzenau, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Ostwald, Schiltigheim et Vendenheim.

En vertu des nouveaux statuts, la CUS disposera d'un représentant appelé à siéger au sein du collège dédié aux collectivités publiques, et qui pourra par ailleurs se porter candidat au Conseil d'Administration et/ou au Conseil de surveillance d'Habitat de l'Ill. La présente délibération vise également à désigner ce représentant.

Participation de la CUS au capital du bailleur :

Pour mémoire, la délibération prise en date du 12 juillet 2012 par le conseil communautaire décidait de porter la prise de participation de la CUS à 10 000€. La CUS dispose donc aujourd'hui de 25 641 parts sociales.

Les motifs et enjeux de l'évolution statutaire envisagée aujourd'hui étant identiques à ceux approuvés en 2012, il est proposé de maintenir ce niveau de participation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les statuts actuels d'Habitat de l'Ill ;
vu les nouveaux statuts projetés joints en annexe ;
vu la délibération du 12 juillet 2012 relative au
changement statutaire de la société HABITAT de L'ILL ;
vu la délibération du 6 juin 2014 relative à la représentation de la
Communauté urbaine de Strasbourg au sein de différentes instances ;
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la commission plénière ;
après en avoir délibéré ;

- *prend acte que le projet de transformation de l'association coopérative à responsabilité limitée de droit local HABITAT DE L'ILL sous la forme d'une SCIC est définitivement abandonné ;*

- *constate l'opportunité de faire évoluer le fonctionnement et les statuts de l'association coopérative HABITAT DE L'ILL eu égard aux perspectives poursuivies par l'association ;*

- *entérine les nouveaux statuts de l'association coopérative HABITAT DE L'ILL ;*

- *décide de maintenir la prise à participation de la Communauté urbaine de Strasbourg au capital de l'association coopérative HABITAT DE L'ILL à hauteur de 10 000 €, et confère tous pouvoirs à M. Syamak AGHA BABAEI à l'effet de signer ou régulariser tous documents qui seraient nécessaire à cet égard ;*

- *désigne M. Syamak AGHA BABAEI pour représenter la Communauté urbaine de Strasbourg aux assemblées générales de l'association en vertu des nouveaux statuts ;*

- *précise que l'adoption des nouveaux statuts met fin avec effet immédiat, au mandat de tout représentant de la Communauté urbaine de Strasbourg qui aurait été précédemment désigné en application des statuts actuels d'HABITAT DE L'ILL ;*

- *autorise le représentant de la Communauté urbaine de Strasbourg nouvellement désigné à se porter le cas échéant candidat au Conseil d'Administration et/ou au Conseil de Surveillance.*

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

HABITAT DE L'ILL

STATUTS

Sommaire

PREAMBULE **4**

TITRE 1 : SOCIETE **5**

ARTICLE 1 - FORME 5
ARTICLE 2 - DENOMINATION 5
ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL 5
ARTICLE 4 - COMPETENCE TERRITORIALE 9
ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL - TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL 9
ARTICLE 6 - DUREE 10

TITRE II : PARTS SOCIALES – SOCIETAIRES **10**

ARTICLE 7 - QUALITE DE MEMBRE 10
ARTICLE 8 - MONTANT ET FORME DES PARTS SOCIALES - DROIT D'ENTREE - LIMITATION DE RESPONSABILITE DES SOCIETAIRES 11

TITRE III : DEMISSIONS-EXCLUSIONS **12**

ARTICLE 9 - DEMISSIONS – EXCLUSIONS 12

TITRE IV : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE **13**

ARTICLE 10 - LES CONSEILS D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE 13
ARTICLE 10.1 - DISPOSITIONS COMMUNES 13
ARTICLE 10.2 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 15
ARTICLE 10.3 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 1316
ARTICLE 10.4 - PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 16
ARTICLE 10.5 - LE CONSEIL DE SURVEILLANCE 17
ARTICLE 10.6 - PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE 18
ARTICLE 11 – DIRECTION 19
ARTICLE 12 – CONVENTION ENTRE L'ASSOCIATION COOPERATIVE ET UN DIRIGEANT, UN ADMINISTRATEUR OU UN ASSOCIE.....20
ARTICLE 13 - COMMISSION D'ATTRIBUTION DE LOGEMENTS 21

TITRE V : COMMISSAIRE AUX COMPTES **21**

ARTICLE 14 - COMMISSAIRE AUX COMPTES 21

TITRE VI : ASSEMBLEES GENERALES **22**

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS GENERALES..... 22
ARTICLE 16 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE 22
ARTICLE 17 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE 23

TITRE VII : ASSEMBLEE DE COLLEGES **24**

ARTICLE 18 - LES COLLEGES 24
ARTICLE 19 - TENUE DES ASSEMBLEES DE COLLEGE 25

TITRE VIII : ANNEE SOCIALE - DOCUMENTS TRANSMIS A L'ADMINISTRATION .27

ARTICLE 20 - ANNEE SOCIALE 27
ARTICLE 21 - APPROBATION DES COMPTES 27
ARTICLE 22 - DOCUMENTS TRANSMIS A L'ADMINISTRATION 28

TITRE IX : RESERVES - RESULTAT - REVISION COOPERATIVE 28

ARTICLE 23 – RESERVES 28
ARTICLE 24 - RESULTAT DE L'EXERCICE 28
ARTICLE 25 - CONTROLE ET REVISION COOPERATIVE 29

TITRE X : DISSOLUTION – LIQUIDATION 29

ARTICLE 26 - DISSOLUTION – LIQUIDATION 29
ARTICLE 27 - ATTRIBUTION DE L'ACTIF 29

TITRE XI : PUBLICATION 29

ARTICLE 28 29

PREAMBULE

Suivant un arrêté de Monsieur le Commissaire Général de la République à Strasbourg du 19 novembre 1921, la Société Coopérative d'Habitations à Loyer Modéré d'Illkirch-Graffenstaden, association coopérative inscrite à responsabilité limitée, a été reconnue comme remplissant les conditions exigées par l'article 4 du décret du 12 mars 1921, pour bénéficier des avantages de la législation française sur les habitations à bon marché.

Habitat de l'Ill, créée en 1917, est une association coopérative d'Habitations à Loyer Modéré à responsabilité limitée, régie par les lois locales sur les associations coopératives des 1er mai 1889 et 20 mai 1898.

Elle est reconnue en qualité d'opérateur de logement social local sérieux, souple et à l'écoute des collectivités.

Elle entend engager un programme ambitieux de construction de logements locatifs sociaux et d'accession sociale à la propriété, notamment sur le territoire de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

Affichant son ambition d'amplifier son savoir-faire, et d'être un acteur dynamique et un partenaire fort des collectivités, elle envisage d'accentuer son développement.

Forte d'une équipe d'une quarantaine de collaborateurs mobilisés, elle a initié des actions de formation ciblées et acquis des outils de gestion performant indispensable pour assurer le développement visé.

Elle souhaite s'engager aux côtés des Communes dans une démarche de projet global et concret dont l'objectif est de mettre en œuvre progressivement et de manière pérenne des projets d'habitat à l'échelle des Communes et conformes à leurs besoins.

Dans cette optique mais également dans le but de consolider des liens forts avec les Communes ayant déjà collaboré avec elle, d'en tisser d'autres et d'atteindre ainsi un objectif ambitieux de production, Habitat de l'Ill doit faire évoluer ses statuts.

En effet, la refonte des statuts d'HABITAT DE l'ILL permettra de favoriser, aux côtés de la Ville d'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, Commune fondatrice « de rattachement » de l'association, l'expression des locataires et accédants, et des salariés, au sein de l'association, ainsi que l'implication des Communes et des partenaires sociaux-économiques, qui s'exprimeront au sein de collèges dédiés.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du ....., il a été décidé l'adoption de nouveaux statuts de l'association coopérative HABITAT DE L'ILL, Société Coopérative d'Habitations à Loyer Modéré Illkirch-Graffenstaden, la prise d'effet ayant été fixée au jour de cette assemblée.

Il est précisé que l'association coopérative HABITAT DE L'ILL adhère à Fédération Nationale des Sociétés Coopératives d'HLM.

TITRE I – ASSOCIATION COOPERATIVE

ARTICLE 1 - FORME

L'association coopérative est constituée sous la forme d'une association à responsabilité limitée, sur la base des lois locales d'Alsace et de Moselle, relatives aux associations coopératives, des 1er mai 1889 et 20 mai 1898.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

L'association coopérative est dénommée :

"HABITAT DE L'ILL"

Société Coopérative d'Habitations à Loyer Modéré Illkirch-Graffenstaden

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

L'association coopérative a pour objet :

1° D'assister, à titre de prestataire de services, des personnes physiques et des sociétés de construction constituées en application du titre Ier du livre II du code de la construction et de l'habitation, pour la réalisation et la gestion d'immeubles d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation ou destinés à cet usage en accession à la propriété ainsi que pour la réalisation de travaux portant sur des immeubles existants et destinés à un usage d'habitation ou à un usage professionnel et d'habitation ;

2° De réaliser ou d'acquérir et d'améliorer, soit en qualité de maître d'ouvrage, soit par l'intermédiaire de sociétés civiles de construction mentionnées au précédent alinéa, en vue de leur vente à des personnes physiques, à titre de résidence principale, et de gérer, notamment en qualité de syndic, des immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation respectant les prix de vente maxima fixés en application du III de l'article R. 443-34 du code précité, et plus généralement de réaliser ou d'acquérir et d'améliorer des immeubles en vue de leur revente et de gérer ces immeubles, notamment en qualité de syndic, conformément aux dispositions légales et règlementaires applicables.

3° En vue de leur location-accession dans les conditions fixées par la loi no 84-595 du 12 juillet 1984 modifiée définissant la location-accession à la propriété immobilière, de construire, acquérir, réaliser des travaux et gérer des immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation respectant les prix de vente maxima fixés en application du III de l'article R. 443-34 du code de la construction et de l'habitation ;

4° De réaliser des hébergements de loisirs à vocation sociale selon les modalités prévues au 6° de l'article L. 421-3 du code de la construction et de l'habitation ;

5° D'acquérir des hôtels, meublés ou non, destinés à l'hébergement temporaire des personnes en difficulté et les donner en location à des organismes agréés par le préfet de département du lieu de situation de ces hôtels ;

6° De construire ou acquérir, aménager, entretenir, gérer ou donner en gestion à des personnes physiques ou morales des résidences hôtelières à vocation sociale prévues à l'article L.631-11 du code de la construction et de l'habitation ;

7° D'assurer la gérance des sociétés civiles immobilières d'accession progressive à la propriété régies par les articles L.443-6-2 et suivants ;

8° De vendre des ouvrages de bâtiments aux organismes visés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation et aux sociétés d'économie mixte ou de les acquérir auprès d'eux, par contrat de vente d'immeuble à construire prévu aux articles L.261-1 et suivants du même code ;

9° En vue de leur location, de construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer, dans les conditions prévues par les livres III et IV du code de la construction et de l'habitation, des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble ;

10° De gérer les immeubles à usage principal d'habitation appartenant à d'autres organismes d'habitations à loyer modéré, quelle que soit la forme sociale sous laquelle ils exercent leur activité ;

11° De gérer les immeubles à usage principal d'habitation appartenant à l'État, à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales, à une société d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux, à des organismes à but non lucratif, à l'association agréée mentionnée à l'article L 313-34 du Code de la construction et de l'habitation ou aux sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à 99 % au moins par cette association ;

12° D'être syndic de copropriété et administrateurs de biens d'immeubles bâtis, construits ou acquis soit par elles, soit par un autre organisme d'habitations à loyer modéré, une collectivité territoriale, une société d'économie mixte ou un organisme

sans but lucratif, l'association mentionnée à l'article L 313-34 du Code de la construction et de l'habitation ou une des sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à au moins 99% par cette association ;

13° De réaliser des lotissements ;
14° De réaliser, pour son compte en vertu d'une convention passée avec une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement, les parts sociales ou opérations d'aménagement définies par le code de l'urbanisme ;

15° De réaliser les actions ou opérations d'aménagement définies par le code de l'urbanisme pour le compte de tiers. Dans ce cas, les dispositions des articles L. 443-14 et L. 451-5 de ce code ne sont pas applicables aux cessions d'immeubles rendues nécessaires par la réalisation de ces parts sociales ou opérations ;

16° De réaliser des prestations de services pour le compte d'associations ou d'organismes œuvrant dans le domaine du logement ou de personnes physiques ;

17° Avec l'accord du maire de la commune d'implantation et celui du préfet donnés dans les conditions fixées à l'article R. 442-23 du code de la construction et de l'habitation, de gérer, en qualité d'administrateur de biens, des logements situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou être syndic de ces copropriétés ;

18° D'acquérir des lots dans des copropriétés mentionnées au 17° ci-dessus qui font l'objet d'un plan de sauvegarde en application de l'article L. 615-1 du code de la construction et de l'habitation ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue à l'article L.303-1 de ce code et dédiée aux copropriétés dégradées. La revente de ces lots n'est pas soumise aux dispositions du chapitre III du titre IV du livre IV de ce code mais requiert l'avis préalable du service des domaines. La location des lots en attente de leur revente est, par dérogation aux dispositions du titre IV du livre IV du même code, soumise aux règles mentionnées à l'article 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi no 86-1290 du 23 décembre 1986. Toutefois, la fixation du loyer ne peut excéder les plafonds de loyers fixés en application du troisième alinéa du g du 1o du I de l'article 31 du code général des impôts. En outre, les dispositions du I et du II de l'article 15 de la loi du 6 juillet 1989 sont applicables aux contrats de location qui prennent fin au plus tard à la revente des lots, lorsque le congé émane du bailleur ;

19° De réaliser des prestations de services pour le compte de syndicats de copropriétaires d'immeubles faisant l'objet d'un plan de sauvegarde en application de l'article L. 615-1 du code de la construction et de l'habitation ;

20° Avec l'accord du maire de la commune d'implantation, d'être syndic de copropriétés situées dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de

l'habitat mentionnée à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation et qui satisfont aux caractéristiques de décence mentionnées à l'article L. 442-11 ;

21° De réaliser des prestations de services pour le compte de syndicats de copropriétaires d'immeubles situés dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat mentionnée à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation ;

22° Avec l'accord du maire de la commune d'implantation, de gérer, en qualité d'administrateurs de biens et dans les conditions fixées par l'article L. 442-11 du code de la construction et de l'habitation, des logements situés dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat mentionnée à l'article L. 303-1 du même code ;

23° Avec l'accord du maire de la commune d'implantation, de gérer, en qualité d'administrateurs de biens et dans les conditions fixées par l'article L. 442-11 du Code de la construction et de l'habitation, des logements appartenant à des personnes privées et vacants depuis plus d'un an ;

24° De réaliser des travaux, acquérir, construire et gérer des immeubles à usage d'habitation au profit des fonctionnaires de la police et de la gendarmerie nationales, des services départementaux d'incendie et de secours ou des services pénitentiaires, ainsi que les locaux accessoires à ces immeubles et les locaux nécessaires au fonctionnement des gendarmeries ;

25° De réaliser pour le compte d'autres organismes d'habitations à loyer modéré des prestations de services pour des missions entrant dans l'objet social et la compétence territoriale desdits organismes et de la société ;

26° De réaliser des missions d'accompagnement social destinées aux populations logées dans le patrimoine dont elle assure la gestion ou pour les populations logées dans le patrimoine d'autres organismes d'habitations à loyer modéré ;

27° D'être syndic de copropriété dans le cas prévu à l'article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation ;

28° De prendre à bail des logements vacants pour les donner en sous-location à des personnes physiques dans les conditions fixées par les articles L. 444-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;

29° D'acquérir et d'aménager des terrains destinés à être cédés aux associés et de contracter des emprunts pour l'acquisition et l'aménagement de terrains qu'elle pourra ultérieurement céder à ces personnes ;

30° De réaliser en vue de leur vente, dans les conditions prévues aux articles L. 261-1 à L. 261-22 du code de la construction et de l'habitation, à l'association agréée mentionnée à l'article L 313-34 du Code de la construction et de l'habitation, ou des

sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à 99 % au moins par cette association, des immeubles à usage principal d'habitation destinés à la location ;

31° De réaliser des prestations de services pour le compte de l'association agréée mentionnée à l'article L 313-34 du Code de la construction et de l'habitation, ou des sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à 99 % au moins par cette association ;

32° De réaliser, en vue de leur vente, dans les conditions prévues à l'article L 261-3 du code de la construction et de l'habitation, pour le compte de personnes publiques ou privées, des immeubles à usage principal d'habitation dont elles peuvent provisoirement détenir l'usufruit selon les modalités définies aux articles L 253-1 à L 253-5 du même code ;

33° De réaliser toutes opérations pour lesquelles les sociétés anonymes coopératives de production d'habitations à loyer modéré sont ou seront habilitées par les textes législatifs s'y rapportant, notamment la prise de participation dans le capital des sociétés visées à l'article R 423-75-1 alinéa 1du Code de la Construction et de l'Habitation ou des sociétés constituées sous la forme d'une association à responsabilité limitée régie par les lois des 1er mai 1889 et 20 mai 1898 sur les associations coopératives de production et de consommation applicables dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, et plus généralement de toute structure ou organisme ayant un objet social compatible avec celui de l'association coopérative .

ARTICLE 4 - COMPETENCE TERRITORIALE

L'activité de l'association coopérative s'exerce sur le territoire de la région où est situé son siège social. Elle peut également intervenir sur le territoire des départements limitrophes à cette région, après accord de la commune d'implantation de l'opération.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL - TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Le siège social de l'association coopérative est fixé à Illkirch-Graffenstaden, 7 Rue Quintenz (67400).

Dans le respect de la compétence territoriale de l'association coopérative le siège social pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du conseil d'administration sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire des membres et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des membres

ARTICLE 6 - DUREE

La durée de l'association coopérative est fixée à 100 ans à partir du 1er janvier 1996, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

TITRE II - PARTS SOCIALES - SOCIETAIRES

ARTICLE 7 - QUALITE DE MEMBRE

L'association coopérative se compose de cinq catégories de membres, qui constituent chacune un Collège, à savoir :

- Le **Collège de la Ville d'Illkirch-Graffenstaden** composé de la Ville d'Illkirch-Graffenstaden et des représentants de la Ville d'Illkirch-Graffenstaden désignés à cet effet par le Conseil Municipal ;

- Le **Collège des collectivités publiques** composé des collectivités publiques et leurs groupements, autres que la Ville d'Illkirch-Graffenstaden ;

- Le **Collège des partenaires sociaux-économiques**, composé des personnes morales participant au soutien et au développement de l'association coopérative.

- Le **Collège des locataires, accédants à la propriété et sociétés de construction** composé des personnes physiques ou morales bénéficiant habituellement à titre gratuit ou onéreux des activités de l'association coopérative, et notamment celles ayant recours aux services de l'association coopérative dans le cadre des activités qu'elle exerce en application de l'article 3 des statuts, les sociétés civiles de construction, les sociétés de construction constituées en application du titre 1er du livre II du code de la construction et de l'habitation, ainsi que, sur leur demande, les accédants à la propriété qui acquièrent leur logement auprès d'une société de construction constituée, en application des dispositions précitées, sous l'égide de l'association coopérative ;

- Le **Collège des salariés** composé des salariés de l'association coopérative et des fonds communs de placement de valeurs mobilières qui leur sont réservés ;

Pour l'obtention de la qualité de membre, le candidat doit signer une déclaration d'affiliation.

Le Président du Conseil d'Administration ou toute personne ayant reçu délégation à cet effet décide de l'admission des membres personnes physiques.

Le Conseil d'Administration décide de l'admission des membres personnes morales.

En cas de rejet, le Conseil de Surveillance, sur requête du postulant, décide en dernier ressort sans être tenu de justifier des motifs de sa décision.

Au cours de la vie sociale, la répartition des nouveaux membres au sein de chaque collège sera réalisée par le Conseil d'Administration, en fonction de la qualité des membres et des caractéristiques de chaque collège.

Chaque membre ne peut faire partie que d'un seul collège. Si, en raison de sa qualité, un même membre est susceptible d'entrer dans différents collèges, le Conseil d'Administration décidera au cas par cas de son affectation.

Chaque année, la liste fixant la composition des différents collèges, sur la base des informations transmises par les bureaux de collèges, est mise à jour par le Conseil d'Administration lors de la séance qui précède la convocation de l'assemblée générale annuelle de l'association coopérative.

ARTICLE 8 - MONTANT ET FORME DES PARTS SOCIALES - DROIT D'ENTREE - LIMITATION DE RESPONSABILITE DES SOCIETAIRES

Le montant minimum de la souscription est de 15,60 € à compter de la date d'adoption des présents statuts, soit l'équivalent de 40 parts sociales à 0,39 €. Le nombre de parts qu'un membre peut souscrire est illimité. Les parts sociales doivent obligatoirement revêtir la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par l'association coopérative.

Pour être porté sur la liste des membres, chaque membre doit verser le montant des parts acquises.

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président du Conseil d'Administration ou par toute personne ayant reçu délégation du président à cet effet.

Le montant de la part sociale peut être modifié sur proposition du Conseil d'Administration par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire statuant à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés (la représentation n'étant admise qu'entre membres).

La responsabilité des membres est limitée au montant de leurs parts sociales, conformément à l'article 2-3° de la loi locale.

TITRE III - DEMISSIONS-EXCLUSIONS

ARTICLE 9 - DEMISSIONS - EXCLUSIONS

Les droits liés à la qualité de membre cessent par démission, exclusion, décès ou par transfert à un tiers du compte personnel ouvert auprès de l'association coopérative.

- Démission :

Tout membre peut donner sa démission. Celle-ci ne peut cependant être donnée que pour la fin d'un exercice social et sous réserve du respect d'un préavis d'au moins trois mois, sauf dérogation motivée accordée par le Conseil d'Administration. Elle est à adresser par écrit, à la direction de l'association coopérative.

Est toutefois considéré comme démissionnaire d'office et de manière immédiate :

- Tout membre locataire qui quitte son appartement, et tout membre accédant à la propriété procédant à la cession de son logement, quel que soit le motif de cette cession, ou à l'arrivée du terme des garanties liées à la sécurisation dudit accédant dont il est régulièrement informé de la teneur à l'occasion de l'acquisition de son logement.
- Tout membre issu du Collège de la Ville d'Illkirch-Graffenstaden, ayant la qualité de représentant désigné à cet effet par le Conseil municipal qui perdrait cette qualité de représentant, pour quelque motif que ce soit.
- Plus généralement, tout membre de l'association coopérative qui ne revêtirait plus les qualités requises pour entrer dans un des collèges de membres de l'association coopérative.

  Le Conseil d'Administration de l'association coopérative est valablement habilité à constater l'intervention de ces démissions d'office, afin notamment de mettre à jour la liste des membres de l'association coopérative auprès du tribunal d'instance, conformément à l'article 30 de la loi locale.

- Exclusion :

Peut être exclu de l'association coopérative, par décision du Conseil d'Administration, tout membre qui a perdu ses droits civiques, commis des actes quelconques contraires à l'honneur, ou porté atteinte aux intérêts de l'association coopérative par la non observation de ses obligations ou de toute autre façon. Il sera fait part de la décision d'exclusion à l'Assemblée Générale suivante qui statuera définitivement.

- Décès :

Dans le cas du décès d'un membre, la perte de sa qualité de membre interviendra à la clôture de l'exercice social au cours duquel le décès est intervenu ou a été porté à la connaissance de l'association coopérative. Jusqu'à cette date, les droits du membre resteront acquis à ses héritiers. S'il y a plusieurs héritiers, le droit de vote sera exercé par un mandataire des héritiers.

Dans les trois cas ci-dessus visés, le décompte avec l'association coopérative se fera sur la base de la valeur nominale des parts sociales. Les parts sociales feront l'objet d'un remboursement au profit du membre partant ou de ses héritiers dans les six mois qui suivent la sortie de l'association coopérative.

- Transfert de parts sociales :

Sauf en cas de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, le transfert de parts sociales à un tiers, à quelque titre que ce soit, doit faire l'objet d'une convention écrite entre le cédant et l'acquéreur et doit être autorisé par le Conseil d'Administration qui n'est pas tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Le refus d'agrément peut résulter soit d'une décision directe expresse, soit d'un défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la demande.

En cas de refus d'agrément, le Conseil d'Administration est tenu, dans un délai de trois mois à compter de son refus, de faire acquérir les parts sociales par une ou plusieurs personnes qu'il aura lui-même désignées. En ce cas, le prix ne peut être inférieur à celui de la cession non autorisée.

Si à l'expiration du délai sus indiqué, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, sauf prorogation du délai par décision de justice à la demande de l'association coopérative.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 10 - LES CONSEILS D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE

ARTICLE 10.1 - DISPOSITIONS COMMUNES

Les membres du Conseil d'Administration prennent le titre d'Administrateurs.

Les membres du Conseil de Surveillance prennent le titre de Conseillers.

Ne peuvent devenir ou demeurer membres du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance, que les personnes qui ont la qualité de membre de l'association coopérative.

Dans l'hypothèse dans laquelle un membre du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance n'aurait plus la qualité de membre de l'association coopérative, il sera considéré comme démissionnaire d'office et de manière immédiate de son poste d'Administrateur ou de Conseiller, et il sera pourvu à son remplacement à l'occasion de la prochaine assemblée générale de l'association coopérative, selon les modalités visées par les présents statuts.

La durée des fonctions est de six ans pour les Administrateurs et pour les Conseillers. Le membre nommé en remplacement d'un autre en cours de mandat, ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Tout membre sortant est rééligible.

La limite d'âge des membres est fixée à 75 ans accomplis ; les fonctions des intéressés prennent fin à l'issue de la première assemblée générale ordinaire suivant la date de leur anniversaire. La limite d'âge ci-dessus définie est applicable au Président du Conseil d'Administration et au Président du Conseil de Surveillance.

En cas de vacance au sein de l'un des conseils, par décès ou démission, les membres restants peuvent pourvoir au remplacement provisoire du poste vacant par des nominations valables jusqu'à ratification par la prochaine Assemblée Générale.

A défaut de ratification par l'Assemblée Générale des désignations à titre provisoire, les délibérations prises et les actes accomplis entre temps par le Conseil concerné n'en demeurent pas moins valables.

Les membres des deux Conseils devront apporter tous leurs soins à la gestion des affaires de l'association coopérative et se conformer strictement aux prescriptions des présents statuts et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Les deux conseils se réuniront au moins une fois l'an en une séance conjointe.

Le mandat des membres du Conseil d'administration et du Conseil de Surveillance est exercé à titre gratuit dans les conditions prévues à l'article R. 421-10 du Code de la construction et de l'habitation.

Les membres des deux Conseils peuvent être remboursés sur justification des frais qu'ils exposent dans l'intérêt de l'association coopérative.

Le Président du Conseil d'administration ou le Président du Conseil de surveillance peut inviter à participer aux travaux de l'association coopérative les personnes, non-membres, dont le concours lui paraît utile. Ces personnes ne peuvent être membres du Conseil d'administration et du Conseil de surveillance.

Les membres du collège des collectivités territoriales et du collège des partenaires sociaux-économiques ayant vocation à se porter candidat au poste d'Administrateur ou de Conseiller, sont désignés à cet effet par leurs instances respectives.

ARTICLE 10.2 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est composé de vingt membres au plus, étant précisé que chaque collège de membres doit pouvoir disposer d'au moins un membre le représentant au Conseil d'Administration, à l'exception du collège de la Ville d'Illkirch Graffenstaden qui doit pouvoir disposer d'au moins trois membres le représentant au Conseil d'Administration.

Les membres du Conseil d'Administration sont désignés parmi les membres des différents collèges composant l'association coopérative et ce dans les proportions maximales suivantes :

Collèges	Nombre de membres au Conseil d'Administration
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	10
Collectivités publiques	3
Partenaires sociaux-économiques (pour une question de cohérence avec le CS)	4
Locataires, accédants à la propriété et sociétés de construction	2
Salariés	1
Total	20

Les Administrateurs sont nommés, renouvelés et révoqués par l'assemblée générale sur proposition de chaque collège concerné selon les modalités visées aux articles 16 et suivants.

Un salarié de l'association coopérative ne peut être nommé Administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre des Administrateurs liés à l'association coopérative par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des Administrateurs en fonction.

Les Administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était Administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le représentant permanent d'une personne morale Administrateur est soumis aux conditions d'âge qui concernent les Administrateurs personnes physiques.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à l'association coopérative par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent ou alors en cas de renouvellement des assemblées délibérantes pour les collectivités territoriales. La désignation du représentant permanent ainsi que la cessation de son mandat sont soumises aux mêmes formalités de publicité que s'il était administrateur en son nom propre. Un usager représentant les locataires ou les accédants à la propriété perd sa qualité de membre de Conseil d'Administration au jour de la date d'effet de la rupture du bail ou de la vente de son logement.

ARTICLE 10.3 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les Administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par le Président ou son représentant par tous moyens, même verbalement, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation, aussi souvent que les intérêts de l'association coopérative l'exigent ou si le tiers de ses membres ou le Directeur le demandent, et au moins trois fois par an.

Il délibère valablement lorsque la moitié des membres sont présents ou représentés. La présence effective du Président ou du Vice-Président est requise.

Les décisions sont prises à la majorité des membres composant le Conseil.

Le Conseil d'Administration est responsable de l'organisation et de la gestion de l'association coopérative et règle par ses délibérations les affaires de celle-ci. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'association coopérative ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées de membres et des autorisations administratives essentiellement nécessaires.

ARTICLE 10.4 - PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration élit un Président en son sein, parmi les membres appartenant au Collège de la Ville d'Illkirch-Graffenstaden.

La durée de ses fonctions correspond à la durée de son mandat. Il est rééligible.

Le Conseil d'Administration désigne en outre et en son sein un Vice-Président. En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration peut déléguer au Vice-Président les fonctions de Président.

Le Président du Conseil d'Administration est le Président de l'association coopérative.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales de membres et sous réserve de ceux qu'elle attribue de façon spéciale au Conseil d'Administration, le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité et dans la limite de l'objet social, la direction générale de l'association coopérative.

A cet égard, il représente l'association coopérative dans ses rapports avec les tiers. Les dispositions des statuts ou les décisions du Conseil d'Administration limitant ces pouvoirs sont inopposables aux tiers, sauf en cas de mauvaise foi de ceux-ci.

Il exerce les fonctions de représentation légale, judiciaire et extrajudiciaire de l'association coopérative dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

ARTICLE 10.5 - LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance est composé de dix-huit membres au plus, étant précisé que chaque collège de membres doit pouvoir disposer d'au moins un membre le représentant au Conseil de Surveillance, à l'exception du collège de la Ville d'Illkirch Graffenstaden qui doit pouvoir disposer d'au moins trois membres le représentant au Conseil de Surveillance et du collège des salariés qui ne peut disposer de membres le représentant au Conseil de Surveillance, conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi locale.

Les membres du Conseil de Surveillance sont désignés parmi les membres des différents collèges composant l'association coopérative et ce dans les proportions maximales suivantes :

Collèges	Nombre de membres au Conseil de Surveillance
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	9
Collectivités publiques	4
Partenaires sociaux-économiques	3
Locataires et accédants	2
Total	18

Les membres du Conseil de Surveillance sont désignés dans les conditions de l'article 16.

Les Conseillers sont convoqués aux séances du Conseil de Surveillance par le Président ou son représentant par tous moyens, même verbalement, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation, aussi souvent que les intérêts de l'association coopérative l'exigent ou si le tiers de ses membres ou le Directeur le demandent, et au moins deux fois par an.

Il délibère valablement lorsque la moitié des membres sont présents ou représentés. La présence effective de son Président ou de son Vice-Président est requise. Les décisions sont prises à la majorité des membres composant le Conseil.

Le Conseil de Surveillance a pour mission de contrôler au nom des membres l'activité de l'association coopérative et la gestion du Conseil d'Administration. Il doit veiller à ce que cette gestion s'exerce dans le cadre des lois en vigueur ainsi que des décisions de l'Assemblée Générale.

Il dispose à cet effet des pouvoirs d'investigation nécessaires à sa mission. Il peut prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires ou opportunes pour protéger les intérêts de l'association coopérative ou des membres, à l'exclusion d'actes de gestion.

ARTICLE 10.6 - PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance élit en son sein un Président.

La durée de ses fonctions correspond à la durée de son mandat. Il est rééligible.

Le Conseil de Surveillance désigne en outre et en son sein, le cas échéant, un Vice-Président. En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil de Surveillance peut déléguer au Vice-Président, le cas échéant, les fonctions de Président.

Le Président du Conseil de Surveillance est régulièrement invité aux séances du Conseil d'Administration. Ses observations sont consignées dans le procès-verbal de séance.

ARTICLE 11 DIRECTION

Le Président et le Conseil d'Administration sont assistés dans leurs missions par un Directeur, salarié de l'association coopérative.

Le Directeur assiste sans droit de vote aux réunions du Conseil d'Administration.

Le Directeur agit sur délégation du Président et du Conseil d'Administration qui déterminent l'étendue de ses fonctions, et leur rend compte régulièrement de ses initiatives et des conditions de gestion et d'action de l'association coopérative.

Les missions du Directeur sont notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- la gestion administrative de l'association coopérative,
- la gestion prévisionnelle, opérationnelle et financière des programmes de l'association coopérative.

Sa rémunération est fixée par le Conseil d'Administration de l'association coopérative.

ARTICLE 12 - CONVENTIONS ENTRE L'ASSOCIATION COOPERATIVE ET UN DIRIGEANT, UN ADMINISTRATEUR OU UN ASSOCIE

Toute convention intervenant entre l'association coopérative et son Directeur, l'un de ses Administrateurs, l'un de ses membres disposant d'une part sociale ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant, doit être soumise à la procédure d'autorisation, de vérification et d'approbation du Conseil d'Administration. Il en est de même des conventions auxquelles l'une de ces personnes est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec l'association coopérative par personne interposée. Sont également soumises à cette procédure les conventions intervenant entre l'association coopérative et une entreprise, si le Directeur, ou l'un des Administrateurs est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation préalable du Conseil d'Administration, l'intéressé est tenu d'en informer le Conseil d'Administration. Il ne peut pas prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et

l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'Administration et aux commissaires aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de l'association coopérative, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique au Directeur, et aux représentants permanents des personnes morales Administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 13 - COMMISSION D'ATTRIBUTION DE LOGEMENTS

La (ou les) commission(s) d'attribution des logements locatifs prévue(s) en application de l'article L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation est (sont) constituée(s) et fonctionne(nt) conformément à l'article R. 441-9 du même code.

TITRE V - COMMISSAIRE AUX COMPTES

ARTICLE 14 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'Assemblée Générale ordinaire des membres désigne pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les autres commissaires aux comptes titulaires.

Le ou les commissaires aux comptes exercent leur contrôle dans les conditions fixées par la loi.

TITRE VI - ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 15 –DISPOSITIONS GENERALES

Les droits des membres sont exercés par eux à l'Assemblée Générale.

Aux assemblées générales, le droit de vote s'exprime par l'intermédiaire des délégués ou représentants des collèges.

Le nombre de voix attribuées à chaque collège de membres est fixé dans les conditions suivantes :

- Collège de la Ville d'Illkirch-Graffenstaden : 40 %
- Collège des collectivités publiques : 20 %
- Collège des partenaires sociaux-économiques : 20 %
- Collège des locataires, accédants à la propriété et sociétés de construction : 10 %
- Collège des salariés : 10 %

Au sein de chaque collège, chaque membre dispose d'une voix.

Le sens des délibérations de chaque collège est exprimé lors de chaque assemblée générale de l'association coopérative par le représentant de chaque collège, et affecté du pourcentage prévu afin de déterminer si les résolutions de l'assemblée générale sont adoptées ou rejetées à la majorité requise.

Conformément à l'article 46 de la loi locale, l'Assemblée Générale est convoquée par le Président du Conseil d'Administration, par voie de publication dans un journal quotidien local ou régional ou par invitation écrite au plus tard 7 jours francs avant la date de l'Assemblée. Elle doit indiquer l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration. L'Assemblée Générale désigne deux scrutateurs et un secrétaire chargés de dresser le procès-verbal de l'Assemblée.

ARTICLE 16 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire délibère valablement sur les questions figurant ou portées à l'ordre du jour si les membres présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts sociales ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Les délibérations sont adoptées à la majorité des voix dont disposent les membres présents ou représentés, sous réserve de l'application des dispositions des présents statuts relatifs à l'expression du vote par l'intermédiaire des représentants des collèges, auquel est affecté le pourcentage fixé par les statuts.

La représentation n'est admise que dans les conditions visées par la loi locale.

L'Assemblée Générale Ordinaire entend la lecture du rapport du Conseil d'Administration, lequel lui présente ensuite le compte de résultat et le bilan de l'exercice écoulé. Elle entend également le rapport portant appréciation générale de la gestion de l'association coopérative, établi par le Conseil de Surveillance.

Le ou les commissaires aux comptes formulent leurs observations sur la situation de l'association coopérative, sur le bilan et sur les comptes présentés par le Conseil

d'Administration et plus généralement relatent l'accomplissement de la mission qui leur est dévolue par la loi.

L'Assemblée Générale Ordinaire discute, approuve ou rejette les comptes et décide de l'utilisation des excédents éventuels de recettes, dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts.

Elle choisit le ou les commissaires aux comptes et le ou les commissaires aux comptes suppléants et nomme les membres des Conseil d'Administration et de Surveillance.

Enfin, d'une manière générale, elle se prononce sur tous les intérêts de l'association coopérative et prend toutes décisions autres que celles réservées à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 17 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire délibère valablement sur les questions figurant ou portées à l'ordre du jour si les membres présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers des parts sociales ayant droit de vote et sur deuxième convocation le quart des parts sociales ayant droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Les délibérations sont adoptées à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les membres présents ou représentés, conformément à l'article 16 de la loi locale, sous réserve de l'application des dispositions des présents statuts relatifs à l'expression du vote par l'intermédiaire des représentants des collèges, auquel est affecté le pourcentage fixé par les statuts.

La représentation n'est admise que dans les conditions visées par la loi locale.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les présents statuts et à augmenter la valeur de la part sociale.

TITRE VII – ASSEMBLEE DE COLLEGES

ARTICLE 18 – ROLE DES COLLEGES

Les collèges de membres exercent deux fonctions distinctes :

- Ils sont constitués à l'effet d'exercer les droits de vote aux cours des assemblées générales de l'association coopérative par l'intermédiaire des représentants des collèges.

A cet égard, chaque collège dispose d'un représentant qu'il désigne en son sein lors de chaque assemblée générale du collège, et qui est dûment habilité à exercer le droit de vote du collège au cours des assemblées générales de l'association coopérative.

- Les collèges exercent en outre des pouvoirs qui leur sont propres :

- nomination et révocation du représentant du collège à l'assemblée générale ;

- désignation des candidats au poste de membres du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance représentant le collège ;

- proposition de révocation du ou des membres du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance représentant le collège ;

ARTICLE 19 - TENUE DES ASSEMBLEES DE COLLEGE

Les collèges se réunissent en assemblée générale préalablement à la tenue des assemblées générales de l'association coopérative.

La convocation des membres aux assemblées générales de l'association coopérative, emporte également convocation à l'assemblée générale du collège auquel le membre appartient qui précède nécessairement l'assemblée générale de l'association coopérative.

Composition des assemblées de collèges

Les assemblées de collèges sont composées des membres de l'association coopérative inscrits sur la liste du collège considéré.

Ordre du jour des assemblées de collèges

Les assemblées de collèges ont pour objet :

- la désignation des candidats aux fonctions de membres du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance ;

- la proposition de révocation du ou des membres du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance représentant le collège ;

- la nomination du représentant du collège chargé de représenter le collège à l'assemblée générale ;

- et la détermination du sens du vote des résolutions proposées à l'assemblée générale de l'association coopérative. A cet effet, les assemblées générales des

collèges statuent nécessairement sur le même ordre du jour que celui sur lequel les assemblées générales de l'association coopérative sont appelées à statuer.

Le représentant du collège a l'obligation, lors de la tenue de l'assemblée générale de l'association coopérative, de voter les résolutions conformément aux résolutions prises par l'assemblée générale de chaque collège.

Préalablement au vote, le président de séance donne lecture des rapports du Conseil d'Administration en vue de la tenue de l'assemblée générale de l'association coopérative.

Les assemblées générales des collèges ne peuvent voter que sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Représentant du collège

Le représentant du collège est désigné lors de chaque assemblée générale de chaque collège.

Le représentant de chaque collège est rapporteur de ce dernier à l'Assemblée Générale.

Droit de vote – Règles de majorité

Chaque membre du collège dispose d'une voix.

Les votes s'expriment soit à main levée, soit par appel nominal.

Les délibérations qui relèvent de la compétence de l'assemblée générale ordinaire de l'association coopérative sont adoptées à la majorité des voix dont disposent les membres du collège présents ou représentés et celles qui relèvent de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire de l'association coopérative sont adoptées à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les membres du collège présents ou représentés.

Bureau de l'assemblée de collèges

L'assemblée désigne un bureau dès qu'un collège comprend 2 membres.

L'assemblée désigne un Président de séance et un secrétaire qui peut être choisis en dehors des membres.

L'assemblée désigne également lors de l'ouverture de la séance un ou deux scrutateurs parmi les membres du collège présents.

Délibération des assemblées de collèges

Il est tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles connus de tous les associés du collège.

Cette feuille de présence est émargée par les membres ou leurs mandataires désignés dans les conditions prévues ci-dessus.

L'assemblée de collège fait l'objet d'un procès-verbal relatant notamment la composition du bureau ainsi que les noms, prénoms et adresses des délégués à l'assemblée générale de l'association coopérative désignés par l'assemblée de collège, et le sens du vote.

La feuille de présence et le procès-verbal signé par le représentant du collège désigné par l'assemblée sont adressés au siège de l'association coopérative en vue d'être annexés au procès-verbal de l'assemblée générale de l'association coopérative.

TITRE VIII - ANNEE SOCIALE - DOCUMENTS TRANSMIS A L'ADMINISTRATION

ARTICLE 20 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale de la société débute le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 21 - APPROBATION DES COMPTES

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse pour être soumis à l'Assemblée Générale, l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan et le compte de résultat. Il établit en outre un rapport de gestion.

Les documents visés à l'alinéa précédent sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, qui peuvent s'en faire délivrer copie, un mois au moins avant la convocation de l'assemblée des membres.

En cas de refus d'approbation des comptes annuels, une copie de la délibération est déposée dans le même délai.

ARTICLE 22 - DOCUMENTS TRANSMIS A L'ADMINISTRATION

Dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels, le Conseil procède aux formalités de dépôt légales et réglementaires en vigueur.

Dans le mois suivant celui au cours duquel s'est tenue l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes, l'association coopérative adresse au préfet du département de son siège, à la Caisse de Dépôts et Consignations et au Ministre chargé du logement, l'ensemble des documents comptables et les rapports présentés à l'Assemblée Générale des membres, ainsi que le compte-rendu de celle-ci.

En cas de report de l'Assemblée Générale des membres, la décision de justice accordant un délai supplémentaire doit être adressée dans les mêmes conditions.

Les délibérations de l'Assemblée Générale concernant les modifications des statuts doivent être transmises pour avis au Conseil Municipal d'Illkirch-Graffenstaden. Les statuts de l'association coopérative sont transmis au préfet du département du siège de l'association coopérative après chaque modification.

TITRE IX - RESERVES - RESULTAT - REVISION COOPERATIVE

ARTICLE 23 - RESERVES

Après acquittement des charges de toute nature, y compris tous amortissements et provisions, ainsi que le prélèvement au profit du fonds de réserve légale ou d'autres réserves, dont la constitution est imposée par la réglementation spécifique aux sociétés coopératives d'H.L.M., le surplus éventuel forme une réserve spéciale destinée à assurer le développement de l'activité de l'association coopérative et à parer aux éventualités.

ARTICLE 24 - RESULTAT DE L'EXERCICE

Aucun dividende sur les excédents n'est versé aux membres. Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde disponible après déduction des sommes à porter au fonds de réserve.

En cas de pertes à la clôture d'un exercice, il y a lieu de les couvrir par des prélèvements sur le fonds de réserve et cela après décision de l'Assemblée Générale. Après épuisement du fonds de réserve, les parts sociales des membres serviront à couvrir le déficit jusqu'à concurrence de leur montant.

ARTICLE 25 - CONTROLE ET REVISION COOPERATIVE

Le contrôle de la situation financière et de la gestion de l'association coopérative sera assuré périodiquement conformément à l'article L.422-3 du code de la construction et de l'habitation et à l'article 53 de la loi locale.

TITRE X - DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'arrivée du terme statutaire ou en cas de dissolution anticipée de l'association coopérative décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés, celle-ci désigne au moins deux liquidateurs dont la nomination met fin aux pouvoirs des administrateurs et de tout mandataire. L'exercice de leur mandat s'effectuera conformément aux dispositions de la section VI de la loi locale.

ARTICLE 27 - ATTRIBUTION DE L'ACTIF

Après apurement des dettes et des créances conformément aux dispositions de ladite loi, la répartition de l'actif restant entre les divers membres est effectuée jusqu'à due concurrence du montant total de leur part active, établi sur la base du premier bilan de liquidation et proportionnellement à cette part.

L'actif net restant après remboursement des membres échoit à la Commune dans laquelle l'association coopérative avait son siège, à condition que cette dernière l'affecte à l'objet social de l'association coopérative.

TITRE XI - PUBLICATION

ARTICLE 28

Pour la publication des présents statuts et des actes, procès verbaux et pièces quelconques relatives à l'association coopérative, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

18

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) : participation financière 2014 de la CUS dans le cadre du PDALPD 2010-2014.

Le Fonds de solidarité pour le logement (FSL) permet d'aider les personnes et les familles en difficulté à :
- accéder à un logement décent et indépendant,
- s'y maintenir, que ces personnes soient locataires, sous-locataires ou résidents de logements foyer,
- disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

Les aides accordées par le FSL peuvent notamment être les suivantes :
- cautionnement du paiement du loyer et des charges locatives,
- prêts et subventions en vue du paiement du dépôt de garantie, du premier loyer, des frais d'agence, ou d'autres dépenses liées à l'entrée dans les lieux (frais de déménagement, frais d'assurance locative etc., …),
- prêts et subventions en vue du règlement des dettes locatives et de factures d'énergie, d'eau et de téléphone dont l'apurement conditionne l'accès à un nouveau logement,
- prêts et subventions en vue du règlement des dettes de loyers, de charges locatives et en vue du règlement des frais de procédure supportés par la personne ou la famille pour se maintenir dans le logement.

Le FSL finance également des organismes qui assurent une mission de médiation locative (baux glissants ou logements d'insertion).
Outre l'attribution d'aides financières, le FSL permet un apprentissage des règles de vie et de gestion quotidienne d'un logement par la mise en place, le cas échéant, d'un accompagnement social lié au logement.

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales a confié le pilotage de ce fonds qui s'inscrit dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) au Conseil Général. Il est abondé par des contributeurs obligatoires (le Conseil général et les fournisseurs d'énergie) et par des contributeurs volontaires (dont la Caisse d'Allocations Familiales, la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg et les bailleurs sociaux).
Un comité d'orientation composé d'élus, de représentants institutionnels et des services techniques se réunit deux fois par mois et examine l'ensemble des dossiers.

Bilan 2013

Accès au logement : 3 982 dossiers examinés
Maintien dans les lieux / Prise en charge de la prévention des coupures d'eau, d'énergie et de services téléphoniques : 1 672 dossiers examinés
Mesures d'accompagnement social lié au logement : 1 047 mesures acceptées

En 2013, les interventions du FSL se concentraient à 63 % sur la Communauté urbaine de Strasbourg (48 % sur la ville de Strasbourg).

Le budget prévisionnel pour 2014 s'élève à 6 445 000 € principalement pris en charge par le Département du Bas-Rhin.

Il est proposé de renouveler la contribution de la Communauté urbaine de Strasbourg au fonds de solidarité pour le logement au titre de l'année 2014 à hauteur de 160 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
décide

- *l'attribution d'une subvention de 160 000 € au Conseil général au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement pour l'année 2014,*
- *le versement de la subvention à la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin en charge de la gestion financière et comptable du Fonds,*
- *l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire, fonction 70, nature 65737, HP01F, programme 8031, sur le budget 2014, dont le disponible avant le présent Conseil est de 160 000 €,*

autorise

le Président ou son représentant à signer la convention financière y afférente.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 1 décembre 2014

CONSEIL GÉNÉRAL
Bas-Rhin

CONVENTION DE FINANCEMENT DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT DU BAS-RHIN

Année 2014

Entre,

Le Département du Bas-Rhin, représenté par Monsieur Guy-Dominique KENNEL, Président du Conseil Général du Bas-Rhin en vertu de la délibération de la séance plénière des 12 et 13 décembre 2005, d'une part,

et

La Communauté Urbaine de Strasbourg représenté par Monsieur Robert HERMANN, Président, d'autre part,

Considérant que l'article 65 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales indique que « les autres collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et les autres personnes mentionnées au premier alinéa de l'article 3 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement peuvent également participer au financement du fonds de solidarité pour le logement ».

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la présente convention

Elle a pour objet de fixer le montant annuel du concours financier de **la Communauté Urbaine de Strasbourg** au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).

Elle définit également les modalités de versement de cette participation financière.

Article 2 : Participation financière

L'apport de **La Communauté Urbaine de Strasbourg** prend la forme d'un concours financier volontaire annuel.

Ainsi, **la Communauté Urbaine de Strasbourg** participe au financement du FSL à hauteur de 182 720 € pour l'année 2014.

Article 3 : Interventions et fonctionnement du FSL

Il est rappelé que les interventions du FSL sont réalisées dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) et régies par le règlement intérieur du FSL.

Article 4 : Modalités de versement

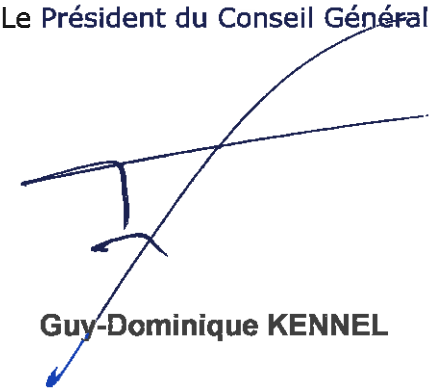
Le versement de cette participation au FSL interviendra au plus tard six mois après signature de la présente convention et sera effectué sur le compte domicilié à la **Caisse des dépôts et consignations** sous le numéro **40031 00001 0000173680 G Clé 67**, et ouvert à cette fin par l'agent comptable de la Caisse d'allocations familiales en sa qualité de gestionnaire financier et comptable du fonds de solidarité pour le logement.

Article 5 : Durée et modalités de révision de la présente convention

La présente convention est conclue pour l'année 2014. Elle pourra être modifiée par avenant.

Fait à Strasbourg, en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil Général



Guy-Dominique KENNEL

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg

Robert HERRMANN

19

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Service Maintenance bâtiment : conclusion de marchés pour l'exécution de travaux et de prestations de services, éventuellement reconductibles et approbation de groupement de commandes entre la Communauté Urbaine et la Ville de Strasbourg.

Le Service Maintenance Bâtiment de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti gère des travaux et des prestations de maintenance sur le patrimoine et divers équipements techniques pour le compte des services de la collectivité.

En application des articles 28, 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics, les marchés à conclure seront passés selon la procédure d'appel d'offres ou de procédures adaptées (Mapas), sous la forme de marchés ordinaires, fractionnés à bons de commande, ou mixtes (soit en partie à prix forfaitaires et globaux et en partie à bons de commande).

La conclusion et la signature des marchés sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

La liste des marchés de travaux et de prestations de service concernés est indiquée ci-dessous.

Conclusion de marchés ordinaires, à bons de commande de travaux et de prestations et approbation d'une convention de groupement de commandes entre la Communauté urbaine et la Ville de Strasbourg sous la coordination de la CUS.

Les services de la Communauté urbaine et de la Ville de Strasbourg sont amenés de façon récurrente à faire appel à des entreprises externes pour satisfaire leurs besoins. La plupart de ces besoins étant de nature identique pour la Communauté urbaine et la Ville de Strasbourg, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Communauté urbaine et a pour double objectif :

- allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de la procédure de consultation unique,
- une gestion opérationnelle simplifiée.

Les montants indiqués correspondent à des valeurs estimatives annuelles en euros hors taxes pour les seuls besoins de la Communauté urbaine de Strasbourg.

Objet	Montant maximum en € HT
Travaux de menuiseries aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Communauté Urbaine de Strasbourg	200 000
Travaux de menuiseries PVC, en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Communauté urbaine de Strasbourg	200 000
Travaux sur fermetures de façades (stores, volets roulants, BSO, etc), en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Communauté urbaine de Strasbourg	300 000
Travaux de remplacement de chaudières et des équipements connexes du patrimoine de la Communauté urbaine de Strasbourg	200 000
Maintenance préventive et corrective de chaufferies fuel et de sous-stations de chauffage urbain du patrimoine de la Communauté urbaine de Strasbourg	25 000
Maintenance préventive, corrective et travaux d'installation de systèmes d'alarme anti-intrusion du patrimoine de la Communauté urbaine de Strasbourg	15 000
Maintenance préventive et corrective des classeurs rotatifs automatiques du patrimoine de la Communauté urbaine de Strasbourg	12 000

La durée maximale des marchés à conclure est de 5 ans pour les marchés ordinaires et de 4 ans pour les marchés fractionnés ou à bons de commande. Pour les marchés reconductibles, le nombre de reconductions annuelles est au maximum de 3.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion de marchés ordinaires, fractionnés à bons de commande, ou mixtes (soit en partie à prix forfaitaires et globaux et en partie à bons de commande), pour l'exécution de marchés de travaux et de prestations de service éventuellement reconductibles*

Objet	*Montant maximum en € HT*
Travaux de menuiseries aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Communauté urbaine de Strasbourg	*200 000*
Travaux de menuiseries PVC, en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Communauté urbaine de Strasbourg	*200 000*
Travaux sur fermetures de façades (stores, volets roulants , BSO, etc), en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Communauté urbaine de Strasbourg	*300 000*
Travaux de remplacement de chaudières et des équipements connexes du patrimoine de la Communauté urbaine de Strasbourg	*200 000*
Maintenance préventive et corrective de chaufferies fuel et de sous-stations de chauffage urbain du patrimoine de la Communauté urbaine de Strasbourg	*25 000*
Maintenance préventive, corrective et travaux d'installation de systèmes d'alarme anti-intrusion du patrimoine de la Communauté urbaine de Strasbourg	*15 000*
Maintenance préventive et corrective des classeurs rotatifs automatiques du patrimoine de la Communauté urbaine de Strasbourg	*12 000*

- la convention constitutive de groupement de commandes entre la Communauté urbaine et la Ville de Strasbourg dont la Communauté urbaine assurera la mission de coordinateur,

Cette convention portera sur :

- *des travaux de menuiseries aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg*
- *des travaux de menuiseries PVC en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg*
- *des travaux sur fermetures de façades (stores, volets roulants, BSO, etc.), en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg*
- *des travaux de remplacement de chaudières et des équipements connexes du patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *de maintenance préventive et corrective de chaufferies fuel et de sous- stations de chauffage urbain du patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *de maintenance préventive, corrective, et travaux d'installation de systèmes d'alarme anti-intrusion sur le patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *de maintenance préventive et corrective des classeurs rotatifs automatiques du patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2015 et suivants sur les lignes budgétaires des différents services concernés,

autorise

le Président ou son représentant :

- *à signer avec la Ville de Strasbourg, pour les travaux et prestations concernés la convention jointe en annexe. La Communauté urbaine aura la charge de lancer les consultations, de prendre toutes les décisions y relatives selon les termes de la convention constitutive et de signer les marchés en résultant,*

- *à signer et à exécuter les marchés résultant du groupement de commande et concernant la Communauté urbaine.*

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg Art. 8-VII premier tiret du code des marchés publics

Vu le titre II, Chapitre III, article 8 du Code des marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

La Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS), représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 28 novembre 2014

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 17 novembre 2014

un groupement de commandes pour l'exécution de travaux et prestations de services nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des services des deux collectivités.

La liste des travaux et prestations de services concernés:

- *des travaux de menuiseries aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg*
- *des travaux de menuiseries PVC en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg*
- *des travaux sur fermetures de façades (stores, volets roulants, BSO, etc.), en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg*
- *des travaux de remplacement de chaudières et des équipements connexes du patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *de maintenance préventive et corrective de chaufferies fuel et de sous- stations de chauffage urbain du patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *de maintenance préventive, corrective, et travaux d'installation de systèmes d'alarme anti-intrusion sur le patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *de maintenance préventive et corrective des classeurs rotatifs automatiques du patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*

SOMMAIRE

Préambule 2
Article 1 : Constitution du groupement 2
Article 2 : Objet du groupement 2
Article 3 : Organes du groupement 4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 5
Article 5 : Responsabilité 5
Article 6 : Fin du groupement 5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties 6

Préambule

Les services de la CUS et de la Ville de Strasbourg ont recours de façon récurrente, dans le cadre de leurs missions, à certaines natures de travaux et prestations de services dont la liste est donnée à l'article 2).

L'ensemble des travaux et prestations de services acquis est identique pour la CUS et la Ville de Strasbourg, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la CUS et a pour double objectif :
- Un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- Une gestion opérationnelle simplifiée

Le Code des marchés publics institué par le décret modifié n° 2006-975 en date du 1er août 2006, et plus particulièrement son article 8 encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.
Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes la plus médiane, préservant en phase d'exécution l'autonomie de gestion des adhérents. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 8.VII 1° première ligne article 2 du Code des marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie le marché. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution.
Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la CUS et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code des marchés publics, notamment son article 8.VII 1° première ligne article 2, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 8.VII 1° première ligne article 2 du Code des marchés publics, ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation de marchés publics.

La liste des travaux et prestations de services concernés:

- *des travaux de menuiseries aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg*
- *des travaux de menuiseries PVC en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg*

- *des travaux sur fermetures de façades (stores, volets roulants, BSO, etc.), en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg*
- *des travaux de remplacement de chaudières et des équipements connexes du patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *de maintenance préventive et corrective de chaufferies fuel et de sous- stations de chauffage urbain du patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *de maintenance préventive, corrective, et travaux d'installation de systèmes d'alarme anti-intrusion sur le patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*
- *de maintenance préventive et corrective des classeurs rotatifs automatiques du patrimoine de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg*

Ces marchés sont destinés à couvrir les besoins des services dans le cadre de leurs missions.

En application des articles 28, 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics, les marchés à conclure seront passés selon la procédure d'appel d'offres ou de procédures adaptées (Mapas), sous la forme de marchés ordinaires ou fractionnés à bons de commande. Les marchés à bons de commande s'étendront sur une période qui ne pourra excéder quatre années.

L'estimation budgétaire y afférente est de :
Travaux travaux de menuiseries aluminium en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- maxi : 500 000 € HT en cumul annuel pour les services de la Ville de Strasbourg et de la CUS

A titre indicatif la répartition entre les deux collectivités est estimée comme suit :
- 300 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 200 000 € HT maxi pour les services de la CUS

Travaux de menuiseries PVC en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- maxi : 500 000 € HT en cumul annuel pour les services de la Ville de Strasbourg et de la CUS

A titre indicatif la répartition entre les deux collectivités est estimée comme suit :
- 300 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 200 000 € HT maxi pour les services de la CUS

Travaux sur fermetures de façades (stores, volets roulants, BSO, etc.), en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles dans le cadre d'opérations:
- maxi : 650 000 € HT en cumul annuel pour les services de la Ville de Strasbourg et de la CUS

A titre indicatif la répartition entre les deux collectivités est estimée comme suit :
- 350 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 300 000 € HT maxi pour les services de la CUS

Travaux de remplacement de chaudières et des équipements connexes:
- maxi : 600 000 € HT en cumul annuel pour les services de la Ville de Strasbourg et de la CUS

A titre indicatif la répartition entre les deux collectivités est estimée comme suit :
- 400 000 € HT maxi pour les services de la Ville de Strasbourg
- 200 000 € HT maxi pour les services de la CUS

Maintenance préventive et corrective de chaufferies fuel et de sous- stations de chauffage urbain:
- maxi : 60 000 € HT en cumul annuel pour les services de la Ville de Strasbourg et de la CUS

A titre indicatif la répartition entre les deux collectivités, qui reste variable jusqu'à concurrence des montants indiqués en cumul, est estimée comme suit :
- 35 000 € HT pour les services de la Ville de Strasbourg
- 25 000 € HT pour les services de la CUS

Maintenance préventive et corrective et travaux d'installation de systèmes d'alarme anti-intrusion:
- maxi : 50 000 € HT en cumul annuel pour les services de la Ville de Strasbourg et de la CUS
A titre indicatif la répartition entre les deux collectivités, qui reste variable jusqu'à concurrence des montants indiqués en cumul, est estimée comme suit :
- 35 000 € HT pour les services de la Ville de Strasbourg
- 15 000 € HT pour les services de la CUS

Maintenance préventive et corrective des classeurs rotatifs automatiques:
- maxi : 22 000 € HT en cumul annuel pour les services de la Ville de Strasbourg et de la CUS
A titre indicatif la répartition entre les deux collectivités, qui reste variable jusqu'à concurrence des montants indiqués en cumul, est estimée comme suit :
- 10 000 € HT pour les services de la Ville de Strasbourg
- 12 000 € HT pour les services de la CUS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg et la Communauté urbaine de Strasbourg, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier le marché considéré, conformément aux termes de l'article 8.VII 1° première ligne article 2 du Code des marchés publics.
En application de l'article 8.VII deuxième alinéa du Code des marchés publics, la commission d'appels d'offres de la CUS, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir le titulaire des marchés. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	**Suppléants**
HERTZOG Jean-Luc	ROZANT Edith
BEY François	KOCH Patrick
KREYER Céleste	PEIROTES Edith
CUTAJAR Chantal	MEYER Paul
SCHULTZ Eric	QUEVA Michèle

Le Représentant du Pouvoir adjudicateur et Président de la Commission d'appel d'offres est BEUTEL Jean-Marie

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation du marché au nom des membres du groupement. Il transmet le marché aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg, les informations relatives au déroulement du marché.
Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres..) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'adhérent les documents nécessaires du marché en ce qui le concerne ;
- de signer et de notifier le marché ;

- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application de l'article 80 du code des marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé l'adhérent sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché, et en particulier à informer l'adhérent de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, la Communauté Urbaine de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés.
La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.
La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Le Président de la CUS
Robert HERRMANN

Le Maire de Strasbourg
Roland RIES

20

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Déclaration de projet général relative au réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg - Port du Rhin.
Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg à la CUS. Acquisitions foncières nécessaires au projet. Désignations.

1. CONTEXTE ET HISTORIQUE DU PROJET

L'extension de la ligne D du tramway vers l'Est de l'agglomération strasbourgeoise et Kehl est présentée au schéma directeur de transport collectif 2010-2025, adopté par le Conseil de Communauté dans sa séance du 25 juin 2010. Elle doit desservir les nouvelles zones d'urbanisation sur l'axe Strasbourg-Kehl afin d'améliorer le cadre de vie du secteur et de favoriser l'activité économique de la zone portuaire**.**
De plus, une délibération du Conseil de Communauté du 22 septembre 2010, de prise en considération du diagnostic stratégique et des premières orientations générales d'aménagement du schéma directeur des « Deux Rives », a proposé d'utiliser le tramway comme outil de structuration et de développement urbain.
Les propositions programmatiques et fonctionnelles du schéma directeur « Deux Rives » approuvées par la Communauté Urbaine de Stras bourg (CUS) dans sa séance du 15 avril 2011 confirment que l'extension de la ligne D du tramway constitue un élément de valorisation et de fédération des différents ensembles urbains ou bulles d'urbanisation qui composeront le territoire des « Deux Rives ».

Les nouvelles études d'urbanisme du schéma directeur des « Deux Rives » ont conduit à adapter le tracé initial de l'extension Est de la ligne D de tramway soumis à une première étape de concertation en 2009, dans sa partie comprise entre le carrefour Aristide Briand et le pont Desaix, pour le placer au cœur des futures urbanisations du Môle de la Citadelle et de Starlette, ce afin de répondre aux nouveaux besoins d'accessibilité et de mise en réseau des développements urbains prévus dans le secteur dénommé « Deux Rives ».
Une deuxième étape de concertation préalable ouverte en 2010 avec le public, dont les ateliers de projet ont été communs avec l'élaboration du schéma des « Deux Rives » a permis d'arrêter le nouveau tracé du tramway et de prendre en compte les observations qui ont porté sur la modification de l'organisation des circulations et de la trame viaire dans le secteur avec le transfert vers la rue du Péage des fonctions circulatoires actuelles de la route du Petit Rhin (celle-ci étant alors principalement destinée à une desserte locale).

Le principe d'un report de la circulation générale de la route du Petit Rhin vers la rue du Péage, afin de faciliter l'urbanisation du secteur « Starlette » et réduire les risques induits

par les transports de matières dangereuses, a été acté et rappelé à plusieurs reprises en particulier par les délibérations adoptées lors de la séance du Conseil de Communauté du 15 avril 2011 :

- la délibération n° 34 approuvant les propositions programmatiques et fonctionnelles du schéma directeur des « Deux Rives » envisageant sur son périmètre de 150 ha un potentiel urbanisable d'environ 800 000 m² de SHON dont la mise en œuvre devra s'échelonner pour tenir compte de la libération des terrains,
- la délibération n° 35 approuvant le bilan détaillé de la nouvelle étape de concertation du public de l'extension Est de la ligne D du tramway.

Enfin, la délibération du 24 février 2012 approuve l'avant-projet d'extension de la ligne D du tramway et le principe d'un programme de travaux incluant le réaménagement de la rue du Péage.

Par délibération du 20 décembre 2013, réitérée le 21 février 2014, le Conseil de Communauté a approuvé :

- la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des « Deux Rives » pour une surface d'environ 74 ha, répartie en 3 sites non contigus : Citadelle, Starlette-COOP et la partie Nord-Est du port du Rhin permettant de développer une surface de plancher de l'ordre de 482 000 m², ainsi que les bilans de la concertation préalable et de la mise à disposition de l'étude d'impact,
- la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération d'extension Est de la ligne D de tramway vers Strasbourg-Port du Rhin et vers Kehl-Bahnhof.

Par arrêté préfectoral du 24 février 2014, les acquisitions et travaux nécessaires au projet d'extension Est de la ligne D du tram vers Kehl ont été déclarés d'utilité publique. Ce même arrêté emporte mise en compatibilité du POS de Strasbourg.

Le réaménagement de la rue du Péage et sa reconfiguration visent donc à lui permettre d'assurer de nouvelles fonctions circulatoires en créant un couloir pour les échanges Nord-Sud, de concentrer les nuisances engendrées par le trafic routier et le trafic de fret ferroviaire et de l'éloigner de la future zone d'urbanisation « Starlette ». Cet enjeu constitue un acquis fondamental de la 2ème étape de concertation publique sur l'extension Est de la ligne D du tramway et de la réflexion stratégique sur le secteur « Deux Rives ».

Les deux opérations de réaménagement de la rue du Péage et d'extension du tram D jusqu'à la gare de Kehl forment les éléments d'un programme global d'aménagement, ainsi qu'il a été déjà indiqué.

Les objectifs de ce programme sont ainsi :

- d'accompagner les importants projets de développement urbain prévus dans le programme « Deux Rives », et notamment ceux portés par le schéma directeur d'urbanisme des « Deux Rives » et par la ZAC des Deux Rives («colonne vertébrale » du territoire, le tramway soutient les projets d'urbanisation et se conçoit comme un marqueur urbain au droit des stations),
- d'offrir une desserte et une accessibilité multimodale de qualité du secteur Est (transports collectifs, aménagements cyclables, cheminements piétons adaptés aux normes accessibilité, etc.),

- d'assurer la fluidité et la sécurité du trafic, notamment poids lourds, et la desserte du Port Autonome de Strasbourg (PAS) en évitant les conflits d'usage et en favorisant la complémentarité des modes,
- d'améliorer la qualité des échanges transfrontaliers en favorisant l'utilisation des transports collectifs et des modes doux (piétons et vélos) entre Strasbourg et Kehl.

L'avant-projet du réaménagement de la rue du Péage à été adopté par délibération du Conseil de Communauté le 31 mai 2013, qui a autorisé le Président à mettre en œuvre les procédures afférentes à l'étude d'impact environnementale et à l'organisation de l'enquête publique nécessaire à la réalisation du projet. Cette dernière s'est déroulée du 4 décembre 2013 au 10 janvier 2014.

Afin de parachever la réalisation du programme global de travaux, il convient désormais que le Conseil de Communauté se prononce par une nouvelle déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de réaménagement de la rue du Péage, en application de l'article L126-1 du Code de l'Environnement.

La présente délibération porte donc :
- sur la déclaration d'intérêt général du projet de réaménagement de la rue du Péage,
- sur les modalités de mise en œuvre opérationnelles des travaux relevant des compétences de la Ville et de la CUS par la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique.
- sur les acquisitions amiables nécessaires à la maitrise de l'emprise foncière du projet exposé.

2. LES OBJECTIFS D'INTERET GENERAL DU REAMENAGEMENT DE LA RUE DU PEAGE

Pour rappel, les objectifs du réaménagement de la rue du Péage sont les suivants :
- faciliter l'urbanisation du secteur « Starlette » en éloignant du site le trafic routier et en le reportant plus à l'Est. Il s'agit, en particulier, de dévier la circulation des poids lourds (transports de matières dangereuses entre autres) en maintenant les objectifs de la liaison Interports (fluidité de la desserte entre le port Nord, le port Sud et le port de Kehl). Les raccordements s'effectuent avec la rue de Lübeck, au Nord, et la rue du Rhin Napoléon, au Sud, à hauteur de l'ouvrage de franchissement des voies ferrées,
- assurer la fluidité et la sécurité du trafic de transit, notamment des poids lourds, grâce à un franchissement inférieur des voies du tram (voirie en trémie). Des travaux conservatoires prévus par la 1ère opération de l'extension Est de la ligne tram D et permettant d'anticiper le réaménagement de la rue du Péage comprennent la couverture de la trémie nécessaire au passage du tram,
- faciliter la desserte du futur quartier « Starlette » et le passage des convois exceptionnels. Cet objectif se traduira par la création de voiries latérales sur lesquelles se raccorderont les accès au nouveau quartier réalisés le moment venu dans le cadre de la ZAC,
- intégrer des cheminements modes doux (vélos et piétons) participant au maillage du réseau existant,

- garantir l'insertion paysagère de l'infrastructure par la création d'une coulée verte, renforçant la trame verte d'agglomération.

3. LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA RUE DU PEAGE A STRASBOURG - PORT DU RHIN

3.1 Présentation de l'opération soumise à enquête publique

La nouvelle voirie, d'une longueur d'environ 800 ml reliera la rue de Lübeck, au Nord, à la rue du Rhin Napoléon, au Sud, à la hauteur de l'ouvrage de franchissement des voies ferrées. Elle est délimitée, en outre, à l'Est par les voies ferrées et à l'Ouest par le futur quartier « Starlette ».

Pour assurer la sécurité et la fluidité du trafic de transit, la section en trémie sera configurée de la manière suivante :
- une largeur de chaussée de 7 m pour permettre le croisement de deux poids lourds à 50 km/h,
- des trottoirs-chasse-roues de part et d'autre de la chaussée qui ne seront pas autorisés à la circulation piétonne sauf pour raisons de sécurité (évacuation du site en cas d'accident, incendie…).

Pour assurer la desserte locale et le maillage modes doux sont prévus :
- deux voies latérales d'une largeur de chaussée de 3,20 m chacune,
- un trottoir côté Est,
- une voie verte côté Ouest. La voie verte est séparée de la chaussée par une zone verte de largeur variable.

L'aménagement paysager aura pour fonction de minimiser l'impact de la circulation tout en contribuant à intégrer cette infrastructure dans son futur environnement bâti, dans l'esprit d'un boulevard urbain paysager. Ainsi, les différents flux de circulation seront séparés par des alignements d'arbres de hautes tiges qui renforceront le statut de cet axe viaire majeur dans le schéma de circulation de l'agglomération.

Au Nord du croisement avec le tramway et en limite avec la future urbanisation, les espaces plantés accompagneront la façade urbaine, en cohérence avec les projets de la ZAC.

Au Sud du croisement avec le tramway, les abords de la rue du Péage seront largement plantés et modelés dans l'esprit de la liaison Interports (merlons en terrasses qui permettront également de réutiliser sur site une partie des terres polluées, le solde étant évacué en centre de revalorisation).

3.2 Estimation des dépenses

Le montant prévisionnel des travaux de réaménagement a été précisé dans le dossier soumis à enquête publique, pour un total estimé à 16 000 000 € HT (valeur octobre 2013).

Les coûts prévisionnels de l'opération indiqués dans le dossier d'enquête publique se décomposent alors comme suit :

Etudes	346 000 €
Travaux	16 000 000 €
Mesures environnementales complémentaires	232 500 €
Acquisitions foncières	2 145 000 €
Coût total de l'opération HT	**18 723 500 €**
TVA 20 %	3 744 700 €
Coût total TTC	**22 468 200 €**

A noter que les coûts des démolitions de bâtiments estimés à 230 000 € HT (276 000 € TTC) sont compris dans le coût prévisionnel des travaux.

Les concours financiers extérieurs envisagés au contrat triennal 2012–2014 (sur une dépense subventionnable de 5 M€) sont les suivants :
- Etat : 0,500 M€ HT,
- Conseil Régional : 0,625 M€ HT,
- Conseil Général : 0,625 M€ HT,
- Port Autonome de Strasbourg : 2 M€ HT.

Cette répartition pourrait être réactualisée dans le cadre de la négociation du nouveau contrat triennal 2015–2017.
La clé de répartition entre la CUS et la Ville de Strasbourg est calculée (voir chapitre 10) suivant les parts de travaux relevant de leurs compétences respectives.

3.3 Engagement de la consultation de maîtrise d'œuvre

Une consultation de maîtrise d'œuvre pour la poursuite des études de projet de la rue du Péage, en vue de la réalisation des travaux, sera engagée dans le cadre d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions notamment des articles 74 et 57 à 59 du code des marchés publics.

3.4 Calendrier prévisionnel de réalisation et de mise en service

Le calendrier opérationnel se compose des grandes étapes suivantes :
- études techniques de niveau PRO, EXE et consultation des entreprises : janvier à octobre 2015,
- procédure d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau (impliquant une enquête publique supplémentaire) : février à juin 2015,
- travaux : février 2016 pour environ 18 mois,
- mise en service prévisionnelle : août 2017.

4. PRISE EN CONSIDERATION DE L'ETUDE D'IMPACT ET DE L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIONNEMENTALE

Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements qui par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact.

En application de la rubrique 6° « infrastructures routières » du tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement : « les travaux de création d'une route à 4 voies ou plus, d'allongement, d'alignement et/ou d'élargissement d'une route existante à 2 voies ou moins pour en faire une route à 4 voies ou plus » sont soumises à étude d'impact systématique.

Tel est le cas de la présente opération qui, bien que d'un linéaire limité (environ 800 ml) prévoit la réalisation de quatre voies de circulation de 3,20 m de largeur dont deux dans chaque sens. Les fonctionnalités de ces voiries seront différentes :
- deux voies de circulation au gabarit poids lourd (PL) seront implantées au niveau inférieur via une trémie dédiées à la liaison principale Nord-Sud,
- deux voiries de circulation destinées aux véhicules légers seront implantées à niveau de manière à permettre, via un carrefour, la desserte locale de la future zone d'urbanisation « Starlette ».

Une voie verte sera créée en partie Ouest de la chaussée et un trottoir sera aménagé en partie Est.

4.1 Les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'étude d'impact et l'autorité environnementale

Il s'agit des points suivants :
- **la préservation de la qualité des eaux souterraines (nappe alluviale affleurante aux abords du projet, risque induits par les travaux de creusement de la trémie en raison de la présence de terres polluées) :** la nappe phréatique se situe, dans le secteur du projet, à une faible profondeur, comprise entre 3 et 5 mètres, ce qui la rend particulièrement vulnérable aux pollutions chroniques et accidentelles. Des mesures consistant en la mise en place d'un rideau de palplanches durant les travaux et d'un système d'étanchéité par bouchon et membrane seront prises pour apporter des protections tant en phase travaux qu'en phase de fonctionnement,
- **la préservation de la biodiversité, notamment le chiroptère et le lézard des murailles :** l'abattage d'arbres est susceptible de perturber les oiseaux et les chiroptères y ayant trouvé logis. Un inventaire complémentaire sera réalisé avant tout démarrage de travaux afin de vérifier leur présence au sein des cavités de certains arbres. En cas de présence avérée, un dossier de demande de dérogation de destruction d'espèce protégée serait constitué auprès du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN). De même, des monticules de pierres et des gabions seront mis en place à certains endroits de manière à reconstituer un habitat pour le lézard des murailles, suite à la destruction d'espaces qui lui seraient favorables.
- **la protection de la qualité de vie des riverains (préservation de la qualité de l'air, protection contre les nuisances sonores) :** les déplacements de la circulation vers l'Est, associés à une légère augmentation de trafic attendue, pourraient entraîner une dégradation de la qualité de l'air ambiant au niveau de la rue du Péage. En revanche, la déviation des trafics de transit permettra d'améliorer la situation pour le futur site

d'urbanisation « Starlette ». Globalement, le transfert de la circulation sur la rue du Péage et la réalisation du projet d'extension de la ligne D du tramway induiront une amélioration de la qualité de l'air à l'échelle du domaine d'étude. Des mesures complémentaires sont également envisagées au titre de la ZAC des « Deux Rives ». Son étude d'impact présente les effets du projet d'urbanisation sur la qualité de l'air prenant en compte les « projets connus » d'extension du Tram D et de déviation de la rue du Péage pour les deux polluants majeurs identifiés sur le site dans l'état initial (dioxyde d'azote et PM10). Afin d'éviter d'exposer ses futurs usagers à la pollution au dioxyde d'azote, la plus contraignante pour l'urbanisation à proximité des axes routiers, le développement de la ZAC prévoit d'éloigner les bâtiments des principaux axes routiers (avec des effets positifs sur l'ambiance acoustique), un phasage d'aménagement évitant dans un premier temps les secteurs potentiellement les plus pollués et une amélioration globale de la qualité de l'air par un changement des usages des transports et une diminution des pollutions à la source coïncidant avec les objectifs 2025 du PDU arrêté par la CUS le 27 janvier 2012.

4.2 L'avis de l'autorité environnementale

En date du 3 octobre 2013, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a émis un avis positif sur l'opération estimant dans sa synthèse générale que :

- le dossier est complet et comporte tous les documents exigés par le code de l'environnement. Les éléments qu'il contient sont clairs et proportionnés aux enjeux identifiés. L'étude d'impact est de bonne qualité et s'appuie sur de nombreux plans et schémas détaillés et explicites,
- la prise en compte de l'environnement et de la santé dans le projet est jugée satisfaisante. Les incidences résiduelles demeurent très faibles et le bilan environnemental de ce projet d'infrastructure peut être considéré comme positif,
- l'insertion du projet au sein d'un programme plus global (extension de la ligne du tramway, urbanisation du site « Starlette ») est bien prise en compte mais aurait pu judicieusement être élargie à l'autre projet d'urbanisation que représente le site d'urbanisation « Coop », à l'Est du projet ».

5. LES RESULTATS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

5.1 Cadre réglementaire

Compte tenu de la nature du projet de travaux soumis à la réalisation d'une étude d'impact, une enquête publique a été effectuée dans les conditions prévues par le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants.

Cette procédure a pour but d'informer le public sur le projet avec ses avantages et ses inconvénients et de permettre sa participation au processus décisionnel. Les observations, propositions et contrepropositions du public relatives au projet sont formulées sur les registres d'enquête, ou directement auprès du commissaire enquêteur lors de ses permanences (par écrit ou oralement). Le commissaire enquêteur établit ensuite un rapport et ses conclusions motivées. A l'issue de l'enquête publique, leur remise permet au Conseil

communautaire de se prononcer sur l'intérêt général de l'opération par une déclaration de projet, préalable nécessaire à la délivrance des autorisations de travaux, sous réserve du respect des autres règlementations applicables au projet.

5.2 Déroulement de l'enquête publique ouverte du 4 décembre 2013 au 10 janvier 2014

Le dossier d'enquête publique comprenait l'ensemble des pièces et informations exigées pour la réalisation de ces aménagements routiers, notamment la notice explicative, un plan général des travaux, l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale :

- le commissaire enquêteur a été désigné par une ordonnance du Vice-Président du Tribunal Administratif de Strasbourg du 7 octobre 2013, en la personne de Monsieur Bernard ORTLIEB,
- l'enquête publique relative aux travaux de réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg–Port du Rhin a été ouverte et organisée par arrêté du 14 novembre 2013 pris par M. le Président de la CUS, après consultation du commissaire enquêteur,
- l'avis d'enquête a été publié dans les Dernières Nouvelles d'Alsace et les Affiches du Moniteur. Il a été affiché au Centre Administratif de la Ville de Strasbourg et de la CUS ainsi que sur le site Internet de la Ville et de la CUS.
- l'enquête a débuté le 4 décembre 2013, pour une durée de 38 jours consécutifs, sans préjudice du droit qu'a le commissaire enquêteur d'en décider la prorogation,
- pendant toute la durée de l'enquête, le public a pu prendre connaissance du dossier au Centre Administratif de la CUS et dans les locaux du PAS, 15 rue de Nantes à Strasbourg-Port du Rhin. Une exposition des principaux éléments accompagnait le dossier de l'enquête publique au Centre Administratif et rue de Nantes,
- le public a consigné ses observations sur les registres des enquêtes à sa disposition au Centre Administratif et dans les locaux du PAS. Des observations ont également été adressées au commissaire enquêteur par écrit et lors des périodes de réception du public, aux lieux, jours et heures fixés par l'arrêté d'ouverture de l'enquête, soit au total une participation modeste, 2 observations écrites sur registre et 6 courriers ou courriels,
- l'enquête a été clôturée le 10 janvier 2014 à 17h00.

Le déroulement de l'enquête est décrit par le commissaire enquêteur dans son rapport. Un mémoire en réponse détaillé a été remis le 28 février par la CUS suite aux questions formulées par le commissaire enquêteur et aux observations du public.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 17 mars 2014.

5.3 Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur

Dans son rapport remis le 17 mars 2014, le commissaire enquêteur a émis :

- **un avis sur les conditions de déroulement de l'enquête et le contenu du dossier**

Dans son rapport, le commissaire-enquêteur souligne que :

- malgré deux incidents (corrigés par la suite, p.m. : insertion incomplète dans un premier avis et localisation de l'arrêté d'ouverture d'enquête à proximité des panneaux d'exposition), le maître d'ouvrage a mis en œuvre les moyens nécessaires pour assurer une information suffisante du public,
- la participation du public à cette enquête était très faible,
- le dossier soumis à enquête est complet et de qualité malgré l'une ou l'autre contradiction relevée. La notice explicative est suffisamment explicite pour que les personnes rebutées par l'épaisseur du dossier puissent se faire une idée précise du projet.

- **un avis motivé favorable sur le projet, dont la teneur est la suivante :**

L'appréciation du projet par le commissaire enquêteur porte sur :
- **la pertinence du projet :** le projet répond bien aux objectifs fixés, libérer la future bulle Starlette du trafic de transit d'une part et maintenir la fluidité de la circulation sur la voie-inter-ports d'autre-part. La création d'une trémie et d'un passage en dénivelé de la rue du Péage sous la ligne de tram sont la conséquence du choix du tracé du prolongement de la ligne de tram D. De ce fait l'intérêt du projet présenté est entièrement dépendant de la réalisation du prolongement de la ligne de tram D selon le tracé déclaré d'utilité publique le 24 février dernier,
- **les aménagements connexes :** pour éviter les conflits entre cyclistes et piétons au niveau de la voie verte située à l'Ouest de la rue du Péage, le commissaire enquêteur souhaite une séparation physique entre les flux aux endroits critiques comme les entrées de la voie ou les traversées de rues. A la vue des largeurs conseillées pour les pistes cyclables bidirectionnelles (3 m en général), le commissaire enquêteur propose de porter, si possible, la largeur de la voie verte à 3,50 m, celle-ci étant également ouverte aux piétons,
- **le carrefour rue du Port du Rhin – rue du Péage :** l'importance de ce carrefour résulte du trafic des différentes voies et au fait que la rue du Port du Rhin soit entièrement bloquée côté Est lors de passages de trains. L'aménagement prévu (nombre de files, feux différenciés) devrait permettre une assez bonne fluidité de la circulation. Cependant, la longueur des files d'attente lors de passages de trains peut s'avérer importante. Les différentes voies de stockage lors de passages de trains ont une longueur d'une vingtaine de mètres. Le commissaire enquêteur acquiesce à la proposition du maître d'ouvrage de réaliser l'ouvrage tel que prévu tout en gardant en réserve un espace vert d'une longueur de 30 m dont le gabarit permettrait un allongement de le voie de tourne à droite de la rue du Péage. Dans la mesure du possible, une réserve moins importante sera également prévue rue de Lübeck et rue du Grand Pont, pour les voies de tourne à droite susceptibles d'être bloquées par le stockage de véhicules lors de passages de trains,
- **la période de travaux :** les travaux relatifs au prolongement de la ligne de tram D ne devraient pas être trop gênants pour la circulation rue du Petit Rhin. L'achèvement de la rue du Péage avant la mise en service de la ligne de tram semble impossible. Il importe au commissaire enquêteur que cette période transitoire entre la mise en service de la ligne de tram D et l'ouverture de la rue du Péage soit la plus courte possible, pour limiter le risque d'être contrariée par le croisement à niveau entre la rue du Petit Rhin et la ligne de tram D. Notons cependant que l'urbanisation de la bulle Starlette

n'étant prévue qu'à l'horizon 2020-2025, il ne s'agit que d'un trafic de transit, certes important.

Les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont les suivantes :
«***avis favorable au projet*** *de réaménagement de la rue du Péage soumis à enquête publique (...)* ***sous réserve*** *de la réalisation du prolongement de la ligne de tram D selon le tracé approuvé par le Conseil communautaire les 20 décembre 2013 et 21 février 2014, déclaré d'utilité publique par Monsieur le Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin le 24 février 2014.*

Cet avis est assorti des recommandations suivantes :
1. *Prévoir la possibilité d'allonger de 15 à 20 m, en cas de nécessité, les voies de tourne à droite rue de Lübeck et rue du Grand-Pont au carrefour de la rue du Péage et de la rue du Port du Rhin, tout comme le maître d'ouvrage s'est engagé à le faire pour la voie de tourne à droite rue du Péage,*
2. *Réduire au maximum à un an et si possible moins la durée entre la mise en service de la prolongation de la ligne de tram D et l'ouverture de la rue du Péage réaménagée,*
3. *Porter la largeur de la voie verte, côté Ouest de la rue du Péage à 3.50 m,*
4. *Etablir une séparation entre les voies piétonnes et les voies cyclistes lors des traversées de rues ».*

5.4 Les réponses du maître d'ouvrage sur la réserve et les recommandations du commissaire enquêteur

- <u>La réserve</u> :
Dans son rapport remis en date du 17 mars 2014, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de réaménagement de la rue du Péage soumis à enquête publique du 4 décembre 2013 au 10 janvier 2014, sous réserve de la réalisation du prolongement de la ligne de tram D selon le tracé approuvé par le Conseil communautaire les 20 décembre 2013 et 21 février 2014, déclaré d'utilité publique par Monsieur le Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin le 24 février 2014.

Réponse du maître d'ouvrage : la CUS réaffirme son engagement à continuer la politique de développement et d'urbanisation commencée en direction du Rhin, de rapprochement entre fonctions portuaires et urbaines, de cohabitation entre habitat et activités sur le secteur Deux Rives et de valorisation de ce "cœur métropolitain" intégrant sa dimension transfrontalière dont le tramway sert de support. La déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux prise par arrêté préfectoral du 24 février 2014, intervenue après la déclaration de projet prononcée par le Conseil communautaire du 20 décembre 2013 (réitérée le 21 février 2014) et la poursuite des études opérationnelles du Tram confirment, s'il en était besoin, la volonté ferme et définitive de la collectivité de réaliser ce projet selon l'itinéraire prévu. De même, l'aboutissement au mois de mai de la procédure symétrique de « Planfestellungsbeschluss » côté allemand permet de lever les conditions suspensives à la réalisation du projet jusqu'à Kehl-Bahnhof, au titre de la convention de coopération transfrontalière signée le 15 mars 2012 entre la CUS et la Ville de Kehl. A noter enfin que des travaux de dévoiement de réseaux préparatoires à la réalisation du tram ont démarré le 26 février 2014 et qu'une autorisation de travaux conforme à la loi sur l'eau a été accordée

le 31 mars 2014 pour le prolongement du tram. L'ensemble de ces éléments permet de fait de lever la réserve qui accompagne l'avis favorable du commissaire enquêteur.

- <u>Les recommandations</u> :

1ère recommandation : prévoir la possibilité d'allonger de 15 à 20 m, en cas de nécessité, les voies de tourne à droite rue de Lübeck et rue du Grand-Pont au carrefour de la rue du Péage et de la rue du Port du Rhin, tout comme le maître d'ouvrage s'est engagé à le faire pour la voie de tourne à droite rue du Péage.

Réponse du maître d'ouvrage : la société Transitec a, dans le document intitulé « extension du réseau de tramway à moyen et long termes » de janvier 2013, mené une étude sur l'organisation multimodale des déplacements au niveau des projets de voirie (création de nouvelles infrastructures) et des projets de développement urbain à horizon 2020.
Ces données ont permis de générer la répartition des différents flux à horizon 2020, au niveau des principaux carrefours, notamment celui formé par les rues de Lübeck/du Port du Rhin/du Péage, dont les précisions sont décrites dans le dossier d'enquête publique.
Son dimensionnement a nécessité la prise en compte du passage des trains sur la voie ferrée croisant le carrefour, conformément aux indications du PAS et a intégré le croisement franc des différentes voies, en redressant la baïonnette actuelle entre la rue du Péage et la rue de Lübeck.
Les études démontrent que :
- pour la branche rue du Péage, il convient de prévoir 6 voies : 2 entrantes et 4 sortantes (2 tournes à gauche, 1 tout droit et 1 tourne à droite),
- pour la branche rue de Lübeck, il convient de prévoir 3 voies : 1 entrante et deux sortantes (1 tourne à gauche et 1 tout droit, tourne à droite),
- pour la branche rue du Port du Rhin Ouest, il faut prévoir 5 voies : 2 entrantes et 3 sortantes (tout droit, tourne à gauche, tourne à droite),
- pour la branche rue du Port du Rhin Est, il faut prévoir 4 voies : 1 entrante et 3 sortantes (2 tournes à gauche et 1 tout droit, tourne à droite).

Les voies de tourne à droite rue de Lübeck et rue du Grand-Pont au carrefour de la rue du Péage et de la rue du Port du Rhin ont, comme pour l'ensemble des autres branches du carrefour, été dimensionnées pour prendre en compte l'ensemble des contraintes. La génération de ce trafic au sein du modèle de dimensionnement aboutit dans 95 % des cas à une retenue théorique :
- de 54 mètres sur la voie de tout droit/ tourne à droite de la rue de Lübeck,
- de 42 mètres sur la voie spéciale de tourne à droite de la rue du Grand-Pont.

Les emprises disponibles dans le cadre du projet permettent de stocker des véhicules sur des longueurs plus importantes, donc dans les cas les plus défavorables. Pour autant, dans le souci de préserver l'avenir, la CUS a déjà engagé des discussions avec le PAS sur l'aménagement des espaces latéraux pour créer des zones de stockage supplémentaires si, malgré toutes les précautions prises, il devait être constaté des difficultés majeures.

2ème recommandation : réduire au maximum à un an et si possible moins la durée entre la mise en service de la prolongation de la ligne de tram D et l'ouverture de la rue du Péage réaménagée.

Réponse du maître d'ouvrage : les travaux de la rue du Péage sont prévus de manière à permettre une mise en service de la nouvelle voirie à partir du mois d'avril 2017. La réalisation des travaux routiers, soumis à des procédures qui lui sont propres, (procédure loi sur l'eau, consultation des entreprises de travaux …), sera échelonnée dans le temps.
La collectivité mettra tout en œuvre pour réduire au maximum la gêne des usagers et pour rapprocher les dates de mise en service de ces deux infrastructures, selon les conditions d'évolution des travaux.

3ème recommandation : porter la largeur de la voie verte, côté Ouest de la rue du Péage à 3,50 m.

Réponse du maître d'ouvrage : le trottoir côté Ouest de l'infrastructure réalisée sera géométriquement calibré comme une voie verte de 3 m de large, permettant de relier les modes doux aux réseaux déjà existants tant au Nord qu'au Sud de la rue du Péage.
Il est à noter que le flux principal des cyclistes et piétons transitera pour l'essentiel via la route du Petit Rhin, qui malgré un réaménagement futur gardera sa fonction de transit pour ces derniers : une connexion "modes doux" au niveau de l'avenue du Rhin sera mise en œuvre.
De plus, le projet d'extension de la ligne D du tram vers Kehl prévoit la création d'une piste cyclable bidirectionnelle le long de son cheminement, assurant ainsi un maillage complémentaire Est-Ouest.
Bien que le dimensionnement de la voie verte soit conforme aux recommandations du CERTU de janvier 2013, la collectivité suivra la préconisation du commissaire enquêteur en portant cette largeur à 3,50 m, participant ainsi au confort et à la sécurité des usagers.

4ème recommandation : établir une séparation entre les voies piétonnes et les voies cyclistes lors des traversées de rues.

Réponse du maître d'ouvrage : les traversées de rues constituent des points singuliers, avec des croisements entre les différents usagers de la voie.
En amont des différents carrefours, l'élargissement de l'espace permettra d'assurer une séparation formelle entre les cyclistes et les piétons. Cela permettra d'envisager une traversée contigüe des cyclistes avec les piétons au droit des carrefours, sécurisée, sans perte de priorité d'un mode par rapport à l'autre.
Ces dispositions seront intégrées au niveau des études de projet et d'exécution qui devront permettre au maître d'œuvre de réaliser un zoom sur la configuration précise des carrefours.

6. MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT L'INTERET GENERAL DE L'OPERATION

6.1 Présentation de la zone d'insertion du projet

Le PAS est l'aménageur et le gestionnaire de la zone portuaire. La CUS, la Ville et le PAS ont mis en place un partenariat dès la réalisation du schéma directeur des Deux Rives dans le cadre d'un groupement de commandes (2009) et par le biais d'un contrat de développement (février 2011) permettant de dynamiser la zone économique et de conduire les mutations urbaines.
Ce contrat de développement prévoit notamment que les partenaires conviennent de l'importance d'assurer une continuité des infrastructures routières Nord-Sud tout en améliorant sa fluidité. A ce titre, la CUS poursuit la réflexion portant sur l'amélioration des infrastructures routières de traversée de la zone centrale du Port et en particulier au niveau de la rue du Péage.
Le PAS est propriétaire de l'ensemble des parcelles concernées par l'opération, excepté deux parcelles déjà propriété de la CUS.
Le PAS est disposé à procéder en temps utile à la cession des terrains dont il a la propriété au profit de la CUS et nécessaires à la réalisation du projet. Il présentera à cet effet les conditions de la vente envisagée lors de son prochain Conseil d'administration qui aura lieu en janvier 2015.

6.2 Le bâti et les équipements en présence

Quelques constructions du PAS sont situées dans l'environnement immédiat de la voie à aménager. Il s'agit en particulier :
- d'un immeuble situé à l'angle rue de Lübeck/rue du Port du Rhin occupé par des logements et quelques bureaux (au rez-de-chaussée en façade Ouest uniquement),
- d'un poste de pesage qui sera à déplacer,
- de deux maisons occupées l'une par un logement, l'autre par un bureau,
- de quelques jardins familiaux,
- d'un bunker.

Les équipements existants dans le périmètre d'études sont essentiellement des infrastructures ou superstructures nécessaires au bon fonctionnement du port :
- les voies ferrées industrielles,
- une chaufferie qui génère un périmètre de sécurité,
- un ouvrage de franchissement de la voie ferrée, sis angle route du Petit Rhin / avenue du Rhin,
- le carrefour Lübeck / route du Port du Rhin.

6.3 Justification du parti d'aménagement retenu par la CUS

Actuellement, le schéma viaire du secteur d'étude « Citadelle – Starlette - Coop - Rhin-Napoléon » est structuré autour de trois axes majeurs :
- au Sud, la route du Rhin qui, en traversant le secteur d'Ouest en Est, relie le quartier de Neudorf et le centre de Strasbourg à l'Allemagne,
- au Nord, la rue du Port du Rhin, qui permet de se rendre du quartier du Port du Rhin à l'Esplanade en passant par le pont d'Anvers,
- au centre, la route du Petit Rhin, qui traverse le secteur « Starlette » du Nord au Sud et relie la rue du Port du Rhin à l'avenue du Rhin.

Le trafic, qui transite par la route du Petit Rhin, aujourd'hui estimé à environ

20 000 véhicules/jour (dont 12,5% correspondant au trafic poids-lourds), est caractérisé par la forte présence de poids lourds et de transports de matières dangereuses (TMD) se rendant au port Nord.
La route du Petit Rhin permet ainsi de prolonger les fonctionnalités de la liaison interports :

- accès direct au port Nord depuis l'Allemagne via l'avenue du Pont de l'Europe, l'avenue Vitry le François et la rue du Rhin Napoléon (en empruntant l'ouvrage récemment réalisé sous l'avenue du Rhin),
- liaison port Sud/port Nord à partir de l'axe rue de la Rochelle - rue du Havre puis rue du Rhin Napoléon.

Le réaménagement de la rue du Péage consiste à retrouver sur cet axe les fonctionnalités aujourd'hui assurées par la route du Petit Rhin en y déviant le trafic existant.

6.4 Intérêt général de l'opération

6.4.1 Avantages

Les avantages présentés par cette opération de réaménagement sont détaillés ci-après.
En premier lieu, cette opération permet de répondre à une des volontés inscrite dans les documents de planification urbaine de Strasbourg, notamment le SCOTERS et le Schéma Directeur des Deux Rives, dans la mesure où elle permet le développement et l'urbanisation des quartiers Est de la ville, actuellement délaissés ou constitués de friches industrialo-portuaire. La réalisation de cette opération permettra en effet l'urbanisation du secteur « Starlette » et la création de 176 000 m2 de SHON.
Les voiries de surface permettront une desserte aisée du futur quartier « Starlette » grâce à la création de voiries latérales sur lesquelles se raccorderont, dans le cadre de la ZAC, les accès au nouveau quartier.
La création d'un couloir de transit pour les échanges Nord-Sud, principalement pour les poids-lourds, permettra une desserte plus fluide des équipements portuaires et industriels, l'axe Nord-sud assurant une distribution efficace "en peigne" des entreprises de la zone portuaire.
Les Poids-Lourds n'auront pas de contraintes supplémentaires par rapport à la situation actuelle. Les convois exceptionnels qui empruntent actuellement une voie réservée dans l'échangeur « avenue du Rhin-route du Petit-Rhin », pourront à terme, prendre, en fonction de leur gabarit, la rue du Péage soit en dénivelé, soit en surface pour les plus gros convois.
La sécurité publique sera également améliorée dans la mesure où la trémie permettra d'éviter le croisement entre les tramways transportant des personnes et des poids-lourds pouvant transporter des matières dangereuses.
Elle permettra également de renforcer le maillage du réseau existant concernant les cheminements modes doux (vélos et piétons) du secteur.
De plus, ce projet, grâce aux aménagements paysagers qu'il intègre (poches végétalisées, alignements d'arbres, prairies fleuries) renforcera la trame verte urbaine et améliorera sensiblement la qualité des habitats écologiques du secteur.
Enfin, rappelons qu'une attention toute particulière a été portée afin de limiter les atteintes à la propriété privée. En effet, l'opération se déroulant essentiellement sur le domaine public du port et à partir d'une voirie existante réaménagée, les impacts fonciers sont très limités.

6.4.2 Inconvénients

Le projet présente cependant quelques inconvénients :
- il présente un coût relativement élevé du fait du creusement de la trémie nécessaire au bon fonctionnement du tramway,
- lors des opérations d'entretien ou d'accident sous la trémie (circonstances exceptionnelles), les voies de surface devront assurer la circulation de l'ensemble des véhicules,
- il est susceptible à l'échelle du programme (effets cumulés avec le projet d'extension de tramway) de dégrader l'environnement. A ce sujet, il est rappelé que l'enveloppe prévue pour les travaux de la rue du Péage (16 M€ HT) intègre une part importante de mesures environnementales (5 470 000 € HT). Toutes les précautions seront prises par la CUS pour limiter les effets négatifs du projet sur l'environnement.

6.4.3 Bilan

Au final, le bilan de l'opération s'avère nettement positif. Ce projet sera en effet, source de cohésion territoriale et sociale pour un quartier actuellement délaissé.
Si l'ensemble des améliorations qui seront apportées au secteur ne se sont pas traduites par une monétarisation dans le cadre d'une évaluation économique et sociale, les conditions de la mise en œuvre plus amplement exposées dans l'étude d'impact et les objectifs de l'opération constituent des indicateurs permettant de poursuivre l'investissement en toute connaissance de cause.
Sur le premier point, en effet, il est rappelé que les travaux de réaménagement de la rue du Péage d'une longueur d'environ 800 mètres et d'un coût inférieur aux seuils physiques et financiers fixés par le décret du 17 juillet 1984 ne constituent pas en eux-mêmes un "grand projet d'infrastructures de transports" au sens de l'article L 1511-2 du code des transports.

Du fait de leur nature et des conditions d'exploitation propres, l'opération routière et l'opération de tramway sont des modes trop différenciés et ne forment pas un seul et même projet, mais deux projets d'infrastructure ayant un objet distinct.
Sur le second point, l'intérêt général de l'opération se justifie indéniablement par le rappel des objectifs poursuivis :
- la déviation de la circulation routière de la route du petit Rhin sur la rue du Péage va apaiser la circulation au cœur des futures urbanisations du site Starlette,
- l'axe de substitution à la route du petit Rhin permettra de requalifier la route du petit Rhin en desserte locale, mise en impasse,
- la création d'un couloir de transit pour les échanges Nord-Sud (principalement pour les PL), permettra une desserte plus fluide des équipements portuaires et industriels, l'axe Nord-Sud assurant une distribution efficace "en peigne" des entreprises de la zone portuaire,
- la nouvelle voirie évite le franchissement à niveau du trafic routier entre le Nord et le Sud et facilité la circulation des PL desservant le PAS,
- la nouvelle voirie simplifie le fonctionnement des axes support du tramway en limitant la multiplication des carrefours à feux et donc la traversée de la plateforme du tram.

7. MESURES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT, EFFETS ATTENDUS ET DISPOSITIFS DE SUIVI

L'aménagement de la rue du Péage impactera l'environnement. Les études d'impact menées ont déterminé les principaux effets du projet, permettant d'envisager les mesures à prendre et les dispositifs de suivi à mettre en œuvre, en phase chantier comme en phase d'exploitation.

7. 1 Mesures en faveur de l'environnement

Les mesures pour la préservation de la faune et de la flore: les mesures concernant les effets sur la faune, la flore et le milieu naturel ont été évaluées au niveau du programme (réaménagement de la rue du Péage et allongement de la ligne D du tramway). Les coûts liés à ces mesures (gîtes à chiroptères, inventaire complémentaire avant démarrage des travaux, milieux favorables aux lézards,…) sont estimés à 160 000 € HT.

Les mesures pour le milieu physique : évitement et limitation de la pollution des eaux de la nappe souterraine.
Le creusement et la mise en place de la trémie nécessitent des précautions particulières, tant en phase travaux qu'en phase de fonctionnement. Ces mesures consistent à mettre en œuvre une étanchéité par bouchon et membrane estimée à 1 300 000 € HT et un rideau de palplanches pendant les travaux estimé à 800 000 € HT.
S'ajoutent également les mesures environnementales prévues pour le traitement hydraulique, correspondant au système d'assainissement ainsi qu'au système de pompage dans la trémie. Ces prestations résident en la mise en œuvre d'un système de pompage, de canalisations d'assainissement et d'un bassin de rétention estimés à 800 000 € HT.

Les mesures pour la gestion des terres polluées : l'ouvrage de franchissement sous le tramway (tranchée ouverte et tranchée couverte) entrainera le déplacement de
45 000 m3 de terre, en partie polluée.
D'après les investigations réalisées 80 % des terres excavées (soit 36 000 m3) sont réutilisables dans le cadre du projet et 20 % (9 000 m3) devront être évacuées en décharge agréée.
Le montant pour la gestion des terres polluées s'élève à 2 170 000 € HT.

Les mesures acoustiques : traitement et une isolation des façades de deux bâtiments (la villa Fischer et le bâtiment situé au carrefour de la rue Lubeck).
Le montant total des protections acoustiques s'élève à 232 500 € HT. Dans certains cas, les fenêtres existantes permettent déjà d'atteindre l'objectif d'isolement acoustique. Aucun autre traitement de protection acoustique n'est alors à mettre en œuvre.

Les mesures paysagères : achats des plantations diverses de végétaux et aux aménagements paysagers prévus.
Ces mesures de réduction d'impact s'élèvent à un montant hors taxe de 400 000 € HT.

Coût global des mesures environnementales : le coût des mesures environnementales spécifiques au projet de réaménagement de la rue du Péage s'élève 5 702 500 € HT, aux conditions économiques de mai 2013.

L'enveloppe prévue pour les travaux (16 M€ HT) intègre d'ores et déjà une part importante des mesures environnementales (5 470 000 € HT), car la conception du projet a pris en charge les mesures relatives aux postes suivants :

- mesures paysagères : 400 000 € HT,
- gestion des terres polluées : 2 170 000 € HT,
- gestion du risque de pollution de la nappe : 2 100 000 € HT.

Les mesures environnementales supplémentaires à prévoir correspondent aux mesures concernant le bruit et consistant à un traitement et une isolation des façades de deux bâtiments (la villa Fischer et le bâtiment situé au carrefour de la rue Lubeck) estimé à 232 500 € HT.

7.2 Modalités de suivi des mesures et de leurs effets

7.2.1 En phase travaux

En phase chantier, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage se chargeront de vérifier les mesures adoptées par les entreprises de travaux, pour limiter les incidences sur le milieu environnant. Les entreprises de travaux devront mettre en place un plan de préservation de l'environnement et respecter scrupuleusement les engagements pris par le maître d'ouvrage sur les différentes mesures d'évitement, réduction et compensation.

Dispositif de coordination avec les intervenants sur les différents chantiers :

- la prise en compte de la sécurité

Un dispositif de coordination et d'information associée est mis en œuvre en amont des chantiers. Il concerne l'ensemble des intervenants et services concernés par les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue du Péage. Il permet d'analyser les risques engendrés, de définir les mesures à prendre pour assurer la co-activité entre les intervenants et la population, ainsi que les mesures à mettre en œuvre pour assurer la sécurité de chacun.

- le dispositif de coordination mis en œuvre par la Collectivité et par son concessionnaire – maître d'ouvrage

Dans le cadre des chantiers, différents intervenants et entreprises spécialisées interviennent simultanément sur plusieurs sites. Chacune des interventions de ces prestataires doit s'inscrire dans le cadre du planning général et prévisionnel des travaux, et doit respecter les clauses reprises dans le CCFC (Cahier des Charges Fonctionnelles de Chantier).

Sur le milieu physique

- Sol

Afin de réduire les conséquences des travaux sur le sol, les entreprises de travaux seront tenues de respecter dans leur cahier des charges, les principes de limitation de la consommation de matériaux nobles. La réutilisation de matériaux issus des déblais sera privilégiée.

- Eaux

Suivi de la qualité des eaux : Les risques de déversement de produits polluants des eaux souterraines et superficielles seront réduits par le respect des mesures prévues par le maitre d'ouvrage avec la mise en place de dispositif de gestion des eaux et de traitement des rejets de chantier.

Suivi de l'absence de travaux de terrassements en période pluvieuse : les risques de pollution des eaux superficielles durant la phase de terrassement seront réduits par le respect des mesures prévues par le maitre d'ouvrage avec le respect de la limitation des opérations de terrassement durant les périodes pluvieuses (lessivage d'eaux boueuses dans les cours d'eau).

Sur le milieu naturel

- Suivi des interventions menées sur le milieu naturel

Les risques d'altération des milieux naturels seront réduits par le respect des mesures prévues par le maître d'ouvrage avec la stricte délimitation des emprises du chantier. Les incidences sur les espèces seront évitées notamment par l'adaptation des travaux au calendrier biologique (hors période de reproduction).

- Suivi des abattages d'arbres et des arbres à protéger

Les abattages d'arbres seront réalisés sous le contrôle du service Espaces Verts et de la Nature de la CUS, afin d'éviter toute incidence sur les espaces et éléments les plus remarquables, tout en veillant à respecter la période favorable (éviter le dérangement de l'avifaune).

Sur le paysage et le patrimoine

- Suivi du paysage

Les risques d'altération sur le paysage seront réduits par le maintien de la propreté du chantier. Les altérations définitives du paysage seront réduites car les entreprises concernées par le chantier seront tenues de remettre en état l'ensemble des sites à la fin du chantier.

- Suivi du patrimoine

Les risques de dégradation du patrimoine seront réduits par le strict respect des mesures de déclaration en cas de découverte fortuite d'un élément patrimonial par les entreprises de travaux.

Sur la santé et le cadre de vie

- Suivi du cadre de vie et de la santé humaine

Les risques de dégradation de la qualité de l'air, de génération des nuisances sonores, de vibrations ou de pollutions lumineuses seront réduits par le strict respect des mesures de préservations par les entreprises de travaux (arrosage régulier du chantier de terrassement, utilisation de matériel conforme aux normes d'émission de polluant et d'émission de bruit).

- Suivi de la pollution des sols

Les risques liés aux pollutions de sols détectés préalablement seront réduits par le strict respect des mesures de préservations par les entreprises de travaux charges des opérations de dépollution des terres.

7.2.2. En phase exploitation

Sur le milieu physique

- Suivi de la qualité des eaux

Les risques de déversement de produits polluants des eaux souterraines et superficielles seront réduits par la mise en place de dispositifs de gestion des eaux et de traitement des eaux. Le service de l'Assainissement assurera la maintenance des dispositifs pour

en assurer le bon fonctionnement. Le contrôle régulier (inspection caméra) et les modélisations de réseau permettent de s'assurer de l'absence de rejets intempestifs dans le milieu naturel.

- Sur le milieu naturel

Le suivi de la faune et de la flore sera assuré par le service de l'Ecologie Urbaine. Il consistera en une surveillance de la population de lézards pour vérifier la pertinence des nouveaux habitats mis en place (gabions).

L'entretien des espaces verts sera assuré par le service des Espaces Verts et de Nature qui procédera à l'arrosage, les tailles, les remplacements et le suivi phytosanitaire des arbres plantés. Au même titre, le service chargé des espaces verts assurera le suivi et le maintien en bon état de l'ensemble des mesures paysagères retenues pour le projet.

Sur le cadre de vie et la santé humaine

Le maître d'ouvrage fera, à l'occasion de la mise en service de la rue du Péage (ainsi que 3 ans après) une vérification de l'efficacité des mesures acoustiques mises en œuvre au droit de la villa Fischer et du bâtiment situé au carrefour Nord. A cet effet, des mesures acoustiques seront faites à l'intérieur des bâtiments, fenêtres fermées.

Par ailleurs, la CUS s'inscrit dans le calendrier du dispositif prévu par l'ASPA pour ce qui concerne le suivi de la qualité de l'air et des dispersions des particules sur le territoire.

8. ACQUISITIONS FONCIERES NECESSAIRES A LA REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA RUE DU PEAGE

Le projet d'aménagement de la rue du Péage occupe des emprises foncières, propriété du PAS, partenaire de cette opération.

8.1. Contexte de la négociation

Les emprises cédées par le PAS, figurées sur le plan en annexe, représentent une surface totale de 256,90 ares, classée au POS de la Ville en zones POR UX3 et UXL3.

Elles sont composées :

- de terrains nus et libres de toute occupation,
- de terrains actuellement loués, mais dont les locations seront résiliées par le PAS avant acquisition définitive des biens par la collectivité,
- de terrains sur-bâtis d'un bunker ainsi que de bâtiments libre d'occupation,
- de terrains sur-bâtis de locaux à usage de bureaux et d'habitation, actuellement loués, mais dont les locations seront résiliées par le PAS avant acquisition définitive des biens par la collectivité.

L'ensemble des biens sur-bâtis feront l'objet de démolition dans le cadre du projet à intervenir.

Ces biens ont été évalués par France Domaine en date du 22 septembre 2014, compte tenu d'une surface prévisionnelle avant arpentage de 279,12 ares, au prix global de 1 295 698 € HT, ainsi décomposé :

- 3 600 € HT l'are pour les terrains nus situés en zone POR UX3 et UXL3,

- 1 € HT pour les terrains constitutifs de voirie existante,
- 60 000 € HT, 150 000 € HT et 170 000 € HT concernant trois bâtiments estimés respectivement avec un terrain incorporé de 3 ares, 4,2 ares et 5 ares.

L'avis précise que cette estimation est donnée pour des terrains et locaux estimés à l'état libre, hors coûts de dépollution des sols et hors frais d'enlèvement des ouvrages et/ou installation qui encombrent certaines parcelles (Blockhaus…) et ne tient pas compte d'éventuelles servitudes susceptibles de limiter la constructibilité des terrains considérés.

8.2. Modalités d'acquisition

Compte tenu de l'estimation de France Domaine et des arpentages réalisés, il est proposé au Conseil d'acquérir les 256.90 ares en cause aux conditions suivantes :
- 3 000 € HT l'are, pour les 232,14 de terrains nus situés en zone POR UX3 et UXL3, compte tenu de l'état du sol des parcelles en cause, soit un prix global de 696 420 € HT,
- 1 € HT pour les 12.56 ares de terrains constitutifs de voirie existante,
- 380 000 € HT pour les 12.20 ares de terrains surbâtis de bâtiment, décotés d'un montant de 50 000 € HT pour prise en charge partielle de l'enlèvement d'ouvrages et/ou installations qui encombrent certaines parcelles, soit un prix global de 330 000 € HT.

L'ensemble des acquisitions précitées fera donc l'objet d'un acte de vente à intervenir entre le PAS et la CUS au prix total de 1 026 421 € HT, taxes et droits éventuels en sus. Le payement du prix interviendra au moment de la prise en jouissance des biens par la collectivité c'est à dire dès que le PAS aura libéré les biens en question de toute location et/ou occupation.

9. DECONSTRUCTION D'IMMEUBLES PREALABLEMENT AU TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA RUE DU PEAGE

Le dossier soumis à enquête publique prévoit la déconstruction d'immeubles se trouvant dans les emprises de la future voirie communautaire. Ces immeubles sont, pour certains, propriétés de la Ville de Strasbourg et pour d'autres du PAS. Ils devront tous être démolis dans le cadre de l'aménagement de la rue du Péage.

Conformément à l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales, sur avis favorable du Conseil Municipal en date du 17 novembre 2014, la déconstruction préalable des immeubles suivants (identifiés en annexes 4 et 5) sera engagée :

Déconstruction de l'immeuble actuellement propriété du PAS, sis n° 3 rue du Péage à Strasbourg : cet immeuble, qui accueille une société en cours de relocalisation, comprend un RdC d'une surface totale de 117,48 m² avec quatre pièces et leurs dépendances.

Déconstruction de l'immeuble actuellement propriété du PAS, sis n° 3a rue du Péage à Strasbourg : il s'agit d'un « chalet » d'une surface totale de 378 m².

Déconstruction de quatre jardins familiaux, sis rue du Péage à Strasbourg : deux jardins sont occupés et deux sont libres. Des jardins familiaux gérés par la Ville de Strasbourg pourront être proposés aux locataires de ces jardins actuellement propriété du PAS. Les installations y afférentes et les clôtures seront démolies.

Limites de la parcelle actuellement propriété du PAS, sise n° 7 route du Petit-Rhin à Strasbourg : la déconstruction de l'immeuble n'est pas nécessaire pour le réaménagement de la rue du Péage. Pour autant, les limites de la parcelle seront redessinées et nécessiteront la déconstruction de l'ancienne clôture et sa reconstitution le long de la nouvelle limite foncière.

Déconstruction de l'immeuble actuellement propriété du PAS, sise n° 9 rue du Péage à Strasbourg : cet immeuble est un ancien entrepôt désaffecté et inoccupé. Un ouvrage militaire désaffecté (bunker) mitoyen sera également détruit.

Déconstruction de trois immeubles communautaires, sis n° 19 route du Petit-Rhin à Strasbourg : un de ces immeuble est occupé par le service de la Culture, qui sera relocalisé. Les deux autres bâtiments industriels (un bâtiment principal et son annexe) sont désaffectés et inoccupés.

L'estimation du coût global de ces travaux est prévue dans l'enveloppe du projet de réaménagement de la rue du Péage et s'élève, avant diagnostic, à 230 000 € HT (soit 276 000 € TTC).

Les baux contractés par le PAS et par la Collectivité permettent la libération de l'ensemble des immeubles de leurs occupants d'ici octobre 2015. Les diagnostics seront réalisés préalablement, en accord avec les propriétaires et les locataires des immeubles. Les travaux de déconstruction seront engagés à partir du mois de novembre 2015.

10. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE DES TRAVAUX : CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE UNIQUE ENTRE LA VILLE ET LA COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

Le projet concerne des travaux imbriqués sur le même site relevant à la fois de la Ville et la CUS.

Devraient en effet être réalisés :

- sous maîtrise d'ouvrage CUS, les études, les aménagements de la voirie et les infrastructures primaires (réseaux), les trémies situées de part et d'autre de l'ouvrage d'art du tramway, la plantation des arbres d'alignement, la signalisation dynamique, la signalisation statique, le jalonnement, les acquisitions foncières, les démolitions, les mesures environnementales dont le montant est estimé à 17 603 500 € HT (21 124 200 € TTC, soit 94 % du montant global de l'opération),
- sous maîtrise d'ouvrage Ville, l'éclairage public et les espaces verts dont le montant est estimé à 1 120 000 € HT (1 344 000 € TTC, soit 6 % du montant global de l'opération).

Par souci de lisibilité juridique et de cohérence technique et opérationnelle, il y a lieu de confier, par convention, les attributions de la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg à la CUS. En application de l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance du 17 juin 2004, les collectivités intéressées par la même opération de travaux ont la possibilité de désigner parmi elles un maître d'ouvrage unique chargé d'exercer les attributions de la maîtrise d'ouvrage. Ce transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est opéré par le biais d'une convention qui en organise les conditions et en fixe les termes.

Une clé de répartition financière entre la CUS et la Ville de Strasbourg sera calculée suivant leurs compétences en matière de travaux. Ainsi, la participation respective de la CUS et de la Ville de Strasbourg sera fixée, sur la base des montants hors subventions de travaux, à 94 % pour la CUS et 6 % pour la Ville de Strasbourg.

La Ville consent donc un transfert temporaire de l'ensemble de ses attributions de maîtrise d'ouvrage à la CUS qui mènera l'ensemble des procédures et qui sera remboursée par la Ville. Après accord sur la réception des travaux et prise en possession, la ville prendra en charge l'entretien et l'exploitation des ouvrages lui incombant.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 122-1, L 123-1 et L 126-1
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
notamment ses articles L 5215-20-1 et L 5211-57
Vu la délibération du Conseil de Communauté du 31 mai 2013 approuvant l'avant-projet de réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg –Port du Rhin reliant la rue de Lübeck au Nord à la Rue du Rhin Napoléon au Sud à hauteur de l'ouvrage de franchissement des voies ferrées et décidant notamment la mise en œuvre des procédures environnementales et d'enquête publique
Vu l'enquête publique prescrite par arrêté du 14 novembre 2013 du Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg et qui s'est déroulée du 4 décembre 2013 au 10 janvier 2014
Vu le rapport et l'avis motivé du commissaire enquêteur en date du 17 mars 2014
Vu l'avis favorable du Conseil Municipal de Strasbourg du 17 novembre 2014
Vu l'article 2, II, de la loi du 12 juillet 1985 modifié par l'article 1.III de l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004,
vu l'avis de France Domaines en date du 22 septembre 2014
vu l'avis de la Commission thématique,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

prend acte

du rapport et des conclusions motivées favorables du commissaire enquêteur du 17 mars 2014 assorties d'une réserve et de quatre recommandations portant sur le projet

de réaménagement de la Rue du péage à Strasbourg-Port du Rhin suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 décembre 2013 au 10 janvier 2014 ;

prend en considération

l'avis de l'autorité environnementale et les résultats de la consultation du public, tels qu'exposés au rapport et dans la suite de la présente délibération ;

déclare

d'intérêt général les travaux de réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg-Port du Rhin dont les caractéristiques principales et les objectifs sont présentés au dossier d'enquête publique et au présent rapport, et ce pour les motifs et considérations suivants, plus amplement exposés au présent rapport, à savoir :

- *faciliter l'urbanisation et la desserte du secteur Starlette, en éloignant de ce site le trafic routier,*
- *assurer une fluidité et une sécurité du trafic de transit, notamment de poids lourds, et la desserte du Port Autonome de Strasbourg, grâce à une traversée en dénivelée des voies du tram et au maintien des objectifs de la liaison Interports,*
- *participer au maillage des réseaux de déplacement, y compris pour les modes doux, de manière à assurer une desserte et une accessibilité multimodale de qualité,*
- *renforcer la trame verte d'agglomération par la création d'une coulée verte garantie par l'insertion paysagère du projet ;*

approuve

le programme de cette opération pour un montant total estimé à 22 468 200 € TTC (valeur octobre 2013, tel que plus amplement détaillé au rapport) ;

décide,

conformément aux modalités exposées au rapport,

1) <u>de lever la réserve émise par le commissaire enquêteur, à savoir :</u>

La Communauté Urbaine de Strasbourg confirme par la présente délibération son engagement de réaliser le prolongement Est de la ligne de tram D vers Strasbourg-Port du Rhin et Kehl-Bahnhof, selon le tracé approuvé par délibération portant « déclaration de projet » du Conseil de communauté le 20 décembre 2013, réitérée le 21 février 2014, et déclaré d'utilité publique par arrêté du 24 février 2014 du préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin.

Les justifications produites par la Communauté urbaine, notamment dans les délibérations ci-dessus mentionnées, ainsi que les délibérations des 20 décembre 2013 et 24 février 2014 approuvant la création de la ZAC des Deux Rives, contribuent à la levée de cette réserve.

Il convient d'ajouter à cela, outre la poursuite des acquisitions foncières et la signature d'un protocole transactionnel global entre la CUS, la SCI du Petit Rhin et trois sociétés d'ambulance le 2 juillet 2014, la mise à disposition des emprises domaniales par le Port autonome et VNF, la délivrance à la Communauté urbaine des autorisations administratives de travaux complémentaires en vue de la construction de la ligne de tramway concernant notamment l'autorisation de défrichement de terrains boisés et l'autorisation délivrée au titre de la police de l'eau

Il est également relevé que le concessionnaire en charge des transports urbains de la CUS a commencé l'exécution des travaux préparatoires de déviation des réseaux sur le site du Port du Rhin.

2) <u>de donner suite aux trois premières recommandations du Commissaire enquêteur, à savoir :</u>

- *de prévoir la possibilité ,d'allonger de 15 m à 20 m , en cas de nécessité, les voies de tourne à droite rue de Lübeck et rue du grand–Pont au carrefour de la rue du Péage et de la rue du Port du Rhin, tout comme pour la voie de tourne à droite rue du péage .*

Une réserve d'emprise sera ainsi prévue dans le cadre du projet.

- *de réduire au maximum à un an et si possible moins la durée entre la mise en service de la prolongation de la ligne de tram D et l'ouverture de la rue du péage.*

La Collectivité partageant cette préoccupation, les travaux sont prévus de manière à ce que mise en service de la nouvelle voirie à partir de mi 2017 soit quasi concomitante avec l'extension du tram D.

- *de porter la largeur de la voie verte, côté Ouest de la rue du Péage à 3,50 m.*

La CUS suivra la préconisation en étendant de 3 m à 3.50 m la largeur de la voie verte participant au confort et à la sécurité des usagers.

***S'agissant de la quatrième recommandation** visant à établir une séparation physique entre les voies piétonnes et les voies cyclistes lors des traversées de rue, la Communauté urbaine envisage de la suivre partiellement.*

Ainsi, les études de projet devront permettre au maître d'œuvre de simplifier la lisibilité des carrefours par les différents types d'usager afin de réduire les risques de conflits et de sécuriser l'ensemble des déplacements à l'approche des carrefours et des points singuliers ;

décide

la mise en œuvre des mesures destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement et la santé humaine et des mesures de suivi des effets du projet sur l'environnement, selon qu'il est exposé dans l'étude d'impact jointe au dossier d'enquête et dans le rapport à la présente délibération ;

approuve

l'acquisition par la CUS des emprises propriété du PAS, nécessaires à la réalisation du projet, et cadastrées :

Ban de Strasbourg
Cf : Etat parcellaire en annexe

aux conditions décrites dans la présente délibération, soit pour un montant total de 1 026 421 € HT, taxes et droits éventuels en sus au taux légal en vigueur ;

décide

- *d'imputer la dépense d'un montant de 1 026 421 € HT, taxes et droits éventuels en sus au taux légal en vigueur, sur la ligne budgétaire fonction 824, nature 2112, service ADO3, programme 6 du budget 2015,*
- *d'imputer la dépense d'un montant de 21 124 200 € TTC sur le budget CUS – 2004 AP 8001 – Programme 502 et la recette correspondant au remboursement des co-financeurs sur la même autorisation de programme,*
- *d'assurer par convention avec la Ville de Strasbourg, l'exercice de la maîtrise d'ouvrage pour les prestations de compétence Ville de Strasbourg, pour un montant prévisionnel de 1,344 M€ TTC, à rembourser à la CUS ;*

approuve

la déconstruction des immeubles présentés au présent rapport :
- *n° 3 rue du Péage à Strasbourg,*
- *n° 3a rue du Péage à Strasbourg,*
- *les quatre jardins familiaux rue du Péage à Strasbourg,*
- *n° 7 route du Petit-Rhin à Strasbourg,*
- *n° 9 rue du Péage à Strasbourg,*
- *n° 19 route du Petit-Rhin à Strasbourg ;*

autorise

le Président et ou son représentant :
- *à signer l'acte de vente à intervenir entre le Port autonome de Strasbourg et la CUS ainsi que tout acte ou document nécessaire à la bonne exécution de cette transaction,*
- *à signer la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Strasbourg ci-jointe, pour la mise en œuvre opérationnelle des travaux,*
- *à mettre en concurrence les prestations intellectuelles, services, fournitures et travaux, conformément au code des marchés publics,*
- *à déposer, le cas échéant, les permis de démolir et autres demandes d'autorisation nécessaires pour la déconstruction des immeubles dans l'emprise du projet,*
- *à signer tout document, acte, contrat, convention et marché nécessaire à la réalisation du projet,*

- *à déposer toutes les demandes de subventions auprès des cofinanceurs potentiels pour cette opération et à signer tout document en résultant,*
- *à engager toutes les démarches administratives auprès des services du PAS pour conduire à l'acquisition, par la CUS, des parcelles nécessaires à la réalisation du projet et qui sont décrites dans la présente délibération ;*

désigne

les membres élus du jury pour le choix du maître d'œuvre, en application des articles 74 et 57 à 59 du Code des marchés publics :
- *1 président : le Président de la CUS ou son représentant,*
- *les élus titulaires et suppléants dont les noms suivent :*

Elus titulaires
- Christel KOHLER
- Chantal CUTAJAR
- Alain JUND
- Anne-Pernelle RICHARDOT
- Pascale JURDANT-PFEIFFER

Elus suppléants
- Jean-Baptiste MATHIEU
- Jean-Baptiste GERNET
- Eric SCHULTZ
- Eric ELKOUBY

précise

- *que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage au siège de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg durant 1 mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le Département ainsi que la publication de la délibération au recueil des actes administratifs de la CUS,*
- *la présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au représentant de l'Etat et dès le premier jour de l'accomplissement des mesures de publicité (affichage au siège de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg durant une période complète d'un mois et insertion dans un journal diffusé dans le Département).*

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 1 décembre 2014

ANNEXE 1

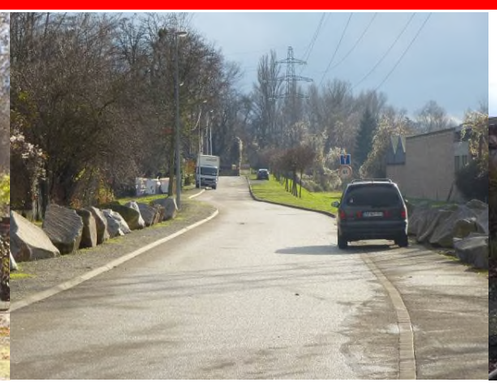
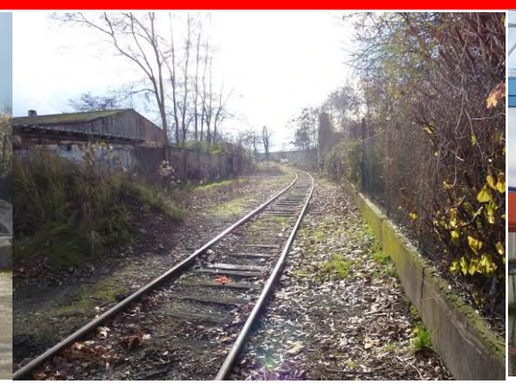
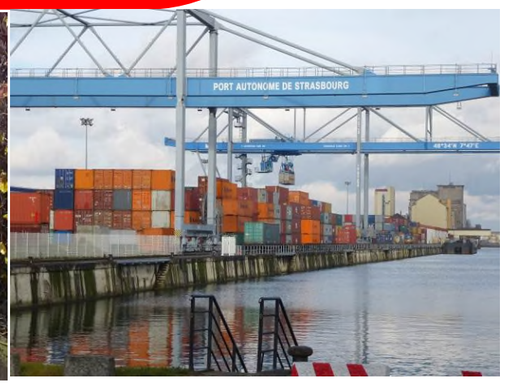
Réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg-Port du Rhin

Pièce D du Dossier d'enquête publique

Plan général des travaux

Octobre 2013



Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Pièce D
PLAN GENERAL DES TRAVAUX

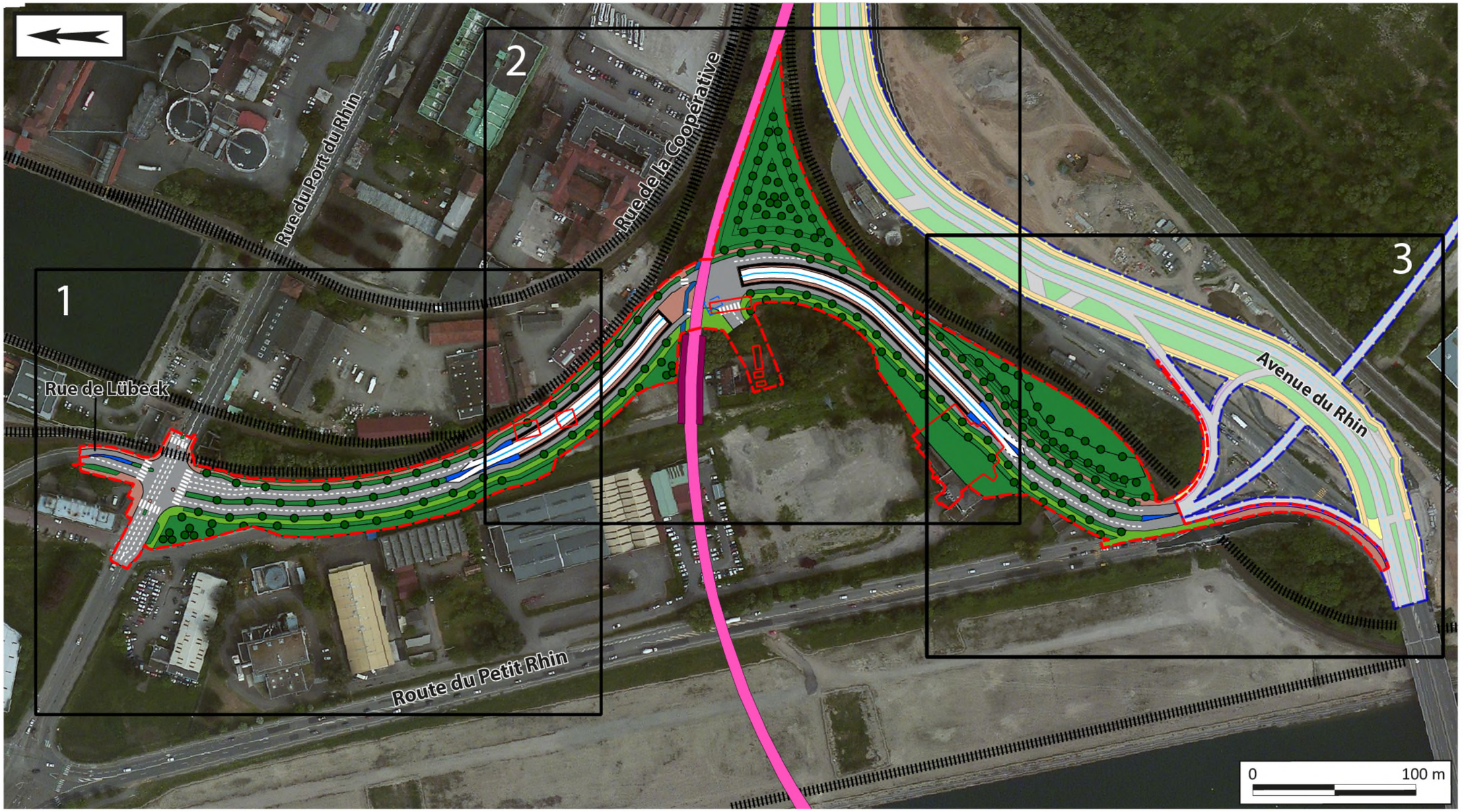
Cette pièce illustre les aménagements envisagés dans le cadre du projet de réaménagement de la rue du Péage.

Elle présente les principales caractéristiques du projet routier. Les informations complémentaires et détaillées sont disponibles dans la Pièce C - Notice explicative.

1. PLAN GENERAL DES TRAVAUX

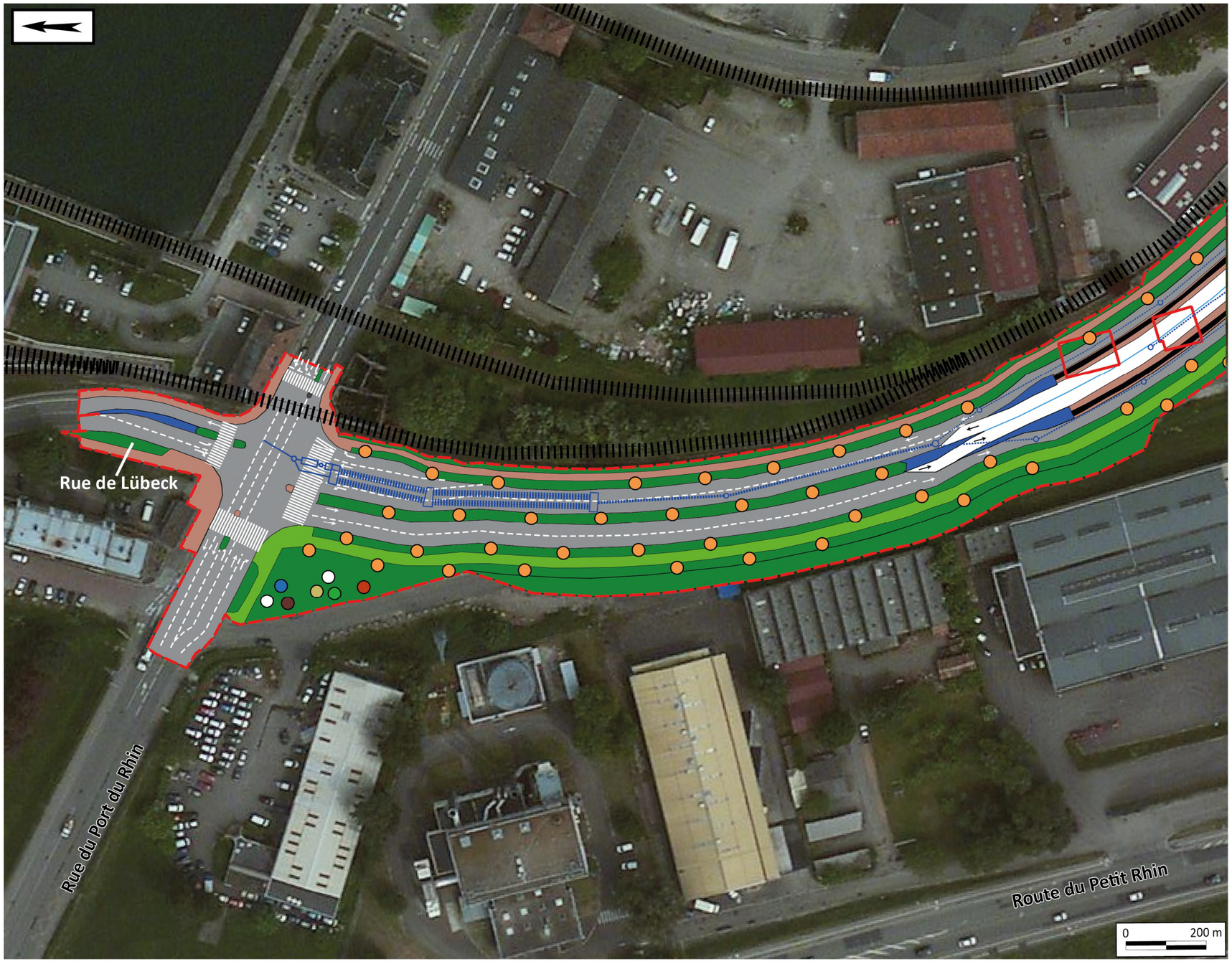
Pièce D
PLAN GENERAL DES TRAVAUX

PLAN GENERAL DES TRAVAUX : Réaménagement de la rue du Péage



Réalisation: MEDIATERRE Conseil, 2013

Pièce D
PLAN GENERAL DES TRAVAUX



Réaménagement de la rue du Péage - Raccordement avec la rue du Port du Rhin Planche 1/3

Projet de réaménagement de la rue du Péage

- Emprise du projet
- Trottoir
- Voie verte
- Piste cyclable du tramway
- Chaussee en pente vers la trémie
- Chaussee
- Mur de la tremie
- Bâtiment à démolir
- Conduite d'assainissement eaux pluviales
- Regard de visite

Aménagements paysagers

- Espace vert (prairie fleurie)

Essences envisagées

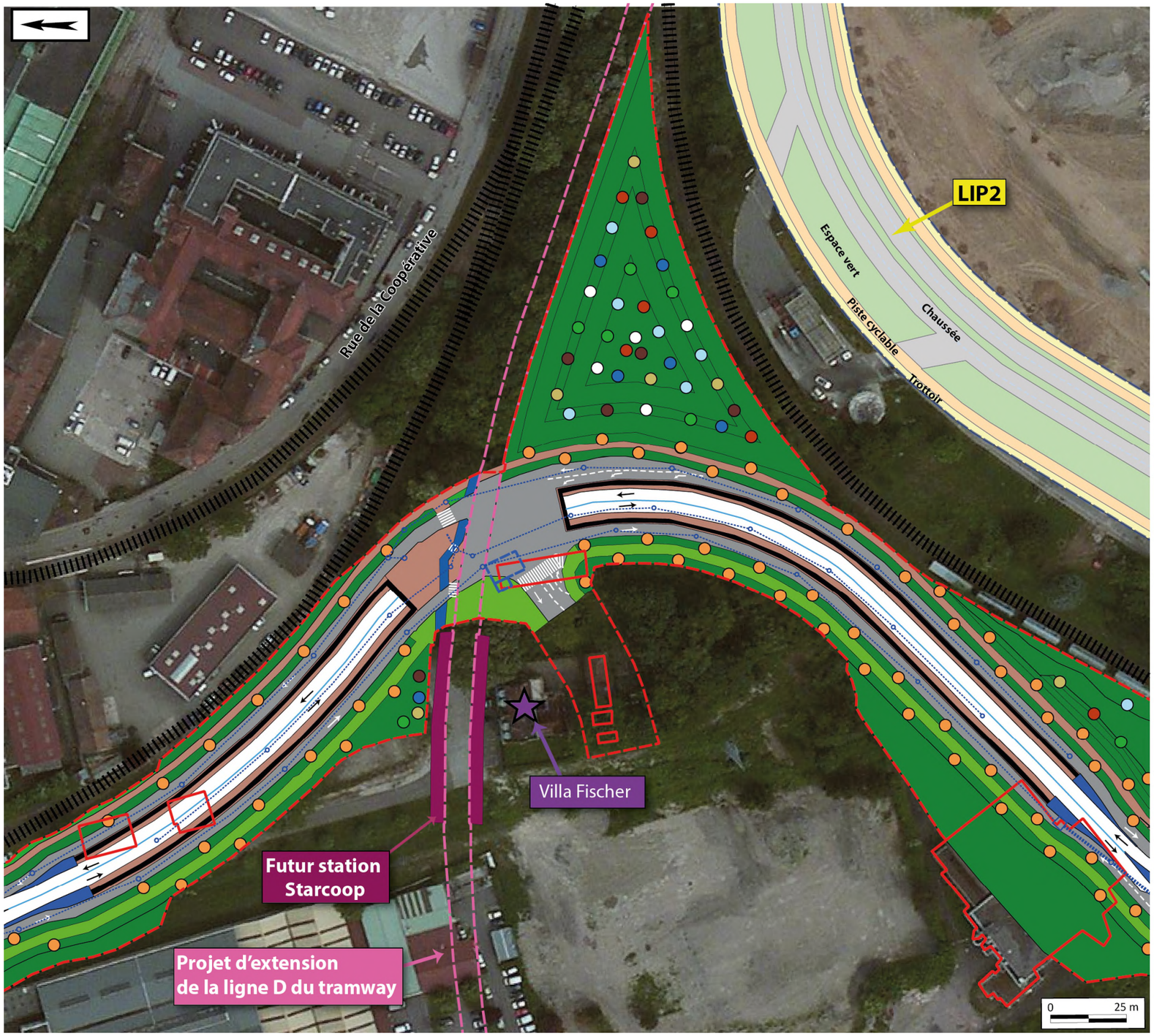
- Acer pseudoplatanus
- Carpinus betulus
- Catalpa bignonioides Nana
- Fagus sylvatica
- Fraxinus excelsor
- Prunus avium Plena
- Quercus petraea
- Sorbus arla

- Voie ferrée

Réalisation: MEDIATERRE Conseil 2013

Pièce D
PLAN GENERAL DES TRAVAUX

Réaménagement de la rue du Péage - Franchissement de la ligne D du tramway
Planche 2/3



Projet de réaménagement de la rue du Péage

- Emprise du projet
- Trottoir
- Voie verte
- Piste cyclable du tramway
- Chaussee en pente vers la trémie
- Chaussee
- Mur de la tremie
- Bâtiment à démolir
- Conduite d'assainissement eaux pluviales
- Regard de visite

Aménagements paysagers

- Espace vert (prairie fleurie)

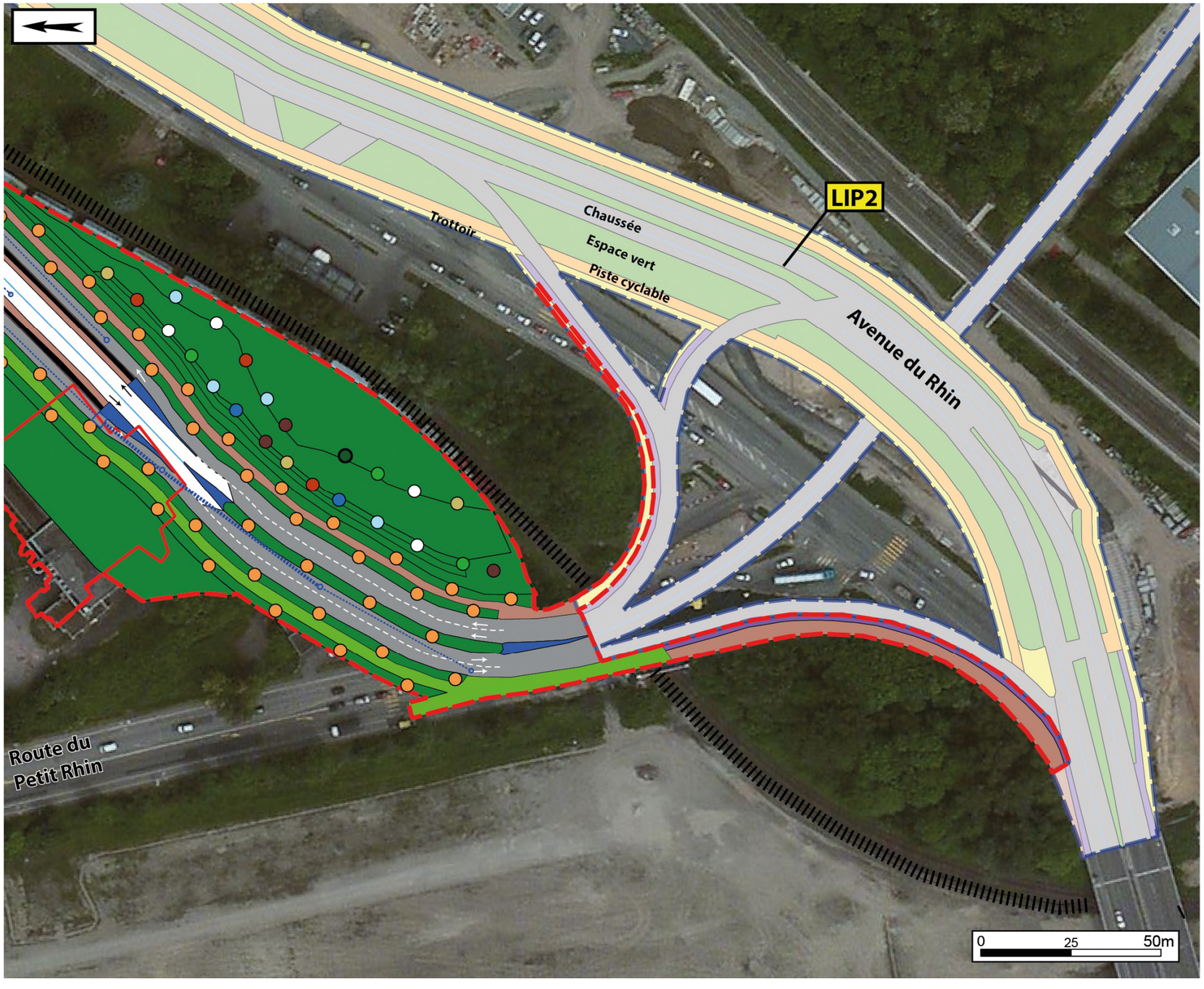
Essences envisagées

- Acer pseudoplatanus
- Carpinus betulus
- Catalpa bignonioides Nana
- Fagus sylvatica
- Fraxinus excelsor
- Prunus avium Plena
- Quercus petraea
- Sorbus arla

- Voie ferrée

Réalisation: MEDIATERRE Conseil, 2013

Pièce D
PLAN GENERAL DES TRAVAUX



Réaménagement de la rue du Péage - Raccordement avec l'avenue du Rhin
Planche 3/3

Projet de réaménagement de la rue du Péage

- Emprise du projet
- Trottoir
- Voie verte
- Piste cyclable du tramway
- Chaussee en pente vers la trémie
- Chaussee
- Mur de la tremie
- Bâtiment à démolir
- Conduite d'assainissement eaux pluviales
- Regard de visite

Aménagements paysagers

- Espace vert (prairie fleurie)

Essences envisagées

- Acer pseudoplatanus
- Carpinus betulus
- Catalpa bignonioides Nana
- Fagus sylvatica
- Fraxinus excelsor
- Prunus avium Plena
- Quercus petraea
- Sorbus arla

- Voie ferrée

Réalisation: MEDIATERRE Conseil 2013

Communauté Urbaine de Strasbourg
1 Parc Etoile,
67 100 Strasbourg
Tel : 03 88 60 90 90

ANNEXE 2

CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DESIGNEE

Réaménagement de la rue du Péage à Strasbourg

Entre :

La Communauté Urbaine de Strasbourg
représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 28 novembre 2014

et :

La Ville de Strasbourg
représentée par monsieur Roland RIES, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 novembre 2014

Vu l'article 2,II, de la loi du 12 juillet 1985, telle que modifiée par l'article 1. III de l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004.

PREAMBULE

L'extension de la ligne D du tramway vers l'Est de l'agglomération strasbourgeoise et Kehl est présentée au schéma directeur de transport collectif 2010-2025, adopté par le Conseil de Communauté dans sa séance du 25 juin 2010. Elle doit desservir les nouvelles zones d'urbanisation sur l'axe Strasbourg-Kehl afin d'améliorer le cadre de vie du secteur et de favoriser l'activité économique de la zone portuaire**.**
De plus, une délibération du 22 septembre 2010, de prise en considération du diagnostic stratégique et des premières orientations générales d'aménagement du schéma directeur des « Deux Rives », a proposé d'utiliser le tramway comme outil stratégique de structuration et de développement urbain.
Les propositions programmatiques et fonctionnelles du schéma directeur « Deux Rives » approuvées par la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) dans sa séance du 15 avril 2011 confirment que l'extension de la ligne D du tramway constitue un élément fédérateur des différents ensembles urbains ou bulles d'urbanisation qui composeront le territoire des « Deux Rives ».
Dans le nouveau contexte des études d'urbanisme du schéma directeur des « Deux Rives », il a été proposé de modifier le tracé du tramway soumis à une première étape de concertation en 2009, dans sa partie comprise entre le carrefour A. Briand et le pont Desaix pour le placer au cœur des futures urbanisations du Môle de la Citadelle et de Starlette.

Une deuxième étape de concertation préalable avec le public, dont les ateliers de projet ont été communs avec l'élaboration du schéma des « Deux Rives » et le projet d'extension Est du tram D, a permis d'arrêter le nouveau tracé du tramway et d'acter la modification de l'organisation des circulations viaires dans le secteur avec le transfert vers la rue du Péage des fonctions circulatoires actuelles de la route du Petit Rhin (celle-ci étant alors principalement destinée à une desserte locale).

Le principe d'un report de la circulation générale de la route du Petit Rhin vers la rue du Péage, afin de faciliter l'urbanisation du secteur Starlette et réduire les risques induits par les transports de matières dangereuses, a été rappelé dans deux délibérations adoptées lors de la séance du Conseil de Communauté du 15 avril 2011 : l'une approuvant le bilan détaillé de la nouvelle étape de concertation du public de l'extension Est de la ligne D du tramway, l'autre approuvant les propositions programmatiques et fonctionnelles du schéma directeur des « Deux Rives ».
Celles-ci envisagent un potentiel urbanisable d'environ 800 000 m² de SHON, dont la mise en œuvre devra s'échelonner pour tenir compte de la libération des terrains. Une partie de ce potentiel sera réalisé dans le cadre d'un montage opérationnel de ZAC, sur une surface totale d'environ 75 hectares, répartie en 3 sites non contigus : Citadelle, Starlette-COOP et la partie Nord-Est du Port du Rhin pour une SHON totale de l'ordre de 470 000 m².
Par délibération du 24 février 2012, des études complémentaires ont été engagées et une concertation préalable à la création de la ZAC a été lancée. L'approbation du dossier de création et le bilan de la concertation sont envisagés d'ici fin 2013.

Le réaménagement de la rue du Péage et sa reconfiguration visent donc à lui permettre d'assurer de nouvelles fonctions circulatoires en créant un couloir pour les échanges Nord/Sud, de concentrer les nuisances engendrées par le trafic routier et le trafic de fret ferroviaire et de l'éloigner de la future zone d'urbanisation "Starlette". Cet enjeu constitue un acquis fondamental de la 2ème étape de concertation publique sur l'extension Est de la ligne D du tramway et de la réflexion stratégique sur le secteur « Deux Rives ».

Les deux opérations de réaménagement de la rue du Péage et d'extension du tram D jusqu'à la gare de Kehl forment les éléments d'un programme global d'aménagement, dont le principe a été approuvé par les délibérations du 15 avril 2011 et du 24 février 2012 (approbation de l'avant projet d'extension de la ligne D).

Les objectifs de ce programme sont :

- d'accompagner les importants projets de développement urbain projetés dans le programme « Deux Rives », et notamment ceux portés par le schéma directeur d'urbanisme des « Deux Rives », en y assurant une desserte et une accessibilité multimodale de qualité (offre en transports collectifs, aménagements cyclables, cheminements piétons adaptés aux normes accessibilité, etc.),

- d'assurer la fluidité et la sécurité du trafic, notamment poids lourds, et la desserte du Port Autonome de Strasbourg,

- d’améliorer la qualité des échanges transfrontaliers en favorisant l’usage des transports collectifs et des modes doux (piétons et vélos) entre Strasbourg et Kehl.

La présente convention porte sur les modalités opérationnelles pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue du Péage. Celui-ci nécessite l’intervention de la CUS et de la Ville, selon leurs compétences propres :

- sous maîtrise d'ouvrage CUS, les études, les aménagements de la voirie et les infrastructures primaires (réseaux), les trémies situées de part et d’autre de l’ouvrage d’art du tramway, la plantation des arbres d’alignement, la signalisation dynamique, la signalisation statique, le jalonnement,
- sous maîtrise d'ouvrage Ville, l'éclairage public, les espaces verts.

Par souci de lisibilité juridique et de cohérence technique et opérationnelle, il est décidé par les présentes de transférer le plein exercice de la maîtrise d’ouvrage de la Ville à la CUS, en application de l’article 2.II de la loi du 12 juillet 1985 modifiée. En effet, lorsque la réalisation d’un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d’ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d’entre eux qui assurera la maitrise d’ouvrage de l’opération. Cette convention précise les conditions d’organisation de la maîtrise d’ouvrage exercée et en fixe le terme.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Programme

La nouvelle voirie, d’une longueur d’environ 800 ml reliera la rue de Lübeck, au Nord, à la rue du Rhin Napoléon, au Sud, à la hauteur de l’ouvrage de franchissement des voies ferrées. Elle est délimitée, en outre, à l’Est par les voies ferrées et à l’Ouest par le futur quartier « Starlette ».

Pour assurer la sécurité et la fluidité du trafic de transit, la section en trémie sera configurée de la manière suivante :

- une largeur de chaussée de 7 m pour permettre le croisement de deux poids lourds à 50 km/h,

- des trottoirs-chasse-roues de part et d’autre de la chaussée qui ne seront pas autorisés à la circulation piétonne sauf pour raisons de sécurité (évacuation du site en cas d’accident, incendie,…).

Pour assurer la desserte locale et le maillage modes doux sont prévus :

- deux voies latérales d’une largeur de chaussée de 3,20 m chacune,

- un trottoir côté Est,

- une voie verte côté Ouest. La voie verte est séparée de la chaussée par une zone verte de largeur variable.

L’aménagement paysager aura pour fonction de minimiser l’impact de la circulation tout en contribuant à intégrer cette infrastructure dans son futur environnement bâti, dans l’esprit d’un boulevard urbain paysager.

Ainsi, les différents flux de circulation seront séparés par des alignements d’arbres de hautes tiges qui renforceront le statut de cet axe viaire majeur dans le schéma de circulation de l’agglomération.

Au Nord du croisement avec le tramway et en limite avec la future urbanisation, les espaces plantés accompagneront la façade urbaine à constituer dans le cadre de la ZAC.

Au Sud du croisement avec le tramway, les abords de la rue du Péage seront largement plantés et modelés dans l’esprit de la liaison interports (merlons en terrasses qui permettront également de réutiliser sur site une partie des terres polluées, le solde étant évacué en centre de revalorisation).

Article 2– Modalités du transfert de la maîtrise d’ouvrage

La Ville de Strasbourg désigne la CUS pour l’exercice de sa maîtrise d’ouvrage sur les éléments de travaux qui relèvent de sa compétence (éclairage et espaces verts). La CUS s’engage à réaliser l’opération dans son ensemble suivant le programme et les modalités financières définis à la présente convention.

La CUS exercera la maîtrise d’ouvrage pleine et entière de l’opération dans toutes ses composantes y compris celles relevant des compétences de la Ville.

Article 3 – Modalités financières

Le coût prévisionnel des travaux de réaménagement a été précisé dans le dossier soumis à enquête publique, pour un total estimé à 16 000 000 € HT (valeur octobre 2013). Les coûts de l’opération indiqués dans le dossier d’enquête publique se décomposent alors comme suit :

Travaux	16 000 000 €
Etudes	346 000 €
Mesures environnementales complémentaires	232 500 €
Acquisitions foncières	2 145 000 €
Coût total de l’opération HT	**18 723 500 €**
TVA 20 %	3 744 700 €
Coût total TTC	**22 468 200 €**

Une clé de répartition entre la CUS et la Ville sera calculée suivant les parts propres liées à leurs compétences. Devraient être réalisés :

- sous maîtrise d'ouvrage CUS, les études, les aménagements de la voirie et les infrastructures primaires (réseaux), les trémies situées de part et d'autre de l'ouvrage d'art du tramway, la plantation des arbres d'alignement, la signalisation dynamique, la signalisation statique, le jalonnement, les acquisitions foncières, les démolitions, les mesures environnementales dont le montant est estimé à 17 603 500 € HT (21 124 200 € TTC, soit 94 % du montant global de l'opération),
- sous maîtrise d'ouvrage Ville, l'éclairage public et les espaces verts dont le montant est estimé à 1 120 000 € HT (1 344 000 € TTC, soit 6 % du montant global de l'opération).

La répartition financière envisagée au contrat triennal 2012 – 2014 est la suivante :

- Etat : 0,500 M€ HT,
- Conseil Régional : 0,625 M€ HT,
- Conseil Général : 0,625 M€ HT,
- Port Autonome de Strasbourg : 2 M€ HT,
- Communauté Urbaine et Ville de Strasbourg : 1,250 M€ HT.

Cette répartition est calculée sur la base d'un montant de travaux de 5 M€ HT.
A la vue des estimatifs de l'opération, une inscription complémentaire est à prévoir au prochain contrat triennal 2015 – 2017. Les partenaires vont être sollicités pour définir une répartition en adéquation avec les montants estimatifs de l'opération. La participation de la CUS et de la Ville se fera, sur la base des montants non subventionnés, suivant une clé de répartition de 94 % pour la CUS et de 6 % pour la Ville.

Le règlement des dépenses de l'opération sera effectué par la CUS. La Ville remboursera les montants engagés pour les travaux relatifs à l'éclairage public et les espaces verts sur présentation des décomptes finaux.

En cas de besoin, la Ville versera un acompte sur le compte de la CUS.

La CUS ne perçoit aucune rémunération de la Ville au titre de sa désignation comme maître d'ouvrage unique.

Article 4 – Terme de la convention

La CUS exercera l'ensemble des garanties contractuelles.

Le transfert de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage stipulée au profit de la CUS prendra fin lorsque toutes les réserves, y compris celles relatives à la garantie de parfait achèvement, seront levées.

La CUS organisera la visite des ouvrages réceptionnés à laquelle participeront les services compétents de la Ville.

Après accord sur la réception des ouvrages, la Ville prend en charge l'entretien des ouvrages lui incombant (éclairage public et espaces verts).

Le délai de garantie de parfait achèvement pourra être prolongé par la CUS en application de l'article 44.2 du Cahier des clauses administratives générales travaux.

La Ville peut à tout moment décider de mettre fin à la présente convention.

Article 5 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Communauté Urbaine de Strasbourg, Le Président	Pour la Ville de Strasbourg, Le Maire
Robert HERRMANN	Roland RIES

Commune de Strasbourg
Section HZ Ech.1/2000e

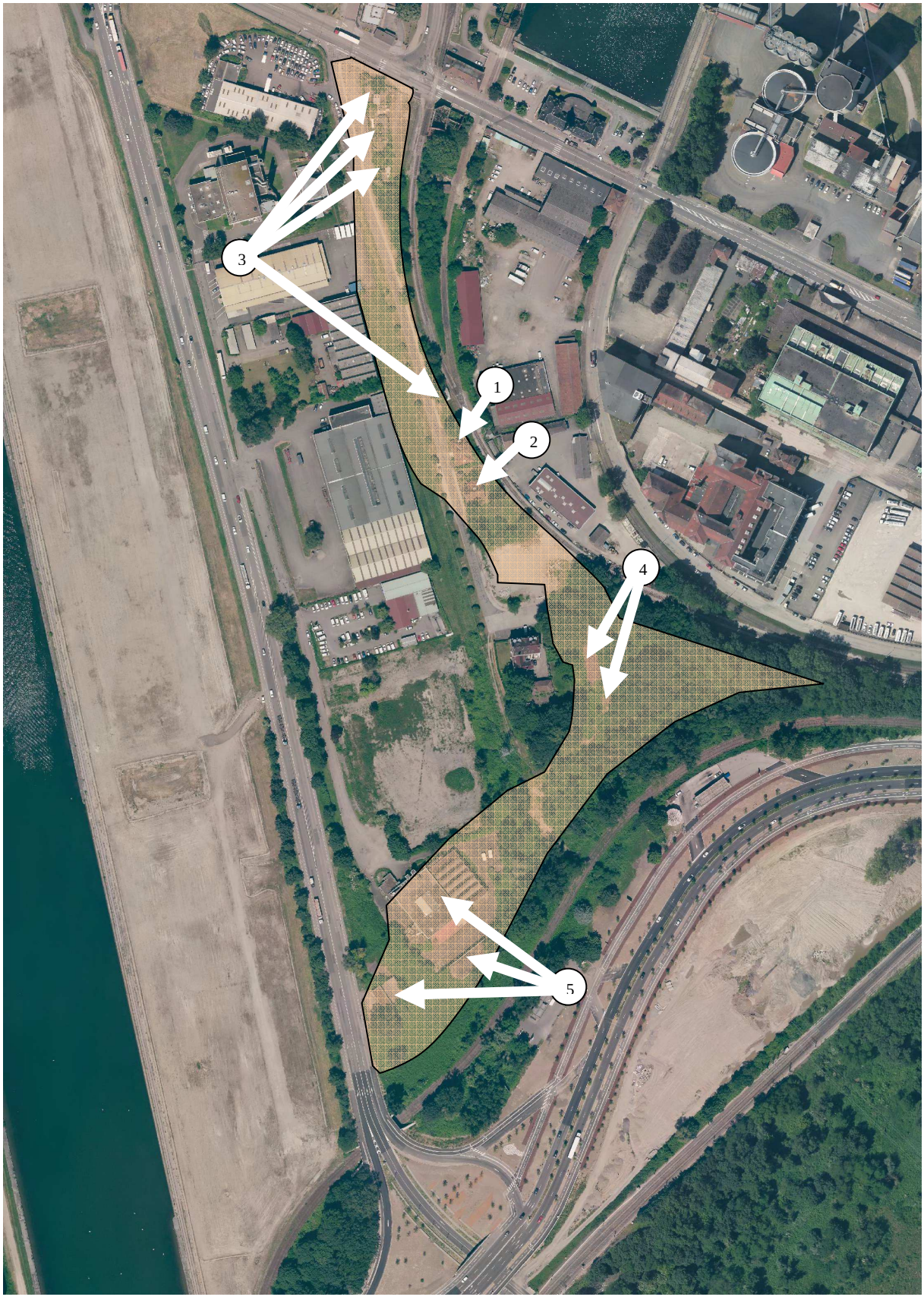
N

HW

292

sigcas74 Extrait_1 25/07/2014 2000e

Annexe 4 : Localisation des bâtiments à démolir



1. **Déconstruction de l'immeuble actuellement propriété du PAS, sis n° 3 rue du Péage à Strasbourg :** Cet immeuble qui accueille la société « Naviland Cargo » en cours de relocalisation comprend un RdC d'une surface totale de 117,48 m²



2. **Déconstruction de l'immeuble actuellement propriété du PAS, sis n° 3a rue du Péage à Strasbourg :** Cet immeuble « chalet Vercors » est aujourd'hui occupé par un locataire, agent du PAS, qui sera préalablement relogé.



3. **Déconstruction de quatre jardins familiaux sis rue du Péage à Strasbourg :** deux jardins sont actuellement occupés et deux sont libres. Des jardins familiaux gérés par la Ville de Strasbourg pourront être proposés aux locataires de ces jardins actuellement propriété du PAS. Les installations y afférentes et les clôtures seront démolies.





4. **Déconstruction de l'immeuble actuellement propriété du PAS, sis n° 9 rue du Péage à Strasbourg :** Cet immeuble est un ancien entrepôt désaffecté et inoccupé. Un ouvrage militaire désaffecté (bunker) mitoyen sera également détruit.







5. **Déconstruction de trois immeubles communautaires, sis n° 19 route du Petit-Rhin à Strasbourg :** Un de ces immeuble est aujourd'hui occupé par le service de la Culture qui sera relocalisé. Les deux autres bâtiments industriels (un bâtiment principal et son annexe) sont actuellement désaffecté et inoccupé.







ANNEXE 5

PAS
PORT AUTONOME DE STRASBOURG

ÉTAT LOCATIF
LISTE DES CONTRATS EN COURS POUR LA MISE À DISPOSITION DE TERRAINS, LOGEMENTS OU BÂTIMENTS
RUE DU PÉAGE À STRASBOURG

Mise à jour : 16/06/2014

Biens concernés			Occupants	Date d'entrée en vigueur et d'échéance du contrat – faculté de résiliation	Observations
Localisation/ nature		Superficie			
Locaux	3 rue du Péage **Locaux à usage de bureaux avec cave et garage(RDC)**	112,84 m²	**Oui**	Période initiale : 1er janvier 2008 au 31 décembre 2010 Renouvellement : par tacite reconduction par périodes annuelles moyennant un préavis de 3 mois	Possibilité de résilier à la date anniversaire soit le 31 décembre de chaque année moyennant un préavis de 3 mois
	3a rue du Péage **Locaux à usage d'habitation avec jardin**	133,49 m² 271 m² emprise terrain : 378 m²	**Oui**	Contrat échu depuis le 31 décembre 2013. La personne cherche à se reloger à proximité de sa famille	Personne cherchant à se reloger à proximité de sa famille

Biens concernés			Occupants	Date d'entrée en vigueur et d'échéance du contrat – faculté de résiliation	Observations
Localisation/ nature		Superficie			
Terrain à usage de jardin	1 rue du Péage **Jardin**	260 m²	**Oui**	Période initiale : 1er janvier 2007 au 30 septembre 2007 Renouvellement : par tacite reconduction par périodes de 3 mois moyennant un préavis de 3 mois	Faculté de résiliation de la convention à tout moment moyennant un préavis de 3 mois
	2 rue du Péage **Jardin**	275 m²	**Oui**	Période initiale : 1er janvier 2007 au 30 septembre 2007 Renouvellement : par tacite reconduction par périodes de 3 mois moyennant un préavis de 3 mois	Faculté de résiliation de la convention à tout moment moyennant un préavis de 3 mois
	1 rue du Péage **Jardin** (accessoire à un contrat de mise à disposition de logement)	269 m²	**Non**	Contrat échu comprenant une clause précaire relative au jardin	Possibilité de résilier le 31 décembre de chaque année moyennant un préavis de 3 mois
	1 rue du Péage **Jardin** (accessoire à un contrat de mise à disposition de logement)	313 m²	**Non**	Contrat échu au 31 décembre 2013	Pas de clauses particulières

ANNEXE 6

PAS

PORT AUTONOME DE STRASBOURG

DIRECTION
25 rue de la Nuée bleue – CS 80407 – F-67002 Strasbourg cedex

Etat locatif

Rue du Péage

plan de situation

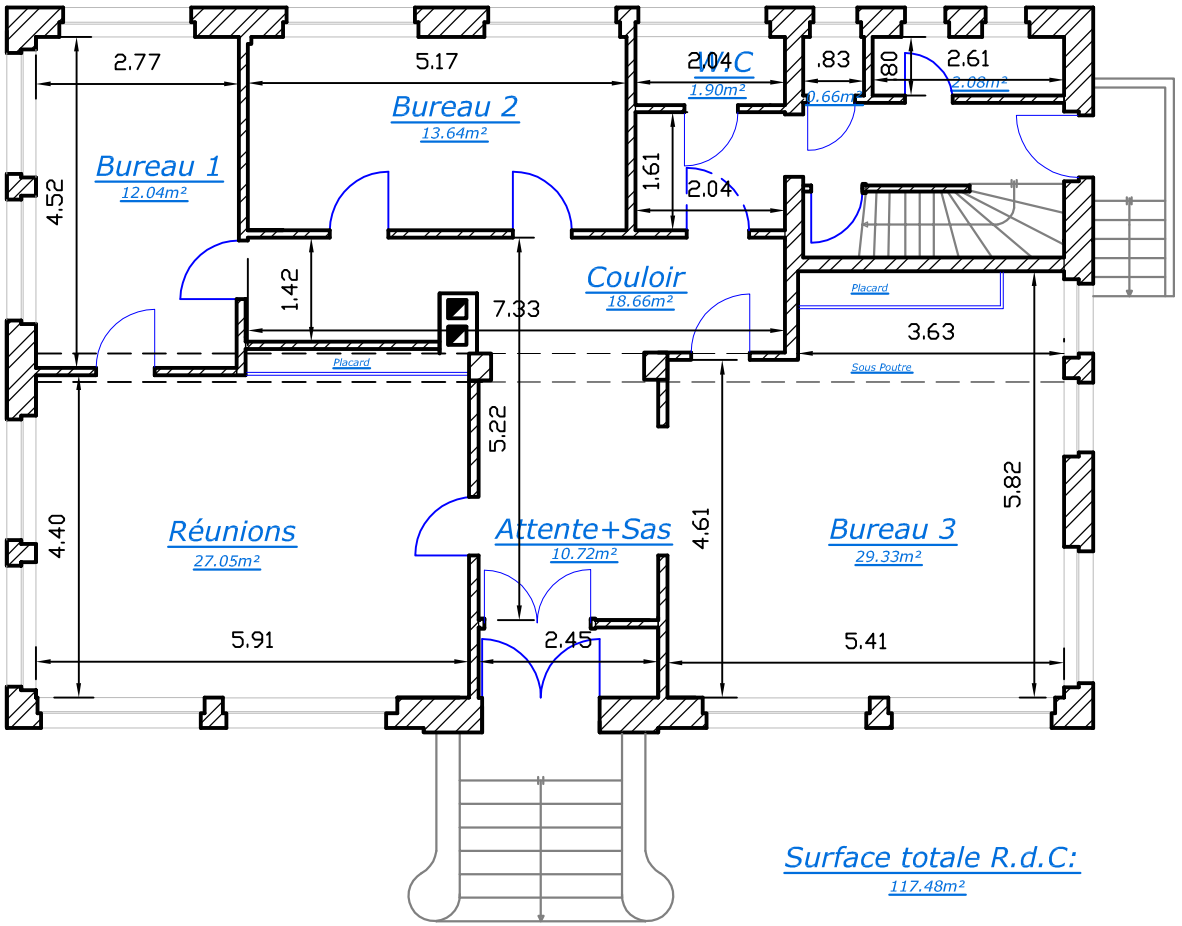
PLAN DE SITUATION



Échelle 1: 2000 | **Date :** 19 juin 2014

Dessiné par : bureau d'arpentage | **Réf. :** aStras_k_ruepéage_

3 ,Rue du Péage
67100 Strasbourg
Plan du Rez-de-Chaussée

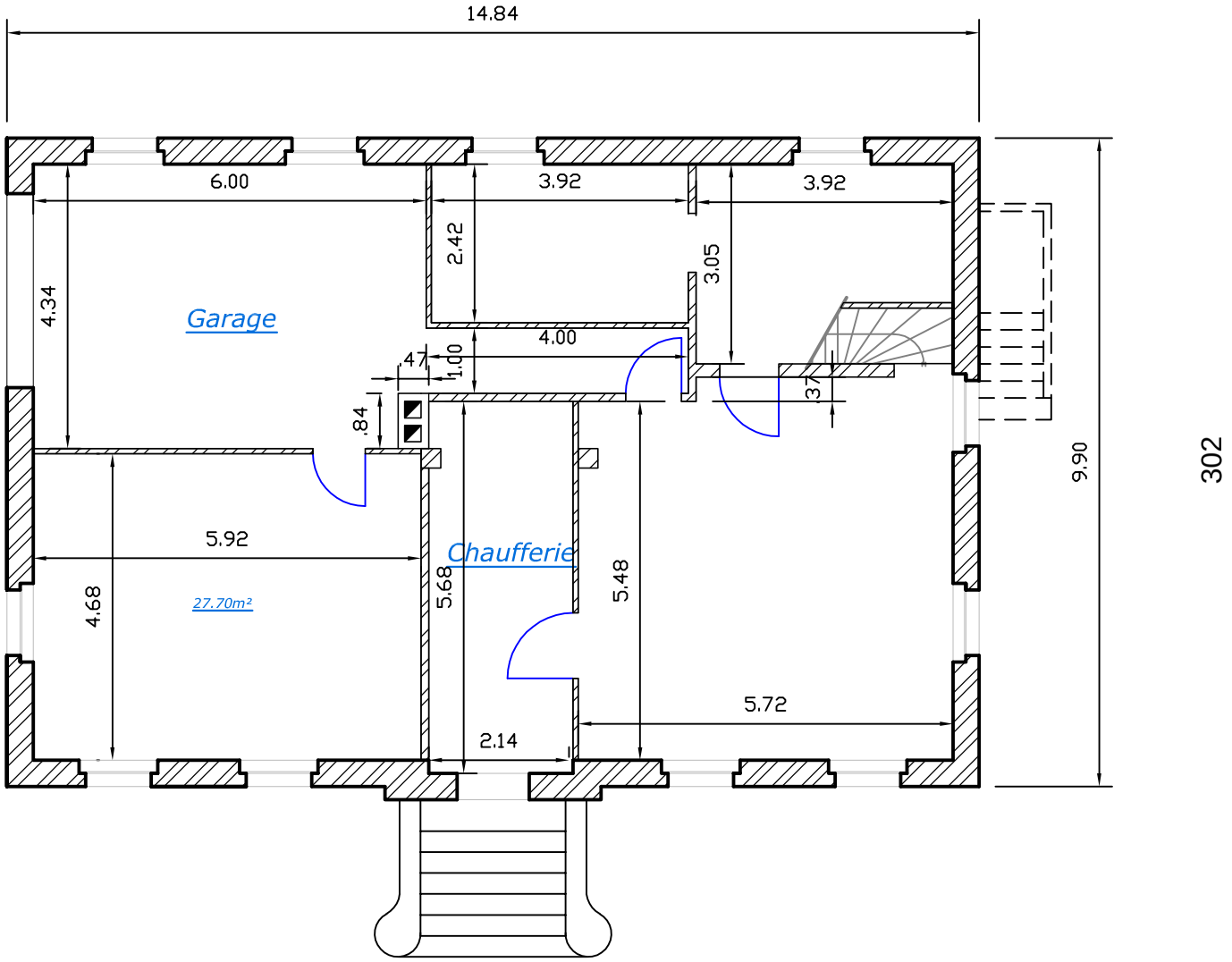


301

PLAN DU REZ-de-CHAUSSEE

Ech:1/75.

3 ,Rue du Péage
67100 Strasbourg
Plan du Sous Sol

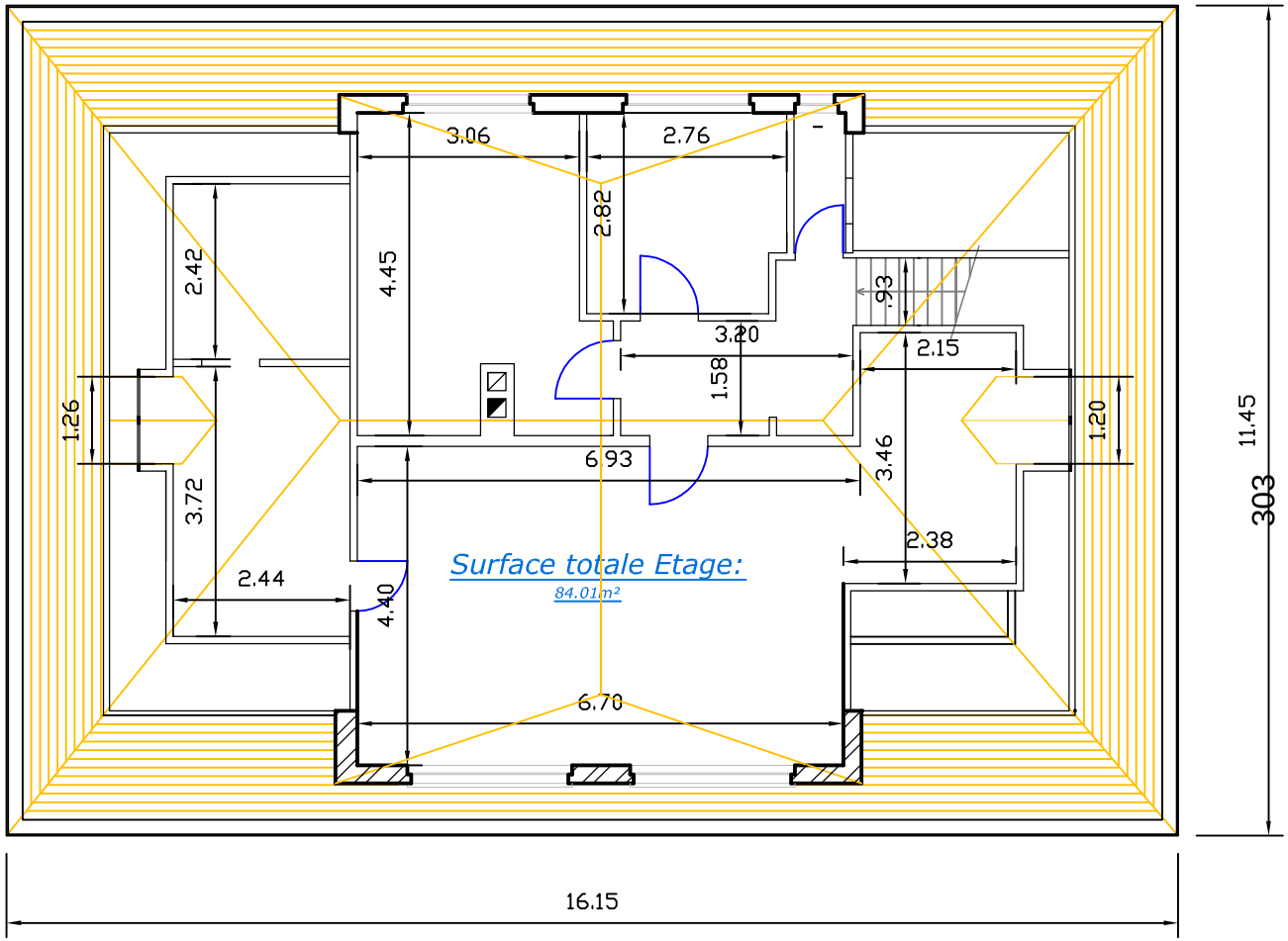


PLAN DU SOUS-SOL

Ech:1/75.

3 ,Rue du Péage
67100 Strasbourg

Plan du 1er étage



PLAN DE L'ETAGE

Ech:1/75.

3 , Rue du Péage

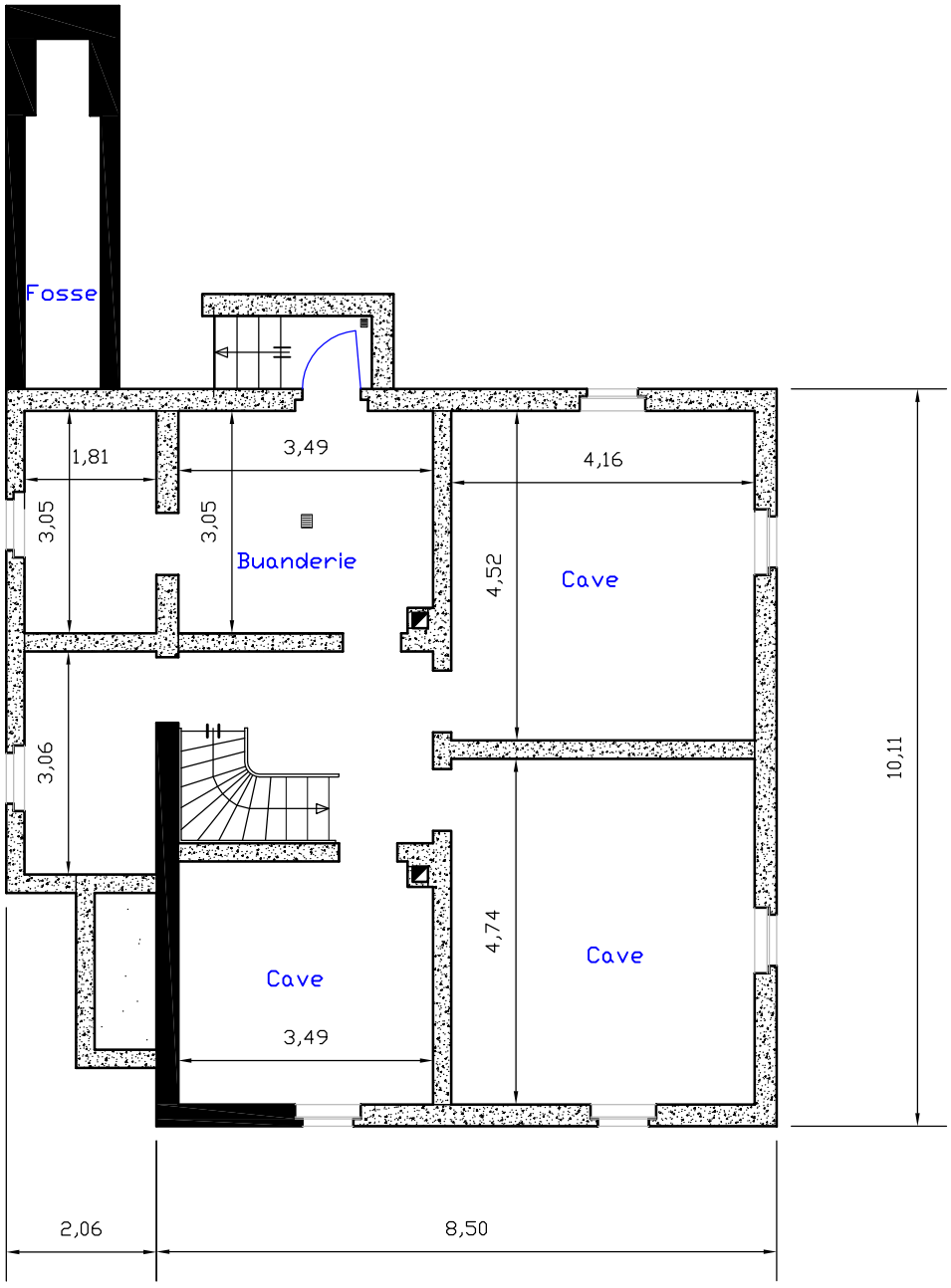
******

Chalet VERCORS

******

Vue en Plan

port autonome
de strasbourg



Cave

14.02.2006

Echelle:1/100.

3 , Rue du Péage

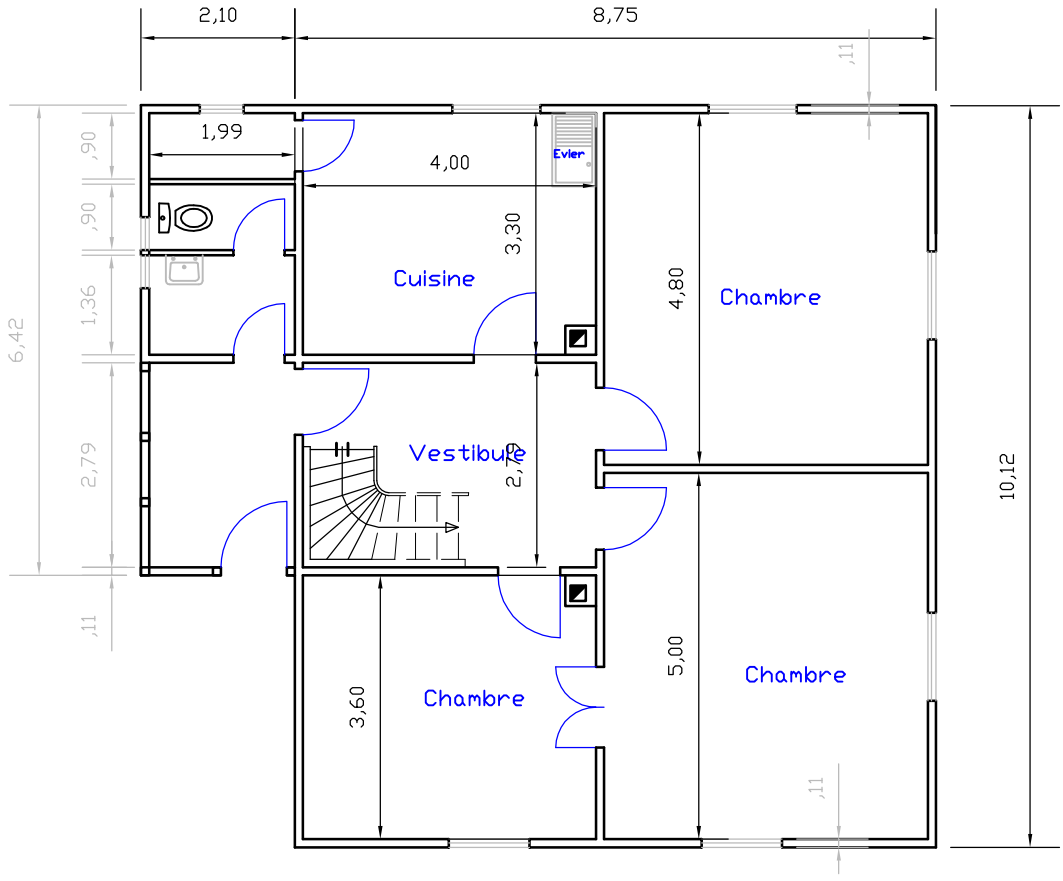
******

Chalet VERCORS

******

Vue en Plan

port autonome
de strasbourg



Rez-de-Chaussée

16.02.2006

Echelle:1/100.

3 , Rue du Péage

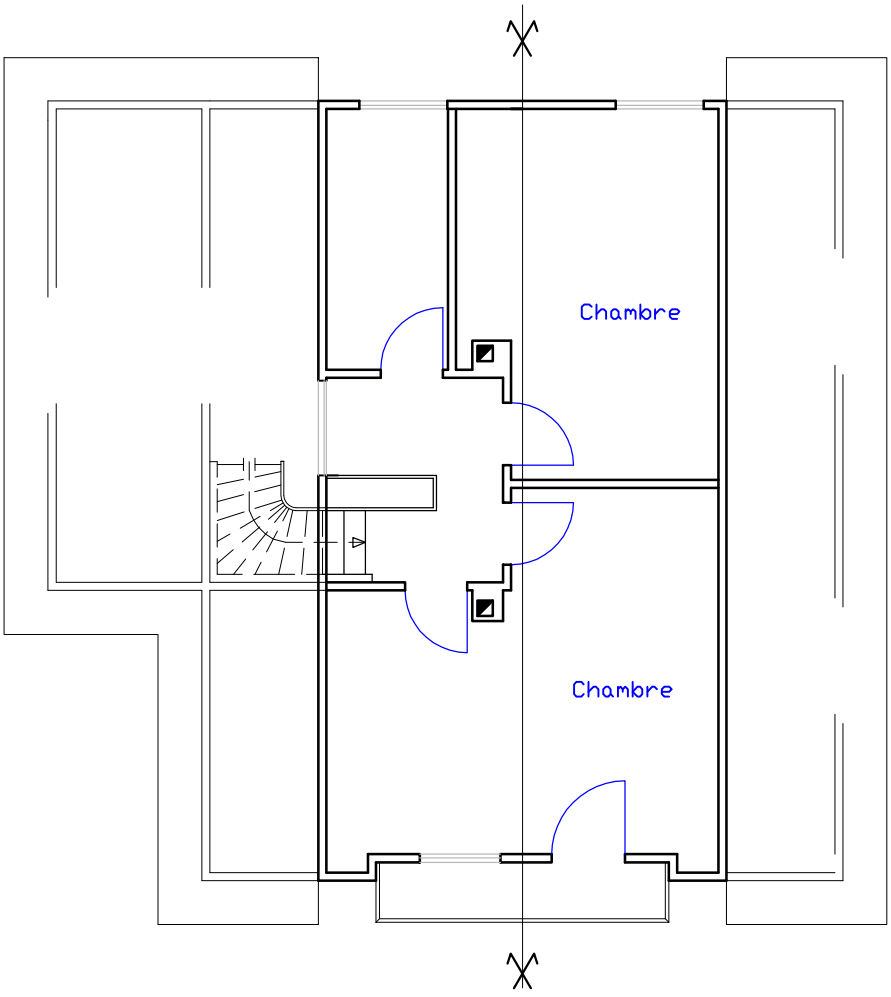
******

Chalet VERCORS

******

Vue en Plan

port autonome
de strasbourg



Combles

16.02.2006

Echelle:1/100.

Section	Numéro	Surf après arpentage (en ares)	Numéro parcelle mère	Surf parcelle mère (en ares)	Dt bâti	Dt non bâti	Dt voirie
	(7)/5	5,76	189/5	530,96		5,76	
	(10)/5	2,02				2,02	
HW	(8)/5	104			3	101	
HZ	354/153	4,2			4,2		
HZ	(14)/153	6,62	365/153	10,22		6,62	
HZ	(11)/153	0,38	366/153	17,33		0,07	0,31
HZ	(12)/153	0,45				0,45	
	(15)/153	22,04	459/153	30,47		22,04	
HZ	(16)/153	8,43				8,43	
	(5)/153	0,7	543/153	390,02		0,7	
	(6)/153	96,63			5	79,38	12,25
HZ	(7)/153	5,6				5,6	
IB	(2)/18	0,07	120/18	1,01		0,07	
	TOTAL surfaces	**256,9**		**TOTAL surfaces**	12,2	232,14	12,56

21

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Proposition de signature d'une convention d'objectifs avec l'Université de Strasbourg / CNRS / BETA et avec l'association ACCRO - ACtions pour un développement CRéatif des Organisations et attribution d'une subvention à l'association ACCRO

Il est proposé au Conseil de communauté:

- d'approuver la signature d'une convention d'objectifs sur les années 2015 - 2016 et 2017 entre la CUS, l'Université de Strasbourg / CNRS / Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (BETA) et l'association ACCRO - ACtions pour un développement CRéatif des Organisations,
- d'approuver le versement en 2015 par la CUS d'une subvention de 100 000 € à l'association ACCRO en soutien de son programme d'actions,
- de donner une délégation au Président de la CUS pour l'attribution des aides que pourront solliciter en 2016 et 2017 l'association ACCRO et l'Unistra / CNRS / BETA dans le cadre de la convention d'objectifs tripartite établie entre la CUS, l'Unistra / CNRS / BETA et ACCRO.

La CUS et l'Unistra / CNRS / BETA travaillent depuis plusieurs années sur la mise en œuvre de nouveaux leviers de développement économique, social et territorial, s'appuyant sur les ressources créatives du territoire tant dans le secteur des entreprises créatives que dans l'ensemble de l'écosystème local. La CUS et l'Unistra / CNRS / BETA ont conduit ce chantier dans le cadre d'une convention d'objectifs pluriannuelle établie le 25 novembre 2011.

Par ailleurs l'association ACCRO – ACtions pour un développement CRéatif des Organisations s'est constituée en mars 2014 à l'initiative de divers entrepreneurs et acteurs économiques strasbourgeois. Elle propose de mettre en place un programme d'actions pérenne qui fait directement écho aux chantiers conduits par la CUS et l'Unistra / CNRS / BETA. L'Association ACCRO a pris l'initiative de solliciter le soutien de la CUS d'une part, de l'Unistra / CNRS / BETA d'autre part.

La CUS, l'Unistra / CNRS / BETA et ACCRO conviennent de coordonner leurs actions et de réunir leurs moyens autour d'objectifs partagés, et d'établir à cet effet la Convention d'objectifs tripartie jointe à la présente délibération, portant sur les années 2015 – 2016 – 2017.

Le premier objectif de ce partenariat est de structurer une dynamique de créativité dans l'écosystème de la métropole strasbourgeoise avec pour but la production de biens et services innovants, ainsi que la création et le développement d'emplois et d'entreprises.

ACCRO a soumis à ses partenaires un plan d'actions et un budget prévisionnel sur ces trois années. L'Unistra / CNRS / BETA a décidé de soutenir cette action par une aide de 230 000 € dans le cadre du programme Initiatives d'Excellence (IdEX).

Concernant la CUS, il est rappelé que le partenariat avec l'Unistra / CNRS / BETA s'inscrit dans sa stratégie Strasbourg Eco 2020, et forme l'une des priorités du plan d'actions du secteur-clé des Entreprises créatives. Le Comité de pilotage Entreprises créatives du 17 juillet 2014 a examiné les propositions et la demande de soutien d'ACCRO, et validé le principe d'une aide de 100 000 € pour chacune des trois années 2015-2016 et 2017, sous réserve du vote par l'assemblée des crédits de ces trois exercices.

La convention d'objectif tripartite entre la CUS, l'Unistra / CNRS / BETA et ACCRO est jointe à la présente délibération, de même que la convention financière relative à l'attribution par la CUS d'une subvention à ACCRO. Sont également joints en annexes à la présente délibération le budget établi sur les années 2014 à 2017 et la présentation de l'association ACCRO.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'approuver la signature de la convention d'objectifs 2015-2017 entre la Communauté Urbaine de Strasbourg, le CNRS et l'Université de Strasbourg / Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (UdS / BETA) et l'association ACCRO - ACtions pour un développement CRéatif des Organisations,*
- *de donner délégation au Président de la CUS pour l'attribution des aides que pourront solliciter en 2016 et 2017 l'association ACCRO et l'Unistra / CNRS / BETA dans le cadre de la convention d'objectifs tripartite établie entre la CUS, l'Unistra / CNRS / BETA et ACCRO,*
- *d'attribuer à l'association ACCRO une subvention de 100 000 € en 2015 sous réserve du vote des crédits de cet exercice*
- *de signer avec ACCRO la convention relative au versement de cette subvention*
- *d'imputer les crédits en résultants en 2015 sur la ligne budgétaire DU01P - 95- 65738 programme 8020 pour le montant proposé de 100 000 €.*

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

• **LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG**, représentée par son Président, M. Jacques BIGOT,
ci-après dénommée « la CUS »,

d'une part

Et

• **L'UNIVERSITE DE STRASBOURG,**
Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
sise 4, rue Blaise Pascal – CS90032- 67 081 STRASBOURG Cedex
représentée par son Président, Monsieur Alain BERETZ
ci-après dénommée « **Unistra** »

et :

Le Centre National de la Recherche Scientifique
Etablissement Public à caractère scientifique et technologique,
Sis 3, rue Michel-Ange – 75794 Paris Cedex 16,
représenté par son Président, Monsieur Alain FUCHS,
et par délégation, par Monsieur ~~Bertrand MINAULT~~, Délégué Régional du Jean Marie Burgio
CNRS pour la Région Alsace, ci-après dénommé le « **CNRS** »

DÉLÉGATION RÉGIONALE ALSACE

Le CNRS et l'Unistra, ci-après conjointement dénommés « **l'ORGANISME** », agissant tant en leur nom qu'au nom et pour le compte du Bureau d'économie théorique et appliquée, UMR CNRS 7522, dirigé par Monsieur Claude Diebolt, et agissant au nom du professeur Patrick Llerena ci-après le « BETA »,
d'autre part

ci-après désignées chacune individuellement « la Partie », et collectivement « les Parties».

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil communautaire du 29 septembre 2011

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet de la Convention
La stratégie de développement économique Strasbourg Eco 2020 a choisi comme positionnement « Strasbourg Laboratoire Européen », et a inscrit parmi ses valeurs premières les notions d'expérimentation et d'ouverture internationale. Elle a par ailleurs retenu le secteur des Activités / Entreprises créatives comme l'un des quatre secteurs-clé de sa feuille de route à l'horizon 2020.

Le BETA a pour sa part engagé diverses actions dans le domaine de l'économie créative, incluant notamment l'organisation d'une Ecole d'automne en management de la créativité, préfiguration d'une future Académie du management de la créativité et de l'innovation. Elle est par ailleurs associée à l'élaboration et au suivi de la stratégie de développement économique de la collectivité dans le cadre de rencontres régulières ayant pour cadre le « Think Tank Développement Economique » et le « Comité de suivi Université ».

La présente convention de partenariat, ci-après « la Convention » a pour objet de concrétiser la convergence engagée depuis 2009 autour de ces axes stratégiques et de ces diverses actions. Elle répond à une demande de soutien du BETA dont les éléments sont rappelés ci-dessous :

Finalité
Mobiliser les ressources créatives du territoire dans les arts, l'innovation technologique et l'entrepreneuriat au service du développement économique et de l'attractivité de la métropole.

Objectif
Développer un Laboratoire de projets ayant pour but de favoriser l'émergence de projets innovants et l'entrepreneuriat dans l'industrie et les services, privés et publics.

Positionnement
Le Laboratoire de projets prend acte des profondes mutations de l'économie des biens et services au cours des dernières décennies, et du passage d'un capitalisme industriel et productiviste à une économie de l'immatériel, de l'innovation et de la créativité.

La révolution numérique a largement contribué à cette mutation, par la transformation des modes de production, de travail et d'interaction entre l'offre et de la demande.

D'un régime économique de l'offre de produits et services, nos sociétés, nos économies, nos villes et régions sont passées à la satisfaction de besoins et services de plus en plus divers et qualitatifs, d'une demande complexe et en permanente évolution.

Dans ce modèle de la diversité et de la vélocité, la créativité devient source de valeur et doit irriguer tous les secteurs d'un écosystème local de plus en plus intégré aux transformations de l'économie nationale et internationale.

Le Laboratoire de projets se positionne de manière pragmatique comme un espace d'interaction entre ces différentes formes de créativité. En amont des cycles de production établis et des dispositifs existants de transferts de technologies, il a vocation à repérer et à favoriser la création d'opportunités du point de vue du développement économique et de l'attractivité de la métropole. Son but effectif est la conception et la production de nouveaux biens et services, privés et/ou publics.

Interactif et transversal, le Laboratoire de projets favorisera la rencontre entre des acteurs appartenant à un large éventail de secteurs d'activités.

Il opérera comme une plate forme de rencontres et d'expérimentations associant les champs de l'art, de la recherche et de la culture, de l'économie numérique et des différents secteurs de l'industrie et des services.

Il s'appuiera de manière privilégiée et transdisciplinaire sur les ressources de l'Université de Strasbourg et des formations dispensées par les établissements de formation supérieure de la métropole.

Durée
La convention prendra effet à sa signature et courra jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve de son évaluation au second semestre 2012 dans les conditions indiquées aux articles 3 et 4 ci-dessous.

Article 2 : Réalisation de la Convention
La réalisation de la Convention se fera par l'intermédiaire du recrutement par l'UNISTRA d'un(e) responsable de projet chargé de la mise en place du Laboratoire de projets.

La définition du profil et les conditions de recrutement du (de la) responsable de projet seront définis d'un commun accord entre les signataires de la présente Convention.

Il est convenu que l'UNISTRA recrutera un temps partiel sur la base du financement proposé dans la Convention. L'objectif à l'horizon du second semestre 2012 et au plus tard au 1er janvier 2013 est de réunir les financements nécessaires à un engagement à temps plein et à la mise en place du Laboratoire de projets.

Il est convenu que le Laboratoire de projets devra prendre appui sur les diverses actions engagées sur le territoire dans son périmètre d'activités, et travailler en bonne intelligence avec les opérateurs et institutions concernées. Ces actions comportent notamment :
- dans le domaine économique, Ecole d'Automne de Management de la Créativité
- dans le domaine scientifique, l'incubateur SEMIA et les structures de valorisations des établissements de recherche publique et/ou leur affiliées notamment dans le cadre de la mise en place de la Société d'accélération et du Transfert de technologie
- dans le secteur de la santé, la Convention Culture – Hôpitaux
- dans le secteur des arts, le festival Ososphère
- dans le secteur du numérique et des entreprises créatives, le projet Seegmuller / Malraux
- dans le domaine du numérique et du développement durable, la démarche Ecocentres 2.0

Article 3 : Evaluation et suivi
L'évaluation et le suivi de l'exécution de la Convention de partenariat sont assurés par un Comité de pilotage composé des élus concernés de la CUS et de représentants de l'Organisme et du BETA.

Le suivi opérationnel de la Convention est assuré par un Comité de suivi qui réunit les représentants du BETA et les services compétents de la CUS.

Pour le suivi opérationnel, un représentant de chacune des Parties est déjà identifié :
- pour la CUS, Marc DONDEY
- pour le BETA, Patrick LLERENA

Le Comité de suivi se réunit en tant que de besoin, et en amont des réunions du Comité de pilotage.

Article 4 : Calendrier d'exécution, rendus et indicateurs de la Convention

Calendrier d'exécution
Les étapes principales de réalisation de la Convention et de mise en place progressive du Laboratoire de projets sont les suivantes :

2011 (automne)
Recrutement du (de la) responsable de projet
Repérage des initiatives s'inscrivant dans le champ de la Convention et avant-programme d'actions

2012
Mise en réseau des acteurs et initiatives similaires développées dans la métropole
Actions de préfiguration du Laboratoire de projets
Formalisation et faisabilité du Laboratoire de projets
Modèle économique et partenariats financiers

2013
Mise en place opérationnelle du Laboratoire de projets

Rendus et indicateurs chiffrés
Un premier rendu intermédiaire sera réalisé pour le 30 juin 2012. Un second rendu sera réalisé pour le 30 novembre 2012.

Les rendus correspondant à ces échéances comporteront deux volets complémentaires et d'égale importance :

- une première série d'actions de préfiguration du Laboratoire de projets
- une étude de faisabilité qui comportera un argumentaire et des éléments de description détaillés sur chacun des éléments ci-dessous :
    - état des lieux et diagnostic du potentiel du territoire
    - benchmark national et international
    - définition et positionnement du Laboratoire de projets
    - programme d'actions
    - partenariats, acteurs et réseaux
    - portage et gouvernance
    - montage budgétaire et modèle économique
    - financements publics et privés
    - calendrier de mise en œuvre

Le Comité de pilotage se prononcera sur la base de ces éléments pour décider de l'état d'avancement du projet et du versement de la subvention en 2013.

L'évaluation du Comité de pilotage portera de manière complémentaire sur les indicateurs chiffrés suivants :

- Nombre d'actions pilotes / actions de préfiguration réalisées
- Nombre d'individus, opérateurs et entreprises concernés
- Perspectives de cofinancement public
- Perspectives de cofinancement privé

Article 5 : Budget prévisionnel
Le budget nécessaire à la réalisation de la Convention en 2011 s'élève à vingt cinq mille euro (25.000 EUR).
Le budget nécessaire à la réalisation de la Convention en 2012 et 2013 s'élève annuellement à cinquante mille euro (50.000 EUR).

Le versement de la subvention sera conditionné par le recrutement effectif du (de la) responsable de projet.

La subvention 2011 et la subvention 2012 seront principalement consacrées au financement du poste de responsable de projet. Le solde de la subvention après financement du poste sera consacré aux actions de préfiguration du Laboratoire de projets.

La subvention 2012 sera versée sous réserve du vote du budget primitif 2012 par le Conseil de communauté.

La subvention 2013 sera versée sous réserve de l'évaluation du Comité de pilotage indiquée à l'article 4, et du vote du budget primitif 2013 par le Conseil de communauté.

Le cas échéant, l'Organisme s'engage à informer immédiatement la CUS, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 8 de la présente Convention.

Article 6 : Versement de la subvention

La présente Convention vise à octroyer une subvention au BETA. En conséquence, les versements de ce financement par la CUS à l'Organisme ne seront pas assujetties TVA.

Pour 2011, l'aide de la Communauté urbaine de Strasbourg à la réalisation des actions retenues s'élève au total à la somme de vingt cinq mille euro (25.000 EUR) . Cette somme sera versée à la signature de la présente Convention.
La subvention 2012 de 50.000€ sera créditée en deux versement(s) :

- ☐ une première somme de 25.000 € en janvier 2012
- ☐ le solde de 25.000 € en juin 2012 sur recommandation du Comité de pilotage au vu du premier bilan d'activités prévu par la Convention
- ☐ sur le compte bancaire de la Trésorerie Générale du Bas Rhin, 25 Avenue des Vosges, 67070 Strasbourg Cedex, TPSTRASBOURG, Code Banque 10071, Code Guichet 67000 N° de Compte 00001006200, Clé RIB 18; N° IBAN (International Bank Account Number) : FR 76 1007 1670 0000 0010 06200 18, et sera adressé au nom de Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Strasbourg pour le compte du BETA

La subvention 2013 sera versée selon le même calendrier, sous réserve des conditions mentionnées à l'article 5.

Article 7 : Propriété intellectuelle

En allouant cette subvention, la CUS n'entend pas en retirer le moindre avantage direct, ne demande pas à avoir un droit de regard sur la protection éventuelle des résultats et appréciera simplement que les travaux effectués grâce à ce financement, s'ils sont publiés, mentionnent qu'ils ont été rendus possibles par l'attribution du financement de la CUS.
Dans le cas où l'exécution de la convention de partenariat confiée à l'Organisme donnerait lieu à des résultats susceptibles d'être protégés par un ou plusieurs titres de propriété industrielle, l'Organisme décidera seul de l'opportunité et de la nature des mesures de protection à prendre, et engagera seul les procédures nécessaires

Article 8 : Engagements de l'Organisme
En signant la présente Convention, l'Organisme s'engage à :
- Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet;
- Transmettre à la CUS un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération ;
- Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- De manière générale, Faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 9 : Non-respect des engagements de l'Organisme
Le non respect total ou partiel par l'Organisme de l'un des engagements prévus dans la présente Convention est susceptible d'entraîner :
- l'interruption de l'aide financière de la CUS,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'Organisme, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 10 : Durée
La Convention prendra effet à sa signature et courra jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve de son évaluation au second semestre 2012 dans les conditions indiquées aux articles 3 et 4 ci-dessous.

Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la CUS d'un exemplaire signé par le Président de l'Université de Strasbourg / BETA.

Article 11 : Exécution
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de la Communauté urbaine – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le 25/11/.. 2011 en trois exemplaires

Pour la Communauté urbaine

Le Président

Jacques BIGOT

Pour l'Université de Strasbourg

Le Président

Alain BERETZ

Pour le Président et par délégation
Le Vice-Président
Partenariats avec les Entreprises
Jean-Marc JELTSCH

Pour le CNRS
Le Délégué Régional

Bertrand MINAULT

Centre National de la Recherche Scientifique – Ministère de l'Éducation Nationale de la Recherche et de la Technologie – DÉLÉGATION RÉGIONALE ALSACE

Pour le Délégué Régional
et par délégation

Christine BRUNEL

CONVENTION FINANCIÈRE

Exercice 2015

Entre :
• **LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG**, représentée par son Président, M. Robert HERRMANN,
ci-après dénommée « **la CUS** »,

Et

• L'association **ACCRO Actions pour un développement créatif des organisations,** inscrite au registre du Tribunal d'Instance de Schiltigheim sous le Volume n°44 Folio 77, dont le siège est au 4 rue de l'artisanat 67116 REICHSTETT, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Christophe UHL
ci-après dénommée « **ACCRO** »

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Communautaire du 28 novembre 2014.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
ACCRO a pris l'initiative de solliciter le soutien de la CUS pour la réalisation de son plan d'actions, conformément à sa mission d'opérateur de développement de l'économie créative.

L'objet de la présente convention est de déterminer les conditions de versement par la CUS à ACCRO de la subvention de fonctionnement votée par le Conseil CUS du 28 novembre 2014.

L'attribution et les conditions de versement de la subvention s'inscrivent dans le cadre posé par :
- la Convention d'objectifs entre la CUS, le CNRS, l'Unistra et ACCRO établie pour les années 2015-2016-2017 soumise au vote du même Conseil CUS, dont un exemplaire est joint à la présente convention,
- le plan d'actions et le budget prévisionnel d'ACCRO, validés lors du Comité de pilotage Entreprises créatives du 17 juillet 2014 et du Comité de suivi du 20 septembre 2015, joints à la présente convention

Article 2 : Réalisation de la Convention
ACCRO est chargée de la réalisation de la présente convention.

Article 3 : Evaluation et suivi
L'évaluation et le suivi de l'exécution de la présente convention sont assurés par un Comité de pilotage composé des élus concernés de la CUS et de représentants d'ACCRO . Le Comité de pilotage ou l'élu(e) qui le préside décident notamment du versement du solde de la subvention au regard des éléments soumis par ACCRO.

Le suivi opérationnel de l'exécution de la présente convention est assuré par un Comité de suivi dont la composition, les missions, et le fonctionnement sont définis dans la Convention d'objectifs jointe à la présente convention.

Le Comité de suivi examine les rapports intermédiaire et final d'ACCRO. Il en rend compte au Comité de pilotage. Le Comité de suivi a autorité pour recommander le versement du solde de la subvention.

Article 4 : Calendrier d'exécution, rendus et indicateurs de la Convention

Calendrier

L'exécution de la présente convention donnera lieu à la production par ACCRO des rapports suivants :

- un rapport intermédiaire qui devra être déposé au plus tard le 15 juin de chaque exercice, comprenant un suivi des actions et obligatoirement les budgets exécutés de l'année antérieure, un suivi budgétaire de l'année en cours et les budgets prévisionnels de l'année à venir.
- un rapport de fin d'exercice qui devra être déposé au plus tard le 1er décembre de chaque exercice, comprenant un suivi des actions et une actualisation des budgets de l'année en cours et des budgets prévisionnels de l'année à venir.
- le rapport annuel approuvé en assemblée générale, au plus tard le 1er mai de l'année suivant l'exercice dont il est rendu compte, soit le 1er mai des années 2016, 2017 et 2018 ;

Livrables

Les livrables remis par ACCRO devront couvrir les points suivants :

- budget de l'association : budget réalisé et budget prévisionnel pluriannuel, faisant apparaître le détail des activités et des cofinancements
- programme d'animations et de rencontres qui précise : le descriptif de l'évènement, le public ciblé, les partenaires, le format, les thèmes et valeurs portés en cohérence avec l'objet de l'Association et les objectifs de la présente convention.
- programme d'actions structurantes ; l'association précisera en particulier le descriptif des actions proposées, les objectifs, le budget prévisionnel, les cofinancements envisagés, les étapes-clés et le planning, les partenaires pressentis.

Les livrables devront être validés par le Comité directeur de l'Association préalablement à leur transmission à la CUS.

Indicateurs

ACCRO s'engage à mettre en œuvre dans ces rapports les indicateurs de réalisation et de résultats suivants :

- Indicateurs de réalisation

	Existant 2014	2015	2016	2017
Nombre d'événements et rencontres organisés (Tango et Scan, Creativ'Café, autres)	*3*	*4*	*5*	*5*
Nombre d'actions structurantes organisées (Tango et Scan, Ecole d'Automne, Créatif en Entreprise, Module de co-création, Rencontre européenne, Etudes d'impact)	*2*	*3*	*4*	*4*

- Indicateurs de résultat

	Existant 2014	2015	2016	2017

Nombre de personnes mobilisées (fréquentation événements et rencontres)	500	600	800	1000
Nombre d'entreprises accompagnées (actions structurantes)	40	45	50	50
Nombre de cofinanceurs et taux des cofinancements hors subvention CUS (IDEX, Direccte, autres)	2	3	3	4

Article 5 : Budget prévisionnel et Plan de financement
Le budget de fonctionnement nécessaire à la réalisation du plan d'actions s'élève à 320 500 € TTC pour l'année 2015. Le budget prévisionnel 2015 est annexé à la présente convention.

ACCRO s'engage à initier, accompagner et suivre les recherches de cofinancements indiquées dans ce budget prévisionnel, à actualiser ce budget prévisionnel en temps réel en fonction des résultats de ces démarches, à proposer toute solution de déploiement nouvelle propre à assurer la viabilité financière du projet.

Article 6 : Versement de la subvention
L'aide de la Communauté urbaine de Strasbourg à la réalisation du projet retenu s'élève au total à la somme de 100 000 € TTC.

La subvention de 100 000 € sera créditée :
- ✓ en deux versements :
  - ✓ 60 % à la signature de la convention ;
  - ✓ Le solde, soit 40%, après étude et validation du rapport intermédiaire accompagné de justificatifs à hauteur de l'ensemble des dépenses engagées. Ce rapport intermédiaire devra être déposé au plus tard le 15 juin 2015.
- ✓ sur le compte bancaire N°08001134421 clé 73 au nom de l'Association ACCRO auprès de la Caisse d'Epargne d'Alsace.

Article 7 : Engagements de ACCRO
En signant la présente convention, ACCRO s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à l'action retenue,
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à la Communauté urbaine de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention, le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, conformes au plan comptable, certifiés conformes par le gérant ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[1] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes).
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 8 : Non-respect des engagements de ACCRO
Le non respect total ou partiel par ACCRO de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Communauté urbaine,

[1] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les établissements ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €.

- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'entreprise.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité d'ACCRO, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 9 : Propriété intellectuelle
En allouant cette subvention, la CUS n'entend pas en retirer le moindre avantage direct, ne demande pas à avoir un droit de regard sur la protection éventuelle des résultats et appréciera simplement que les travaux effectués grâce à ce financement, s'ils sont publiés, mentionnent qu'ils ont été rendus possibles par l'attribution du financement de la CUS.

Dans le cas où l'exécution de la convention de partenariat confiée à ACCRO donnerait lieu à des résultats susceptibles d'être protégés par un ou plusieurs titres de propriété industrielle, ACCRO décidera seul de l'opportunité et de la nature des mesures de protection à prendre, et engagera seul les procédures nécessaires

Article 10 : Durée
La présente convention est établie pour la période courant de la date de sa signature au 31 décembre 2015. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Communauté urbaine de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de ACCRO.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, ACCRO devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de la Communauté urbaine de Strasbourg.

Article 11 : Exécution
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de la Communauté urbaine – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Communauté urbaine de Strasbourg
Le Président

Pour l'Association ACCRO
Le Président

Robert HERRMANN

Jean-Christophe UHL

CONVENTION FINANCIÈRE

Entre :
• **LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG**, représentée par son Président, M. Robert HERRMANN,
ci-après dénommée « **la CUS** »,

Et

• L'association **ACCRO Actions pour un développement créatif des organisations,** inscrite au registre du Tribunal d'Instance de Schiltigheim sous le Volume n°44 Folio 77, dont le siège est au 4 rue de l'artisanat 67116 REICHSTETT, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Christophe UHL
ci-après dénommée « **ACCRO** »

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Communautaire du 28 novembre 2014.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
ACCRO a pris l'initiative de solliciter le soutien de la CUS pour la réalisation de son plan d'actions, conformément à sa mission d'opérateur de développement de l'économie créative.

L'objet de la présente convention est de déterminer les conditions de versement par la CUS à ACCRO de la subvention de fonctionnement votée par le Conseil CUS du 28 novembre 2014.

L'attribution et les conditions de versement de la subvention s'inscrivent dans le cadre posé par :
- la Convention d'objectifs entre la CUS, le CNRS, l'Unistra et ACCRO établie pour les années 2015-2016-2017 soumise au vote du même Conseil CUS, dont un exemplaire est joint à la présente convention,
- le plan d'actions et le budget prévisionnel d'ACCRO, validés lors du Comité de pilotage Entreprises créatives du 17 juillet 2014 et du Comité de suivi du 20 septembre 2015, joints à la présente convention

Article 2 : Réalisation de la Convention
ACCRO est chargée de la réalisation de la présente convention.

Article 3 : Evaluation et suivi
L'évaluation et le suivi de l'exécution de la présente convention sont assurés par un Comité de pilotage composé des élus concernés de la CUS et de représentants d'ACCRO . Le Comité de pilotage ou l'élu(e) qui le préside décident notamment du versement du solde de la subvention au regard des éléments soumis par ACCRO.

Le suivi opérationnel de l'exécution de la présente convention est assuré par un Comité de suivi dont la composition, les missions, et le fonctionnement sont définis dans la Convention d'objectifs jointe à la présente convention.

Le Comité de suivi examine les rapports intermédiaire et final d'ACCRO. Il en rend compte au Comité de pilotage. Le Comité de suivi a autorité pour recommander le versement du solde de la subvention.

Article 4 : Calendrier d'exécution, rendus et indicateurs de la Convention

Calendrier

L'exécution de la présente convention donnera lieu à la production par ACCRO des rapports suivants :

- un rapport intermédiaire qui devra être déposé au plus tard le 15 juin de chaque exercice, comprenant un suivi des actions et obligatoirement les budgets exécutés de l'année antérieure, un suivi budgétaire de l'année en cours et les budgets prévisionnels de l'année à venir.
- un rapport de fin d'exercice qui devra être déposé au plus tard le 1er décembre de chaque exercice, comprenant un suivi des actions et une actualisation des budgets de l'année en cours et des budgets prévisionnels de l'année à venir.
- le rapport annuel approuvé en assemblée générale, au plus tard le 1er mai de l'année suivant l'exercice dont il est rendu compte, soit le 1er mai des années 2016, 2017 et 2018 ;

Livrables

Les livrables remis par ACCRO devront couvrir les points suivants :

- budget de l'association : budget réalisé et budget prévisionnel pluriannuel, faisant apparaître le détail des activités et des cofinancements
- programme d'animations et de rencontres qui précise : le descriptif de l'évènement, le public ciblé, les partenaires, le format, les thèmes et valeurs portés en cohérence avec l'objet de l'Association et les objectifs de la présente convention.
- programme d'actions structurantes ; l'association précisera en particulier le descriptif des actions proposées, les objectifs, le budget prévisionnel, les cofinancements envisagés, les étapes-clés et le planning, les partenaires pressentis.

Les livrables devront être validés par le Comité directeur de l'Association préalablement à leur transmission à la CUS.

Indicateurs

ACCRO s'engage à mettre en œuvre dans ces rapports les indicateurs de réalisation et de résultats suivants :

- Indicateurs de réalisation

	Existant 2014	2015	2016	2017
Nombre d'événements et rencontres organisés (Tango et Scan, Creativ'Café, autres)	*3*	*4*	*5*	*5*
Nombre d'actions structurantes organisées (Tango et Scan, Ecole d'Automne, Créatif en Entreprise, Module de co-création, Rencontre européenne, Etudes d'impact)	*2*	*3*	*4*	*4*

- Indicateurs de résultat

	Existant 2014	2015	2016	2017
Nombre de personnes mobilisées	500	600	800	1000

(fréquentation événements et rencontres)				
Nombre d'entreprises accompagnées (actions structurantes)	40	45	50	50
Nombre de cofinanceurs et taux des cofinancements hors subvention CUS (IDEX, Direccte, autres)	2	3	3	4

Article 5 : Budget prévisionnel et Plan de financement
Le budget de fonctionnement nécessaire à la réalisation du plan d'actions s'élève à 320 500 € TTC pour l'année 2015. Le budget prévisionnel 2015 est annexé à la présente convention.

ACCRO s'engage à initier, accompagner et suivre les recherches de cofinancements indiquées dans ce budget prévisionnel, à actualiser ce budget prévisionnel en temps réel en fonction des résultats de ces démarches, à proposer toute solution de déploiement nouvelle propre à assurer la viabilité financière du projet.

Article 6 : Versement de la subvention
L'aide de la Communauté urbaine de Strasbourg à la réalisation du projet retenu s'élève au total à la somme de 100 000 € TTC.

La subvention de 100 000 € sera créditée :
- ✓ en deux versements :
  - ✓ 60 % le 15 janvier 2015 ;
  - ✓ Le solde, soit 40%, après étude et validation du rapport intermédiaire accompagné de justificatifs à hauteur de l'ensemble des dépenses engagées. Ce rapport intermédiaire devra être déposé au plus tard le 15 juin 2015.
- ✓ sur le compte bancaire N°08001134421 clé 73 au nom de l'Association ACCRO auprès de la Caisse d'Epargne d'Alsace.

Article 7 : Engagements de ACCRO
En signant la présente convention, ACCRO s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à l'action retenue,
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à la Communauté urbaine de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention, le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, conformes au plan comptable, certifiés conformes par le gérant ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[1] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes).
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 8 : Non-respect des engagements de ACCRO
Le non respect total ou partiel par ACCRO de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Communauté urbaine,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

[1] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les établissements ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €.

✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'entreprise.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité d'ACCRO, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 9 : Propriété intellectuelle
En allouant cette subvention, la CUS n'entend pas en retirer le moindre avantage direct, ne demande pas à avoir un droit de regard sur la protection éventuelle des résultats et appréciera simplement que les travaux effectués grâce à ce financement, s'ils sont publiés, mentionnent qu'ils ont été rendus possibles par l'attribution du financement de la CUS.

Dans le cas où l'exécution de la convention de partenariat confiée à ACCRO donnerait lieu à des résultats susceptibles d'être protégés par un ou plusieurs titres de propriété industrielle, ACCRO décidera seul de l'opportunité et de la nature des mesures de protection à prendre, et engagera seul les procédures nécessaires

Article 10 : Durée
La présente convention est établie pour la période courant de la date de sa signature au 31 décembre 2015. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Communauté urbaine de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de ACCRO.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, ACCRO devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de la Communauté urbaine de Strasbourg.

Article 11 : Exécution
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de la Communauté urbaine – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Communauté urbaine de Strasbourg
Le Président

Pour l'Association ACCRO
Le Président

Robert HERRMANN

Jean-Christophe UHL

CONVENTION D'OBJECTIFS
2015 – 2016 - 2017

Entre :

• **LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG**, représentée par son Président, M. Robert HERRMANN,
ci-après dénommée « **la CUS** »,

et

• **L'UNIVERSITE DE STRASBOURG,**
Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
sise 4, rue Blaise Pascal – CS90032- 67 081 STRASBOURG Cedex
représenté par son Président, Monsieur Alain BERETZ
ci-après dénommée « **Unistra** »

et :

• **Le Centre National de la Recherche Scientifique**
Etablissement Public à caractère scientifique et technologique,
Sis 3, rue Michel-Ange – 75794 Paris Cedex 16,
représenté par son Président, Monsieur Alain FUCHS,
et par délégation, par Madame Gaëlle BUJAN, Déléguée Régional du CNRS pour la Région Alsace, ci-après dénommé le « **CNRS** »

Le CNRS et l'Unistra, ci-après conjointement dénommés « **l'ORGANISME** », agissant tant en leur nom qu'au nom et pour le compte du Bureau d'économie théorique et appliquée, UMR CNRS 7522, dirigé par Monsieur Claude Diebolt, et agissant au nom du professeur Patrick Llerena ci-après le « **BETA** »,

• **L'association ACCRO**
Actions pour un développement créatif des organisations,
sise 4 rue de l'artisanat 67116 REICHSTETT
représentée par son Président, Monsieur Jean-Christophe UHL
ci-après dénommée « **ACCRO** »

ci-après désignées chacune individuellement « la Partie », et collectivement « les Parties».

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Communautaire du 28 novembre 2014.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule
La Communauté urbaine de Strasbourg (la CUS) et l'Université de Strasbourg / CNRS / Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (l'ORGANISME) travaillent depuis plusieurs années sur la mise en œuvre de nouveaux leviers de développement économique, social et territorial, s'appuyant sur les ressources créatives du territoire tant dans le secteur des entreprises créatives que dans l'ensemble de l'écosystème local. La CUS et l'Unistra / CNRS / BETA ont conduit ce chantier dans le cadre d'une convention d'objectifs pluriannuelle établie le 25 novembre 2011.

L'association ACCRO – ACtions pour un développement CRéatif des Organisations, constituée en mars 2014 à l'initiative de divers entrepreneurs et acteurs économiques strasbourgeois, propose de mettre en place un programme d'actions pérenne qui fait directement écho aux chantiers conduits par la CUS et l'Unistra / CNRS / BETA. L'Association ACCRO a pris l'initiative de solliciter le soutien de la CUS d'une part, de l'ORGANISME d'autre part.

La CUS, l'ORGANISME et ACCRO conviennent de coordonner leurs actions et de réunir leurs moyens autour d'objectifs partagés, et d'établir à cet effet la présente convention de partenariat. Cette convention tripartite porte sur les années 2015 – 2016 – 2017. Elle s'inscrit dans la continuité de la convention CUS – ORGANISME du 25 novembre 2011, dont elle prolonge et complète les dispositions.

Le contexte national et international est celui d'une profonde mutation économique, marquée par la mondialisation, la crise du modèle fordien de croissance productiviste, la révolution numérique et l'épuisement des ressources naturelles. L'atonie de la croissance et l'instabilité des marchés caractérisent la situation actuelle. Les mêmes facteurs de destruction de valeur portent cependant de nouvelles opportunités de création d'emplois, d'entreprises et d'activité économique. De nouveaux modes de production, de diffusion et de consommation des biens et services sont à l'œuvre. La recherche de nouveaux modèles de développement plus inclusifs, réactifs et collaboratifs fonde l'action de nombre d'entrepreneurs et de décideurs – par exemple autour de la notion de troisième révolution industrielle développée par l'économiste Jeremy Rifkin, ou de la stratégie Industrie 4.0 de nos voisins allemands.

La question de la créativité est devenue dans ce contexte un vrai enjeu de politique publique, à Strasbourg comme dans de nombreuses métropoles nationales ou internationales. Elle est centrale dans un approche renouvelée de la notion d'innovation, du management des entreprises ou de la mobilisation des talents et des compétences locales, notamment dans le secteur culturel et créatif

Une meilleure connaissance du poids économique de ce secteur souligne depuis peu son importance dans l'ensemble de l'activité économique. Ainsi l'inspection générale des finances a établi en 2012 que la valeur ajoutée du secteur culturel et créatif en France est de 3,2% du PIB, équivalente en 2011 à celle de l'agriculture et des industries alimentaires. Elle représente 7 fois l'industrie automobile, quatre fois l'industrie chimique ou l'assurance. Son apport à l'économie est de 105 milliards d'euros. A l'échelle de Strasbourg, le secteur culturel et créatif compte 3 000 établissements et près de 10 000 emplois en 2013 (ADEUS).

La CUS d'une part a pris la mesure de ces enjeux en inscrivant dès 2009 le secteur-clé des entreprises créatives dans sa stratégie de développement économique Strasbourg Eco 2020. L'économie et le management de la créativité forment un axe majeur de l'action de l'ORGANISME d'autre part, en lien direct avec le monde de l'entreprise. L'action d'ACCRO enfin, plus récente, est d'ores et déjà reconnue par l'Université qui lui apporte son soutien dans le cadre du programme Initiatives d'Excellence (IDEX).

De manière coordonnée les actions engagées par la CUS, l'ORGANISME, puis ACCRO ont produit des résultats concrets et encourageants. Le BETA a mis en place l'Ecole d'Automne de

Management de la créativité, qui réunit chaque année plus de cent entrepreneurs, chercheurs, créatifs et usagers venus de plus d'une dizaine de pays. Il a créé la Chaire de management de la créativité. Concernant le plan d'actions Entreprises créatives de la CUS, plus de 60 projets ont été soutenus depuis 2012 dans le cadre des appels à projets Tango et Scan. La filière Image s'est renforcée par la mise en place d'une aide structurelle au développement des entreprises de production. La Plage Digitale, espace de travail collaboratif ouvert en 2012 et Le Shadok, Fabrique du numérique, qui déploie une intense activité en préfiguration de son ouverture en mars 2015, font quotidiennement la preuve que Strasbourg a besoin de nouveaux espaces dédiés à la créativité, à l'expérimentation et au partage d'expériences.

L'Association ACCRO s'inscrit directement dans ce champ d'action en portant l'Ecole d'Automne et les appels à projets Tango et Scan. Les premiers Créativ'Cafés organisés par ACCRO rencontrent un écho très favorable.

Il ressort de ces éléments que la CUS, l'Unistra / CNRS / BETA et l'association ACCRO partagent une même analyse des enjeux et une même vision des actions à mettre en œuvre au service du développement et de l'attractivité de la métropole strasbourgeoise.

Ces actions sont développées en partenariat avec de nombreux acteurs de l'écosystème. La CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin, la CCI Alsace, la Direccte, Alsace Innovation, Semia, Artenréel, la Région Alsace sont consultés, associés, ou directement partie prenante des actions engagées ou en cours d'élaboration. Les trois partenaires se retrouvent également dans cette méthode partenariale et collaborative.

La présente convention de partenariat manifeste cette convergence entre les trois partenaires et leur volonté de l'inscrire dans une stratégie de moyen et de long terme.

Objet et vie de la convention

Article 1 : Objet de la convention
Par la présente convention, la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), l'Université de Strasbourg / CNRS / Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (l'ORGANISME) et l'association ACCRO - ACtions pour un développement CRéatif des Organisations définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Durée de la convention
La convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la CUS et par l'ORGANISME d'un exemplaire signé par le président d'ACCRO.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de la CUS sur proposition du Comité de suivi.

1ère partie : les objectifs

Article 3 : Priorités et objectifs des trois partenaires dans le domaine de l'économie créative
Rôle et priorités de l'ORGANISME
Il est rappelé que l'Unistra et le CNRS (l'ORGANISME), agissent tant en leur nom qu'au nom du Bureau d'Economie Théorique et appliquée (le BETA). Le BETA est une unité mixte de recherche de l'Université de Strasbourg, de l'Université de Lorraine et du CNRS, réputé par l'excellence de sa recherche en management de la créativité et de l'innovation.

Organisé par axes de recherche, l'un d'entre eux porte sur 'Science, Technologie et Innovation' (STI). Cet axe couvre l'ensemble du champ de la science à l'innovation dans ses dimensions économiques, managériales et politiques. Les thèmes de recherche suivants sont en particulier développés :

- systèmes et politiques, incluant d'une part des travaux sur l'analyse des politiques publiques d'innovation et sur l'évaluation de l'impact de ces politiques, et d'autre part l'analyse de systèmes locaux (typiquement région ou métropoles) ou industriels (eco-technologies, énergie…)
- stratégies d'innovation dans un contexte d'innovation ouverte, au niveau méso-économique aussi bien qu'au niveau micro-économique accompagnées d'une dimension marquée de management, avec d'une part le rôle des brevets et de la propriété intellectuelle, et d'autre part l'analyse des stratégies de collaboration, d'alliances et d'acquisition.
- modes de production et de diffusion des savoirs scientifiques, analysés à la fois au niveau de l'individu en tenant compte de l'environnement dans lequel il travaille, du laboratoire ou de l'équipe de recherche mais aussi comme résultant d'une collaboration avec d'autres entités autonomes.
- **économie et management de la créativité** : de la créativité scientifique jusqu'à la conception de nouveaux produits et services, les questions qui se posent concernent les processus créatifs nécessairement localisés, les formes d'organisations, les dynamiques industrielles, les incitations pertinentes pour permettre l'émergence d'idées nouvelles.

Les recherches menées dans cet axe sont également caractérisées par :

- l'intégration très forte de ses chercheurs dans les réseaux nationaux, européens et au-delà (notamment Japon, Brésil, Chine, Etats-Unis, Canada,…) ;
- un travail souvent en équipe sur des grands projets collaboratifs et européens ;
- l'exploitation de plusieurs registres de la recherche (théorique, appliqué, expertise, recherche-action, quantitatif, qualitatif… avec une forte implication en enseignement notamment professionnalisé) ;
- **des collaborations et des partenariats avec des entreprises de toutes tailles**: SALM, SOCOMEC, Voirin, L'Oréal, CGG, Air Liquide…, notamment en matière de management de l'innovation et de la créativité. Certains de ces travaux sont financés par des chaires de recherche soutenues par les entreprises: une chaire en Management de la créativité (soutenue par les entreprises SALM, SOCOMEC et Voirin Conseil en Management) et une chaire en Droit, Economie et Management de la Propriété Intellectuelle (avec le CEIPI) (soutenue par Air Liquide).

<u>Rôle et priorités de la CUS</u>

En 2009, la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a défini conjointement avec ses partenaires sa stratégie en matière de développement économique au sein d'une feuille de route « Strasbourg Eco 2020 ». Au cœur des ambitions affichées, quatre secteurs économiques ont été considérés comme prioritaires en termes d'enjeux de développement : les entreprises créatives, les mobilités innovantes et multimodales, le tertiaire supérieur international et les technologies médicales et thérapies nouvelles.

La stratégie de la CUS dans le secteur-clé des Entreprises créatives et de l'économie créative se développe selon trois axes :

1. Soutien aux filières prioritaires du secteur culturel et créatif : la collectivité accompagne de manière prioritaire les filières de l'Image, des Métiers d'Art et du Design.
    a. L'aide structurelle aux entreprises de production de la filière Image soutient depuis 2011 le secteur du cinéma, de l'audiovisuel et des nouveaux média.
    b. Strasbourg soutient depuis 2012 le Salon international des métiers d'art Résonances, qui attire chaque année plus de 17 000 visiteurs, en partenariat avec la Fédération Régionale des Métiers d'Art d'Alsace (FREMAA).

c. La collectivité soutient la filière Design en lien avec la CCI et les acteurs locaux

2. Fertilisation croisée et actions transversales :
   a. la CUS soutient depuis 2011 l'Ecole d'Automne de Management de la Créativité Organisée par le BETA (Bureau d'Economie Théorique et Appliquée) de l'Université de Strasbourg et MosaiC – HEC Montréal.
   b. Elle a mis en place et 2012 et reconduit annuellement les appels à projets Tango et Scan, qui encouragent les partenariats innovants entre les entreprises du secteur créatif, du secteur numérique et de tout autre secteur d'activité.
3. Ancrage des talents et des entreprises sur le territoire
   a. En partenariat avec la Ville de Strasbourg, la CUS a créé le Shadok, fabrique du numérique, nouveau lieu favorisant la rencontre, le partage et l'émergence de nouvelles pratiques artistiques liées au numérique ainsi qu'une vitrine pour les initiatives innovantes des entrepreneurs et créatifs strasbourgeois. Le Shadok ouvrira en mars 2015 dans un espace de 2 000 m² distribués sur trois niveaux, sur le site de la Presqu'île Malraux.
   b. La CUS porte par ailleurs un dispositif d'accompagnement des entreprises créatives cherchant à s'installer sur le territoire de la CUS.

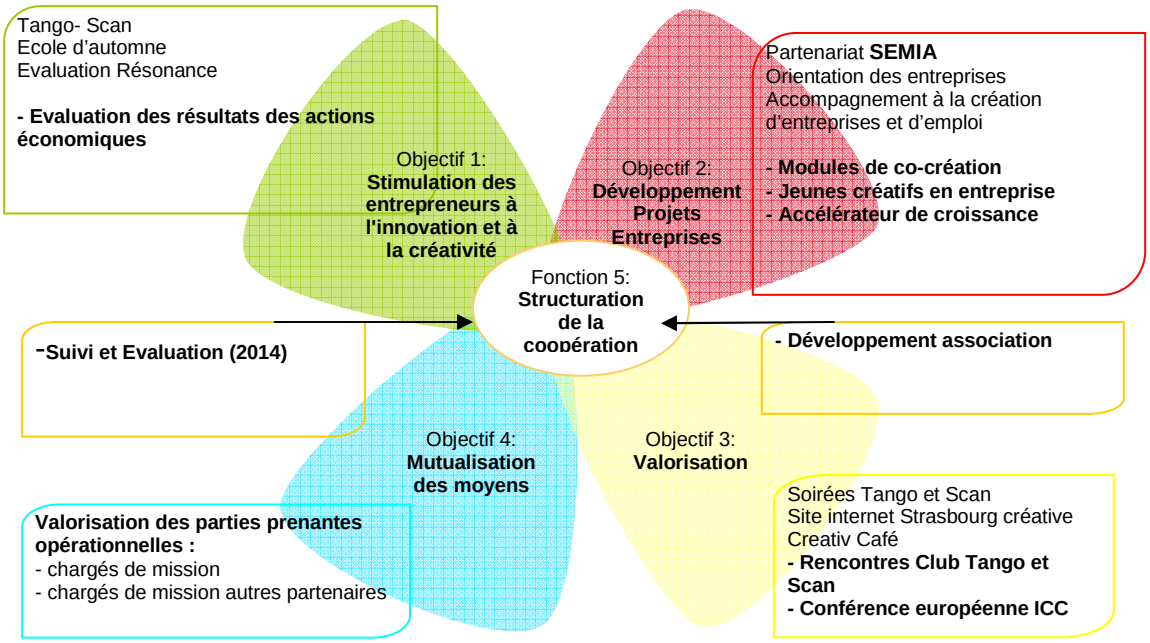
Objectifs et plan d'actions d'ACCRO

ACCRO se définit comme l'opérateur de développement de l'économie créative du territoire, dont la mission est de favoriser la transversalité entre les filières créatives et les autres secteurs d'activités pour développer l'emploi et l'innovation technologique, non technologique et sociale sur le territoire. Son action se développe autour des enjeux, besoins et objectifs suivants :

- **Deux enjeux:**
  - Fertilisation croisée et transversalité (entreprises créatives avec les autres entreprises du territoire): un rôle « inter-cluster » horizontal plus que vertical
  - Ancrage des compétences et insertion des jeunes professionnels du secteur créatif
- **Un besoin:**
  - Accompagner le développement des projets et des entreprises en valorisant les compétences créatives du territoire.
- **Des objectifs :**
  - Création d'entreprises, création d'emplois économiquement viables, insertion professionnelle des diplômés

Le positionnement et les missions d'ACCRO ont été établis au terme d'un diagnostic partagé, joint en annexe.

ACCRO a pris l'initiative de solliciter le soutien de la CUS et de l'ORGANISME pour la mise en œuvre de son plan d'actions, que résume le diagramme suivant :



Article 4 : Objectifs partagés

- Objectifs généraux :

1. Structurer une dynamique de créativité dans l'écosystème : production de biens et services innovants, création et développement d'emplois et d'entreprises.
2. Mobiliser les ressources créatives locales au service d'un développement économique, social et environnemental équilibré.
3. Contribuer au rayonnement et à l'attractivité de la métropole strasbourgeoise dans le Rhin supérieur, en Europe et sur la scène internationale.

- Objectifs opérationnels :

1. Stimuler la fertilisation croisée entre les différents secteurs d'activité économique, prioritairement entre les entreprises des secteurs créatifs et numériques et les filières d'excellence du territoire.
2. Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes professionnels du secteur créatif.
3. Mettre en place une plateforme d'initiatives et d'actions structurantes en partenariat avec les acteurs de l'écosystème.

2ème partie : les apports des partenaires

Article 5 : Subvention versée par la CUS à ACCRO

Pendant la durée de la convention, la CUS s'engage à soutenir les objectifs définis à l'article 4, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 300 000 € TTC sur les trois années 2015 – 2016 - 2017.

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : 100 000 € TTC
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : 100 000 € TTC
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : 100 000 € TTC

Ces versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de communauté.

La présente convention d'objectifs triennale s'accompagne d'une convention financière annuelle entre la CUS et ACCRO, définissant les modalités de l'intervention financière de la CUS.

Le budget prévisionnel 2015 – 2017 joint en annexe à la présente convention indique de manière prévisionnelle les modalités d'engagement du financement de la CUS.

La CUS s'engage de plus à financer pour chaque année de la convention les aides versées directement par ses services aux bénéficiaires des dispositifs portés par ACCRO (notamment enterprises lauréates des appels à projets Tango&Scan). Le financement prévu pour ces aides pour chacune des trois années de la convention s'élève à 220 000 € TTC en crédits d'investissement, sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de communauté.

Article 6 : Soutien de l'ORGANISME à l'association
A l'initiative du BETA, l'ORGANISME apporte son soutien aux actions de l'association ACCRO dans le cadre du programme Initiative d'Excellence (IDEX), sous la forme d'une aide d'un montant de 230 000 € TTC, annoncée en juin 2014 pour 2 ans.

Le budget prévisionnel 2015 – 2017 joint en annexe à la présente convention indique de manière prévisionnelle les modalités du soutien de l'ORGANISME.

Par ailleurs un avenant à la convention bilatérale CUS - ORGANISME du 25 novembre 2011 en prolonge la durée jusqu'au 31 décembre 2017, avec pour but d'assurer la continuité de la gestion assurée par l'ORGANISME pour le compte de l'association ACCRO, et d'affecter au soutien de ses activités les financements perçus pour son compte.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les trois partenaires, ces indicateurs sont précisés ci-dessous.

Article 7 : Instance de suivi
Un **Comité de suivi** est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention. Il a pour mission est d'assurer la mise en œuvre de la présente convention. Il se compose des membres suivants :

- Le Président de l'association,
- La Responsable de l'association, en tant que de besoin
- Le Président de la CUS ou son représentant,
- Le représentant de l'ORGANISME.

Une réunion sera organisée deux fois par an à l'initiative d'ACCRO. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties. La date de la rencontre et son ordre du jour sont fixés conjointement par la CUS, l'ORGANISME et ACCRO un mois calendaire avant sa tenue.

ACCRO communique à ses partenaires, deux semaines au plus tard avant la tenue de la réunion, tous documents nécessaires à sa bonne préparation, notamment rapports d'activité et suivi des indicateurs.

- Lors des réunions les partenaires passent en revue les activités et projets gérés par ACCRO. Un compte rendu est rédigé et soumis pour validation aux membres du Comité de suivi.

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés au Comité de suivi.

Article 8 : Calendrier d'exécution, livrables et indicateurs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'appuie sur les livrables fournis par ACCRO et s'opère au moyen d'indicateurs.

Calendrier

L'exécution de la présente convention donnera lieu à la production par ACCRO des rapports suivants :

- un rapport intermédiaire qui devra être déposé au plus tard le 15 juin de chaque exercice, comprenant un suivi des actions et obligatoirement les budgets exécutés de l'année antérieure, un suivi budgétaire de l'année en cours et les budgets prévisionnels de l'année à venir.
- un rapport de fin d'exercice qui devra être déposé au plus tard le 1er décembre de chaque exercice, comprenant un suivi des actions et une actualisation des budgets de l'année en cours et des budgets prévisionnels de l'année à venir.
- le rapport annuel approuvé en assemblée générale, au plus tard le 1er mai de l'année suivant l'exercice dont il est rendu compte, soit le 1er mai des années 2016, 2017 et 2018 ;

Livrables

Les livrables remis par l'association devront couvrir les points suivants :

- budget de l'association : budget réalisé et budget prévisionnel pluriannuel, faisant apparaître le détail des activités et des cofinancements
- programme d'animations et de rencontres qui précise : le descriptif de l'évènement, le public ciblé, les partenaires, le format, les thèmes et valeurs portés en cohérence avec l'objet de l'Association et les objectifs de la présente convention.
- programme d'actions structurantes ; l'association précisera en particulier le descriptif des actions proposées, les objectifs, le budget prévisionnel, les cofinancements envisagés, les étapes-clés et le planning, les partenaires pressentis.

Les livrables devront être validés par le Comité directeur de l'Association préalablement à leur transmission à la CUS et à l'Unistra / CNRS / BETA.

La CUS et l'ORGANISME s'engagent à communiquer en temps utile à ACCRO les informations et documents nécessaires à la production de ces livrables, notamment concernant les moyens gérés pour son compte par l'une ou l'autre partie (comptes d'exploitation et budgets prévisionnels des subventions, aides, dotations versées à ACCRO ou aux bénéficiaires de ses actions).

Indicateurs

Les Parties adoptent les indicateurs de suivi ci-après :

- Indicateurs de réalisation

	Existant 2014	2015	2016	2017
Nombre d'événements et rencontres organisés (Tango et Scan, Creativ'Café, autres)	*3*	*4*	*5*	*5*
Nombre d'actions structurantes organisées (Tango et Scan, Ecole d'Automne, Créatif en Entreprise, Module de co-création, Rencontre européenne, Etudes d'impact)	*2*	*3*	*4*	*4*

- Indicateurs de résultat

	Existant 2014	2015	2016	2017
Nombre de personnes mobilisées (fréquentation événements et rencontres)	500	600	800	1000
Nombre d'entreprises accompagnées (actions structurantes)	40	45	50	50
Nombre de cofinanceurs et taux des cofinancements hors subvention CUS (IDEX, Direccte, autres)	2	3	3	4

Article 9 : Evaluation finale
Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des indicateurs.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil de communauté.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 10 : Communication
La CUS et l'ORGANISME apparaîtront comme les partenaires de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la CUS et l'ORGANISME, sauf demande expresse spécifique de ceux-ci.

Article 11 : Responsabilité
L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la CUS et de l'ORGANISME ne puisse être recherchée.

Article 12 : Avenant
Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 13 : Résiliation
La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un

délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la CUS, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 14 : Litiges
Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Communauté urbaine
Le Président

Pour l'Université de Strasbourg
Le Président

Robert HERRMANN

Alain BERETZ

Pour le CNRS
La Déléguée Régionale

Pour l'association ACCRO
Le Président

Gaëlle BUJAN

Jean-Christophe UHL

PLAN D'ACTIONS ACCRO

Actions pour un développement Creatif des Organisations

Budgets prévisionnels 2014 - 15 - 16 -17

et répartition des dépenses par postes et lignes budgétaires

A.P. - 06.10.2014

2014

	BUDGET	REPARTITION UNIVERSITE		ACCRO
	Prévisionnel 2014	IDEX	BETA	
Dépenses				
Personnel	80 000,00	50 000,00	30 000,00	
Fonctionnement				
Etudes internes - Autres dépenses fonctionr	10 000,00		10 000,00	
Sous-traitance - Prestations externes	40 000,00	20 000,00	20 000,00	
Appels à projets TangoScan /Dotation entreprises				
Ecole d'Automne de management de la créativité			*8 000,00*	
Evaluation actions développement économique			*7 000,00*	
Modules de co-création /formation entrepreneuriat			*5 000,00*	
Jeunes créatifs en entreprises		*20 000,00*		
Missions deplacements formation	20 000,00	5 000,00	15 000,00	
Gestion évenementielle - Autres dépenses f	21 655,00	4 000,00	17 655,00	
Communication - Autres dépenses fonction	20 431,00	1 000,00	19 431,00	
Consommables - Fournitures	2 000,00		2 000,00	
Loyer	2 000,00		2 000,00	
Autres dépenses fonctionnement - Services	5 000,00		5 000,00	
Frais de gestion admin. IDEX	20 000,00		20 000,00	
Solde 2014	40 500,00		40 500,00	
TOTAL	**261 586,00**	**80 000,00**	**181 586,00**	**0,00**
Recettes				
CUS	100 000,00		100000	
Avenant 2013	50 000,00		50000	
IDEX	**80 000,00**	**80 000,00**		
AAP Europe+ France				
Vente de services				
Report / Solde N-1 (solde 2013)	31 586		31 586	
TOTAL	**261 586,00**	**80 000,00**	**181 586,00**	**0,00**

2015

	BUDGET	REPARTITION UNIVERSITE		ACCRO
	Prévisionnel 2015	IDEX	BETA	estimé
Dépenses				
Personnel	110 000,00	75 000,00	35 000,00	
Fonctionnement				
Etudes internes - Autres dépenses fonctionr	11 000,00			11 000,00
Sous-traitance - Prestations externes	69 000,00	45 000,00		24 000,00
Appels à projets TangoScan /Dotation entreprises				
Ecole d'Automne de management de la créativité				*8 000,00*
Evaluation actions développement économique		*10 000,00*		*4 000,00*
Modules de co-création /formation entrepreneuriat		*5 000,00*		*10 000,00*
Jeunes créatifs en entreprises		*30 000,00*		*2 000,00*
Missions deplacements formation	14 000,00	8 000,00		6 000,00
Gestion évenementielle - Autres dépenses f	46 000,00	4 000,00	5 500,00	36 500,00
Communication - Autres dépenses fonction	21 000,00	1 000,00		20 000,00
Consommables - Fournitures	2 000,00			2 000,00
Loyer	10 000,00			10 000,00
Autres dépenses fonctionnement - Services	4 000,00			4 000,00
Frais de gestion admin. IDEX	9 000,00			9 000,00
Solde 2015	24 500,00	17 000,00		7 500,00
TOTAL	**320 500,00**	**150 000,00**	**40 500,00**	**130 000,00**
Recettes				
CUS	100 000,00			100 000,00
Avenant				
IDEX	**150 000,00**	**150 000,00**		
AAP Europe+ France	25 000,00			25 000,00
Vente de services	5 000,00			5 000,00
Report / Solde N-1 (solde 2014)	40 500,00		40 500,00	
TOTAL	**320 500,00**	**150 000,00**	**40 500,00**	**130 000,00**

2016

	BUDGET	REPARTITION UNIVERSITE		ACCRO
	Prévisionnel 2016	IDEX	BETA	estimé
Dépenses				
Personnel	110 000,00			110 000,00
Fonctionnement				
Etudes internes - Autres dépenses fonctionn	11 000,00			11 000,00
Sous-traitance - Prestations externes	47 000,00	17 000,00		30 000,00
Appels à projets TangoScan /Dotation entreprises				
Ecole d'Automne de management de la créativité				*8 000,00*
Evaluation actions développement économique				*5 000,00*
Modules de co-création /formation entrepreneuriat				*7 000,00*
Jeunes créatifs en entreprises		*17 000,00*		*10 000,00*
Missions deplacements formation	10 000,00			10 000,00
Gestion évenementielle - Autres dépenses f	121 000,00			121 000,00
Parcours du Design				*100 000,00*
Communication - Autres dépenses fonction	17 000,00			17 000,00
Consommables - Fournitures	2 000,00			2 000,00
Loyer	10 000,00			10 000,00
Autres dépenses fonctionnement - Services	4 000,00			4 000,00
Solde 2016	7 500,00			7 500,00
TOTAL	**339 500,00**	**17 000,00**		**322 500,00**
Recettes				
CUS	100 000,00			100 000,00
Avenant				
IDEX	0,00			
Cofinancements Partenaires (CCI…)	100 000,00			100 000,00
AAP Europe + France (PTCE…)	100 000,00			100 000,00
Vente de services	15 000,00			15 000,00
Report / Solde N-1 (solde 2015)	24 500,00			24 500,00
TOTAL	**339 500,00**	**0,00**		**339 500,00**

2017

	BUDGET	REPARTITION UNIVERSITE		ACCRO
	Prévisionnel 2017	IDEX	BETA	estimé
Dépenses				
Personnel	110 000,00			110 000,00
Fonctionnement				
Etudes internes - Autres dépenses fonctionn	11 000,00			11 000,00
Sous-traitance - Prestations externes	37 500,00			48 500,00
Appels à projets TangoScan /Dotation entreprises				
Ecole d'Automne de management de la créativité				*8 000,00*
Evaluation actions développement économique				*5 000,00*
Modules de co-création /formation entrepreneuriat				*7 000,00*
Jeunes créatifs en entreprises				*28 500,00*
Missions deplacements formation	10 000,00			10 000,00
Gestion évenementielle - Autres dépenses f	146 000,00			140 000,00
Parcours du Design				*125 000,00*
Communication - Autres dépenses fonction	17 000,00			12 000,00
Consommables - Fournitures	2 000,00			2 000,00
Loyer	10 000,00			10 000,00
Autres dépenses fonctionnement - Services	4 000,00			4 000,00
Solde 2016	0,00			
TOTAL	**347 500,00**			**347 500,00**
Recettes				
CUS	100 000,00			100 000,00
Avenant				
IDEX	**0,00**			
Cofinancements Partenaires (CCI…)	125 000,00			125 000,00
AAP Europe + France (PTCE…)	100 000,00			100 000,00
Vente de services	15 000,00			15 000,00
Report / Solde N-1 (solde 2015)	7 500,00			7 500,00
TOTAL	**347 500,00**			**347 500,00**

ACCRO

Actions pour un développement Créatif des organisations

Pourquoi ACCRO ?

- **Deux enjeux:**

1 - Fertilisation croisée et transversalité (entreprises créatives avec les autres entreprises du territoire): un rôle « inter-cluster » horizontal plus que vertical
2 - Ancrage des compétences et insertion des jeunes professionnels du secteur créatif

- **Un besoin:**

Accompagner le développement des projets et des entreprises en valorisant les compétences créatives du territoire.

- **Des objectifs :**

Création d'entreprises, création d'emplois économiquement viables, insertion professionnelle des diplômés

Voir Annexe 1 pour plus d'information sur le diagnostic du territoire.

Qu'est-ce qu'ACCRO ?

ACCRO est un opérateur de développement de l'économie créative du territoire dont la mission est de favoriser la transversalité entre les filières créatives et les autres secteurs d'activités pour développer l'emploi et l'innovation technologique, non technologique et sociale sur le territoire.

La liste des membres fondateurs appartenant au **comité directeur** est la suivante :

1. UHL Jean-Christophe, Président
2. DE SANCTIS Francesco, Secrétaire
3. PLASSARD Aude, Trésorier
4. GUIDICELLI Anne-Laure, Membre fondateur et membre du comité directeur
5. LEHMANN Marc, Membre fondateur et membre du comité directeur

Les autres **membres fondateurs signataires des statuts** sont :

1. LLERENA Patrick
2. DONDEY Marc
3. DEMISSY Maryse

Des **membres actifs** sont également adhérents d'ACCRO :

1. FARAGE Géraldine
2. HUET Cléo
3. DAOUDI Tamim
4. LE GALL Eric

Ainsi qu'un **membre associé** :

1. DE LAVERGNE François

Que fait déjà ACCRO ?

Il organise et met en œuvre notamment deux actions phares :

- **Appels à projets Tango, Scan et Open data**

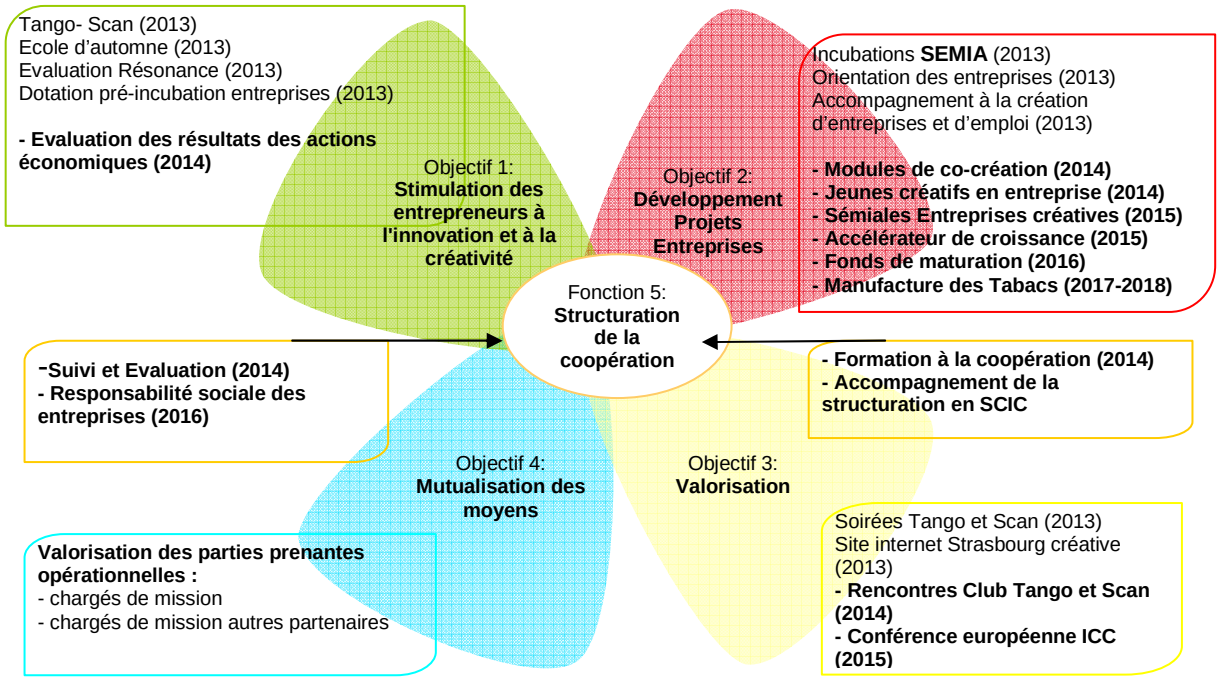
3éme édition en 2014, plus de 40 projets soutenus tous identifiables sur : http://www.strasbourg-creative.eu et formant un club d'affaires. Ils permettent de soutenir l'économie locale, avec un effet levier de 1 à 4 en termes de cofinancements sur les projets soutenus.

- **Ecole d'Automne de management de la créativité**

5éme édition en 2014 en partenariat avec HEC Montréal, plus de 120 participants et un programme chaque année renouvelé: http://creasxb.unistra.fr/ avec des entreprises locales et internationales, des startups et des universitaires qui se penchent sur l'innovation et les méthodes de créativité.

Quelles sont ses missions ?

Plan d'actions



Quelle est la nouvelle action prioritaire pour 2014-2015 ?

Action « Créatifs en entreprises » : mettre en place un/des projets pilotes avec un / des designers :

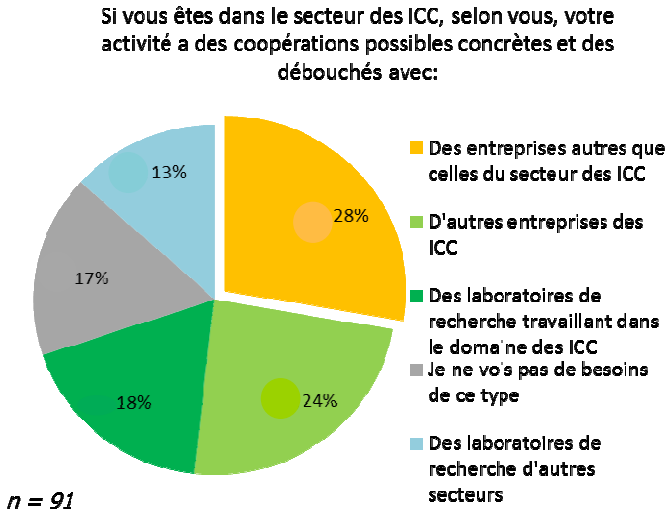
L'opérateur ACCRO lancera prochainement l'action « Créatifs en entreprise » qui concerne particulièrement la compétence Design.

- « Créatifs en entreprise » propose une mise en relation entre une entreprise ayant un besoin dédié en compétence créative (modélisation, design, maquette, dessins, illustration, stratégie de communication et web, nouveaux médias…) et un jeune talent du territoire.
- A la clé une aide financière de 50% du salaire du créatif, sous conditions à définir entre les trois parties.

Annexe 1

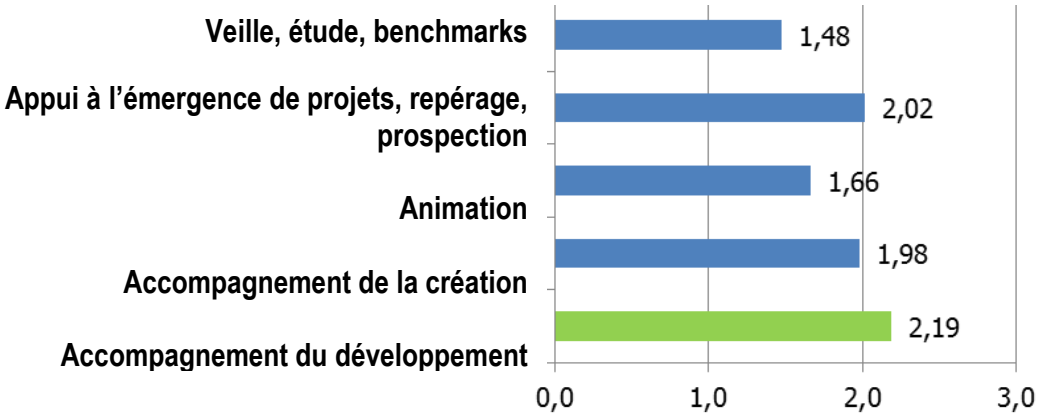
UN DIAGNOSTIC : UNE ENQUETE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE AUPRES DES ACTEURS ET DES ENTREPRISES DU SECTEUR CREATIF

La question du positionnement d'ACCRO a été une question centrale dans le travail de terrain. Les résultats d'une enquête quantitative auprès des entreprises culturelles et créatives ont montré un fort intérêt du secteur pour nouer des partenariats avec le reste de l'économie et avec des laboratoires de recherche dans et hors secteur des industries culturelles et créatives.



Cette enquête a permis d'identifier les axes d'intervention attendus d'ACCRO et de mesurer le degré de priorité dans leur mise en œuvre. Les cinq axes de travail proposés sont autant de pistes potentielles pour des actions mutualisées.

Degré de priorité des axes de l'opérateur



n= 136 Moyenne = 1,9

On notera une forte attente pour l'axe « accompagnement au développement », ainsi que pour l'axe « appui à l'émergence de projets, repérage, prospection ». Comparativement à d'autres enquêtes de ce type, on remarquera que tous les axes ont été bien notés. Ceci reflète bien une attente forte pour les actions à développer.

22

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Convention d'indemnisation d'agriculteurs dans le cadre de la réalisation d'un ouvrage de protection contre les crues à Eckwersheim.

La commune d'Eckwersheim est en procédure d'aménagement foncier suite au passage de la LGV sur son ban communal. Les opérations de remembrement ont tenu compte du projet de la Communauté urbaine de réaliser un ouvrage de protection de la commune contre les crues, dont les travaux ont été approuvés dans la délibération du 20 juin 2010.

De ce fait, l'emprise de ce futur ouvrage, en cours de réalisation, sera transférée à la commune d'Eckwersheim après remembrement et la surface correspondante soustraite des exploitations agricoles.

La procédure d'aménagement foncier ayant pris du retard, ce transfert de propriété n'a pas abouti avant le démarrage des travaux, et il est à présent nécessaire d'indemniser les trois agriculteurs qui bénéficient à ce jour toujours d'un bail agricole sur les terrains correspondants à l'emprise du chantier ainsi que les terrains relictuels dont l'exploitation est rendue impossible du fait de la surface restante trop faible (voir plans annexés aux conventions), pour la perte de jouissance de ces terrains agricoles lors de l'année culturale 2013-2014 :

- M. Marc EBERSHOLD (Eckwersheim, Bas-Rhin),
- M. Thierry GRASS (Wiwersheim, Bas-Rhin),
- M. Raymond SPRINGMANN (Eckwersheim, Bas-Rhin).

Un autre agriculteur, M. Pierre PFRIMMER (Hurtigheim, Bas-Rhin) a, quant à lui, accepté dès 2013, que la parcelle qu'il exploite serve temporairement de stockage des terres décapées. Il s'agit là d'indemniser l'agriculteur pour la perte de rendement constatée en 2013 : ce terrain a été ensemencé fin 2012 et devait être occupé par la CUS dès le printemps 2013. Il a finalement pu être récolté avant son utilisation par la CUS mais l'exploitant n'a pu amender correctement sa culture entrainant une perte de rendement (attestation jointe en annexe).
Il sera par ailleurs, tout comme les agriculteurs précédents, indemnisé pour perte de jouissance de ce terrain agricole pour l'année culturale 2013-2014.

Les montants d'indemnisation d'un total de 4 124,04 € ont été négociés sur la base du barème fourni par la chambre d'agriculture de Région Alsace en 2014, pour arriver à un montant inférieur au montant du barème.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'indemnisation des agriculteurs touchés par le chantier de construction de l'ouvrage de protection de la commune d'Eckwersheim contre les crues,*
- *l'établissement des conventions d'indemnisation ad hoc présentées en annexe,*

décide

d'imputer la dépense de 4 124,04 € TTC relative à ces indemnisations pour l'année 2014 sur la ligne budgétaire EN02E - 830-678 dont les crédits sont disponibles,

autorise

le Président de la Communauté urbaine de Strasbourg ou son représentant à signer les conventions d'indemnisation correspondantes et tout autre acte y relatif.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

CONVENTION D'INDEMNISATION DE PRIVATION DE JOUISSANCE D'UN TERRAIN AGRICOLE

Entre les soussignés :

M. Marc EBERSOLD
demeurant 51 rue d'Olwisheim 67550 ECKWERSHEIM

Agissant en qualité d'exploitant et ci-après désigné sous le terme « l'exploitant »

d'une part

La Communauté urbaine de Strasbourg, représentée par son Président, M. Robert HERRMANN

d'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Communauté urbaine de Strasbourg réalisera en 2014 un ouvrage de protection contre les crues en amont d'Eckwersheim. L'emprise de cet ouvrage sera soustraite, dans le cadre de l'aménagement foncier, des surfaces agricoles cultivables et la propriété de cette emprise sera reversée, dans le cadre de cette procédure, à la Commune d'Eckwersheim.

La mise en œuvre de cet aménagement foncier ayant pris du retard, les terrains inclus dans cette emprise conservent pour l'année 2014 leur vocation agricole, mais du fait des travaux, ne pourront pas être cultivés pendant la saison culturale 2014.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer l'indemnisation pour privation de jouissance des terrains inclus dans l'emprise des travaux en vue de réaliser l'ouvrage de protection de la commune d'Eckwersheim contre les crues, ainsi que les terrains relictuels dont l'exploitation est rendue impossible du fait de la surface restante trop faible. Par les présentes, l'exploitant autorise la Communauté urbaine de Strasbourg ou toute entreprise mandatée par elle, sous réserve des autorisations administratives nécessaires, à accepter les travaux nécessaire à la réalisation de cet ouvrage.

ARTICLE 2 : DESIGNATION

Commune	Section	N°	Nature	Surface occupée
Eckwersheim	31	244pp	Terre	8 a 15 ca
Eckwersheim	31	272pp	Terre	12 a 14 ca
Eckwersheim	31	273 pp	Terre	13 a 14 ca
Eckwersheim	31	473pp	Chemin	0 a 20 ca
TOTAL				**33 a 63 ca**

La zone soustraite à l'exploitation est délimitée sur l'extrait de plan joint à la présente convention.

ARTICLE 3 : INDEMNISATION DU CONCEDANT

L'exploitant percevra une indemnité de privation de jouissance au début de l'année culturale. Cette indemnité s'établit à 33,63 ares x 22,37 €/are = **752,31 €**

L'indemnité de privation de jouissance couvre tous les préjudices et toutes les conséquences résultant de l'occupation et notamment celles découlant de l'urgence de leur réalisation et de la prise de possession rapide des terrains qu'elle nécessite.

L'exploitant continuera donc de régler l'intégralité des fermages dus aux propriétaires.

Fait en deux exemplaires,

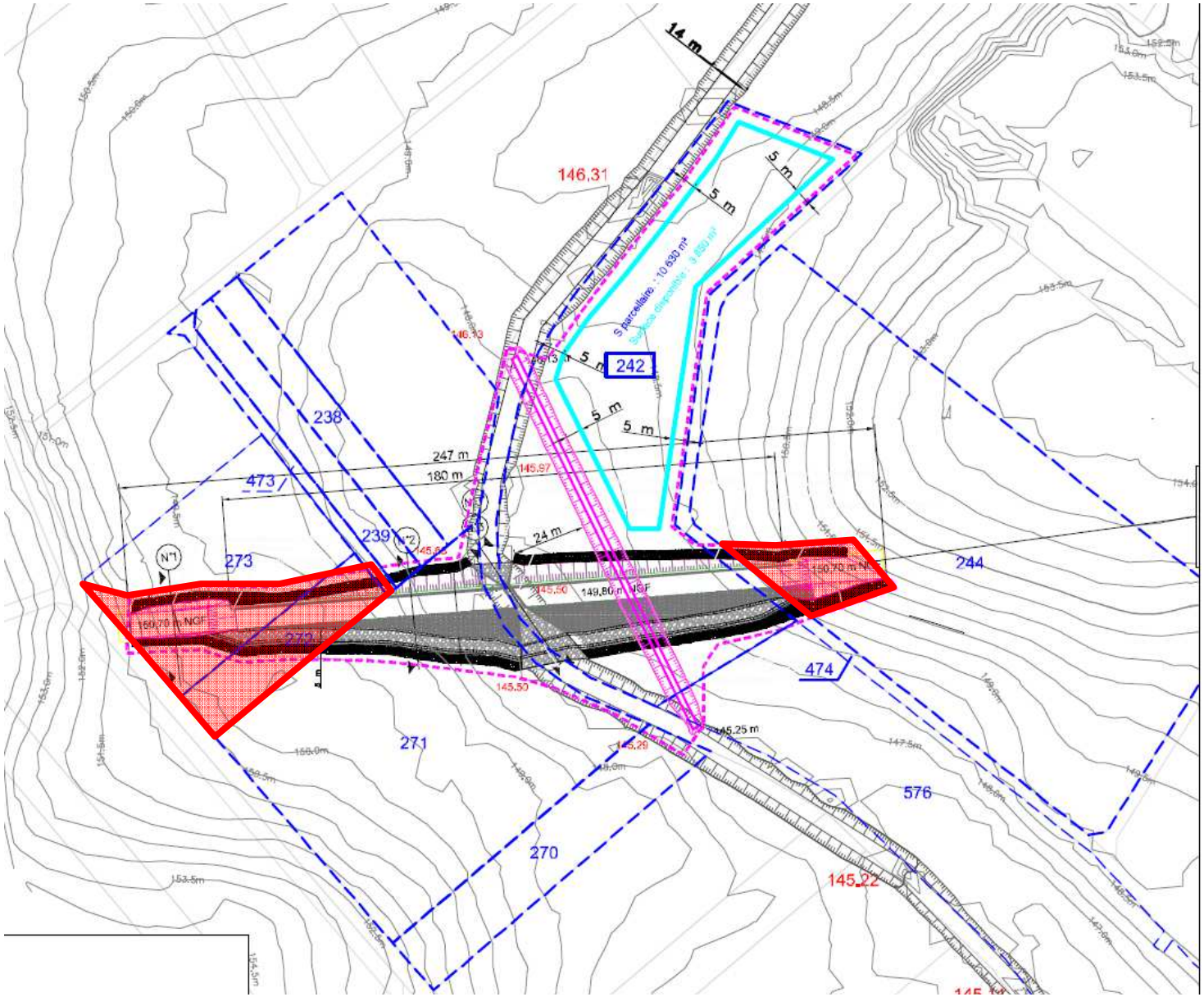
A , le

L'exploitant

Marc EBERSOLD

Pour la Communauté urbaine de Strasbourg

Robert HERRMANN
Président


14 m
146,31
5 m
5 m
5 m
S parcellaire : 10 630 m²
Surface disponible : 9 850 m²
242
5 m
5 m
238
247 m
180 m
473
239
N°1
N°2
273
24 m
244
150,70 m NGF
149,80 m NGF
145,50
272
474
145,50
271
145,25 m
145,29
576
270
145,22

CONVENTION D'INDEMINISATION DE PRIVATION DE JOUISSANCE D'UN TERRAIN AGRICOLE

Entre les soussignés :

M. Thierry GRASS
demeurant 1, route de Schnersheim 67370 WIWERSHEIM

Agissant en qualité d'exploitant et ci-après désigné sous le terme « l'exploitant »

d'une part

La Communauté urbaine de Strasbourg, représentée par son Président, M. Robert HERRMANN

d'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Communauté urbaine de Strasbourg réalisera en 2014 un ouvrage de protection contre les crues en amont d'Eckwersheim. L'emprise de cet ouvrage sera soustraite, dans le cadre de l'aménagement foncier, des surfaces agricoles cultivables et la propriété de cette emprise sera reversée, dans le cadre de cette procédure, à la Commune d'Eckwersheim.

La mise en œuvre de cet aménagement foncier ayant pris du retard, les terrains inclus dans cette emprise conservent pour l'année 2014 leur vocation agricole, mais du fait des travaux, ne pourront pas être cultivés pendant la saison culturale 2014.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer l'indemnisation pour privation de jouissance des terrains inclus dans l'emprise des travaux en vue de réaliser l'ouvrage de protection de la commune d'Eckwersheim contre les crues. Par les présentes, l'exploitant autorise la Communauté urbaine de Strasbourg ou toute entreprise mandatée par elle, sous réserve des autorisations administratives nécessaires, à accepter les travaux nécessaires à la réalisation de cet ouvrage.

ARTICLE 2 : DESIGNATION

Commune	Section	N°	Nature	Surface occupée
Eckwersheim	31	239pp	Terre	0 a 53 ca
Eckwersheim	31	473pp	Chemin	0 a 20 ca
TOTAL				**0 a 73 ca**

La zone soustraite à l'exploitation est délimitée sur l'extrait de plan joint à la présente convention.

ARTICLE 3 : INDEMNISATION DU CONCEDANT

L'exploitant percevra une indemnité de privation de jouissance au début de l'année culturale. Cette indemnité s'établit à 0,73 ares x 22,37 €/are = **16,33 €**

L'indemnité de privation de jouissance couvre tous les préjudices et toutes les conséquences résultant de l'occupation et notamment celles découlant de l'urgence de leur réalisation et de la prise de possession rapide des terrains qu'elle nécessite.

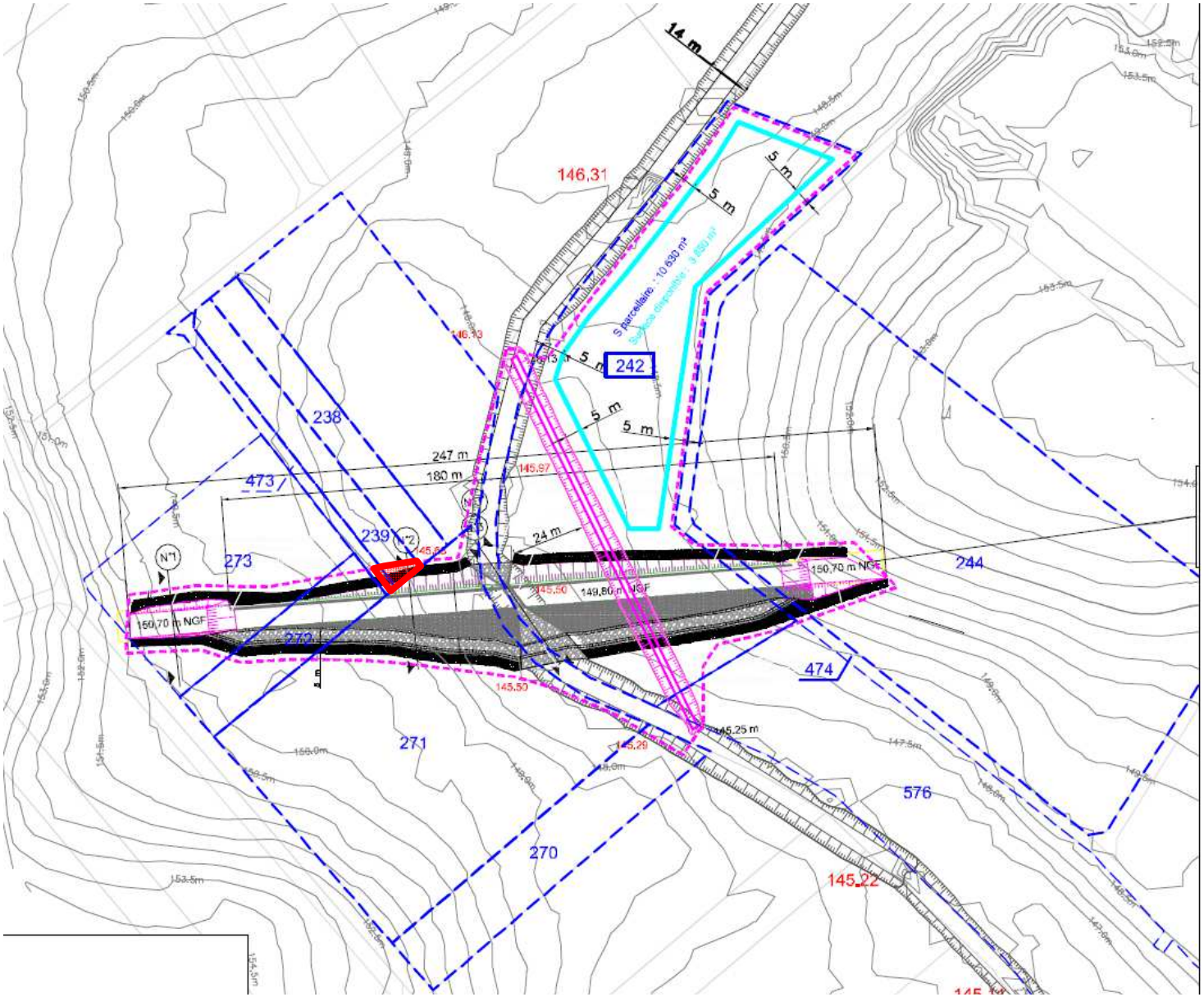
L'exploitant continuera donc de régler l'intégralité des fermages dus aux propriétaires.

Fait en deux exemplaires,

A , le

L'exploitant Pour la Communauté urbaine de Strasbourg

Thierry GRASS Robert HERRMANN
Président


14 m
146,31
5 m
5 m
5 m
242
238
247 m
180 m
473
239
N°2
N°1
273
24 m
244
150,70 m NGF
149,80 m NGF
272
474
145,50
145,25 m
271
576
270
145,22

CONVENTION D'INDEMINISATION DE PRIVATION DE JOUISSANCE D'UN TERRAIN AGRICOLE

Entre les soussignés :

M. Raymond SPRINGMANN
demeurant 18, rue Albert Schweitzer 67550 ECKWERSHEIM

Agissant en qualité d'exploitant et ci-après désigné sous le terme « l'exploitant »

d'une part

La Communauté urbaine de Strasbourg, représentée par son Président, M. Robert HERRMANN

d'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Communauté urbaine de Strasbourg réalisera en 2014 un ouvrage de protection contre les crues en amont d'Eckwersheim. L'emprise de cet ouvrage sera soustraite, dans le cadre de l'aménagement foncier, des surfaces agricoles cultivables et la propriété de cette emprise sera reversée, dans le cadre de cette procédure, à la Commune d'Eckwersheim.

La mise en œuvre de cet aménagement foncier ayant pris du retard, les terrains inclus dans cette emprise conservent pour l'année 2014 leur vocation agricole, mais du fait des travaux, ne pourront pas être cultivés pendant la saison culturale 2014.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer l'indemnisation pour privation de jouissance des terrains inclus dans l'emprise des travaux en vue de réaliser l'ouvrage de protection de la commune d'Eckwersheim contre les crues. Par les présentes, l'exploitant autorise la Communauté urbaine de Strasbourg ou toute entreprise mandatée par elle, sous réserve des autorisations administratives nécessaires, à accepter les travaux nécessaire à la réalisation de cet ouvrage.

ARTICLE 2 : DESIGNATION

Commune	Section	N°	Nature	Surface occupée
Eckwersheim	31	271pp	Terre	14 a 80 ca

La zone soustraite à l'exploitation est délimitée sur l'extrait de plan joint à la présente convention.

ARTICLE 3 : INDEMNISATION DU CONCEDANT

L'exploitant percevra une indemnité de privation de jouissance au début de l'année culturale. Cette indemnité s'établit à 14,80 ares x 22,37 €/are = **331,08 €**

L'indemnité de privation de jouissance couvre tous les préjudices et toutes les conséquences résultant de l'occupation et notamment celles découlant de l'urgence de leur réalisation et de la prise de possession rapide des terrains qu'elle nécessite.

L'exploitant continuera donc de régler l'intégralité des fermages dus aux propriétaires.

Fait en deux exemplaires,

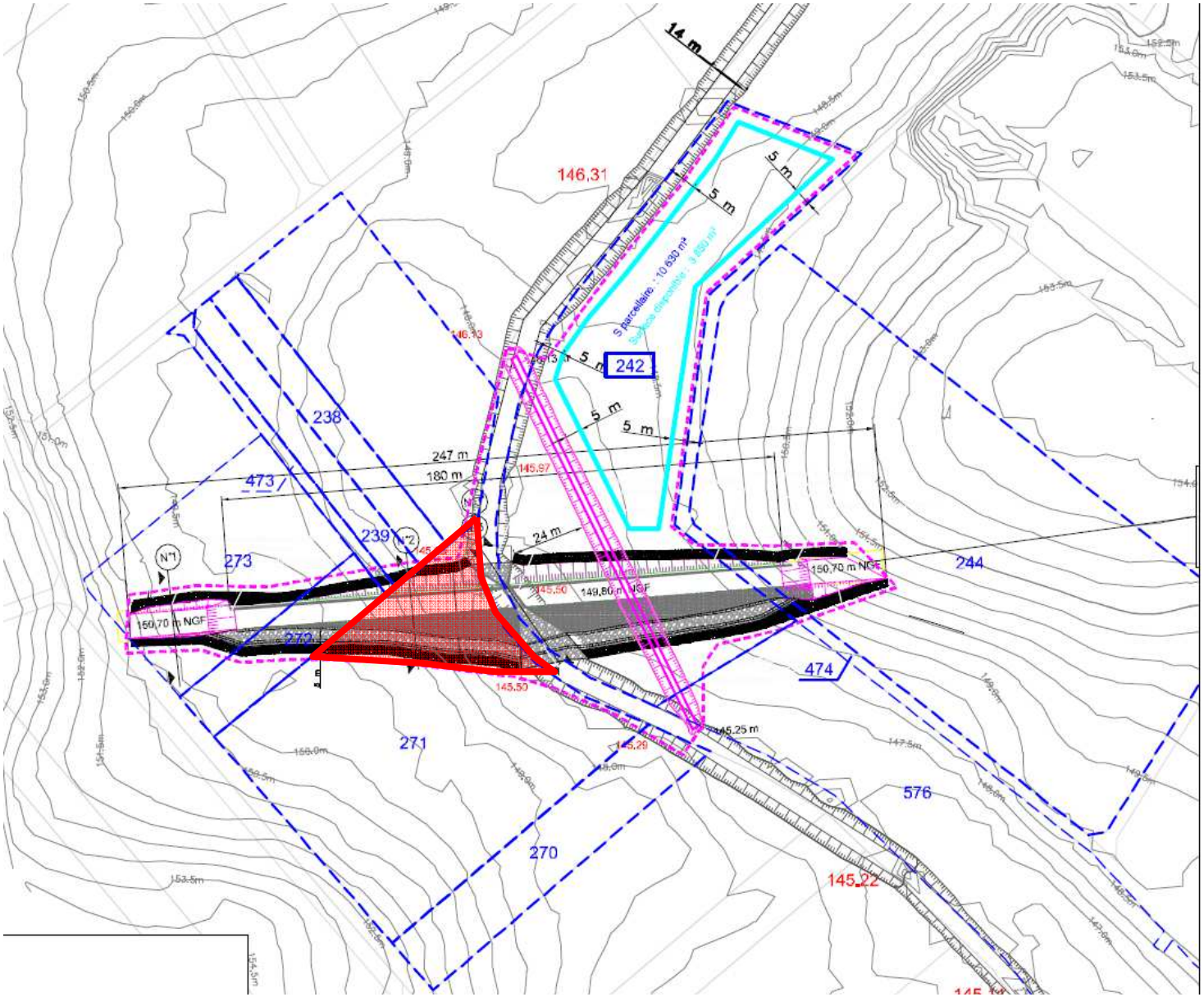
A , le

L'exploitant

Raymond SPRINGMANN

Pour la Communauté urbaine de Strasbourg

Robert HERRMANN
Président



Référence : Environnement et écologie urbaine 14- RG/IB

CONVENTION POUR OCCUPATION TEMPORAIRE ET DE PRIVATION DE JOUISSANCE D'UN TERRAIN AGRICOLE

Entre les soussignés :

M. Pierre PFRIMMER
demeurant 13 rue de la Paix 67117 HURTIGHEIM

Agissant en qualité d'exploitant et ci-après désigné sous le terme « l'exploitant »

d'une part

La Communauté urbaine de Strasbourg, représentée par son Président, M. Robert HERRMANN

d'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention annule et remplace la convention précédente.
Par les présentes, l'exploitant autorise la Communauté urbaine de Strasbourg ou toute entreprise mandatée par elle, sous réserve des autorisations administratives nécessaires, à occuper temporairement la parcelle dont la désignation suit, pour des stockages provisoires de matériaux terreux destinés à la réalisation de l'ouvrage de protection de la commune d'Eckwersheim contre les crues, à compter de la date de la signature de la convention et pour une durée envisagée de 14 mois. A noter que la partie sud du terrain, dans le cadre de la procédure de remembrement, sera soustraite des surfaces agricoles du fait de la création de l'ouvrage de protection de la commune contre les crues (voir plan ci-joint).

ARTICLE 2 : DESIGNATION

Commune	Section	N°	Nature	Surface occupée
Eckwersheim	31	242	Terre	1 ha 06 a 61 ca

La zone d'occupation temporaire est délimitée sur l'extrait de plan joint à la présente convention.

ARTICLE 3 : CONDITIONS TECHNIQUES

Lors de la restitution des terrains, la Communauté urbaine de Strasbourg fera procéder à un état des lieux contradictoire entre la Communauté urbaine de Strasbourg, l'exploitant et SAFEGE, maître d'œuvre des travaux de réalisation de l'ouvrage de protection contre les crues.

Etat des lieux après travaux :

Lorsque la remise en état sera jugée terminée, et avant tout retour à l'exploitation normale de la parcelle, un état des lieux contradictoire sera réalisé sur convocation des parties par la Communauté urbaine de Strasbourg.

- Il constatera l'état dans lequel se trouve le bien
- Il précisera les réserves éventuelles et préconisera les méthodes, moyens, périodes à envisager pour compléter la remise en état, le cas échéant, par des travaux complémentaires
- Il indiquera la date de restitution conforme et définitive et le cas échéant, les « équipements » non rétablis ou les travaux complémentaires laissés à la charge du propriétaire ou de l'exploitant ainsi que le montant des indemnités à verser pour compenser cette charge.
- Le bulletin d'indemnisation sera joint à l'état des lieux.

Au cas où des travaux complémentaires auraient été préconisés, comme il est dit ci-dessus, un nouvel état des lieux, dans les mêmes conditions qu'indiquées précédemment, devra avoir lieu.

ARTICLE 4 : INDEMNISATION DU CONCEDANT

Pour ce qui concerne l'année 2013 :

La prise de possession ayant été réalisée fin 2013 et non début 2013 comme prévu initialement, les amendements n'ont pas pu être apportés aux périodes favorables pendant la période de culture sur les céréales d'hiver semées à l'automne.

Le rendement obtenu par l'exploitant s'est trouvé limité à 50 qtx/ha du fait des contraintes imposées par le chantier, alors que le rendement moyen obtenu en blé sur le territoire d'Eckwersheim s'élève à 80qtx/ha (catégorie 2 du barème CARA)

En conséquence le préjudice s'élève à 30 qtx/ha soit 600 €/ha (6 €/are)

La Communauté urbaine de Strasbourg versera en conséquence une indemnité pour perte de rendement de

106,61 ares x 6 €/are = 639,66 €

Pour ce qui concerne l'année 2014 :

Le terrain étant à présent occupé par les terres du chantier, l'exploitant bénéficie d'une indemnité de privation de jouissance au début de l'année culturale. Cette indemnité s'établit à :

106,61 ares x 22,37 €/are = 2 384,86 €

L'indemnité de privation de jouissance couvre tous les préjudices et toutes les conséquences résultant de l'occupation et notamment celles découlant de l'urgence de leur réalisation et de la prise de possession rapide des terrains qu'elle nécessite.

L'exploitant continuera donc de régler l'intégralité des fermages dus aux propriétaires.

ARTICLE 5 : RESILIATION

La Communauté urbaine de Strasbourg pourra mettre fin à la présente convention, après restitution et remise en état des terrains (décompactage, retrait des pierres, nivellement, désherbage), avant la date d'échéance prévue, moyennant un préavis de 2 mois.

Fait en trois exemplaires, dont un pour le propriétaire,

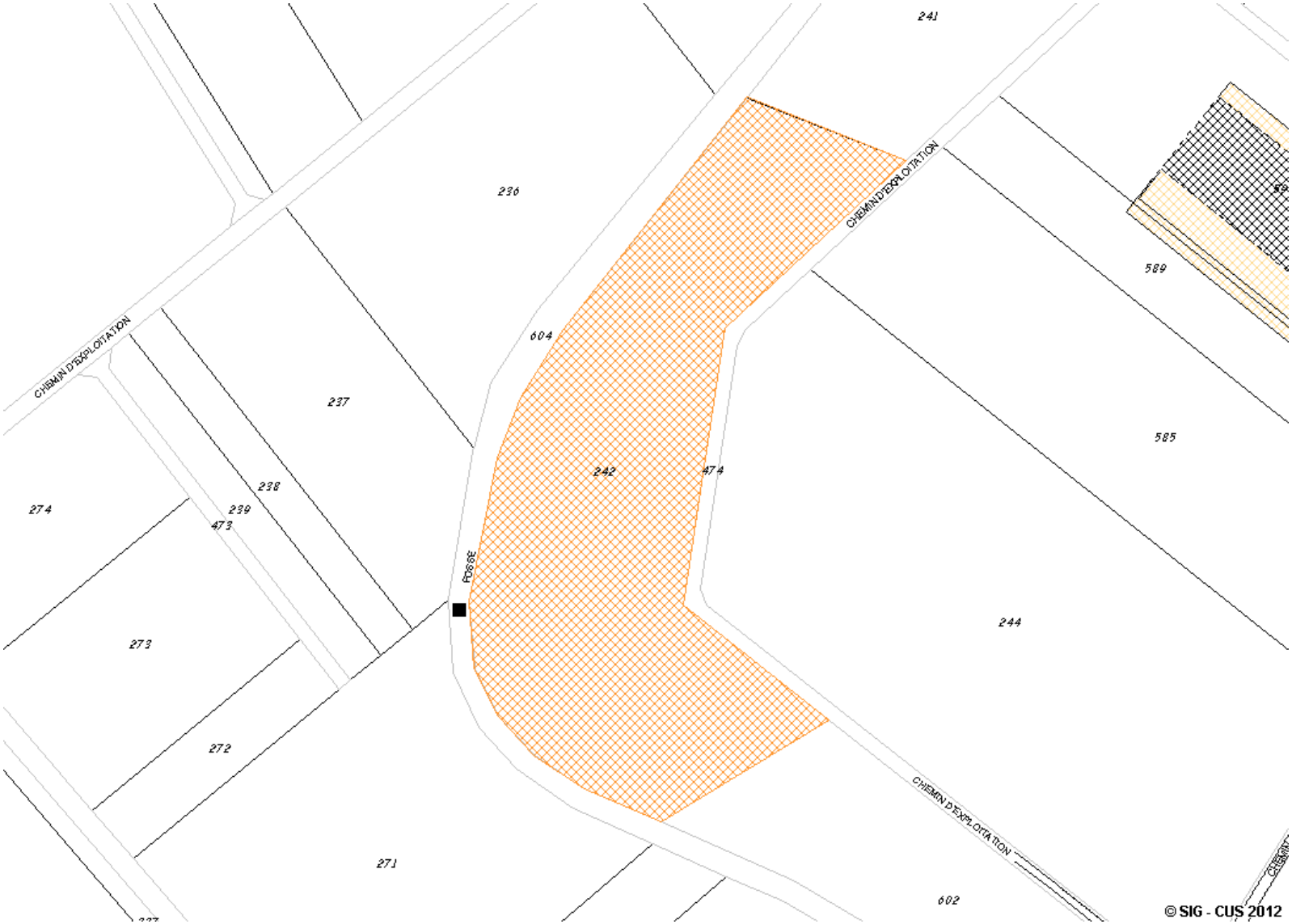
A , le

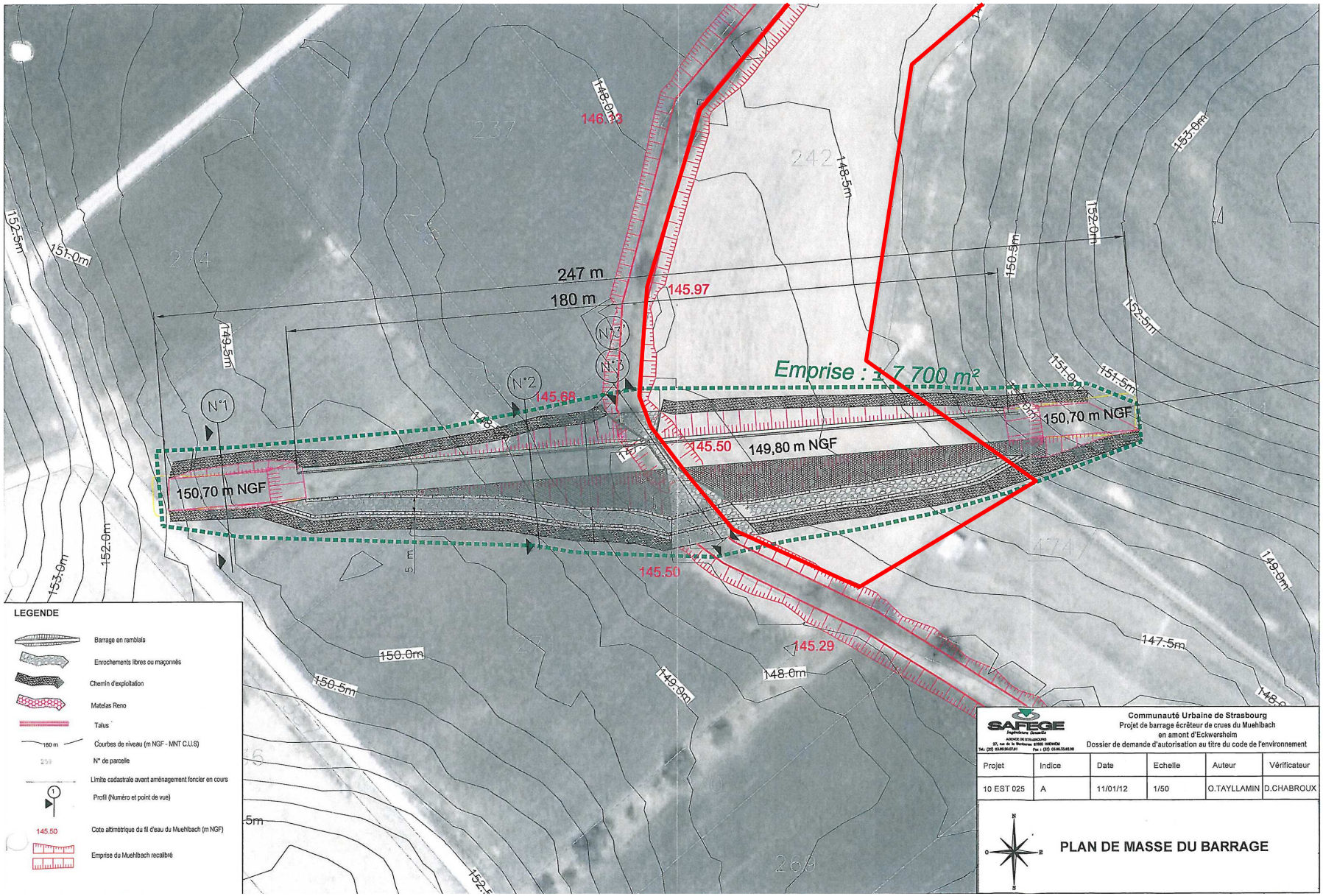
L'exploitant

Pierre PFRIMMER

Pour la Communauté urbaine de Strasbourg

Robert HERRMANN
Président


241
236
CHEMIN D'EXPLOITATION
589
604
237
585
242
474
238
274
239
473
FOSSE
244
273
272
271
602
CHEMIN D'EXPLOITATION
© SIG - CUS 2012



Référence : Environnement et écologie urbaine 0397a-12 RG/GA

23

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Lancement du projet d'innovation collaborative multipartenarial LUMIEAU - Stra - LUtte contre les MIcropolluants dans les EAux Urbaines à Strasbourg avec la Communauté urbaine de Strasbourg.

Par délibération du 21 février 2014, le Conseil de Communauté a autorisé le service de l'assainissement de la Communauté urbaine de Strasbourg à déposer un dossier pour répondre à l'appel à projets « Innovation et changements de pratiques – Lutte contre les micropolluants dans les eaux urbaines », lancé en juin 2013 par l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), des Agences de l'Eau et du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'énergie.

Ce projet collaboratif porté par la CUS avec huit partenaires publics ou privés a été sélectionné parmi 34 dossiers comme douze autres projets. Les résultats de cet appel à projets ont été annoncés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'énergie le 23 juillet dernier dans le cadre de la présentation de la politique de l'eau.
Le projet LUMIEAU-Stra (LUtte contre les MIcropoluants des EAux Urbaines – Strasbourg) a été retenu dans la catégorie « Gestion intégrée des micropolluants dans les réseaux collectifs d'assainissement ».

Contexte réglementaire de réduction des micropolluants

Ce projet vise à répondre aux objectifs de la Directive Cadre Européenne 2000/60/CE et de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de décembre 2006 et notamment celui de recouvrer un bon état des eaux.
Ce bon état vise un bon état physique des milieux avec le réaménagement des rivières, mais aussi un bon état chimique et biologique.
Dans les éléments chimiques, il y a les substances dangereuses et émergentes (plus généralement dénommées micropolluants), qui doivent faire l'objet d'une diminution voire d'une suppression.
Pour rappel, les micropolluants sont des substances naturelles ou de synthèses susceptibles d'induire des effets négatifs à faible ou très faible concentration, en raison de leur toxicité, de leur persistance, de leur bioaccumulation.
Les micropolluants dans les eaux proviennent essentiellement :
– de rejets diffus : lessivage des routes et des toitures, usages domestiques, …

– de rejets canalisés : rejets industriels, hospitaliers, …

A titre d'exemple, de nombreux produits contenant des micropolluants sont utilisés dans la vie quotidienne (détergents, cosmétiques, peintures, médicaments, plastiques, hydrocarbures, biocides,…).

Projet LUMIEAU – Stra

Le projet LUMIEAU-Stra propose une approche de gestion intégrée des micropolluants à l'échelle de l'agglomération, représentative de la problématique de la diversité des sources de pollution dans toute sa complexité (eaux usées domestiques, non domestiques et pluviales).

L'objectif final de ce projet sera la construction d'un plan d'actions pluriannuel et d'une palette d'outils innovants d'aide à la décision et de solutions (techniques ou méthodologiques) d'accompagnement des actions de réductions de ces émissions et adaptées aux différentes situations.

Ce projet se compose de 4 étapes :

- une étape de diagnostic qui propose de développer un outil d'aide à la décision à l'attention des gestionnaires de réseaux avec une approche multicritères (sensibilité des milieux, facteurs socio-économiques, pressions des micropolluants) à l'échelle de la collectivité, mais aussi d'adapter des outils métrologiques innovants (intégrateurs de pollution, capteurs passifs, bio-essais, prélèvement) aux réseaux urbains, afin d'optimiser l'acquisition de données sur le terrain et de réduire ainsi les coûts de campagnes de mesures ;
- une étape d'accompagnement au changement des pratiques qui vise à développer des outils adaptés (par analyse sociologique des comportements, par l'élaboration de stratégie de communication, par l'analyse des sources en vue de leur réduction ou substitution…) ;
- une étape de démonstrateurs qui vise à tester les différents outils développés sous l'angle du critère coût/efficacité afin de ne pas pénaliser notamment les activités économiques, et de mettre en place des solutions qui suscitent l'adhésion de l'ensemble des acteurs pour les pérenniser ;
- une étape de plan de surveillance et d'actions qui propose d'évaluer l'efficacité du programme d'interventions constitué des différents démonstrateurs par la surveillance de l'évolution des rejets et des flux dans les réseaux au cours du projet. Cette étape permettra également de dégager par extrapolation des résultats, un plan d'actions pluriannuel stratégique et priorisé et de surveiller son efficacité dans le temps en l'adaptant aux évolutions des émissions de sources polluantes.

Le projet répond aux orientations de la collectivité en matière de développement économique et de développement durable notamment la politique globale de gestion des déchets et de la santé. Il s'appuiera sur un territoire attractif et dynamique et sur l'expérience de la collectivité en co-construction concertée de plan d'actions partagé.

Ce projet est labellisé par le pôle de compétitivité sur l'eau Hydreos qui a accompagné la Communauté urbaine de Strasbourg et le consortium dans le montage du dossier.

Ce projet débutera en janvier 2015 pour une durée de 4 ans.

Les partenaires

Les partenaires de la Communauté urbaine au projet sont :

- le CNIDEP, Centre National d'Innovation pour le Développement durable et l'Environnement dans les Petites entreprises (7 collaborateurs) créé par la chambre de Métiers et de l'Artisanat de Meurthe et Moselle pour accompagner les petites entreprises et l'artisanat dans des actions réalistes de protection de l'environnement ;
- l'Unité Mixte de Recherche Irstea - ENGEES (70 collaborateurs) Gestion Territoriale de l'Eau et de l'environnement GESTE qui conduit des recherches appliquées notamment en ingénierie sociale ;
- l'INERIS Institut National de l'Environnement industriel et des RISques (588 collaborateurs) dont la vocation dans le domaine de l'eau et des micropolluants consiste, pour une part importante, en des missions d'appui aux politiques publiques ;
- Le laboratoire ICube (230 collaborateurs) est une unité mixte de recherche sous la co-tutelle de l'Université de Strasbourg, du CNRS, de l'ENGEES et de l'INSA de Strasbourg dans le domaine de l'hydraulique et le traitement des eaux ;
- l'entreprise IRES (4 collaborateurs) Institut de Recherche et d'Expertise Scientifique, un laboratoire spécialisé dans la conception de tests analytiques en environnement et santé ;
- l'entreprise IRH Ingénieur Conseil (301 collaborateurs), un bureau d'études spécialisé dans le domaine de l'environnement et de la santé. IRH réalise des missions de mesures, d'études, de conseils et de maîtrise d'œuvre pour les collectivités et les industriels ;
- l'entreprise OREAU Ingénieur Conseil (1 collaborateur) qui intervient dans le domaine de la gestion des eaux au niveau des activités économiques (TPE-PME-PMI industries) et des collectivités ;
- l'entreprise VigiCell (7 collaborateurs), entreprise pionnière en santé et environnement, créée en 1999 par des chercheurs du CNRS, VigiCell est un laboratoire de biologie expérimentale spécialisé dans l'évaluation de la qualité de l'eau et plus particulièrement l'impact des polluants sur la santé et l'environnement.

L'accord de consortium

Le présent projet est un projet à vocation de recherche et de développement de solution innovantes pour les différents partenaires, il y a lieu de conclure un accord de consortium. Cet accord de consortium aura pour rôle de :

- gérer la confidentialité durant le projet,
- décrire l'état des connaissances antérieures de chacun,
- décrire le fonctionnement du consortium,
- définir les questions de partage de la propriété intellectuelle ainsi que le domaine et les conditions d'exploitation commerciales.

A ce dernier titre la CUS revendique le droit de demander une co-propriété du logiciel, de pouvoir disposer des droits d'usage illimité et de disposer des codes sources sur le logiciel développé ainsi que d'utiliser librement les résultats des différents livrables du projet et des méthodologies déployées.

L'accord de consortium reste à finaliser sur le plan des revendications de chaque partenaire en termes d'objectifs d'exploitation et d'utilisation des résultats communs et sur le plan des domaines d'intervention ou d'activité.

Il fera l'objet d'une prochaine délibération début 2015.

Les financements

L'ensemble des partenaires a réuni et mis en commun un budget de 3 377 805 € pour mener à bien ce projet collaboratif et innovant, financé à 50 % en moyenne par l'ONEMA et l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.
L'ONEMA finance le volet innovation à hauteur de 1 000 000 € et l'Agence de l'Eau Rhin Meuse les outils d'accompagnement (technique ou d'animation et de pilotage) sur la base des taux de subvention du dixième programme relatifs aux études soit environ 745 000 €.

La CUS a engagé 1 590 000 € HT, financés à hauteur de 238 000 € HT par l'ONEMA et d'un montant prévisionnel de 625 000 € HT par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse pour :
- la coordination de l'ensemble du projet par un chef de projet et un chargé du pilotage administratif et financier soit 2 emplois temporaires le temps du projet (qui sont présentés en délibération emplois en parallèle à la présente délibération),
- la mise à disposition d'outils de communication, des données SIG,
- l'accompagnement à la réalisation des analyses,
- l'aide aux entreprises aux besoins.

Le détail des tableaux financiers par partenaire est joint en annexe des conventions financières.

Les mécanismes de financement sont les suivants :

Pour l'Agence de l'eau Rhin – Meuse, un contrat de partenariat est proposé en annexe à cette délibération, à la signature de l'ensemble des partenaires et sur lequel chaque demande d'aide pourra s'appuyer. Il a pour objet de présenter le projet LUMIEAU-Stra, d'en décrire les objectifs ainsi que les moyens nécessaires à l'atteinte de ceux-ci, et les engagements respectifs du porteur du projet, des signataires et de l'Agence de l'eau pour sa mise en œuvre et sa pérennisation. Cette dernière s'engage à traiter chaque demande d'aide de manière prioritaire dans la limite de ses crédits. Chaque partenaire constituera un dossier de demande d'aide pour l'ensemble du projet et s'engage à réaliser le programme d'actions inscrites et à produire ses livrables.

Pour l'ONEMA, une convention de financement est proposée avec le porteur de projet, la Communauté urbaine de Strasbourg.
La structure porteuse du projet reversera ensuite aux partenaires du consortium les montants prévus par la convention préalablement signée avec l'Onema. Ainsi la Communauté urbaine est mandataire pour chacun des partenaires.
La convention de subvention entre l'ONEMA et la CUS ainsi que les mandats sont joints à la présente délibération. Elle présente les conditions dans lesquelles l'ONEMA apporte son soutien au projet : le calendrier du versement des aides sur la base d'un état d'avancement annuel, le rôle du mandataire et ses responsabilités et les modalités de mise à disposition des résultats du projet qui auront vocation à être partagés entre les différents projets retenus au niveau national.

Les modalités pratiques et de déclinaisons comptables de ce mode de fonctionnement sont en cours de définition avec les services de la Recette des Finances et feront l'objet d'une délibération spécifique en début d'année 2015.

Les projets de ces deux conventions de financement sont accessibles et téléchargeables par le lien suivant :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=XrkLDqNz3SSxGw4PPfDg9D.

L'objet de la présente délibération est :
- de valider le lancement de ce projet collaboratif innovant
- d'approuver les conventions de financement de l'ONEMA et de l'Agence de l'eau pour que ces deux organismes puissent chacun de leur côté au niveau de leur instance décisionnelle acter l'engagement du projet LUMIEAU – Stra avant fin 2014.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la convention de subvention avec l'ONEMA relative au projet LUMIEAU – Stra dans le cadre de l'appel à projets micropolluants et les mandats correspondants avec chaque partenaire et ses annexes,*

- *le programme de partenariat avec l'Agence de l'Eau Rhin – Meuse et ses annexes,*

décide

- *de lancer le projet d'innovation collaborative multipartenarial LUMIEAU – Stra - LUtte contre les MIcropolluants des EAux Urbaines – Strasbourg avec les partenaires suivants :*
  - *le CNIDEP, Centre National d'Innovation pour le Développement durable et l'Environnement dans les Petites,*
  - *Le laboratoire Gestion Territoriale de l'Eau et de l'environnement GESTE de l'ENGEES,*
  - *l'INERIS Institut National de l'Environnement industriel et des RISques,*
  - *Le laboratoire ICube, représenté par SATT – CONECTUS,*
  - *l'entreprise IRES, Institut de Recherche et d'Expertise Scientifique,*
  - *l'entreprise IRH Ingénieur Conseil,*
  - *l'entreprise OREAU Ingénieur Conseil,*
  - *l'entreprise VigiCell,*

- *de l'imputation de l'ensemble des dépenses, d'un montant prévisionnel de 1 590 000 € HT pour la CUS, et des recettes sur le budget annexe de l'assainissement pour l'ensemble de la période de déroulement du projet ;*

– *d'accepter le rôle de mandataire pour le compte des différents partenaires concernés conformément aux dispositions de la convention de subvention avec l'ONEMA relative au projet LUMIEAU – Stra dans le cadre de l'appel à projets micropolluants ;*

autorise

le Président ou son- sa représentant-e à signer :

– *la convention de subvention avec l'ONEMA relative au projet LUMIEAU – Stra dans le cadre de l'appel à projets micropolluants et les mandats correspondants avec chaque partenaire concerné et ses annexes,*

– *le programme de partenariat avec l'Agence de l'Eau Rhin – Meuse et ses annexes,*

– *l'ensemble des demandes d'aides financières en lien avec le déroulement du projet et pendant toute sa durée,*

– *tous les documents afférents à ce projet.*

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

24

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Remises gracieuses et créances irrécouvrables eau et assainissement.

M. le Receveur Principal des Finances a présenté l'état des recettes effectivement dues mais qu'il n'est pas à même de recouvrer, soit en raison de l'insolvabilité ou de la disparition des débiteurs, soit au regard des demandes de remises gracieuses consécutives à une fuite souterraine (prévues conformément à l'article 34 du règlement de fourniture d'eau).

Toutes les remises gracieuses prises en compte dans cette délibération et concernant les immeubles d'habitation concernent des consommations non éligibles aux dispositions du décret du 24 septembre 2012 relatif aux fuites privatives sur locaux d'habitation.
En conséquence, ces remises gracieuses ont été instruites conformément à l'article 34 du règlement du service de l'Eau relatif aux fuites souterraines.

Je vous propose donc de statuer sur ces recettes irrécupérables intervenues depuis le dernier état des créances irrécouvrables et remises gracieuses.

Le montant total des recettes à admettre en non-valeur et à approuver en remise gracieuse est récapitulé dans le relevé joint en annexe. Il s'élève à :

	Total TTC	**dont part eau potable**	**dont part assainissement**
Créances irrécouvrables	33 247,50 €	23 108,03 €	10 139,47 €
Remises gracieuses	22 202,52 €	5 181,80 €	17 020,72 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables eau et assainissement présentées par M. le Receveur des Finances, selon l'état nominatif joint, pour un montant total de 33 247,50 € ;*

- *les remises gracieuses eau et assainissement selon l'état nominatif joint pour un montant total de 22 202,52 € ;*

autorise

le Président à émettre les mandats et titres de recettes nécessaires à l'exécution budgétaire de la présente délibération.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

CONSEIL CUS NOVEMBRE 2014 - TABLEAU REMISES GRACIEUSES

COMMUNES	CLIENTS	TOTAL DE LA REMISE TTC	DONT PART EAU POTABLE	DONT PART ASSAINISST.
1° REMISES GRACIEUSES SELON ART.34 DU REGLEMENT				
STRASBOURG	CENTRE CULTUREL KOENIGSHOFFEN	3 807,23	1 523,44	2 283,79
BISCHHEIM	WENTZ Pierre	557,38	208,23	349,15
ILLKIRCH GRA	MARNE IMMOBILIERE	246,59	-	246,59
LINGOLSHEIM	MAIRIE DE LINGOLSHEIM	8 352,98	-	8 352,98
STRASBOURG	SCI BB1 PAR IMMOVAL	9 238,34	3 450,13	5 788,21
	TOTAL	**22 202,52**	**5 181,80**	**17 020,72**

CONSEIL CUS DE NOVEMBRE 2014 - ADMISSIONS EN NON VALEUR

COMMUNES	NOM CLIENTS	TOTAL NON VALEUR TTC	DONT PART EAU POTABLE	DONT PART ASSAINISST.
CERTFICAT D'IRRECOUVRABILITE DES CREANCES, PROCES VERBAL DE CARENCE :				
STRASBOURG	BRASSERIE LE SCALA	762,50	523,33	239,17
STRASBOURG	IS INDUSTRIES SERVICES	603,60	-	603,60
STRASBOURG	ABATTOIR DE VOLAILLES HALLAL ALAMI	5 032,87	3 941,87	1 091,00
STRASBOURG	ABATTOIR DE VOLAILLES HALLAL ALAMI	4 233,07	2 649,49	1 583,58
STRASBOURG	ABATTOIR DE VOLAILLES HALLAL ALAMI	3 246,58	2 005,30	1 241,28
ILLKIRCH GRAFF	UCAR YAHYA -HARUN-ZEKERIYA	1 397,24	892,95	504,29
SCHILTIGHEIM	RAKOTO Laurent	486,50	486,50	-
WOLFISHEIM	CONTE Catherine	361,00	209,64	151,36
OBERHAUSBERGEN	MARGARITO Dino	1 553,25	1 215,24	338,01
POURSUITES INFRUCTUEUSES				
ECKBOLSHEIM	NOUALI Hacene	5 445,92	2 678,56	2 767,36
HOENHEIM	NGUYEN Alice	60,92	41,18	19,74
BISCHHEIM	DUFOUR Christian	208,09	208,09	-
BISCHHEIM	DUFOUR Christian	336,01	230,52	105,49
BISCHHEIM	DUFOUR Christian	351,50	239,60	111,90
BISCHHEIM	DUFOUR Christian	314,82	216,93	97,89
BISCHHEIM	DUFOUR Christian	313,91	215,70	98,21
BISCHHEIM	DUFOUR Christian	268,74	187,01	81,73
BISCHHEIM	DUFOUR Christian	219,77	153,27	66,50
BISCHHEIM	DUFOUR Christian	212,70	149,27	63,43
BISCHHEIM	DUFOUR Christian	162,70	113,15	49,55
SCHILTIGHEIM	IMMOGEREF	9,24	9,24	-
SCHILTIGHEIM	IMMOGEREF	82,75	62,38	20,37
SCHILTIGHEIM	LIGUORI Simon	348,70	236,17	112,53
STRASBOURG	LAGOUGE Jean Jacques	733,28	670,27	63,01
STRASBOURG	AKKUSMesut	13,24	13,24	-
STRASBOURG	AKKUSMesut	13,90	13,90	-
STRASBOURG	AKKUSMesut	13,24	13,24	-
STRASBOURG	AKKUSMesut	13,90	13,90	-
STRASBOURG	AKKUSMesut	12,61	12,61	-
STRASBOURG	LAKAHL Novissa	137,35	79,39	57,96
STRASBOURG	DIEBOLD Dominique et Patricia	67,54	67,54	-
STRASBOURG	LAHRACH Driss	623,61	359,75	263,86
STRASBOURG	ADLER Ninny par Me BECHMANN	331,42	236,50	94,92
MUNDOLSHEIM	MENEKSE Ibrahim	159,75	-	159,75
STRASBOURG	ROSSA PAULA	39,00	-	39,00
TITRES PRESCRITS -POURSUITES IMPOSSIBLES				
LE DEBITEUR EST DECEDE				
LINGOLSHEIM	OBRY Joseph	69,01	50,63	18,38
LINGOLSHEIM	MAITRE GARNIER JACQUES	40,83	29,72	11,11
LINGOLSHEIM	MIMOUN Raphael	369,22	369,22	-
MODICITE DE LA SOMME				
SCHILTIGHEIM	LODTER Nicole	59,30	59,30	-
SOUFFELWEYERSH	ALBRECHT Marc	14,60	14,60	-
STRASBOURG	LE POITEVIN	36,00	36,00	-
STRASBOURG	Me NOVEL Pour Mme BARDE Odette	14,60	14,60	-
STRASBOURG	Me NOVEL Pour Mme BARDE Odette	14,60	14,60	-
STRASBOURG	Me NOVEL Pour Mme BARDE Odette	14,96	14,96	-
ILL-ANDLAU	SITTLER Benoît	19,83	-	19,83
CESSATION D'ACTIVITE				
STRASBOURG	JAKOVLJEVIC CRENOVAL Sàrl MIODRAG	241,60	176,94	64,66
ERREUR DE DEBITEUR				
STRASBOURG	LAEMMEL CABINET	4 181,73	4 181,73	-
	TOTAL	**33 247,50**	**23 108,03**	**10 139,47**

25

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Tarification de location de salle et de prestations du Zénith.

Comme toute structure culturelle importante intervenant dans un secteur concurrentiel, le Zénith de Strasbourg doit pouvoir, d'une part, proposer des tarifs conformes à ceux pratiqués sur ce marché et constatés après chaque année de fonctionnement et, d'autre part, garantir son attractivité commerciale par rapport à la concurrence, en l'espèce les autres salles équivalentes du Grand Est.

Conformément à la convention d'affermage liant la CUS au délégataire, toute modification de tarifs du Zénith doit faire l'objet d'un accord du délégant, la Communauté urbaine de Strasbourg.

Les tarifs actuellement pratiqués consistent, d'une part, en une grille tarifaire de location de salles, et d'autre part en une grille relative à diverses prestations.

- pour la grille de location : il est proposé de confirmer la tarification des années précédentes afin de conserver au Zénith de Strasbourg sa compétitivité par rapport aux autres salles du Grand Est.

- pour la grille de prestations : il est proposé de l'amender en rectifiant le coût des personnels pour tenir compte à la fois des hausses des tarifs des sous-traitants et du SMIC, et en répercutant sur les tarifs les augmentations des fournitures d'énergies.

Il est proposé au Conseil d'approuver les grilles tarifaires ci-jointes et d'autoriser le fermier à appliquer ces nouveaux tarifs à compter du mois de janvier 2015.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

les propositions tarifaires de la Société SNC Zénith de Strasbourg jointes en annexe à partir du 1er janvier 2015,

autorise

la société SNC Zénith de Strasbourg à appliquer ces nouveaux tarifs à partir du 1er janvier 2015.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

TARIFS DE LOCATION ANNEE 2015 - ZENITH DE STRASBOURG EUROPE

Mise à jour du 26 juin 2014 - version n°1 (montants en euros HT)

Cette grille de tarifs inclut la mise à disposition de la salle de 6h à 2h le lendemain matin

MINIMUM GARANTI PAR JAUGE										
	Assis/debout	Nombre de places	Prix / Jour Minimum garanti (*)	% de la recette brute	Merchandising *	**Tout assis**	Nombre de places	Prix / Jour Minimum garanti (*)	% de la recette brute	Merchandising *
Très très petite jauge						A0	1 459	1 950,00 €	13%	150,00
Très petite Jauge	D1	1 967	3 900,00 €	11%	150,00	A1	1 863	4 500,00 €	11%	150,00
Petite Jauge	D2	3 168	6 200,00 €	13%	350,00	A2	2 894	7 200,00 €	13%	250,00
Petite Jauge "Rock"	D2 "rock"	3 287	6 200,00 €	13%	350,00					
Petite jauge " Prim"	D2 "prim"	4 000	8 500,00 €	13%	400,00	A2 "prim"	3 630	7 500,00 €	13%	250,00
Moyenne Jauge	D3	5 856	11 800,00 €	13%	500,00	A3	4 784	11 900,00 €	13%	350,00
Grande Jauge	D4	7 933	15 900,00 €	13%	700,00	A4	5 820	14 550,00 €	13%	400,00
Très grande Jauge	D5	9 975	22 000,00 €	13%	900,00	A5	7 862	19 600,00 €	13%	500,00
Maxi Jauge	D6	12 079	30 000,00 €	13%	1500,00					

TARIF PAR TYPE DE MANIFESTATION							
Spectacle sur Glace		5 856		10%			
Arbres de Noël						par personne	2,50 €
Commédies Musicales (series d'au minimum 3 représentations)				10%			
Evénements d'entreprises	A1	1 863					6 000,00 €
Evénements d'entreprises	A2	2 894					9 500,00 €
Evénements d'entreprises	A3	4 784					14 000,00 €
Evénements d'entreprises	A4	7 862					19 000,00 €
Evénements d'entreprises (espaces détentes ex une partie du hall)							350,00 €
Hall (4h)							2 000,00 €
Hall (10h)							3 500,00 €
Salle de Réception (10h)							1 500,00 €
Salle de Réception (4h)							1 000,00 €
Salle de Réception (après concert)							750,00 €

TARIFS SPECIAUX - REMISES & FORFAITS *(les remises ne sont pas cumulatives)*	
Remises dégressives à partir de la 3ème représentation consécutive *(soirées)*	25% sur le tarif de location de la salle
Remises dégressives du CA locatif tarif pour les Grandes Jauges Assis/Debout	jusqu'à 30 % sur le tarif de location de salle
Remise pour spectacle avec entracte ou une 1ère partie	Remise de 1 % sur le montant locatif
Heure supplémentaire *(au-delà de 2h00 du matin)*	350,00
Jour de montage ou de démontage / répétitions	1 500,00
Formule "Très grande jauge et maxi jauge pour artistes internationnaux"	Si l'artiste international faite entre 8 et 10 dates de concerts en France en passant par le Zénith dans le cadre d'une même tournée application d'un tarif correspondant à 10 % de la recette billetterie Si l'artiste international faite entre 5 et 7 dates de concerts en France en passant par le Zénith dans le cadre d'une même tournée application d'un tarif correspondant à 9 % de la recette billetterie Si l'artiste international faite entre 5 dates de concerts en France en passant par le Zénith dans le cadre d'une même tournée application d'un tarif correspondant à 8 % de la recette billetterie
Formule "Zénith Club"	8% de la recette avec un minimum garanti de 2 500 € HT avec un maximum de 3 200 entrées payantes avec un prix de billet inférieur à 35 € TTC droits de location inclus. Ces deux contraintes sont cumulatives. En cas de non respect, les tarifs normaux s'appliqueront
Formule "Festival"	Programmer au moins 10 artistes, accueillir au moins 3 000 spectateurs par jour, financement d'une collectivité territoriale inférieur à 50% des recettes totales. Locatif par jour d'exploitation : 17 000,00 euros HT Locatif par jour de montage ou démontage : 1 700,00 euros HT Reversement de 10% de la recette des bars (les bars restant gérés par le Zénith)

Version n° 1

DETAIL TARIFS PAR JAUGES - ANNEE 2015

Mise à jour du 26 juin 2014 (montants en euros HT)

PRESTATIONS

Zénith Strasbourg Europe	Montage	A0	A1	A2	A2 Prim	A3	A4	A5
		1 459	*#REF!*	*#REF!*	*3 630*	*#REF!*	*#REF!*	*#REF!*
FLUIDES ETE *01/05 - 30/09*	382,00 €	748,00 €	814,00 €	903,00 €	964,00 €	1 014,00 €	1 071,00 €	1 203,00 €
FLUIDES HIVER *01/10 - 30/04*	656,00 €	1 616,00 €	1 832,00 €	1 951,00 €	2 099,00 €	2 245,00 €	2 318,00 €	2 713,00 €
NETTOYAGE		574,00 €	1 150,00 €	1 219,00 €	1 341,00 €	1 458,00 €	1 631,00 €	1 803,00 €
MERCHANDISING & PROGRAMME	-	150,00 €	150,00 €	250,00 €	250,00 €	350,00 €	400,00 €	500,00 €
MISE EN CONFIGURATION SCENE	Scène standard : 24,40m x 14,64m x 1,40m - Mise en configuration 4,80 € HT le m² modifié - Cassage complet : 1 715,00 € HT							
LIGNE TELEPHONIQUE	0,15 € l'impulsion / 230 € de caution							
CHARIOT ELEVATEUR	#REF!							
CRASH BARRIERE	#REF!							
ENREGISTREMENT	Audio 5% - TV 30% du prix de location de la salle avec un minimum de perception de 1 000,00 €							

PRESTATIONS

Zénith Strasbourg Europe	D1	D2	D2 rock	D2 "Prim"	D3	D4	D5	D6
	#REF!	*3 168*	*3 287*	*4 000*	*#REF!*	*#REF!*	*#REF!*	*12 079*
FLUIDES ETE *01/05 - 30/09*	814,00 €	903,00 €	903,00 €	977,00 €	1 014,00 €	1 071,00 €	1 203,00 €	1 337,00 €
FLUIDES HIVER *01/10 - 30/04*	1 832,00 €	1 951,00 €	1 951,00 €	2 112,00 €	2 245,00 €	2 318,00 €	2 713,00 €	2 933,00 €
NETTOYAGE	1 150,00 €	1 219,00 €	1 341,00 €	1 458,00 €	1 458,00 €	1 631,00 €	1 803,00 €	1 986,00 €
MERCHANDISING & PROGRAMME	150,00 €	350,00 €	350,00 €	400,00 €	500,00 €	700,00 €	900,00 €	1 500,00 €
MISE EN CONFIGURATION	Scène standard : 24,40m x 14,64m x 1,40m - Mise en configuration 4,80 € HT le m² modifié - Cassage complet : 1 715,00 € HT							
LIGNE TELEPHONIQUE	0,15 € l'impulsion / 230 € de caution							
CHARIOT ELEVATEUR	#REF!							
CRASH BARRIERE	#REF!							
ENREGISTREMENT	Audio 5% - TV 30% du prix de location de la salle avec un minimum de perception de 1 000,00 €							

PERSONNEL

Poste	Nb Heures	Coût horaire	A0 *1 459*	A1 *#REF!*	A2 *#REF!*	A2 Prim *3 630*	A3 *#REF!*	A4 *#REF!*	A5 *#REF!*
			MG 1 950,00	MG 4 500,00	MG 7 200,00	MG 7 500,00	MG 11 900,00	MG 14 550,00	MG 19 600,00
ACCUEIL									
Responsable Hôtesse	3,00	27,08 €	1 81,24 €	1 81,24 €	1 81,24 €	1 81,24 €	1 81,24 €	1 81,24 €	1 81,24 €
Hôtesse	2,50	23,94 €	12 718,20 €	15 897,75 €	24 1 436,40 €	31 1 855,35 €	39 2 334,15 €	46 2 753,10 €	63 3 770,55 €
			13 799,44 €	**16 978,99 €**	**25 1 517,64 €**	**32 1 936,59 €**	**40 2 415,39 €**	**47 2 834,34 €**	**64 3 851,79 €**
SECURITE									
Responsable Sécurité	5,50	34,50 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €
Agent de Sécurité Jardin SSIAP 1	5,00	28,22 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de sécurité Cour SSIAP 1	5,00	28,22 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de Sécurité Régie baignoire SSIAP 1	5,00	28,22 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de Sécurité Régie au sol SSIAP1 **	5,00	28,22 €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €
Agent de sécurité Loges SSIAP 1	5,00	28,22 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de Sécurité Palpation hommes	5,00	28,22 €	2 282,20 €	2 282,20 €	3 423,30 €	3 423,30 €	4 564,40 €	5 705,50 €	6 846,60 €
Agent de sécurité Palpation femmes	2,50	28,22 €	1 70,55 €	1 70,55 €	2 141,10 €	2 141,10 €	3 211,65 €	4 282,20 €	5 352,75 €
Agent de Sécurité Devant scène	5,00	28,22 €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €
Agent de Sécurité Consignes	5,00	28,22 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de Sécurité Volante	5,00	28,22 €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €
			9 1 248,00 €	**9 1 248,00 €**	**11 1 459,65 €**	**11 1 459,65 €**	**13 1 671,30 €**	**15 1 882,95 €**	**17 2 094,60 €**
CONTRÔLE									
Responsable Contrôleur SSIAP 2	3,00	25,52 €	- €	- €	- €	- €	- €	1 76,56 €	1 76,56 €
Contrôleur Accueil Artistes Productions	21,00	23,94 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €
Contrôleur PMR	2,50	24,46 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €
Contrôleur Billets	2,50	24,46 €	3 183,45 €	3 183,45 €	5 305,75 €	5 305,75 €	7 428,05 €	9 550,35 €	11 672,65 €
			5 747,34 €	**5 747,34 €**	**7 869,64 €**	**7 869,64 €**	**9 991,94 €**	**12 1 190,80 €**	**14 1 313,10 €**
GARDIENNAGE									
Coordinateur Parking	5,50	24,62 €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	1 135,41 €	1 135,41 €	1 135,41 €
Agent Parking	5,00	22,71 €	1 113,55 €	1 113,55 €	1 113,55 €	1 113,55 €	2 227,10 €	3 340,65 €	3 340,65 €
			1 113,55 €	**1 113,55 €**	**1 113,55 €**	**1 113,55 €**	**2 248,96 €**	**3 362,51 €**	**4 476,06 €**
SERVICE INCENDIE / SECOURS AUX PERSONNES									
SSIAP 2 S Incendie	5,50	24,46 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €
SSIAP 2 S Représentation	4,50	24,46 €	0 - €	0 - €	0 - €	1 110,07 €	1 110,07 €	1 110,07 €	1 110,07 €
SSIAP 2 S Scène	4,50	24,46 €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €
SSIAP 1 S Incendie	5,50	23,94 €	2 263,34 €	2 263,34 €	2 263,34 €	2 263,34 €	2 263,34 €	2 263,34 €	3 395,01 €
SSIAP 1 S Représentation	4,50	23,94 €	1 107,73 €	2 215,46 €	2 215,46 €	2 215,46 €	3 323,19 €	3 323,19 €	3 323,19 €
SSIAP 1 S Scène	4,50	23,94 €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €
Secours aux Personnes	5,00	forfait	4 519,00 €	4 519,00 €	4 519,00 €	6 865,00 €	6 865,00 €	6 865,00 €	8 1 264,00 €
			1 024,60 €	**1 132,33 €**	**1 132,33 €**	**1 588,40 €**	**1 696,13 €**	**1 696,13 €**	**2 226,80 €**
TOTAL (1)			**#REF!**	**10 834,21 €**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**
TOTAL (2)			**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**

(1) total en scène standard, période "été"
(2) total en scène standard, période "hiver"

PERSONNEL

Poste	Nb Heures	D1 *1 967*	D2 *3 168*	D2 "rock" *3 287*	D2 "Prim" *4 000*	D3 *5 856*	D4 *7 933*	D5 *9 975*	D6 *12 079*
		MG #REF!	MG #REF!	MG 6 200,00	MG 8 500,00	MG #REF!	MG #REF!	MG #REF!	MG 30 000,00
ACCUEIL									
Responsable Hôtesse	3,00	1 81,24 €	1 81,24 €		1 81,24 €	1 81,24 €	1 81,24 €	1 81,24 €	1 81,24 €
Hôtesse	2,50	10 598,50 €	18 1 077,30 €		10 598,50 €	26 1 556,10 €	34 2 034,90 €	57 3 411,45 €	57 3 411,45 €
		11 679,74 €	**19 1 158,54 €**		**11 679,74 €**	**27 1 637,34 €**	**35 2 116,14 €**	**58 3 492,69 €**	**58 3 492,69 €**
SECURITE									
Responsable Sécurité	5,50	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €	1 189,75 €
Agent de Sécurité Jardin SSIAP 1	5,00	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de sécurité Cour SSIAP 1	5,00	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de Sécurité Régie baignoire SSIAP 1	5,00	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de Sécurité Régie au sol SSIAP1 **	5,00	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de sécurité Loges SSIAP 1	5,00	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de Sécurité Palpation hommes	5,00	2 282,20 €	3 423,30 €	3 423,30 €	4 564,40 €	5 705,50 €	6 846,60 €	6 846,60 €	6 846,60 €
Agent de sécurité Palpation femmes	2,50	1 70,55 €	2 141,10 €	2 141,10 €	3 211,65 €	4 282,20 €	5 352,75 €	5 352,75 €	5 352,75 €
Agent de Sécurité Devant scène	5,00	4 564,40 €	4 564,40 €	4 564,40 €	6 846,60 €	6 846,60 €	6 846,60 €	6 846,60 €	6 846,60 €
Agent de Sécurité Consignes	5,00	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €	1 141,10 €
Agent de Sécurité Volante	5,00	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	4 564,40 €	4 564,40 €	4 564,40 €	6 846,60 €
		14 1 953,50 €	**16 2 165,15 €**	**16 2 165,15 €**	**20 2 659,00 €**	**26 3 435,05 €**	**28 3 646,70 €**	**28 3 646,70 €**	**30 3 928,90 €**
CONTRÔLE									
Responsable Contrôleur SSIAP 2	3,00	- €	- €	- €	- €	1 76,56 €	1 76,56 €	1 76,56 €	1 76,56 €
Contrôleur Accueil Artistes Productions	21,00	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €	1 502,74 €
Contrôleur PMR	2,50	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €	1 61,15 €
Contrôleur Billets	2,50	3 183,45 €	5 305,75 €	5 305,75 €	7 428,05 €	9 550,35 €	11 672,65 €	11 672,65 €	11 672,65 €
		5 747,34 €	**7 869,64 €**	**7 869,64 €**	**9 991,94 €**	**12 1 190,80 €**	**14 1 313,10 €**	**14 1 313,10 €**	**34 1 313,10 €**
GARDIENNAGE									
Coordinateur Parking	5,50	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	1 135,41 €	1 135,41 €	1 135,41 €	1 135,41 €
Agent Parking	5,00	1 113,55 €	1 113,55 €	1 113,55 €	1 113,55 €	1 113,55 €	2 227,10 €	3 340,65 €	3 340,65 €
		1 113,55 €	**1 113,55 €**	**1 113,55 €**	**1 113,55 €**	**2 248,96 €**	**3 362,51 €**	**4 476,06 €**	**6 476,06 €**
SERVICE INCENDIE / SECOURS AUX PERSONNES									
SSIAP 2 S Incendie	5,50	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €	1 134,53 €
SSIAP 2 S Représentation	4,50	0 - €	0 - €	1 110,07 €	1 110,07 €	1 110,07 €	1 110,07 €	1 110,07 €	1 110,07 €
SSIAP 2 S Scène	4,50	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	1 110,07 €
SSIAP 1 S Incendie	5,50	2 263,34 €	2 263,34 €	2 263,34 €	2 263,34 €	2 263,34 €	3 395,01 €	2 263,34 €	2 263,34 €
SSIAP 1 S Représentation	4,50	2 215,46 €	2 215,46 €	2 215,46 €	3 323,19 €	3 323,19 €	3 323,19 €	4 430,92 €	5 538,65 €
SSIAP 1 S Scène	4,50	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	0 - €	2 215,46 €	2 215,46 €
Secours aux Personnes	5,00	4 519,00 €	4 519,00 €	4 519,00 €	6 865,00 €	6 865,00 €	6 865,00 €	10 1 264,00 €	10 1 240,00 €
		9 1 132,33 €	**9 1 132,33 €**	**10 1 242,40 €**	**13 1 696,13 €**	**13 1 696,13 €**	**14 1 827,80 €**	**20 2 418,32 €**	**22 2 612,12 €**
TOTAL (1)		**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**16 795,62 €**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**
TOTAL (2)		**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**17 930,62 €**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**	**#REF!**

(1) total en scène standard, période "été"
(2) total en scène standard, période "hiver"

26

Délibération au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Soutien à l'association EAVE pour l'organisation d'une session de formation à Strasbourg en octobre 2015.

Le programme EAVE (Entrepreneurs européens de l'audiovisuel) est un dispositif de formation professionnelle international qui s'adresse aux producteurs indépendants mais aussi aux représentants d'organismes nationaux et internationaux de soutien à la production.

Le programme phare annuel, EAVE-Europe, se déroule dans trois villes différentes en Europe pendant, chaque fois, une semaine intensive de travail et de rencontres avec des professionnels.

La troisième et dernière session est la plus importante et la plus prestigieuse en ce qu'elle permet à la cinquantaine de participants venus de toute l'Europe de présenter leurs projets devant environ 60 décideurs venus eux aussi de toute l'Europe, et même parfois d'autres continents.

C'est cette session qui serait organisée à Strasbourg du 19 au 26 octobre 2015.

Les séances plénières de la session 3 seront ouvertes aux professionnels locaux et aux représentants institutionnels du secteur qui souhaiteraient y participer.

L'organisation de cette session dans la CUS a été confiée à deux anciens diplômés EAVE : Philippe AVRIL (producteur de la société de production strasbourgeoise Unlimited) et Marie-Michèle CATTELAIN.

Par ailleurs, Eurimages, l'Observatoire Européen de l'Audiovisuel, ARTE, le MFG (Medien und Film- Gesellschaft) ainsi que l'APAA (Association des Producteurs Audiovisuels d'Alsace) sont partenaires de la manifestation à laquelle la Région Alsace est également appelée à participer.

Le ZKM (Zentrum für Kunst und Medientechnologie) est également partenaire pour l'organisation d'un séminaire transfrontalier de deux jours qui complète la manifestation et s'adresse aux jeunes professionnels d'Alsace et du Bade-Wurtemberg.

L'association de la Communauté urbaine de Strasbourg à cet événement paraît importante pour :

- positionner la Communauté urbaine de Strasbourg comme une place importante du cinéma et de l'audiovisuel en Europe, d'autant qu'aucune ville française n'a accueilli de session EAVE Europe depuis plus de vingt ans,
- stimuler les acteurs locaux du cinéma et de l'audiovisuel, les réunir autour d'un projet d'envergure et les faire bénéficier en masse des formations et du réseau d'EAVE,
- continuer à tisser des liens transfrontaliers avec Karlsruhe et le Bade Wurtemberg,
- faire rayonner la Communauté urbaine de Strasbourg à travers l'Europe.

Le budget arrondi de la session 3 est de 375 000 € dont 245 000€ apportés par EAVE. Le montant global arrondi des dépenses à charge des partenaires locaux est de 130 000 €.

Il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant de 38 500 € pour soutenir l'organisation de cet évènement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une aide de 38 500 € à imputer sur le budget de la Communauté urbaine de Strasbourg, AU10C – fonction 33 – Nature 6574 ;

autorise

le Président ou son représentant à signer la convention relative à cette subvention.

Adopté le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

28

Communication au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Communication sur la géothermie.

La raréfaction des sources d'énergie fossile est inscrite à l'horizon des prochaines décennies, entraînant des impacts écologiques, économiques et sociaux majeurs.
Consciente de ces enjeux, la CUS va engager la révision de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) pour s'inscrire dans la perspective d'une agglomération à énergie positive, qui limitera ses consommations à moyen terme – par la recherche de la sobriété et de l'efficacité énergétique - et les équilibrera par des énergies renouvelables locales, pérennes et décarbonées.

Au-delà, il nous faut prendre la mesure du renchérissement inéluctable des coûts énergétiques. L'objectif premier est donc bien de lutter contre la précarité énergétique, qui touche aujourd'hui 1 Français sur 5. Il s'agit de garantir à l'ensemble des habitants de l'agglomération un accès au chauffage et à des modes de transport à prix maîtrisé.
L'accès des entreprises à une énergie bon marché et sécurisée est par ailleurs un puissant facteur d'attractivité économique, compte tenu du coût des charges d'énergie.
Enfin, le développement des énergies renouvelables locales fait appel à l'innovation technologique et permet l'émergence d'une économie verte adossée aux savoirs académiques et à la recherche.

A la fin du présent mandat, la part d'énergies renouvelables du territoire devra couvrir 30 % des besoins globaux contre 11 % aujourd'hui, nécessitant l'élargissement rapide du mix énergétique. Les énergies disponibles sont connues et partiellement exploitées : Biomasse forestière et agricole, « chaleurs fatales » produites par les industries et les équipements de la CUS (UIOM), biométhane, solaire thermique et photovoltaïque et enfin géothermie.

La géothermie permet, en effet, l'utilisation de la chaleur naturelle de la terre à toutes les profondeurs et offre un potentiel très important à Strasbourg.
L'exploitation de la nappe phréatique est déjà très courante, avec les Pompes à Chaleur (PAC) installées dans de nombreux bâtiments à usages locatif et tertiaire.
Le projet urbain « Ilot Etoile », récemment récompensé dans le cadre du fonds « Ville de Demain » est un exemple novateur sur notre territoire d'utilisation de la géothermie par l'utilisation de pieux de fondation équipés de sondes géothermiques permettant d'assurer le chauffage des bâtiments.

L'exploitation des ressources hydrothermales plus profondes fait actuellement l'objet de plusieurs projets sur l'agglomération, qui pourraient permettre la production de chaleur et d'électricité. Ils s'appuient sur des expériences antérieures menées en Alsace, notamment à Strasbourg, où un forage à 3200m et des tests de production ont été réalisés dans les années 1980 dans le quartier Cronenbourg. Depuis 1987, le site pilote de Soultz-sous-Forêts a été développé puis exploité par un consortium international auquel participe Electricité de Strasbourg.

1) Les projets de géothermie sur le territoire de la CUS

L'exploitation des ressources minières, et donc de la géothermie, est régie par le Code Minier. L'Etat propriétaire du sous-sol a délivré des Permis Exclusifs de Recherche couvrant tout le territoire, aux opérateurs Fonroche géothermie et Electricité de Strasbourg.
Ces entreprises ont développé plusieurs projets. Le plus ancien, initié par la Ville d'Illkirch-Graffenstaden et Electricité de Strasbourg dès 2007, pourrait voir le jour au Parc d'Innovation d'Illkirch. D'autres projets sont à l'étude, au port autonome, à Eckbolsheim ou encore à Mittelhausbergen.

De tels projets sont longs à mettre en œuvre, du fait des autorisations successives à obtenir pour les phases de prospection, de forage, d'autorisation d'exploiter et du fait des durées de travaux. Les prospections ont démarré en 2012, l'instruction des demandes d'autorisation de forage déposées est en cours par les services de l'Etat, à l'issue de quoi le Préfet ordonnera les enquêtes publiques, fin 2014 ou début 2015.
Les premiers forages pourraient avoir lieu courant de l'année prochaine, les travaux et tests destinés à confirmer la ressource géothermale s'étalant sur une durée de 12 mois minimum.
Il est dès lors imaginable qu'une première autorisation d'exploiter soit délivrée en 2017 et que plusieurs projets voient le jour dans la prochaine décennie.
Pour inépuisable qu'elle soit, la géothermie n'est pas une ressource infinie et elle ne sera jamais qu'un élément d'un bouquet d'énergies que nous entendons diversifier au maximum pour limiter les aléas d'approvisionnement.

2) Transparence des projets

Les prospections engagées ces dernières années par les opérateurs, concrétisées par des projets d'implantation en divers points du territoire, ont suscité des interrogations légitimes parmi les habitants.
Même si la géothermie est régie par le Code Minier et relève à ce titre de l'autorité de l'Etat, la collectivité a le devoir de répondre à cette inquiétude.
Il nous appartient en effet d'informer les citoyens en toute transparence des procédures en cours, de leur avancement et des techniques proposées.
Il est également essentiel que la collectivité soit garante de l'application du principe de précaution, qu'à ce titre elle poursuive le dialogue exigeant avec les opérateurs et les services de l'Etat, afin d'obtenir les garanties propres à assurer l'absence d'impacts et des retombées positives pour le territoire.

Enfin, les enquêtes publiques qui seront menées dans les prochains mois devront être l'occasion d'un débat constructif. La collectivité, Autorité Organisatrice de l'Energie, doit susciter, alimenter et animer ce débat public avec l'ensemble des citoyens, en posant les enjeux de l'approvisionnement énergétique du territoire et les risques techniques liés à la géothermie.
C'est dans cette perspective qu'une large place a été faite à la géothermie profonde dans le CUS magazine de novembre.

Je souhaite par ailleurs que soit constitué un comité consultatif sur la géothermie profonde. Il associera en son sein des personnes de tous les horizons de la société, à la fois représentatifs de leurs concitoyens et experts des questions environnementales, énergétiques ou sociales. Il pourra prendra en compte l'aspect transfrontalier de cette thématique, une proposition d'association à cette démarche sera ainsi adressée à la Ville de Kehl.
Le rôle du comité sera de susciter et d'animer le débat public sur la géothermie et d'organiser l'information neutre des citoyens. Au-delà, le comité assurera dans la durée le suivi des éventuels travaux de forage et exposera au Conseil ses conclusions et préconisations.

Le comité sera ainsi constitué de l'élu en charge de la transition énergétique, ainsi que de 5 élus représentant l'assemblée délibérante. Il comprendra en outre :
- des associations représentatives,
- l'UNISTRA : EOST et Chaire de géothermie profonde,
- d'Alter Alsace Energie,
- de la Ville de Kehl,
- du SPPPI,
- de TRION,
- du Pôle Energivie
- de l'ADEME,
- de l'AERM,
- de l'APRONA,
- de l'ADEUS
- de représentants de chaque commune concernée par les projets
- de personnalités qualifiées.

Communiqué le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014

29

Communication au Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du vendredi 28 novembre 2014

Communication relative à l'usine d'incinération des ordures ménagères.

Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Comme je vous l'ai annoncé au début de ce Conseil, je souhaite porter un certain nombre d'informations qui touchent au fonctionnement et à l'exploitation de notre usine d'incinération des ordures ménagères dont la gestion est assurée par la société Senerval, filiale du groupe Séché Environnement.

Comme vous le savez, les perturbations rencontrées par ce site industriel au printemps 2014 avaient amené le Préfet du Bas-Rhin, en lien avec la Communauté urbaine, à prendre deux arrêtés prescriptifs imposant au délégataire de réaliser plusieurs travaux permettant de retrouver un fonctionnement normalisé de cette installation.

La mise en œuvre de ces arrêtés a depuis fait l'objet de nombreuses réunions et études, associant Sénerval et les services de la DREAL et de la DIRECCTE, ainsi que la CUS.

Les premiers travaux et études réalisés sur le démantèlement d'un des fours ont révélé la présence d'amiante, ce qui a amené à suspecter cette même présence sur l'ensemble des fours. Comme vous pouvez l'imaginer, cette découverte remet l'ensemble du scénario de travaux en cause. Au-delà c'est la possibilité même d'intervenir en intervention d'urgence sur ces installations qui est soumise à étude et mise au point de procédures spécifique avec des entreprises agrées.

Depuis le 7 novembre l'UIOM est ainsi arrêtée et l'ensemble des déchets est détourné vers d'autres sites de traitement dans l'attente d'un repérage complet de l'amiante et ce jusqu'à fin janvier.

Dans l'entretemps Senerval et la CUS en lien avec les services de l'Etat élaborent de nouveaux scénarios tenant compte de la présence d'amiante avec comme objectif non seulement de réaliser les travaux demandés par le Préfet mais aussi de désamianter les fours pour permettre à l'issue une exploitation normale des installations.
Si les difficultés techniques sont importantes, les enjeux financiers sont quant à eux considérables pour la CUS comme pour Senerval. Nous parlons de dizaines de millions d'euros.

Aujourd'hui, toutes les hypothèses, je dis bien toutes les hypothèses, sont sur la table, y compris la fermeture de l'usine.

La Communauté urbaine, comme le groupe Séché Environnement, se sont chacune attachés à prendre les services d'un avocat afin de rechercher toutes les pistes juridiques, techniques et économiques qui nous permettront de surmonter ce problème.

Il est impératif de trouver des solutions collectives, associant tous les acteurs de ce dossier : la CUS, l'Etat et Sénerval, mais aussi les salariés de ce site qui voient aujourd'hui leur emploi potentiellement menacé.

Nous avons aujourd'hui besoin de l'engagement de chacune des parties pour trouver la solution à ce problème majeur qui aura un coût non-négligeable pour notre collectivité, et pour les habitants de notre métropole.

Au regard des conséquences que peut engendrer la découverte d'amiante sur ce site industriel sur le plan des finances de la collectivité et du fonctionnement d'une des compétences importantes de la CUS, il me paraissait indispensable de porter cet élément à votre connaissance. Par ailleurs et afin de suivre les évolutions à venir, je vous propose de réactiver la Mission d'Information et d'Evaluation de l'UIOM, qui était présidée par Françoise BEY et composée de Christel KOHLER, Françoise SCHAETZEL, Pierre SCHWARTZ, Laurence VATON, et Pascale JURDANT-PFEIFFER, assurant ainsi la représentation de chacun des groupes politiques qui composent notre assemblée.

Je vous remercie.

Communiqué le 28 novembre 2014
par le Conseil de la Communauté
urbaine de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 1 décembre 2014